N°13
2014-2015

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°13 - SESSION ORDINAIRE 2014-2015

Débats sur l'état de la nation	p. 495	Sommaire des séances publiques nos32 à 34	p. 533	32e séance	Mercredi 6 mai 2015
	p. 505	Sommaire des questions parlementaires	p. Q178	33e séance	Mercredi 6 mai 2015
Avenir de la politique agricole	p. 520			34e séance	Mardi 19 mai 2015

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

Le Secrétaire général de l'ONU à la Chambre

Migrations, aide à la coopération, développement durable et lutte contre le changement climatique: M. Ban Ki-moon espère que ces quatre sujets de préoccupation, majeurs pour l'ONU, figureront également parmi les priorités de l'agenda de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne, s'étalant tout au long du deuxième semestre de l'année 2015.

Le Secrétaire général des Nations Unies a exprimé ce souhait au cours d'une rencontre avec le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo.

«Vos priorités seront les nôtres», lui a répondu M. Di Bartolomeo, signalant par ailleurs que la Chambre organisera en décembre une réunion des présidents des commissions de la coopération au développement de tous les Parlements nationaux de l'Union européenne.

Le Président de la Chambre des Députés a finalement souligné que la paix, la solidarité et le développement sont les seules réponses durables aux drames des réfugiés que nous vivons actuellement.

Le Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, signe le Livre d'or en présence du Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo.

Session plénière de l'APCE

Au lendemain de sa visite de travail à Luxembourg, le Secrétaire général des Nations Unies, M. Ban Ki-moon, s'est adressé à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), réunie en session plénière à Strasbourg du 22 au 26 juin 2015. À cette occasion il a assuré l'Europe du soutien des Nations Unies dans la lutte contre l'extrémisme violent et la montée de l'antisémitisme, de l'islamophobie et des discriminations qui y sont associées.

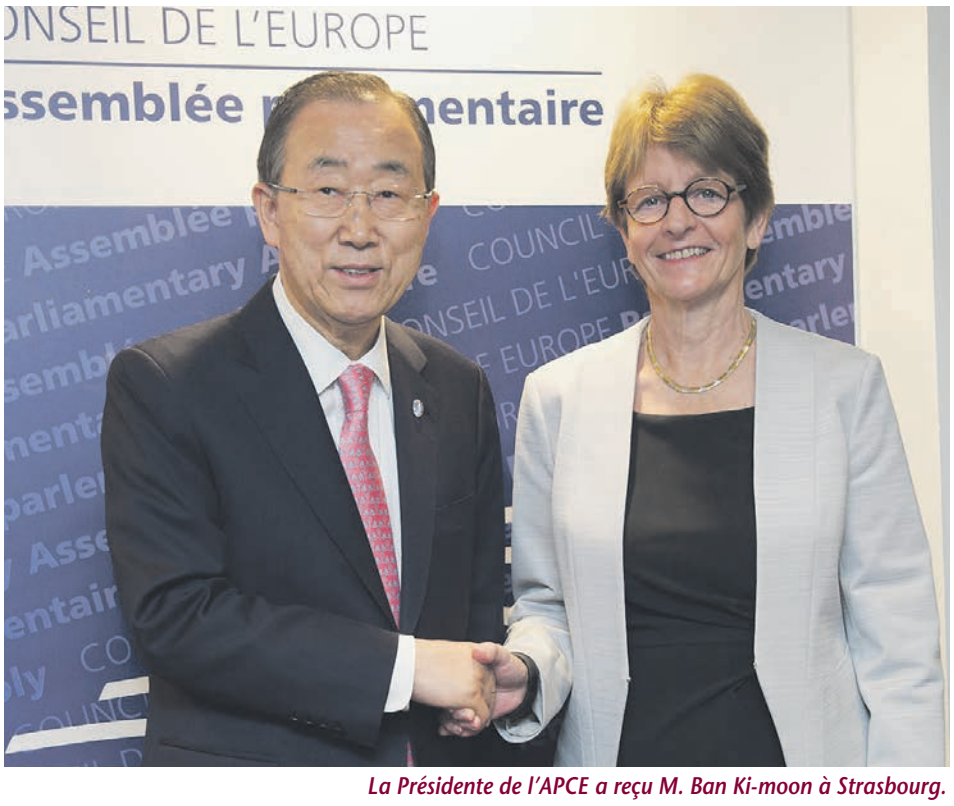
Il a salué l'action du Conseil de l'Europe pour gérer ces problèmes, notamment la question des liens entre radicalisation et terrorisme, ainsi que le Protocole additionnel se rapportant à la Convention sur la prévention du terrorisme adopté par le Conseil, et la création de l'Alliance parlementaire contre la haine. Il a annoncé le lancement en novembre d'un plan d'action des Nations Unies pour la prévention de l'extrémisme. Pour contrer la menace terroriste, «il peut être nécessaire d'adopter des mesures de sécurité, voire de recourir à la force armée», a-t-il déclaré.

Ban Ki-moon a également plaidé en faveur de la protection des droits des migrants, des demandeurs d'asile et des réfugiés, en particulier ceux qui traversent la Méditerranée et la mer d'Andaman, ainsi que le golfe du Bengale. Il a préconisé la mise en place de «filières légales» en Europe, telles que la réinstallation, le regroupement familial et les visas de travail et d'étude, pour garantir des migrations sûres.

S'agissant du conflit en Ukraine, qui a causé la mort de plus de 6 000 personnes en un peu plus d'un an, Ban Ki-moon a réitéré son appel afin que «tout soit fait pour amener les parties à appliquer strictement les Accords de Minsk et à adopter un règlement politique». Tout règlement pacifique, a-t-il souligné, doit reposer sur «la protection des droits de l'Homme, l'obligation de rendre des comptes et la justice pour les victimes, dans une Ukraine souveraine, indépendante et unie».

Le même jour, l'Assemblée - présidée depuis janvier 2014 par la députée luxembourgeoise Mme Anne Brasseur - a élu M. Georges Ravarani juge à la Cour européenne des droits de l'Homme au titre du Luxembourg. Son mandat de neuf ans commence à compter du 1er novembre 2015. M. Ravarani succède à M. Dean Spielmann, juge luxembourgeois depuis 2004 et Président de la Cour depuis septembre 2012.

Les juges sont élus par l'APCE à partir d'une liste de trois candidats proposée par chacun des États ayant ratifié la Convention européenne des droits de l'Homme.



La Présidente de l'APCE a reçu M. Ban Ki-moon à Strasbourg.

Du concret lors de la rencontre entre Présidents

En date du 26 juin 2015, M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés, a rencontré pour une visite de travail M. André Antoine, Président du Parlement de Wallonie.

Lors de leur échange de vues les deux Présidents se sont mis d'accord pour privilégier à l'avenir davantage la voie des réalisations politiques concrètes et ont convenu d'organiser une journée de travail au sujet des préoccupations citoyennes transfrontalières (mobilité, etc.).

Dans un même ordre d'idées, il fut envisagé de procéder à un échange de bonnes pratiques sur certaines problématiques auxquelles doivent régulièrement faire face les responsables communaux (logement, démocratie locale, développement durable, mobilité, etc.).

En matière de citoyenneté, un accent tout particulier fut mis sur la participation des jeunes dans le processus politique. Ainsi il a été décidé d'organiser une rencontre entre les Parlements des jeunes de Wallonie et du Grand-Duché de Luxembourg.

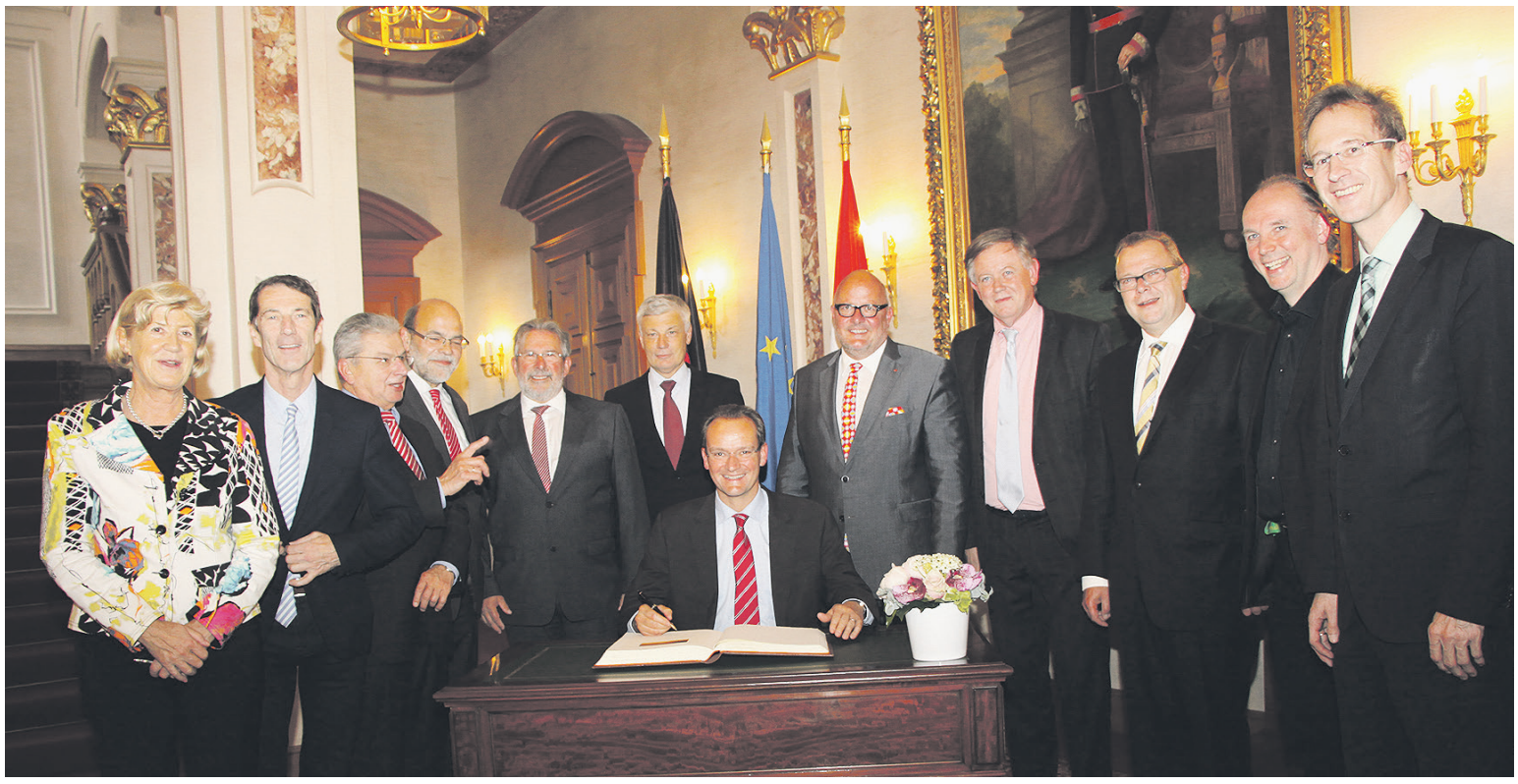
Les deux Présidents étaient entourés des Secrétaires généraux des deux Parlements, à savoir M. Claude Frieseisen du côté luxembourgeois et M. Frédéric Janssens du côté wallon, ainsi que de M. Thomas Antoine, Ambassadeur du Royaume de Belgique à Luxembourg, et de M. Jean-Jacques Welfring, Ambassadeur du Grand-Duché de Luxembourg à Bruxelles.

M. André Antoine, Président du Parlement wallon, et M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés signant le Livre d'or du Parlement wallon.

Sujets européens au centre de l'entrevue

À l'occasion d'un déplacement au Grand-Duché où elle a pu s'entretenir avec des responsables politiques luxembourgeois ainsi qu'avec des représentants de diverses institutions et programmes européens, une délégation parlementaire allemande, composée de membres de la Commission des Affaires européennes du Bundestag, fut reçue à la Chambre des Députés le 25 juin 2015.

Accueillis par le Président, M. Mars Di Bartolomeo, et le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, M. Marc Angel, les visiteurs allemands ont abordé avec leurs homologues luxembourgeois un certain nombre de sujets européens qui risqueront de dicter l'agenda de la Présidence luxembourgeoise de l'Union qui a débuté le 1er juillet. Après avoir évoqué les priorités de cette dernière, les parlementaires luxembourgeois et allemands se sont avant tout échangés sur la crise grecque actuelle ainsi que sur l'avenir européen de la Grande-Bretagne.



M. Gunther Krichbaum, Président de la Commission des Affaires européennes du Bundestag, signe le Livre d'or de la Chambre entouré des membres des délégations allemande et luxembourgeoise.

Ni «Grexit» ni «Brexit»

Ne voulant ni d'un «Grexit» - retrait de la Grèce de la zone euro - ni d'un «Brexit» - retrait de la Grande-Bretagne de l'Union européenne -, les députés allemands ont néanmoins tenu à clarifier certaines choses.

Pour ce qui est de la Grèce, ils ont regretté que les idées et attentes du Gouvernement grec et des créanciers de la Grèce semblent toujours assez éloignées et qu'en dépit de diverses offres européennes faites antérieurement (offre française pour mettre sur pied une administration et collecte des impôts efficaces; offre néerlandaise pour améliorer le fonctionnement du système de santé grec; offre allemande pour assurer une meilleure organisation des collectivités locales), la Grèce n'a pas su procéder aux réformes certes douloureuses, mais nécessaires afin de redresser la barre. Après avoir expliqué à leurs hôtes luxembourgeois l'origine du droit que se réserve le Bundestag («Parlamentsvorbehalt») de ratifier certains accords européens - notamment ceux en matière financière passés par le Gouvernement allemand- , les députés allemands ont mis en garde leurs collègues luxembourgeois contre tout échec des négociations menées à l'heure qu'il est avec les autorités helléniques à Bruxelles. À leurs yeux, cela mènerait non seulement à un désastre financier et économique, mais également à une catastrophe sociale et humanitaire qu'il s'agira d'éviter à tout prix.

Concernant les concessions tangibles que la Grande-Bretagne entend obtenir de l'Union européenne sous peine de quitter celle-ci, les représentants du Bundestag ont fait savoir qu'il existe un certain nombre de lignes rouges qu'il convient de ne pas franchir. Parmi celles-ci, les quatre libertés fondamentales caractérisant l'Union - la libre circulation des produits, des services, des personnes et des capitaux - ne sont pas négociables. Si concessions il doit y avoir, elles ne sauraient être que mineures de façon à ne pas conduire à une modification des traités.

La rencontre germano-luxembourgeoise entre députés s'est finalement conclue par des réflexions sur les négociations en cours de divers traités de libre-échange (TTIP, TiSA) et sur la surveillance de masse opérée par les services de renseignement américains en Europe.

54e séance plénière du CPI

Pesticides, formation en alternance, diversité médiatique et linguistique

Les représentants de la Chambre des Députés à la séance plénière du CPI: M. Claude Frieseisen, Mme Josée Lorsché, M. Roger Negri, M. Emile Eicher et M. Gusty Graas.

Le CPI s'est réuni pour la 54e fois en séance plénière le 19 juin 2015. Le Parlement wallon a accueilli cette séance qui s'est tenue sous la Présidence de M. André Antoine. Dans son intervention d'accueil, M. Antoine a souligné l'importance de la Grande Région en tant qu'espace de coopération offrant un potentiel de développement considérable pour les régions qui la composent et particulièrement pour les 213.000 travailleurs transfrontaliers et les 430.000 étudiants qui y vivent.

Il a exprimé sa volonté de mettre encore davantage la Grande Région au service des citoyens de Wallonie, de la Fédération Wallonie-Bruxelles, de la Communauté germanophone, de la Rhénanie-Palatinat, de la Sarre, du Luxembourg et de la Lorraine à l'occasion de cette rencontre à laquelle ont participé les députés M. Alex Bodry, M. Emile Eicher, M. Gusty Graas, Mme Josée Lorsché, M. Roger Negri, ainsi que le Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Claude Frieseisen.

M. René Collin, membre du Gouvernement wallon qui assume la Présidence du Sommet de la Grande Région, a dressé un état des lieux des activités du Sommet et de ses groupes de travail autour du programme 2015-2016 consacré essentiellement à la créativité et à l'innovation. Il a notamment appelé à un rapprochement entre tous les acteurs de la Grande Région.

Le travail des commissions a conduit à l'adoption par la séance plénière de plusieurs recommandations concernant la préservation de la diversité médiatique, la formation en alternance et les systèmes de formation professionnelle et la promotion du bilinguisme français-allemand.

Par ailleurs, M. Roger Negri a défendu et fait adopter une recommandation portant sur la limitation de l'utilisation des pesticides en vue d'une meilleure protection de l'eau. Dans son intervention, il a insisté sur l'importance d'informer et de sensibiliser davantage tous les utilisateurs de pesticides sur le respect d'une bonne utilisation des produits phytopharmaceutiques dans le cadre des limites imposées par les règlementations et sur les effets éco-toxicologiques et de toxicologie humaine en cas d'abus et de mauvaise utilisation, et ceci notamment à travers des formations continues et dans les écoles d'agriculture.

De même, la recommandation adoptée souligne la nécessité d'une plus grande cohérence entre politique environnementale et politique agricole en matière de pesticides.

À l'initiative de M. Antoine, les participants se sont ensuite rendus à Louvain-la-Neuve afin d'y découvrir la plate-forme «Wallangues», projet unique au monde permettant un accès gratuit à l'apprentissage des langues en ligne pour les citoyens.

Plus de 300.000 Wallons ont déjà utilisé cet outil qui s'inscrit dans la priorité du CPI visant à l'apprentissage de la langue du voisin afin de rapprocher les citoyens au sein de la Grande Région et qui offrira prochainement aussi la possibilité d'apprendre le luxembourgeois.

Clôture du projet «Força»

Dans le cadre d'un projet européen, des personnes en situation de déficience intellectuelle ont examiné au cours des deux dernières années certains articles de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées. La conférence de clôture de ce projet appelé «Força» (FORmation vers une Citoyenneté Active) s'est déroulée à la mi-juin en la salle plénière du Parlement luxembourgeois, ceci sur invitation de son Président.

À cette occasion, les participants du projet (huit partenaires venant de sept pays d'Europe, dont la Fondation APEMH pour le Luxembourg) ont présenté leurs recommandations, en présence de M. Mars Di Bartolomeo et d'une dizaine de députés.

Le but du projet «Força» a surtout consisté à

- faire participer activement les personnes en situation de handicap à l'élaboration des recommandations;

- augmenter leur participation au processus de participation de gouvernance locale;

- identifier des pratiques innovantes européennes qui favorisent la participation et l'inclusion dans la société et encourager leur multiplication;

- mettre en œuvre les droits revendiqués des personnes en situation de handicap.

Conférence de clôture du projet «Força» à la Chambre des Députés

Politique commerciale de l'Union européenne

M. Marc Angel et M. Claude Adam (à droite)

M. Marc Angel, Président et M. Claude Adam, membre de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration ont participé à une réunion interparlementaire sur la politique commerciale de l'Union européenne à l'Assemblée nationale à Paris le 17 juin 2015.

La Présidence de la réunion était assurée par Mme Danielle Auroi, Présidente de la Commission des Affaires européennes, et M. François Brottes, Président de la Commission des Affaires économiques.

Les deux coprésidents ont rappelé que l'article 207 du Traité de Lisbonne attribue les principaux aspects du commerce extérieur aux compétences exclusives de l'UE, tout en soulignant l'importance de l'implication des Parlements nationaux dans ces dossiers.

Toutes les délégations ont fait part de leur volonté de défendre les standards européens en matière sociale, environnementale, sanitaire et de protection des données. De nombreuses délégations, dont la délégation luxembourgeoise, ont partagé les lignes rouges énoncées dans les résolutions de l'Assemblée nationale.

Concernant l'ISDS (système de règlement des différends), les délégations présentes ne veulent pas voir leurs droits à réguler menacés par les plaintes des investisseurs. Seuls les représentants des trois pays baltes semblent moins réticents vis-à-vis du système ISDS.

Les organes de coopération règlementaire américain et européen ne doivent pas devenir des organes régulateurs à la place des parlements et gouvernements.

Tous les Parlements nationaux se sont exprimés en faveur d'un accord TTIP mixte. Le point de vue juridique de la Commission l'empêche de trancher cette question avant la fin des négociations. Les Parlements nationaux présents considèrent par contre qu'il faut y répondre de façon politique.

Une clause de mise en vigueur provisoire après la ratification par le Parlement européen en attendant les Parlements nationaux doit être évitée, a estimé la délégation autrichienne, avis qu'a partagé la délégation luxembourgeoise.

Certains orateurs s'inquiètent de ce que le mandat ne fasse pas référence aux nombreuses conventions de l'OIT concernant la protection des droits du travail.

Dans son intervention, le Secrétaire d'État français Matthias Fekl a souligné l'importance de l'implication des Parlements nationaux et du devoir des gouvernements d'informer les parlementaires afin de correspondre aux attentes des citoyens.

Le Secrétaire d'État a rappelé l'attachement des gouvernements et des populations européennes aux services publics. La volonté de les préserver devrait être inscrite au TTIP.

Il a qualifié le CETA comme un bon accord sur le fond. Les marchés publics canadiens seront dorénavant très ouverts. Le Canada a aussi reconnu de nombreuses indications géographiques.

Le chapitre 33 du CETA sur l'arbitrage pose toujours problème. Il sera difficile de rouvrir les négociations, mais une solution semblable à celle proposée pour le TTIP pourrait être trouvée.

Réunion interparlementaire sur les rescrits fiscaux à Bruxelles

La commission spéciale sur les rescrits fiscaux et autres mesures similaires par leur nature ou par leur effet (TAXE), mise en place dans le contexte des révélations «LuxLeaks», s'est réunie le 17 juin à Bruxelles pour un échange de vues avec les représentants des Parlements nationaux. La Chambre des Députés était représentée par M. Eugène Berger, M. Alex Bodry, Mme Viviane Loschetter et M. Laurent Mosar.

Dans ses remarques liminaires, le Président de la commission spéciale TAXE, M. Alain Lamassoure, a souligné que les Parlements nationaux jouent un rôle important dans ses débats, notamment au regard de la souveraineté fiscale des États membres. Le Président a rappelé qu'il s'agit pour la commission spéciale de faire un état des lieux de la législation applicable au bénéfice des entreprises et, sur base de celui-ci, de proposer des recommandations de nature politique.

Les députés ont appuyé de manière générale l'intensification des initiatives pour lutter contre l'évasion fiscale tout en exprimant, en fonction de leurs sensibilités politiques et des spécificités nationales, des opinions divergentes quant à la forme et l'étendue que devraient prendre ces mesures. Certains estiment qu'on ne devrait pas aller au-delà des pratiques nuisibles identifiées ou d'une simple coordination fiscale. D'autres ont souligné l'importance des travaux de l'OCDE ainsi que la nécessité de préserver la compétitivité internationale des États membres. Plusieurs députés ont également relevé l'importance d'assurer des règles de jeu équitables (level playing field) dans le marché unique.

M. Pascal Saint-Amans, directeur du Centre de politique et d'administration fiscales de l'OCDE, a brièvement présenté les travaux de l'OCDE dans le domaine de l'érosion de la base d'imposition et du transfert de bénéfices. M. Heinz Karl Zourek, directeur général de la DG TAXUD, direction chargée au sein de l'Union européenne de la fiscalité et de l'Union douanière, a présenté le plan d'action, adopté par la Commission le même jour, pour réformer en profondeur la fiscalité des entreprises au sein de l'Union. Ce plan d'action comprend notamment la relance du projet de directive sur l'assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés (ACCIS). Le directeur général a souligné les synergies existantes entre les travaux de l'OCDE et de l'UE.

Mme Elisa Ferreira, corapportrice, a appelé les Parlements nationaux à tenir un débat sur cette question afin de s'assurer que celle-ci soit traitée correctement. Pour le député européen M. Michael Theurer, également rapporteur sur ce dossier, l'échange automatique d'informations sur les décisions anticipées et la mise en œuvre d'une assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés sont primordiaux pour lutter contre les pratiques fiscales nuisibles.

Le député luxembourgeois M. Eugène Berger, Président de la Commission des Finances et du Budget, a félicité la commission TAXE pour cette initiative sur les décisions anticipées, pratiquées par 26 des 28 États membres de l'UE. «Ces décisions, conformes au droit national et international, peuvent néanmoins poser des questions en termes d'équité fiscale», a souligné M. Berger.

Différentes initiatives luxembourgeoises, actuelles et antérieures aux révélations «Luxleaks», ont été mises en œuvre, notamment sous forme de lois, pour améliorer la transparence et l'échange d'informations dans le domaine fiscale, efforts qui ont été positivement accueillis par le Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales.

Le Luxembourg soutient les initiatives de l'UE et de l'OCDE en vue d'une plus grande équité fiscale, tout en plaidant pour des règles de jeu équitables (level playing field). «Le Luxembourg ne fait pas partie du problème», a rappelé le député, «mais de la solution» dans ce dossier que le Grand-Duché veut faire avancer sous sa Présidence. L'équité fiscale sera d'ailleurs inscrite à l'ordre du jour de la prochaine Conférence interparlementaire sur la gouvernance économique et financière de l'Union européenne, organisée au Luxembourg.

(de gauche à droite) M. Eugène Berger, M. Alex Bodry, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Loschetter

Clôturant le débat, le Président de la commission spéciale TAXE a tenu à souligner que ni le Parlement européen, ni la Commission européenne ne visent à remettre en cause la souveraineté fiscale des États membres. Il a relevé qu'il appartiendra à la fin aux États membres et leurs parlements de décider de la suite à donner aux initiatives européennes en matière fiscale.

Remise de décorations honorifiques

À l'occasion de la Fête nationale, M. le Premier Ministre Xavier Bettel a remis les distinctions honorifiques suivantes à des membres de l'Administration parlementaire:

Chevalier de l'Ordre de Mérite: Mme Pia Bisenius, Mme Carole Closener, Mme Caroline Guezennec, Mme Marie-France Kremer, Mme Rachel Moris, Mme Sylvie Sorbelli-Mehlinger

Officier de l'Ordre de Mérite: Mme Rita Brors

Grand Officier de l'Ordre de Mérite: M. Claude Frieseisen

Officier de l'Ordre de la Couronne de Chêne: Mme Maryse Klein

Commandeur de l'Ordre de Mérite: Mme Arlette Frascht, M. Jean Grotz

SÉANCE 32

MERCREDI,
6 MAI 2015

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • M. Henri Kox, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Débat sur l'état de la nation

- *M. Claude Wiseler (interventions de M. Alex Bodry, M. Serge Urbany, M. Félix Braz, Ministre de la Justice, et M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État), M. Eugène Berger (interventions de M. Claude Wiseler, M. Gilles Roth, M. Xavier Bettel et Mme Octavie Modert), M. Alex Bodry (interventions de M. Claude Wiseler)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Jean Asselborn, Félix Braz, Romain Schneider, Fernand Etgen, Pierre Gramegna, Mme Lydia Mutsch, MM. Dan Kersch, Claude Meisch et Mme Carole Dieschbourg, Ministres; M. Marc Hansen, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 9.01 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- E schéine gudde Moien.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Déi traditionell Fro, Här Premierminister.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Déi traditionell Äntwert, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- D'Regierung huet keng Kommunikatioun „ausser" ze maachen. Villmools Merci.

Da géife mer an eiser Dagesuerdnung mam Débat iwwert d'Erklärung vum Statsminister vu gëschter virufueren. Dir wësst, dass d'Debatt nom Riedezäitmodell 4 festgeluecht gouf. An den éischten ageschriwwene Riedner ass de Fraktiounschef vun der CSV, den Här Claude Wiseler. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

2. Débat sur l'état de la nation

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. „Et ass wichteg, déi richteg Décisiounen ze huelen an d'Zukunft ze preparéieren.", sot gëschter de Statsminister um Ufank vu senger Ried zum État de la nation. Dat ass richteg. Mä dat ass awer net dat, wat mer gëschter héieren hunn. Wat ech gëschter héieren hunn, dat war eng Opzielung vu lauter Generalitéiten, déi mer zu engem Deel schonn d'lescht Joer an anere Rieden héieren haten, ouni Konzept, ouni Visioun, ouni Kohärenz. E Sammelsurium vun Detailer a fromme Wënsch.

Ech soen Iech, fir an der Regierung brauch een eng kloer Analys vun der Situatioun, de Wëllen, Responsabilitéit ze huelen, an eng kloer Visioun, wou een hiwëllt. Dat war net dat, wat mer gëschter héieren hunn.

Virun engem Joer hu mer zwou Stonnen Ukënnegungen am État de la nation héieren. Gëschter eng Stonn. Mä eng Stonn datselwecht wéi 2014 schonn. D'lescht Joer ass eng ICT-Reform ugekënnegt ginn, d'Land soll méi informatiséiert ginn. Dat hu mer 2015 nach eng Kéier tel quel héieren. D'lescht Joer ass gesot ginn, et misste vill Efforten an der Logistik gemaach ginn. Dëst Joer krute mer déiselwecht Annonce gemaach.

D'lescht Joer ass eng Reform vun de Rettungskräften annoncéiert ginn. Dëst Joer ass se nach eng Kéier annoncéiert ginn. D'lescht Joer ass eng Klimabank annoncéiert ginn. Dëst Joer ass se nach eng Kéier annoncéiert ginn. D'lescht Joer ass d'Reform vun der Fleegeversécherung annoncéiert ginn, d'selwecht wéi d'lescht Joer d'Reform vun der Krankeversécherung annoncéiert ginn ass. Dëst Joer ass nëmme méi d'Reform vun der Fleegeversécherung annoncéiert ginn. Déi vun der Krankeversécherung war schonn net méi derbäi. D'lescht Joer ass en neit Naturschutzgesetz annoncéiert ginn. Dëst Joer ass et erëm eng Kéier annoncéiert ginn.

D'lescht Joer ass den Tram annoncéiert ginn, datt e méi schnell géif gebaut ginn. Den Här Bausch huet dat nach eng Kéier annoncéiert an der Ried, wéi mer den Tram gestëmmt hunn. Dëst Joer ass et nach eng Kéier als grouss Annonce komm. D'lescht Joer ass e Busréseau annoncéiert ginn, deen total géif frësch gemaach ginn. Dëst Joer ass déi Annonce nach eng Kéier komm. Deelweis dëst Joer a genau deeselwechte Wierder, wéi et d'lescht Joer schonn annoncéiert ginn ass.

Heiansdo muss een och d'Politik an d'Realitéit ëmsetzen an net nëmmen Annoncë maachen.

Dësen État de la nation huet sech charakteriséiert duerch eng ganz Rei generell Aussoen, déi zwar gutt gemaach a gutt gesot waren, mä wou zumindest an der Ried näischt hannendru war.

E puer Beispiller: Gëschter ass eis gesot ginn, datt d'Politik vum Tourismus wichteg wier, datt ee sech verstäerkt muss drop konzentréieren an datt ee sech och weider misst drop konzentréieren. Dat ass och gutt gesot. Domat kann ee jo och net de Géigendeel soen. Mä ech wéilt just wëssen, wat déi do grouss politesch Ausso, datt ee sech muss op Tourismuspolitik konzentréieren, wat dat da schlussendlech heescht, wat do hannendrukënnt, wat fir eng Detailer, wat fir eng Prezisiounen, wat fir eng Politik domadder verstane gëtt.

Et gëtt iwwert de Logistiksecteur geschwat. De Logistiksecteur, gëtt gesot, ass de Motor vun der Ekonomie. An da gëtt als Beispill geholl den Terrain vun der WSA, deen nei aménagéiert gëtt. E Projet, dee scho säit Joren amgaang ass, vum Wirtschaftsminister ëmgesat ze ginn. An dann? Wat dann? Wat nach? Wat sinn d'Konzepter vun der Logistikpolitik? Wou wëlle mer hin am Fluchverkéier? Am Schinneverkéier? Wéi gëtt dat gemeinsam organiséiert? Wéi soll dat fonctionnéieren? Doriwwer gëtt awer kee Wuert gesot, ausser, datt et de Motor vun der Ekonomie ass.

Et gëtt iwwert d'zirkulär Ekonomie geschwat, d'Économie circulaire. Do gëtt eis erkläert, wat dat ass. Et gëtt gesot, datt eng Partie Entreprisen de Potienzial dovunner erkannt hätten. Et gëtt gesot, datt mer missten an der Politik Viraussetzunge schafen, fir datt dës Politik sech och kann zu Lëtzebuerg entwéckelen. Jo, wéi dann? Wat fir eng Viraussetzungen? Wat fir eng Politik gëtt do ëmgesat? Wat fir eng Moossname gi geholl, fir déi richteg Politik, déi hei beschriwwen ass, ëmzesetzen? Alles dat gëtt awer, ausser enger vager Beschreiwung, net gesot. Näischt Konkretes, keng Explikatiounen, keng politesch Schrëtt ginn hei virginn.

Et gëtt geschwat iwwer nei Technologien. Et gëtt gesot, datt mer eng Rei Atouten hei zu Lëtzebuerg hunn an datt mer beméit wieren, déi Aktivitéiten am Land ze halen an déi bestehend auszebauen. Ech wéilt awer wëssen: Wéi eng? Wat fir eng dann? Wat fir eng Viraussetzunge gi verstäerkt? Mat wat fir enge Moyene gi wat fir eng Entreprisen an deenen nächste Joren ugezunn? Ech wéilt, datt mer iwwert d'Generalitéite kéinten erauskommen, datt mer den Inhalt vun der Politik och kéinte gewuer ginn, anstatt just e puer Platitüden als Ausso.

Et gëtt gesot als generell Ausso: „Mir hunn de Budget am Gréff." Als Explikatioun hannendrun, haaptsächlech awer, well d'Recettë sech besser entwéckelen. Dann ass et natierlech och einfach, déi Ausso ze maachen.

(Interruptions)

„Mir hunn de Budget am Gréff. Mir schécken e Pacte de stabilité op Bréissel, deen um Pabeier gutt ausgesäit." Wann een awer dann hannendru kuckt, wann een hannendru kuckt, op wat fir enger Basis dee Pacte de stabilité an déi Prognosticken fir d'nächst Joer opgestallt ginn, da stellt ee fest, datt dee Pacte de stabilité virgesäit, datt an deenen nächste fënnef Joer iwwer 3% Wuesstum all Joer solle kommen. Déi, déi gëschter Owend d'Tëlee gekuckt hunn an d'Ausso vun der Chambre de Commerce, déi hu kloer an däitlech héieren, datt och do gesot ginn ass, datt mer zwar haut, dëst Joer gutt Chifferen hätten, mä datt et awer gradesou kloer war, datt dat an deenen nächste Joren net esou géif weidergoen.

Eise Stabilitéitspakt dréit deem net Rechnung. 3%, iwwer 3% kontinuéierlech an deenen nächste fënnef Joer, ginn do als Donnée, ginn do als Basis uginn.

Et gëtt uginn, datt och de Barrel Pëtrol 48 Dollar, esou wéi en haut ass, géif iwwert déi nächst fënnef Joer bleiwen. En extrem niddrege Präis, wann een e vergläicht mat deem, wat viru véier, fënnef Joer de Fall war. An dat soll fënnef Joer esou weidergefouert ginn, wann ee weess, wat an der Weltgeschicht, an der Weltekonomie lass ass, haaptsächlech an deene Géigenden. Dorop tabléiere mer fir déi nächst fënnef Joer.

Mir soen, den Échange automatique, de BEPS, deen eventuell agefouert gëtt, deen huet guer keng Influenz op d'Lëtzebuerger Finanzplaz an deenen nächste fënnef Joer. Dovu gi mer aus. Dat steet textlech am Stabilitéitspakt.

Mir soen a mir ginn dovunner aus, andeem mer soen, mir hätten de Budget am Gréff, datt déi Finanzkris an der Eurozon maîtriséiert wier, datt déi politesch Geschehnisser an der Ukrain, a Griichenland, an England guer keng Influenz an Zukunft wäerten hunn an datt dat alles esou weiderleeft an deenen nächste fënnef Joer, wéi et elo ass. A mir hu keng Marge de sécurité agebaut, wann et géif anescht ginn.

De Finanzminister schreift a seet ganz kloer, datt säi Stabilitéitspakt nëmme Sënn huet, nëmme Realitéit gëtt an nëmme Wourecht ass, wann 258 Spuermoossnamen, déi am Budget 2015 ugi gi sinn, tel quel an an der richteger Zäit an d'Realitéit ëmgesat ginn, tel quel an an der richteger Zäit, alleguer ouni Ausnahm, an d'Realitéit ëmgesat ginn. Steet am Stabilitéitspakt. Ass och an der Kommissioun vun de Finanzen tel quel gesot ginn.

Ech stelle fest, datt mer schonn 2014 op verschiddener vun hinne verzicht hunn, no den Diskussiounen, déi mer mat de Gewerkschaften an dem Patronat haten. 60 Millioune fir 2015, 70 Millioune fir 2017.

Ech stelle fest, datt haut och scho vun der Regierung gesot gëtt, datt eng Rei vun deene Spuermoossnamen net realiséiert ginn. E puer Beispiller: Den Appel d'offres an der Presse écrite, d'Baisse vum Plaffong am Meter carré vun der Subventionéierung vun de Constructions d'ensemble, d'Fraisë vun der Polizei bei Manifestatiounen, d'Synergien am Kulturberäich, nei Gestiounsmodeller am Kulturberäich si scho gestrach. „Déi Budgetsevolutioun", seet de Finanzminister, „stëmmt awer nëmmen, nëmmen dann, wann déi 258 Moossnamen ouni Ausnahm tel quel an ouni Retard duerchgesat ginn."

Mir hu gëschter oder virgëschter nach eng Diskussioun iwwert d'Modifikatioun vun den Tâchë vun den Enseignantë gesinn. Et geet nëmmen ëm néng Milliounen, mä trotzdeem, et geet ëm néng Milliounen. Et ass duerchgesat gi vum Éducatiounsminister, datt eng ganz Rei vun deenen Altersdéchargen net méi géife stattfannen an där nächster Zäit. Et ass awer hannendru gesot ginn, datt sämtlech Erspuernisser vun den Altersdéchargen duerch aner Disponibilitéiten an därselwechter Präislag géife remplacéiert ginn. Eng Spuermoossnam, wou immédiatement eng zousätzlech Ausgab amplaz gesat gëtt.

Elo hunn ech pädagogesch näischt dogéint. Ech fannen dat och prinzipiell richteg, datt dat esou gemaach gëtt, well ech déi Diskussiounen an d'Disponibilitéit sënnvoll fannen. Ech soen lech just: Dann däerf awer net de Finanzminister op där anerer Säit soen, datt all Moossnam muss duerchgesat ginn, datt all Moossnam tel quel muss an d'Realitéit gesat ginn, well soss de Budget, esou wéi e pronostiquéiert ass iwwert déi nächst Joren, net klappt. An da kann een net behaapten, et hätt een alles am Gréff, well déi eng Ausso an déi aner Ausso si ganz einfach kontradiktoresch.

Mir hunn an deem Budget och virgesinn, datt d'Suppressioun vun der Allocation d'éducation a vun der Allocation de maternité soll gemaach ginn. 2014, wéi de Budget déposéiert ginn ass, wéi de sougenannten „Zukunftspak" présentéiert ginn ass, ass dat eis - ob d'Regierung et wëllt oder net - als Spuermoossnam virgestallt ginn, als Spuermoossnam Nummer 125, Spuermoossnam Nummer 126 a Spuermoossnam Nummer 127, jeeweils fir Aspuerunge fir 90 Milliounen d'Joer, wa se am Normalrhythmus lafen.

Grouss Onzefriddenheet war sengerzäit do, grousst Onverständnis bei sämtleche Leit, déi dat doten net akzeptéiert hunn. Dunn ass gesot gi vun der Regierung: „Mä an der Familljepolitik wëlle mer keng Spuermoossnamen en fin de compte maachen. Mir wëllen eng aner Politique amplaz setzen." Dofir géif de Congé parental modifizéiert ginn. An an der Panik ass gesot ginn no den Diskussioune mat de Gewerkschaften, datt de Congé parental géif eropgesat ginn op de Mindestloun. D'Pabeiere sengerzäit, no de Gewerkschaftsdiskussiounen, gesi vir, datt eng Dépense supplémentaire vu 7,2 oder 7,9 Millioune virgesinn ass. Dat soen d'Pabeiere vun der Regierung. Déizäit ass eng Dépense supplémentaire scho virgesi gi vun eppes an déi 7 Milliounen. Elo komme mer aus Diskussiounen eraus - an ech schwätzen duerno iwwert de familljepolitesche Aspekt, elo nëmmen iwwert de finanzpolitesche Aspekt -, elo komme mer eraus aus Diskussiounen, wou Dépense-supplémentairë vun iwwer 20 Millioune virgesi ginn.

An ech soen Iech, wa mer déi Zuelen do ukucken, d'Regierung seet: „Mat deene Propositiounen, déi hei gemaach ginn, hu mer e Coût supplémentaire vun 20 Milliounen." Mer hunn haut, 2014, mat 4.256 Leit e Coût vun 71 oder 70 Milliounen Euro ronn un Dépensen. Mir gi vun 1.800 op 3.200 Euro erop, soit ronn eng 80%eg Augmentatioun vun de méiglechen Ausgabe pro Persoun, awer, soe mer, nëmmen eng 28%eg Augmentatioun vun deem, wat de Coût duerno wäert sinn.

Ech verstinn net, wéi dat do gerechent ass. An ech verstinn et haaptsächlech net - ech verstinn et haaptsächlech net -, wann ech weess, datt ech op där anerer Säit d'Allocation d'éducation ewechgeholl hunn. 8.217 Leit bénéficiéieren dovunner. Dat sinn der 4.100 d'Joer, déi dovunner bénéficiéiert hunn.

Wat maachen déi Leit zu engem Deel? Wat hätt d'Regierung och gär, datt déi Leit solle maachen? Mä e ganz groussen Deel wäerte sécherlech, well se keng Allocation d'éducation méi kréien, déi se gär gehat hätten, wäerten eriwwerklammen op de Congé parental, dat ass jo och den ausgesprachene Wonsch vun der Regierung.

Da muss een dat natierlech awer och mat erarechnen. 4.100 Leit a potenziell nei Leit, déi de Congé parental huelen, dat ass dat Duebelt vun deem, wat haut als Congé parental vun de Leit disponibel ass. Dann hätt ech awer och gär, datt dat géif derbäigerechent ginn an datt mer eng seriö Angab hätten, wat déi Dépense-supplémentairë sinn, well ech soen Iech ganz kloer: 20 Milliounen, déi haut supplementär do gerechent ginn, dat kann net duergoen.

An da kommen ech zréck op déi Spuermoossnamen. Op där enger Säit gëtt gespuert. Op där anerer Säit maache mer wesentlech Dépensen, déi awer net am Pluriannuel virgesi sinn, a kenger Zeil an deenen nächste fënnef Joer virgesi sinn, a kenger Zeil. De Finanzminister seet: „Et mussen awer all Spuermoossnamen zäitrichteg an an der Komplettheet gemaach ginn." Mir hunn de Budget am Gréff, mä d'Dépensen, déi zousätzlech kommen, déi mer elo engagéieren, déi setze mer awer net an.

Hu mer de Budget am Gréff mat esou Exercicen? Hu mer de Budget am Gréff? Déi Ausso ass liicht gemaach. D'Realitéit ass sécherlech eng aner.

Dir sot och: „Mir hunn de Budget am Gréff, wéi gesot, well et ekonomesch weltwäit besser geet." An da sot Der och hanendrun: „Well mer d'Fonctionnementskäschten am Gréff hunn."

Meng Fro: Ass dat esou? Ee vun eisen Deputéierten huet virun enger Rei Méint eng Fro doriwwer gestallt, krut keng Äntwert, krut gesot: „Den Dekont ass net gemaach, Dir musst waarden." Mir hunn nach eng Fro gestallt, nach eng Kéier doriwwer. Elo waarde mer nach ëmmer op d'Äntwert. Ech ginn dovunner aus, datt de Finanzminister se wäert haut de Mëtteg hunn, fir eis déi Zuelen ze ginn. On verra! Mä mir hu se op jidde Fall net kritt.

Dofir meng Fro: D'Consommation intermédiaire - Dir hutt d'Fonctionnementskäschten am Gréff - ass jo zu engem groussen Deel dat,

wat een ënner Fonctionnementskäschte versteet. 2014 war eng grouss Baisse dovunner versprach ginn. Den Dekont 2014 gesäit eng Augmentatioun vun 3,6% an de Fonctionnementskäschte vir an d'Prévisioune vun 2015 eng Augmentatioun vun 9,5% vun der Consommation intermédiaire.

Ech kann et net richteg jugéieren, well ech weess och, datt d'Consommation intermédiaire eppes liicht aneschters ass wéi d'Fonctionnementskäschten, déi nëmmen en Deel dovunner sinn. Ech kann et net jugéieren, well ech d'Zuelen net krut. Ech wier frou, wann ech déi doten Zuele géif kréien. Mä esou wéi ech elo d'Zuele ka jugéieren, ass déi Ausso „Mir hunn d'Fonctionnementskäschten am Gréff." net richteg. Mir waarden de Mëtteg op aner Zuelen.

Mä net nëmmen Zuele si wichteg an engem État de la nation, och déi verschidde Politicken, esou wéi se virgi ginn, esou wéi d'Pisten opgezeechent ginn, esou wéi d'Weiche gestallt ginn. Mer kënne se net all ernimmen, de Statsminister huet se och net all ernimmt. E puer dann awer, déi mer wichteg schéngen.

Déi éischt ass d'Éducatiounspolitik, déi och vun der Regierung als zentrale Punkt vun der Regierungspolitik duergestallt gëtt. Do ginn, fir deen zentrale Punkt ze illustréieren, véier Beispiller genannt. Et gëtt eng ëffentlech Europaschoul zu Déifferdeng kreéiert, beim Clierfer Lycée gëtt de Grondstee geluecht, d'Schoul muss méi Autonomie kréien a mir brauche Konzepter an engem Land, wou verschidde Sprooche musse matenee verbonne ginn.

Véier Aussoen, déi ech kann deelen. Mä ech froen Iech awer hannendrun: Wou sinn dann d'Konzepter, fir dat do ëmzesetzen? Wat heescht dat do alles, déi eenzel kleng Beispiller, déi do genannt gi sinn?

Wann een d'Iddi vun enger Europaschoul huet, enger Lëtzebuerger Europaschoul, an déi wëllt een an d'Realitéit ëmsetzen, da géif ech awer gär wëssen: Jo, wat fir ee Konzept huet dat dann? Wat maache mer dann do? Wëlle mer méi Diversifikatioun vun den Inhalter maachen? Wëlle mer aner Type vun Diplome ginn? Wat fir eng Filièrë wëlle mer do maachen? Wie kann do an d'Schoul kommen? Firwat sollt een do an d'Schoul kommen? Wat fir eng Enseignantë sollen do an d'Schoul kommen? Ech waarden awer do op Konzepter.

Ech soen Iech, dat Konzept oder déi Iddi, esou wéi se elo ass, ass am Ufank sympathesch, liicht mer jo och an, kënne mer och matdroen. Mä ech wëll awer wëssen, wat hannendrusteet. Ech wëll awer wëssen, wéi déi Schoul fonctionnéiert. Ech wëll awer wëssen, wat no der Déifferdenger Europaschoul dann hannendru kënnt. Oder ass dat elo just en Objet unique, deen do gemaach gëtt, ouni Suitten? Wat heescht et? Wat ass d'Konzept dovunner? Wat fir eng Enseignanten? Firwat zu Déifferdeng d'ailleurs? Firwat net an aneren Deeler vum Land? Alles Froen, déi zwar an deem Beispill hei ugenannt ginn, mä wou awer d'Fro, d'Essenz, d'Konzept net beäntwert gëtt. An et ass dat awer, wat an eisen Ae Politik, déi richteg Politik ausmécht, an d'Visioun ausmécht: „Wou wëlle mer hin?" Mir kënnen d'accord mat deem Beispill sinn, mä mir wëlle wëssen, wou dës Regierung wëllt higoen.

Et gëtt iwwer Schoulautonomie geschwat. Et gëtt vu verschiddene Sproochprofiller geschwat. Och dat fannen ech als generell Iddi richteg. Och dat ass eppes, wat mer brauchen. Just, meng Fro ass: Wat heescht et dann, wann een et am Detail kuckt? Heescht dat, datt mer an eiser Schoul an Zukunft wäerte verschidde Sproochfilièrë maachen? Heescht et dat? Da soll een et soen.

Heescht et, datt mer verschidde Spezialitéiten a verschiddene Friemsprooche maachen, an eis do op déi Friemsproochen da spezialiséieren als drëtt oder als véiert oder als fënneft Friemsprooch? Heescht et dat? Jo, da soll een et soen. Da muss een eng Kéier driwwer schwätzen.

Heescht dat, datt mer d'Dräisproochegkeet opginn, wa mer eis méi spezifesch op eng Sprooch spezialiséieren? Heescht et dat? Ech weess et net.

Heescht et, datt mer awer nach gemeinsam Diplomer do kréien, wou da spezifizéiert ass, wat fir eng Sproochespezialitéit dran ass a wat net? Heescht et dat?

Ech soen Iech: Hei si mer awer amgaangen, mat engem vun deene wichtegste Sujeten an der Schoulpolitik emol generell Sätz ze soen - generell Sätz ze soen! -, a wat hannendrustécht, als Konzepter, weess awer kee Mënsch. Et gëtt och net gesot. Wëssen d'Enseignanten och net! Wëssen déi Leit och net, déi responsabel si fir d'Schoulpolitik, hunn ech heiansdo d'Impressioun!

En anert Konzept ass dat vun der Schoulautonomie, wat de Premier och hei ënnersträicht. Mir hunn dat Konzept scho virun zéng Joer an eisem Wahlprogramm gehat. Aner Parteien och.

Une voix.- Dir hutt et net gemaach!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Mir haten och net den Éducatiounsministère, wëll ech Iech soen, an deene leschte 15 Joer!

(Brouhaha)

An Dir hat et och drastoen an d'LSAP hat et och drastoen. A wou si mer drun?

D'Schoulautonomie ass eng wichteg Iddi. Just, wann een dat seet, Schoulautonomie, da wëll ech awer och wëssen, wat Schoulautonomie heescht. Wat heescht et dann? Heescht dat, datt d'Proffe kënne wielen, a wat fir eng Schoul se wëlle goen, well déi Autonomie vun der Schoul jo awer e spezifesche Charakter der Schoul gëtt a well et dee Moment logesch wier, datt d'Enseignanten, déi sech fir dee Charakter vun der Schoul interesséieren, och kéinten an déi Schoul goen, wou dat enseignéiert gëtt, firwat si sech méi beruff fillen?

Heescht et dat? Da sot et. Da komm mer déclenchéieren déi Diskussioun. Oder heescht et et net?

Heescht et, datt d'Schüler kënne wielen, datt se an déi Schoul ginn, wou se wëllen? Well, wann eng Schoul vill Autonomie huet, e spezifesche Charakter, en extra pädagogesche Caractère, eng Spezifissitéit, déi do soll geléiert ginn, da kënne jo awer net no der geografescher Kaart d'Schüler do affektéiert ginn. Dat mécht jo kee Sënn.

Da muss déi Schoulautonomie jo och bedeiten, datt d'fräi Wahl vun der Schoul ass, datt d'Schüler kënnen dohinner goen, wou se wëllen. An da muss déi ganz Politik vum Transport och komplett ëmgestallt ginn, well da fonctionnéiert dat net méi mat der Carte scolaire, esou wéi se elo ass, respektiv mat dem Lycée de proximité, esou wéi e virun zéng, 15 Joer ugeduecht war.

Wann dat esou ass, da soll een dat soen. Da soll een déi Konzepter kloermaachen. Da soll ee wëssen, wou een higeet, wann een déi Politik mécht, an da muss een doriwwer diskutéieren. Alles dat si jo Reformen, déi ee jo ka maachen, déi een och vläicht soll maachen. Mä et muss een awer klore Wäin ausschëdden, wou ee wëllt higoen.

Datselwecht gëllt fir déi bilingual Kannerbetreiung, déi mer virun engem Joer hei annoncéiert kruten, déi 2016 am September soll Realitéit sinn - déi gratis bilingual Kannerbetreiung.

Och do ass meng Fro: Wat fir ee Konzept ass dann hannendrun? Dir huelt Kanner vun engem Joer, zwielef Méint, Dir wëllt se an en anere Bain linguistique setzen. Wéi geet dat dann do mat de Sproochen? Wie schwätzt dann do wat mat hinnen? Op wat fir eng Aart a Weis gëtt dat Ganzt organiséiert? Wéi ginn déi Leit forméiert? A gi se elo scho forméiert, wa se 2016 sollen am Asaz sinn an dat alles an engem Joer sollt fonctionnéieren? Wou sinn déi Leit? Wou sinn déi Plazen, wou déi Kanner solle gratis betreit ginn? Wie soll sech ëm se bekëmmeren? Wou ass d'Formatioun vun deene Leit? Wou ass dat alles?

E Konzept gëtt hei dohinnergesat, gëtt an de Generalitéiten erklärt, an dann héiere mer näischt méi dovun. An ech froe mech souwisou, wou dann all déi Konzepter, déi hannendru musse kommen, da sinn.

Wann ee seet: „Mir wëlle kleng Lëtzebuerger an e franséische System eraginn, datt se mat der franséischer Sprooch Kontakt kréien.", an et seet een dann: „Wa se bis fäerdeg si mat dräi Joer domadder, dann hale mer op mam Franséischen an da fänke mer eréischt am drëtte Schouljoer un, fir richteg déi franséisch Sprooch ze léieren, da maache mer véier Joer näischt méi doranner.", wat ass dat da fir e Konzept? A wéi soll dat dann opgefaange ginn? A wéi gëtt dann d'Grondschoul dorobber agestallt? Wou sinn déi Aarbechten, déi da lafen? Dat soll 2016 ulafen, ass et op jidde Fall versprach ginn. Wou ass et drun? Wou ass et drun?

D'Reform vum Secondaire, déi mer alleguer an de Wahlprogrammer stoen haten, datt mer se géifen ëmsetzen. Den Avis vum Conseil d'État ass do, säit enger Zäit. Déi Reform ass awer nach net ugeschwat ginn, och wann den Avis vum Conseil d'État do ass. Bis elo hu mer dauernd gesot kritt: „Mir waarden op den Avis vum Conseil d'État." Ech wëll just wëssen: Mécht dës Regierung déi Reform vum Secondaire oder mécht se se net? Wat wëllt den Éducatiounsminister? Wéi fuere mer weider? Bis elo hu mer keng Äntwert. Keng Äntwert dorobber! Mer wëssen et net.

Ech stelle just fest, datt bis elo an der Schoulpolitik haaptsächlech vill mat jiddwerengem gestridde ginn ass an datt mer an der Schoul, an der Pädagogie, an deem, wou mer misste weiderkommen, net vill weiderkomm sinn.

Ech wëll och nach een anert Feld ugoen. Dat ass dat vun der Logementspolitik, wou d'Zil vun der Regierung war: „Méi bëlleg a méi schnell bauen".

Ech muss nach eng Kéier drop zréckkommen, well, wann een dat seet am Regierungsprogramm, an als éischte Schrëtt, deen een da mécht, mécht een eng TVA-Erhéijung op déi zweet Wunneng, ouni eng Impaktstudie ze maachen, wat dat dann als Konsequenzen huet op d'Politik, an et huet een net iwwert d'Konsequenzen nogeduecht, wat dat heescht, dann ass dat schonn, fir den Ufank vun esou enger Politik, extrem problematesch. D'Resultat dovunner ass och dat, datt, wann ee kuckt, wéi d'Präisser evaluéiert hunn an dem véierten Trimester 2014, mer festgestallt hunn, datt eng massiv Demande do war an datt d'Präisser ëm 5,4% an deem Semester, pardon, am véierten Trimester ëm 5,4% gestiege sinn an ëm 6,3% bei de Logements existants. Dat eleng duerch d'Annonce vun der Hausse vun der TVA an dat bei ronn 0% Inflatioun an deem Semester (veuillez lire: Trimester).

An elo sinn ech gespaant op déi nächst Zuelen, déi kommen. Wann dann déi Augmentatioun vu 14% vun der TVA och nach derbäigerechent gëtt, wat d'Evolutioun vun de Präisser dann ass. Dat do si Moossnamen, déi fir d'Generalitéit vun enger Logementspolitik konterproduktiv sinn, déi an eisen Aen ekonomesch falsch sinn an déi sécherlech net den Zilsetzunge korrespondéieren.

Une voix.- Richteg!

Une autre voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Ech hunn der Madame Nagel nogelauschtert virun enger Zäit,...

(Interruption)

...wéi se iwwer hir - et ass scho laang hier, jo; et war am Ufank vun der Legislaturperiod -, wéi se iwwert d'Outile geschwat huet, déi si géif benotzen, fir déi Logementspolitik ëmzesetzen, déi se sech als Zilsetzung gesat hat. Si huet sengerzäit nach iwwert de Plan sectoriel «Logement» geschwat, plus 500 Hektar. Si huet iwwert de Pacte Logement geschwat, mat deem se sengerzäit zefridde war, mä dee just net séier genuch gaangen ass. Si huet iwwert de Baulückeprogramm geschwat. Si huet iwwert d'Extensioun vum Perimeter geschwat. Si huet iwwert d'Simplification administrative geschwat a si huet iwwert d'Elaboratioun vu Baulandverträg geschwat.

Wann een elo kuckt, wou mer mat deene verschiddene Moossnamen, déi u sech annoncéiert waren, fir am Logement weiderzekommen, wou mer do dru sinn, da stellt ee fest, datt mer quasiment bei kenger Moossnam a bei kengem Instrument iergendwéi weiderkomm sinn. Iwwert d'Plan-sectorielle wësse mer, datt déi eis net kënnen, zumindest an der nächster Zäit, déngen, fir weiderzekommen. A souguer déi zwee bis dräi Projets d'envergure, déi och am Ufank vun der Ministesch virgesi waren, fir weiderzekommen, stinn haut net méi am Raum.

„De Pacte Logement, dee soll reforméiert ginn", seet d'Ministesch. Se seet hannendrun: „well d'Gemengen en ze vill benotzt hunn, fir Infrastrukturen ze maachen, an ze mann, fir Logement ze maachen." Meng Fro ass awer déi: Wann ee wëllt Logement maachen, da brauchen d'Gemengen awer d'Infrastrukturen, fir de Logement kënnen ze maachen - wéi wëllt Der da Logement maachen, wann Der keng Stroosse maacht? Wann Der keng Kanalisatioun maacht? Wann Der keng Altersheimer maacht? Wann Der keng Schoule maacht?

Ech verstinn déi Logik net, déi do hannendrustécht. An et schéngt mer absolutt normal ze sinn, datt d'Gemengen, wann elo Logemente gebaut ginn, wa se sech sollen entwéckelen, datt se dann och d'Méiglechkeet kréie fir déi Infrastrukturen, déi fir déi Entwécklungen absolutt noutwendeg sinn, datt se och Finanzmëttel kréien, fir déi Infrastrukturen ze entwéckelen. Soss geet dat jo guer net. Et ass jo keng Logik derhannert, fir ze soen: Mä si däerfe se net méi fir d'Infrastrukture gebrauchen a si kënne se nëmme fir de strikte Wunnengsbau gebrauchen. Dat mécht kee Sënn an eisen Aen.

De Baulückeprogramm ass annoncéiert ginn. Wou ass en dann? Wou si mer drun domadder? D'Extensioun vum Perimeter ass sengerzäit ugeschwat ginn. Ech weess awer, datt do an der Koalitioun och eng ganz Rei Diskussioune matenee sinn, datt déi eng an déi aner net op därselwechter Linn sinn, wann et ëm d'Extensioun vum Perimeter geet. Och do si mer awer net weiderkomm. Och do ass näischt geschitt. Vläicht Gott sei Dank ass näischt geschitt doran!

D'Simplification administrative. Den Innenminister, de Fonction-publiques-Minister huet e Gesetz déposéiert. E Gesetz, wou eng ganz Rei Simplificatioune gemaach ginn um Gemengegebitt. Simplificatiounen, déi mer och ënnerstëtzen, déi mer och matdroen, déi mer och gutt fannen.

Mä wat eis awer feelt, sinn all déi Simplificatiounen an der Ëmweltpolitik, wou näischt dran ass, momentan, an deem sougenannten „TGVs-Gesetz" . Et ass näischt dran, wat d'Ëmwelt ugeet. Mir brauchen et awer, wa mer weider wëlle kommen. Et gëtt eis ëmmer renvoyéiert op d'Naturschutzgesetz, wat dann elo géif kommen. Dat ass awer och schonn d'lescht Joer annoncéiert ginn. An dëst Joer gëtt et nach eng Kéier annoncéiert. An elo waarde mer, bis et kënnt. An da kucke mer emol, wat drasteet als Simplificatiounen. An da gesi mer, wéi wäit dës Regierung déi Simplificatiounen, esou wéi se et annoncéiert huet à multiples reprises, och seriö hëlt.

D'Elaboratioun vu Baulandverträg. Wou si mer dann do drun? A wann ech dat alles kucken, och wann de Premierminister hei e Beispill nennt vu Wunnengen um Kierchbierg, 840 Stéck, déi awer an der Programmatioun vum Fonds de Kirchberg schonn eng ganz Rei Joren als eng normal Evolutioun vum Fonds de Kirchberg drastinn, de Réimerwee an de JFK stinn do dran an et gëtt och scho laang dru geschafft. Mä ech fannen dat jo positiv, datt dat elo weidergeet. Selbstverständlech fannen ech et positiv, datt dat weidergeet.

Mä et ass awer net mat engem Beispill, an engem prezise Projet, wou déi zéngdausend Wunnengen, déi ugekënnegt gi sinn, an deenen nächste Jore wäerte realiséiert ginn. A mir stellen eis d'Fro, wéi déi Verspriechen, déi d'Regierung gemaach huet, méi wéi eng Kéier gemaach huet, dann elo an d'Realitéit ëmgesat ginn.

Dat Wichtegst, wat am Logementsministère gemaach gi war, dat ass, datt d'Madame Nagel duerch den Här Hansen ersat ginn ass. An déi richteg Opdeelung, déi deen ee mat deem aneren huet, wien elo wat mécht, wësse mer nach ëmmer net. Mir hu just héieren, datt den Här Hansen sech soll ëm de Fonds du Logement bekëmmeren, d'Madame Nagel nach ëmmer sech géif ëm dat anert bekëmmeren.

Mir stellen elo just fest, datt den Här Hansen op all Froen äntwert an datt e souguer eis gefrot huet, fir en Débat iwwert de Logement, dee mer elo säit Oktober 2014 froen, dee schonn dräimol zréckgesat ginn ass, datt e sech elo nach Zäit freet, fir deen zréckzesetzen, mat der Argumentatioun, datt e sech misst aschaffen an datt elo emol hei eng Rei Moossname missten ausgeschafft ginn, déi en eis da kéint virstellen. Wéi wann an deene leschten 18 Méint näischt geschafft gi wier an näischt do wier an deem Haus!

Une voix.- Dir hutt esou laang näischt gemaach! An elo geschitt emol wéinstens eppes.

Une autre voix.- Wann een 30 Joer laang esou schafft,...

(Brouhaha général)

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- An der Familljepolitik, do ass d'Regierung effikass amgaang, ofzeschafen.

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Si huet d'Allocation d'éducation ofgeschaaft. Dat ass geschitt. Si huet d'Allocation de maternité ofgeschaaft. Dat ass geschitt. Si ass och effikass amgaang, Steieren opzehiewen! 0,5% Steieren, wat fir d'Eischt eng Kontributioun sollt sinn an no all deem Gewulls, wat mer do kannt hunn, als Steier ëmfonctionnéiert ginn ass. Och déi ass ëmgesat ginn, och dat geschitt, och déi Sue ginn opgehuewen. D'Leit bezuelen an eng Rei vu Sue kréie se haut net méi.

An der Géigepartie stinn dann eng Rei Verspriechen. De Congé parental gëtt ëmgeännert. Et ass awer net do, momentan. Déi aner Allocatioune sinn awer scho fort an d'Sue gi schonn opgehuewen!

Gratis Crèchë ginn agefouert, vun eent bis dräi Joer. Ass versprach ginn. Et ass awer net do. Dat anert ass awer scho fort an d'Steiere ginn opgehuewen!

De bilinguale System soll agefouert ginn. En ass awer nach net do. D'Allocatioune sinn awer scho fort. D'Steiere ginn awer schonn opgehuewen!

Mir hätten awer an enger logescher Politik gewënscht, datt, wann dat Ganzt soll e kohärenten Ensembel sinn, wat et jo net war, well

all déi Saachen iwwert de Congé parental sinn duerch déi Onzefriddenheet bei de Leit nogesat ginn, mä wier et dann e kohärenten Ensembel gewiescht, da wier et jo awer sënnvoll gewiescht, dat Ganzt zesummen ze maachen, an engem Block ze maachen, zäitgläich ze maachen, wéi emol fir d'Eischt dat eent ewechzehuelen, d'Steieren opzehiewen an dann emol ze kucken, wéini mer wat dann noschéissen, fir d'Leit zefriddenzestellen. Dat ass net esou, wéi mer eis eng logesch an eng kohärent Politik virstellen!

Iwwert d'Reform vum Congé parental wëll ech e puer Saache soen. Evidenterweis begréisst d'CSV déi Moossnamen, déi de Familljen hëllefen, hiert Familljeliewen ze gestalten, de Choix zum Kand vereinfachen. Mir begréissen och déi Flexibilitéit, déi agefouert gëtt. Mir hätte se vläicht liicht anescht gemaach, mä vum Prinzip hier begréisse mer dat, wat do gemaach gëtt.

D'Regierung muss och aschätzen, ob dee Montant, dee se do asetzt, deen héich ass - ech kritiséieren et net -, mä d'Regierung muss aschätzen, ob dee Montant, wat d'Budgetsdépensen ugeet, ob mer capabel sinn, dat ze maachen, oder net capabel sinn, et ze maachen. Ech soe just, mat deenen 20 Milliounen, déi elo agesat gi sinn, dat geet, wann ech d'Beschreiwung - mä mir hunn nach keen Text -, wann ech d'Beschreiwung vun der Reform héieren, dat geet sécherlech als Zomm net duer.

Mä wat eis nach ëmmer net gefält un deem Text hei an un där Propositioun hei, dat ass, datt se am Fong net eng Äntwert ass op déi Mängel an op déi Froen, déi mir viru sechs Méint gestallt haten. Nach wie vor, och wann de Congé parental an d'Luucht gesat gëtt, hëlt dës Regierung duerch hir Familljepolitik enger ganzer Rei Familljen de Choix ganz einfach ewech. Deem, deen décidéiert, doheem ze bleiwen, Papp oder Mamm, während enger gewësser Zäit, well en dat wëllt, well en dat als richteg empfënnt, well e sech esou virstellt ze liewen, deem gëtt de Choix ewechgeholl, andeem him all Hëllef, all Ënnerstëtzung fir dee Choix do ganz einfach ewechgeholl gëtt!

Mir sinn nach wie vor fir d'Fräiheet vum Choix. Mir fannen net, et ass net un der Politik, fir de Leit dranzeschwätzen a fir ze décidéieren, wéi d'Leit hiert Liewe solle gestalten. Déi Diskussioun hate mer schonn heibannen an déi Constatatioun, déi mer maachen, gëtt net duerch dës Politik geännert.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Et gëtt probéiert, méi Leit de Congé parental ze ginn, och sozial Schwaacher. Mä ech wëll just soen, wann ech um Pabeier liesen, wat, oder an der Press liesen, esou wéi de Congé parental elo gestalt gëtt, da stelle sech awer nach ëmmer fir déi sozial Schwaach eng ganz Rei Froen, déi duerch d'Allocation d'éducation deelweis geléist waren.

Sot mir emol: Wéi geet dat da bei deene Leit, déi e klengt Gehalt hunn, déi ënnert de Seuil gefall si vun dem Gehalt an do, andeem se nach weider schaffe gaange sinn - andeem se nach weider schaffe gaange sinn -, d'Allocation d'éducation kruten? Wéi geet dat dann elo mat deene Leit? Déi mussen ophalen, kréien dann en Deel vum Congé parental, well e jo proportionell gerechent gëtt, wat awer wesentlech manner ass wéi dat, wat se haten, andeem se weider schaffe gaange si plus d'Allocation d'éducation kruten, well se ënnert de Seuil gefall sinn! Ass dat Sozialpolitik? Ass dat gerecht Opdeelung, déi mer hei maachen?

Wat geschitt mat deene Stéit, wou ee vun de Partner keng Aarbechtsplaz huet, well e keng fonnt huet? Oder just eng provisoresch huet? Oder just nach keng zwielef Méint huet - esou wéi et am Text virgesinn ass? Deen doheem bleift, well d'Liewenscirconstancen et esou bruecht hunn, obwuel e wëllt schaffe goen, awer d'Aarbechtsplaz nach net huet? Wat geschitt mat deem, am Text vum Congé parental?

Dee kritt näischt. Guer näischt! Fannt Der dat richteg? Fannt Der dat normal? Fannt Der dat normal? Ech fannen et, an ech soen Iech dat ganz kloer, och vum Sozialpoliteschen, net nëmme vum Familljepoliteschen, och vum Sozialpoliteschen hier richteg problematesch. Hei gëtt eng Politik fir de Mëttelstand gemaach an eng Rei schwaach Leit, déi komme schlecht mat där heiter Politik ewech. Eng Politik, déi mer esou,...

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ...an der Globalitéit, net kënnen deelen, och wa mer de Congé parental als eenzel Moossnam kënne matdroen. Mä d'Globalitéit vun der Familljepolitik, déi Ideologie, déi hir hei opgepräägt gëtt, dat ass net déi Ideologie, déi mir als richteg empfannen.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruptions diverses)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Bei de Steieren huet de Statsminister quasiment guer näischt gesot, ausser e puer Sätz, datt et équilibréiert an harmonesch misst lafen. Dat ass jo gutt gesot.

(Interruption)

Dat ass gutt gesot. Elo just, d'selwecht wéi virdrun, wat heescht et dann? Wat heescht et dann? Ech soen Iech just: Dir wëllt déi Steierreform 2017 en vigueur setzen, an d'Zäit ass amgaang, eis fortzelafen, well ech weess aus Erfahrung, datt d'Steierreforme vill a laang Diskussioune sinn, éier mer se an d'Realitéit kënnen ëmsetzen.

Ech wëll just wëssen: Wat maache mer dann, wat ass dann déi Zilsetzung vun der Steierreform, déi ugekënnegt gëtt? Wat fir eng Zilsetzung hu mer iwwerhaapt? Maache mer eng Steiererhéijung fir Persounen, fir Betriber? Maache mer eng Steiersenkung fir Betriber, fir Persounen? Maache mer just eng Steierëmverdeelung? Wat wëlle mer iwwerhaapt, wa mer eng nei Steierreform ukënnegen? Wat wëlle mer?

Den Här Gramegna seet, a verschiddenen Aussoen, e géif dat alles seriö huelen a ganz genau all Detail kucken. Ech fannen dat gutt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Wann ech dann awer kucken hannendrun, déi Diskussiounen, déi mer heibannen hunn, déi mer heibannen hunn iwwert d'Spëtzesteiersätz, iwwert d'Räichesteier, iwwert d'Verméigenssteier, iwwert d'Ierfschaftssteier, wou deen een dat eent seet, deen aneren dat anert seet, wou en Hin an Hier ass, wou een net weess...

Une voix.- Wat sot Dir dann?

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Oh, ganz gären äntwerten ech Iech op déi dote verschidde Punkten, mat ganz vill Calme, well eis Positioun ass zumindest an deenen dote Punkten extrem, extrem kloer. Mir sinn der Meenung... Wëllt Der se wëssen?

Une voix.- Selbstverständlech!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mir sinn der Meenung, datt eng Räichesteier, esou wéi se a Frankräich ass, mat eis net a Fro kënnt. Mir sinn der Meenung...

(Brouhaha général)

Mir sinn der Meenung, datt de Spëtzesteier...

(Brouhaha général)

Une voix.- Wie wëllt déi dann?

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Oh ben, ech kann Iech duerno eng Rei Zitater ginn, vun deenen engen an deenen aneren aus Ärer Partei, déi do gejaut hunn.

Mir sinn d'accord, iwwert de Spëtzesteiersaz...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Net een! Net een!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ...ze schwätzen, wa mer iwwert de Mëttelstandsbockel schwätzen. Mir si géint d'Aféierung, d'Neiaféierung vun enger Verméigenssteier a mir si géint d'Aféierung vun enger Ierfschaftssteier. Très clair. Très clair!

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha général)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Wa mer eis do scho kënnen eenegen, da wiere mer zumindest am État de la nation weiderkomm. An, Här Statsminister, dann hätt ech mer gewënscht, datt Dir et selwer gesot hätt. Da wiere mer zumindest doriwwer kloer gewiescht.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- D'CSV an d'DP si sech also eens.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Den Här Bodry, deen huet gesot...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Et gëtt eng riets Koalitioun hei an der Chamber.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Den Här Bodry huet gesot...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Wou ass d'LSAP?

(Brouhaha général)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Den Här Bodry huet gesot, datt dës Steierreform, an dat war beim leschte Budget, datt dës Steierreform alles anescht...

(Coups de cloche de la présidence)

...wéi an dréchenen Dicher wier.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Erëm Calme hei an der Chamber, wann ech gelift! Den Här Wiseler huet d'Wuert. An den Här Urbany soll sech e puer Minutte gedëllegen, da kritt en eng Äntwert.

(Interruptions)

Da kritt en déi Äntwert, déi e sech wënscht. Här Wiseler, fuert Dir virun!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President.

Den Här Bodry huet iwwert d'Steierreform am Budget gesot, datt déi Steierreform alles anescht wéi an dréchenen Dicher wier. Ech mengen, dat waren exakt Är Wierder. Gëschter hunn ech lech mat Interessi nogelauschtert op Ären Interviewen, déi Der ginn hutt. Do sot Der, datt Der et am Fong gutt géift fannen, datt de Statsminister net iwwert d'Steierreform geschwat huet. Ech ginn dovunner aus, datt et gutt ass, datt de Premier net driwwer geschwat huet, well Dir Iech an der Majoritéit net eens gitt, wat en hätt solle soen.

(Brouhaha)

Hätt en dat eent gesot, wieren déi aner rose gewiescht; hätt en dat anert gesot, wieren déi eng rose gewiescht.

Ech fannen, zumindest bei esou engem wichtege Sujet, deen 2017 soll an d'Realitéit ëmtrieden, wier et normal gewiescht, datt e Premier hei gréisser Indikatioune ginn hätt, zumindest a wat fir eng Richtung dës Steierreform an Zukunft soll goen.

D'autant plus, datt se mat de Sozialpartner soll en long et en large duerchdiskutéiert ginn - dat ass op jidde Fall en Engagement, wat Der geholl hutt - an och mat der Chamber en long et en large diskutéiert sollt ginn.

Och aner Saachen, déi mer brauchen, fir iwwerhaapt iwwert d'Steierreform ze diskutéieren, sinn nach net do. Dir hutt eng Etüd fir den Tanktourismus ugekënnegt, versprach. Déi bräichte mer, éier mer iwwer eng Rei vun deene Problemer diskutéieren. Mir waarden och do nach ëmmer drop, fir ze wëssen, wou mer dru sinn.

Une voix.- Déi hätt scho kënne virleien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Déi hätt scho kënne virleien. Dat ass absolutt richteg.

Iwwert den Transport seet de Premierminister eppes, wat ech jo deelen. E schwätzt haaptsächlech iwwert den Tram an iwwert déi positiv Aspekter vum Tram. Ech ka jo do elo kaum dergéintschwätzen. Ech soen awer trotzdeem hannendrun, datt d'Aart a Weis, fir dat ze presentéieren, Saachen, déi d'ailleurs scho laang vum Här Bausch gesot gi sinn, wéi mer d'Gesetz gestëmmt hunn, datt ech et awer trotzdeem extrem réducteur fannen, wann een d'Transportpolitik an d'Mobilitéitspolitik just a senger Ried op den Tram reduzéiert.

Ech hu mech dauernd beméit an deene Joren, ëmmer ze soen, datt den Tram ouni eng Mobilitéitspolitik, déi duerch d'ganzt Land geet, ouni all déi aner Aspekter, iwwer grenziwwerschreidend Aspekter souguer, datt den Tram kee Sënn mécht, wa mer net all déi aner Punkte mat realiséieren, zäitgläich realiséieren oder an engem Rhythmus realiséieren, wou et logesch ass.

Ech fannen et just schued, datt d'Presentatioun erëm esou gemaach gëtt, well se déclenchéiert erëm onnéideg Diskussiounen.

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mir hunn an dëser Reform näischt iwwert d'Polizei- an Arméireform héieren. Mir hunn näischt iwwert d'Gemengefinanzen héieren. Mir hunn näischt iwwert d'Santé héieren. Mir hunn och, ausser datt d'Fleegeversécherung wichteg wier, näischt doriwwer héieren.

Ech soen awer just: Och iwwert d'Fleegeversécherung stelle sech vill Froen. Wou geet et hin an deenen nächste Joren? An déi Associatioune respektiv déi Akteuren um Terrain, déi an der Fleegeversécherung schaffen, déi froen an déi sichen no enger gewësser Planungssécherheet, déi awer momentan net do ass. Lauschtert emol eng Kéier de Leit an dem Secteur no, fir ze héieren, wat do momentan geschwat gëtt a wat fir eng Onsécherheet do ass!

Haut sinn eng Rei Standarden, eng Rei Kritären an der Qualitéit geännert ginn, ouni Diskussioun mat den Akteuren um Terrain. An dat wäert an deenen nächste Méint eng ganz Rei Konsequenzen hunn an deem Secteur. Ech hätt mer awer erwaart, datt do e puer Wierder géifen driwwer gesot ginn, datt mer géife gesot kréien, wéi dee Problem zumindest wéilt ugaange ginn, well et e Problem an der Realitéit ass, an et wäert e Problem an deenen nächste Wochen a Méint ginn.

Mir hu kee Wuert iwwert d'Landwirtschaftspolitik héieren. Enn Mäerz sollt awer en neit Agrargesetz doleien. Wou ass dat neit Agrargesetz? Et misst scho säit enger Rei Méint fäerdeg sinn. A mir waarden op deen Débat an deenen nächste Wochen, fir da méi driwwer gewuer ze ginn.

Ech hunn och näischt iwwer Justizpolitik héieren. Wou si mer mat deenen ugekënnegte Projeten - Scheedungsgesetz, Filiatioun, Réforme pénitentiaire, Dateschutz, Jugendschutz - drun? Ech sinn da gespaant.

(Interruption)

Esou sot Dir. Ech géif et gär wëssen. Ech géif et gär héieren. Esou ass scho ganz oft gesot ginn. De Pabeier läit awer nach net do.

Dann huet de Statsminister e groussen Deel vu senger Ried iwwert de Referendum geschwat. Et huet mech gewonnert, well d'Regierung - esou war et ëmmer gesot ginn - sech net direkt sollt engagéieren. Dat sollt eng Affär vun der Chamber a vun de Parteie sinn.

D'Regierung mécht awer elo ganz kloer, huet elo ganz kloer eng aner Décisioun geholl. De Premier huet sech gëschter am État de la nation, an net, wéi en dat alt soss gemaach huet, als DP-President oder en nom personnel, huet sech als Regierung hei engagéiert - als Regierung hei engagéiert - an an dee Wahlkampf vum Referendum do agemëscht, mat de Konsequenzen, déi dat huet.

Nach eng Kéier: Ech wëll net nach eng Kéier soen, datt mir dee Referendum net wollten, well et eis en Instrument schéngt als Referendum, dee fir wichteg Momenter geduecht ass, a well mer net d'accord sinn, an engem Referendum Froen ze stellen, déi einfach soen „eng Iddi, datt". „Sidd Dir d'accord mat enger Iddi", wou eng vag Beschreiwung hannendrukënnt. Ech wëll net méi dorobber agoen. Ech wëll just op déi puer Punkten agoen an haaptsächlech op déi Argumenter, déi de Statsminister gesot huet.

De Statsminister schwätzt iwwert d'Wahlrecht mat 16 Joer oder hëlt d'Argument vun enger Demokratiepädagogik, wann e vum Wahlrecht vu 16 Joer schwätzt. An ech muss Iech soen, ech si jo mat der Zilsetzung, mir si jo mat der Zilsetzung d'accord, wann ee seet: Mir musse jonk Leit mat 14, 15, 16, 17 Joer méi un d'Politik eruféieren. Mir mussen hinnen de Goût fir Politik ginn, mir mussen hinne weisen, datt Politik eppes Interessantes ass, eppes ass, wat si concernéiert.

Wann een awer dorënner versteet, datt een elo e grousse pädagogesche Geste mécht, andeem ee just eenzeg an eleng verschiddene Leit seet: „Wann Der Loscht hutt, wann Der wëllt, kënnt Der wiele goen." , a seet: „Domat hunn ech elo dee pädagogesche Geste gemaach.", da soe mir: Dat do bréngt awer där Zilsetzung, déi Der Iech selwer gesat hutt, iwwerhaapt näischt. Iwwerhaapt näischt! An dofir soe mer Neen zu där heiter Fro.

Iwwert d'Auslännerwahlrecht och e puer Wuert. Mir soen och Jo zur Participation politique vun den Netlëtzebuerger an zum Fait, datt mer musse kucken, fir déi Leit, déi haut Netlëtzebuerger sinn, och esou vill wéi méiglech un d'Matschaffen an der Politik ze féieren. Mir mengen, datt dat soll iwwert d'Nationalitéit goen an datt d'Nationalitéit an d'Nationalwahlrecht nach matenee verbonne sinn.

An dofir hu mer, Dir wësst et, eng aner Propositioun gemaach, wou notamment den Droit du sol dra virgesi gëtt. Mir sinn der Iwwerzeegung, datt déi Propositioun, déi mer gemaach hunn - Droit du sol -, d'ailleurs an den Ëmfroe vun 72% vun de Lëtzebuerger hei akzeptéiert als Propositioun, ënnerstëtzt als Propositioun gëtt. Mir sinn der Meenung, datt déi extrem effikass ass - datt déi extrem effikass ass! -, datt 3.000 jonk Leit d'Joer Lëtzebuerger wieren, domat d'Wahlrecht hätten, net nëmmen d'Wahlrecht, mä och d'Méiglechkeet, fir gewielt ze ginn, an datt, wier dat Gesetz schonn a Kraaft an deene leschte Jore gewiescht, 40.000 Leit, déi haut Netlëtzebuerger sinn, scho Lëtzebuerger wieren a scho këinten, iwwert deen do Wee, mat wiele goen.

Mir sinn och der Meenung, datt eis Sprooch och an Zukunft nach e wesentlecht Element ass fir de politeschen Échange, fir d'Communication politique hei zu Lëtzebuerg. E wesentlecht Element! Mir sinn awer gradesou gutt der Meenung, datt d'Sprooch net däerf eng Barrière si fir déi Leit, déi wëlle Lëtzebuerger ginn. An dofir hu mer d'Konditiounen zum Accès vun der Sprooch, an domat zur Nationalitéit, duerch eis Propositioun och wëllen ëmänneren.

Quitte datt mer och an de Sondagë liesen, datt eng ganz Rei vu Lëtzebuerger dat keng gutt Iddi fannen, d'Sproochekonditiounen erofzesetzen. Mir mengen awer, et wier wichteg, well mer net wëllen dem Accès zur Nationalitéit eng Barrière setzen a well mer wëllen eng Nationalitéit hunn, déi op ass. An iwwert d'Modalitéite kënne mer jo nach schwätzen. Mä mir wëllen deen Accès zur Nationalitéit opmaache fir Netlëtzebuerger.

Ech soe just, datt déi Propositioun, déi d'Regierung mécht, datt déi Propositioun, déi d'Regierung mécht, fir wielen ze goen, guer keng Kon-

ditioun vun der Sprooch huet. Guer keng Konditioun vun der Sprooch huet! An et ass do am Fong, wou den Ënnerscheed läit. Mir hätte gär mam Accès zur Nationalitéit e vereinfachten Accès iwwer e vereinfachten Accès zur Sprooch. D'Propositioun vun der Regierung huet guer keng Sproochekonditioun, esou wéi se elo virläit.

Mir mengen, datt mer, duerch déi Propositioun, déi mer déposéiert hunn, vill méi effikass sinn. Mir mengen, datt vill méi Netlëtzebuerger iwwert d'Nationalitéit kënnen zum Wahlrecht kommen, wéi mat där Propositioun, déi haut vun der Regierung um Dësch läit.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- An ech héieren dat souguer an Interviewen, déi deen een oder deen anere vun de Majoritéitspolitiker gëtt. Ech hunn de Guy Daleiden, Vizepresident vun der DP, um Radio héieren, deen am Fong en résumé seet, datt ee roueg kéint mat Jo stëmmen, well déi Propositioun vun der Regierung souwisou net fir vill Auslänner géif a Fro kommen, well déi Leit, déi concernéiert wieren, am Fong ganz geréng wieren an een dofir keng Angscht bräicht dovir ze hunn. Well se bréngt jo näischt. En résumé. - Dat ass awer mäi Saz hannendrun.

Plusieurs voix.- Aah!

(Hilarité)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Well se bréngt jo näischt. Dat ass awer d'Logik. Wann ee seet: „Et brauch ee keng Angscht ze hunn, well et sinn net vill Leit, déi dovunner wäerte profitéieren, dofir kënnt Der roueg derfir stëmmen!", wéi soll ech dat dann anescht ausdrécken? Wéi soll ech dat dann anescht ausdrécken?

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- An da soen ech: Ech hätt léiwer gehat, d'Regierung hätt da gesot, wat se gär hätt, a si hätt gesot, datt no deem hei Schrëtt, wa mer d'Nationalitéit bis eng Kéier aus der Verfassung erausgeholl hunn, nach iergendwann eng Kéier, ech weess net wéini, mä awer geplangt ass a geduecht ass, datt aner Schrëtt nokommen.

An d'ailleurs, Är Jugendorganisatiounen an aner Organisatiounen hei am Land froen dat elo schonn! Froen dat elo schonn!

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Är och!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Jo, froen dat elo schonn!

Plusieurs voix.- Är och!

(Interruptions)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Jo!

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Är och, Är och, Här Wiseler!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Jo!

(Brouhaha général et coups de cloche de la présidence)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift!

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- ...och bei Iech an der Partei selwer. Och d'CSJ freet dat.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Jo. Ech weess dat. Dir brauch mir dat net ze soen!

Une voix.- D'CSJ an den LCGB.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Sou, Dir braucht mer dat elo net nach zéngmol ze soen. Jo, et ass esou. Deen Drock ass haut schonn amgaang. Et kënnt de 7. Juni nach méi an déi nächst Etappen... An ech hätt et dann einfach méi korrekt fonnt, Dir hätt direkt gesot, wou Der wéilt higoen, anstatt hei zwou Konditiounen ze huelen, anstatt hei zwou Konditiounen ze huelen, déi esou restriktiv sinn, fir ze soen: Dir kënnt roueg Jo dozou soen, et geschitt näischt.

Ech fannen dat eng Aart a Weis erunzegoen...! Elo gëtt gesot: „Dir spillt hei mat der Angscht!", krute mer schonn eng Kéier gesot op enger Table ronde, déi mer haten. Ech wëll awer och dorobber äntwerten.

Wann een awer vun der Zilsetzung ausgeet, an dat war jo déi deklaréiert Zilsetzung vun dëser Regierung, mir missten e System fannen, wou mer deene 46% Netlëtzebuerger d'Méiglechkeet ginn, Wahlrecht ze kréien, fir déi Tendenz ëmzebéien, datt mer net iwwer 50% kréien - dat war jo d'Zilsetzung, wéi Der déi Propositioun hei ginn hutt -, an Dir maacht dann eng Propositioun, wou et awer absolutt evident ass, datt déi Zilsetzung, déi Der Iech selwer gesat hutt, ni kann erreecht gi mat där doter Propositioun - ni kann erreecht gi mat der Propositioun -, da sot mir emol: Wou ass dann d'Logik an där ganzer Diskussioun hei? Wou ass dann d'Logik? Wou wëllt Der dann domadder higoen? Da sot, wou Der wëllt higoen, anstatt hei elo emol eng éischt Etapp ze maachen an de Rescht unter ferner liefen emol dohinnerzegeheien.

Dann dat ekonomescht Argument, wat gëschter de Statsminister gebraucht huet, fir ze soen, et wier gutt, wa mer eis Nationalitéit géifen opginn, fir d'Wahlrecht den Netlëtzebuerger ze ginn, an als Argument, fir Promotiounsreesen ze justifiéieren. Dat, muss ech soen, dat ass awer scho wäit hiergeholl! Dat ass awer scho wäit hiergeholl als Argument!

(Interruption)

Ech soen Iech, wann Der dat och wëllt maachen, wann Der dat och wëllt maachen, da soen ech Iech och ganz seriö, d'Ouverture vun der Nationalitéit, e generéisen Accès zur Nationalitéit ass, a mengen Aen, e vill méi effikasst Argument fir Är Promotiounsreesen am Ausland, wann Der kënnt soen, datt mer eng Nationalitéit hunn, e Gesetz iwwert d'Nationalitéiten, wat accueillant ass, woumat Integratioun ka gemaach ginn a woumat deen Netlëtzebuerger, dee Lëtzebuerger gëtt, duerno all Rechter kritt.

Dat ass och en Argument, dat déi Leit gutt verstinn, well dat, wat d'Regierung hei proposéiert, dat versteet jo kee Mënsch am Ausland! Well, géife se et verstoen, dann hätt och schonn een et am Ausland gemaach! An ech stelle just fest, datt keen anert europäescht Land - keen anert europäescht Land - dat do gemaach huet!

Iwwert d'Ministeschmandater. Dat ass eng Fro, déi an der leschter Zäit ganz wéineg behandelt gëtt, déi awer, a mengen Aen, och ënnerschätzt gëtt an hire Konsequenzen, an hirer Wichtegkeet. Ech weess d'ailleurs net, wou déi Propos do hierkënnt - zweemol fënnef Joer Minister, da fënnef Joer Paus, da kann een erëm ufänken -, wat d'Konzept do hannendrun ass, wat een iwwerhaapt wëllt! Ausser datt elo méi Leit méi Chancë kréien, fir hir Iddien ze realiséieren.

Wann dat awer eng Definitioun vun der Regierungspolitik ass, datt esou vill wéi méiglech Leit sollen hir Iddie kënne realiséieren, also, dat fannen ech eng gelunge Konzeptioun vun deem, wat eng Regierung soll als Politik ëmsetzen.

Ech soe just: Mir hunn an där leschter Zäit an eiser Geschicht zu Lëtzebuerg eng wesentlech Roll an der Welt, an Europa gespillt, déi méi grouss ass, vläicht keng wesentlech, mä méi eng grouss Roll - méi eng grouss Roll -, wéi normalerweis 500.000 Awunner, déi hei am Land wunnen, eis erlaabt hätten ze spillen. Mir hunn an historesche Momenter vun der europäescher Entwécklung Gewiicht gehat. Mir konnten eis Stëmm héiere loossen, vill méi, wéi normalerweis e Land vu 500.000 Awunner.

Firwat war dat dann esou? Mä dat war esou, well mer an deene leschte Jore Politiker haten, déi, duerch déi Erfahrung, déi se hunn, duerch déi Kompetenz, déi se hunn, duerch d'Méiglechkeet, déi se haten, d'Rouagë vun der Politik, d'Europapolitik ze kennen, d'Leit ze kennen, ze wëssen, wéi d'Dossiere waren, fir kënnen do Influenz ze huelen, fir kënne fir eist Land aktiv ze ginn a fir eis kënnen dobaussen esou ze representéieren, mat Effikassitéit a mat Kompetenz.

An ech verstinn net, ech versti wierklech net, firwat mer elo, gratis, deen do Avantage, dee mer hunn, ee vun deene groussen Avantagen, déi mer hunn, einfach op d'Spill setzen, einfach wëllen ewechhuelen. Dat liicht mer net an, wéisou mer dat kënnen hinhuelen an eis eegen Avantagë wëlle beschneiden.

Da liicht mer och net an, wéi Der dat wëllt an d'Realitéit ëmsetzen a wéi dat soll goen. Een, dee wëllt Premier ginn, muss et entweder direkt ginn, wéi den Här Bettel, oder...

Une voix.- Très bien!

Une autre voix.- Ma, dat ass wouer!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ben, très bien, très bien, dat sot Dir. D'Resultater gesi mer.

(Interruptions diverses)

Oder Dir musst fënnef Joer an der Regierung sinn, da musst Der direkt Premier ginn. An da kënnt Der just fënnef Joer bleiwen, just fënnef Joer bleiwen an da musst Der ophalen. Sot mir: Wat mécht dat do fir e Sënn? An d'Leit an der Deskriptioun, wéi se elo gemaach gëtt, a mir gesinn der vill...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...géif et Sënn maachen.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- An d'Leit...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Gibéryen, och Dir kommt nach drun. Da kënnt Der alles soen, wat Der wëllt. Lauschtert...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Oh, ech hunn dat gutt fonnt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ah, wann Dir wëllt, ech kann nach och fir e puer anerer suergen.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mir gi ganz vill Diskussiounen an der Lescht mat Leit an. A mir mierke ganz oft, datt d'Leit déi Fro net richteg verstanen hunn. Well se net verstinn, datt ënner Membres du Gouvernement, esou wéi se elo formuléiert ass, a fir eis ass dat kloer, mä fir vill Leit ass dat net kloer, net nëmme Ministeren, mä och Statssekretären an och Premierministeren domadder verstane sinn.

A wann een dat e wéineg anescht explizéiert a gesäit, wat dat an der Realitéit fir en Effekt huet, da stinn d'Leit ganz oft anescht zu der Äntwert vun där doter Fro, well dann d'Realitéit se zréckhëlt a well een da gesäit, wann een do mat Jo äntwert, wann dat doten an d'Realitéit ëmgesat gëtt, wat et dann a Wierklechkeet heescht.

A schlussendlech si mer nach ëmmer der Meenung, datt mat esou engem Jo de Leit schlussendlech awer de Choix geholl gëtt. Och wann d'Juristen elo soen, datt evidenterweis, an ech weess dat jo och, an de Chamberswahle fir Deputéierte gewielt gëtt an net fir Ministeren. Sou, wann Der mat de Leit schwätzt, da wësst Der awer ganz genau, datt dat an hirem Kapp awer ganz anescht ass, datt, wa se vill fir Leit wielen a wa se ganz besonnesch fir een oder deen anere wielen, se och gär hätten, datt deen an d'Regierung soll kommen. Esou ass et awer geduecht. An esou ass et bei de Leit dobannen am Kapp, wéi et fonctionnéiert. Och wann et juristesch vläicht anescht ass. Wann Der mat de Leit schwätzt, ass dat awer ganz kloer.

An dee Choix, dee Choix huelt Der awer ganz einfach mat där doter Solutioun ewech. An dat fanne mer net normal. Dat fanne mer net seriö. Mir fannen, datt dat do eng Solutioun ass, déi mëttel-...

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Firwat ass den Här Mosar ni an d'Regierung komm?

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ...a laangfristeg eisem Land grouss wäert schueden, wa se mat Jo beäntwert gëtt a wa se positiv ausgeet.

Als Konklusioun wëll ech e Saz soen, deen de Premier gesot huet, wéi hie seng Ried opgehalen huet: „Lëtzebuerg", sot en, „ass e Land wéi keen anert op der Welt." Dat ass richteg. Mä och Lëtzebuerg brauch kohärent Konzepter. Lëtzebuerg brauch eng Zukunftsvisioun. Lëtzebuerg brauch eng sécher Hand, fir et ze féieren.

Näischt dovunner hu mer gëschter an der Ried héieren a gesinn. A wann dat, wat mer gëschter héieren hunn, d'Beschreiwung vum richtege Wee war, da wëll ech soen, da féiert dee Wee net wäit. An op jidde Fall féiert deen dote Wee net an d'Zukunft.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Eugène Berger, de Fraktiounschef vun der DP.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a léif Kolleegen, d'Regierung, dës Koalitioun, ass 2013 ugetrueden, fir d'Land fit ze maache fir d'Zukunft, fir nei Perspektive fir d'Bierger am Land, och besonnesch deene Jonken opzemaachen, well eist Land huet weiderhi vill Potenzial, vill Méiglechkeeten, an et gëllt, déi ëmzesetzen.

De Premier huet gëschter gesot, datt mer duerfir musse Brécke schloen, Brécke mat de Bierger, mat de verschiddene Sozialpartner, mat de Forces vives hei am Land, déi hei schaffen a liewen an d'Land virubréngen, well nëmmen zesumme kënne mer Brécken, dës Brécke baue fir déi nächst Generatiounen. An dat ass och dee Wee, deen dës Koalitioun 2013 ugaangen ass. An dee Wee, dee fänkt och elo un, seng Friichten ze droen.

An dovunner, Här President, huet de Premier gëschter am État de la nation geschwat, well dorëms geet et jo och beim État de la nation, virun allem emol ze kucken: Wou si mer drun? Op wat fir engem Stéck vum Wee si mer hei am Land? An, Här President, dës Koalitioun ass eng vun deene courageiérten, eng Koalitioun vun den Décisiounen, vun de richtegen Décisiounen. Si schwätzt net nëmmen dovunner, wat se wëllt veränneren, verbesseren, reformëieren, si mécht et och!

D'lescht Joer sinn eng Rei Projeten, Décisiounen ugekënnegt ginn am État de la nation. An déi sinn net nëmme fir ee Joer ugekënnegt ginn, déi si fir déi ganz Legislatur ugekënnegt ginn. An déi ginn elo ëmgesat. Dat ass eigentlech den Zoustand vum Land. Mir hunn Décisioune geholl an déi ginn elo ëmgesat.

An ech hu gëschter och gesinn, datt d'CSV, si huet, wéi all Parteien, dann an der Press hir Kommentare gemaach a si huet och e Communiqué erausginn, wou se seet, „Worte statt Taten" wiere gëschter gewiescht. Ech ka mech u vill États de la nation erënneren, wou ganz vill annoncéiert ginn ass, ganz vill Wierder geschmass gi sinn, mä wou duerno guer näischt erfollegt ass. Dat war eigentlech dat, wann Der sot: „Worte statt Taten", eppes, wat een déi lescht Joren a Jorzéngten oft hei erlieft huet.

An Dir hat jo och virdrun, Här Wiseler, e Beispill genannt, dat vum Rettungsdéngscht. Mir hätten dat elo annoncéiert, et géif näischt geschéien. Wivill Joer, wivill Joer huet d'CSV dat dann annoncéiert? Wivill Joer sinn do eigentlech „Worte statt Taten" gewiescht? Dat Zitat, dat Der gëschter an Ärem Communiqué bruecht hutt, dat passt eigentlech vill besser op lech. Et ass eigentlech eng Selbsterkenntnis vun der CSV. Dat ass dat, wat Dir all déi lescht Jore ganz vill gemaach hutt: ganz vill Wierder gebraucht, mä ganz selte sinn do Tate gefollegt.

Mir sinn net eng Koalitioun vun eidele Wierder, mir sinn déi vun den Décisiounen. Mir maachen och dat, wat mer ugekënnegt hunn. An op deem Wee si mer. Mir plange laangfristeg a mir maachen och keng...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Et wier besser, näischt ze soen, da brauch een och näischt ze maachen.

M. Eugène Berger *(DP).*- ...Navigation à vue.

Här President, et ass och batter néideg, datt mer déi Décisiounen ëmsetzen hei am Land, déi och ugekënnegt ginn, well mir hate laang Joren, wou mer och Stëllstand hei haten am Land, wou näischt geschitt ass, wou d'Land net virubruecht ginn ass. Et si vill schéi Wierder gesot ginn am État de la nation 2011, 2012, 2013. D'Orakel vu Lëtzebuerg huet da geschwat, a jiddwereen huet gemengt, d'Welt géif besser ginn.

Wat hate mer dann zum Beispill 2013? 2013, dat lescht Joer vun der viregter Regierung, war d'Land eigentlech paralyséiert. Et ass näischt méi gaangen. D'Budgete si verworf ginn. Mir haten Affäre wéi déi vum SREL, et waren Dysfonctionnementer. Dat war deemools d'Lag vun der Natioun, trotz schéine Wierder.

Här President, mir hunn an deene leschte Méint méi wéi eng Kéier courageiert Décisioune missen huelen - mä Politik heescht eben och Choixe maachen -, well mer iwwerzeegt sinn, datt dës Choixen déi richteg si fir eist Land, ebe fir eist Land fit ze maachen. E ganze Pak vun esou Décisiounen a Choixe waren d'lescht Joer den Zukunftspak an de Budget 2015. An déi droen elo hir éischt Friichten, déi weisen, datt mer um richtege Wee sinn.

An ech wëll drun erënneren, d'Regierung ass jo vill kritiséiert gi wéinst dem Zukunftspak, dee se am Hierscht virgestallt huet. Ech ka mech erënneren d'lescht Joer bei de Budgetsdebatten, d'Oppositioun, déi huet kee gutt Hoer un der Regierung gelooss. An der Ried war da rieds vun Austeritéitspolitik, vu Sozialofbau, vun onmoossege Belaaschtunge vum Steierzueler. Den Däiwel ass jo do richteg un d'Mauer gemoolt ginn. Wat ass dann dovunner agetratt? Näischt dovunner ass agetratt. Guer näischt!

Wa mer der gréisster Oppositiounspartei d'lescht Joer am Hierscht, am Dezember gefollegt hätten, wat hätte mer da gemaach? Dann hätte mer näischt gemaach. Dann hätte mer eigentlech dat gemaach, wat se gëschter am Communiqué fir sech selwer eigentlech geschriwwen hunn: Dann hätte mer Wierder gehat, mä keng Taten. Dat ass jo dat, wat si jorelaang gemaach hunn. Wa mer also op d'Oppositioun gelauschtert hätten, da géife mer haut vill méi schlecht dostoen, dann hätte mer zum Beispill net d'Statsfinanzen am Gréff.

Well, Dir kënnt Iech vläicht erënneren, d'Propose vun der gréisster Oppositiounspartei am Dezember, dat waren Amendementer, déi se ugekënnegt haten. Si hunn zwar keng eraginn. An eigentlech all Mesure, déi se proposéiert hunn, war fir eigentlech all Mesure aus dem Zukunftspak praktesch zréckzehuelen. Dat waren d'Propositiounen. Wa mer deem gefollegt wieren, Här President, dann hätte mer haut kee Budget am Équiliber, dann hätte mer net haut déi Moyenen, déi mer elo hunn.

An ech mengen, duerfir och wierklech en Opruff un déi gréisst Oppositiounspartei, konstruktiv matzeschaffen, net zu allem Neen ze soen an dann och konstruktiv Virschléi op den Dësch ze leeën. Ech zielen do wierklech op déi gréisst Oppositiounspartei fir an Zukunft.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat, wat bis elo mat eise Virschléi gemaach ginn ass...

Une voix.- Très bien!

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, ech wäert nach op eng... Ech hunn elo grad gesot, Här President, déi Virschléi, déi Der d'lescht Joer gemaach hutt, wa mer deene gefollegt hätten, nämlech all déi Mesuren, déi mir geholl hunn, erëm ze sträichen, dann hätte mer dëst Joer net de Budget am Équiliber an da wiere vill Saachen, déi net um richtege Wee wieren. Dat wier geschitt, wa mer Iech gefollegt hätten, well Dir hutt nëmmen zu allem Nee gesot.

Här President,...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Esou ass et jo net grad, hein.

M. Eugène Berger *(DP).*- Dir kënnt dat roueg noliesen, jiddwereen, an den Debatte vum leschte Joer!

Här President, duerch déi Mesurë vum Zukunftspak, do kréie mer de Budget an de Gréff. An et muss ee soen, datt d'Perspektive scho laang net méi esou gutt ware wéi haut an dësem Land. Mir hunn eigentlech de Budget praktesch am Équiliber, an dat schonns no 18, oh, manner wéi 18 Méint vun enger neier Koalitioun.

Ech ginn net vill op d'Zuelen an. 2015 hu mer schonn e Solde structurel vun 0,7%, a wäerten domadder ofschléissen. Projektioune ginn dovunner aus, datt mer d'nächst Joer e Solde structurel vun 0,9% hunn. Dann dat Joer drop 0,5, 0,6. Op alle Fall wäerte mer déi nächst Joren op där Schinn do bleiwen. Och d'Schold hu mer am Gréff. Dëst Joer hu mer 23,9% vum PIB. An da sinn och d'Projektioune 24,2, 24%. Dat heescht, och do hu mer d'Schold am Gréff. Mir hunn eise Budget am Gréff.

An dat ass awer fir mech, Här President, kee Fait divers. Et ass eigentlech gemaach gi gëschter, wéi wann dat näischt Wichteges wier. Dat ass fir mech awer eng ganz wichteg Ausso zur Lag vun eisem Land. Mir haten de Budgetséquiliber säit der Kris 2008 eigentlech net méi, wann ech mech richteg kann erënneren, also mindestens säit siwen, aacht Joer.

A fir de Musterschüler an Europa ze sinn, dat ass jo och kee Selbstzweck. Mä firwat brauche mer gesond Statsfinanzen? Et erméiglecht, datt mer kënne Choixe maachen, datt mer kënnen investéieren, datt mer kënne gestalten, datt mer kënnen Zukunftsperspektiven opmaachen.

Här President, gesond Finanzen erméigleche letztendlech och, datt mer kënnen e gudden, fonctionnéierende Sozialstat garantéieren a finanzéieren. Mir hunn et also fäerdegbruecht, a kuerzer Zäit eis Finanzen an de Gréff ze kréien. An dëst war och nëmme méiglech mat dem Zukunftspak, ebe mat deenen Décisiounen, déi mer d'lescht Joer geholl hunn a mat deene mer elo um richtege Wee sinn.

Ouni deen Zukunftspak, wa mer also op d'Oppositioun gelauschtert hätten, wa mer deene gefollegt hätten, dat hu mer jo och d'lescht Woch erkläert kritt, dann hätte mer eigentlech haut eng aner Situatioun. Mir hätten eng zousätzlech Verscholdung vun 1,8%. Mir hätte kee Budgetséquiliber a mir hätten och kee Spillraum, fir ze investéieren.

Dat, fir ze soen, datt mer also mat deem Zukunftspak dee richtege Wee agaange sinn. An duerfir heescht en och „Zukunftspak" , well e Perspektiven opmécht, an net, well e spuert, well mer mat deene Suen, déi mer hunn, och ganz oft aner Akzenter setzen, well mir mengen, datt dat déi richteg Akzenter sinn.

An, Här President,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Berger, entschëllegt, erlaabt Der, dass den Här Roth Iech eng Fro stellt?

M. Eugène Berger *(DP).*- Gären, Här President.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wollt eigentlech den Här Berger froen, wann hie seet, d'Regierung hätt elo de Budget am Gréff, ob dann déi 0,5% Steier, dat jo eng Mesure d'équilibrage budgétaire war, ob déi da géif zum Enn vun der Legislaturperiod ofgeschaaft ginn.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat ass eng Fro un d'Regierung, Här President.

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo, ech kann... Jo, Här Präsident, ech kann awer dem Här Roth och gären äntwerten. Ech hunn elo grad gesot, datt mer eng Rei Saachen aneschters investéieren, datt mer och aner Akzenter setzen, zum Beispill, datt mer gratis Kannerbetreiung wëlle maachen an datt mer doduerjer natierlech dann och kucken op där anerer Säit aner Recetten ze maachen.

Ech wëll awer och drun erënneren, Här President, datt mer eigentlech och mussen eppes an d'Riicht béien, wat déi Jore virdrun net gemaach ginn ass, nämlech datt mer woussten - datt mer woussten -, datt mer d'Ewechfale vun de ganze Recetten aus dem Commerce électronique musse kompenséieren. Do ass am Virfeld guer näischt gemaach ginn, fir deem entgéintzewierken.

A mir maachen also eng aner Politik, wou mer aner Choixe maachen a wou mer eigentlech och kucken, datt mer op där anerer Säit de Budget am Gréff hunn. Dat hei ass net eng Steier, vun där Dir geschwat hutt. Dat hu mer och d'lescht Joer gesot. Dat ass eng Abgab, fir an nei Servicer, Här President, am Intérêt vun deene Jonken hei am Land kënnen ze investéieren.

Här President, ech wëll och nach eng Kéier drun erënneren, datt...

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Den Här Roth hat awer eng Fro un d'Regierung gestallt!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Déi Fro, déi sech un d'Regierung geriicht huet, selbstverständlech, Här Statsminister.

(Brouhaha)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Wéi gesot, dat ass eng Fro, déi un d'Regierung gestallt ginn ass vum Här Roth, och wann dat jo net Usus ass, dass een hei vun de Bänken eng Fro gestallt kritt, wann en aneren Orateur schwätzt.

Mä ech soen elo just: Den Här Roth weess jo sécher, dass mer mat de Partenaires sociaux jo och iwwert déi 0,5% en Accord fonnt hunn a gesot hunn, dass dann, wa bis d'Reform och vun der Fiskalitéit, d'Réforme fiscale géif gemaach ginn, selbstverständlech och déi 0,5% verschwanne géifen oder mat agebonne ginn dann an eng Réforme fiscale.

Dowéinst ass et haut net opportun. Mir maache keng Politik à court terme, wou mer just kucken, wéi haut den Zoustand ass, awer mir kucken och, ob déi 0,5%, déi elo budgétiséiert sinn, wann déi Reform och kënnt, dann ofgeschaaft kënne ginn. Dat ass en Accord, dee mer fonnt hunn, an dat ass nach ëmmer haut richteg.

Une voix.- Très bien!

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, an dat ass jo och dat, genau dat, wat ech d'lescht Joer scho gesot hunn, well ech ka mech erënneren, datt den Här Roth eng ähnlech Fro d'lescht Joer gestallt hat an datt mer eigentlech do schonn datselwecht drop geäntwert hunn. Dann huet en also elo nach eng Kéier déiselwecht Äntwert kritt. Enner anerem hate mer och gesot, datt dat géif herno an deem ganze Kontext vun der Steierreform och considéréiert ginn.

An ech mengen, Här President, de Premier huet elo vun de Sozialpartner geschwat. Ech wëll och nach eng Kéier drun erënneren, datt et eis gelongen ass, datt mer d'Sozialpartner hannert den Zukunftspak kritt hunn, datt déi och dozou stinn. Mat enger Konklusioun: De Sozialdialog, dee fonctionnéiert erëm hei zu Lëtzebuerg. Och wann e Konsens, dat ass eis kloer, tëschent de Sozialpartner net ëmmer evident wäert sinn, si mer awer iwwerzeegt, datt et gutt war, datt mer mat hinne geschwat hunn, datt mer en Accord fonnt hunn, datt mer och do um richtege Wee sinn. Mir haten och laang Joren hei zu Lëtzebuerg keen uerdentleche Sozialdialog méi.

An och ganz rezent, muss ech soen, gëschter, virgëschter, ech sinn och frou iwwert d'Entspanung, déi am Dialog mat den Enseignanten elo stattfënnt. Ech begréissen dat op alle Fall, datt och d'Enseignantë ganz konstruktiv sech un den Dësch gesat hunn a mat kucken, fir do Solutiounen ze fannen.

Här President, d'Ried vum Premier gëschter huet och ënnerstrach, datt Lëtzebuerg wirtschaftlech um richtege Wee ass. Et ass eis awer och bewosst, datt mer musse mat zwee Féiss um Buedem stoe bleiwen, datt mer mussen eise Budget fest am Bléck behalen. Dat ass och näischt Neies, dat hunn ech schonn als Budgetsrapporteur 2014 gesot.

Jo, d'wirtschaftlech Perspektive si gutt. Dëst Joer si fir d'Croissance 3,8% virgesinn, d'nächst Joer 3,6%. Dat hunn ech scho beim Budget 2014 als Rapporteur gesot. Dat sinn dann - ech hat deemools gesot - Sonnestrahlen, déi de Réck wiermen, dat mécht awer net onbedéngt e ganze Summer. Dat musse mer am Hannerkapp behalen. Mir musse virsiichteg bleiwen.

Do ginn et eng Rei Elementer, déi kënnen eraspillen, international Evenementer, Inflatioun, Zënspolitik, Commerce électronique zum Beispill, wou mer natierlech elo nach eng Rei Entreprisen hunn, déi als Mini-Guichet bis 2018 weider fonctionnéieren, mä wou mer awer net wëssen, wéi et duerno weidergeet. Wat wäerten d'Auswierkunge si vun europäesche Mesuren op d'Fiskalitéit? Wéi ass d'Evolutioun vum Chômage? An esou weider.

Dat alles, fir ze soen, datt mer mussen um Quivive bleiwen, datt mer musse kucken, eise Budget kloer am Gréff ze behalen, datt mer do elo net an déi aner Richtung fueren an d'Suen zur Fënster erausgeheien. Mir musse weider Efforte maachen, mussen oppassen op d'Ausgaben, a virun allem sollen d'Ausgaben esou gestalt sinn, datt se virun allem Investissementer an d'Zukunft sinn.

An dat wëll ech och nach eng Kéier hei ënnersträichen, dat hat ech och scho gesot beim Budget, dat ass kee Spuerpak, wéi gären Der dat vun der Oppositioun nennen. Dat ass en Zukunftspak, an eng ganz Rei Saachen am Budget, zum Beispill de Sozialdeel vum Budget oder d'Sozialausgabe bleiwen héich. A mir maachen och eng ganz Rei wichteg Investissementer, zum Beispill an d'Schoul, zum Beispill an d'Kannerbetreiung, zum Beispill an de Logement.

Här President, eis Finanzplaz schléit sech gutt, och ouni Bankgeheimnis, wat vill Leit jo d'lescht Joer nach net gegleeft hunn oder gefaart hunn, datt et do géif biergof goen. Ebe grad well och eis Finanzplaz baut op Know-how, op Kompetenz, op Renommee. An eigentlech gesäit een, datt d'Transparenz mëttlerweil praktesch en neien Atout ginn ass, datt dat also keng Brems méi ass, au contraire, dat ass eigentlech e gudden Image dobaussen, wann ee ka soen, et ass eng propper, eng transparent Finanzplaz zu Lëtzebuerg.

Der Lëtzebuerger Fongenindustrie geet et exzellent. Et sinn nach ni esou vill Verméigen a Lëtzebuerger Fonge verwalt ginn. D'lescht Joer, wa meng Zuele stëmmen, nach eng Kéier plus 27% Zousaz. Mir wëssen och, duerch den onermiddlechen Asaz vum Finanzminister ass Lëtzebuerg dat éischt net asiatescht Land, dat Grënnungsmember bei der asiatescher Investment Bank fir Infrastrukturen ass. Mir sinn also do och vir mat derbäi. An esou eng Memberschaft mécht natierlech Potenzial op fir eng Finanzplaz zu Lëtzebuerg fir an Zukunft.

Nëmme fir ze soen, datt d'Zukunft vun der Finanzplaz och weiderhin eng Prioritéit vun der Regierung ass. An dat weist jo och den onermiddlechen Asaz vum Pierre Gramegna, vun eisem Finanzminister, dee ronderëm de Globus flitt, an de Mëttleren Osten, a Kanada an esou weider, fir eis Bankplaz ze valoriséieren, fir Reklamm derfir ze maachen.

An ech mengen, dat ass dat, wou mer och musse weider dru schaffen, och eis Bankplaz ze diversifizéieren. Mir hunn dat schonn am leschte Joer gemaach mat verschiddene Projeten. Ech denken zum Beispill un d'Sukuken. Mir mussen aner nei Finanzproduite kucken, datt mer déi op de Wee setzen. Zum Beispill och wou mer ugefaangen hunn, dat si jo d'Fongen, déi am Renminbi kënnen opgeluecht ginn. Och dat si Saachen, wou sécherlech nach vill Zukunft fir Lëtzebuerg wäert sinn.

(M. Henri Kox prend la présidence.)

E kuerzt Wuert zum Dossier LuxLeaks. Ech hat d'lescht Woch bei der Debatt gesot, d'Wellen hunn héich geschloe gehat. Mir haten awer e Kapitän um Schëff, de Finanzminister, dee mat roueger Hand duerch dee Stuerm gefuer ass, a mir sinn an e méi rouegt Gewässer komm. Sécher huet dat awer déi eng oder aner Schréips beim Image hannerlooss. Dat ass kloer.

Mä als Konklusioun stellen ech awer fest, datt den Drock vu Lëtzebuerg fort ass. Mir sinn elo prett, mir si vläicht net nëmme prett, mir sinn eigentlech déi Éischt op internationalem Niveau, fir ze soen: Mir sinn do, fir Diskussiounen ze féieren iwwer Steiergerechtegkeet a mir sinn och an der éischter Rei, fir ze kucken, do Solutiounen ze fannen. Mir sinn net de Problem do, mä mir sinn en Deel vun der Solutioun.

Mir hunn eng ganz Rei aner Efforten d'lescht Joer gemaach. Alleguerten d'Membere vun der Cofibu, mä och hei an der Chamber wësse jo, datt mer eng Rei Gesetzer gestëmmt hunn am Beräich vun der Transparenz, Échange d'informations an esou weider, mat dem Resultat, datt mer vun de schwaarze Lëschten, oder vun der schwaarzer Lëscht zum Beispill vum Global Forum erofgeholl gi sinn.

Och dat schéngt d'Oppositioun net weider ze interesséieren. Ech fannen, dat sinn awer och Taten, dat waren net méi Worte, dat sinn Taten, déi wichteg sinn. Dat ass fir mech awer kee Fait divers. Dat ass fir mech eppes, wat eminent wichteg ass a wat eben och weist, datt mer um richtege Wee och an eiser Finanzpolitik sinn, och an eiser Politik mat der lëtzebuergescher Finanzplaz.

Als Konklusioun vun deem, wat een iwwert d'Finanzplaz ka soen, kann een hei feststellen: Mir setzen op Transparenz, an am Endeffekt bekënnt dat eiser Bankplaz dach vill besser, wéi virdrun eigentlech dat Verstoppjesspill.

Här President, Lëtzebuerg ass net nëmme Finanzplaz, Lëtzebuerg huet och, dat wësse mer, performant Handwierk, Commerce, Industrie. An och do musse mer weider déi Secteure stäerken. A Lëtzebuerg setzt och op nei Secteuren. Zum Beispill den Archivage électronique, d'Économie circulaire, den ICT-Secteur, d'Logistik, fir nëmmen déi wichtegst opzezielen.

Ech mengen, besonnesch och FinTech wéilt ech hei ervirsträichen. Dat ass sécherlech och e Secteur oder eng Spart, déi wäert an Zukunft eng ganz Rei Méiglechkeete fir Lëtzebuerg bidden.

Dir wësst vläicht alleguerten oder och net, wat FinTech ass: zum Beispill, wann een iwwert de Smartphone kann Operatiounen, Bankoperatioune maachen, dat ass et eigentlech, well do déi Applikatioune FinTech, fir et emol esou ze soen, do spillen. Et ass eigentlech wichteg, datt mer an där Technologie - mir hu jo och Serveuren zu Lëtzebuerg respektiv mir brénge Serveuren op Lëtzebuerg, mir hunn hei gutt Infrastrukturen - eis Data-Centren also notzen, datt mer dat och am Ausland ënnersträichen, fir also do och Betriber oder Entreprisen, déi an deem Secteur täteg sinn, hei op Lëtzebuerg hinzekréien.

D'Diversifikatioun vun eiser Ekonomie ass wichteg, well mat enger diversifizéierter Ekonomie schafe mer och nei Aarbechtsplazen. An nëmme wa mer e breet opgestallte Wirtschaftsstanduert hunn, kënne mer och dann nei Aarbechtsplaze schafen an och de Chômage an de Gréff kréien.

Här President, jo, de Chômage ass weiderhin e Problem hei am Land. Dat wëllt kee verstoppen. Virun allem fir déi Jonk. Mä wa mer iwwert d'Zukunftschancë schwätzen, musse mer dann och virun allem vun Aarbechtsplaze schwätzen, déi deene Jonken eng gewëss Perspektiv kënne ginn, eng gewëss Sécherheet, op där se dann hir Zukunft kënnen opbauen.

An hei goufen och eng ganz Rei Efforte gemaach. Och do si mer um richtege Wee. Kuerz als Rappell, wat mer gemaach hunn, fir deene Jonken am Chômage nei Perspektiven ze bidden, zum Beispill d'Garantie pour la jeunesse. 2.150 Jonker hunn dee Programm a véier Méint duerchlaf. An iwwer 70% vun deenen 2.150 hunn also och herno eng Léier oder Aarbechtsplaz ugebuede kritt respektiv kruten eng zousätzlech Mesure ugebueden. Dat ass net näischt.

An da wëll ech och erënneren un den Job-Pakt mat der UEL. An deenen nächsten dräi Joer sollen zousätzlech 5.000 Chômeuren eng Plaz fannen. Dat ass och, datt och aner Sozialpartner hir Responsabilitéit iwwerhuelen. An et gesäit een och do an deem Dossier, datt de Sozialdialog erëm fonctionnéiert.

Fir an deem Beräich ze bleiwen, wëll ech och drun erënneren, datt den Éducatiounsminister e Projet de loi déposéiert huet fir d'Maison de l'orientation. Firwat eng Maison de l'orientation? Ma well eigentlech d'Orientatioun enorm wichteg ass, fir herno säi weidere Liewenswee, Beruffswee. Wann een eng schlecht Orientatioun huet, da kann een herno ganz oft doduerjer hänke bleiwen. Eng gutt Orientatioun mécht engem herno de Wee op fir vill aner Saache respektiv bréngt déi Leit op déi Plazen, fir déi se am beschte gemaach sinn.

Här President, d'Schoul an d'Éducatioun hu fir dës Regierung eng Prioritéit eben och net zulescht am Kampf géint de Chômage. D'Schoul ass eng Prioritéit, dat kann een net oft genuch soen, dat gesäit een och all Dag un där Aarbecht, déi gemaach gëtt, un deene Saachen, déi ausgeschafft ginn. Jo, et si ganz vill Schantercher an eiser Schoul. Ech mengen, eng Prioritéit fir eis, dat ass déi vun der Méisproochegkeet zu Lëtzebuerg. Mir wëssen, d'Méisproochegkeet, dat ass op där enger Säit en Atout, op där anerer Säit awer och eng vun deene gréissten Ursaache vum schouleschen Échec vun de Kanner an der Schoul, an dorunner musse mer also schaffen.

Den Éducatiounsministère geet do nei Weeër, fir d'Sproochekompetenz ze förderen, zum Beispill fir déi Jonk esou fréi wéi méiglech - well mir wëssen, datt d'Kanner do besonnesch gutt empfänglech sinn, fir Sproochen ze léieren -, fir also d'Kanner esou fréi wéi méiglech zum Beispill mat zwou Sproochen, Lëtzebuergesch a Franséisch, a Kontakt ze brénge op eng méi informell Aart a Weis. An dat kënne se jo da scho maachen an der Crèche. Ech mengen, duerfir ass och dee Modell vun der gratis Kannerbetreiung, wou een déi richteg Akzenter setzt.

D'DP, den Éducatiounsminister huet och ëmmer op d'Schoulautonomie gesat. An dat ass och dat, wat mer elo hei ëmsetzen. An et ass jo

eben och: Wat ass d'Iddi hannert der Schoulautonomie? Dat ass, datt mer jo am Land verschidde Schüler hunn, verschidde Solutioune brauche fir verschidden Zorte vu Schüler an datt mer also verschidden Offeren ubidden, zum Beispill am Beräich vun de Sproochen. An dat ass jo dat Beispill vun der neier Europaschoul zu Déifferdeng, wou mer ebe grad duerch esou eng Autonomie, duerch nei Modeller vu Schoulen eben och de Wee opmaache fir Schüler, déi an eisem klassesche System, an eise klassesche Modeller ganz vill Schwieregkeeten hätten.

Ech mengen, fir nach e Wuert ze soen zu Déifferdeng: Dat ass jo wierklech e flotte Projet. Do kënnen op där enger Säit frankofon Schüler, där et der jo och méi an deem Raum ginn, eng ideal Léierplaz oder eng Plaz fannen, wou se wierklech eng ideal Schoulcarrière kënne maachen, an op där anerer Säit ass et awer och esou, mir wëssen, datt am September d'Uni opgeet op Belval, datt do natierlech an deem Emfeld Enseignanten, Chercheuren an esou weider op Lëtzebuerg kommen, déi vläicht éischter anglofon sinn, datt also och déi Kanner wäerten hunn an datt déi dann do eng Méiglechkeet hunn, fir kënnen hir Kanner do an d'Schoul ze ginn.

En anert Beispill, fir awer net nëmme bei Déifferdeng ze bleiwen: de Clierfer Lycée. Do gëtt en Akzent op d'nei Informatiounstechnologië gesat. Firwat? Well eben och do grouss Besoine sinn, well awer och e groussen Intérêt do ass, well dat nach net an all Lycée hei am Land ugebuede gëtt, datt mer also och do Modellcharakter hunn. An dat weist awer an engems och, datt mer och den Norden net lénks leie loossen, datt mer och am Norden do ganz vill an deem Beräich maachen an och do investéieren an nei Méiglechkeete schafen.

Här President, vun der Schoul, vun der Crèche kommen ech bei d'Famill. A mir wëssen, d'Familljebild huet ganz staark geännert an eiser Gesellschaft. Mir hunn haut Patchworkfamilljen, mer hu Monoparentallen, mir hu Koppelen, déi wëllen zu zwee schaffe goen, net well se onbedéngt wëllen nach méi Sue verdéngen, mä einfach, well dat hire Choix ass, datt se wëllen zu zwee schaffe goen an awer och eng Famill hunn, awer och Kanner kënnen hunn. Dat ass einfach eng Realitéit, déi nei Familljebiller. An iwwert déi kann d'Politik net einfach ewechkucken. Mir hunn och Saachen, déi net esou erfreelech sinn. Mä ronn 50% vun de Koppele ginn hautzudag gescheet, an do wësse mer och, all véiert Fra aus enger Scheedung lant herno beim RMG zum Beispill, wat net an der Rei ass.

Mir kënnen also net esou weidermaachen, wéi wa mer e Familljebild, e Weltbild hätten, wou all Koppel, éischtens, jiddweree bestuet wier, all glécklech bis an d'grousst Alter wieren an ni eppes géif passéieren. Esou fonctionnéiert d'Welt hei haut leider net méi. D'Realitéit, wësse mer alleguerten, ass eng aner. An d'Politik muss eben Äntwerten op déi Erausfuerderunge fannen.

Wat ass fir eis wichteg? Hei ass et eigentlech wichteg ënnert dem Stréch, datt an all deene Konfiguratioune vu Familljen, déi ech eigentlech elo opgezielt hunn - ech hu wahrscheinlech och nach Konfiguratioune vergiess -, datt do jiddwer Partner oder jiddwereen an esou enger Famill, egal wéi se ausgesäit, datt déi kënne Fouss faassen am Beruffsliewen, datt se kënnen hir Beruffscarrière maachen, datt se kënnen op eegene Bee stoen, egal wat herno am Liewe passéiert.

Duerfir huet och d'Familljeministesch d'lescht Joer eng Rei Akzenter gesat, Saachen ugekënnegt, déi mer elo ëmsetzen. An en neit Element, dat nächst Element ass eben elo dat vun der Reform vum Congé parental, wat fir eis e wichtege Schrëtt ass fir eng modern Familljepolitik. Ech ginn elo net am Detail op dee Congé parental an. Haut de Mëtteg wäert mäi Fraktiounskolleeg, de Gilles Baum, deen och President vun der Familljekommissioun ass, dorobber nach méi agoen.

Här President, e grousse Chantier bleift och d'Steierreform. Virdrun ass jo och als éischt Reaktioun gewiescht vun der Oppositioun, dat ass och net nei, datt et nach net konkret wier, datt een nach näischt wéisst.

Ech wëll awer och do nach eng Kéier soen: D'Oppositiounspartei an och de Gilles Roth, dee jo, mengen ech, ee vun den Experten ass an deem Dossier bei der Oppositioun, wëssen, datt et net einfach ass. Wéi oft ass an der Vergaangenheet vun der aktueller gréisster Oppositiounspartei och eng Steierreform ugekënnegt ginn, wou awer herno näischt gemaach ginn ass?! Viele Worte, keng Taten!

An dat ass eigentlech dat, wat eis jo ënnerscheet. Dës Koalitioun wäert eng Steierreform ëmsetzen. Dat ass genau de Punkt bei eis. Mir wäerten dat maachen a mir wëllen eppes maachen aus engem Goss. Mir wëllen net Fléckwierk maachen, wéi dat emol an der Vergaangenheet geschitt ass, wou déi eng Mesure geholl ginn ass, déi huet missen zréckgeholl ginn.

Mir maachen eng aus engem Goss, Här President. An ech kann do de Gilles Roth berouegen, och do wäerte mer dann déi 0,5% mat dra verschaffen.

Dir wësst also, datt esou eng Steierreform also vill Aarbecht ass, datt et schwiereg ass an datt een dat also soll uerdentlech preparéieren. Mir sinn amgaang an de Viraarbechten. D'Viraarbechte lafen. Déi eenzel Sozialpartner gi mat agebonnen.

Och d'Cofibu, Här President, wäert domadder staark agebonne ginn. Mir krute schonn en Dokument, op dat ech elo net wäert agoen. Mir krute schonn en éischt Dokument, all d'Membere vun der Cofibu, mat verschiddenen Zuelen, déi mer nach net wäerte presentéieren, fir a Rou kënnen déi Saach ze kucken. Mä mir hoffen, datt mer och do herno alleguerten un engem Strang wäerten zéien. A virdrun hunn ech och de Leader vun der Oppositiounspolitik esou verstanen, datt mer eis awer op enger Rei Saache kéinten eens ginn. Mä et ass eng offen Diskussioun am Endeffekt, wou mer net vu virera soen: Dat do muss herno genau esou op de Millimeter erauskommen.

Et ass eng offen Diskussioun. Natierlech sinn awer bei deenen eenzelne Parteie Saachen, déi engem besonnesch um Häerz leien. Bei der Demokratescher Partei ass dat d'Individualiséierung vun der Besteierung, datt mer awer do och mussen eis Gedanke maachen, datt mer déi och mussen ugoen. Firwat? Well mir fannen et net richteg, dat e Steiersystem ee Modell vun Zesummeliewe privilegéiert.

Ech hu grad virdru gesot, datt et jo haut vill Modeller vun Zesummeliewe ginn. Mir hunn awer ee Steiersystem, deen eigentlech praktesch ideologesch begrënnt ass, well en ee prezise Familljemodell awer begënschtegt. Wann ee bestuet ass, bezilt ee manner Steiere wéi bei all deenen anere Forme vun Zesummeliewen. Mä déi aner Forme vun Zesummeliewe ginn et och. Firwat sollen déi da bestrooft ginn?

An dann ass jo och deen anere Punkt, deen ech virdru gesot hunn, eben och: Eng Individualiséierung stäerkt och d'Onofhängegkeet vun deene jeeweilege Partner. Ech wëll et elo net nach eng Kéier soen, datt ganz vill Bestietnisser zu Broch ginn.

Wat awer och muss sinn an eisen Aen, mä ech mengen, do wäerte mer och keng Diskussioune kréien, dat ass en Zil vun der Steierreform, datt mer och de Mëttelstand, de breede Mëttelstand, datt mer dee musse stäerken, net nach weider belaaschten.

Mir dierfen awer och net bei enger Steierreform d'Kompetitivitéit vun eisen Entreprisen aus den Ae verléieren. Och do musse mer wëssen, datt mer an engem europäeschen internationale Kontext liewen an datt een also dat och muss am Hannerkapp halen. Mir mussen dobäi drun denken, datt mer dat esou mussen organiséieren, datt och d'Aktivitéiten hei zu Lëtzebuerg am grousse Mooss solle gefërdert ginn, datt och Aktivitéiten, ekonomesch Aktivitéite weiderhin hei zu Lëtzebuerg gemaach ginn. An do mengen ech, kann een och soen: «Trop d'impôt tue l'impôt.» - oder - «tue aussi l'économie».

Dat musse mer einfach am Hannerkapp behalen. Mä mir wëllen dat, also déi Diskussiounen an aller Transparenz mat all de Partner diskutéieren. Jo, mir brauche vläicht nach een, zwee Joer.

Mä ech kann lech soen, Här President, 2017 wäerte mer dann déi Steierreform hei hunn an da wäerte mer se ëmsetzen, am Géigesaz zu deene ville Jore virdrun, wou ugekënnegt ginn ass a wou dann näischt komm ass.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Net esou wéi Dir dëst Joer bei de Budgetsdebatten: Wéi aus engem Goss ugekënnegt, an dunn ass alles zréckgeholl ginn, mä dat ass natierlech awer normal!

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Madame Modert, wann ech gelift.

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, d'Madame Modert huet herno bestëmmt d'Geleeënheet, fir eis nach méi e laangen Exkurs iwwert d'Steierreform ze maachen, oder, wa se elo nach prezis Froen huet, kann ech och dorobber agoen, mä si kann awer herno roueg heihinnerkommen, fir hir Vuen iwwert d'Steierreform och hei ze presentéieren.

Här President, dës Regierung ass och fir méi Transparenz ugetrueden an duerfir huet de Premier net nëmme Wierder gesot, mä en huet och Tate follege gelooss. En huet gëschter e Projet de loi iwwert den Accès à l'information, en iwwerschaffte Projet déposéiert. Hei ass d'Zil, datt de Bierger dann e méiglechst groussen Deel vun Informatiounen ka kréien. A wat hei positiv ass, dat ass, datt een net komplizéiert Prozedure soll maachen, fir Informatiounen ze kréien, mä datt eigentlech hei d'Regierung, d'Verwaltunge proaktiv eng Rei Méiglechkeete ginn, fir datt de Bierger spontan direkt un Informatioune kënnt, ouni datt e muss extra derno froen.

Als Rapporteur vum SRELs-Gesetz wëll ech och ervirsträichen, datt mer do um richtege Wee si bei der Reform vum SREL, vun eisem Geheimdéngscht. Ech mengen, et ass e wichtege Projet no all den Dysfonctionnementer, déi mer an der Vergaangenheet kannt hunn. Ech wëll se net méi all rappeléieren. De Premier ass ofgelauschtert ginn, Agenten hu sech selbstänneg gemaach, illegal Écoute, privat Geschäfter an esou virun an esou fort. Domadder ass wierklech déi lescht Joren d'Vertrauen och an eis Institutioune ganz staark an d'Wackele komm. Net nëmmen d'Vertrauen an eis Institutiounen, och eng Regierung ass doduerjer méi wéi an d'Wackele komm.

An et geet einfach drëms, och aus de Lektiounen ze léieren. Mir wëllen net nach eng Kéier esou eppes hunn, datt esou en Déngscht aus dem Rudder leeft. An duerfir setze mer d'Recommandatioune vum Rapport vun der Enquêtëkommissioun ëm. Mir schaffen drun an der Kommissioun, fir datt mer virum Summer dee Projet de loi dann och kënnen hei an der Chamber presentéieren a stëmmen.

Kloer Missioun: Ech mengen, wat sinn d'Zilvorgaben? Wat wëlle mer mat deem Gesetz erreechen? Dat ass, éischtens, datt et kloer Missioune gi fir de Geheimdéngscht, fir de SREL, an, zweetens, datt mer och eng effikass Kontroll hunn op e puer Niveauen: vum Comité ministériel, vun den Delegéierten, vun der Justiz, vun der Kontrollkommissioun, fir datt dat also, ech hat dat emol esou genannt, e Service sous haute surveillance ass, datt do näischt méi aus dem Rudder ka lafen.

Här President, ech kommen och net derlaanscht, iwwert d'Logementspolitik ze schwätzen. De Guy Arendt wäert haut de Mëtteg och als President vun der Logementskommissioun méi en détail dorop agoen. Vläicht awer e puer kleng Bemierkungen.

Ech mengen, d'Logementspolitik huet eigentlech ënnert dëser Regierung déi éischte Kéier déi Prioritéit erlaangt, déi se scho laang verdéngt hätt. Ech ka mech erënneren och un aner États de la nation, wou Saachen ugekënnegt gi waren, wou praktesch de Premier bal an Tréine war, fir ze soen, datt et e groussen Échec wier, mä awer ass duerno weiderhin net vill geschitt. Dat si schonn eng Rei Joren hier.

Dës Regierung huet de Logement als Prioritéit ugekënnegt a si wäert och weisen, datt se do eng Rei Saache wäert ëmsetzen. D'lescht Joer huet d'Logementsministesch e Programm virgestallt. Ech mengen, d'Zil, dat muss jo sinn, d'Offer ze vergréisseren, zum Beispill iwwert de Wee vu Baulandverträg, iwwer prezis Projeten. Gëschter ass een hei vum Premier erwähnt ginn, deen um Kierchbierg, wou awer déi Klengegkeet vun iwwer 800, 900 Wunnengen do erstallt ginn, a wou d'Regierung hir Verantwortung iwwerhëlt, fir datt och d'Präisser do bezuelbar bleiwen.

Ech wëll och drun erënneren, datt d'Regierung an hirem Budget eng Prioritéit huet bei den Investissementer, datt se all Joers 10% Sue méi am Budget wäert huelen, fir an de Logement ze investéieren.

Ech wëll och un de Projet iwwert d'Subvention de loyer erënneren, deen déposéiert ginn ass. Et ass fir eis och wichteg, datt mer deene sozial méi Schwaachen hëllefen, déi all Mount hir Schwieregkeeten hunn, fir e Loyer ze bezuelen. An och do gi mer de richtege Wee, andeems mer dat net als Finanzleeschtung, mä als Sachleeschtung organiséieren. An dat ass de richtege Wee.

Virun e puer Deeg hat d'CSV eng Pressekonferenz, wou se och iwwert de Wunnengsbau geschwat huet an och Kriticken ervirbruecht huet. Do hat si gesot, si hätt och eigentlech schonn esou e Projet iwwert d'Subvention de loyer eraginn. Très bien! Dat war, ech hunn nogekuckt, am Januar 2013, wou deen duerch de Regierungsrot gaangen ass. Ech erënneren nach eng Kéier: Januar 2013 war dat.

Firwat ass dann dunn näischt gemaach ginn? Dat waren och nees Worte statt Taten. D'Neiwahle waren am Oktober. Vu Januar bis Oktober hätt een awer kënnen an deem Dossier virukommen. Firwat ass also dee Projet do net ëmgesat ginn? Oder war et vläicht awer e schlechte Projet?

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Dir hat jo esou vill méi laang Zäit duerno, wou et net komm ass.

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Madame Modert, wann ech gelift! Frot un, wann ech gelift, wann Der eng Fro wëllt stellen, da kann ech den Orateur hei froen. Här Berger, erlaabt Der eng Fro vun der Madame Modert?

M. Eugène Berger *(DP).*- Gären, Här President.

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Madame Modert, wann ech gelift.

M. Eugène Berger *(DP).*- Oder? Neen, ech mengen...

Ech weess net, Här President, et war eng Bemierkung éischter. Mä si kann awer och eng Fro stellen.

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Okay. Dann ass et just een, deen elo schwätzt, dat ass den Här Berger.

M. Eugène Berger *(DP).*- Vläicht... Ech wëll och nëmme soen, och bei deem, et si jo vill Diskussioune gewiescht beim Fonds du Logement. Do op der Pressekonferenz, dat hat ech op alle Fall esou an der Press gelies, ass gesot ginn, jo, och d'CSV-Ministeren hätte schonn en Audit an Optrag ginn, fir ze kucken, wéi de Fonds du Logement fonctionnéiert a wéi ee kéint kucken, wéi e kéint besser fonctionnéieren. Jo, deen Audit, deen ass 2009 gemaach ginn. Wat ass dann elo 2009 geschitt, fir d'Saach ze verbesseren, fir de Fonds du Logement besser opzestellen? Guer näischt, guer kee Suivi war do!

Mä och nëmmen do, fir ze soen, do sinn also och vill Worte geschwat ginn, awer et si keng Taten erfollegt. Wann een a fënnef Joer net d'Konklusioune vun engem Audit kann ëmsetzen, da froen ech mech wierklech, wéini een dat ka maachen.

Wat dës Regierung also och erëm ënnerscheet: Mir schwätzen net nëmmen dovunner, mir maachen et och. Mir hunn hei en Audit kritt a mir sinn elo amgaang schonn, déi éischt Mesuren ze huelen, Konklusiounen ëmzesetzen. Dat ass dat, wat eis ënnerscheet vun der gréisster Oppositiounspartei, Här President.

Am Kontext Logement och nach kuerz e Wuert zur Energieeffizienz, och e wichtege Käschtefacteur. An ech gesinn, Här President, den aktuelle President ass jo och besonnesch un deenen Dossieren interesséiert, datt mer och intensiv an der Sous-commissioun Kyoto dorunner schaffen. D'Regierung, d'Koalitioun, déi setzt och op Albausanéierung via eng Klimabank. An deen Dossier kënnt och virun. Och do si mer endlech um richtege Wee.

De Premier huet gesot, ënnert dem Lead vum Finanzminister, well et huet och eppes mat enger Bank ze dinn, et huet och mat Suen ze dinn, ass elo eng interministeriell Aarbechtsgrupp, déi doru schafft, fir dee Modell vun der Klimabank dann an d'Realitéit ëmzesetzen. An ech mengen, dat ass dat, wat wichteg ass och, datt ee bei enger Klimabank Investitioune mécht an d'Albausanéierung vu Gebaier.

Mir wësse jo, bei esou engem Modell, do ginn et herno am Endeffekt nëmme Gewënner. D'Leit, d'Bierger, déi spuere jo Energiekäschten, spueren also am Portmonni. Mir schafen nei Aarbechtsplaze fir d'Handwierk, nei Opträg fir d'Handwierk. Mir kreéieren een neien Know-how am Endeffekt och hei. Mir maachen eppes Guddes fir den Émweltschutz natierlech, fir de Klimaschutz. An et ass eigentlech e Beispill, wéi Ekologie an Ekonomie Hand an Hand kënne goen.

Här President, Referendum: Dat, wat mer eigentlech maachen dëst Joer mat dem Referendum, dat ass eigentlech eng historesch Démarche. Mir maachen eppes, wat ganz selten oder an deene leschte Jorzéngte praktesch ni gemaach ginn ass: Mir bannen de Bierger mat an a wichteg Décisiounen. Mir lauschteren op d'Leit, wat se ze soen hunn zu e puer fundamentale Froen, déi mer an eisen Aarbechten zur Gesamtverfassung hunn a wou mer weder déi eng nach déi aner Solutioun fonnt hunn. Ech mengen, dat ass eng participativ Démarche, déi nei ass hei, datt mer mat de Bierger am Land wichteg Froen diskutéieren.

An ech muss awer soen, trotz deenen engen oder anere Kriticken - ech war schonn op enger Rei Table-ronden -, datt awer am Land vill diskutéiert gëtt, datt an de soziale Foren, datt an de Familljen, iwwerall ganz vill doriwwer diskutéiert gëtt. An dat ass jo awer schonn e positiven Aspekt, datt d'Leit sech fundamental Gedanke maachen, datt d'Leit diskutéieren, mateneen diskutéieren, heiansdo och kontrovers, mä dat soll och esou sinn, iwwer fundamental Froe vun eiser Demokratie. Eleng doduerjer hu mer eigentlech schonn en Zil erreecht bei deem Referendum, datt mer also en Dialog hunn, datt den Dialog bei de Leit, d'Diskussioune bei de Leit iwwer essenziell Froe vun der Politik ugaange sinn.

Et ass kloer och an där Diskussioun oder respektiv an där ganzer Prozedur, datt mer mussen d'Meenung vum Vollek, wa mer se froen, och respektéieren. Egal wéi dat Resultat ausgeet, musse mer dat respektéieren. Dat ass de politeschen Anstand. Dat ass eben esou, wéi d'Demokratie fonctionnéiert.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

An ech sinn erstaunt, Här President, Dir hutt et och vläicht schonn op där enger oder anerer Table ronde matkritt, wann dann den CSV-Fraktiounschef seet, wann en déi Fro gestallt kritt: „Respektéiert Der dann d'Referendumsresultat?", datt hie seet: „Bon, meng Partei, d'CSV, déi muss emol fir d'Éischt kucken, de Wielerwëllen, wat e gemengt huet. Mir musse kucken, de Wielerwëllen ze interpretéieren. Och wann et 51% sinn, mä wa se net all wiele waren, sinn dat awer 51% vun..."

Dat ass eppes, Här President, dat ass awer e ganz komescht Demokratieverständnis a mengen Aen. Fir mech kann et do net eng Interpretatioun gi vum Wielerwëllen. 50,01% ass eng Majoritéit vum Vollek, déi sech derfir ausgeschwat huet. Also, fir eis ass d'Saach ganz kloer. Mir respektéieren d'Meenung vum Vollek a mir ginn dovunner aus, datt dat och alleguerten déi aner Parteie wäerte maachen.

Ech ginn elo net en détail op déi verschidde Froen an. Vläicht zwee, dräi Wierder just zum Awunnerwahlrecht. Firwat Awunnerwahlrecht, soen ech hei? Jo, well et hei ëm d'Awunner vu Lëtzebuerg geet. Et geet net ëm Auslänner. Et geet net ëm Leit, déi all Dag aus dem Ausland hei moies erafueren an owes nees erausfueren, déi am Ausland wunnen a just heihinner schaffe kommen. Neen, et geet ëm Leit, déi hei scho laang liewen. Zéng Joer. Méi laang. Déi hei eng Famill hunn, déi hei Kanner an de Schoulen hunn, déi hei engagéiert sinn. An engem Sportsveräin, an engem Museksveräin, op soss Aart a Weisen. Ëm Leit, déi och derzou bäidroen, datt eis Ekonomie ka fonctionnéieren. Ouni déi 45% vun deene Résidenten, vun deene Leit, déi hei wunnen, géif Lëtzebuerg net méi kënne fonctionnéieren.

Et geet also dorëms, datt mer soen: Déi Leit, déi hei liewen, schaffen, en Deel vun eiser Gesellschaft sinn, datt mer deenen och e klengen Deel awer wéinstens erlaben, mat ze participéieren. An dat ass dat, ëm wat et hei geet.

Wéi soll eis Demokratie fonctionnéieren, sollt iergendeng Kéier nach just eng Minoritéit iwwer eng Majoritéit vun den Awunner am Land hei décidéieren? Dat ass net dee Wee, dat ass net déi Form vun Demokratie, wéi mir eis se virstellen. Mir wëllen, datt alleguerten déi Leit, déi hei am Land liewen, zum Zesummenhalt och vun der Gesellschaft bäidroen, datt déi och eng minimal Méiglechkeet hunn, fir mat ze décidéieren.

Une voix.- Très bien!

M. Eugène Berger *(DP)*.- Här President, och bei deene Jonken: Dir wësst, hei steet een, deen ëmmer déi Iddi verteidegt huet. Och do, firwat? Ma well mer wëlle kucken, eng gesond Demokratie soll esou breet wéi méiglech opgestallt sinn, soll esou vill wéi méiglech senge Matglieder, deenen, déi am Land liewen, eng Méiglechkeet ginn, an eben och deene Jonken, déi haut ganz vill sech interesséiere fir d'Politik an déi och ganz vill Bescheed wëssen, fir deenen d'Matsproocherecht ze ginn iwwer Décisiounen, déi mer huelen, déi jo ganz oft si betreffen a wou si nach eigentlech net kënne matbestëmmen.

Och nach e klengt Wuert zu de Ministermandater. Och dat ass an eisen Ae wichteg, datt do eng Alternance ass. Eng gesond Demokratie lieft vun Alternance, vum Changement, vun neien Iddien. Et gi grouss Muechten, wéi zum Beispill an den USA, wou e President maximal zweemol ka President ginn, wou en och net huet misse virdrun x Jore laang Statssekretär oder Minister gewiescht sinn. Déi weisen och, datt eigentlech eng Alternance gesond ass.

A mir sollen och ophalen, ëmmer ze soen, datt dat eigentlech och déi lescht definitiv Etapp wier, wann ee Minister ass oder Premier. Och déi Kompetenz, déi een huet als Politiker, kann een op ville Plazen asetzen.

Ee Beispill awer vläicht, dat mer alleguerte kennen: Mir haten e Minister, dee war 30 Joer Minister. Ech weess net, ob en ëmmer immens vill opgefall ass mat ville konkreten Aktiounen als Minister. Eppes weess ech awer: E war duerno fënnef Joer an der Chamber.

An ech muss éierlech soen, Här President, e war President vun der Développement-durables-Kommissioun, an an all deenen 20 Joer, wou ech hei an deem Gebai an- an ausgaange sinn, hate mer ni esou e gudde President vun enger Chamberskommissioun, egal wat seng politesch Partei war. Einfach nëmmen, fir ze soen, datt also Leit oft op anere Plazen, oder wa se changéieren, hir Kompetenze vläicht kënne vill besser asetzen. Och duerfir ass et gutt, wann heiansdo eng Alternance ass an datt net Ministeren 30 Joer un engem Stéck op enger Plaz sinn, well se vläicht hir Kompetenzen op anere Plazen och kënne besser asetzen. An och fir d'Chamber ass et wichteg an och do brauche mer gutt Leit.

Här President, déi international Schäinwerfer wäerten an der zweeter Halschent vum Joer mat der Présidence op Lëtzebuerg geriicht sinn. Et sti wichteg europäesch Dossieren un, wou Lëtzebuerg säi Bäitrag wäert leeschten, fir virunzekommen. Klimaschutz, TTIP, d'Flüchtlingsproblematik, ech nennen der e puer, den europäesche Wirtschaftswuesstum, den Dossier Steiergerechtegkeet wäerte mer och mussen diskutéieren. An d'Présidence ass awer och eng gutt Geleeënheet, dat brauch eis keng Angscht ze maachen.

Mir hu gewisen an all deene Jorzéngte virdrun, datt mer eng Présidence gutt maachen. Et ass eigentlech eng Geleeënheet, fir och Lëtzebuerg awer dobausse positiv ze verkafen an eben och deenen anere Memberlänner ze weisen, wou eis Stäerkte leien, well mir hu jo awer an enger Rei Domäner Virbildfunktioun, déi mer kënne maachen. Zum Beispill, wat de Sozialstat ugeet, wat déi sozial Kohäsioun ugeet. An dësem Sënn kënne mer och eng Rei Dossieren dann influenzéieren op europäeschem Parkett.

Eppes wëll ech och ervirsträichen: Mir sinn ee klengt Land. Mä mir maachen do - an dat ass net nëmme fir déi nächst Présidence, dat ass hei eng Remarque, déi gëllt och fir déi Présidencë virdrun, dat muss een unerkennen -, mir maachen hei mat wéinege Beamten, mat wéinege Chargés de mission exzellent Aarbecht während esou Présidencen. Wann ee kuckt, aner Natiounen, déi hunn do eigentlech, géif ech bal soen, Arméie vu Mataarbechter, déi bei esou Présidencë schaffen. Mir hunn e puer Beamten, ech géif soen Topbeamten, déi sech dorëms këmmeren, an déi maachen déi Saach wierklech perfekt. Ech wollt dat och emol eng Kéier hei gesot hunn.

Här President, ech kommen zum Schluss: Mat dem Zukunftspak, mat enger diversifizéierter Wirtschaftspolitik, mat enger Politik, déi Prioritéit op eng gutt Éducatioun setzt, mat enger moderner Familljepolitik a Kannerbetreiung, mat effikasse Mesurë géint de Chômage, mat der Prioritéit op bezuelbarem Wunnraum, mat enger engagéierter Ëmwelt- a Klimaschutzpolitik, mat Transparenz, Matbestëmmung an Dialog, mat all dësen Décisiounen, déi mer geholl hunn an nach villen aneren, déi ech elo net opgezielt hunn, déi och net de Premier gëschter all opgezielt huet, mat all deenen Décisiounen, déi déi Koalitioun an deene leschte 16, 18 Méint geholl huet, huet d'Regierung de richtege Wee ageschloen. A si mécht eigentlech net méi an net manner wéi dat, wat se am Koalitiounsprogramm gesot huet a wat se elo Schrëtt fir Schrëtt ëmsetzt.

Well, mir maachen dat, wat mer versprach hunn, an domadder maache mer eist Land fit fir d'Zukunft.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. An d'Wuert huet elo direkt den Här Alex Bodry, deen eigentlech virdrun schonn d'Wuert hätt solle kréien - autant pour nous. Den Här Bodry huet d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi ech elo den éischten Oppositiounssprecher héieren hunn, hat ech bal gemengt, mir wieren an enger anerer Debatt. Ech hunn nach eng Kéier nogekuckt: Débat sur l'état de la nation. Hei geet et net drëm, fir eng Deklaratioun nëmmen ze kommentéieren, a virun allem ass et net en „question time", wourëmmer et sech hei dréit.

Ech wollt zielen, well ech geduecht hunn, dass déi Ried emol kéint esou sinn - well ech déi Riede vun den CSV-Spriecher vun deene leschte groussen Debatten hei kennen -, dass vill Froe géife gestallt ginn a wéineg Positioune géifen ageholl ginn. Abee, no fënnef Minutten hunn ech opgehalen ze versichen opzezielen, wéi vill Froen den Här Wiseler gestallt huet.

An deenen éischte fënnef Minutte waren et der méi wéi 20. An dee Rhythmus huet sech praktesch bis zum Schluss, mat Ausnahm vun der Referendumsfro, wou hien inhaltlech Positioun bezunn huet - eng Fro, déi anscheinend, him no, net an déi heiten Debatt gehéiert -, an allen anere Froen, an alle Punkte sinn nëmme Froe gestallt ginn, et missten der iwwer 200 gewiescht sinn, déi en hei gestallt huet. Wat dann, wat nach, wéi soll hei, wéi soll do, wat fir eng Politik? Alles dat si Froen, déi ëmmer erëm, wéi eng Litanei, an der Interventioun erëmkomm sinn.

Ech weess net, ob et dat ass, wat d'Leit eigentlech dobaussen och vun enger Debatt an der Chamber iwwert d'Lag vun der Natioun verlaangen. Ech mengen, dass se éischter verlaangen, dass jiddweree sollt seng Analys maache vun der Lag vun der Natioun, déi vergläiche mat där Analys, déi de Premier am Numm vun der Regierung hei gemaach huet, a gemeinsam kucken, wou mer an där Analys convergéieren an divergéieren an da Léisungen hei op den Dësch leeën,...

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Hätt Der elo gär, datt ech nach en État de la nation gemaach hätt, well an deem éischten näischt méi dra war?

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- ...och wierklech soen, wat een hei mengt. A mir geet et eigentlech wéi dem Här Claude Wiseler gëschter bei sengem éischte Kommentar zur Regierungserklärung: Ech sinn eigentlech frustréiert an enttäuscht! Frustréiert an enttäuscht iwwert deen „Question time" , deen hei ofgelaf ass! Mä vläicht hu se och eng Aarbechtsopdeelung an der CSV-Fraktioun, dass den Här Wiseler d'Froe stellt an herno den Här Spautz dann de Mëtteg d'Äntwerte gëtt.

(Hilarité)

Loosse mer ofwaarden, wat dobäi erauskënnt.

Mir ass och opgefall, dass d'CSV schnell geléiert huet a ganz schnell ewechgewëscht huet de Fait, dass se 30 Joer laang an der Regierung war, während där Zäit och permanent de Finanzminister gestallt huet, an elo eigentlech déi Haltung iwwerhëlt, déi soss emol eng DP an der Oppositioun ëmmer hat. Dat heescht, wa positiv Zuelen do sinn, déi emol klengrieden, well bei enger Regierung, déi net déiselwecht Faarf huet wéi ee selwer, do däerfe keng positiv Zuelen do sinn, och wann déi positiv Zuele vun onofhängege Gremien ausgestallt gi sinn, och wann déi positiv Zuele vun internationale Vereenegungen nach gëschter eréischt confirméiert gi sinn.

Et ass vläicht gutt, nach eng Kéier hei ze erënneren, dass et net d'Regierung, e Minister ass, dee festleet, wéi d'Prognose fir déi nächst Jore sinn, mä dass dat u sech héich Beamte sinn, déi an engem Prévisiounscomité zesummegesat ginn, dass dat kontrolléiert gëtt och vun aneren Instanzen.

An net méi spéit ewéi gëschter ass jo eigentlech d'Confirmatioun vu Bréissel komm, d'Confirmatioun vu Bréissel mat deene Bréisseler Zuelen, wat onofhängeg Zuele si vun deenen, déi hei zu Lëtzebuerg erstallt ginn, iwwert d'Prognose fir déi nächst zwee Joer, wat de Wirtschaftswuesstum, wat den Emploi, wat och d'Solde vun de Statsfinanzen ugeet. An déi confirméieren déi Donnéeën, déi d'Regierung virun e puer Deeg virgestallt huet am Kader vun der Aktualiséierung vun dem Programme de stabilité et de croissance respektiv vum Plan national de réforme. Déi sinn net contraire zu deenen doten Donnéeën!

An, wann ech gelift, och wa mer wëssen, dass dat alles nëmme momentan Opnahme sinn, ech mengen, dass et gutt wierr, och emol positiv Messagë gemeinsam no baussen ze ginn. Wann déi Donnéeën haut positiv sinn, da soll een dat och esou no bausse soen an net versichen, alles mordicus nëmme schlecht- a klengzerieden. Dat ass keng souverän Haltung, déi een do anhëlt. Dat beweist, dass ee klenglech denkt an dass een eigentlech net d'Interesse vum Land...

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Wat mech effektiv interrogéiert, et ass ee vun de Kommentaren an der Press drop agaangen an huet gesot, dass eigentlech - ech deelen déi Aschätzung net - wéineg geschwat gëtt iwwert d'Alldagssuerge vun de Leit. Ech menge schonn, dass - ech kommen dorobber zréck am Detail -, dass an der Deklaratioun vun der Regierung schonn déi Themen ugeschwat gi sinn, wou de Schong dréckt, vun deene mer awer och wëssen, dass dat keng nei Problemer sinn. Déi sinn net entstanen duerch e Wonner op eemol am Dezember 2013, wéi dës nei Regierung ugetrueden ass. Déi schleefe mer schonn eng Rei vu Jore mat eis.

A mir hunn all Schwieregkeeten, déi richteg, direkt déi gräifend Äntwerten dorobber ze fannen. Och do, mengen ech, soll ee gemeinsam vläicht e bësse méi bescheide ginn an net ëmmer den Androck ginn, et hätt een direkt eng direkt Léisung op all d'Froen, mä éischter kucken: „Wat kënne mer iwwerhaapt maachen?", a realistesch Virgabe ginn, fir esou un déi grouss Problemer, déi grad am Alldag vun de Leit spillen, kënnen erunzegoen.

Wat mech beonrouegt an deene leschte Sondagen, déi publizéiert gi sinn, dat ass effektiv de Fait, dass d'Politik insgesamt schéngt zu Lëtzebuerg net méi Confiance gemaach ze kréien. Ech soen d'Politik insgesamt, och wann d'Press, déi dat an Optrag ginn huet, bal nëmme geschwat huet vun der Regierung.

Mä dee gréissten eigentleche Mouvement zënter deem leschte Sondage vu virun e puer Méint zur selwechter Fro ass eigentlech bei der Oppositioun ze verzeechnen, der Oppositioun, déi bei de Wieler no deem Sondage, dat ass och ëmmer nëmmen eng Fotografie, nach eng Majoritéit eigentlech hanner sech hat, och elo kloer ënnert de Sockel vun de 50% gefall ass. Si huet bei de Wieler ëm 6% ofgeholl, nozeliesen op der Internetsäit vum „Lëtzebuerger Wort". Wann elo Dir éieren do méi Detailer hutt, da musst Der déi ginn. Da wier et och wichteg, wann déi géife veréffentlecht ginn.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- D'Majoritéit ka keng 6% méi ofhuelen, soss ass se am Minus!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- An deene Sondagen ass et fir d'Éischt, datt d'Oppositioun méi Zoustëmmung huet wéi d'Regierung. Kuckt emol, wat an där leschter Legislaturperiod war.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Neen, mir schwätzen elo vun deem Sondage vun...

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Säit zwee Sondagen ass dat esou. An dat ass, wat Der musst wëssen!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Bei deem Sondage, dee gemaach ginn ass, mat deeneselwechte Froe wéi dës Kéier, an do ergëtt sech e Mouvement an déi dote Richtung. Dir kënnt all och elo d'Aen zoumaache virun där Realitéit.

De Problem, deen ech einfach wëll soen, ass, dass souwuel d'Regierung, d'Regierungsparteien, wéi och d'Oppositiounsparteien eigentlech konfrontéiert si mat deemselwechte Phenomeen, deen een och eigentlech e bësse spiert, wann een am Kontakt mat de Leit ass. Do ass esou eng diffus Onzefriddenheet, déi net richteg ze begräifen ass, déi sech also och net konzentréiert elo spezifesch op d'Regierungspolitik, déi eigentlech méi breet gräift.

An duerfir ass eben d'Fro, ob grad esou Debatten hei, ob mer déi net e bësse lassgeléist kréie vun deem traditionelle Schema, dass deen een alles gutt fënnt an deen aneren alles schlecht muss fannen. Mä dass ee probéiert, wierklech och hei e puer kloer Messagen, e puer Gemeinsamkeeten och no baussen erauszeginn, anstatt déi sterill, relativ künstlech Konfrontatioun hei weiderzeféieren, déi zu dem Ritual vun deenen heiten Debatte gehéiert.

An et stellt sech och d'Fro, wann e Besoin do ass - an dee schéngt do ze sinn, dee kann ech souguer deelen -, dass ee wëllt sektoriell Politicken och eng Kéier am Joer hei an der Chamber diskutéieren, firwat net erëm eng Kéier op eisen ale Schema zréckzegräife vun den Debatten zur Lag vun der Natioun, wou een a gréisseren Themebléck och nach eng Detaildiskussioun géif kënne féieren. Dat ass, mengen ech, déi Fro, déi mer gemeinsam sollten ugoen, wa mer déi gesamt Budgetsprozedur nei schreiwen, dass mer u sech dann...

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Als positiv Note, Här Bodry: Esou Saache kënne mer selbstverständlech ënnerstëtzen.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Dat hoffen ech och. Et ass allerdéngs deemools och an engem grousse Konsens ofgeschaaft ginn, well dat och e Ritual ginn ass mat der Zäit, mat ganz, ganz dënn besate Bänken hei an der Chamber. An ech mengen awer, dass eng Noutwendegkeet do ass, fir och kënnen a groussen Themebléck eng Diskussioun, a Präsenz natierlech och da vun den zoustännege Ministeren, ze féieren. An dass dat u sech géif e Plus bedeiten, denken ech, par rapport zu deene méi allgemengen Diskussiounen, déi mer noutgedrongenerweis mussen an deem heite Beräich féieren, wéi et och normal ass.

Et war ni anescht an allen Deklaratiounen zur Lag vun der Natioun: De Premier muss e Choix maachen, wou en d'Schwéierpunkte setzt, ob en elo eng Stonn schwätzt oder annerhallef Stonn schwätzt. Et ass evident, dass en net kann all d'Themen hei uschwätzen. All CSV-Premierminister huet genau datselwecht gesot, wat ech elo hei soen. An et ass e bëssen droleg, dass d'CSV elo, wou och nach eng ganz Partie Ministeren an der éischter Rei sëtzen, dat alles do schéngt vergiess ze hu mat hirem Passage an d'Oppositioun.

Ech mengen, et kann een net op där enger Säit der Regierung virwerfen, si hätt keng Visiounen an dann heihinner kommen an ausschliisslech Froe stellen. Esou flaach, mengen ech, däerf déi Debatt hei eigentlech net oflafen!

Une voix.- Bravo!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Ech wiere mech och géint deen Androck, dee probéiert gëtt hei opzebauen, wéi wann eigentlech an deene

leschte 15 Méint näischt geschitt wier. Ech mengen, d'CSV weess et selwer, dass villes geschitt ass, dass villes och vun hinnen hei matgestëmmt ginn ass an der Chamber oder, wa se net esou richteg wollten, dann ass alt emol eng Abstentioun gemaach gi bei deem engen oder anere Punkt. Mä d'Neeën waren a wäerten och, denken ech, an Zukunft relativ siele bleiwen.

Dat weist awer och, dass mer eng gewësse gemeinsam Analys, eng gewësse gemeinsam Approche hunn, fir u vill Problemer erunzegoen, och wa selbstverständlech mat der neier Regierung et zu neie Politicken och komm ass an enger ganzer Partie vu Beräicher, ouni awer dat op d'Kopp ze geheien, wat virdrun opgebaut ginn ass.

Dat gëllt natierlech besonnesch fir Reformen, déi ech am gesellschaftspolitesche Beräich wéilt usidelen, wou och, dat ass ganz kloer, de gemeinsamen Nenner vill méi staark ass an dëser Regierung wéi vläicht a viregte Regierungen, wat dozou gefouert huet, dass eng ganz Rëtsch vun Initiative geholl gi sinn, respektiv Projeten, déi schonn ugeleiert gi waren och vun der Regierung virdrun, schnell eigentlech op e gutt Enn gefouert gi sinn.

Dat gëllt natierlech fir d'Bestietnis vun de gläichgeschlechtleche Koppelen. Dat gëllt fir d'Adoptiounsrecht an deem doten Zesummenhang. Dat gëllt fir déi Reform vum Ofdreiwungsgesetz, déi schnell gemaach ginn ass. Dat gëllt fir eng Gläichstellungsstrategie vu Mann a Fra, déi d'zoustänneg Ministesch opgestallt huet an deemnächst wäert, niewent den Accords volontaires, dann och ëmsetzen iwwer e Gesetzesprojet.

Dat gëllt fir eng nei Approche zu der Ausaarbechtung vun eiser neier Verfassung, mat enger Participatioun vun de Leit iwwer Referendum, mä, iwwert de Referendum eraus, weider iwwer Biergerforen, fir d'Leit un der Ausaarbechtung vum wichtegste Gesetz hei vum Land deelhuelen ze loossen. Dat gëllt fir d'Deontologieregelen, déi dës Regierung, déi dës Chamber, ënnert dem Impuls vun der Majoritéit, déi och de Statsrot an deemnächst och d'Gemenge sech wäerte ginn.

Dat gëllt och fir den Zougang zu den Informatiounen, wou d'Regierung, mengen ech, recht huet, fir op d'Notioun vum „open government" eriwwerzegoen, fir eigentlech do och eng fundamental nei Approche zu deem ze hunn, hei zu Lëtzebuerg, wou mer oft nach a klasseschen administrative Scheme fonctionnéieren, an endlech do méi eng Oppenheet eigentlech an déi ganz Verwaltungsprozesser eranzekréien an doduerjer och also méi informéiert Bierger ze kréien, déi och besser kënne jugéieren.

Dat gëllt fir déi Reformen, déi gemaach gi sinn, wat d'Dysfonctionnementer bei eisem Geheimdéngscht ugeet. Dat gëllt awer och fir de politeschen Accord, deen erreecht ginn ass, a kuerzer Zäit, mat de Kierchen, en Dossier, wou während Jorzéngte praktesch e Status quo war, wou et fäerdegbruecht ginn ass, an zéie Verhandlungen, en Accord mat sämtleche Kierchen op alle relevante Froen ze kréien, déi u sech d'Verhältnis tëschent de Kierchen an dem Stat an de Gemenge betreffen.

Dat sinn awer däitlech Zeechen, déi weisen, dass et virugaangen ass an deene leschte 15 Méint. An ech wëll soen, 15 Méint, dat ass genau, genau e Véirel vun der gesamter Mandatsperiod. Et leien also nach dräi Véirel virun eis. An duerfir, mengen ech, deet d'Regierung gutt, sech selwer net ënner Drock ze setzen a sech och net ënner Drock setzen ze loossen. De Bilan zéie mer net haut. De Bilan zéie mer virun deenen nächste Wahlen. Dat soll d'Approche sinn, wéi een un d'Dossieren erugeet, a besonnesch un d'Dossieren, déi vun hirer Komplexitéit hier vill Zäit brauchen, fir se uerdentlech ze preparéieren.

Dës Regierung huet eng Rei vun Dossieren ofgeschloss vun der viregter Regierung. Dat gëllt fir d'Reform vun der Fonction publique, dat gëllt fir de Sozialdialog mat de Betriber, dat gëllt fir d'Reform vun der Beruffsonfäegkeet. Alles Projeten, déi elo praktesch sprochräif sinn, dass se kënnen hei an der Chamber definitiv ofgestëmmt ginn.

Dat gëllt zum Deel, och wann do déi viregt Regierung et nach net zu engem Gesetzesentworf bruecht hat, fir d'Vereinfachung vun den ëffentleche Prozeduren, engem ganz wichtege Punkt eigentlech, fir d'Bürokratie hei zu Lëtzebuerg ofzebauen an ze probéieren, och den Entscheedungsprozess an den Ëmsetzungsprozess vun de Projeten hei am Land ze beschleunegen. Et ass wichteg, dass mer aus där Proximitéit, déi mer hunn, vun deene Leit, déi eppes wëllen um Terrain bewegen, an deenen, déi d'Décisiounen huelen, dass mer do och en Avantage erauszéien. Dat geschitt allerdéngs nëmmen, wa mer eis do och esou Regele ginn, déi adaptéiert sinn un d'Situatioun an déi net iwwert d'Zil erausschéissen.

D'Eckdate fir 2015 sinn encourageant, dat muss ee ganz kloer soen, mat engem Wirtschaftswuesstum, deen an der Moyenne fir déi nächst Joren elo ageschat gëtt op ronn 3%, wou d'EU-Kommissioun nach eng Kéier graff déi Aschätzung vun de Lëtzebuerger Stelle confirméiert huet, gëschter, offiziell vu Bréissel aus. Mir hunn eng Präisdeierecht, déi relativ niddreg bleift, déi och 2015 soll ënner 1% bleiwen.

Dir erënnert Iech drun, dass gefaart gi war, dass u sech mat der TVA-Erhéijung et elo zu enger ganz däitlecher Erhéijung géif kommen. Mä et gesäit een och ganz kloer, dass och wéinst der Situatioun an eenzelne Beräicher um Präismaart déi d'TVA-Erhéijung net voll répercutéiert ginn ass op de Consommateur. Et ass eigentlech jo eng ganz gutt Nouvelle, well dat dann also och manner Impakt op d'Kafkraaft huet.

Ech mengen, weider bemierkenswäert ass dat weider staarkt Wuesse vun der aktiver Bevëlkerung, wou eigentlech duerch d'Bank och déi laangfristeg Perspektive méi positiv sinn, wéi een dat nach konnt virun een, zwee Joer virausgesinn. Och do leie mer am Schnëtt ëm 2% méi pro Joer. Dat sinn ëmmerhin eng ronn 8.000, ënnert dem Strëch 8.000 zousätzlech Aarbechtsplazen, déi hei zu Lëtzebuerg enregistréiert ginn. An dat huet, dat muss natierlech och eng positiv Répercussioun op de Chômage hunn.

Do war ech e bëssen enttäuscht iwwert déi Zuelen, déi eigentlech d'Regierung op Bréissel geschéckt huet, well mat deene Rechemodeller, déi hei gebraucht gi sinn, eigentlech de Chômage doduerch net weider erofgaange wier, souguer nach mëttelfristeg erëm eropgaangen ass. Do muss ech elo soen, sinn ech méi berouegt eigentlech duerch déi Bréisseler Zuelen, déi gëschter komm sinn, déi awer dovunner ausginn, dass schonn 2015, nach méi staark 2016, den Taux vum Chômage zu Lëtzebuerg fir déi éischte Kéier zënter laangen, laange Joren, op héijem Niveau zwar, erëm eng Kéier géif no ënne goen.

Dat wier also eng Trendwende, déi mer fäerdegbruecht hätten hei zu Lëtzebuerg op där ganz wichteger Fro vun dem Aarbechtssecteur, vun der Beschäftegung. An dat ass, mengen ech, eng positiv Nouvelle. An dat kënnt och net vun ongefëier, dass déi Entwécklung do esou ass.

Wichteg ass, mengen ech och, dass mer et fäerdegbréngen, d'ëffentlech Finanzen am Équiliber ze halen, quitte dass do ëmmer an der Aschätzung natierlech Marges d'erreur dra sinn, vu Joer zu Joer. Mä och dat war net evident, dass mer mat deem radikalen Abroch - ëmmerhin awer iwwer 600 Milliounen, vun engem Joer op dat anert, vun engem gudden Deel vun den Einnahmen, déi mer iwwert d'TVA am E-Commerce erakréien -, dass mer dat hätte kënnen dat Joer selwer scho praktesch opfänken an hei Statsfinanzen hunn, ëffentlech Finanzen hunn, déi grosso modo am Équiliber sinn.

Wichteg, vläicht souguer nach méi wichteg an eisen Aen ass, dass mer eis aus der Scholdespiral awer lues mä sécher erausbewegen. Selbstverständlech wäert och nach den Zentralstat wahrscheinlech mussen an deenen nächste puer Joren, pro Joer e puer Honnert Milliounen Euro léine goen. Mä déi Emprunten, déi muss ee jo a Relatioun setzen awer och mat den Investissementer, déi de Stat mécht.

De Stat geet dohinner - an dat ass sécherlech e Broch mat der Philosophie vun der leschter Regierung, wou all déi Spuerpäck eigentlech massiv Investissementer par rapport zu de Pläng erofgefouert hunn -, dës Regierung mécht, déi éischte Kéier kloer an dësem Budget 2015, eng aner Politik. Eng Politik, déi sech aschreift och an déi europäesch Politik vun der Kommissioun Juncker, mat deem Investitiounsplang, europawäit, an dee muss natierlech gestützt ginn iwwer national Investissementer, déi getätegt gi vun der ëffentlecher Hand, mä natierlech och vu private Leit.

Dofir muss ee Vertraue schafen an dofir muss een och de politesche Wëllen hunn, d'Prioritéiten an der Budgetspolitik richteg ze setzen! Dës Regierung mécht dat. Si huet eng Steigerung iwwer 10%, wat d'Investitiounsquot ugeet vun engem Joer op dat anert 2014, 2015. A wann ech elo kucken, wat vu Chiffere vun eiser Regierung op Bréissel eragereecht ginn ass, da gesäit een, dass dat och an engem ähnleche Rhythmus weidergeet. Am Schnëtt wuessen eigentlech d'Investissementer ëm knapp 10% an der nächster Period bis 2018, 2019. An dat ass eigentlech déi richteg Politik.

Nach muss ee kucken, Investissement ass net Investissement. Et sinn haaptsächlech déi produktiv Investissementer, déi wichteg sinn, an d'Infrastrukturen, well dat généréiert erëm nei Investissementer, dat généréiert och eventuell nei Aktivitéiten, nei Aarbechtsplazen.

Dat ass, mengen ech, déi Politik, déi elo muss geziilt duerchgefouert ginn. An ech si frou, dass dee Paradigmewiessel an där doter Fro vun dëser Regierung gemaach ginn ass. Dat ass wichteg an dëser Zäit, fir also do un engem Strack ze zéien an der EU an déiselwecht Prioritéiten ze setzen a keng Kontradiktiounen eigentlech opkommen ze loossen.

Dëst Resultat, ech hunn et gesot, ass bis elo erofgespillt ginn. Also, ech hätt gären d'CSV erlieft, wann net den Här Gramegna oder de Premierminister hei gestanen hätten, mä et wieren der vun hinne gewiescht.

Wat hu se sech ëmmer hei gefreet, wa positiv Zuele waren! Dat war dann ëmmer zréckzeféieren, zu engem gudden Deel, op déi wäitsiichteg Politik, déi d'CSV-Ministere gemaach hunn. Wéisou gëllt dat op eemol net méi?

Une voix.- Maja, maja!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Wéisou wëllt een net zur Kenntnis huelen, wann objektiv, neutral Stellen hei Prognose maachen, dass se esou sinn, wéi se sinn, an dann och deementspriechend Positioun bezéien?

Ech soen net, dass déi doten Entwécklung eleng de Mérite vun der Regierungspolitik ass. Ech mengen, dat seet d'Regierung selwer net. Et ass evident, dass an enger oppener Ekonomie wéi Lëtzebuerg natierlech dat internationaalt Ëmfeld, besonnesch dat europäescht Ëmfeld ganz staark zielt, dass souguer d'Bourssecoursen an enger Ekonomie, déi esou ausgeriicht ass wéi déi lëtzebuergesch, eng wichteg Variabel sinn an der Aschätzung vun der zukünfteger Wirtschaftsentwécklung.

Mä et ass awer evident, dass déi Entwécklung do net einfach op en Zoufall zréckzeféieren ass. Déi ass zréckzeféieren och schonn op Décisiounen, sécherlech, déi an deene leschte Jore geholl si ginn, mä déi ass awer och, besonnesch wat d'Fro vun dem Erëmhierstelle vum Gläichgewiicht vun den ëffentleche Finanzen ugeet, op eng voluntaristesch Politik vun dëser Regierung zréckzeféieren, mat engem Zukunftspak, deen insgesamt sech a sengem gesamten Effet op ronn eng Milliard Euro wäert belafen, mat enger Gewiichtung op der Säit vun de Recetten a vun den Dépensen, déi ronn bei 58, 42% wäert am leschte Joer vun den Effete vun dëser Politik leien. Déi also, mengen ech, vill Courage bedeit huet.

Et war net evident! Well ech och emol Diskussiounen an der Vergaangenheet zu deenen Themae matgemaach hunn an anere Konstellatiounen. Et war net evident, de politesche Courage ze hunn an ze soen: Mir ginn elo dohinner a mir maachen Artikel fir Artikel am Budget eng Analys a mir sträichen do, wou mer mengen, dass et net zu Resultater féiert, a mir kucken déi Suen entweder anzespueren oder ze reaffektéieren an aner prioritär Beräicher.

Dës Regierung huet deen Effort, ënner groussem Zäitdrock, gemaach. Ech fannen et normal, dass se seet: Deen Effort do, deen ass net a Fro gestallt, dee gëtt weidergefouert.

Mä et ass awer och opgefall vläicht, dass, entgéint deem, wat déi lescht Joren ugekënnegt ginn ass, an dëser Erklärung net geschwat ginn ass vun neie Steieren, net geschwat ginn ass vun neien zousätzleche Sträichungen, déi missten am Budget gemaach ginn, mä eigentlech eng Weiderféierung vun där Politik gemaach ginn ass, déi mer zesummen d'lescht Joer festgehalen hunn.

Dat erkläert och vläicht, firwat dës Erklärung net déi grouss nei Ukënnegungen hat. Muss dann iwwerhaapt eng Erklärung zur Debatt vun der Natioun ëmmer da Scoopen hunn an ëmmer Neiegkeete mat sech bréngen, déi een da krampfhaft probéiert ze konstruéieren?

Och ech war scho mat agebonnen an d'Ausschaffung vun esou Deklaratiounen an der Vergaangenheet, well déi, déi gëtt jo ni eigentlech eleng vum Premier verfaasst. Dat ass jo eigentlech en Zesummeschloss vu Kontributiounen, déi de Statsministère kritt, och vu sämtleche Ressortsministeren. Dat ass haut net anescht, wéi dat während deene leschten 20 Joer hei zu Lëtzebuerg war.

An ech mengen also ganz einfach, dass et normal ass eigentlech, dass keng nei Erklärungen dra sinn, well u sech, wat war eigentlech dat Neist ëmmer an deenen Erklärunge vun deem leschte Joer? Et sinn ëmmer erëm nei kleng Spuerpläng ugekënnegt ginn. Dann ass do versicht ginn, kuerz virun der Deklaratioun sech eens ze setzen, dass eigentlech dat dann hei ugekënnegt géif ginn, wat vun Neistem da sech géif am Beräich Budget änneren. Dat waren ëmmer déi meescht Neiegkeeten, déi eigentlech komm sinn.

Dat brauch dës Koalitioun net ze maachen, well se eigentlech en Zukunftspak fir déi ganz Period festgeluecht huet an och do eigentlech eng aner Politik mécht, an net méi vu Joer zu Joer déi doten Punkte frësch kuckt a frësch entdeckt, mä eigentlech eng Décisioun geholl huet, déi valabel ass eigentlech bis zum Enn vun dëser Period. An duerfir brauch se net all Kéiers dat do nach eng Kéier hei besonnesch ervirzesträichen. All déi Moossname si bekannt, sinn transparent, leien do. An duerfir mengen ech, dass et och an deem dote Sënn déi richteg Approche ass, fir un d'Fro vun den ëffentleche Finanzen an dëser Deklaratioun erunzegoen.

Interessant, mengen ech, sinn och déi neiste Chifferen, déi vun der Regierung elo d'lescht Woch virgestallt si ginn an déi och un d'EU-Kommissioun weidergereecht si ginn, wat och den Deel Sécurité sociale vun eisen ëffentleche Finanzen ugeet, wou och nei Berechnunge gemaach si ginn, wou déi rezent Entwécklungen, notamment wat d'Entwécklung vun der aktiver Bevëlkerung ugeet, jo och méi positiv sinn, wou och déi europäesch Instanzen eigentlech, déi dat méi laangfristeg jo och kucken, Lëtzebuerg méi en héije Potentiel de croissance eigentlech elo zourechnen, wéi se dat nach virun e puer Joer gemaach hunn.

An dat huet derzou gefouert, dass no deenen éischte Berechnungen, déi d'IGSS virgeluecht huet an déi d'Regierung mat an hire Stabilitéitsplang iwwerholl huet, een elo kann dovunner ausgoen - mä dat sinn natierlech ëmmer Berechnungen, déi vu Joer zu Joer nach kënnen änneren a mussen ajustéiert ginn -, dass eigentlech d'Finanzéierung vun de Renten ofgeséchert ass mam aktuelle Stand, ouni mussen eng Cotisatiounserhéijung ze maachen, net wéi fréier Berechnungen, déi vun 2012 dat erginn hätte bis 2030, mä dass déi Ofsécherung eigentlech elo gi wär bis 2040, souguer, deemno wéi, bis 2050.

Also, och do, mengen ech, éischter géif ech soen, keng rout Luuchten, déi uginn, mä Entwarnung op där doter Front, och wann een, selbstverständlech, ëmmer muss virsiichteg sinn. Wann d'internationaalt Ëmfeld changéiert, da changéieren natierlech och zu Lëtzebuerg déi doten Zuelen. Et bleift awer och net falsch, dass d'Regierung dohinnergeet a si mécht elo schonn, 2016 mécht se dann eng Supervisiouns- an Evaluatiounsprozedur, wat u sech d'Viabilitéit vun eise Pensiounsregimmer ugeet.

D'Regierung huet och do eng Rei vun Ureizer jo scho geschafen, well an deem Zukunftspak sinn och eng Rei vu Moossnamen dran, déi een direkten Impakt hunn op d'Ausgaben an der Sécurité sociale an notamment och, wat d'Pensiounen ugeet. An déi Répercussiounen, déi géifen, no Berechnunge vun der IGSS, eng Verbesserung vum Équiliber vun 3,5% ausmaachen. Och dat, mengen ech, ass also net, dass d'Regierung géif tatenlos do emol nokucken, wéi sech déi Projektiounen entwéckelen, mä och hei handelt se a weist, dass se sech hirer Responsabilitéit bewosst ass.

Och, mengen ech, si jo an dësem Regierungsprogramm eng ganz Rëtsch vun zousätzlechen Ureizer do, fir de Pensiounsalter ze retardéiere respektiv fir eng méi progressiv Transitioun an d'Pensioun ze erméiglechen. An doriwwer eraus, mengen ech, besteet, opgrond vun deenen Zuelen, à ce moment, fir eis Partei kee weideren akuten Handlungsbedarf an deem dote Beräich. D'Renten zu Lëtzebuerg si weider sécher.

En Dossier, deen dës Regierung muss ugoen, dat ass dee vun der Fleegeversécherung, wou jo och d'Chamber mat agebonne war. Ech weess allerdéngs net, ob d'Orientéierung, déi d'Chamber dem Minister ginn huet, definitiv all Detailfroe geklärt huet. Ech mengen éischter net, well do si jo och Parteien awer relativ allgemeng bliwwen an hiren Aussoen. An et ass um Minister, mengen ech, an déi net einfach Verhandlunge mat den Akteuren um Terrain ze goen.

Dat ass jo, mengen ech, immens wichteg, dass hei keng theoretesch Approche ass, wéi een un déi Reform vun der Fleegeversécherung erugeet, wou mer jo d'Qualitéit vun der Fleeg zu Lëtzebuerg wëllen op guddem Niveau halen, mä et muss een awer kucken, wat fir eng praktesch Ëmsetzungsfroe sech stellen, wann een esou eng Reform mécht. An eist Vertrauen ass an den zoustänneg Minister do, de Romain Schneider, dass en dat doten zerguttst eigentlech mécht an dass en an deenen nächste Méint eis dann och en éischt Konzept hei virstellt.

Erfreelech, mengen ech, ass och, dat gesäit een, wann een de Plan national de réforme kuckt, dat heescht kuckt, wéi Lëtzebuerg sech an der Ëmsetzung vun der Strategie 2020 beweegt, dass mer eng ganz Partie vun eisen Ziler amgaange sinn ze erreeche respektiv erreecht hunn.

Dat gëllt um Niveau vum Décrochage scolaire, wou mer e stabiliséiert hu bei däitlech ënner 10%. Dat gëllt fir d'Beschäftegungsquot, déi eropgaangen ass an deene leschte Joren. Duerch nei Mesuren, déi geholl si ginn, denken ech, dass déi Beschäftegungsquot nach wäert ganz schnell op deem Zil vun 73% ukommen, dat mer eis gestallt hate fir 2020. Och wat den Héichschoulofschloss ugeet, läit Lëtzebuerg gutt.

Méi problematesch gëtt et, mä do kréie mer jo eng allgemeng Debatt hei an der Chamber, mat der Emsetzung vun den Ziler am Energiean am Emweltberäich. D'Fuerschung an Entwécklung, do mécht d'éffentlech Hand hir Aarbecht. Vill Gelder ginn eigentlech vun éffentlecher Säit an deen dote Beräich vun der Fuerschung investéiert. Mä duerch d'Kris ass natierlech besonnesch ze bemierken, dass de Privatsecteur vill manner an d'Fuerschung investéiert huet an deene leschte puer Joer. Än dat huet natierlech seng Répercussioun och op d'Erreeche vun eisen Ziler.

Ee Punkt, dee mer awer besonnesch Suerge mécht, deen eiser Partei besonnesch Suerge mécht, dat ass d'Fro vun der Aarmutsbekämpfung. Den Aarmutsrisiko zu Lëtzebuerg ass vun 2008, dat heescht also virun der Kris, bis 2013, 2014 vun 13,4% op 16% eropgaangen. Elo kann ee streiden, ob déi Berechnungsmethod richteg ass oder net. Mä d'Tendenzen, déi sinn ëmmer richteg!

D'Tendenz weist also ganz kloer, dass mer haut méi Leit hunn, déi riskéieren, an Aarmut ze liewen, wéi dat nach am Ufank virun der Kris de Fall war. Do kënne mer also nach keng Normaliséierung vun der Situatioun feststellen. Et ass och do, wou mer, mengen ech, musse konkret usetzen, wa mer eis Fuerderung, fir sozial Kohärenz hei an dësem Land ze erreechen, wierklech eescht huelen.

An ech mengen, dass do en éischte wichtege Schrëtt amgaangen ass, gemaach ze gi mat deem Projet vun de Loyerssubventiounen, wou dës Koalitioun bereet ass, e Stéck méi wäit ze goen, wéi dat an der viregter Koalitioun méiglech war, wou mer also iwwer eng Loyerssubventioun, déi vun 125 bis 240 Euro pro Mount ka goen, grad deene Leit, déi praktesch am Aarmutsrisiko leien oder kuerz virdru sinn, dohinner ofzerutschen, wierklech eng substanziell Hëllef kënne ginn, well och festgestallt ginn ass, dass grad bei deenen dote Leit d'Part vum Loyer bis 30% praktesch ausmécht vun hirem Revenu!

A wann een do kann also hëllefen, dann ass dat natierlech och eng kloer Bekämpfung vum Aarmutsrisiko, déi hei konkret vun dëser Regierung, vun dëser Koalitioun gemaach gëtt. Hei gëtt also net Sozialofbau gemaach, hei gëtt Sozialopbau gemaach duerch dës Koalitioun. Dat sinn nei Prioritéiten, déi een an der Regierungspolitik erëmfënnt.

Une voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Et muss ee sech d'Fro stellen, well och déi Loyerssubventiounen net oncontestéiert sinn, wat déi Effete laangfristeg ugeet, ob een net déi Aféierung vun där doter Loyerssubventioun, wat jo eppes Neies fir Lëtzebuerg eigentlech ass, ob een dat net sollt koppelen och mat enger Iwwerwaachung, engem Encadrement vun de Loyeren.

Ech wëll drun erënneren, dass mer e Loyersgesetz hunn, wat eigentlech fir gewëssen Type vu Wunnengen zumindest e maximale Loyer festleet. Mir sollten also déi Debatt och do notzen, fir iwwert déi dote Fro nach eng Kéier ze kucken, ob een, fir ze verhënneren, dass op eemol et zu plëtzlechen Adaptatiounen no uewe vun de Loyere kënnt wéinst deene Subventioune vum Stat, dass mer dat do insgesamt am Gréff behalen, well déi dote sozial Moossname gräifen nëmmen, wann dat doten net en Nieweneffet gëtt, dass op eemol d'Loyeren an d'Luucht gesat ginn, ouni dass en trëftege Grond virläit. An duerfir muss een also iwwert den Encadrement vun de Loyeren zu Lëtzebuerg och diskutéieren. A vläicht geet et mat enger Reaktivéierung eigentlech vun den Dispositioune vun eisem bestehende Mietgesetz duer.

Wann ech soen Aarmutsrisiko: Eng Analys, déi gemaach ginn ass, weist ganz kloer, wien dovunner betraff ass a wou een also muss usetzen. Et sinn haaptsächlech..., knapp 50% vun deene Leit, déi ënnert den Aarmutsrisiko falen, si Leit, wou een Elterendeel mat Kanner, mat engem oder méi Kanner, eigentlech zesummekënnt. Do muss een also usetzen. Et ass déi Kategorie, déi am vulnerabelsten ass. Et ass do, wou mer eng konzertéiert Politik vun der Regierung brauchen a wou d'Regierung och den Engagement geholl huet, fir déi ze féieren.

Déi zweet Kategorie, wou den Aarmutsrisiko besonnesch héich ass, d'Frequenz, dat sinn natierlech d'Leit, déi ouni Aarbecht sinn. Dat beweist also och, ënnersträicht nach eng Kéier d'Noutwendegkeet, anzewierken am Beräich vun der Éducatiounspolitik, Beruffsausbildung, Schafung vun neien Aarbechtsplazen, d'Konkordanz vun der Ausbildung mat deenen neien Aarbechtsplazen. Alles dat weist, dass mer also op deem dote Punkt richteg leien an dass mer, wa mer op der Aarbechtsmaartfront Succès kréien, dass dat och wäert seng Répercussiounen hunn, wat d'Bekämpfung vum Aarmutsrisiko hei zu Lëtzebuerg ugeet.

Mir brauchen also eng Politik fir monoparental Familljen, déi sécherlech och schonn Notznéisser gi vun där Loyerssubventioun, déi elo agefouert gëtt. Mä déi soll och berücksichtegt gi bei der Reform vum RMG, bei der Steierreform an natierlech och bei dem Ausbau vun der Kannerbetreiung, wou d'Regierung jo e Schratt mécht a Richtung gratis Kannerbetreiung fir déi ganz jonk Kanner. Och dat ass, mengen ech, e Punkt, aus deem déi dote Kategorië vu Leit, déi besonnesch vulnerabel sinn, Profit kënnen zéien.

Mir sinn der Meenung, dass et aarm Leit, an deem Mooss, an esou engem héich entwéckelte Land wéi Lëtzebuerg net däerf ginn! An duerfir ass fir eis dat doten e prioritäert politescht Feld, op deem muss geschafft ginn.

Här President, e Kommentar huet bemängelt, de Premier hätt sech net mat den Alldagssuerge vun de Leit ofginn. Ech mengen, dass dat eigentlech eng béiswëlleg Ënnerstellung ass. Oder et ass net richteg gelies ginn oder nogelauschtert ginn.

Wat sinn déi Suergen, déi legitim Suergen, déi sécherlech eng Partie Leit hei zu Lëtzebuerg hunn? Dat ass d'Angscht sécherlech, seng Aarbecht ze verléieren, d'Angscht, fir seng Kanner keng Aarbecht ze fannen. Et ass d'Angscht, vläicht net méi d'Enner um Enn vum Mount kënnen zesummenzebréngen, also eventuell an d'Aarmut ofzerutschen. An et ass d'Angscht, fir och keng passend Wunneng méi ze fannen, woubäi dat eent mat deem anere sécherlech zum Deel verbonnen ass.

An dat si genau, déi doten dräi legitim Froen, Ängschten, déi d'Leit hunn, dat si genau déi Punkten, déi d'Regierung ugeschwat huet, wou ech probéiert hunn, och op dem Beräich vun der Aarmutsbekämpfung hei kloer ze soen, wat eis Approche zu deem dote wichtegen, legitimen Uleies vun de Leit ass.

D'Regierung huet Äntwerte geliwwert. Dozou gehéiert selbstverständlech d'Entwécklung vum Wirtschaftsstanduert, wou déi Politik fortgefouert gëtt, déi iwwer e puer Regierungen eigentlech definéiert ginn ass, déi nach elo ausgedehnt ginn ass op nei Beräicher, wou zousätzlech Efforte gemaach ginn, fir Know-how an Aarbechtsplazen a Kapital hei op Lëtzebuerg ze zéien.

Et ass d'Ëmgestaltung vun der Finanzplaz, déi mer och schonn hei oft debattéiert hunn a wou mer eis, mengen ech, eens sinn, a wat fir eng Richtung dass dat dote muss goen. An et sinn natierlech och déi stänneg Efforten, fir eis Wirtschaft ze diversifizéieren. An do ass de Premierminister ënnerwee, de Wirtschaftsminister ass ënnerwee, de Finanzminister ass ënnerwee. Do gi permanent Efforte gemaach, vun deenen natierlech net muer d'Resultater do sinn - dat war jo fréier och net de Fall -, mä wou een awer net ka soen, dass dës Regierung net alles mécht, fir Lëtzebuerg international weider als attraktive Standuert ze erhalen, déi Betriber ze iwwerzeegen, hei ze bleiwen, déi nach hei sinn an déi vläicht tentéiert sinn, op aner Plazen ze goen, an och nei Aktivitéiten hei op Lëtzebuerg erunzezéien, wou mer natierlech musse weiderhi feilen un eisen haarden an doucë Standuertavantagen, déi mer an de Vierdergrond stellen.

An deem Zesummenhang natierlech och - dat ass awer elo wierklech eng nei Initiativ vun dëser Équipe -, fir ze soen, am Nation Branding, fir Lëtzebuerg ze verkafen no baussen, fir do Neel mat Käpp ze maachen. Donieft sinn Instrumenter geschaf gi wéi den „Future Fund" , wéi och dee Fonds souverain, dee mer schafen, fir och fir d'Zukunft eigentlech nach gewappnet ze sinn, wann et nach zu Schocke kéim an nächster Zäit.

An duerfir, mengen ech, och wann elo momentan d'Finanzen am Équiliber sinn, musse mer och nach Sputt behalen, wann en nächste Schock kënnt - an dat bestëmme mir net, dat gëtt vu bausse bestëmmt -, dass mer och nach da kënne reagéieren, well, wa mer alles ausginn, dann hu mer do keng Méiglechkeet méi, fir eigentlech eng antizyklesch Politik ze maachen an enger neier Krisesituatioun, déi ëmmer erëm kann zu Lëtzebuerg kommen.

Initiativen, mengen ech, déi an déiselwecht Richtung ginn, sinn déi am Beräich vun der Éducatioun, am Beruffsliewen, wat d'Uni ugeet, fir d'Offer vun eisem Schoulsystem weider auszedehnen. Dat ass jo eng Politik, déi iwwert déi lescht Jore gemaach ginn ass, wou mer, mengen ech, och einfach reagéieren op déi verschidde Besoinen, déi mer hei hunn. Mir kënnen d'Leit net all, net all Schüler an eng Schabloun erakréien a soen: Dat ass deen eenzege Wee, wéi s de kanns zu enger Qualifikatioun kommen. Mir mussen eis do breet opstellen. Duerfir ass déi Optioun weiderhi richteg, op d'Autonomie vun de Schoulen ze setzen a virun allem op eng Verbreederung vun der Offer ze setzen, déi der Diversitéit vun de Besoinen eigentlech vun de Kanner Rechnung dréit.

Wat eis net roueg léisst an eigentlech eng Bestätegung ass vun deem, wat mir als LSAP-Fraktioun hei ëmmer erëm betount hunn, dat ass och déi Konklusioun, déi aus dem éischte Schoulrapport erauskomm ass, déi ganz kloer weist, dass d'Lëtzebuerger Schoul et net fäerdegbréngt, hir Fonctioun als soziale Lift auszeüben, dass eigentlech déi sozial Differenzen, déi Differenzen, déi mer hunn an der Qualifikatioun bei den Elteren, dass déi d'Tendenz hunn, sech ze répercutéieren, bal eent zu eent, op déi nächst Generatioun.

Dat war an der Vergaangenheet net ëmmer esou. Et sinn Zäite ginn, wou eis Schoul et fäerdegbruecht huet, eigentlech als Ascenseur social ze fonctionnéieren. Dat brénge mer net méi an deem gewënschte Mooss fäerdeg. Natierlech ass d'Bevëlkerung och méi hétéroclite wéi se nach virun 20, 30 Joer war. Dat do ass eng grouss Aufgab vun der gesamter Politik hei zu Lëtzebuerg an ech mengen, dass d'Regierung do um richtege Wee ass.

Richteg ass et och, nei Partnerschaften ze sichen. Nei Partnerschaften an der Bekämpfung vun der Aarbechtslosegkeet, nei Partnerschaften, wat d'Verbesserung vun der Qualifikatioun ugeet. Duerfir kënne mer nëmme begréissen, déi Accorden, déi d'Regierung fäerdegbruecht huet, elo ze huele mat der UEL, mat der ADEM, mat virun allem och elo der Handwierkskummer, wou wierklech nei Weeër gi sinn, a wou et drëm geet, fir méi Leit eigentlech vun den Aarbechtsloseléschten erofzehuelen an op sécher, uerdentlech Aarbechtsplazen ze féieren. Mir wëlle keng „working poor" hei zu Lëtzebuerg, mir wëlle weider dezent Aarbechtsplazen. Dat kréie mer nëmmen, wa mer och un eiser Qualifikatioun schaffen.

Ech mengen, dat ass eng konkret Politik, déi hei gemaach ginn ass, gekoppelt u Programmer, Programmer fir déi Jonk mat der Garantie jeunes, déi schéngt ze gräifen, no den éischten Tëschebilanen, déi gemaach gi sinn, awer och fir déi eeler Leit, déi am Chômage sinn, wat eng nei Kategorie ass, déi bal net méi ze vermëttele sinn an deem System, wéi en haut fonctionnéiert, dass een do zousätzlech Efforte mécht. Alles dat leeft, fir eben domat d'Zil ze erreechen, eng Trendwende ze kréien, wat d'Entwécklung vun de Chômeuren hei zu Lëtzebuerg ugeet. Dat ass en erklärt Zil vun der ganzer Regierung.

Positiv bewäerte mer och deen Usaz, deen neien Usaz fir eng Beliewung vum Sozialdialog hei zu Lëtzebuerg. Ech weess net, ob mer et fäerdegbréngen, dee Sozialdialog erëm esou ze strukturéieren, wéi dat nach viru 15, 20 Joer de Fall war. Mä et muss ee soen, dass dee Sozialdialog an der leschter Mandatsperiod gebrach ass. An do ass déi viregt Regierung net ouni Schold, dass dat esou ass. Dat soen ech hei ganz kloer. Ech si bereet, och do eng Matschold ze iwwerhuelen als LSAP-Vertrieder. Do si Feeler gemaach ginn. A genau, ënner anerem, sinn déi Feeler gemaach ginn, vun deenen elo d'CSV gären hätt, dass dës Regierung se och géif maachen - dat beweist, dass se wéineg bäigeléiert hunn -,...

(Interruption)

...nämlech an den Diskussiounen, déi elo mat de Sozialpartner gefouert ginn, am Viraus ze soen, wou et soll higoen. Dat kann et jo net sinn! Et ka jo net sinn, dass een e Scheindialog féiert, d'Leit zesummerifft, fir ënner anerem iwwer eng Steierreform ze diskutéieren an da seet: Dir musst eis hei soen, wou et soll higoen.

Une voix.- Richteg!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Neen, dat ass eng falsch Approche! Et geet drëm, eigentlech emol ze héieren, wann een deen Dialog seriö hélt, wat déi eenzel Parteie mengen, déi an deem Dialog mat agebonne sinn. An da selbstverständlech mécht een als Regierung Deklaratiounen. Et ass un der Regierung, d'Konklusioun aus deenen Debatten ze zéien. Mä wann ech gelift net scho virdrun deklaréieren, wat hanne soll erauskommen! Dee Feeler ass oft genuch gemaach ginn an deen ass ënner anerem schold dorunner, dass de Sozialdialog hei zu Lëtzebuerg fir laang Zäit futti war.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Et ass iwwer eng aner Suerg geschwat ginn an der Deklaratioun vun der Regierung: d'Fro vun de Wunnengspräisser hei zu Lëtzebuerg. Ech weess net, déi wéivillt Debatt mer eigentlech doriwwer och an dësem Parlament féieren. D'CSV ass jo esou keck gewiescht, fir elo no engem Joer schonn eng Interpellatioun zu där Fro hei unzekënnegen, wou se wahrscheinlech dann alles dat wäerte soen, wat ze maachen ass, wat se während Jorzéngten eigentlech an deem dote Beräich net konnten oder net wollte maachen.

Mä och do, mengen ech, dass jiddweree weess, an do soll een näischt virgaukelen, dass et ganz schwéier ass, an deem dote Beräich kuerzfristeg Resultater ze kréien. Dat ass jo nëmmen ze maache mat enger méi breeder Offer. Déi breet Offer, déi hänkt mat bauen, konkreten Emsetzungen um Terrain zesummen. Do si laang Prozeduren. Nieft der Bauphas sinn et d'Autorisatiounsprozeduren. Do kann ee sécherlech Saache kierzen, mä et ass evident: Ze mengen, mir géifen elo an dräi Joer erreechen, dass hei zu Lëtzebuerg, wann d'Wirtschaft ëmmer esou gutt bleift, wéi et elo virausgesot gëtt, dass op eemol géifen hei d'Baupräisser zu Lëtzebuerg stënterlech erofgoen, dat ass onéierlech. Et ass onéierlech, esou eppes wëllen dobaussen ze soen. Do kënnen nëmme Resultater erziilt ginn op enger ganz laangfristeger Schinn, wa mer et fäerdegbréngen, all gutt Iddien ze bündelen, déi an deem dote Feld bestinn.

An ech mengen, do ass d'Regierung, dës Koalitioun, meng Partei, op, fir sécherlech och op Iddien, gutt Iddien anzegoen. Patentrezepter huet, mengen ech, keen, wéi ee kann eng Verbesserung vun der Situatioun kréien an engem Land - dat muss ee sech ëmmer virun Aen halen, wann ech elo nëmmen d'Zuele vun 2014 kucken -, dat praktesch ëm 12.000 Awunner zougeholl huet an engem Joer! Wa mer rechnen, dass op eng Wunneng normalerweis 2,5 Leit kommen, da kënnt Dir Iech jo ausmolen, wéi vill Wunnengen eigentlech un deem Zouwuess vun engem Joer hänken, déi theoretesch missten do sinn, fir déi dote Leit kënnen opzehuelen.

An dat ass jo kee Phenomeen vun engem Joer. Dat geet esou weider. Eise ganze Wirtschaftsmodell ass jo eigentlech dorobber opgebaut. Mir wëssen, wéi fragill dat doten ass a wat fir eng Répercussiounen och laangfristeg kënnen erreecht ginn. Dat ass also, mengen ech, e ganz wesentleche Punkt, deen een net däerf aus den Ae verléieren.

Als LSAP soe mer ganz kloer: D'Regierung soll bei der Optik vum Plan sectoriel «Logement» bleiwen. D'Instrument huet se net méi, fir de Moment, zur Verfügung. Mä ech mengen awer, inhaltlech - an et si jo Reaktioune vun de Gemengen do -, ass jo awer och gesot ginn, dass notamment bei deene ganz grousse Projeten, dass eng Bereetschaft do ass vun de Gemengen, och grouss Projeten ëmzesetzen, net nëmmen ze hëllefen, Baulücken opzefëllen, mä och grouss Projeten ëmzesetzen. Déi ass jo elo dokumentéiert duerch Stellungnahme vun de Gemengeréit.

D'Regierung soll eigentlech op dat zréckgräifen, wat emol eng Kéier um Ursprung vum Pacte Logement war, wat awer net esou ëmgesat ginn ass. De Pacte Logement ass herno e Pabeiertiger ginn. De Pacte Logement hat am Ufank d'Iddi vun enger Partnerschaft vun dem Stat a vun de Gemengen, wou de Stat sollt d'Gemenge begleeden, beroden a wou gemeinsam sollt gekuckt ginn, wéi ee schnell virukënnt op deem dote Plang an all d'Froen, déi konnex sinn, och mat regelen. Dat ass net fäerdegbruecht ginn. Dat ass net fäerdegbruecht ginn!

Et ass eng Kéier gemaach ginn. Als Buergermeeschter hunn ech eng Kéier e Vertrieder vum Fonds du Logement gesinn. Do ass herno ënnerschriwwe ginn an duerno war et eriwwer. Duerno war et eriwwer! Da gëss de just nach gefrot, fir deng Statistiken eranzeginn. Et ass eng reng administrativ, bürokratesch Gestioun nach gewiescht.

Mir sollen zréckkommen op den Ursprungsgedanken, vun deem gemeinsamen Um-Terrain-Schaffen, vun der Partnerschaft. An dann, mengen ech, dass do eng Chance besteet, dass mer am Dialog, an der Concertatioun, an der Berodung méi schnell virukommen op zwee Niveauen, engem éischten Niveau, deem vun der Ausweisung vu Baugebidder, vu Lotissementer, fir d'Opfëlle vu Baulücken, awer och besonnesch vum soziale Wunnengsbau.

Mir sinn eis eens an der Analys, dass do, wou et am kriddelechsten ass, dat ass awer e Manktum un Zuel vu soziale Wunnengen, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn, besonnesch och sozial Mietwunnengen, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn. Mer hu gemierkt, d'Zuele leie vir, dass

notamment de Fonds du Logement manifestement net deen Output hat iwwert déi lescht Joren, dee sech vläicht erwaart gi war op deem dote Punkt. Do gëtt jo probéiert, eng Ëmstrukturéierung virzehuelen. Mer wëssen awer och, dass mer net kënne stoe bleiwen. An do mengen ech och, dass déi Iddi vun der Concertatioun mat de Gemengen e Wee ass, deen ee ka goen.

De Stat, dës Regierung, ass dohinner gaangen an huet eng Subventioun, déi ënnert der viregter Regierung erofgesat gi war, erëm eropgesat. An zwar dréit de Stat haut 75% beim Uschafungspräis oder beim Bau vun enger Sozialwunneng bäi, notamment, mä net nëmmen, wann eng Gemeng et mécht. Dat heescht, wann eng Gemeng dohinner geet a si baut oder si keeft véier Sozialwunnengen, brauch si en fait aus hirer Keess nëmmen eng ze bezuelen. Vun dräi Wunnenge ginn d'Käschte vum Stat iwwerholl. Dat ass en immens fairen, mengen ech, Partage vun dem Käschtepunkt.

An duerfir mengen ech och, dass do vill Gemenge bereet sinn - sécherlech net all, där gëtt et der ëmmer -, vill Gemenge bereet sinn, do konkret matzeschaffen, ënnert deenen dote Konditiounen, och ze hëllefen, dass ënner hirer eegener Initiativ och méi geschitt vun Initiativen op dem Gemengeplang, och wann dat haut keng legal Kompetenz vun de Gemengen ass no den Texter. Mä et ass villes an deem dote Beräich ze maachen, wann een natierlech och déi néideg Manpower an Zäit engagéiert, fir op deenen dote Punkte virunzekommen.

D'Offer erhéijen, hunn ech gesot. Et muss een natierlech och besonnesch weider awierken op d'Verfügbarkeet vum Bauland. Dat ass awer nach ëmmer, mat menger Erfahrung als Exbuergermeeschter, en Haaptproblem gewiescht, dass einfach scho Bauland do ass, wat ausgewisen ass, mä du kënns net drun, fir et emol e bësse salopp auszedrécken.

Dat ass awer e seriöe Problem. Elo kënne mer soen: Bon, Privateegentum an alles, dat muss alles esou schéi bleiwen, wéi et ass. Jo, d'Fro ass: Wëlle mer de Problem vum Wunnengsmaart léisen oder net? An ech menge schonn, dass een also muss Incitatioune schafen, dass dat Bauland also zur Verfügung gestallt gëtt. Baulandverträg kënnen derzou bäidroen. An et muss een natierlech deelweis och Sanktioune virgesinn, wa Leit, aus net novollzéibaren Absichten, do eigentlech net matmaachen.

Mir däerfen net zécken, fir also och ze kucken, wéi mer weider mat dem Virkafsrecht fir d'Gemengen an de Stat ëmginn. Et ass och wichteg, dass mer virun allem och eng Plafonéierung kréie vun de Baulandpräisser iwwer esou vertraglech Vereinbarungen.

An et ass menger Ansicht no och ze iwwerdenken, dee Prozentsaz vu soziale Wunnengen - loosse mer soe Wunnengen, déi ënnert de soziale Wunnengsbau falen, et ass alles méi komplizéiert -, déi elo virgesi sinn an de Lotissementer ab engem Hektar, ob dee Prozentsaz duergeet, ob een deen net misst erhéijen, an zweetens awer och, ob een net misst kloerstellen, dass dat wierklech Sozialwunnenge sinn a bleiwen.

Une voix.- Richteg!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- An do ass d'Fro, ob net anstatt dass de Promoteur da verkeeft, an da weess een net esou richteg, wéi dat leeft, ob net do déi national Gesellschaften, déi bestinn, solle kënnen eigentlech zu engem Präis, dee géif am Virfeld ausgemaach ginn, da selwer Propriétaire gi vun deenen dote Wunnengen oder ob net d'Gemengen dat kënne ginn an dann u sech eng Weiderverlounung oder de Weiderverkaf vun deene Wunnenge maachen. Ech mengen, dat géif eis weiderbréngen op deem dote Punkt.

Eng aner Fro ass, wann et sollt un ëffentleche Gelder feelen, ob net e Fonds de compensation kéint méi staark och vläicht an deem dote Beräich investéieren. Wann een déi gesetzlech Grondlag net huet, muss een drun denken, deem déi gesetzlech Grondlag ze schafen. Dat ass eng Diskussioun, déi och an anere Länner gefouert gëtt.

Här President, e Wuert vläicht nach zu der Steierreform: d'Steierreform, wou ech gesot hunn, firwat ech mengen, dass d'Regierung richteg deet, fir net elo Ukënnegungen ze maachen op deem dote Punkt. Si sollt dem Dialog an der Konzertatioun eng Chance loossen an deem heite Beräich.

Ech muss awer och do soen: Den Här Wiseler rennt do oppen Dieren a mat deem, wat en zur Deklaratioun gemaach huet, wat d'CSV zu eenzelne Punkte mengt. Déi ganz kriddelech huet en net ugeschwat, well hei läit jo den Däiwel oft am Detail. Mä et ass: D'Äntwerten op déi dote Froe fënnt en eigentlech am Regierungsprogramm, dat brauch net nei erfonnt ze ginn, d'Äntwerten op all déi Deklaratiounen, déi e gemaach huet, déi fënnt en am Regierungsprogramm. Do ass also näischt Neies!

Mir wëssen, dass dat vill méi komplizéiert ass, wéi dat den Androck huet, dass mer mat e puer Prinzipien hei net duerch de Bësch kommen. An dofir, soen ech ëmmer, huet d'CSV, déi scho laang derbäi ass, jo eng ganz virsiichteg Formulatioun an hirem Wahlprogramm gebraucht. Wann ech mech net iren, huet se gesot, si wier net verschloss, fir iwwer eng Gesamtreform vum Steiersystem ze diskutéieren. Dat kann een esou ausdrécken, wéi ee wëllt, a jiddwereen däerf dat dann esou interpretéieren, wéi een dat da fir richteg fënnt. An dat beweist ganz einfach, dass et net einfach gëtt.

Ech mengen, véier Prinzipie schénge mer kloer ze sinn: Jiddweree wëllt eng Vereinfachung vun eisem System hunn, méi Transparenz an de System erabréngen, wëllt méi Gerechtegkeet, Steiergerechtegkeet erzilen a wëllt och, dass mer weider mat eisem Steiersystem kompetitiv bleiwen. Do si mer eis eens.

Mir sinn eis, oder ech mengen, mir missten eis och eens ginn, wat eigentlech d'Ausriichtung vun engem Steiersystem ass, also muss och eng Reform vun engem Steiersystem déiselwecht Ausriichtung hunn.

Do geet et och ëm d'Förderung vu wirtschaftlechen Aktivitéiten, mä awer gläichberechtegt mat anerem.

Et geet ëm Ëmverdeelung. Wéi, wann net iwwer Steieren, kéint een eng Ëmverdeelung kréien? Eng Ëmverdeelung däerf natierlech net vun ënnen no uewen, mä kann nëmme vun uewen no ënne goen. Fir Ongläichheeten ze reduzéieren, kann een de Steiersystem a gëtt de Steiersystem eigentlech praktesch a sämtleche Länner agesat. Dat wäert selbstverständlech esou bleiwen.

A schliisslech gëtt och de Steiersystem benotzt, fir e gewësst Verhalen ze förderen oder e Verhalen ze découragéieren. Dat ass eng klassesch Uwendung vun engem Steiersystem. Zum Beispill ka sech am Ëmweltberäich esou eppes ofspillen, oder awer och, wann ee vu Gesellschaftspolitik schwätzt, ka sech och bei der Fro vun der kollektiver Besteierung, vun der individueller Besteierung déi dote Fro stellen. Et sinn also all déi dote komplex Zilsetzungen, déi et gëllt, ënnert een Hutt ze bréngen.

Dann d'Fro natierlech: Wéi besteiere mer d'Aarbecht par rapport zum Kapital? Wéi besteiere mer de Konsum par rapport zum Besëtz? Alles dat ass, mengen ech, eppes, wat muss diskutéiert ginn. An den eenzege Konsens, deen ech e bëssen esou erausgespuert hunn duerch vireg Diskussiounen, ass eigentlech d'Grondsteier.

Bon, dat haten och schonn zwou vireg Regierungen op hirem Programm stoen, eng Reform vun der Grondsteier muss kommen. An dat ass an eisen Aen e Punkt, deen een och da gemeinsam sollt ugoen esou schnell wéi méiglech an net waarden, bis een op allen Eckdate vun enger Reform eeneg ass, mä dass een u sech emol dat virhëlt, wou ee sech eens ass, a probéiert, dat ëmzesetzen, ouni natierlech déi global Zilsetzungen aus den Aen ze verléieren.

E Wuert zur Présidence vun der Europäescher Unioun. Déi wäerte mer jo hei nach diskutéieren. Ech wëll awer och do soen als emol een, deen a sengem viregte Liewen zwou där Présidencen als Minister matgemaach huet: Et ass net d'Présidence eleng, déi décidéiert, wat diskutéiert gëtt am Europäesche Ministerrot. Dat ass jo u sech eng Aarbecht, déi nahtlos eigentlech vun enger Presidentschaft op déi aner iwwergeet, an do kann net e Land décidéieren: Sou, elo diskutéiere mer emol dat doten net méi weider, mä elo diskutéiere mir dat heiten, wat mir fir wichteg fannen! Dat ass eng Konzertatioun mat anere Länner, déi stattfënnt. Et ass eng Konzertatioun, déi mat der Kommissioun stattfënnt, fir eben deen dote Programm opzestellen.

Ech fannen et awer gutt, dass d'Regierung wëllt eenzel Akzenter setzen an deem dote Beräich, Themen, déi fir Lëtzebuerg besonnesch wichteg sinn an déi se wëllt méi virundreiwe vläicht wéi aner Punkten. A mir sinn natierlech frou, dass och déi sozial Dimensioun vun der Europapolitik an den eenzelne Beräicher do soll an de Vierdergrond gestallt ginn.

Ee Wuert zum TTIP och. Ech mengen, dat ass ee vun de Projeten, dee mer och als Présidence, mä net nëmmen als Présidence wäerten ze behandele kréien, d'Présidence, déi eben d'Fonctioun huet, och e bëssen e Mëttler ze sinn tëschent verschiddene Propositioune vu Staten, der Kommissioun a vun dem Europaparlament.

Beim TTIP ass onheemlech vill Vertraue verspillt ginn duerch e ganz schlechten Départ, duerch eng Ontransparenz an de breeden Ufanksphase vun deenen doten Debatten. An et gëtt onheemlech schwéier, dat mierkt ee bei allen Diskussiounen. Dat gëllt net nëmmen hei fir Lëtzebuerg, och an anere Länner. Et gëtt onheemlech schwéier, dat Vertrauen an iergendenger Form erëmzegewannen duerch all Efforten, déi elo vun der Kommissioun, vum Europaparlament gemaach ginn, vun eenzelne Staten, fir eng Objektivéierung vun der Debatt ze kréien.

Ech mengen, dat ass fir mech eng Zilsetzung, déi eng Présidence muss hunn: ze probéieren, hei erëm eng Objektivéierung vun der Debatt hierzestellen, d'Transparenz bei de Verhandlunge weiderzedreiwen.

A mir soen hei ganz kloer: Mir hu léiwer keen Accord wéi e schlechten Accord!

E schlechten Accord wier et an eisen Aen, wa gewësse rout Linne géifen iwwerschratt ginn, wann ee géif un europäesch Standarde réckele goen am Sozialberäich, am Ëmweltberäich, wann ee wëllt de Konsumenteschutz mat eranhuelen, wann ee virun allem wëllt erëm d'ëffentlech Déngschtleeschtunge mat eranhuelen, déi ausgeklamert gi sinn, och déi aner Punkten, déi eigentlech elo ausgeklamert sinn aus den Diskussiounen. Et muss een allerdéngs kucken, dass se net iwwer eng Hannerdier erëm eng Kéier erakommen.

Et kann och net sinn, dass Honnerte vu privaten Tribunaler iwwer demokratesch Staten décidéieren. Dat ass keng normal Situatioun, och wann et esou Accorden och schonn an der Vergaangenheet gi sinn. D'Welt huet sech och liicht verännert an deene leschten 20 Joer. An ech mengen, d'Demokratie ass och virukomm an deem ganze Beräich.

Et ass eng interessant Initiativ, déi elo vun Eenzelne geholl ginn ass, fir d'Diskussioun ronderëm een eenzegen TTIP-Geriichtshaff unzegoen. Et muss ee kucken, wat dat dote bréngt. Et muss ee kucken, et muss een där doter Iddi, mengen ech, eng Chance ginn an deenen nächste Méint.

Mä et ass och sécher, dass Europa sech sécherlech laangfristeg net kann an net däerf isoléieren, well soss sinn aner Wirtschaftsmuechten, déi méi staark sinn, déi leeën dann d'international Normen ouni d'Europäer fest. Mä et ass ganz kloer, ech soen et nach eng Kéier, dass en Accord, deen net am Interessi vum europäesche Bierger géif leien, weder de Sozialisten hei an dësem Parlament nach am Europaparlament hiren Accord géif fannen.

Mir sinn och der Meenung, dass d'national Parlamenter hei hiert Wuert mat ze décidéieren hunn. An d'Fro, déi sech stellt, an et ass den däitschen SPD-Europadeputéierte, deen déi Iddi lancéiert huet: ob een net sollt op de Wee goen, anstatt elo e Risepak ze diskutéieren, wou am Endeffekt kee méi kann, kee méi wëllt sech duerchschaffen, wat dann am Detail do dran ass, deen onlieserlech ass, ob een net sech elo emol sollt konzentréieren op déi Deelaspekter, wou en Accord ass, dass een also, anstatt e Gesamtpak wëlle mordicus ze schnüren, einfach déi Punkten ëmsetzt, déi Beräicher ëmsetzt, wou een elo sech eens ass - där ginn et der eng ganz Partie, wou en Accord do ass tëschent de Verhandlungsdelegatioune vun der EU a vun den USA -, an dass een déi a getrennten Texter, déi dann och transparent an iwwersiichtlech bleiwen, sollt ëmsetzen.

Dat ass an eisen Aen eng Method, fir ze schaffen, déi vläicht méi Succès hätt wéi dat, wat elo eigentlech viru Joren do ugekuerbelt ginn ass.

E Wuert zur Prozedur, déi mer eis hei ginn. Ech hu scho munches dozou gesot, ech mengen, mir mussen déi sektoriell Diskussioun eng Kéier am Joer hei am Parlament féieren. Mir mussen awer virun allem och kucken, wéi mer als Parlament informéiert ginn, wéini dass mer konsultéiert ginn a wéini dass mer mat décidéieren. A wien et ass: Ass et d'Finanzkommissioun, sinn et d'technesch Kommissiounen oder wien, oder ass et de Plenum, deen et mécht? Elo, wéi dat momentan leeft, ass et net gutt! Déi Zäitpläng, och fir d'Regierung, si fuerchtbar enk, och dës Kéier erëm eng Kéier, bal ze enk, fir iergendeng Form vun normaler Diskussioun am Virfeld eigentlech ze féieren.

An derbäi kënnt jo och nach, dass e Conseil national des finances publiques besteet - wéi sinn do d'Relatioune mat der Chamber? - an dass jo och soll e Comité de prévision, deen elo informell besteet, och als Institutioun festgehale ginn. Et muss een also kucken, wéi déi sämtlech Akteuren do eigentlech aneneegräifen, mat der Diskussioun ronderëm eng pluriannuel Planung, déi mer jo och ewell hu mat deem Budget do derzou. Alles dat, mengen ech, bedeit, dass mer mussen - net am Laf vun dësem Joer, bis Enn des Joers - an deenen nächste Méint do eng nei Formulatioun fannen.

Ech wëll e Wuert zum Referendum soen. Ech si ganz einfach frou, dass mer dee Referendum ofhalen, well ech mengen, dass et einfach eis Demokratie belieft, an egal wéi d'Resultat ausgeet, ass et eng gutt a wichteg Experienz. An ech hoffen, wéi gesot, dat brauch ech net bäizefügen, dass hei och d'Chamber dee Verdikt vum Wieler respektéiert. Do ware mer eis 2005 eens. Ech gesinn eigentlech net, firwat mer dat net méi sollte sinn haut.

Den zweete Punkt, deen ech wollt soen, dat ass dat, wat déi Fro ugeet vum Awunnerwahlrecht. Éischtens, Dir sollt bedenken, dass mer hei keng nei Wieler schafen. Déi Leit, deene mer hei d'Wahlrecht ginn, wa Jo gesot gëtt, dat si scho Wieler hei zu Lëtzebuerg, déi si schonn haut ageschriwwen op der Lëscht fir d'Europawahlen, se sinn ageschriwwen op de Wielerlëschte fir d'Gemengerotswahlen a si hu schonn eng Kéier hei zu Lëtzebuerg entweder bei där enger oder där anerer Wahl deelgeholl! Mir maachen eis also hei elo net op fir Neiwieler, mä fir Wieler, déi et haut schonn zu Lëtzebuerg gëtt. Déi däerfe bei enger zousätzlecher Wahl mat wiele goen.

Zweetens, ech mengen net, dass sech d'Fro stellt: Erliichterung vun de Konditiounen, fir Lëtzebuerger ze ginn, géint Ouvertür vum Wahlrecht. Ech menge ganz kloer, dass mer op béide Felder mussen aktiv ginn. Mir mussen eng vernünfteg Oplackerung maache vun eenzelne Konditiounen, wat d'Bedéngungen ugeet, fir Lëtzebuerger ze ginn. Do huet déi viregt Regierung schonn e Projet ausgeschafft gehat. Dës Koalitioun huet nach e puer zousätzlech Iddien dozou. D'CSV huet och no de Wahle sech zousätzlech Gedanken zu deem Ganze gemaach.

Ech mengen allerdéngs net, soen ech och hei kloer, dass mer sollen d'Konditiounen, fir Lëtzebuerger ze ginn, bradéieren. Mir sollen net doduerjer, dass mer elo sichen, d'Wielerschaft ze erweiteren, elo d'Schleisen opmaachen an op eng Rei vu Froen zréckkommen, bei deenen ëmmer och hei awer e breede Konsensus, wann och keng Eestëmmegkeet, bestanen huet. Ech menge schonn, dass een do soll d'Lat net ze wäit erofsetzen.

Notamment, wou ech echt Problemer hunn, dat ass déi Weiderféierung vun där Bestëmmung, dass d'Leit kënnen d'Nationalitéit récuperéieren, Leit, déi kee Lien méi mat Lëtzebuerg hunn, déi dës Sprooch net schwätzen, nëmme well se e Virfahren haten, wou Lëtzebuerger Blutt an den Odere pulséiert huet 1900, viru méi wéi honnert Joer. Do war jiddweree frou: „Oh, et ass jo léif, dass déi Lëtzebuerger ginn." Op eemol huet kee Mënsch méi gefrot: „Oh, kënnen déi iwwerhaapt Lëtzebuergesch?"! Wat mer all deenen ofverlaangen, déi hei schaffen a wunnen!

Une voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Do huet et op eemol net geheescht: „Oh, wéi ass et mam Wahlrecht mat deenen?" Iwwregens kënnen déi mat wiele goen, alleguerten! Si brauche sech just aschreiwen ze goen an da kréie se d'Wahlrecht an och d'Wahlflicht. Genau dat, wat mer elo fir gewëssen Awunner hei virschloen! An all déi Leit, déi sech opregen dobaussen, dass de Gläichheetsprinzip géif hei violéiert ginn, wann op eemol Netlëtzebuerger de Choix hätten, wielen ze goen oder net: Dee gëtt et haut schonn, ënnert de Lëtzebuerger! Et ass just kengem opgefall an et huet kee sech doriwwer opgereegt. Komescherweis, wann Auslänner en cause sinn, da fänken d'Leit un, oder eenzel Leit un, sech doriwwer Gedanken ze maachen.

Ech mengen also, dass ee muss op deenen zwou Plaze schaffen, wann een effektiv wëllt verhënneren, dass mer an enger representativer Demokratie eng Minoritéit hunn, déi nach bestëmmt - eng Minoritéit, déi och tendenziell ëmmer géif nach méi kleng ginn -, dass mer also op laang Frist eigentlech a Verhältnisser kommen, wéi mer et eigentlech aus de Golfstaten, aus den Emirater am Golf kennen.

Och déi Diskrepanz an der Zesummesetzung vun der Wahlbevëlkerung an der reeller Bevëlkerung, dat ass vum Béisen! Dat ass vum Béise fir eng Demokratie. An déi Ënnerscheeder ginn ëmmer méi grouss: Déi fanne mer erëm an der soziologescher Zesummesetzung, mir fanne se och erëm an der Alterszesummesetzung.

Dat erkläert och, firwat mer eis als LSAP ausschwätze fir d'Erofsetze vum aktive Wahlrecht - op fakultativer Basis. Dat heescht, och do gëtt kee gezu bei d'Wahlkabinn, fir seng Stëmm ofzeginn! E 16-Jähregen, e 17-Jähregen, dee sech net räif fillt, fir dat ze maachen, dee keng Loscht huet, dee geet sech net aschreiwen, dee gëtt also net forcéiert, do wielen ze goen.

Mä firwat deene jonke Leit net déi dote Chance ginn, déi Méiglechkeet ginn,...

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- ...mat ze diskutéieren, wa se dat wëllen? Dat ass dach einfach e Geste vu Vertraue par rapport zu deene jonke Leit! Firwat crispéiere mer eis dann esou schrecklech do? Eppes, wat an Éisträich bei alle Wahlen zënter 2007 besteet, wat an Däitschland ëmmer méi agefouert ginn ass. A Schottland nach viru Kuerzem konnten déi 16-Jähreg mat ofstëmmen, wéi iwwert d'Onofhängegkeet vu Schottland décidéiert ginn ass.

Loosse mer dach emol vun deene getréppelte Pied emol eng Kéier ewechkommen, eppes Neies probéieren,...

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- ...e bësse Sauerstoff an dës dach relativ verstëbst Demokratie erabréngen! Dorëms geet et dach awer!

(Brouhaha)

Dorëms geet et dach awer! An ëm soss näischt geet et eigentlech hei.

An datselwecht gëllt fir déi Begrenzung vun de Mandater op zéng Joer. Dat ass effektiv eng aussergewéinlech Regel. Déi gëtt et op anere Plaze fir d'Premierministeren an et gëtt se fir Statspresidenten.

Mä wat ass awer d'Situatioun? D'Situatioun ass, an dat gëtt et awer och a kengem anere Land, dass een et fäerdegbréngt - dat si keng Eenzelner -, dass een 20 Joer oder 30 Joer, 35 Joer laang an enger Regierung ass. Dat ergëtt sech aus eisem Wahlsystem. En Accord, fir de Wahlsystem ze änneren, ech mengen, deen hu mer muer net fonnt mat qualifizéierter Majoritéit. Do muss een u vill Schrauwen dréie goen an ech mengen, do léisst dann och de Courage ganz schnell no.

Dat doten ass eng Méiglechkeet, fir eigentlech op engem anere Wee e gewësse Renouvellement ze kréien. An ech géif soen, do brauch een net ze fäerten: D'Kompetenz geet dem Land an der Politik net verluer! Sécherlech wäerten d'Carrièrë sech anescht maache wéi elo. Mä d'Parteie wäerte sech astellen op nei Regelen, op en neie System. An och do mengen ech, dass et eisem Land net schuet, wa mer do nei Weeër géife goen.

Et ass aus där Iwwerleeung eraus, wou eis Partei dräimol Jo seet. An ech fannen et eigentlech och ganz normal, dass de Premierminister dat hei erwähnt huet. Ech wëll awer soen, dass déi dräi Froen an och d'Positioun vun de Parteien och e Bestanddeel si vum Koalitiounsofkommes. Et ass jo net iwwerraschend, déi Deklaratioun hei vum Premierminister. Dofir fannen ech och ganz normal, dass déi hei behandelt ginn, wéi ech och mengen, dass mer gutt dru gedoen hunn, dat an enger soberer, onspektakulärer Deklaratioun vun der Regierung hei ze héieren. Dat beweist - ech hunn lech jo gesot -, dass dës Regierung Trëtt fonnt huet, dass si selwer de Rhythmus bestëmmt. An esou soll et och sinn!

Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Bodry. Ech géif proposéieren, dass mer fir de Moien heimat ophalen an dass mer eis erëmgesinn um zwou Auer fir d'Fortsetzung vun den Debatten. Et sinn elo vu mandadéierte Spriecher nach ageschriwwen: d'Madame Loschetter an den Här Gibéryen an den Här Urbany. An da gi mer an déi zweet Ronn.

Sou, bis da wënschen ech lech heibannen an dobaussen e gudden Appetit!

(Fin de la séance publique à 12.04 heures)

SÉANCE 33

MERCREDI, 6 MAI 2015

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Débat sur l'état de la nation (suite)
- *Mme Viviane Loschetter (interventions de M. Claude Wiseler), M. Gast Gibéryen (interventions de M. Alex Bodry), M. Serge Urbany (dépôt d'une motion)*

3. Question urgente n°1113 de M. Marc Spautz relative à l'annulation de la nomination de la directrice de l'ADEM
- *M. Marc Spautz, M. Alexander Krieps (fait personnel) - M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*

4. Débat sur l'état de la nation (suite)
- *M. Marc Spautz (interventions de M. Nicolas Schmit), M. Gilles Baum, M. Guy Arendt*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (interventions de Mme Nancy Arendt, M. Claude Wiseler, Mme Octavie Modert et M. Gast Gibéryen)*
- *Motion 1: M. Serge Urbany, M. Alex Bodry, M. Claude Wiseler, M. Eugène Berger, M. Gast Gibéryen, M. Henri Kox, M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, M. Serge Urbany (renvoi de la motion 1 en commission)*

5. Résolution de M. Laurent Mosar relative à la reconnaissance du génocide de l'Empire ottoman contre la nation arménienne
- *Exposé: M. Laurent Mosar*
- *Discussion générale: M. Marc Angel, M. Claude Adam, M. Eugène Berger, M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes*
- *Vote sur la résolution modifiée (adoptée)*

6. Motion de M. Fernand Kartheiser relative au respect par les instances publiques de la neutralité dans l'organisation des séances d'information et des débats dans le cadre du référendum consultatif
- *Exposé: M. Fernand Kartheiser*
- *Discussion générale: M. Alex Bodry, M. Claude Wiseler, M. Eugène Berger, M. Claude Adam, M. David Wagner, Mme Françoise Hetto-Gaasch (interventions de M. Eugène Berger), M. Fernand Kartheiser*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur*
- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Jean Asselborn, Félix Braz, Nicolas Schmit, Romain Schneider, Fernand Etgen, Pierre Gramegna, Mme Lydia Mutsch, M. Dan Kersch, Mmes Corinne Cahen et Carole Dieschbourg, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.03 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Léif Kolleegen, Här Statsminister, Regierungsmemberen, ech maachen heimat d'Sëtzung op.

Ech mengen, ech spuere mer de Mëtten d'Fro un d'Regierung, well ech scho weess, wat fir eng Äntwert dass ech kréien. An da géif ech direkt zur Fortsetzung vun eisem Débat iwwert d'Lag vun der Natioun iwwergoen. Éischt ageschriwwe Riednerin ass d'Madame Viviane Loschetter, d'Fraktiounscheffin vun déi gréng.

2. Débat sur l'état de la nation (suite)

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi, déi zefridde woren, wéi et déi lescht Jorzéngten an dësem Land gelaf ass, dat sinn och déi logescherweis, déi sech ganz schwéierdi mat där neier Roll, déi de Bierger an d'Biergerin ugebuede kritt hunn. D'Bierger an d'Biergerinne ginn invitéiert, aktiv un der politescher Gestaltung vun hirem Land matzeschaffen, net nëmmen duerch de Referendum, op deen ech nach méi spéit zréckkommen. Neen, ech mengen, am Alldag gi mer alleguerte gefuerdert, ons Gedanken ze maachen. Mir gi gefuerdert, ons concernéiert ze fillen.

Jo, och zu Lëtzebuerg, wat jo keng Insel ass, oder keng Insel méi ass, musse mer ons opstellen, haut opstelle fir déi nächst Ära, déi op ons duerkënnt. Eng Ära vun enger irrémédiabel globaliséierter Weltorganisatioun; eng Ära, wou Sécherheet eng aner Definitioun kritt huet; eng Ära, wou d'Aarbecht nei definéiert gëtt an domadder och d'Liewensbiographië sech anescht skizzéieren. Eng Ära, wou e Land, egal ob grouss oder kleng, sech ëmmer muss um internationale Kontext orientéieren.

Mir si säit der Aféierung vum Euro am Ufank vum Jordausend a spéitstens säit der Finanzkris am Joer 2008 op enger Kräizung ukomm, international, an Europa an och hei zu Lëtzebuerg.

Et gëtt eigentlech keen Zréck méi. Mä et gi konkret Méiglechkeeten. Et ginn och Geforen, fir falsch Richtungen anzegoen, falsch politesch Richtungen, falsch ekonomesch Richtungen an och falsch sozial Richtungen.

An, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat där Erausfuerderung huet dës Regierung viru knapp 18 Méint Verantwortung iwwerholl. D'lescht Joer hu mer bei der Presentatioun vun der Lag vun der Natioun iwwert de Kader diskutéiert, dee gesat misst ginn iwwert d'Ecken an d'Kante vun notamment enger nohalteger Budgets- a Finanzpolitik, iwwert de Kader an d'Ausmoosse vun den Investissementer iwwert déi nächst fënnef Joer, iwwert d'Ziler, déi mer mussen erreechen, wa mer d'Liewensqualitéit zu Lëtzebuerg wëllen erhalen a vläicht souguer verbesseren.

A säitdeem, säit deem leschte Joer, säit där leschter Presentatioun vun der Lag vun der Natioun si vill a vill verschidde Chantiere lassgekappt ginn. Dës Regierung huet an onsen Ae véier wichteg Richtlinne geholl, déi hir et wäerten erlaben, déi nächst Joren eng opbauend, eng modern an eng biergergerecht Politik ze maachen.

Éischt wichteg Richtlinn an onsen Aen ass, d'Finanzen an engem kloer definéierte Kader ze halen duerch eng virsiichteg Budgetspolitik, en adaptéierte pluriannuelle Budget an e straffen Zukunftspak. Déi éischt Statistiken an Analysen oder, besser gesot, déi lescht, déi gëschter vu Bréissel komm sinn, weisen, datt déi budgetär a finanziell Kurskorrekture sech bemierkbar maachen. Esou séchere mer nohalteg ons Finanzen of, an dat an engem ekonomeschen Emfeld a mat enger Croissance, vun där munch aner Länner nach just dreemen.

Jo, mir musse weiderhi virsiichteg bleiwen, well mer net aschätze kënnen, wéi eng Répercussiounen net nëmmen en E-Commerce, mä och LuxLeaks op de Budget wäerten hunn. A mir musse virun allem d'international Konjunktur am A behalen, wéi déi wäert evoluéieren, an och de Präis vum Pëtrol.

Mir Gréng wëllen awer hei och ganz kloer ënnersträichen, datt mer weiderhin all Moossnam wäerten ënnerstëtzen, déi an der Finanzpolitik fir Transparenz a Gläichheet suergt. Mir begréissen och ausdrécklech, datt de Finanzminister ënnerstrach huet, zu deenen éischten a beschte Schüler wëllen ze gehéieren a Saachen Échange automatique, a Saachen Emsetzung vun Direktiven, an notamment d'Direktiv „mères-filles". À moyen et à long terme wäert eng sougenannten „propper" Finanzplaz och eng nohalteg Finanzplaz sinn.

Iwwregens, d'Banken- an d'Finanzkris vun 2008 hunn et schonns bewisen: Et si genau déi Banken, déi d'Kris am beschten iwwerstanen hunn; fort vum séiere Geld an hin oder zréck zum séchere Geld.

Mir denken awer och, datt mer als Chamber missten an Zukunft méi a vläicht och an engem méi fréie Stadium ons befaasse mat de budgetären a finanziellen Zukunftsperspektiven. Et schéngt fir déi gréng Fraktioun noutwendeg, datt nieft engem Conseil économique et social an nieft aneren Instanzen och oder virun allem d'Chamber sech méi konkret mat engem Plan de stabilité et de croissance oder mat engem Plan national de réforme oder mat engem Plan national social ausenanersetzt.

Sécherlech si mer net an der Situatioun wéi zum Beispill onst Nopeschland Frankräich, wat e verheerende Feedback vu sengem Plan de stabilité et de croissance vun den europäeschen Instanze kritt huet. Dat ass awer keng Ursaach, fir den Impakt vun engem Semestre européen ze ënnerschätzen oder, méi positiv ausgedréckt, fir deen net à sa juste valeur ze considéréieren.

Mir kéinten ons als Gréng virstellen, datt mer dësen Diskussiounen zur Lag vun der Natioun kéinten eng Plus-value ginn, wa mer se géife koppele mat enger Diskussioun iwwert de Plan de stabilité et de croissance, de Plan national de réforme an de Plan national social, an dat, ier déi Pläng op Bréissel geschéckt ginn.

An an dësem Kontext och, ech adresséiere mech och do un d'Regierung, kéinte mer ons och Diskussiounen an de Vote vun engem Budget pluriannuel zu deemselwechten Zäitpunkt virstellen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Iddi ass net nei. Si gouf schonns diskutéiert an dësem Haus. Si gouf och ëmmer ënnerstëtzt vun der grénger Fraktioun. Si ass awer haut

vun enger ganz anerer Envergure, souwuel um nationalen Niveau fir onst Land wéi och um europäeschen Niveau, an notamment fir déi Länner, déi sech futtispueren. Den europäeschen Aspekt an den nationalen Impakt gehéieren zesummen, a se gehéieren zesummen diskutéiert an deenen 28 nationale Parlamenter.

D'Regierung fänkt hir Aarbechten un am Kader vun der Steierreform - Thema, wat schonn hei vill diskutéiert ginn ass. D'Regierung huet awer vun Ufank un d'Sozialpartner mat agebonnen iwwert de Wee vum Conseil économique et social, wou Viraarbechte lafen zu den Diskussiounen iwwert d'Steierreform. Mir begréissen dat ausdrécklech. Domadder huet d'Regierung fir Transparenz a Participatioun optéiert, där eng Prioritéit ginn. An dat kann nëmme richteg sinn.

Déi gréng Fraktioun ass och der Iwwerzeegung, datt och d'Chamber kann eng Plus-value duerstellen, wa si sech den Iwwerleeungen an engem fréie Stadium uschléisst. Mir sinn ons bewosst, datt eng Steierreform net kann an och net wäert heeschen: manner Steiere fir jiddwereen. Mir wëssen awer och, datt et Sputt gëtt fir méi eng gerecht Redistributioun vun den ëffentleche Suen. Redistributioun, déi och hiren Impakt um Niveau vun den direkten an indirekte Steiere muss hunn.

Eng méi gerecht Ëmverdeelung heescht fir jiddwereen eng besser Liewensqualitéit, och fir déi, déi vläicht an Zukunft mussen e bësse méi ofginn, fir datt jiddwereen hei an dësem Land gutt Chancen huet oder gutt Chancë kritt.

De Plan national de réforme vun 2015 weist an onsen Aen zwee Problemer op, déi kengem dierften egal sinn. Dat ass engersäits den Taux de chômage, dee beschtefalls net erofgeet, an de Risque de pauvreté, deen 2013 bei praktesch 16% louch. 16% vun de Leit, déi mat engem Gehalt mat engem Seuil vu 60% vum Revenu médian mussen eens ginn. An an engem räiche Land wéi Lëtzebuerg ass dat einfach ze héich.

An dat féiert ons zu onsem zweete wichtege Punkt. De bewosste finanziellen Invest, bewosst a gewollt, an d'Gesellschafts- an d'Familljenorganisatioun, fir déi ze förderen a fir déi esou ze förderen, datt se de Besoine vun haut entsprécht.

An do, léif Kolleeginnen a Kolleegen, si vill Chantieren opgemaach ginn, vläicht och, well e groussen Nachholbedarf grad do virfonnt ginn ass. De Risque de pauvreté ass och hei zu Lëtzebuerg en Thema. An engem räiche Land sinn déi potenziell aarm Leit gefillt nach méi aarm, an hiert Ëmfeld ass nach eemol méi schwiereg. Eigentlech héiert ee wéineg vun dëse concernéierte Matmënschen. Mä mir wieren all gutt beroden, ons concernéiert ze fillen. Ech denken, dës Regierung ass sech duerchaus bewosst, datt nëmmen eng Multitude vu Moossnamen dëser steigender Tendenz kënnen entgéintwierken.

D'Kannergeld, de Congé parental si reforméiert ginn. Un noutwendegen Adaptatioune vum RMG a vum Fonds national de solidarité gëtt geschafft.

Hei wollt ech awer mer eng Remarque erlaben zu der Ausso vum Här Wiseler de Moie par rapport zum Congé parental an zu dem finanziellen Aspekt vum Congé parental. Et ass effektiv richteg: 7 Millioune ware virgesinn, 20 Millioune sinn elo virgesinn, an et ass effektiv net sécher, ob et domadder duergeet. Dat ass richteg. An et ass och richteg, datt de Congé parental elo eng Augmentatioun vun 80% virweist.

Mä firwat? Well effektiv säit 1999, wou de Congé parental effektiv de Mindestloun duergestallt huet, säitdeem deen dote Mindestloun vum Congé parental ni adaptéiert ginn ass, vun 1999 un ni adaptéiert ginn ass!

An do géif ech ganz gären, Här Wiseler, d'Fro zréckschécken: War dat da sozial gerecht?

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Da sot Der…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Madame Loschetter, meng Ausso vun de Moien, dat war déi, datt déi Suen an der Programmation pluriannuelle net agerechent gi sinn. Et war eng finanztechnesch Remarque,…

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Jo.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- …datt déi Suen net agerechent gi sinn. An d'Ausso vun dem Finanzminister, déi ass, datt all déi 258 Moossname genaustens zäitrichteg musse gemaach ginn. Ech hu mech just gefrot, wéi déi eng an déi aner Ausso géifen iwwereneentreffen. Dat war meng Fro.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Ech hunn Iech och recht ginn, wou Der gesot hutt: Esou vill Millioune ware virgesinn, elo sinn der méi virgesinn a mir wëssen nach net, ob et duergeet. Nawell ass d'Prioritéit op d'Familljepolitik gesat ginn, an iwwregens och op d'Sozialpolitik gesat ginn.

An dofir meng Fro un Iech oder meng Remarque un Iech: Fannt Dir et sozial gerecht, datt säit ´99 de Mindestloun vum Congé parental net adaptéiert ginn ass? An dofir hu mer haut eng Augmentatioun vun 80%. Fir de Rescht ginn ech Iech recht. Mä mir hunn eben eng Prioritéit op d'Familljepolitik gesat a vläicht manner op d'Budgetspolitik.

Da wollt ech nach eppes soen, an zwar zum Ofschafe vun der Allocation d'éducation an der Allocation de maternité, an datt et eigentlech schued ass, wéi Der gesot hutt, Här Wiseler, datt dat eent fir d'Éischt gemaach ginn ass, ouni dat anert, wat et am Fong geholl sollt remplacéieren, kompenséieren, adaptéieren, datt dat net matenee konnt gemaach ginn.

An och do ginn ech Iech ganz recht. Déi Diskussioun hu mer scho gefouert. Mir hu se gefouert, mir hu gesot: Mir mussen dat do elo maachen, mä do kommen Adaptatiounen no, un deenen ass amgaang, geschafft ze ginn. Ech huelen un, datt mer d'nächst Joer ëm dës Zäit kënnen doriwwer schwätzen, well déi da schonn en place sinn. Mä ech wollt eigentlech net zréckkommen dëst Joer op, am Fong geholl, dee Reproche, deen ech Iech d'lescht Joer gemaach hunn, an ech net eleng, nämlech, firwat mer dat virgezunn hunn a firwat…

Ech weess net, ob dee Montant vu 700.000 Euro Iech eppes seet. Mä ech muss Iech soen: Déi sinn och scho fort! An déi waren och scho fort den 1. Januar 2014. An dat hei ass en Deel, a mir hunn et gesot, mir mussen dat do virgräifen, iwwregens mat der TVA ass et genau d'selwecht, an déi aner Moossname kommen no. Also ass dat keen neie Moment. Dat ass e gewossten, gewollte Choix gewiescht, fir esou och finanzpolitesch virzegoen.

Dofir fannen ech et awer e bësse schwiereg, Iech nozelauschteren, wann Der sot, mir hätten hei a Panik op eemol… Dir hutt dat Wuert „Panik" gebraucht. Ech hunn dee Moment geduecht: Ma hätte si vläicht virdrun e bësse méi Panik gehat, dann hätte mir vläicht e bësse manner Panik gehat.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruption)

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- De Jugendschutz gëtt op de Leescht geholl. An och d'Reform vum Jugendschutz wäert net mat manner Sue méiglech sinn. An ech erënneren drun, datt de Jugendschutz eigentlech e gutt Beispill ass vun engem urgenten Dossier - urgenten Dossier! -, wou mer souguer eng Commission spéciale hei an dëser Chamber kreéiert haten, déi dichteg geschafft huet, déi Hearinge gemaach huet, wou Konklusioune gezu gi sinn 2002. A säitdeem sëtzt déi Reform vum Jugendschutz op de Konklusioune vun 2002. Ech denken, datt, wa mer d'nächst Joer hei sëtzen oder hei stinn, da kënne mer vläicht eppes méi iwwert de Jugendschutz soen, well deen dann och scho verschafft ginn ass.

E Projet de loi fir d'Schafung vun engem Juge des affaires familiales wäert nach dëst Joer déposéiert ginn. Dat huet de Justizminister ons confirméiert. Mir sinn am Mee, kommt, mir ginn em eng Chance an, kommt, mir gleewen him dat nach e puer Méint.

D'Reform vum Scheedungsgesetz musse mer dëst Joer nach ugoen, well säit zéng Joer gëtt op eng adaptéiert elteren- a kannergerecht Reform gewaart. An iwwregens, dës Reform huet bis elo schonn dräi verschidden CSV-Rapporteure kannt. An éierlech gesot: Et geet elo duer.

An et stëmmt, Här Wiseler, datt nach kee Pabeier do ass, mä et war zéng Joer laang e Pabeier do, an et ass näischt geschitt.

(Interruption)

A schlussendlech wäerte mer dëst Joer och an der Justizkommissioun un enger Reform vun der Filiatioun a vun der Autorité parentale schaffen. D'parlamentaresch Aarbechte sinn eigentlech schonn ugaangen.

An, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëst sinn net nëmme wichteg Justizprojeten, déi dëst Joer op de Leescht geholl ginn, mä dat si gläichzäiteg och wichteg gesellschaftspolitesch Projeten, op déi vill, ganz vill Leit waarden, an déi zu enger besserer Chancëgläichheet a Gerechtegkeet wäerte bäidroen.

Da géif ech nach gären e Wuert zu der Assurance dépendance soen. An och do wollt ech äntwerten op déi Remarque vum Här Wiseler.

Här Wiseler, Dir kënnt vläicht ganz kuerz e Bic an de Grapp huelen an Iech opschreiwen, datt et den 28. Januar 2015 eng Question parlementaire ginn ass vun der Madame Josée Lorsché, déi sech an déi doten Thematik erageknéit huet an déi iwwregens och déi do Fro gestallt huet: Wou si mer drun?

An do gëtt et och eng Äntwert vun der Gesondheetsministesch. An an där Äntwert, déi iwwregens e puer Säiten huet, gëtt et e Punkt 2. An dee Punkt 2, deen heescht: „La collaboration avec les acteurs externes".

De Moien hutt Dir gesot, den Terrain wéisst näischt, wat do géif gemaach ginn, et hätt keen eng Ahnung. Abee, am November 2014 - ech zitéieren elo net déi ganz Äntwert, mä just pour info -, am November 2014 hunn d'Membere vum Comité de coordination sech getraff mat den Delegéierte vun den Träger, notamment der COPAS, mat den Associatioune vun den Infirmièren, mat den Associatioune vun den Aide-soignanten, mat der Patientevertriedung a mam Conseil supérieur des personnes âgées.

A si hunn zesummen diskutéiert, si hunn zesumme gekuckt, wéi se kéinten, wéi eng Weeër méiglech wieren, fir d'Assurance dépendance ze reforméieren, wou mer ons eens sinn, wou mer ons iwwregens och virdru schonn eens ware bei där viregter Regierung, ouni datt et e Qualitéitsverloscht gëtt. Fir de Rescht renvoyéieren ech op d'Äntwert vun der Ministesch op der Madame Lorsché hir ganz pertinent Question parlementaire.

(Interruption)

Genau! Genau!

Mir kënnen der Beschreiwung vum Premier gëschter a Saache Besoine vun der Schoul- a Betreiungspolitik nëmmen zoustëmmen. Mir brauchen haut Schoulen an en Encadrement, déi de Besoine vun de Famillje vun haut endlech Rechnung droen. Europaschoul zu Déifferdeng a Lycée zu Clierf, jo, mä och e klore Jo zu de Bemëiunge vum Éducatiounsminister, fir d'Schoul- an d'Betreiungsstruktur méi no ze bréngen a souguer dat eent an dat anert afléissen ze loossen an domadder d'Kand effektiv an de Mëttelpunkt ze setzen.

An dat beweist, datt et richteg wor, de péri- a parascolairë Secteur an den Éducatiounsministère ze integréieren an domadder eigentlech e grousse Kanner- a Jugendministère geschafen ze hunn, well nëmmen esou wäerte mer kënnen dem Kand an dem Jugendleche säin Ëmfeld optimal koordinéiere kënnen.

An dann, erlaabt mer eng lescht Remarque, Här Wiseler - et deet mer leed, datt et ëmmer op déi eng Oppositiounspartei ass -, mä et ass keng aner do, déi bis elo geschwat huet, an ech fannen, Dir hutt eng ganz Rëtsch Saache gesot a virun allem ganz vill Froe gestallt, wou ech eigentlech frou sinn,…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Et ass net schlëmm, Madame Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- … fir kënnen op e puer ze äntwerten.

Dir hutt gesot: „Wat d'Reform vum Enseignement secondaire ubelaangt, do ass net vill geschitt, ausser datt vill gestridde ginn ass."

Gutt. Et ass sécherlech och gestridde ginn, dat ass ganz oft esou, wann ee sech net eens ass, mä et ass net nëmme gestridde ginn. Et ass och diskutéiert ginn an et ass och geschwat ginn, mam Zil, e Konsens voire eng Léisung ze fannen. Dat ass gëschter oder virgëschter geschitt.

A meng Fro un Iech ass: Hätt Dir et vläicht anescht gemaach? Hätt Dir einfach eppes gemaach, ouni mam Terrain ze schwätzen?

Gutt.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech hätt op jidde Fall net déi Spuermoossnam einfach emol an de Budget geschriwwen, ouni mat engem ze schwätzen.

Une voix.- Très bien!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Mir schwätzen hei vun der Reform vun engem Secondaire. An Dir hutt jo iwwer Konzepter geschwat. Hei geet et genau ëm Konzepter.

Mir mussen, doriwwer eraus, och an d'Matière grise investéieren a Lëtzebuerg zu engem Standuert vun der Recherche a vun der Innovatioun entwéckelen. Dat hu mer och d'lescht Joer ugekënnegt an et sinn entre-temps zousätzlech Efforte gemaach ginn, fir notamment de Standuert Esch/Belval ze finaliséieren.

An do wëll ech awer wierklech net zréckkommen op awer e bëssen dee Misär, deen do war, voire de Mobilier vun der Uni an esou weider, a wéi awer dës Regierung konnt op eng onkomplizéiert, diskret an effikass Manéier ganz séier Budget prettstellen a ganz séier der Uni ënnert d'Äerm gräifen, fir datt se kann effektiv méi fréi, wéi gefaart gi war, plënneren an domadder och effektiv dee Standuert do aktiv maachen. An, wat d'Fuerschungsinstituter ubelaangt, do sinn all noutwendeg Méiglechkeete garantéiert. De Premier huet gëschter d'Zuele genannt an, ech mengen, déi schwätze fir sech.

An nach eemol: Déi Suen, déi mer do wäerten investéieren oder vläicht souguer méi investéieren, si Suen, déi an d'Zukunft an an déi nächst Generatioune bewosst investéiert ginn.

Drëtte Punkt, dee mer ausdrécklech ënnerstëtzen, dat sinn déi héich Investissementer, déi mer maachen an déi un nohalteg Kritäre gekoppelt sinn, eng Steigerung vun den Investissementer vun 2014 op 2015 vun 12%.

Wat awer innovativ ass, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass de konsequente Cumul vun héich an nohalteg. An deenen nächste véier Joer sinn 225 Milliounen Euro iwwert de Wee vum Fonds d'entretien et de rénovation virgesinn, fir ëffentlech Gebaier ze sanéieren. 50% vun den ëffentleche Gebaier weise Verbesserungspotenzial an et gëtt also e groussen Nachholbedarf op dësem Gebitt.

Onofhängeg, datt all neit Gebai den Niddregenergiestandard ustrieft, gëtt et och elo Plusenergiegebaier, déi gebaut ginn, wéi zum Beispill dat vun der Naturverwaltung zu Dikrech, wat am Hierscht opgeet, oder wéi de Lycée technique des professions de santé zu Ettelbréck oder nach wéi d'staatlech Kannerheemer zu Schëffleng.

Mir mussen an Zukunft och méi wéi bis elo bei den ëffentlechen Ausschreiwunge verstäerkt op ekologesch Materialie setzen. All dës Investissementer schafen net nëmmen Aarbechtsplazen - hei ass e Secteur, wou immens vill Aarbechtsplaze geschafe ginn -, mä si förderen och nach den Know-how an neien a méi effiziente Bautechnologien. Och dat ass fir ons dee richtege Wee.

De Logistikcenter, d'Logistikpolitik, déi anscheinend vag a flou ass a wou een net richteg soll wëssen, wou et higeet: Abee, virgëschter ass zu Beetebuerg de Logistikcenter ageweit ginn. An den honorabelen Député-maire Laurent Zeimet war och do, huet och eng Ried gehalen, an en huet…

Une voix.- Très bien!

(Brouhaha)

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- En huet a senger Ried gesot, ech zitéieren lech, wann Der erlaabt, Här Zeimet: «„Nous voyons enfin quelque chose de concret.", s'est d'ailleurs réjoui le maire de Bettembourg Laurent Zeimet, tout en appelant le Gouvernement» - an do ginn ech em recht - «à poursuivre les efforts dans cette direction.»

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruptions)

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Am „Lëtzebuerger Wort", wat jo bekanntlech…

Une voix.- Für Wahrheit und Recht!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- …genau, für Wahrheit und Recht ass. Voilà!

Also mengen ech, datt och a Saache Logistikpolitik mer awer ewech si vum Vagen a mir sinn ukomm am Konkreten.

Une voix.- Très bien!

(Interruption)

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Den nationale Vëlosréseau ass en enormen, nohaltegen Invest an d'Zukunft.

(Interruption)

Fir d'Mobilité douce awer, an dat ass nach en Thema, wat de Moie soll anscheinend vag gewiescht sinn, de Vëlosréseau ass och en Invest an de qualitativen Ausbau vum Tourismus, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an dëse gewaltege Virstouss vun deem Vëlosréseau mécht Lëtzebuerg zu engem vun deene progressive Länner. Dëst Joer gi 4,5 Milliounen Euro doran investéiert. An déi nächst dräi Joer stinn nach eemol 8 Milliounen Euro dofir prett. Dat si konkret Beispiller.

Déi dräi Pôles d'attraction, een am Norden, een am Zentrum, een am Süden, dat si konkret Beispiller, och fir den Tourismus, déi sinn elo dëst Joer geschafe ginn, Enn d'lescht Joer, ufanks dëst Joer geschafe ginn. An déi wäerten eng enorm Plus-value, net nëmme fir de Vëlo, mä och fir den nohaltegen, fir de qualitativen, fir den doucen Tourismus duerstellen. An dat soll een net ënnerschätzen, well schlussendlech wäert dat och deem bekannten Nation Branding zeguttkommen. Do si mir iwwerzeegt dovunner. Et wor also och richteg, an der Strooseverwaltung, an de Ponts et Chaussées, eng Cellule „mobilité douce" ze schafen.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Nach e konkreten Invest iwwert den ëffentlechen Transport. Sou, an dat ouni den Tram! Mir schwätzen och iwwer aner Saache wéi den Tram. Am Schinneréseau sinn dëst Joer 880 Millioune virgesinn. Ouni den Tram! Ouni den Tram! 880 Milliounen Euro! Dat ass en Invest an den ëffentlechen Transport, dee sech nennen an dee sech weise léisst,...

Une voix.- Très bien!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- ... konkret, genau.

Sou, schlussendlech awer och den Tram, léif Kolleegen, mat all senge Contouren, sief et den Arrêt Pont Rouge, sief et seng geplangte Gares périphériques. An e leschte Rappel: Déi zweet Phas vum Tram, par rapport zu der leschter Regierung, ass ëm zéng Joer no vir geréckelt, fir 2020 esou wäit ze sinn an net méi 2030. Och dat ass konkret Zukunftspolitik.

An neen, den Tram ass kee Selbstzweck. En ass ee vun de wichtegsten nohaltegen Investissementer, déi dëst Land fir déi nächst Generatiounen amgaangen ass ze realiséieren. Den Tram wäert d'Bild vun der Stad a vum Land substanziell zum Positive veränneren, d'Gewunnechten och änneren, d'Liewensqualitéit fir Résidenten, fir Frontalieren a fir den Tourismus verbesseren. Fir déi nächst Generatioun wäert et eng Quasiselbstverständlechkeet ginn, den ëffentlechen Transport ze gebrauchen. An dat solle mer am Hannerkapp behale während der méi schwiereger Phas vun de Bauaarbechten.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Mä, Här President, Dir Dammen, Dir Hären, all dës Investissementer hu gläichzäiteg och en Impakt op d'Ëmwelt, grad well se nohalteg élaboréiert gi sinn. Op d'Loftqualitéit an op d'Gesondheet fir d'Eischt. D'Loftqualitéit ass ee vun de wichtegsten Dossieren. A mir hunn eng Rei vun europäesche Verflichtungen, deene mer nach net gerecht ginn. Mir hunn en Nachholbedarf, an et ass gutt, datt mer hu missen en nationale Programm opsetzen, fir a verschiddene Ressorten ons opzestellen, fir ze versichen, d'Qualitéit vun onser Loft nohalteg fir d'Zukunft ze sécheren. Dat wäert och e wichtegen Dossier gi während der EU-Présidence a mir wäerten och hei als Regierung gefuerdert ginn.

Déi Investissementer, déi mer maachen, virun allem am Bausecteur, hunn e groussen Impakt op d'Klimapolitik, en Impakt op d'Stabiliséierung vun den Zäregasen duerch eng konsequent Reduzéierung vun den CO_2-Emissiounen.

Well d'Ëmweltpolitik, léif Kolleegen a Kolleeginnen, ass net ëmmer eng vun de spektakuläersten, ausser si gëtt mat Finanzen a Suen a Verbindung gesat, da spëtze sech oft d'Oueren. Sécher, mir kréie keng gutt gestalten Ëmweltpolitik zum Nulltarif, mä keng konsequent Ëmweltpolitik gestalten, kascht d'Allgemengheet zegfach méi deier. A gläich op e puer Ebenen: um Niveau vun den EU-Strofen, well mer d'Direktiven net anhalen, ewéi zum Beispill bei de Kläranlagen, wou mer haut nach ëmmer fir déi Schlampereie vu gëschter bezuelen. Och dat steet am Budget.

Eng vernoléissegt Ëmweltpolitik kann ons zum Beispill e klengt Verméige kaschten duerch eng Multitude vu sougenannten „Kollateralschied". Eent vun de Beispiller, déi mer erlieft hunn, ass onst verseucht Drénkwaasser mat Herbiziden a Pestiziden. Dat kascht ons e Verméigen a Fléckaarbechten an an Alternativléisungen, déi bäi Wäitem méi deier sinn, ewéi wa mer zesumme mat de Landbedreiwer alternativ Léisunge géife praktesch ëmsetzen.

D'Regierung wäert och - den Här Schank hat virdru gefrot, ob ech eppes géif dozou soen -, jo, d'Regierung wäert dëst Joer nach..., oder ëmgedréint, d'Chamber wäert nach dëst Joer mat engem Naturschutzgesetz befaasst ginn. Datt et nach net do ass, mä datt et eréischt dëst Joer kënnt, huet domat ze dinn, well nach eng ganz Rëtsch vu Froen hu misse gekläert ginn, notamment an der Fro vum Flächepool. Et ass net esou evident, dat och juristesch opzestellen. Dofir huet ee sech léiwer e puer Méint méi Zäit geholl. Mä mir wäerten ons sécherlech dëst Joer nach an de parlamentareschen Aarbechten domadder befaassen.

D'Regierung wäert awer och dëst Joer sechs nei Natura 2000-Gebidder iwwer en nationaalt Reglement ausweisen. An domadder wäert sech Lëtzebuerg endlech konforméieren zu den europäeschen Obligatiounen. Dat ass haut nach ëmmer net de Fall. Doriwwer eraus setze mer awer duerch déi sechs nei Naturparken domadder och e kloert Zeechen. An dat ass och gutt esou. En Zeechen, datt d'Liewensqualitéit zu Lëtzebuerg nëmme Bestand huet, wa mir op ons natierlech Ressourcen oppassen, se schützen a se nohalteg bewirtschaften.

Ëmweltpolitik ass der Gesondheetspolitik hir beschte Frëndin. Si suergt fir Preventioun a fir manner Ausgaben.

An eng konsequent Klimapolitik ass dem Planéit seng beschte Frëndin. An déi gréisst Erausfuerderung erwaart ons am zweete Semester, während der Présidence, wou ons Regierung wäert eng primordial Roll spillen op dem Klimasommet zu Paräis. Et geet do ëm net méi an net manner, ewéi eng nohalteg Zukunft plangen, sech eens ginn iwwer nei Moossname fir nei Ziler. An et wär wichteg an noutwendeg, wann do d'Europäesch Unioun géif mat enger Stëmm kënnen optrieden. Op alle Fall wäerte mir d'Regierung an dëser delikater Tâche mat all onse Mëttelen ënnerstëtzen.

Mir begréissen ausdrécklech, Här Premierminister, datt d'Regierung während der Présidence eng ëffentlech Konferenz zum TTIP wëllt organiséieren. Jo, Här Premierminister, TTIP muss - muss! - aus der Dunkelkammer eraus. Et muss kënnen ëffentlech iwwer Ofkommessen diskutéiert kënne ginn, déi all Bierger an all Biergerin eppes uginn. A si musse sech kënnen ausdrécken.

Vergiesse mer ni, datt d'Politiker Volleksvertrieder sinn an datt si net kënnen an net dierfen hanner zouenen Dieren Ofkommesse finaliséieren. Dat ass de Contraire vun Transparenz a Participatioun.

An dat ass onse véierte wichtege Punkt: Transparenz a Participatioun. An eppes musse mir haut nach lassginn. D'Regierung - an ech mengen, do kéinte mer eis bal alle 60 heibannen eens sinn -, d'Regierung huet op eng exemplaresch Manéier de participativen Austausch mat dem Bierger an der Biergerin gefleegt an der Thematik vun der Landesplanung.

Dir sidd op den eenzelne Bierger agaangen an enge sëlleche Biergerversammlungen, mä Dir hat och en oppent Ouer fir d'Doléancë vun de Gemengen, déi e ganz wichtege Partner sinn, a vun den ONGen. Mir félicitéieren lech dofir a mir encouragéieren lech, an den nächste Ronnen, déi sécherlech nach wäerte kommen, esou weiderzefueren.

Op den Inhalt vun der Landesplanung wëlle mir haut net spezifesch agoen, well eigentlech alles gesot ass an d'Weichen zur Form sinn elo definitiv richteg gestallt, och eng Opraumaarbecht vum leschte Joer, mä elo steet enger Gestaltungsphas näischt méi am Wee.

Wat mir Gréng ons wënschen, ass, datt mer déi nächst Wochen eng interessant, eng fair an eng loyal Debatt zu de Referendumsfroen hei am Land kréien. Sécherlech sti mir Gréng zu honnert Prozent dräimol fir de Jo a wäerten an deenen nächste Wochen ons beméien, op d'Leit zouzegoen a mat hinnen an d'Gespréich ze kommen. Mir wëlle mat Argumenter dës Campagne féieren, och e bësse mat Passioun ons asetze fir déi Cause, vun där mir iwwerzeegt sinn. A mir wëllen och aner Argumenter nolauschteren. A mir wëllen eng Debatt féieren. Mir wëllen awer net mat Ängschte schaffen. Et brauch een net ze fäerten, fir an dësem Land ze diskutéieren, an et brauch een och kengem Angscht ze maachen, wat kéint passéieren, wann.

E Member vun der Oppositioun huet mir d'lescht Woch reprochéiert, ech zitéieren: „Mir hätten déi doten Diskussioun léiwer an engem anere Kader gekläert gehat. Wat hu mir elo eng Diskussioun hei am Land, wou mir bis elo esou roueg waren!"

Mir liewen an engem fräie Land, an engem Land, wou ee kann, wou een dierf kontrovers diskutéieren. A mir Gréng soen: wou mer endlech erëm musse léieren, kontrovers ze diskutéieren an eis fir d'Organisatioun vun dësem Land ze interesséieren. A fir ons ass de Wee bal gradesou wichteg ewéi d'Zil, léif Kolleeginnen a Kolleegen.

Dann erlaabt ons, zum Schluss nach ee klenge Merci ze soen un d'Regierung, datt se gëschter e Projet de loi iwwert den Accès à l'information déposéiert huet. Dat ass e Projet, iwwert dee mir Gréng ons immens freeën a wou mer ons virun allem driwwer freeën, deen am Kader vun onse parlamentareschen Aarbechten ze verschaffen.

An domadder soen ech Iech och Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci der Madame Loschetter. Als nächste Riedner ruffen ech op d'Tribün den Här Gast Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Madame Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, den Här Statsminister huet gëschter seng Ried ugefaange mat de Wierder: „Mir sinn um richtege Wee." A seng Ried huet opgehale mat de Wierder: „Dat ass d'Zil an dat ass de Wee, dee mer ageschloen hunn." Tëschent deenen zwee Sätz leien 18 Säiten Text. Laut der Dagesuerdnung vun der Chamber huet et sech gëschter ëm eng Erklärung vun der Regierung iwwert déi wirtschaftlech, sozial a finanziell Lag vun der Natioun gehandelt. Gelungenerweis steet op der Deklaratioun vum Här Statsminister, datt et d'Lag vum Land wier. Mä dës Deklaratioun war weder eng Erklärung iwwert d'Lag vun der Natioun nach iwwert d'Lag vum Land.

Et war eng Ried, wou iwwerhaapt net iwwert d'Lag vun der Natioun geschwat ginn ass. Et sinn eng Rei Themen ëmschriwwe ginn, mat vagen Aussoen, déi meeschtens näischt ausgesot hunn oder zumindest näischt Prezises ausgesot hunn, mat Floskelen ouni Kraaft a Saaft. A wann haut d'Oppositioun hei vill Froe stellt, wéi de Moien de Kolleeg Wiseler dat gemaach huet, an den Här Bodry sech dann doriwwer opreegt, dann ass dat d'Resultat vun enger Deklaratioun. Well, wann an enger Deklaratioun näischt Prezises gesot gëtt, dann ass et net d'Recht, mä dann ass et souguer d'Flicht vun den Deputéierten a vun der Politik, fir déi Froen ze stellen, op déi d'Regierung hätt solle gëschter eng Äntwert ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mir haten eis erwaart, dass d'Regierung, nodeems se bis elo just Décisiounen an der Gesellschaftspolitik geholl huet, elo endlech sech géif mat deene groussen a wichtegen a wierkleche Problemer, déi d'Land huet a virun deenen d'Land steet, beschäftegen.

Déi wierklech Problemer, déi d'Land huet, sinn awer net konkret ugeschwat ginn. Eng Zukunftsperspektiv, eng Visioun, wou Lëtzebuerg histeiert, war emol net usazweis ze erkennen. An dobäi steet eist Land viru groussen, ganz groussen Erausfuerderungen.

Virun e puer Wochen hate mer hei an der Chamber eng Orientéierungsdebatt iwwert d'Zukunft vu Lëtzebuerg. Et huet ee sech erwaart, dass d'Regierung ons gëschter gesot hätt, nodeems d'Chamber hir Meenung gesot huet, wéi hir Konklusiounen aus deem Débat wieren an, virun allem, wéi hir Visioun iwwert d'Zukunft vu Lëtzebuerg wier. Mä kee Wuert nach vun enger Visioun iwwert d'Zukunft vun onsem Land. Keng Ried méi vun engem Zukunftsdësch, deen eis gréng Kolleege mat Recht, wéi se an der Oppositioun waren, regelméisseg heibannen agefuerdert hunn a vun eis ënnerstëtzt gi sinn.

Weider gëtt reng op stramme Wuesstum opgebaut. No jorzéngtelaanger Héichkonjunktur, wou mer soss Iwwerschëss am Budget haten, hu mer haut en Defizit. Wou mer soss Milliarde Reserven haten, hu mer haut Milliarde Schulden. De Stat kënnt net méi no mat der Finanzéierung vun den Infrastrukturen, déi als Nofolgekäschte vum stramme Wuesstum unzegesi sinn.

Trotz jorzéngtelaanger Héichkonjunktur an all Joer Rekorder vun neien an zousätzlechen Aarbechtsplazen, vun 8.000 bis 10.000 pro Joer, sinn haut wäit iwwer 20.000 Leit bei der ADEM als Demandeur d'emploi ageschriwwen. D'Zuel vun zousätzlechen Awunner klëmmt all Joer rapid. D'lescht Joer waren et der iwwer 12.000, wat an der Regel 5.000 nei Wunnenge verlaangt. D'Wunnengspräisser explodéiere weider no uewen. Mir betonéieren all Joer Risefläche vu gréngem Land zou. D'Zuel vun deene Leit, déi ënnert d'Aarmutsgrenz falen, klëmmt weider. A lues a lues si mer schonn iwwer 15%, bei 16% ukomm.

D'Stauen am Land, bis an d'Grenzregioun eran, wuesse vun Dag zu Dag. An de Premier kënnt heihinner a mécht, wéi wann alles hei am Land a Botter wier. „Mir sinn um richtege Wee.", seet de Premier.

Här President, wann dat de richtege Wee ass, da kann ech just soen: Aarmt Lëtzebuerg!

D'lescht Joer war dem Här Statsminister seng Deklaratioun zwou Stonne laang, ouni dass mer eppes Konkretes gewuer si ginn.

(Interruption)

Den Här Statsminister sot gëschter, dëst Joer hätt déi Ried de Virdeel gehat, datt mer nëmmen hu brauchen eng Stonn ze lauschteren, fir näischt gewuer ze ginn.

Une voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Den Här Statsminister huet gëschter gesot: „Mir musse soen, wat mir maachen, a mir musse maachen, wat mir soen." Ech hu geduecht: Ma, da géi emol kucken, wat en d'lescht Joer gesot huet, wat e géif maachen.

Hien huet d'lescht Joer zum Beispill Saachen net gesot, déi se awer gemaach hunn, wéi zum Beispill eng Steier vun 0,5% anzeféieren. Déi war net gesot ginn. Et war och net gesot ginn, datt d'Allocation d'éducation an d'Allocation de maternité géifen ofgeschaaft ginn. En hat awer gesot zum Beispill, se géifen den RMG reforméieren, wat awer net gemaach ginn ass. Si géifen iwwert d'Chômageindemnitéite légiféréieren, wat net gemaach ginn ass. Iwwert d'Fleegeversécherung légiféréieren, wat net gemaach ginn ass.

Et sinn also Saache gesot ginn, déi net gemaach gi sinn, an et si Saachen net gesot ginn, déi gemaach gi sinn. Et ass am Fong just de Contraire vun deem Spréchelchen, dee gëschter hei gezielt ginn ass. Dofir kann ee sech wierklech d'Fro iwwert de Sënn an Zweck vun esou enger Deklaratioun stellen.

Loosse mer emol e puer Punkten aus där Deklaratioun vu gëschter eraushuelen.

D'Statsfinanzen: De Statsminister seet: „D'Situatioun ass haut besser wéi virun engem Joer. 197 Millioune méi Iwwerschoss am Gesamtstat." Dat ass kloer. An ech mengen, jiddweree soll doriwwer frou sinn, ob Majoritéit oder Oppositioun. Well all Geld, wat de Stat weider erakritt, wat eis Situatioun finanziell besser mécht, ass gutt fir d'Land, well déi Milliounen, déi mer erakréien, brauche mer néierens anescht sichen ze goen a brauche mer néierens anescht ze sträichen.

Mä fairerweis muss een awer soen, datt dat heiten elo dës Kéier net de Mérite vun der Regierung ass, well d'Recettësäit ebe massiv klëmmt, well eben d'Ekonomie net national, mä souguer international unzitt, well d'Boursse boomen an domadder direkt weider Recetten an de Statsbudget kommen a well d'Pensiounskeesen zousätzlech Plus-valuë maachen, Iwwerschëss maachen. De Gros vum Plus u Recettë kënnt aus deem Secteur. Mir solle frou doriwwer sinn. Mir solle just fairerweis soen, datt dat hei net exklusiv e Resultat vun enger Lëtzebuerger Politik ass.

Mä mir haten eis awer och erwaart, datt de Statsminister méi géif op d'Konsequenzen agoen, zum Beispill, wat d'Konsequenze fir d'Statsfinanze sinn eleng vum Opgi vun dem Bankgeheimnis, vun deem mer wëssen, datt dat vum 1. Januar 2015 un a Kraaft ass. Kee Wuert!

Den E-Commerce: Mir wëssen, datt mer eng Milliard verléieren iwwer véier Joer, wéi de Rhythmus do ass.

Wat d'Konsequenzen eventuell si vun der LuxLeaks-Affär, Affär Rulingen, wou mer elo wëssen, datt mer en internationalen Traité wäerte kréien oder eng Direktiv wäerte kréien, wat dat kann als Répercussiounen op d'Lëtzebuerger Finanze kréien.

Et gëtt esou vill geschwat, och vun eise grénge Kolleegen, vum Tanktourismus. Mir wëssen, datt iwwert den Tanktourismus, d'Akzisen och um Tubak an um Alkohol, mer eng Milliard erakréien. Wëllt d'Regierung eppes dorunner änneren oder wëllt se näischt dorunner änneren? Et soll eng Etüd gemaach ginn. Wat kann dat fir Konsequenzen op d'Statsfinanzen hunn?

D'Griichenlandkris, wou ëmmer méi haart international geschwat gëtt, datt ee misst de Griiche Scholden noloossen: Wat bedeit dat fir d'Lëtzebuerger Statsfinanzen, wa mer eventuell an déi Richtung ginn?

Jo, wann déi finanziell Situatioun positiv besser ass, solle mer eis freeën, mä mir sollen awer der Wourecht an d'A kucken.

Den Tram ass ugeschnidde ginn, och vu menger Virriednerin. 2017 soll dat éischt Stéck tëschent der Luxexpo an der Rouder Bréck fäerdeg sinn. D'ADR war als eenzeg Partei ëmmer géint den Tram a mir wäerten dat och bleiwen.

Hei gëtt eng Milliard investéiert iwwer eng Rei vu Joren an eng Rei vu Projeten, déi den Transportproblem net léist, mä - mir wäerten dat zum Schluss gesinn - déi den Transportproblem riicht an de Chaos féieren. Mir hoffen awer, datt dat éischt Stéck zumindest virun den nächste Wahle fäerdeg ass, fir datt d'Leit wierklech an der Realitéit gesinn, wat déi gréisste Feelinvestitioun vum Jorhonnert bedeit, an datt se déi da kënne bewonneren.

D'Staue gi vun Dag zu Dag méi grouss, ob mer en Tram bauen oder net. Haut ginn d'Staue schonn iwwert d'Landesgrenzen eraus an d'Nopeschregiounen. An dorunner wäert den Tram näischt léisen, mä e wäert déi Stauen nach méi grouss maachen.

À propos Referendum, ech wëll elo net hei zu dësem Zäitpunkt vum Referendum vum 7. Juni schwätzen. Mä den Här Statsminister huet gëschter gesot, an Zukunft géif d'Regierung méi oft e Referendum duerchféieren, fir de Bierger iwwert dee Wee méi e grousst Matsproochrecht ze ginn. „Mir sinn der Meenung,

dass et vun dësem Joer un", seet de Statsminister, „regelméisseg soll applizéiert ginn, de Referendum. Eng Regierung soll seng Bierger ëm hir Meenung froen an d'Leit verstäerkt abanne bei Entscheedungen, déi si betreffen." Eng Fuerderung, déi mir als ADR mat zwou Hänn ënnerschreiwen, well mir hunn nach ëmmer méi eng participativ Demokratie iwwert de Wee vum Referendum gefuerdert.

Mä ech froen dës Regierung, déi elo seet, si wéilt méi Referendume maachen: Wou war dann de Referendum, wéi 20.000 Leit gefrot hunn, fir iwwert de Choix an de Schoulen tëschent dem Reliounsunterrecht an de Moralcoursë kënnen ze entscheeden?

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Do war kee Referendum do!

Wou war de Referendum, wéi d'Leit soten, si hätte gär e Referendum, fir ze décidéieren, ob homosexuell Koppele kéinte Kanner adoptéieren? Do war kee Referendum do!

Wou war d'Majoritéit fir de Referendum, wéi hei eng Proposition de loi zur Diskussioun komm ass, fir d'Leit iwwert de Bau vun engem Tram décidéieren ze loossen?

A mäi Kolleeg Roy Reding huet eng Proposition de loi deponéiert, déi an der Kommissioun fäerdeg ass an déi kann an den nächsten Deeg hei an d'Chamber kommen, fir e Referendum iwwert den Tram ze maachen. Et ass nach ëmmer Zäit.

Mä wann Der wëllt déi participativ Demokratie maachen, da frot d'Leit! Awer frot net nëmmen d'Leit do, wou et lech an de Krom passt, an do, wou et lech net an de Krom passt, do frot Der d'Leit net! Et ass eng gelunge Prozedur, wat hei ugestallt gëtt, fir d'Leit méi iwwert de Wee vun de Referendume participéieren ze loossen.

D'Famillje stäerken: „D'Regierung stellt d'Kanner an de Mëttelpunkt", huet den Här Statsminister gëschter heibanne gesot. Awer net all Kanner stellt se an de Mëttelpunkt! Si stellt nëmmen déi Kanner an de Mëttelpunkt, wou d'Eltere schaffe ginn. D'Eltere vu Kanner, wou Mamm a Papp doheem bleiwen, déi Eltere kréien näischt méi an Zukunft. Au contraire, si hu vun dëser Regierung d'Allocations d'éducation an de maternité ewechgeholl kritt! Déi Elteren hu kee Choix méi, fir kënnen ze wielen, et sief, datt se e Choix hunn, eppes ze kréien oder näischt ze kréien.

D'ADR begréisst déi nei Propositiounen, déi elo gemaach si ginn am Kader vum Congé parental, quitte datt do nach eng Rei vu Froe sinn. Ech soen: Prinzipiell begréisse mer dat, well jo och nach eng Rei vu sozialen Ongerechtegkeeten an deem System do leien, wou nach muss driwwer diskutéiert ginn. Mä prinzipiell begréisse mer d'Ausriichtung, fir déi Elteren ze ënnerstëtzen.

Mä mir hätten awer gären, datt déi Elteren, déi doheem Kannerbetreiung maachen, och vum Stat eng finanziell Unerkennung kréien. Duerfir hu mer als ADR ëmmer e sougenannt Betreiungsgeld proposéiert, wou all déi familljepolitesch Zoulage gebündelt ginn an all Famill kritt se an all Famill décidéiert selwer driwwer, wéi se déi Suen investéiert, an ob ee schaffe geet, ob der zwee schaffe ginn oder ob kee schafft.

De Stat huet sech net an d'Famill anzemëschen! D'Famill selwer décidéiert, wéi se sech organiséiert, an de Stat huet eng Famill an ee Kand wéi dat anert ze behandelen. Dat ass de Choix! An net dat, wat hei d'Regierung mécht!

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- D'Aarmutsgrenz: D'Aarmutsgrenz, Här President, ass haut e grousst Thema heibanne gewiescht. Mir mussen eis wierklech d'Fro stellen, ob mer eis net mussen als Land schummen, ëmmer eis ze bretzen, mir wieren eent vun deene räichste vun der Welt. Eng Regierung, déi heihinnerkënnt a seet: „Mir hunn d'Finanzen am Gréff", an dann hu mer 16% - 16%! - vun eiser Bevëlkerung, déi ënnert der sougenannter Aarmutsgrenz leien! Dat si schätzungsweis, et gëtt geschwat vun 20.000 Leit hei am Land, déi ënnert der Aarmutsgrenz leien!

Da seet de Statsminister gëschter: „Mir loosse kee falen!" Dach, déi 20.000 Leit do, déi hu mer scho fale gelooss. Leit, déi ënnert der Aarmutsgrenz sinn, déi sinn duerch eise System gefall. An et ass schummenswäert, datt mer esou vill Leit hei am Land hunn, déi ënnert d'Aarmutsgrenz falen!

An déi TVA-Erhéijung, déi d'Regierung gemaach huet, vu 15% op 17%, dat trëfft och déi dote Leit. An et trëfft déi dote Leit méi wéi een, dee vill Suen huet. Een, deen näischt méi huet, fir um Enn vum Mount auszeginn, an dee muss elo 2% weider bezuelen! Quitte datt eng Partie ausgeschloss ginn ass, mä et ass fir jiddereen ausgeschloss ginn. Déi Leit hei, voll a ganz ginn déi gestrooft, a virun allem d'elenggerzéiend Elteren.

Mir schwätzen hei: „Mir loosse kee Kand falen. Mir maachen eng Politik fir d'Famill a fir d'Kanner." Wa mer da kucke ginn, wien ënnert der Aarmutsgrenz läit, da sinn dat gréisstendeels elenggerzéiend Frae mat Kanner oder Famillje mat méi Kanner. Et ass also en Zeechen, datt mer virun allem an der Familljepolitik a bei deene klenge Leit déi Suen, déi mer zur Verfügung hunn, mussen intensiv dohinner cibléiert investéieren, fir eben deen Trend vun der Aarmutsgrenz hei zu Lëtzebuerg, fir dee Chiffer erofgesat ze kréien. Mä en ass an deene leschte Jore mat engem Prozent pro Joer ëmmer weidergewuess.

Mir hu Gott sei Dank hei am Land bei der Altersaarmut keen héije Prozentsaz. Dat ass eben drop zréckzeféieren, datt mer gutt Rentesystemer souwuel am ëffentleche wéi am private Secteur hunn. A Gott sei Dank hu mer och grouss Reserven, datt mer déi Systemer kënne laangfristeg erhalen. An domadder ass eben d'Altersaarmut hei am Land vis-à-vis vun anere Länner niddreg. Mä et ass schummenswäert, datt jonk Leit, déi an d'Liewen eraginn, datt déi mussen ënner esou enger Situatioun ufänken. A wann een da weess, datt mer de Mindestloun déi leschte Kéier minimal gehéicht hunn - wat war et? 0,1% mengen ech war et -, dann ass dat jo och bewisen, wéi mer wëllen hei am Land déi Aarmutsgrenz begrenzen.

Dat wat elo agefouert gëtt iwwert déi Prime, déi Allocatioun, fir beim Loyer ze hëllefen, dat ass eng gutt Saach, dat wëlle mer och vun dëser Säit aus soen a mir wëllen dat och begréissen, déi Initiativ, déi d'Regierung do geholl huet. Mä gläichzäiteg muss een awer och froen: Wéi ass et mam Rentenajustement, deen elo schonn zweemol net ausbezuelt ginn ass? Och do hu mer vun der Regierung keng Äntwert kritt, wat d'Regierung do virgesäit.

Logement, do hu mer Folgendes: Déi nei Regierung ass elo 17 Méint am Amt, et muss een éierlech soen, datt et quasi 17 Méint Stëllstand war. Et ass keng konkret Moossnam an deene 17 Méint komm, ausser datt ee géif vläicht soen, datt den Direkter vum Fonds du Logement entlooss ginn ass. D'TVA ass vun 3% op 17% eropgaangen op den Zweetwunnengen an doduerch ass de Logement méi deier ginn. A wann een d'Zuele kuckt, déi erauskomm sinn: Ouni datt mer eng grouss Inflatioun haten, hu mer Augmentatioune vu 5% a 6% am Logement an deene leschte Joer ze verzeechne gehat. D'Präisser sinn also massiv weidergeklommen, souwuel beim Bau wéi bei de Locatiounen. An dass mer anscheinend am Kader vun der Regierung hirem Spuerprogramm och elo eng Ministesch eis kënne leeschten, déi zwar nach eng ganz Pai huet, mä kee méi weess, wat se mécht!

Här President, wa mer an deene leschte Joer 12.000 nei Awunner kritt hunn, da musse mer och wëssen, dat bedeit - eleng dat - 5.000 zousätzlech Aarbechtsplazen. A wa mer wëssen, wéi den Drock op eise Wunnengsmaart ass, an datt d'Offer an d'Demande de Präis wäerten och an Zukunft regléieren, da musse mer wëssen, wa mer esou e stramme Wuesstum och bei der Populatioun kréien, datt mer esou bal net wäerten aus deem Circuit do erauskommen an datt et eng Illusioun ass, fir ze mengen, datt d'Präisser kuerzfristeg oder mëttelfristeg géifen erofgoen. Wa mer et géife fäerdegbréngen, emol d'Progressioun an de Gréff ze kréien, wier schonn eppes gemaach.

Et ass iwwer Baulückeprogrammer geschwat ginn. Et ass iwwer Extensioune vu Perimetere geschwat ginn. Et ass vun engem Pacte Logement mat de Gemenge geschwat ginn, wou d'Gemengen nëmme méi déi Sue kréien, wa se direkt an de Logement, mä net méi an d'Infrastrukture géifen investéieren. Woubäi ech awer muss soen: Wann eng Gemeng net kann an d'Infrastrukturen investéieren, wäert se och kee Logement bedreiwen, dat eent hänkt mat deem aneren zesummen. Vill Konkretes hu mer, wéi gesot, elo nach net do héieren.

Här President, ech wéilt dann och nach e puer Wierder iwwert de Referendum vum 7. Juni verléieren. De Referendum vum 7. Juni, dat Kapitel huet gëschter am Här Statsminister senger Deklaratioun déi gréisste Plaz ageholl. Mir wäerten eis haut net méi esou am Detail mam Referendum befaassen, just e puer prinzipiell Iwwerleeungen.

Mir wëllen awer just haut feststellen, datt d'Regierung vu gëschter un, mat der Deklaratioun vum Här Statsminister, sech fest an d'Referendumscampagne agebonnen huet an engagéiert huet, an engem Referendum, dee vun der Regierung décidéiert ginn ass a wou mer elo an deenen nächste véier Wochen, déi eis nach bleiwen, wäerten intensiv iwwert de Wee vun Table-ronden, Informatiounsversammlungen, Parteiversammlungen an - ech weess net - Zeitungen a Flyere wäerten d'Leit informéieren a wou mer hoffen, datt mer déi Diskussioun kënnen an engem fairen a rouege Kader féieren, wou mer eis Argumenter auswiesselen, déi eng derfir, déi aner dergéint. An esou, wéi dat déi gutt Manéier hei zu Lëtzebuerg war, hoffe mer, datt mer et och an engem Toun maachen, datt mer eis kënnen duerno nach een deen aneren an d'Gesiicht kucken an datt mer net eng Hetzjuegd maachen, mä datt mer eng uerdentlech Campagne féieren!

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Datt déi eng derfir sinn an déi aner si fir den Neen, ass an enger Demokratie dat Normaalst vun der Welt.

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- An déi, déi fir de Jo sinn, hunn hir Argumenter, an déi fir den Nee sinn, hunn hir Argumenter. An datt déi fir den Nee versichen, deene vum Jo hir Argumenter ëmzedréinen, an déi fir de Jo deenen hir vum Neen, dat ass och dat Normaalst vun der Welt. D'Fro stellt sech natierlech: Wien huet recht?

(Hilarité)

An doriwwer décidéieren dann d'Leit de 7. Juni, a mir sinn iwwerzeegt, datt mir recht hunn! An dat wäerte mer dann de 7. Juni gesinn, wann den Nee wäert gewannen.

Wat sinn d'Haaptargumenter am Ableck vun där Säit, déi fir de Jo antrëtt? Si wëllen éischtens déi ganz Situatioun minimiséieren a se verharmlosen. Zweetens soe se, d'Lëtzebuerger géifen näischt verléieren. An drëttens soe se, si wéilten en Demokratiedefizit hei zu Lëtzebuerg behiewen. Dat sinn déi dräi Haaptargumenter, déi vun de Jo-Soer an d'Diskussioun kommen.

Wann een da seet „minimiséieren", do gëtt geschwat: „Et sinn nëmmen 30.000 Leit, déi a Fro kommen, déi elo scho bei de Gemengen- oder Europawahlen deelgeholl hunn." 30.000 Wieler, dat sinn der méi wéi d'Stad Lëtzebuerg bei de leschte Chamberswahlen hat! Et ass also net wéineg. Dat sinn der an enger éischter Etapp ganz vill schonn, déi dann d'Wahlrecht kriten. An dann ass et eng éischt Etapp! An ech mengen, keen heibanne widdersprécht deem, datt et eng éischt Etapp ass. A wann ee seet „eng éischt Etapp", da seet een automatesch, datt eng zweet, eng drëtt an, Gott weess, vläicht och nach eng véiert Etapp, jee nodeem, wéi grouss d'Etappe sinn, hannendrukommen.

Dat heescht, wann een also eng Kéier géif de Schrack maachen, deen éischte Schrack maachen, da muss jiddereen am Land sech bewosst sinn, datt mam Jo zum éischte Schrack een och Jo zu engem zweeten, drëtten an engem definitive Schrack seet.

(Brouhaha)

An deen definitive Schrack ass dat aktivt a passivt Wahlrecht fir jiddereen hei am Land. Do kënnt Der lech dréinen a kéieren, wéi Der wëllt, dat ass eng Realitéit! Deem gëtt och vu kengem vun den Experte widdersprach. An Är Wahlprogrammer - vun deene Gréngen -, déi hu schonn drageschriwwen, datt ee sollt no fënnef Joer dat aktivt an dat passivt Wahlrecht kréien. Déi Lénk soen, et géif net wäit genuch goen. D'DP huet gesot, si wieren och bereet, méi wäit ze goen. An d'Sozialisten hunn och schonn op Plaze gesot, datt si wéilte méi wäit goen. An dat heiten ass am Fong nëmmen e Leckerli, fir d'Leit dozou ze kréien, fir en éischte Schrack Jo ze soen. An da wësse se, datt genau an deenen nächsten Etappen hannendru se net méi brauchen d'Leit ze froen, well dann hu se eng Majoritéit mat deenen 30.000 an da geet et säi Wee Schrack fir Schrack weider!

Dat Zweet ass, datt gesot gëtt,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Entschëllegt, Här Gibéryen, Dir hutt jo wahrscheinlech näischt dergéint, dass den Här Bodry lech eng Fro stellt?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech hu guer näischt dergéint, datt den Här Bodry mer eng Fro stellt, mä ech hunn nëmmen 30 Minutten. Ech maache meng 30 Minutte fäerdeg an da kann den Här Bodry mir siwe Froe stellen! A wann Dir mir dann d'Recht gitt, op déi siwe Froen ze äntwerten, beäntwerten ech se gären alleguerten.

(Brouhaha)

Mä fir d'Éischt maachen ech...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech bräicht keng Fro ze stellen, wann Der géift bei der Wourecht bleiwen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här Bodry, Här Bodry, Dir kënnt mir herno esou vill Froe stellen,...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dir kënnt hei net en Discours halen, dee virgëtt verstänneg ze sinn, an dann egal wat hei verzapen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, leeft dem Här Bodry seng Riedezäit oder meng?

Une voix.- Bleift bei der Wourecht!

(Brouhaha)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, zweetens, et gëtt gesot...

(Interruption)

Et gëtt gesot, zweetens, d'Lëtzebuerger...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir schwätzt aus Erfahrung!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President!

(Coups de cloche de la présidence)

Här President, normalerweis schwätzt nëmmen deen, deen hei um Riednerpult ass, an dat sinn ech am Ableck.

(Brouhaha)

Zweetens gëtt gesot, d'Lëtzebuerger géifen näischt verléieren. Dach, d'Lëtzebuerger verléieren eppes! D'Lëtzebuerger verléieren dat exklusiivt Recht, an Zukunft selwer iwwer hir Souveränitéit ze décidéieren.

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat ass elo en exklusiivt Recht, wat d'Lëtzebuerger hunn. Dat Recht verléiere se, wa se deen dote Wee ginn. Also kann een net soen: „D'Lëtzebuerger verléieren näischt." Dach, si verléieren dat exklusiivt Recht, eleng iwwer hir Souveränitéit an d'Zukunft vum Land ze décidéieren!

An da gëtt geschwat vum Demokratiedefizit. Et gëtt keen Demokratiedefizit! All Bierger, och den Netlëtzebuerger hei am Land, huet all Rechter d'selwecht hei am Land, um sozialen, um Wunnengsplang, e ka schaffe goen, e kann e Betrib opmaachen, en huet iwwerall déiselwecht Rechter. En huet um Niveau vun den Entreprisen, bei der Personalvertriedung, an de Chambres professionnelles aktivt a passivt Wahlrecht. En huet bei de Gemengewahlen, iwwert d'Europäer eraus, aktivt a passivt Wahlrecht. En huet bei den Europawahlen aktivt a passivt Wahlrecht. Just kann en net fir d'Lëtzebuerger Chamber wielen. Mä e ka fir säi Parlament wielen! De Fransous ka fir dat franséischt Parlament wielen an den Däitsche ka fir dat däitscht wielen. Den Italiener ka fir dat italienescht wielen. An de Lëtzebuerger wielt fir dat lëtzebuergescht.

(Interruption)

De Lëtzebuerger, deen am Ausland ass, wielt fir d'Lëtzebuerger Parlament. An de Fransous, deen hei zu Lëtzebuerg wunnt, dee wielt fir dat franséischt Parlament. Also huet jiddereen e Recht, fir dat Parlament, déi Nationalitéit, déi Natioun, déi en huet, fir dat nationaalt Parlament kann e wielen.

Do gëtt et also keen Demokratiedefizit, jiddereen huet datselwecht Recht! A mir ginn als Lëtzebuerger nach hin, doriwwer eraus, a soen: Mä wann Der wëllt, gi mir lech och nach d'duebel Nationalitéit derbäi, da kënnt Der an Ärem Land an hei zu Lëtzebuerg wielen. Da kann dach keen eis hei virwerfen, mir hätten en Demokratiedefizit. Dat mécht kee Land op der Welt, wat mir hei zu Lëtzebuerg eisen auslännesche Bierger ubidden! Dat mécht kee Land op der Welt! An duerfir kann een net vun engem Demokratiedefizit schwätzen.

A wa mer schwätze vun der duebeler Nationalitéit, do hunn ech d'Debatten nogelies. Den Här Mosar war Rapporteur zu deem Gesetz an en huet am Numm vun der Kommissioun a sengem éischte Gesetz d'Zil vun der duebeler Nationalitéit gesot: éischtens, iwwert dee Wee méi Lëtzebuerger ze kréien, an zweetens, den Auslänner iwwert dee Wee ze erméiglechen, politesch ze participéieren, souwuel um aktiven an um passive Wahlrecht.

Ma wa mer elo als Auslänner d'Wahlrecht ginn, firwat soll dann nach een d'duebel Nationalitéit unhuelen? E kritt jo all Rechter geschenkt! An da kréie mer net méi Lëtzebuerger, mä da kréie mer an Zukunft manner Lëtzebuerger, well et brauch jo kee méi d'Nationalitéit unzehuelen. Et brauch jo kee méi d'Nationalitéit unzehuelen, fir ze wielen.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ass dat déi sachlech Diskussioun, déi Der gären hätt?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- E kritt alles...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ass dat déi sachlech Diskussioun?

(Brouhaha général)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat ass Är Argumentatioun emol kloergestallt!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dat ginn nach lëschteg véier Wochen, dat do!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat ass Är Argumentatioun kloergestallt.

An da kommen och nach Leit, déi schwätzen..., den Här Statsminister seet dann ëmmer vum „Wunnrecht", an da gëtt ëmmer Neiséiland als Beispill geholl vum Wunnrecht. Jo, an Neiséiland, déi hunn d'Wunnrecht agefouert. Mä d'Neiséilänner, déi am Ausland sinn, hunn an Neiséiland kee Wahlrecht méi, et sief, si wieren an deenen zwielef Méint virun de Wahlen eng Kéier an Neiséiland ugemellt gewiescht.

Dat heescht also och hei, wann Der nëmme méi vun engem Wunnrecht schwätzt an d'Nationalitéit spillt keng Roll méi - an den Här Berger huet virun e puer Deeg an enger Table ronde dorobber gesot, datt een dorunner emol kéint denken -, datt och e Lëtzebuerger, deen an Däitschland wunnt hei vir, datt dee vläicht léiwer géif zu Berlin décidéieren, wat do décidéiert gëtt, wéi hei zu Lëtzebuerg.

Dat heescht: Gitt Der dann hin, wann Der nëmme vun engem Wunnrecht schwätzt an net méi vun der Nationalitéit, huelt Der da gären deene Lëtzebuerger an Ärer Endiwwerleeung, deene Lëtzebuerger, déi schonn duerch d'Politik vu Lëtzebuerg keng Wunneng méi hei zu Lëtzebuerg fonnt hunn, déi mussen an d'Grenzregioun wunne goen, géift Der dann an Ärer Endiwwerleeung och nach deene gären d'Wahlrecht ewechhuelen, fir kënnen hei zu Lëtzebuerg ze wielen, fir Auslänner hei am Land d'Wahlrecht ze ginn? Wann Der ufänkt iwwert déi éischt Etapp ze schwätzen, da musst Der och wëssen, wat fir Etappen do hannendrukommen.

Duerfir, Här President, mir wäerten an deem nächste Mount eis derfir asetzen, datt de 7. Juni den Nee wäert wannen. An ech sinn iwerzeegt, datt d'Argumenter op eiser Säit sinn.

(Interruptions diverses)

Här President, zum Schluss wëll ech nach just ee Wuert iwwert den TTIP soen, deen hei ugeschnidde ginn ass. Och d'ADR ass net géint esou Verhandlungen. Dat hu mer scho gesot. Mä mir soen, mir kucken dat awer ganz kritesch. A fir eis ass eppes Essentielles bei där Diskussioun, an dat ass: Wie ratifizéiert herno deen Accord? A fir eis kann et net a Fro kommen, datt déi national Parlamenter net do mat kënnen décidéieren.

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et ass vu verschiddene Riedner hei virdrun ugeschwat ginn, datt d'Parlament misst mat agebonne ginn, sief et an der Kommissioun, sief et am Parlament. Mir soe ganz kloer: Et muss e Vote an engem Parlament ginn! An eng Regierung kann net zoustëmmen op europäeschem Niveau - oder et kann net iergendwéi eng Décisioun kommen -, wann net am Virfeld e Vote hei an der Chamber kënnt.

Dat ass preventiv enorm wichteg! Well mir wëssen, datt et an Europa Tendenze ginn, déi soen, et géif an d'Kompetitivitéit (veuillez lire: an d'Kompetenz) vun Europa falen an déi national Parlamenter hätten näischt do matzedécidéieren. Mir wëssen, datt déi Tendenz besteet. An do ass et un den nationale Parlamenter, sech deem ze widdersetzen!

Mir wollte fir d'Éischt eng Motioun erabréngen, wou mer dat wollte maachen, mä mir sinn der Meenung, datt mer sollten heibannen doriwwer diskutéieren an zur Konklusioun kommen, datt et nëmme kann iwwer en éischte Vote hei an der Chamber kommen. A wann d'Chamber hiren Accord gëtt, bon, dann huet d'Regierung en Accord. Mä eleng d'Tatsaach, datt gewosst ass, datt d'Chamber muss fir d'Éischt driwwer décidéieren, ass, mengen ech, esou eng preventiv Sécherheet, datt och déi zu Bréissel, déi verhandelen, musse wëssen: Wa se dat, wat se verhandelen, gären duerchkréien, musse se och den Accord vun den nationale Parlamenter kréien. An deen ass vill méi schwéier wéi vun europäeschen Institutiounen ze kréien, an duerfir behaapte mer eis do drop.

Här President, iwwer vill aner Sujete konnt ech net schwätzen, d'Regierung huet och net driwwer geschwat, iwwert d'Baueren an d'Wënzer, wou mer wëssen, datt déi momentan mat Virschrëften a Prozeduren a Pabeierkrich nach just schikanéiert ginn, a wou een d'Gefill huet, wéi wann de Baueren- an de Wënzerminister nach just d'Maskottche vum Ëmweltministère wier bei deem, wat alles do ëmgesat gëtt.

Här President, déi 30 Minutte sinn elo eriwwer. Ech wëll just soen, datt mer hoffen, datt den Här Statsminister sech gëschter an engem fundamentale Saz geiert huet, wéi e gesot huet: „Mir sinn um richtege Wee." Dee Wee, deen dës Regierung aschléit, ass doudsécher dee falschen! An et ass nach Zäit, fir en ze korrigéieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une autre voix.- An dem Här Bodry seng Froen?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Wann ech nach Riedezäit kréien, kënne mer et maachen.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Mir ass d'Loscht vergaangen, mam Här Gibéryen ze diskutéieren, ganz éierlech!

Plusieurs voix.- Aah!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Sou, da géife mer weiderfueren. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Serge Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll eis Siicht op d'Lag vum Land ufänken europäesch. Am Juli huet jo Lëtzebuerg d'Présidence. Dora wäert wuel wesentlech d'Léisung och vun der griichescher Kris falen. D'Geschäft mat de Statsscholden ass allgemeng jo e lukratiivt Geschäft. Dat gëtt heiansdo vergiess, wa vu Scholdekris geschwat gëtt, well et ass e Monopol vun de Finanzmäert, fir Suen u Staten ze verléinen. Och mat de griicheschen Obligatioune gëtt op de Finanzmäert spekuléiert an haut nach vill Sue gemaach, mat deeneselwechten Instrumenter iwwregens, déi zur Kris vun 2008 gefouert hunn: Derivater, Titrisatiounen, Wetten an esou weider.

A well d'Zentralbanken Suen net kënnen direkt u State léinen, garantéiert d'EU de Finanzmäert dat Geschäft mat de Staten. An dat geschitt am Fall vu Griichenland ënner drastesche Konditioune fir d'Bevëlkerung, déi am sozialen Noutstand ass, fir déi Suen zréckzebezuelen, fir derfir ze suergen, dass d'Maschinn rullt fir d'Finanzmäert.

Mir sinn der Meenung, dass et esou net ka weidergoen. Griichenland kann net, an dat seet all Ekonomist, weiderhi fir héich Renditten op de Finanzmäert suergen, andeems et seng Bevëlkerung weiderhi muss ausquetschen. Esou Scholde sinn duerfir net méi ganz zréckzebezuelen an däerfen eiser Meenung no och net ganz zréckbezuelt ginn.

D'Hardliner an der EU setzen amplaz op vernënfteg Léisungen, fir déi och déi nei griichesch Regierung d'accord ass a wou se selwer ganz konkret Virschléi proposéiert huet, déi mir veréffentlecht hunn, fir dass och jiddweree gesäit, ëm wat et geet, d'Hardliner an der EU setzen op de Grexit, dee sougenannte Grexit, dat heescht, den De-facto-Ausschloss vu Griichenland aus dem Euro, wat eiser Meenung no en äusserst gefäierlechen Zeenario ass.

Währenddeem mécht d'EZB alles, fir d'Finanzmäert ze stäerken. All Mount gi 60 Milliarden an d'Finanzmäert eragepompelt, fir Obligatiounen opzekafen, an duerfir steet leschten Enns de Steierzueler riicht.

Kee ka mëttelfristeg eng nei Finanzkris duerch d'Ustiechung duerch de Grexit an duerch d'Iwwerschwappen op aner schwaach Länner ausschléissen. An dobäi sinn ech bei der Lag vum Land. Dat géif eis och direkt betreffen als Stat a Garant vun der EZB, ënner anerem, an als Bankeplaz. An esou eng Finanzkris géif och d'Pensiounsreserv, déi gréisstendeels op de Finanzmäert placéiert ass, voll treffen. An dat géif déi Pensiounsverschlechterungen ausléisen, déi fir dee Fall am Gesetz virgesi sinn.

Duerfir mengen ech, dass d'Léisung vun der griichescher Kris eis direkt eppes ugeet. Déi lescht Finanzkris 2008 hat eis Milliarde kascht u Bankerettungen an u sukzessiven Austeritéitsprogrammer, duerno, déi haut nach zum Deel gëllen.

Irland, wat e klengt Land war, och mat enger iwwerdimensionéierter Finanzplaz, ass souguer bal faillite gaangen dorunner. An ech froe mech wierklech, wéi laang d'Leit an Europa nach dat do matmaachen. An ech wëll déi Zukunft net kenneléieren, déi en Ausenanerfale vun der EU an en Erëmopliewe vum Nationalismus aus dem leschte Jorhonnert eis wäerte bréngen. Dann ass et och net méi wäit hier mat deem „Friddensprojet Europa", vun deem de Premier a senger Ried geschwat huet.

Et ass eis duerfir net egal an, ech mengen, et däerf eis alleguerten net egal sinn, wéi déi griichesch Kris geléist gëtt. Lëtzebuerg als e klengt, offent Land mat enger vulnerabeler Finanzplaz huet absolutt keen Intérêt um Zesummefale vum Euro a vun der EU. Duerfir solle mer zu Bréissel, elo schonn a besonnesch während der Présidence, déi mer wäerten hu vum Juli un, Léisungen ënnerstëtzen, déi d'sozial Situatioun a Griichenland verbesseren an e Scholdeschnëtt virgesinn, mat engem wierkleche Reformprogramm, deen d'Suen do hëlt, wou se och a Griichenland sinn.

Mir hoffen duerfir, dass Lëtzebuerg sech net bei den nächste Verhandlungen op d'Säit vun den Hardlinder wäert stellen. Dat wier net an eisem Intérêt an dat géif riskéieren, eist Land an eng schwiereg Situatioun ze setzen.

En zweeten Aspekt, Här President, deen ech net wierklech an der Regierungserklärung erëmfonnt hunn, ass déi sozial Situatioun, déi sech och hei am Land verschlechtert. Wéi all Joer hu Statec, d'Chambre des Salariés a Caritas Zuelen an Explikatioune geliwwert, déi vun engem soziale Réckgank a virun allem vun engem Zouhuele vun den Ongläichheeten zënter de Krisejore schwätzen. Esou ass den Aarmutsrisiko vun 13% op 16% geklommen tëschent 2007 an 2013, ënner anerem och duerch de Coût vum Logement hei am Land. Lëtzebuerg ass Europachampion, wat d'Aarmut ugeet bei deene Leit, déi schaffe ginn. De Chômage ass geklommen, wéi mer alleguerte wëssen, an all Moossinstrumenter vun den Ongläichheeten an der Gesellschaft ginn an d'Luucht.

Si moossen eis net par rapport zu anere Länner, si moossen eis par rapport zu eis selwer. A si beliichten och den Zoustand vum Zesummenhalt an eiser Gesellschaft. „Was wir befürchtet hatten, ist also nunmehr eingetreten: Die Nachwirkungen der Krise und die Maßnahmen der Regierung seit 2010 haben sprichwörtlich dazu geführt, dass die Reichen immer reicher und die Ärmen immer ärmer werden.", schreift d'Caritas an hirem Sozialalmanach vun dësem Joer.

Ech kann hei net op all déi Austeritéitspäck an op déi strukturell Moossnamen agoen, déi scho virdru komm sinn, wou och d'CSV maassgeeblech dru bedeelegt war. Ech wëll awer, au contraire, d'Opmierksamkeet op déi Moossname lenken, déi nach komme wäerten.

E gudden Ableck dora gëtt den nationale Reformplang - dat sinn déi Engagementer vun der Regierung am Kader vun der europäescher makroekonomescher Politik -, deen d'Regierung viru Kuerzem der Press an zwou Parlamentskommissioune virgestallt huet an dunn direkt op Bréissel gecheckt huet - ouni Débat hei an der Chamber! Ech kommen nach an enger Motioun op de Problem zréck vun engem Débat, deen noutwendeg ass dozou an deen eigentlech och hätt missen hei an der Chamber stattfannen an dee mer fir d'Zukunft fuerderen.

Wat steet an deene Pläng, déi op Bréissel gecheckt gi sinn? Do steet eigentlech dat Richtegt dran, wat och an enger Debatt iwwert d'Lag vun der Natioun misst hei am Mëttelpunkt vun den Debatte stoen. Do steet dran, dass bei der Alterspolitik d'Regierung d'Diskussioun iwwer weider Pensiounsreformen ëm ee Joer zréckzitt (veuillez lire: ëm ee Joer virzitt). Si wëllt d'Préretraite-solidarité ofschafen an och un deenen anere Préretraiten, déi et gëtt, fréckelen. A si wëllt de Reclassement professionnel reforméieren, wat iwwregens och bedeit, dass een eréischt no zéng Joer eng Indemnité d'attente wäert kréien, no zéng Joer Aarbecht. D'Regierung a Bréissel wëllen déi eeler Leit méi laang schaffe loossen, während vill Jonker keng Aarbecht hunn. Dat ass e Fait, deen ee muss constatéieren. Dat ass awer keen neie Fait.

Mä och an der Fleegeversécherung, do gëtt no weidere Käschtespuereffete gesicht. Scho beim Zukunftspak gëtt gesot, et wieren 3,5% agespuert ginn. A wann ee weess, dass elo schonn a ville Fäll, wann d'Besoine vun de Leit evalueiert gi bei der Fleegeversécherung, anescht evalueiert gëtt wéi bis elo, da weess een, dass et nëmmen a Richtung ka goe vun enger Afrostellung vun de Leeschtungen an Zukunft.

Déiselwecht Suerg gëllt och beim Gesondheetswiesen, wou jo och eng Reform aussteet. De Contrôle médical vun der Sozialversécherung gëtt reforméiert. Do ass awer virgesinn, dass d'Krankegeld éischter ka gestrach ginn an de Loun kann ewechfalen, automatesch, opgrond vun enger Décisioun vun der Sécurité sociale.

Mr fannen et zwar gutt, dass méi geziilt a Richtung vun deene Jonke geschafft gëtt, fir déi an d'Aarbecht ze féieren, mä d'Efforte gi virun allem vun deene Jonke verlaangt. D'Efforte ginn net verlaangt bei de Betriber, zum Beispill, fir déi ze encouragéieren, besser Aarbechtsplazen oder besser Paie souguer ze bidden. Mir liesen, dass d'Frae sech solle besser undinn, „Dress for success" heescht dat.

Une voix.- Egal wat!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Mä wéi ass et mat der Unerkennung vun der qualifizéierter Aarbecht fir jonk Qualifizéierter zum Beispill, déi een CCM hunn, déi elo eréischt no siwe Joer an net méi no zwee Joer sollen hire qualifizéierte Mindestloun kréien?

(Coups de cloche de la présidence)

Wéi ass et mat der Unerkennung vun der qualifizéierter Aarbecht, wann een zéng Joer laang geschafft huet, zum Beispill am Botzsecteur? Mer kennen de Problem do.

De Premierminister huet geschwat vun engem Triple-A social, deen der Regierung géif virschwiewen. Mir froen eis just, wat eng Fra bei Pedus an esou enger Situatioun op hirer Plaz mat esou engem Triple-A social ufänkt. Wat ass domat verbonnen? Et ass e schéint Wuert an enger Ried.

Zur „Formatioun vun de Salairen", wéi dat am Bréisseler Jargon heescht a wat op Bréissel geschéckt ginn ass: Do huele mer zur Kenntnis, dass d'Regierung den Index zu Bréissel verteidegt, awer mat der Bemierkung, dass e kengesfalls méi wéi eemol d'Joer däerf erfalen, wat de Moment jo guer net schwéier ass, well en erfält nämlech dëst Joer guer net an d'lescht Joer ass en och schonn net erfall.

Mä et steet awer och dran, dass dee manipuléierten Index vu virdrun erëm agefouert gëtt, soubal d'Präisser wäerte klammen. Et steet dran, dass Diskussioune gefouert gi mat de Sozialpartner, fir dat ze maachen. A wann et keen Accord gëtt, wat ech zimlech ausschléissen, well dat jo an der Vergaangenheet och net de Fall war, da géif d'Regierung eben e Gesetz nach eng Kéier aféieren. Dat steet awer dran.

(Interruptions)

Doniewent muss een och feststellen, dass et e Stëllstand hei am Land gëtt bei de Realléin. Bei de Kollektivvertragsverhandlunge blockéiert d'Patronat zënter Joren! De Mindestloun, et ass schonn e puermol hei gesot ginn, läit ënnert der Aarmutsgrenz an de qualifizéierte Mindestloun gëtt op ville Plazen net respektéiert. Och d'Lohnfortzahlung am Krankheetsfall ass op ville Plazen net respektéiert ginn. Et huet misse virun de Geriichter gestridde ginn. A wéi d'Leit d'Recht kritt hunn, huet d'Regierung ugekënnegt, se géif dann elo d'Gesetz verschlechteren.

D'Aarbechtszäiten zu Lëtzebuerg, soen eis Gewerkschaften, sinn déi längst an Europa. Och d'PAN-Gesetzgebung iwwert d'Organisatioun vun der Aarbechtszäit bitt net genuch Schutz oder bitt kee Schutz, fir déi iwwerdriwwe laang Aarbechtszäiten an d'Iwwerstonnen ze verhënneren. Eng Reform soll do kommen. Mir hunn näischt héieren dovunner. Bis Enn vum Joer soll d'Gesetz ëmgeännert ginn. Mir fäerten, an déi falsch Richtung.

Mir wëssen och, dass d'ITM, déi soll d'Aarbechtsrecht kontrolléieren, jorelaang e Stëllstand geübt huet an näischt ënnerholl huet. A wéi et weidergeet, musse mer nach gesinn.

Et kann duerfir, eiser Meenung no, net duergoen, déi sozial Acquisen als e wichtege Faktor vun der Politik an enger Ried zur Lag vun der Natioun oder vum Land duerzestellen a gläichzäiteg déi sozial Acquise konkret um Terrain regelméisseg a Fro ze stellen.

(Coups de cloche de la présidence)

Mir bräichten au contraire en ambitiéise Programm, deen d'Ongläichheeten an d'Aarmut am Land bekämpft an d'Aarbecht opwäert. Mir wäerten duerfir och eis Proposition de loi zu de mëssbräichlechen Entloossungen an der zoustänneger Chamberskommissioun zur Diskussioun stellen a verlaangen, dass d'Regierung dozou Stellung hëlt.

Eis Alternativen decke sech a ville Punkte mat deene vun de Gewerkschaften oder vun de Sozialorganisatiounen, a mer wäerten eis zesumme mat hinnen an Zukunft géint all Dereguléierung um Aarbechtsmaart wieren. An an enger Etüd vum Internationale Währungsfong leschte Mount ass iwwregens nogewise ginn, dass déi Dereguléierung vum Aarbechtsmaart kee positiven Effet op d'Produktivitéit huet, iwwerhaapt keen Effet op d'Produktivitéit huet. Et gëtt awer nach ëmmer vun de Patrone verlaangt weiderhin, vun de Patronsorganisatiounen, wëll ech awer soen.

Ech mengen, dass Lëtzebuerg en Intérêt drun hätt, eng méi gläich Gesellschaft erëm ze ginn, wou jiddweree sech doheem fillt an och unerkannt ass. An dat, mengen ech, ass och d'Viraussetzung, fir déi international Erausfuerderungen ze meeschteren, wéi zum Beispill d'Migratioun oder d'Klimapolitik.

Une voix.- Très bien!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Mir verlaangen duerfir, dass d'Regierung an déi Richtung geet vun enger méi gläicher Gesellschaft, wou all Mënsch sech kann doheem fillen.

Drëttens menge mer, dass déi richteg Konklusiounen nach ëmmer net aus dem LuxLeaks-Skandal gezu ginn. Et gëtt zwar vill an der Ried vum Premier dovu geschwat, am Hibléck op den Image an op de Schued vum Land. Kee Wuert iwwert de Schued, deen an anere Länner ugeriicht gëtt, zum Beispill an Entwécklungslänner, mat deene Steierhannerzéiungen. Mir hunn an deem Débat, dee mir gefrot hunn

iwwer LuxLeaks, deen d'lescht Woch war, Propositioune gemaach, wéi esou Steiertrickse-reien an Zukunft kéinte verhënnert ginn. A mir erwaarden och, dass d'Regierung voll kooperéiert mat der TAXE-Kommissioun vum Europaparlament.

A mer rappeléieren un d'Regierung, dass Lëtzebuerg onbedéngt misst dem Virschlag vun enger Finanztransaktiounssteier vun eelef Länner, dorënner all eis Noperen, bäitrieden. Dee fréiere Finanzminister, den Här Frieden, huet an där Fro ëmmer no London gekuckt an en huet gesot: Dat geet net, esou laang London net matmécht. Den Här Frieden schafft elo selwer zu London.

(Interruption)

Une voix.- Dowéinst!

(Hilarité et brouhaha)

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech héieren hei am Sall „dowéinst". Ech wollt dat elo selwer net ënnerstellen dem Här Frieden.

Une voix.- Bien vu, Här Urbany!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech mengen och, dass mer keen TTIP brauchen a wéi déi Verträg alleguerten heeschen, well dat kënne guer keng gutt Accorde sinn, Här Bodry. Een dervun ass schonn ënnerschriwwen. Mir wëssen, wat drasteet. Dat ass dee mat Kanada. Mir mengen duerfir och, dass déi Fuerderung vun der Zivilgesellschaft, fir se zréckzezéien, fir déi Verhandlungen ofzebriechen, berechtegt ass an d'berechtegt Suerg vun der Gesellschaft ausdréckt, fir sech net do an eppes erandrécken ze loossen, wat herno net méi zréckzekéieren ass.

An ech fäerten och, dass et do wäert schwéier ginn, fir herno ze soen, da maache mer léiwer keen Accord, wéi den Här Bodry sot, wéi dat do. Ech fäerten, dass wann dee Moment bis erreecht ass, wa soll ënnerschriwwe ginn, dass et da keen Zréck méi gëtt. An duerfir menge mer, dass dee beschte Wee, fir do erauszekommen, wier, einfach d'Verhandlunge emol ofzebriechen an ze kucken, wat da geschitt.

Mir mengen och, dass Lëtzebuerg als Land muss méi a wirtschaftlech Schlësselgebidder investéieren. Dat, wou et net genuch de Fall ass, wéi d'Loftfahrt zum Beispill, wéi d'Stolindustrie, awer och an alternativ Energien, deenen hiren Undeel zu Lëtzebuerg jo immens kleng ass.

Mir wëllen och verstäerkt op d'Kooperatioun iwwert d'Grenzen ewech setzen. Och de Logement ka sech nëmmen entwéckelen, wa mer staatlech Mëttelen dran investéieren, wéi déi vum Fonds de compensation. Mir si frou ze héieren, dass, no laangem Insistéiere vun eis, och do endlech soll en Ufank gemaach ginn. Mir mengen och, dass et an der Logementspolitik net duergeet, déi Loyerssubventioun anzeféieren, wann een net gläichzäiteg eng Mietbrems aféiert.

Natierlech gehéiert och de Schoulsystem zu enger wirtschaftlecher Entwécklung. An an eiser Interpellatioun iwwert d'Beruffsausbildung, déi mer och hei haten, hu mer Pisten opgewisen, wéi ee ka virgoen. A mir kooperéieren och weider gär mat der Regierung an déi Richtung.

An natierlech gehéiert eng Fiskalitéit dozou, déi de Räichtum och wierklech ëmleet (veuillez lire: ëmverdeelt) am Sënn vun enger méi gläicher Gesellschaft. Mir brauche keng räich an ultraräich Leit, HNWIen a wéi se alleguerten heeschen, hei am Land, well déi herno eise Steiersystem wäerte ruinéieren. Well herno ginn d'Steiergesetzer esou geschriwwen, dass se deene Leit entgéintkommen.

Zum Schluss wëll ech nach agoen op deen Aspekt, deen och hei an deene meeschte Rieden zum Schluss komm ass. Ech mengen, dass mer kee kënschtlechen Nation Branding brauchen, deen eis eng Agence de pub schreift. Ech mengen, dass mer e Vollek brauchen, wat reell zesummewiisst. E Vollek, wou jiddwereen dozougehéiert, dee laangfristeg hei schafft a wunnt. A wann e vu sengem perséinleche Statut oder vu senger Geschicht a Kultur hier eng aner Nationalitéit huet, da soll dat en net drun hënneren, déi Zäit, wou en hei ass, sech um demokratesche Liewen ze bedeelegen. Et geet hei ëm d'Demokratie, ëm soss näischt!

Ech mengen, dass een dat och net soll verwiessele mat der spezifescher Sproochesituatioun zu Lëtzebuerg. Déi Sproochesituatioun war nach ëmmer déi vun der Dräisproochegkeet. Mir kënnen och frou sinn, dass mer déi Situatioun hunn. Mir sollen awer trotzdeem net vergiessen, dass Franséisch ëmmer elitär vermëttelt ginn ass an dass dat e Problem ass. An da mierkt een och bei deenen Debatten, déi dobausse sinn, dass dat ëmmer e Problem ass bei ville Leit.

Mir brauchen dofir zwou Saache prioritär, dat ass d'Léiere vum Lëtzebuergeschen als Schrëftsprooch, zum Beispill iwwert d'Alphabetiséierung. Mir hunn do Virschléi als Lénk gemaach. An och iwwer eng méi mëndlech Approche zum Franséischen, besonnesch am Ufank vun der Schoul. Dat géif ville Leit erméiglechen, an de Sprooche méi eng Aisance ze kréien a sech an deem Multisproochenëmfeld, wat mer eben hunn, erëmzefannen.

Une voix.- Très bien!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Mir brauchen och méi Iwwersetzungen an der Politik, zum Beispill hei vun de Chambersdebatten. A mer brauchen e weideren Zougank zur Lëtzebuerger Nationalitéit, dat ass evident, zesumme mat der Erweiderung vum Awunnerwahlrecht. Dat ass awer grad, wat déi Parteie vum Neen ni wollten, wat se ëmmer versicht hunn an der Geschicht ze verhënneren. Den ADR war géint d'duebel Nationalitéit!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Richteg!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- En huet dergéint hei gestëmmt. Op eemol soll dat elo d'Problemer alleguerte léisen.

Des Weidere brauche mer eng ganz Rei vun demokratesche Reformen, méi Matbestëmmungsrechter vun de Leit, méi Rechter fir d'Legislativ, dat heescht d'Chamber hei, géintiwwer vun der Exekutiv, dat heescht d'Regierung. A mer brauche Wahlen an engem Wahlbezierk. Mir géifen och gären de Premier beim Wuert huele beim Opbrieche vun, ech zitéieren en, „décke Schlässer, déi esou laang d'Diere vun der Transparenz zougespaart hunn", wat wouer ass.

Mä ech wëll ee Beispill ginn: Elo verlaange mer scho méintelaang, dass d'Regierung eis eng Lëscht gëtt vun de staatleche Vertrieder an de Verwaltungsréit. D'Conférence des Présidents huet sech hannert eis Fuerderung gestallt an der Regierung e Bréif geschriwwen. Ech hätt mer kéinten erwaarden zum Beispill, dass de Premier gëschter eis déi Lëscht vun de Vertrieder vun der Regierung an de Verwaltungsréit iwwerreecht hätt. Huet en awer net gemaach!

An ech mengen, och wann ee vu Pressefräiheet schwätzt a vun Zougank zu Informatiounen, da stellen ech mer d'Fro: Wéi ass et mat deene Leit, déi déi LuxLeaks-Affär opgedeckt hunn, déi hei virun d'Geriicht kommen an déi net geschützt sinn do virdrun? An déi och an Zukunft net solle geschützt ginn, wann ech de Justizminister richteg verstanen hunn, wéi mer déi Debatt hei op eis Initiativ hin haten.

Duerfir wëlle mer also, dass d'Debatt ëm d'Demokratie weidergeet - ech sinn och direkt fäerdeg, Här President -, och nom Referendum vum 7. Juni a bei der Reform vun der Verfassung, wou Der jo wësst, dass mir eng eege Verfassung ausgeschafft a virgeluecht hunn.

Mir brauchen eng funktionéierend Demokratie, déi sech op all d'Leit erstreckt. Eis Lëtzebuerger, awer och eis auslännesch Matbiergerinnen a Matbierger musse léieren, dass si d'Träger vun der demokratescher Souveränitéit sinn a keen aneren! A si musse mateneen auskommen. An dat ass ganz wichteg an dorëm geet et ënner anerem och bei der Debatt zum Referendum.

Duerfir heescht jo och eise Slogan: „Jo. Demokratie stäerken." Mir soen dat aus enger Oppositiounsvue eraus, mir si jo net an der Regierung. Mir soen et aus enger sozialkritescher Vue eraus, wou mer déi Leit vertrieden, déi schaffe ginn, alleguerten d'Leit vertrieden, déi schaffe ginn an déi Opfer vun där onsozialer Politik sinn, déi vill Parteien hei am Sall zënter Joren a Jorzéngte matdroen. A mir hätte gär, dass se och hiert Wuert an deenen Debatte kënne soen an Zukunft.

Duerfir si mer och fir d'Wahlrecht vun deene Leit, déi hei wunnen, vun den Auslänner och, déi hei wunnen. A mir wäerte generell stëmmen dräimol mat Neen, wat Iech jo awer bekannt dierft sinn.

(Hilarité)

Pardon, mat Jo.

Une voix.- Très bien!

(Brouhaha général)

Une voix.- Do hate se sech schonn erféiert!

Une autre voix.- Fänkt nach eng Kéier un!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dem President seng Missioun ass jo ëmmer, fir da Sachlechkeet eranzebréngen. Fir dat dann och fäerdegzebréngen: Hunn ech richteg héieren, dass Dir fir dräimol Jo sidd?

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Wësst Der, mir si gewinnt bis elo, bei ville Saachen Neen ze soen, duerfir kënnt dat eis méi liicht iwwert d'Lëpse wéi de Jo. Mä hei, mengen ech, drängt de Jo sech op, och aus enger Oppositiounssiicht. Ech iwwerreechen Iech hei nach déi Motioun, déi ech herno wäert virstellen. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Et soll ni eppes zur Gewunnecht ginn, Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Voilà!

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que le Programme de stabilité et de croissance et le Programme national pour une croissance intelligente, durable et inclusive, introduits chaque année vers la fin avril devant les instances européennes, constituent des maillons importants dans la définition de la politique nationale;

- considérant la nécessité d'organiser un débat en séance plénière avant le dépôt de ces instruments et avant le début des procédures budgétaires et macroéconomiques qui s'ensuivent;

- considérant la nécessité de faire précéder ce débat d'un hearing avec les partenaires sociaux et les autres organisations de la société civile;

- considérant que le débat sur l'état du pays risque de glisser de plus en plus vers un débat de pure rhétorique sans influence réelle sur la politique du Gouvernement;

invite le Gouvernement

- à organiser pour 2016 un débat de consultation avant le dépôt du Programme de stabilité et de croissance et du Programme national pour une croissance intelligente, durable et inclusive;

- à faire précéder ce débat d'un hearing avec les partenaires sociaux et les autres organisations de la société civile;

- à transformer le traditionnel débat sur l'état de la nation en un débat pour lequel sont présentées les données nécessaires pour décrire la situation économique et sociale du pays et qui permet de discuter - ensemble avec le débat de consultation sur le Programme de stabilité et de croissance et le Programme national pour une croissance intelligente, durable et inclusive - les orientations futures dans l'intérêt du pays et des citoyens.

(s.) Serge Urbany, David Wagner.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Voilà. Ech wollt Iech bieden, elo ee Moment op en anere Sujet iwwerzegoen. Mir hunn eng Question urgente vum Här Marc Spautz agereecht kritt iwwert d'Décisioun vun der Cour administrative, fir d'Nominatioun vun der Directrice vun der ADEM ze annuléieren. Den Här Aarbechtsminister huet sech bereet erkläert, fir direkt de Mëtteg dorop ze äntwerten.

An ech géif dann elo dem Marc Spautz d'Wuert ginn, fir d'Fro virzedroen. Hien huet fënnef Minutten an den Här Aarbechtsminister huet zéng Minutten, fir drop ze äntwerten. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

3. Question urgente n°1113 de M. Marc Spautz relative à l'annulation de la nomination de la directrice de l'ADEM

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Här President. Och Merci dem Här Minister, dass en direkt esou séier bereet war, och op déi Fro ze äntwerten.

2012 gouf d'Madame Scholtus un der Spëtzt vun der ADEM ofgeléist. Dat huet deemools och zu Diskussiounen an der Chamber gefouert, net nëmmen an der Effentlechkeet. Ech weess nach, zesumme mam Här Kaes - a wann ech mech och nach richteg erënneren, war och nach den Här Krieps déi Zäit derbäi -, wou mer hefteg Diskussiounen deemools haten, ob mer dat gutt géife fannen oder net, wou den Aarbechtsminister eis an d'Sitzung matdeele komm ass, dass d'Direktioun vun der ADEM vun deemools géif duerch en Ad-hoc-Comité ersat ginn. Dat wier ënner anerem och dorop zréckzeféieren, dass net déi Fortschrëtter géifen erziilt ginn, wéi et bei der ADEM erwënscht wier, an dass een do verschidden Ännerunge misst maachen.

D'Manéier ass deemools net akzeptéiert gi vun där betraffener Direktesch a si huet och deemools gesot, si géif juristesch aktiv ginn. An enger éischter Etapp war et d'Regierung, déi de Prozess gewonnen huet. Elo, an enger zweeter Etapp, huet d'Cour administrative gesot, dass d'Madame Scholtus recht kritt huet.

Mir hu jo schonn eng Kéier, ech wëll net elo soen, ech wëll elo net d'Arméi mat der ADEM verwiesselen, mä mir hunn an engem ähnleche Fall jo och schonn eng Kéier en Uerteel hei zu Lëtzebuerg gehat bei der Ofsetzung oder bei der Révocatioun vun engem Mënsch un der Spëtzt vun enger Administratioun. An et si jo och nach aner, menges Wëssens no, och nach aner Prozesser unhängeg, wou et ëm ähnlech Décisioune geet, wou och do d'Décisioune vun der Regierung oder vun deem jeeweilege Minister contestéiert ginn.

An dofir ass meng Fro elo un den Aarbechtsminister: Wéi wëllt d'Regierung elo an deem Dossier virgoen? Akzeptéiert d'Regierung elo de Fait, dass ab haut, esou wéi et am Uerteel steet, d'Madame Scholtus erëm d'Direktesch wier vun der ADEM? Oder bleift dat d'Madame Schlesser? Wat ass do d'Positioun vun der Regierung? A wat bedeit dat och elo fir d'Verwaltung an déi zwou betraffe Persounen? Well déi Persoun, déi jo ofgeléist huet, déi ass jo aus dem Spill, déi ass guer net méi do.

An da wollt ech d'Fro stellen: Wéi gedenkt d'Regierung, an Zukunft esou Problemer ze évitéieren? Well mer jo wëssen, dass och nach aner Prozesser ënnerwee sinn an därselwechter Form. Wat kéint een do maachen, fir esou Saachen an Zukunft ze verhënneren.

Ech soen Iech Merci.

M. Alexander Krieps *(DP).*- Här President, mäin Numm ass hei gefall. Däerf ech eppes soen dozou?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo.

M. Alexander Krieps *(DP).*- Entschëllegt, dass ech hei abriechen, Här Spautz, an Är Fro. Mä ech mengen, ech hunn déi Säit bei mengem Espresso mäin Numm héiere falen an do sinn ech dann heihinner komm, well ech hu mech net verwonnert, dass dee Changement an der Direktioun komm ass.

Well ech ka mech erënneren, den Här Castegnaro huet deemools nach gelieft, an den Här Castegnaro an ech sinn eng Kéier do fortgelaf op der ADEM, well déi Presentatiounen desastréis waren an d'Dynamik desastréis an deem Déngen, soudass ech der Meenung war, dass do e Changement huet misse kommen.

Ech hat keng Preferenz fir d'Madame X oder d'Madame Y oder den Här esou an esou. Mä op alle Fall, ech mengen, dass do eng nei Dynamik muss kommen. An Dir däerft net soen, Här Spautz, mat allem Respekt fir Iech, dass ech...

(Interruption par M. Marc Spautz)

Jo, ech war derbäi, mä ech war awer net verwonnert. Well ech mengen, iwwert d'Changementer an der ADEM däerf kee verwonnert sinn, wa se 30 Joer amgaang gewiescht wären. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Et war zwar e bësse méi eng onorthodox Stellungnahm.

(Hilarité)

Et war och e bësse méi onorthodox vum Froesteller. Dofir komme mer elo erëm bei dat méi Orthodoxt an ech ginn dem Här Aarbechtsminister d'Wuert.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Bien! Här President, ech wëll dem Här Spautz emol éischtens Merci soen, datt ech de Moien erfuer hunn, datt dat Uerteel gesprach ginn ass, well hie wosst dat viru mir, an ech sinn et eigentlech iwwer seng Fro gewuer ginn. Hien huet also e besseren Drot zu der Cour wéi ech. Voilà! Mä ech sinn et also iwwer seng Fro gewuer ginn.

Une voix.- Et sinn d'SMSen!

(Hilarité)

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Dat Zweet, wat ech muss soen, dat ass, den Här Spautz freet mech hei, ob d'Regierung gedenkt, dat Uerteel ze exekutéieren. Déi Fro vun engem fréiere Minister wonnert mech jo eigentlech, well ech kéint mer eigentlech schlecht virstellen, datt eng Regierung oder e Minister en Uerteel net géif exekutéieren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- An ech mengen, mir sinn an engem Rechtsstat a mir hunn natierlech d'Uerteeler, ob se ons gefalen oder net, ze applizéieren a se ze exekutéieren. Ech mengen, déi Fro ass domat beäntwert.

Dir wëllt wëssen, wat mat der Madame Schlesser geschitt. Et bien, d'Madame Schlesser hat eng Nominatioun als Directrice adjointe, hir Nominatioun als Directrice ass heimat casséiert, domat fält se also dorop zréck, wou se virdru war, si ass also erëm Directrice adjointe.

Une voix.- Très bien!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Wat elo mat der Madame Scholtus ass. Ech

mengen, do ass d'Uerteel kloer an ech wäert mech muer mat der Madame Scholtus iwwert d'Modalitéiten ënnerhalen, wat si dozou seet. A fir mech ass do d'Uerteel esou ze exekutéieren, wéi et do steet.

Par ailleurs musse mer natierlech ons iwwert déi prozedural Froen do Gedanke maachen an och dat Uerteel an all senge Finessen analyséieren.

Ech selwer sinn e bëssen iwwerrascht, datt an deem Uerteel gesot gëtt als eent vun den Elementer, d'Madame Scholtus wier iwwerrascht gewiescht, wéi eigentlech se net an déi nei Direktioun genannt gi wier. Ech mengen, et ass och virdru gesot ginn, an Dir selwer hutt oft mat mir iwwert d'Situatioun an der ADEM an och iwwert d'Direktioun vun der ADEM diskutéiert. Et gëtt mech also e bësse Wonner, ech sinn also selwer e bëssen iwwerrascht, datt dat soll eng Iwwerraschung gewiescht sinn. Mä bon! Dat ass eng Saach, déi ech elo op der Säit loossen.

Ech soen Iech just eppes: Dat hei ass eng Décisioun iwwert d'Prozedur, an den Tribunal huet approuvéiert an d'Cour huet dat net guttgehalen. A mir hunn dat Jugement ze applizéieren. Mä hei geet et am Endeffekt net ëm Prozeduren. Hei geet et ëm Chômeuren. An dat wat mech eigentlech interesséiert, dat ass net d'Prozedur: Waren et elo sechs Deeg, waren et aacht Deeg? Dat geet ëm déi dausende Leit, déi am Chômage sinn an déi net d'Zäit hunn, fir ze waarden, fir erëm en Job ze fannen!

Une voix.- Très bien!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- An amplaz datt mer ons elo hei grouss Gedanke maachen, wéi elo hei eng Prozedur an do... Prozeduren hu respektéiert ze ginn. A wa se net genau respektéiert gi sinn, da wäerte mer dat musse maachen an der Zukunft - vu datt Der déi Fro jo stellt - a méi genau maachen a méi oppassen, datt se respektéiert ginn. Dir hutt jo och op aner Fäll vu Kolleegen a fréiere Regierungen ugespillt. A mir wäerten dat dann och maachen.

Mä déi, déi mir um Häerz leien, dat sinn d'Chômeuren! An Dir wësst, Här Spautz, an alleguer déi, déi sech mat deem Thema ausenanergesat hunn, datt d'ADEM haut net comparabel ass mat der ADEM vu virun zwee, dräi oder véier Joer. An dat ass dat, wat zielt.

An de Chômeur interesséiert relativ wéineg dat Geplänkels: Wat geschitt hei oder geschitt do? Dee wëllt en uerdentleche Service. Dee wëllt uerdentlech behandelt ginn. Dee wëllt d'Méiglechkeet hunn, erëm en Job ze fannen. Dee wëllt Respekt an der ADEM, an net Administratioun. Dee wëllt eng Agence, déi hien erëm an eng Aarbecht brëngt. An dat ass dat, wat och fir mech zielt. Duerfir ass mäin Haaptobjet de Respekt vun der Reform, d'Kontinuitéit vun der Reform, datt mer déi ADEM nach besser maachen, wéi se haut ass. An doudsécher ass se schonn haut besser, wéi se virun zwee oder dräi Joer war. Dat ass den Défi, den Défi fir d'Chômeuren, den Défi och fir d'Entreprisen.

Mir hunn an deene leschten Deeg e gudden Accord ënnerschriwwe mat der Chambre des Métiers, nodeem mer ee mat der Chambre de Commerce, mat der UEL an esou weider ënnerschriwwen hunn. An dat ass d'Kontinuitéit, déi ech wëll: Et ass d'Reform vun der ADEM, déi oft an der Diskussioun och hei an dësem Haus war.

Mir stelle fest: De Chômage ass amgaang zréckzegoen. Mir triumphéieren net. Mä et ass e positivt Signal. D'ADEM eleng huet do net d'Responsabilitéit. Mä trotz allem, déi gutt Aarbecht, déi gemaach gëtt an déi mer och doran erëmfannen, datt d'Offres d'emploi ëm iwwer dausend vun engem Mount_op deen aneren eropgaange sinn, ass en Zeechen, datt Vertrauen an déi ADEM do ass, déi sech reforméiert, déi sech upasst an déi och eng aner Approche zur Vermëttlung vun den Aarbechtslosen huet.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister. Domat hätte mer dës Question urgente beäntwert a mir géife weiderfueren an eisem Débat iwwert d'Lag vun der Natioun. An d'Wuert huet erëm den Här Marc Spautz.

4. Débat sur l'état de la nation (suite)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn elo net richteg op meng Fro geäntwert kritt, mä ech soen awer dem Minister elo emol Merci. E setzt et elo emol de Moment ëm, mä et kann een och juristesch..., komme mer jo dann nach eng Kéier drop zréck, wa mer den Detail dann och analyséiert hunn, wéi mer da mam Uerteel virginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, „Mir sinn um richtege Wee", net manner wéi néngmol direkt a sechsmol an agepaakter Form huet de Statsminister dat gëschter a senger Ried gesot! Wat fir e Wee ass dat? Wat fir e Wee ass dat a puncto Steierreform, a puncto Steierpolitik? Wat fir e Wee ass dat am Logement? Ass dat de Wee vun der Madame Nagel? Oder ass et de Wee vum Här Marc Hansen?

(Interruptions)

Dee wou ee jo d'Fro ka stellen, an do muss een dem Här Cruchten félicitéieren: No der Reklamatioun um LSAP-Kongress ass jo am Logement eppes geschitt, nämlech dass d'Madame Nagel ersat ginn ass oder komplettéiert ginn ass duerch den Här Hansen an den Här Hansen elo d'Heft vum Logement an de Grapp geholl huet.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Waart Dir do?

M. Marc Spautz *(CSV).*- Neen, mä ech hunn et gelies, Här Haagen, ech liesen Är Kongresser.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- ...Dir do gewiescht wiert.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Oh, wann Der mech invitéiert, kommen ech vläicht eng Kéier.

(Interruption par M. Claude Haagen)

Da wollt ech soen, wa mer da schwätze vum Wee: Ass dat elo dee vun der Madame Nagel oder dee vum Här Hansen? Ass dat deen, deen ënnerstrach ginn ass, vun der Subventioun vum Loyer, wat jo elo als eng vun deene groussen Errungenschaften ugekënnegt gëtt, wat och eis Zoustëmmung fënnt als Prinzip, dass mer deene Leit sollen hëllefen. Mä ech ka mech erënneren, dass de Marco Schank schonn am Mäerz 2013 eng deementspriechend Propos op de Wee ginn huet an dass mer elo, méi wéi zwee Joer duerno, dann elo de Projet an enger anerer Form virleien hunn an dass d'Leit hu missen esou laang drop waarden, fir kënne vun deene Subventiounen ze profitéieren.

Dee Wee am Logement, ass dat dee vun der TVA vun 3% op 17% op Zweetwunnengen? Ass dat dee vun der Präisentwécklung am Logement, wou de Logement méi deier ginn ass? Ass dat dee Wee, dass SNHBM a Fonds du Logement géifen eng Reform kréien, esou wéi och schonn an der viregter Regierung e Projet um Dësch louch, deen awer vun der jëtzeger Regierung zréckgezu ginn ass a jo soll duerch eppes Neies ersat ginn? Dat ass d'Fro, wann een héiert, et wier een um richtege Wee, dass een dann och wëllt wëssen, wat dann dat mat deem Wee konkret och an där Thematik op sech huet.

De Premierminister huet och gesot: „Mir hu Schlässer opgemaach, Schlässer opgebrach." Awer da muss een och vläicht d'Dieren opmaachen! De Vizepremier huet emol viru Jore gesot, et misst een d'Fënsteren opmaachen, elo seet de Premierminister, et misst een d'Schlässer vun den Dieren huelen. Da misst een awer och scho vläicht d'Dieren opmaachen an da soen, wat hannert deenen Dieren ass. An do hu mer näischt fonnt an der Regierungserklärung vu gëschter.

De Moien, d'Aussoe vum Fraktiounschef vun der LSAP ware méi kloer a méi prezis, wann een d'Regierungspolitik kuckt, wéi déi, déi gëschter de Statsminister gemaach huet. An et muss ee soen, och wann ech net mam Här Bodry an allem averstane sinn, souguer, mengen ech, a méi Saachen net averstane si wéi an all deem, wat e gesot huet, en huet op d'mannst mat Beispiller, mat konkreten Zuelen operéiert, well Zuele ware gëschter an där Lag vun der Natioun net de Fall an et ware weider keng Zuelen dran. Déi Erklärung vu gëschter hätt gutt gepasst bei enger Nationalfeierdagsusprooch an der Gemeng, awer net als Ried zu der Lag vun der Natioun.

D'lescht Joer huet d'Regierung villes ugekënnegt vun deem, wéi deemools an der Regierungserklärung et hätt solle weidergoen. Et ass gaangen iwwer Diversifizéierung vun der Ekonomie, et ass gesot ginn, d'Wirtschaft méi breet opstellen, Koalitioun vun der sozialer Responsabilitéit, an deenen nächsten dräi Méint kéim de Spidolsplang, am Logement géifen Akzenter gesat ginn. Dat war elo virun engem Joer, wou dat deemools gesot ginn ass. An ech wëll doru just nach eng Kéier erënneren. An et kéime Reformen an der Justiz, wou et do ënner anerem gaangen ass iwwer all déi Punkten, déi souwuel eis Kanner ubelaangen, wou awer och nach gesot ginn ass, dass mer aner Reforme misste maachen.

An dat, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, dat stoung alles an der Regierungserklärung vun 2014. A wéi ech mech domat beschäftegt hunn, d'Regierungserklärung vun 2014 ze liesen, hunn ech mer och erlaabt, d'Riede vun 2012 a vun 2013 vun den deemolegen Oppositiounsparteien, vun där grénger Partei a vun der liberaler Partei, ze liesen, wou deemools gesot ginn ass, wat alles misst kommen: dass et net séier genuch géif goe mat enger Steierreform, dass een do vill méi kloer Akzenter misst setzen, dass ee misst soen am Virfeld, a wat fir eng Richtung déi Steierreform géif goen, dass dat eng sozial gerecht Steierreform misst sinn, dass dat eng Steierreform misst sinn, déi dem ekologeschen Aspekt Rechnung dréit. Mä de Moment ass nach näischt bekannt, wat an der Steierreform soll kommen. An och no gëschter, no der Ukënnegung vum Statsminister wësse mer nach net vill méi.

Ech wëll awer elo net nach eng Kéier op alles dat agoen, wat mäi Parteikolleeg a Fraktiounspresident, de Claude Wiseler, haut de Moien an enger exzellenter Form duergeluecht huet,...

Une voix.- Très bien!

(Brouhaha et hilarité)

M. Marc Spautz *(CSV).*- ...mä ech wëll awer...

(Interruption par M. Alexander Krieps)

Wollt Der eppes soen, Här Krieps?

M. Alexander Krieps *(DP).*- Ech soen Iech dat dann herno.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ah. Ech wäert mech awer elo op e puer Punkte beschränken, déi de Moien nach net an där exzellenter Ried mat dra waren.

An ee vun deene Punkten ass de Sozialdialog. De Sozialdialog, wou heibanne gesot ginn ass, dass en erëm fonctionnéiert. An ech muss soen, an dofir och meng Félicitatioun un d'Regierung, dass se jo en Accord fonnt huet am Sozialdialog iwwert de Congé parental. Deen hu se jo fonnt, wou jo elo alles, wat de Congé parental ubelaangt, mat de Sozialpartner kloer ass.

D'Madame Minister huet eis och matgedeelt e Méindeg virun aacht Deeg, e géif 20 Millioune kaschten. Mir kommen zwar op méi en héije Chiffer, mä iwwert d'Chiffere soll een elo net streiden. Et soll een elo emol kucke konkret, wat dat brëngt.

Mä wat awer e bëssen iwwerraschend war trotzdeem, dat war, dass uschléissend, dass zwar net an der Kommissioun gesot ginn ass vun der Madame Minister, dass och d'Prête géifen ënnerbrach ginn, d'Réckbezuelunge vun deene Leit, déi eng Schold hätten, géifen ënnerbrach ginn. An den Dag drop huet am „Paperjam" d'ABBL reagéiert a si hu gesot, si wéissten näischt vun esou engem Accord. Dofir wier et och fir eis vläicht wichteg, an net nëmme fir eis heibannen, mä och fir d'Leit a virun allem déi Leit, déi e Prêt hunn, wat dat domadder op sech huet, ob do ënnerbrach gëtt oder ob net ënnerbrach gëtt, a wéi wäit dann déi Verhandlunge sinn, déi zwëschent Der ABBL an der Madame Familljeminister lafen.

Wa mer awer vu Sozialdialog schwätzen, wier et awer och wichteg, ze wëssen, wou all déi aner Punkten dru sinn, déi an deene leschten zwielef Méint virun allem och vum Statsminister an der Regierungserklärung vum leschte Joer ugekënnegt gi waren: Wéi geet et weider mam Eenheetsbetrag am Kannergeld? Op wat hunn do d'Sozialpartner respektiv d'Regierung sech gëeenegt? Wéi geet et weider mat där Ënnerstëtzung, déi de Statsminister an der Ried d'lescht Joer ugekënnegt hat virun allem fir d'Familles monoparentales? Wat ass do geplangt? A wat ass dat, wat do am Package ass? An zu wat fir engem Entschloss sidd Der do mat de Sozialpartner komm?

An dann eppes, wat souwuel d'Madame Familljeministesch wéi den Här Aarbechtsminister concernéiert, dat ass dat mat der Aarbechtszäitorganisatioun an och mat de Congéen, extraordinär an ordinär, wat jo och eent vun de Beispiller war, ee vun den Inhalter war, déi d'Regierung am Kader vun hire familljepolitesche Strukturen an Iddien ugekënnegt hat, wéi wäit et domat ass mat dem Sozialdialog a wou mer do dru sinn.

An datselwecht gëllt fir d'Gesetz vum RMG, wou et och wichteg wier, am RMGs-Gesetz ze wëssen, a wat fir eng Richtung do d'Regierung wëlles huet ze goen. Dës Regierung ass elo 18 Méint do. Et wier elo awer och un der Zäit, fir ze soen, wouhinner wëlle mer goen a wat ass d'Ausriichtung künfteg vun enger RMGs-Politik, an net nëmme beim Congé parental Neel mat Käpp ze maachen, mä och doriwwer eraus.

An deem ganze Kontext, wa mer vu Familljemoossname schwätzen a vu Familljepolitik, wollt ech och nach eng Kéier op dat agoe vun de Flüchtlingen. An och do war ech e bëssen enttäuscht, dass de Statsminister gëschter weider näischt a senger Ried hat. No där exzellenter Ausféierung vum Ausseminister, dee jo och zoustänneg ass fir d'Flüchtlingspolitik, vun der leschter Woch, hat ech mer och erwaart, dass do méi konkret Aussoe géife kommen haut, wéi de Statsminister a wéi d'Regierung dat Ganzt gesinn.

D'Gemenge ware ferm kritiséiert ginn, si géifen net genuch Bäiträg leeschte bei der Flüchtlingspolitik, fir Flüchtlingen opzehuelen. Mä wann ech awer déi lescht Deeg d'Gemengerotsberichter liesen, an den Zeitungen an och nolauschteren um Radio, sinn awer ganz vill Gemengen, déi Wunnengen zur Verfügung stellen. A wann ech och d'Reaktioun kucke vum Syvicol, deen nach eng Kéier ënnerstrach huet, dass d'Bereetschaft vun de Gemengen do ass, mä dass een awer och nach muss iwwer aner Problemer dann diskutéieren, iwwer Organisationelles, a virun allem och am Schoulberäich, well dat ee vun den Haaptpunkten ëmmer ass, wann ee seet: Ech muss esou vill zousätzlech Leit ophuelen. Och do wier et wichteg, ze wëssen, wat do d'Politik dann elo ass vun der Regierung a wéi et an deem Sënn soll virugoen, och elo no der Lag vun der Natioun.

A wa mer schwätze vu Flüchtlingen, ass et och wichteg, an do wëll ech ausseruerdentlech nach eng Kéier d'Politik vun der Regierung an de Kooperatiounen ënnerstëtzen an nach eng Kéier drun erënneren, dass d'CSV déi Politik mat ënnerstëtzt, déi an der Kooperatioun gemaach gëtt, dass et wichteg ass, deene Länner ze hëllefen, well wa mer keng esou Situatioune méi wëllen hunn, wéi mer se déi lescht Wochen a Méint um Mier haten, da musse mer virun allem och deene Länner hëllefe sur place.

Mir mussen derfir suergen, dass déi Leit genuch ze iessen an ze drénken hunn. Mir mussen derfir suergen, dass Fridden ass op deene Plazen. A mir mussen och hëllefen, eng wirtschaftlech Entwécklung op deene Plazen opzebauen. An déi Projeten, déi de Romain Schneider eis bei der Kooperatiounsdebatt virgestallt huet, hu jo och ënnerstrach, wat fir eng Projete Lëtzebuerg do mécht.

An da wier et och net schlecht, während der Présidence och emol nach verschidde vu sengen Homologen, vu senge Kolleegen europawäit op déi Projeten an déi Iddie vu Lëtzebuerg opmierksam ze maachen, wou mer jo och Formatiounen op der Plaz maachen, wou mer deene Leit Formatiounen ubidden, fir dass déi Leit och eng Chance hunn, an hirer Ekonomie kënnen aktiv ze ginn an och an hirer Ekonomie kënnen ze liewen.

Wann ech da bei deen nächste Punkt am méi sozialen Deel wëll goen, dat ass dee vum Travail. An de Minister huet et scho gesot, mir wëllen him félicitéiere fir déi Accorden, déi d'ADEM mat de Beruffschambere fonnt huet, fir dann elo 5.000 d'Woch weider Leit a Beschäftegung ze bréngen. Mir sinn der Meenung, dass dat eng gutt Saach ass, fir dass do déi 5.000 Leit weider eng Perspektiv sollen hunn.

Ech wëll awer just nach eng Kéier ënnersträichen, well ech weess, dass de Minister et richteg verstanen huet, ech ginn och dervun aus, dass de Gros vun de Leit heibannen et richteg verstanen huet, mä dat heescht awer elo net, dass de Chômage automatesch ëm 5.000 Plazen erofgeet. Et ass ze hoffen, dass en erofgeet, mä dass en elo soll inklusiv déi 5.000 erofgoen, do wäerte mer déi nächst Wochen, Méint a Jore gesinn, wat dat mat sech brëngt.

Wann dat och eng gutt Saach ass, muss ee sech awer d'Fro stellen, ob net nach zousätzlech Saache misste komme betreffend d'Qualifikatioun vun de Leit, well ee vun eisen Haaptproblemer ass dee vun den Onqualifizéierten, an och betreffend d'Usiidlung vun neie Betriber, fir nei Betriber, déi wëllen an d'Land kommen.

A wann een da sech esou mat enger Ried vum Débat de la nation beschäftegt, hunn ech och nach eng Kéier d'Dokumenter konsultéiert, déi - wéi soll ech soen? - den Ingenieursbüro beim Bau vun dëser Koalitioun ausgeschafft hat, 20, 30 oder 5 vir 12, wou se hir Pisten 2013 op den Dësch geluecht hunn, a wat fir eng Richtung et misst goen an der Politik.

Do ass drop higewise ginn, dass et schwiereg wier, fir verschidde Betriber Standuerter ze fannen, virun allem Betriber, déi e bësse méi Kaméidi maachen, méi aus der Baubranche, dass déi plazeweis Schwieregkeeten hätten, fir sech kënnen nidderzeloossen, well se net genuch Terraine géife fannen, fir emol nëmmen dat Beispill ze nennen, wat an engem grousse Buch war mat 352 Punkten, déi sollte gemaach ginn.

Wéi et domadder ausgesäit, fir deene Wirtschaftszweiger och eng Chance ze ginn, fir sech kënnen ze entwéckelen, wou déi Terraine sinn, dass déi sech kënnen do nidderloossen.

An do kann ech mer virstellen, dass ee vun de Presidente vun deenen Associatiounen, dee jo och Member ass vum Direktiounscomité vun ArcelorMittal, dass een och do vläicht d'Informatioun géif kréien, wéi dann do d'Verhandlunge sinn iwwert... Dat eent si schonn Industriebroochen an dat anert, fäerten ech, dat ginn der. Dat eent ass dat: Wat geschitt op dem Site vun Terres Rouges? Wat geschitt um Site vun der ARBED vun Diddeleng? A wat geschitt um Site vu Schëffleng?

Ech hat d'Chance an d'Geleeënheet, zesumme mam Aarbechtsminister op der Ouverture vun engem Musée ze si vun der Industrie, wou d'Leit eng Kéier op d'Geschicht vun der Siderurgie zréckgewisen hunn.

Do ware verschidde Leit, déi waren optimistesch, d'Schmelz vu Schëffleng géif nach eng Kéier den Uewen ugeheien, fir et elo emol esou auszedrécken. Ech weess awer och, dass souwuel déi politesch Responsabel wéi déi vun der Siderurgie manner euphoresch waren, dass de Site Schëffleng nach eng Kéier op déi Aktualitéit géif zréckkommen.

Mä dass et wichteg wier, vläicht op deene Plazen, wou d'Industrie ëmmer geschafft huet, wou Kaméidi och zum Alldag gehéiert huet, ob et do net méiglech wier, fir déi Betriber, déi soss Schwieregkeeten hunn, sech nidderzeloossen, eppes ze fannen, wou si sech kéinten nidderloossen, dass déi do d'Geleeënheet kriten, dohinner ze kommen.

An dofir ass do meng Fro un d'Regierung: Wéi wäit sinn do d'Verhandlunge mat ArcelorMittal, fir op deene Sitte vläicht kënnen eppes ze maachen, fir op deene Sitten erëm Aarbechtsplazen ze schafen? Well vergiesse mer net, an deem Ballungsgebitt vun deenen dräi Sitten, déi ech elo do genannt hunn, wunne ganz vill Leit. A wa mer schwätzen, mir sollen Aarbecht a Wunne matenee verbannen, da wier et och vläicht méiglech, do Aarbechtsplazen unzesidelen, déi bei déi Bevëlkerung passen, an dat wieren da Weeër, den Hin an Hier, sief et an d'Stad, sief et op soss aner Plaze vum Land, ofzeschafen.

An dofir meng Fro un d'Regierung: Wéi wäit sidd Der mat deene Verhandlunge mat deem Bedreiwer oder de Propriétairë vun deenen Terrainen, fir do kënnen nei Aktivitéiten ze lancéieren a wat do geplangt ass, fir do och Leit mat manner Qualifikatioun eng Chance ze ginn, erëm eng Kéier an d'Beruffsliewen zréckzekommen?

Da beim Salaire social minimum - ech mengen, et war schonn heibanne vun engem Kolleeg ugeschnidde ginn -, do ass et jo neierdéngs net méi den Aarbechtsminister, deen derfir zoustänneg ass, wann ech dat esou an engem Projet de loi gelies hunn. Bis elo war ëmmer de Mindestloun d'Kompetenz vum Aarbechtsminister, an dat ass och a Projet-de-loien erëmfonnt ginn, déi de Ministère du Travail hannerluecht huet. Déi lescht Ännerung, hu mer awer elo festgestallt, déi huet den Éducatiounsminister gemaach, wou den Här Meisch an enger Proposition de loi geschriwwen huet, dass een e bësse méi spéit Urecht huet op de qualifizéierte Mindestloun.

Dofir wollt ech och do froen: Wéi ass do d'Meenung vun der Regierung? Ass et an Zukunft den Här Meisch, dee sech ëm de Mindestloun bekëmmert, oder bleift dat am Organigramm vun der Regierung awer nach ëmmer beim Aarbechtsminister ugesidelt? An da wier et och net schlecht, do d'Positioun vun der Regierung an och vum Aarbechtsminister ze wëssen, wéi et da soll do mam Mindestloun virugoen.

A wa mer schwätze vum Mindestloun, do waarde mer scho méi laang drop, a wa mer Sozialdialog, wat jo den Ophänker ass vun där Diskussioun, féieren am Botzsecteur, och virdru war schonn e Kolleeg drop agaangen, wéi et mat dem Mindestloun soll an deem Secteur weidergoen, wéini d'Leit Recht hunn op de qualifizéierte Mindestloun. Do ass jo och en Uerteel geholl ginn, wou de Minister sech ageklinkt huet, fir ze schlichten, en Arrangement ze fannen zwëschent de Sozialpartner, fir et elo emol esou auszedrécken, oder wat och d'Regierung wëlles huet, an deem Kader ze maachen, fir deem Problem vum qualifizéierte Mindestloun, deen notamment duerch de Prozess aus dem Botzsecteur op den Dësch komm ass, fir deem och Här ze ginn.

An dann e leschte Punkt, oder net, mä bal dee leschte Punkt an deem Domän vum Travail, wat jo och zum Sozialdialog gehéiert, huet den Här Bodry haut de Moien ënnerstrach, och d'Gesetz iwwert de Sozialdialog an à l'intérieur des entreprises wier nach vun der viregter Regierung déposéiert ginn. An och do wiere mer kuerz virum Enn, dat heescht, dass de Projet gläich kéint an der Chamber gestëmmt ginn. D'Amendemente si majoritär, betounen ech, net unanime, weidergaangen un de Statsrot, well dee Projet net méi esou ausgesäit, wéi e vun där viregter Regierung ofgemaach gi war, wou Ännerunge substanzieller Natur drakomm sinn, wou deemools ofgemaach war, dass och déi minoritär Gewerkschaften a Betriber vun iwwer 250 Leit kéinten derbäi sinn. Elo féiere mer do am Fong de Système majoritaire an. Wann s de 51% hues, kriss de alles, a wann s de 49% hues, kriss de näischt.

Do muss ee sech dann d'Fro stellen, firwat een dann nach iwwerhaapt muss Proporzwahle maachen. Da kéint een och doriwwer diskutéieren, ob een déi Wahlen hätt kënnen ännneren.

An ech muss och soen, ech hat dem Aarbechtsminister eng Question parlementaire gestallt, déi e mer och gëschter beäntwert huet, oder ech hunn op alle Fall gëschter d'Äntwert kritt. Do ass et drëm gaangen, a wéi vill Betriber hei am Land mer Comités mixtes hätten. Well d'Comités mixtes, déi jo mat deem Gesetz och sollen ofgeschaaft ginn, dat sinn der 132 opgrond vun de Wahle vun 2013. Dat wieren 132 Matbestëmmungsgremien, déi géifen ofgeschaaft ginn, wou déi Kompetenz vun deene Matbestëmmungsgremie géif un d'Delegatiounen iwwerdroe ginn.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Déi gi gewielt.

M. Marc Spautz *(CSV).*- D'Delegatioun, déi gewielt ass, jo, jo. Mä déi Kompetenz vum Comité mixte géif un d'Delegatiounen iwwerdroe ginn. An dat war och eppes, wou mer eis am Ufank, an do hunn ech och keen Hehl draus gemaach an der Kommissioun, dermat konnten offannen. Mä wann et duerno awer heescht, dass deene minoritäre Gewerkschafte praktesch all d'Méiglechkeeten ewechgeholl ginn, fir ze intervenéieren, dann, muss ech soen, ass dat net méi dee Projet, deen abruecht ginn ass vun der aler Regierung, mä dann ass dat elo en neie Projet vun der Regierung, deen esou amendéiert ginn ass an der Kommissioun. An ech hunn et och schonn an der Kommissioun gesot: Dee Projet kritt eis Zoustëmmung net.

An e fënnt net nëmme bei eis d'Zoustëmmung net, mä ech wëll och dorun erënneren, dass do och d'Patronat gesot huet, dass si Problemer hu mat deem Projet. An ech wëll och dorun erënneren, dass do eng vun deenen zwou Gewerkschaften, déi, wéi de Minister ëmmer seet, regelméisseg consultéiert géife ginn an déi och Member si vun der Tripartite an och domadder also am Sozialdialog, dee Projet, esou wéi en elo um Instanzewee ass, oflehnt. An dee wäert och op eiser Säit keng Ënnerstëtzung fannen.

Da wëll ech och soen...

(Interruption par M. Nicolas Schmit)

Jo, Här Minister.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Entschëllegt, den Här Schmit, den Aarbechtsminister, wëllt reagéieren oder Iech eng Fro stellen. Sidd Der dermat d'accord?

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Ech wéilt soen, datt mer... Ganz schnell elo, well mir hunn nächste Méindeg eng Sëtzung, wou mer hoffentlech den Avis vum Conseil d'État, dee leschten Avis vum Conseil d'État kënnen duerchhuelen. Mä ech mengen, hei gëtt d'Realitéit e bësse verzerrt duergestallt. Well dat, wat vun de minoritäre Gewerkschafte gesot gëtt, do geet et haaptsächlech ëm eppes, an dat ass de Fräigestalltenen an de Betriber, dee proposéiert war eigentlech soit ofzeschafen oder do eng Ännerung ze maachen. Ëm dat geet et. Et geet net drëm, datt déi minoritär Gewerkschaften net hir Representatioun an der Delegatioun huelen. Ech mengen, dat war ni an der Diskussioun.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Wann Der de Leit an enger Delegatioun kee Crédit d'heures méi gitt oder de Crédit...

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Mä si huet de Crédit d'heures iwwert d'Gesetz. Soss hätt se en och haut net gehat.

(Brouhaha)

Här Spautz, sot mir, wéi et an der Vergaangenheet war, ob do expressis verbis der minoritärer Gewerkschaft e Crédit d'heures zur Verfügung gestallt war! Sot mer dat!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Am bestehende Gesetz hunn all Leit, zwëschen 250 a 500 Leit, mä all Delegéierten, deen do ass am Pro rata, huet säi Rescht zegutt (veuillez lire: huet säi Rescht, säin Undeel vum gesamte Crédit d'heures zegutt).

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Mä do, wou et kee Fräigestalltene ginn ass.

M. Marc Spautz *(CSV).*- An elo, an deem Betrib mat 250 an deem Projet de loi, esou wéi Dir en elo geännert hutt, am Ufank stoung dran, dass och déi Minoritär eppes géife behalen. An elo an deem Projet de loi, esou wéi en amendéiert ginn ass an der Kommissioun, majoritär, ass et bei 250 Leit kritt een de fräigestalltenen Delegéierten an déi aner kréien iwwerhaapt näischt méi!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Déi aner kréien déi Zäit, déi se brauchen.

M. Marc Spautz *(CSV).*- A wann ee weess, dass déi Décisioune virdrun am Comité mixte geholl gi sinn, déi elo an d'Delegatioun, an de Büro vun der Delegatioun verlagert gi sinn, da musst Der mer erklären, wéi dann nach e Mënsch, dee kee Crédit d'heures huet, do ka matschwätzen!

Wa mer an enger Gemeng sinn, egal wat fir eng Gemeng hei am Land, wann do siwe Leit gewielt ginn, néng Leit gewielt ginn, 11, 13, 15, 17, egal wéi vill et der sinn, huet souwuel d'Oppositioun wéi d'Majoritéit Crédit d'heures, fir déi Politik vun deenen Dossiere kënnen ze maachen.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Do gëtt et e Congé politique fir all Conseiller, egal ob Majoritéit oder Oppositioun. Dass do de President méi Stonnen huet, doriwwer diskutéiere mer net. Och de Buergermeeschter oder de Schäffen huet méi Stonne wéi de Conseiller, aus der Oppositioun wéi och aus der Majoritéit. Mä jiddwereen, egal wie vun deene Leit, déi am Gemengerot sëtzen, hu Stonnen zegutt.

(Interruptions)

Déi eng hunn der zwou zegutt, déi aner hunn der véier zegutt, déi aner hunn der sechs zegutt. Mä et ass Realitéit, dass all Gemengeconseiller hei am Lëtzebuerger Land, deemno wéi grouss seng Gemeng ass, Stonnen zegutt huet. An an de Betriber wëllt Der genau dat ofschafen! An et ass dat, wat ech net seriö fannen! An et ass dat, wat ech net gutt fannen!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Neen, et ass net dat, wat mer wëllen ofschafen.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Dat gesi mer jo dann, wann de Projet heihinnerkënnt.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Jo, voilà.

M. Marc Spautz *(CSV).*- An da soe mer...

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Da komme mer dorop zréck.

M. Marc Spautz *(CSV).*- An da beweist Der et nach eng Kéier schwaarz op wäiss.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Gär. Jo.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Dir hutt dat do schonn 1979 gemaach! An Dir kommt erëm zréck zu deem, wat Der 1979 gemaach hutt!

(Brouhaha et hilarité)

Doriwwer eraus wëll ech awer nach soen, dass am sozialen Dialog nach ëmmer eng aner Fro net beäntwert ass, an dat ass déi mat de Krankeschäiner vun 52 Wochen. Vun 52 Wochen hannerenee krankgemellt sinn, aus verschiddenen Ursaachen. Och do wëll ech soen, do ass vun der Regierung eppes an Aussiicht gestallt ginn, mä och do waarde mer nach ëmmer op déi konkret Zuelen.

Wann ech dann d'Haus wiesselen, oder ech bleiwen am Haus, mä ech wiesselen de Stack, da ginn ech vum Travail an d'Sécurité sociale. An do sinn d'Aarbechte vun der Fleegeversécherung jo amgaangen. Mä do wier et awer och wichteg, mir wësse jo alleguerten, dass d'Valeur unitaire scho méi laang fir d'Haiser agefruer ginn ass, awer gläichzäiteg lafen d'Käschten an d'Ausgabe fir d'Bedreiwer, fir d'Akteure weider.

Do wollt ech dofir ebe wëssen: Wéi wäit si mer mat der Reform? Ech weess, dass dat eng Reform ass, déi een net vun haut op muer iwwert de Knéi brécht, mä dass et awer wichteg ass fir d'Bedreiwer, déi um Terrain sinn, déi brauche Planungssécherheet an déi musse wëssen, a wat fir eng Richtung et geet, well wann et heescht auszebauen, a mir hunn ëmmer méi Leit, déi op d'Fleeg zréck...

(Coup de cloche de la présidence)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift, just den Här Spautz huet am Moment d'Wuert!

M. Marc Spautz *(CSV).*- A mir hunn ëmmer méi Leit, déi mussen op d'Fleeg zréckgräifen, dass et och do wichteg ass, dass déi Leit, déi Akteuren um Terrain genau wëssen, wat geplangt ass an a wat fir eng Richtung et geet, fir dass se net herno aus alle Wolleke falen, wann op eemol verschidden Ännerunge kommen, déi vläicht vill méi grouss Répercussiounen hunn op de Secteur.

An dat gëllt souwuel fir d'Bedreiwer, mä awer och fir déi Leit, déi dovu profitéieren an déi déi Fleeg ugedroe kréien, dass et och do wichteg ass, dass d'Leit wëssen, wou se dru sinn, well wann ech de Sozialminister richteg verstanen hat, un all Schrauf soll gedréit ginn, mä net un der Schrauf vun der Qualitéit. An och dat fënnt eis Ënnerstëtzung, dass net däerf un der Schrauf vun der Qualitéit geschrauft ginn, mä dass et dann awer wichteg ass, dass d'Leit an d'Akteure Planungssécherheet hunn an och wëssen, a wat fir eng Richtung et geet.

Da wollt ech nach op eppes agoen, an dat ass de Punkt vum Referendum. Beim Punkt vum Referendum wëll ech mech net mat deem beschäftegen, wat do déi aner Parteie soen, mä ech wëll awer hei nach eng Kéier ënnersträichen, wat eis Meenung ass a fir wat mir an deem Referendum stinn. Mir soe ganz kloer: Jo, mir stinn zu der Jugend a mir sinn och der Meenung, dass d'Jugend politesch méi misst agebonne ginn an dass et och do wichteg ass, der Jugend eng politesch Formatioun ze ginn. Dofir ënnerstëtze mer dat och, wat den Éducatiounsminister an enger Table ronde ugekënnegt huet, dass méi politesch Bildung an Zukunft misst an de Schoule gemaach ginn.

Fir eis ass et awer och wichteg, dass de Wahlalter an de Groussjähregkeetsalter matenee kombinéiert ginn. An ech hunn et schonn eng Kéier heibanne gesot: Et war emol eng Kéier en Deputéierten Thorn, deen 1968 eng Proposition de loi gemaach huet, fir de Wahlalter an d'Groussjähregkeet erofzesetzen. An do stoung an deem Projet dran, den Alter sollt erofgesat gi vun 21 Joer op 18 Joer. An dunn huet duerno de Justizminister Schaus - vun därselwechter Partei wéi den Deputéierten Thorn, awer dräi Joer méi spéit - och eng Propositioun gemaach, déi och ugeholl ginn ass.

An do stoung awer am Avis vum Statsrot dran, dass et fir si wichteg wier, dass d'Groussjähregkeet an de Wahlalter matenee kombinéiert wieren, an et ass net nëmmen de Wahlalter vun 21 op 18 erofgesat ginn,...

Une voix.- Très bien!

M. Marc Spautz *(CSV).*- ...mä de Wahlalter an de Groussjähregkeetsalter,...

(Brouhaha)

...dat waren den Här Schaus an den Här Thorn - dat waren emol Parteikolleege vun Iech, Här Bettel -, déi deen op de Wee gesat hunn. An do stoung ganz kloer am Avis dran, dass et wichteg wier, de Wahlalter an d'Groussjähregkeet mateneen ze kombinéieren. A fir eis gëllt dat och nach haut, dass een de Wahlalter an d'Groussjähregkeet soll kombinéieren.

Awer mir ënnerstëtzen den Éducatiounsminister dran, fir ze soen, et misst ee méi politesch Bildung an der Schoul maachen. Dat ass e Manktum, dee mer hei zu Lëtzebuerg hunn. An dat ass och eng gutt Saach, wann dat kënnt. A mir sinn och der Meenung, dass d'Jugendparlament an och déi Kannergemengeréit an déi Jugendgemengeréit, déi a ville Gemenge sinn, dass dat eng gutt Basis ass, fir d'Praxis vun der Politik och kënne matzekréien.

Wa mer beim Auslännerwahlrecht sinn, wëll ech och nach eng Kéier drun erënneren, dass mir sinn, jo, fir méi Participatioun vun eisen auslännesche Matbierger, mä dass mir der Meenung sinn, dass d'Wahlrecht soll iwwert de Wee vun der Nationalitéit gefouert ginn. An dofir hu mer jo och duerch d'Hänn vun eisem Fraktiounspresident Claude Wiseler eng Proposition de loi gemaach fir d'Auslänner, fir d'duebel Nationalitéit ze vereinfachen a verschidde Prozeduren do méi séier kënnen ze maachen.

An dofir ass et och fir eis wichteg, dass déi Proposition de loi schnellstméiglech op den Ordre du jour kënnt an dann och, hoffen ech, d'Ënnerstëtzung fënnt vun der Regierung an och vun der Majoritéit an der Chamber, fir dass mer dann och déi kënnen ëmsetzen an dass mer domat méi bäidroen zum Auslännerwahlrecht an domadder eng Integratioun maachen a keng Bierger zweeter Klass, wou déi eng nëmmen dat passivt Wahlrecht hunn an déi aner Leit souwuel dat passivt wéi dat aktivt Wahlrecht.

Mir wëllen dat net! Mir wëllen, dass d'Leit alleguerten déiselwecht Méiglechkeet hunn. An

dofir hätte mer gären, dass dat aktivt a passivt d'selwecht behandelt gëtt, soudass et dann och do wichteg ass, dat iwwert de Wee vun der duebeler Nationalitéit oder iwwert d'Nationalitéit ze maachen.

Dann de leschte Punkt vun de Ministeschmandater: Vun de Ministeschmandater wëll ech just ënnersträichen, „zéng Joer Minister hannerteneen", ech weess, dass dat eng Fuerderung war - an deen huet dat och direkt an engem vu sengen éischten Interviewe gesot, wéi en an der Regierung war - vum Vizepremier, vum Etienne Schneider, dee gesot huet: „No fënnef Joer weess De, wat leeft, an déi aner fënnef Joer solls De gebrauche fir ëmzesetzen." Dat hat deemools zu héijen Diskussioune gefouert plazeweis, dat ass elo e Bestanddeel vum Referendum. Ech weess, den Här Adam huet gemengt, wann een zéng Joer an der Regierung ass, soll ee fënnef Joer an d'Chamber raschte goen. Also, mir raschten net onbedéngt an der Chamber, mir maachen eis Aarbecht. Mä mir sinn awer der Meenung, dass dat e bësse komesch kléngt.

Eis Meenung zu deenen zéng Joer ass, dass mir do dergéint sinn an dass mir der Meenung sinn, dass dat soll de Wieler décidéieren, wuel wëssend, dass de Wieler keng Ministere wielt, mä dass de Wieler Deputéierte wielt an dass scho ganz vill Leit, déi och Grousses an der Politik geleescht hunn, déi éischte Kéier an d'Regierung komm sinn ouni Mandat vum Wieler, mä dass se vum Formateur, dee vum Grand-Duc genannt ginn ass, gefrot gi sinn, fir an d'Regierung ze kommen. Och dat ass et scho ginn. Dat soll een och net ofschafen.

Mä et ass awer och bis elo üüblech gewiescht, an déi dräi Parteien, déi scho méi oft Regierungserfahrung haten, hate schonn alleguerten och där Leit mat u Bord, déi op eemol bei enger Wahl eng Kaart gewise kritt hunn. Déi eng waren net méi en rang utile fir an d'Chamber, sinn emol net méi an d'Chamber gewielt ginn. Anerer, déi waren net méi en rang utile, och wann hir Partei an d'Regierung komm ass, déi haten de Stull virun der Dier stoen. An där Frënn hate mer der bei de Sozialisten, mir haten där bei der CSV, mir haten där bei der DP, déi als Minister net erëmgewielt gi sinn, oder als Statssekretär, an dann de Stull virun der Dier haten. An den Här Berger kann eis e Lidd dovu sangen.

(Hilarité)

Mä, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, mir sinn der Meenung, dass déi zéng Joer, dass dat de Wieler soll décidéieren, dass de Wieler soll soen, wann en een net méi wëllt, deen an der Regierung Verantwortung dréit, dann ass et de Wieler, deen deen de Wahlsonndeg net méi erëmwielt respektiv deem e schlecht Resultat mécht. An dofir si mir géint déi Beschränkung vun deenen zéng Joer.

(Interruption par M. Xavier Bettel)

An dofir ass et fir eis och wichteg, an Dir hutt et elo grad gesot, Här Statsminister, wéi Der elo dertëscht geschwat hutt, hutt Der och gesot, majo wat dat eis de Moment géif interesséieren. Eis geet et ëm den Intérêt vum Land an net ëm d'Situatioun vun deene Leit, déi de Moment do sinn. Mä eis geet et drëm, dass et méiglech muss sinn, wann de Wieler décidéiert, dass dat e Gudden ass, an dee kritt mat Ofstand déi meescht Stëmmen, dass deen dann och d'Méiglechkeet muss behalen, an der Regierung ze sinn, an dass et net ka sinn, dass dann déi bescht Leit, wa se déi meescht Stëmme kréien, och nach den Terrain musse botzen, well Dir an d'Verfassung schreift: No zéng Joer ass Schluss.

Ech hu kee Problem dermat, wann dat Äre Wonsch an Äre Wëllen ass, dat an d'Statute vun der Demokratescher Partei ze schreiwen, an d'Statute vun der Sozialistescher Partei oder an d'Statute vun deene Gréngen. Mä ech fannen et awer komesch, dass mer doriwwer e Referendum maachen an da soen, no zéng Joer muss Schluss sinn.

Dann hätt Der jo kënnen d'Fro vun der Madame Mutsch och mat drasetzen, wou Der sot, fir d'40%-Quot bei de Fraen ass et wichteg, an de Privatbetriber, an de Conseil-d'administrationen, dann hätt Der jo och kënnen d'Leit froen, ob et och musse 40% si bei der Besetzung vun der Regierung, ob dat och eppes wier, wat ee misst an d'Verfassung aschreiwen. Oder Dir hätt och kënnen am Referendum d'Fro stellen: Wëllen d'Lëtzebuerger ee Wahlbezierk oder wëllen d'Lëtzebuerger bei véier Wahlbezierker bleiwen?

Dann hätt een nämlech Froe gestallt, déi och e Sënn erginn. A mat deenen dräi Froen, déi Dir hei gestallt hutt - ech soen et nach eng Kéier -, soe mer dräimol Neen. Mir sinn net domat averstanen. A mir wollten net beim Débat sur l'état de la nation iwwer esou eppes schwätzen, well mer der Meenung sinn, dass dat en anere Punkt ass.

Une voix.- Mir och!

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Mä wann dat de gréissten Deel ass vun Ärer Regierungserklärung, wou Der am längsten driwwer geschwat hutt, da war et eis och wichteg, eis dozou auszeschwätzen.

Une voix.- Voilà!

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Här Statsminister, ech sinn der Meenung, dass dat de falsche Wee ass! A gleeft mer es, och wann Der et fofzéngmol sot: Mir sinn net um richtege Wee!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Eisen nächste Riedner ass den Här Gilles Baum. An der Zwëschenzäit deet et mer eigentlech leed, dass mer eis ëffentlech Informatiounsversammlungen iwwert de Referendum net virgezunn hunn, well jiddweree voller Energie drop waart, dass mer kënnen d'Leit dobaussen informéieren. Elo huet d'Wuert den Här Gilles Baum.

(Interruption)

M. Gilles Baum *(DP)*.- Dir Dammen an Dir Hären, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, mir wëllen d'Gesellschaft net verännere. D'Gesellschaft huet sech verännert, verännert sech all Dag an d'Politik muss sech op déi nei Gegebenheeten astellen. Déi Verännerungen hunn natierlech och en Afloss op d'Aarbechtswelt an op d'Familljeliewen. An dat traditionellt Familljebild aus de 70er an 80er Joren, wou d'Mamm doheem war, fir no de Kanner ze kucken, a wou de Papp schaffe geet, verschwënnt lues a lues.

(Interruptions diverses)

Ech soen Iech, firwat dass et verschwënnt, Madame Arendt: Well vill Damme studéiere ginn a well vill gutt ausgebilten Dammen op den Aarbechtsmaart kommen, well se eng Freed hunn un hirer Aarbecht a well se e Stéck wäit onofhängeg bleiwe vun hirem Partner.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Mëttlerweil ginn zu Lëtzebuerg 80% vun den Dammen tëschent 25 a 55 Joer schaffen. 1999 ass de Congé parental agefouert ginn als aarbechtspolitesch Mesure, huet sech awer séier an eng familljepolitesch Mesure ëmgewandelt. An no 15 Joer war et un der Zäit, eng Evaluatioun ze maache vum Congé parental, fir en un d'Gegebenheete vun der heiteger Zäit unzepassen.

Wann een an der Fonction publique agestallt war, ass et méi einfach gewiescht, de Congé parental ze kréien, an am Privatsecteur war dat net ëmmer de Fall. An deen Defizit tëschent der Fonction publique an dem Privatsecteur probéiere mir, mam neie Congé parental e Stéck wäit ze behiewen. Well et kann net sinn, dass e Mann oder eng Fra duerch hire Kannerwonsch an hirer Carrière an an hirem Beruff benodeelegt ginn.

Wichteg ass fir eis, dass d'Famill gestäerkt gëtt, dass d'Elteren Zäit kréie fir hire Puppelchen a fir eng enk Bindung tëschent dem Kand an den Eltere sécherzestellen. Den neie Congé parental wäert méi sozial gerecht ginn, well méi Leit kënnen dovunner profitéieren a besonnesch och méi Pappe wäerten d'Geleeënheet hunn, fir an de Genoss dovunner ze kommen.

De Problem vum Congé parental, wéi en 1999 agefouert ginn ass, war zweeschichteg: Éischtens haten d'Elteren eng relativ grouss Abouss op hirer Pai, dat heescht e finanziellen Nodeel, an zweetens war en net flexibel genuch.

Wat ännert sech elo mam neie Congé parental? An ech mengen, et ass haut vill driwwer geschwat ginn, an et ass awer och nach ganz vill Klärungsbedarf, well de Moie Saache gesot gi sinn, déi esou awer net stëmmen. De Congé parental, wéi e bis elo existéiert huet, dat heescht sechs Méint ganz beim Kand bleiwe respektiv zwielef Méint hallef, bleift bestoen. Et gëtt awer och, an dat foussend op enger europäescher Direktiv, elo d'Méiglechkeet, fir e véier Méint ganz ze huelen oder aacht Méint hallef.

Den éischte Congé parental, dee gëtt direkt geholl, nodeems d'Kand op der Welt ass, dat heescht no deenen zwee Méint Congé de maternité respektiv Congé d'allaitement, wou mer och wëllen op de Wee goen, fir dat ze uniformiséieren. Dat heescht, dass all Damm no der Gebuert an de Genoss vun dräi Méint kënnt, ob se hiert Kand niert oder ob se hiert Kand net niert. Well dat geet de Stat näischt un! An et ass een och keng besser Mamm, wann een niert oder wann een dat net mécht. Wichteg ass hei déi emotional Bindung tëschent dem Kand a senger Mamm.

Den zweete Congé parental, do gëtt et verschidde Modeller. Dat heescht zum Beispill während 20 Méint een Dag an der Woch beim Kand sinn, respektiv an deenen 20 Méint véiermol ee Mount huelen, an dat natierlech am Accord mam Employeur.

Den éischte Congé parental, dee muss den Employeur ginn. Den zweete Congé parental muss ee mat sengem Employeur verhandelen. A wat doudsécher Verbesserunge si fir alleguerten déi Leit, déi am Privatsecteur aktiv sinn! Déi verkierzte Modeller erlaben awer och, dass een net esou laang aus der Aarbechtswelt fort ass.

Dann d'Indemnitéit, vun där de Moie geschwat ginn ass: D'Indemnitéit gëtt berechent op en Duerchschnëttsloun vun de leschten zwielef Méint. Et soll also en Ersatzsalaire sinn, dee plafonéiert ass op 3.200 Euro. An ech wëll hei ganz kloer soen, well et vun der CSV de Moie falsch gesot ginn ass: Et ass net esou, dass all Mënsch, deen de Congé parental kritt, 3.200 Euro kritt. Déi Leit, déi ënnert deem Seuil vun 3.200 Euro leien, kréien hire Salaire, wéi se e bis elo haten. Déi Leit, déi driwwerleien, kënne maximal 3.200 Euro kréien. An de Minimum läit beim onqualifizéierte Mindestloun vun 1.922 Euro.

Eng aner Neierung ass, dass een e Congé parental kann huelen, bis d'Kand sechs Joer huet. A wat eis awer och ganz wichteg ass: Et ass net méi wéi fréier, wou een huet missen en Aarbechtskontrakt hu vun 20 Stonnen, fir de Congé parental kënnen ze huelen, mä et kann een de Congé parental ufroen, wann een 10 Stonnen d'Woch schafft, an och, wann ee bei verschiddene Patrone schafft, wann déi domat averstane sinn.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Nach eppes, wat sech ännert, dat ass, dass déi zwee Elterendeeler wäerte kënnen hire Congé parental zur selwechter Zäit huelen, zum Beispill direkt no der Gebuert, well et am europäesche Recht steet, de Congé parental wär en Droit individuel.

Nach eppes, wat sech ännert, dat ass, dass, wann ee während der Zäit vum Congé parental eng nei Aarbechtsplaz fënnt, da brauch een déi Suen, déi ee bis dohinner vum Stat kritt huet, net méi zréckzebezuelen.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Ech muss soen, ech si frou, dass eis ganz engagéiert Familljeministesch, d'Corinne Cahen, en Accord fonnt huet mam Patronat, mat de Gewerkschaften, dass dës Regierung et erëm fäerdegbréngt, d'Gewerkschaften an d'Patronat un en Dësch ze kréien an dass de Sozialdialog erëm lieft.

An ech wollt Iech soen op déi Fro, déi virdru gestallt ginn ass vum Här Spautz, wéi en op dëser Plaz stoung, wat d'Prêten ugeet - an do ass eng Question parlementaire gestallt gi vum Här Mosar, wou d'Äntwert haut wäert erausgoen -, et ass esou, dass en Accord de principe besteet tëschent dem Ministère an der ABBL, wou d'Modalitéite wäerten an den nächste Wochen ausgeschafft ginn.

Zum Schluss wëll ech Iech soen, dass mer zesumme mam Ausbau vun de Kannerbetreiungsméiglechkeeten an der Reform vum Congé parental e wichtege Schrëtt maache fir méi Chancëgläichheet an e wichtege Schrëtt, fir dass d'Eltere kënne Beruff a Famill besser énner een Hutt kréien.

Merci all deenen, déi nogelauschtert hunn.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance*.- Merci dem Här Baum. Dann hunn ech nach als Riedner ageschriwwen den Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

M. Guy Arendt *(DP)*.- Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer, nach kuerz op d'Fro vum Logement anzegoen, fir e puer Punkten, déi mäi Fraktiounskolleeg schonn ugeschwat huet, ze verdéiwen. Schliisslech ass a bleift de Logement eng vun onsen Haaptprioritéiten.

Op där enger Säit de Fonds du Logement: En Audit, deen dës Regierung an Optrag ginn huet an deen elo presentéiert gouf, weist ganz kloer op grav strukturell Problemer beim Fong hin. Et gouf festgestallt, dass all déi Zäit keng kloer Kritäre virlouchen, wéi vill fir en Terrain bezuelt ginn ass a wéi d'Terrainen erausgesicht gi sinn, déi sollte kaaft ginn. Et huet sech ausserdeem erausgestallt, datt de Fonds du Logement lues a lues vu senger Haaptmissioun erofgeréckelt ass an eng Eegendynamik entwéckelt huet.

Dës Regierung wäert dem Fonds du Logement elo endlech eng kloer Struktur ginn, fir de soziale Wunnengsbau ze stäerken. Ech soen „endlech", well dat schonn 2009 hätt misse geschéien. Du wor schonn en externen Audit gemaach ginn, aus deem een dee Moment spéitstens hätt misse schléissen, datt et e groussen Duerjerneen am Fong gëtt.

D'CSV behaapt, si hätt dunn d'Heft an d'Hand geholl. Mä wéi kann et da sinn, dass mer elo, also sechs Joer duerno, musse feststellen, datt d'Situatioun sech ganz staark verschlechtert huet? Et huet déck zwee Joer gedauert, bis den deemolegen CSV-Minister Enn 2012 e Gesetzestext deponéiert huet, fir de Fong ze reformëieren. De Projet huet juristesch d'Strooss awer net gehalen, esou datt de Statsrot en huet misse blockéieren. Fazit dovunner: D'CSV huet och hei, wéi an aneren Dossieren, komplett versot!

Op där anerer Säit d'Subvention de loyer: Mir sinn der Meenung, dass et richteg ass, fir verschiddene Leit, déi Schwieregkeeten hunn, hire Loyer all Mount ze bezuelen, ënnert d'Äerm ze gräifen. De Projet, deen elo kënnt, ass eng substanziell Verbesserung. De Statsminister huet et gëschter schonn a senger Ried ënnerstrach: Dës Subventioun hëlleft virun allem deene Leit mam Mindestloun, ouni datt dat op d'Käschte vun der Kompetitivitéit vun eisem Land geet.

Ech mengen, déi allermeescht Leit heibannen an och dobausse kënne sech nach un dem Här Juncker säi Mea culpa den 12. Oktober 2005 erënneren, wéi hie kloer zouginn huet, dass hien an der Wunnengsfro ganz einfach versot huet. Hien hat villes ugekënnegt, mä et wor näischt gemaach ginn.

Den nächste Méindeg stellt de Logementsministère an der Kommissioun d'Ébauche vum Baulückeprogramm vir. Et deet sech also eppes am Logement! Während de leschten 20 Joer ass am Logement net vill, fir net ze soen näischt gelaf, wat awer de Moment ganz anescht ass. An ech sinn iwwerzeegt, datt d'Madame Maggy Nagel zesumme mam Marc Hansen bis zum Enn vun dëser Legislaturperiod nach vill wäert beweegt kréien!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance*.- Merci dem Här Arendt. Mir hunn elo den Tour gemaach vun den Deputéierten. Ech hunn elo d'Éier, fir der Regierung an domat dem Premierminister Xavier Bettel d'Wuert ze ginn.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll wierklech den Intervenantë Merci soe fir déi konstruktiv Virschléj, an déi aner. Ech wëll just och soen, dass en État de la nation keen Exercice am Fong ass, fir sech op d'Schëller ze klappen. Et ass, fir ze soen, wou mer dru sinn. A genee dat ass och gëschter geschitt an haut diskutéiert ginn.

Ech kréien hei vu verschiddene Leit gesot: Jo, Dir hat schonn d'lescht Joer dat eent oder dat anert gesot. Jo, ech hunn d'lescht Joer iwwert de Chômage geschwat, Madame Presidentin. Jo, ech hunn d'lescht Joer och iwwert de Chômage vun deene Jonke geschwat. An ech géif et irresponsabel fanne virun deem héijen Haus hei, dëst Joer net iwwert déi éischt Effete vun der Garantie jeunesse hei ze schwätzen an Iech ze soen, wat d'Resultater si vun deem, wat mer d'lescht Joer ugekënnegt hunn.

An dee Reproche, dass, well ech d'lescht Joer eppes gesot hunn, ech et dëst Joer net méi dierf soen, huelen ech net un. Et ass Zäit, och bei engem État de la nation, fir e Bilan ze zéie vun deem, wat während deene leschten zwielef Méint décidéiert ginn ass.

An erlaabt mer, Här President - Madame Presidentin, pardon -, e Beispill ze zitéieren. Ech zitéieren een Text: „Fir dass de Bierger sech an der Gesellschaft wuelspiert, fir dass e seng Citoyennetéit méi komplett an eisem demokratesche Raum kann erliewen, muss en informéiert - gutt informéiert! - sinn. Dofir leeën ech der Chamber an deenen nächste Méint e Gesetzesprojet iwwert den Zougank vum Bierger zu den administrativen Dokumenter vir. De Gesetzesprojet iwwert den allgemengen Zougank zur administrativer Informatioun ass praktesch fäerdeg."

Den Dépôt huet tatsächlech, Madame Presidentin, de 5. Februar 2013 stattfonnt. Dat heescht, dat misst jo dann d'Ried zur Lag vun der Natioun vun 2012 gewiescht si vum fréieren CSV-Statsminister. Neen, Madame Presidentin! Da misst et vläicht déi vun 2011 gewiescht sinn, well dann hätt en e bësse méi Zäit gebraucht. Neen, Madame Presidentin! Dann ass et vläicht déi vun 2010, well eng Regierung, wa se jo eppes ukënnegt, muss se an deenen nächste Méint et gemaach hunn. Dat war, Madame Presidentin, d'Regierungserklärung vum Här Juncker vun 2007! Dat

heescht, sechs Joer: ass gläich an iwwer eng Legislaturperiod eraus!

Dofir, fir elo de Virworf ze maachen, an ech kënnt nach aner Beispiller ginn, Madame Presidentin. Erënnert Iech hei nach, wéi vun enger „grénger Revolutioun" bal geschwat ginn ass vum Här Juncker. Wéi geschwat ginn ass, am Logement, dat wier Chefsache. Mir hu gesinn, wat do erauskomm ass.

Dofir huelt mer et net iwwel, Madame Presidentin, wann ech dem Här Wiseler awer muss soen, dass, wa mer bannent zwielef Méint net de ganze Koalitiounsaccord bis elo realiséiert hunn, mir hunn e Mandat vu fënnef Joer kritt. A wann ee kuckt, dass ee sechs oder siwe Joer brauch, fir een Text ze déposéieren, wou ee seet, dass en an deenen nächste Wochen oder Méint, a scho fäerdeg ass, soll een, wa méiglech, e bësse méi diskret hei optrieden.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Madame Presidentin, ech muss Iech och soen, dass ech déi Meenung deelen, déi eng Rëtsch vun anere Kolleegen hei gesot hunn. Et huet een d'Gefill, ech wëll net fir d'ganz Oppositioun schwätzen, well et si verschidde Memberen hei an der Chamber, déi sech jo awer gefreet hunn, an och an der Oppositioun, wann eis Finanze besser sinn.

Ech hunn d'Gefill gehat haut de Moien, Madame Presidentin, ech wier am falsche Film, wéi ech du bal e Reproche kritt hunn, dass et eis besser geet wéi dat, wat geplangt war. Mir sollen eis freeën, wann et dem Land besser geet!

An dat, wat den honorabelen Deputéierte Bodry och de Moie gesot huet, dass mer sollen déi Onzefriddenheet zesumme probéieren ze erklären - an déi Sondagen, et freet keen, an ech ginn elo net an den Detail, wien elo méi verluer huet oder wie méi gewonnen huet -, mä dass einfach beim Bierger op eng Kéier d'Vertraue fort ass an d'Politik, well en op eng Kéier nëmme 60 Leit gesäit, wou een op deen anere schléit, a vun der Oppositioun sech da Léisungen erwaart, an nëmme Kriticke kritt a keng eng Léisung proposéiert kritt vis-à-vis vun den Défie vu muer. An alles, wat eng Koalitioun proposéiert, souwisou vun där Partei schlechtgeriet gëtt. Esou mécht een net eng konstruktiv Politik am Intérêt vun eisem Land.

(Exclamation)

Madame Presidentin, jo, ech wëll och..., ech ginn elo net op de Masochismus an, dee verschidden CSV-Memberen awer hei bal provozéiert hunn, wéi den Här Spautz an den Här Wiseler.

Den Här Wiseler selwer, deen eis de Moie seet, dass dës Regierung géif déi Logementsprojete weidermaachen, um Kierchbierg zum Beispill - wou hie jo awer als Minister, als Jumbosministère, deen e jo hat, dee fir den Aménagement, fir d'Travaux publics a mam Här Schank, deen Delegéierte war fir de Logement, jo awer esou e Jumbosministère hat, dee jo am Fong all d'Kaarten an der Hand hat, fir am Logement och ganz aktiv ze ginn -, ze soen, Här Wiseler, dass et tatsächlech eppes Gemeinsames gëtt tëschent Ärem Projet am Logement an eisem Projet am Logement, dat ass d'Plaz, wou e stattfënnt. Mä dat ass awer dat Eenzegt, wat mer gemeinsam hunn!

Erlaabt mer, hei ze soen, hei ass dee Projet, deen dunn ausgeschafft gi war, wou 50% sollt un d'Promoteure goen a 50% sollt un d'SNHBM goen. Hei ass dee Projet, dee mir elo maachen. Dat sinn 30% fir d'Promoteuren a 70% fir d'SNHBM. Hei ass de Präis, fir dee 50% vun de Wunnenge verkaf gi wären: 7.151 Euro de Meter carré. Hei ass de Präis, deen dës Regierung hei festgehalen huet, fir de Promoteuren ze gi fir 4.200 Euro. Dat sinn 41,3% manner wéi dat, wat déi viregt Regierung op deeneselwechten Terrainen décidéiert hat. Dat ass net datselwecht, Här Wiseler, ausser, wéi gesot, d'Lokalitéit, wou se gebaut ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech muss dofir och soen, dass ech am Logement net op Chefsache an och net op aner Punkte wëll drop agoen, mä, wéi gesot, ech sinn houfreg, dass an der Regierung, well eben déi Wichtegkeet vum Logement och do ass, zesummen d'Madame Nagel an den Här Hansen d'Mandat ugeholl hunn, fir dat ze maachen. A mir schaffen drun.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

An esou wéi den Här Bodry och de Moie gesot huet, dat geet net vun haut op muer. An déi aner Intervenanten, ob d'Madame Loschetter oder den Här Berger et och soen, et muss ee bei deem doten zesummen dru schaffe mat de Partner, déi do sinn. An dat sinn och d'Gemengen, dat sinn och déi verschidden Administratiounen. An do gëllt et och..., an de Familljeminister, de Logementsminister an d'Environnementsministesch mussen do zesummeschaffen, fir ze kucken, wéi ee méi effikass a méi rapid och ka schaffen.

Här President, erlaabt mer och, dass ech op d'Familljepolitik awer aginn. Et soll een och d'Realitéit gesinn. Hei si Beispiller geholl ginn aus de 60er oder 70er Joren. Ech si frou, dass mer hei an där Chamber awer d'Aueren net op 1964 oder 1974 mussen zréckschrauwen, fir déi Politik vun haut ze maachen. Mir sinn 2015 ukomm. Ech wëll dat just nach eng Kéier soen. An ech si bestëmmt net dee Premierminister, deen déi Valeure vertrëtt aus de 60er a 70er Joren.

Deemools huet eng Fra nach kee Kont dierfen opmaachen, Här Spautz, keng Kreditkaart kënne maachen, kee Prêt kënne maachen. Ech fänken elo net vun Avortement, vun Doudesstrof, vun esou Froen un, mä ech si frou, dass eis Gesellschaft evoluéiert, an och zu Lëtzebuerg. An dowéinst de Verglach ze maachen, dass dat, wat 1964 oder 1974, deemools vun engem liberale Minister vläicht fir richteg fonnt ginn ass, haut dépasséiert ass. Jo, mir evoluéieren. An och an enger Partei ginn d'Evolutioune weider an ech sinn och frou, wann dat och bei lech an der Partei da stattfënnt.

Ech wëll och just hei zitéieren, Här President, dass de Moie gesot ginn ass, dass an der Familljepolitik vill fir de Mëttelstand gemaach gëtt. Ma mir si frou, mir si frou, Här President, dass fir de Mëttelstand eppes gemaach gëtt. Mä wat vergiess ginn ass a wat falsch gesot ginn ass, hei ass am Fong gesot ginn, wéi wann elo déi klengste Leit net dovunner kéinte profitéieren. Et steet am Projet, dass déi Leit, déi verschidde Patronen hunn, dass déi Leit, déi och manner Stonnen hunn, och elo endlech kënne vum Congé parental profitéieren, wat virdrun net de Fall war! Dat heescht, déi Schwaachst vun eiser Gesellschaft, déi am prekäersten dru waren, konnte virdrun net dovunner profitéieren. Dofir ass dat heiten e Progrès, mä deen och engem erlaabt...

Här President, ech fannen et just e bëssen traureg, dass hei gesot gëtt, hei gëtt e groussen Effort gemaach fir de Mëttelstand. Mä mir si frou, well de Mëttelstand ganz oft deen ass, deen ze vill verdéngt, fir zu Lëtzebuerg Avantagen ze kréien, dann awer net genuch verdéngt, fir vun anere Saache kënnen ze profitéieren. An dofir ass et wichteg, dass dës Regierung och fir de Mëttelstand vill wëllt maachen, mä ouni déi Leit, déi mannerbemëttelt sinn, domadder anzeschränken. An et ass dat, wat mer wëlle maachen. An ech sinn ganz frou, dass deen dote Punkt och awer vun der breeder Majoritéit hei an der Chamber gedroe gëtt.

Här President, hei ass och vun der Finanzplaz geschwat gi vu verschiddenen Intervenanten an ech ginn elo net méi op den Detail an, ob dat elo den Här Berger oder och den Här Urbany ass. Jo, mir si weiderkomm! Mir si weiderkomm, well mer gesinn hunn, dass eng Evolutioun do wier. An dat, wat de Moien den Här Berger gesot huet, ass ganz richteg. Deemools ass hei de Chant du cygne komm: „Lëtzebuerg geet ënner. Wann de Secret bancaire fort ass, gëtt et Lëtzebuerg net méi."

Ech kann Iech just soen, Här President, dass dës Regierung déi wëllt sinn, wou een houfreg ass iwwert dat, wat mer zu Lëtzebuerg maache kënnen, well mer d'Capacitéiten hunn, well mer forméiert Leit hunn, well mer d'Rapiditéit hunn, fir Saache kënnen ze maachen.

A mir wëllen net dat Land sinn, wou een am Fong op der Weltkaart ass, well een do Saache ka maachen, well se am Ausland iwwerall verbuede sinn. Dat ass net d'Markenzeeche vun eisem Land an den Nation Branding, dee mer gären hätten, dass hei dat geet, wat op deenen anere Plazen net erlaabt ass.

Mir wëllen d'Land sinn, well et hei geet, well mer et kënne maachen, well mer d'Capacitéiten hunn, fir et ze maachen, a well mer déi Produiten hunn, déi och respectueux si vun internationale Regelen. Dat sinn déi Brand Nations (veuillez lire: Dat ass deen Nation Branding), dee Marketingpunkt, dee mer wëllen hunn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, mir kréie virgeworf, mir hätten hei iwwert d'Steierreform..., an ech ginn elo net op all déi Detailfroen an, déi den Här Spautz och gefrot huet, iwwert de Marché an iwwert d'Aarbechtsrecht an den Detail. Jo, mir hunn eng Rëtsch vu Punkten, déi stinn am Koalitiounsaccord. An do bleiwe mer och an där Richtung.

An den Här Wiseler huet de Moie verschidde Saachen zitéiert. Ech fänken elo net nach eng Kéier un, se ze ernimmen. Mä mir mussen eis bewosst sinn, fir eng Steierreform, dass ee muss eng équilibréiert Steierreform hunn. An Dir gesitt, am Koalitiounsaccord steet, dass mer de Mëttelstandsbockel wëlle glätten. Dat ass d'Zil, wat mer eis gesat hunn. A mir wëllen eng Rëtsch vu Pisten och analyséieren.

A wa mer haut virun Iech géife soen, wat mer wëlle maachen, da géife mer éischtens schonn d'Etüden, d'Hypotheesen, wat d'Répercussioun vun där enger oder anerer Mesure wier, géifen hypothekéieren, well da géife mer scho soen: „Dat doten hu mer Iech gesot, dofir kënne mer dat do net méi maachen." Wat falsch wier!

Dofir ass et wichteg, dass mer a Rou - a Rou! -, mat genuch Connaissancen, mat deem Wëssen, dat ee brauch, fir verschidden Décisiounen ze huelen, verschidde Piste kënnen ausschaffen an déi, esou wéi mir eis och engagéiert hunn, mat de Sozialpartner wäerten dann och presentéieren, diskutéieren an dann och eis Verantwortung duerno a posteriori iwwerhuelen.

Mä mir preparéieren et. An dass mer zu dräi un engem Dësch sëtzen, dass mer zu dräi kënnen diskutéieren, ass schonn nei hei am Land. Well wat hate mer déi lescht Zäit am Sozialdialog? Näischt méi! Si sinn emol net méi zesummekomm! Dofir solle mer frou sinn, dass een net mat fixen, préetabléierten, rigide Propositiounen dohinnerkënnt, well da gëtt et och nëmmen eng Surenchère vis-à-vis vun deem, wat duerno diskutéiert ka ginn. An dofir solle mer dat dann och fale loossen.

Här President, zum Referendum. Jo, mir sinn eis eens: Et ass eng Chamberssaach. Et ass d'Chamber, déi och d'Proposition de loi gemaach huet. Et ass och d'Chamber, déi de Referendum organiséiert. Mä dat wëllt awer net heeschen, dass déi Parteien, déi an der Regierung sëtzen, keng Meenung dierfen hunn. Wat fir eis primordial ass. An haut huet nach kee sech vun der CSV awer geout. A mir waarden do nach ëmmer drop.

Ob een d'Wahlresultat respektéiert, jo oder neen. Hei ass driwwer diskutéiert ginn, ob et elo méi wéi 50% ass oder manner wéi 50%. Ech kann Iech just soen, fir d'Majoritéitsparteien ass eng Majoritéit eng Majoritéit. An dat huet een ze respektéieren, als Demokrat. An dat wäerte mir och maachen, ob d'Resultat dat ass, wat mer wëllen oder net wëllen.

(Interruption)

An hei ass virdru geschwat ginn..., an, Här President, erlaabt mer, dass ech verschidden, ech muss op verschidde Punkten awer agoen, déi hei gesot ginn, och iwwert de Referendum.

Hei ass geschwat gi vum Vote mat 16 Joer, dat wier jo e Gadget an d'Kanner sollen e Kannergemengerot hunn an e Kannerparlament oder e Jugendparlament, se sollen esou eng Spillsaach kréien an do solle se esou e puer Saache kënnen diskutéieren. Mä déi Jonk, déi wëllen net décidéieren iwwer esou Saachen. Déi jonk Leit sinn och capabel, iwwer aner Sujete mat ze diskutéieren.

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Ass dat eng Spillsaach, d'Jugendparlament?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Déi sinn, déi Jonk hunn...

Mä, Madame Arendt, wann een Är Positioun souwisou gelauschtert huet déi lescht Zäit, da misst ee sech d'Fro stellen, ob Der net fir de Wahlalter ab 16 sidd fir all déi, déi volljähreg sinn. Well wann een...

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- ...héiert, dass Der fir d'Auslännerwahlrecht sidd fir d'Leit, déi Lëtzebuerger sinn, da sidd Der och doudsécher...

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Ass dat eng Spillsaach, d'Jugendparlament? War dat Är Ausso, Här President?

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat ass zwar och relativ populistesch, wann Der dat virdrun engem anere reprochéiert hutt, Här Bettel.

(Brouhaha général)

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Ass et eng Spillsaach, d'Jugendparlament? Déi freeë sech, dat ze héieren.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dowéinst, Här President, sinn ech der Meenung, dass ee Jonken,...

(Brouhaha et coup de cloche de la présidence)

...Här President, tëschent 16 an 18 Joer net nëmmen e Gadget wëllt sinn, wéi dat hei gesot gëtt, mä och bereet ass, Verantwortung ze iwwerhuelen. E ka Steiere bezuelen, e ka schaffe goen, e kann emanzipéiert ginn, e kann an de Prisong gesat ginn, wann d'Riichter dat décidéieren, mä e wier awer net capabel, selwer mat ze décidéieren, wien an dësem Land eppes ze soen huet.

(Interruptions diverses)

Do, muss ech Iech soen, hunn ech e Problem.

Dann zum Awunnerwahlrecht. Hei gëtt gemaach, wéi wann dat dann eng éischt Etapp wier an dass dat misst aneschters geregelt ginn. Ech muss awer just soen, dass déi Parteien a virun allem déi, déi am häertste jäizt hei an dëser Chamber iwwert d'Awunnerwahlrecht, awer vill manner Problemer hat, wéi d'Diskussioun war fir eis Lëtzebuerger Arméi, ob een do e Lëtzebuerger Pass brauch oder net. A wa muer e Jonken am Ausland stierft, well mir eng Arméi décidéiert hunn iergendzwousch ze engagéieren, mat enger Kugel am Kapp, dann ass et zimlech egal, ob en d'origine Lëtzebuerger oder Netlëtzebuerger war, well e wor bereet, awer fir eis an d'Arméi ze goen a fir déi Wäerter, fir déi mer stinn, awer ze kämpfen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Här Bettel, hutt Der dann déi Texter gelies, wéi mer 2002 doriwwer geschwat hunn? Wësst Der dann, firwat mer et 2002 gemaach hunn? Mir hunn et 2002 gemaach fir europäesch Bierger, déi dräi Joer schonn am Land sinn, datt se kënnen an d'Arméi goen als Volontaire, net als Soldat professionnel, mat der Aufgab, an dat steet an den Texter vun dem Parlament hei selwer, mat der Zilsetzung, datt se sollen do kënne Lëtzebuergesch léieren an esou schnell wéi méiglech d'Lëtzebuerger Nationalitéit da kréien. Dir musst och d'Zilsetzung eng Kéier kloerstellen, ier Der hei mat de Gefiller spillt!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech soen nach eng Kéier, Här President, mir si bereet, fir jonk Lëtzebuerger an eis Arméi ze huelen, well mer der net genuch hunn, wann et drëms geet, eis ze verteidegen, mä wann et drëms geet, hinnen awer eng Méiglechkeet ze ginn, e Matsproocherecht ze hunn, da si mer méi kriddelech.

(Brouhaha général)

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Verdréit net dem Här Wiseler d'Wierder am Mond!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift, Kolleegen alleguer, inklusiv och den Här Statsminister, mir haten hei eng roueg Debatt a mir solle bei där roueger Debatt bleiwen!

Une voix.- Jo!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift! Dat gëllt fir jiddwereen!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- D'Wourecht schéngt hei net agréabel ze sinn.

(Interruptions)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Liest emol Är Texter a kuckt, wou et war!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, hei gëtt och gesot, d'Leit sollten all eng duebel Nationalitéit huelen. D'Leit sollen all eng duebel Nationalitéit huelen. Ech wëll just soen, dass d'duebel Nationalitéit net iwwerall, mä...

(Interruption)

Här President, ech wëll just soen, dass et d'duebel Nationalitéit net an all Land gëtt. Et gëtt verschidde Länner...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat ass net eis Schold.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Voilà, da kréien ech eng Äntwert: Et ass net eis Schold.

(Brouhaha)

Voilà! Gesitt Der, ech brauch net méi wäit an den Débat ze goen, Här President, ech mengen, hei d'Äntwert ass Bewäis, wat d'Argumentatioun ass.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Et brauch een ëmmer méi Länner, well et ass en europäeschen Trend, fir et anzeféieren.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, wann Der erlaabt, zum TTIP ass hei villes och gesot ginn. Ech sinn och frou, dass déi Positioun, déi mer geholl hunn, fir zum TTIP zesummen d'Sozialpartner aus deene verschiddenen 28 Länner...

(Brouhaha)

...zesummen un den Dësch ze bréngen, dass déi 28 Länner zesummen d'Sozialpartner zesummebréngen, d'Société civile zesummebréngen, fir mat der Kommissioun en Échange ze hunn.

Den TTIP gëtt haut ganz vill kritiséiert, well ee ganz oft net weess och, ëm wat et geet. An dofir menge mer, dass et wichteg ass, aus där Dunkelkammer, esou wéi ech et gëschter ge-

nannt hunn, se erauszehuelen, fir dass een driwwer diskutéiert, fir dass een en Échange kann hunn, dass een all déi Saachen, déi net ginn, och ervirhieft. An dofir si mer der Meenung, dass et wichteg ass, an deem dote Beräich och weiderzegoen a justement méi Transparenz ze hunn. A mir wëllen dat och ënner eiser Présidence maachen.

An dann, Här President, et ass och geschwat gi vun der FTT a vun aner Harmonisatiounen an esou Saachen. Jo, Lëtzebuerg mécht mat. Mir soen, wann en „level playing field" gemaach gëtt, dat heescht, dass jiddwereen déiselwecht Regelen huet, si mir och bereet, déi Regelen unzehuelen. An dat ass déi Positioun, déi mer virun engem Joer haten, an et ass déi Positioun, déi mer haut nach ëmmer hunn.

Här President, jo, den État de la nation ass net de Moment vu grousse Scoopen. Déi Zäit, wou dann, während e puer Méint virum État de la nation oder e puer Woche virum État de la nation, d'Ministeren näischt méi hunn dierfen ukënnegen, sinn eriwwer. Hei dierf all Minister, wa bis e Projet an der Regierung ugeholl ginn ass, en och presentéieren. An dat wor mam Congé parental esou. Dat ass mat anere Projeten esou.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Et muss een, ech kréien hei de Virworf gemaach, ech hätt näischt, ech wier net méi wäit op d'Flüchtlingen agaangen. Majo, well och de Minister Asselborn d'lescht Woch méi an den Detail dorop agaangen ass. Et gëtt kee Monopol vun der Parole a vun de Projeten. Mir sinn eng Équipe a mir schaffen dofir och zesummen. A mir sinn um richtege Wee a mir ginn deen och weider.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Hutt Der näischt méi ze soen an Ärem État de la nation?

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Sou, mir sinn um Enn vun eisem Débat ukomm a sinn nach saiséiert mat enger Motioun, déi vum Här Serge Urbany abruecht gi war. An den Här Urbany huet direkt d'Wuert.

Motion 1

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo, Här President, mir hunn eng Motioun hei eraginn, an där mer d'Konklusioun zéien aus deem Débat hei. An zwar si mer der Meenung, dass deen Débat, an där Form, wéi en hei stattfënnt, iwwerlieft ass, dass et just nach en huelen Exercice ass.

Déi Zweckentfremdung, déi geschitt ass mat deem Débat hei, duerfir kann net dës Regierung, wëll ech soen aus der Oppositioun eraus, duerfir kann net dës Regierung. Déi Zweckentfremdung ass geschitt ënnert der Regierung virdrun. Déi ass geschitt ënnert dem Här Juncker. Dat war eng selbstverléifte Show gi vun engem Mann, deen och hei vill ugekënnegt huet - en huet et awer emol net mat der Regierung ofgeschwat virdrun - an deen och näischt agehalen huet.

Une voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- An ech hunn elo nach eng Kéier d'Reglement vun der Chamber nogelies. Deen Débat sur l'état de la nation, ech war och ëmmer der Meenung, dat ass eng Show vum Premier vis-à-vis vun der Press, vis-à-vis vun der Effentlechkeet, vis-à-vis vun der Chamber, wou e Saachen ukënnegt. Ech hunn elo nach eng Kéier am Reglement nogelies: Eigentlech ass dat en Débat, dat ass eng éischt Etapp vun der Budgetsdiskussioun!

Dat ass en Débat, deen ëmmer gefouert ginn ass opgrond vun enger ganzer parlamentarescher Dokumentatioun vun Aktivitéitsberichter vun deenen eenzelne Ministèren. Déi sinn am Viraus verdeelt ginn, déi si gelies ginn, déi si kommentéiert ginn. Gelies gi se haut, menges Wëssens, net. Ech weess emol net, ob der vill heibanne wëssen, dass et se iwwerhaapt gëtt.

Haut sinn aner Dokumenter wichteg. Haut sinn déi Dokumenter wichteg, déi mer zu Bréissel mussen eraginn. Hei ginn d'Weiche fir d'Zukunft global gestallt. Do gëtt d'ganz Politik, d'ganz Wirtschafts- a Sozialpolitik opgezeechent vun der nächster Zäit; och wann eenzel Saachen doraus schonn am Eenzelne laang bekannt sinn, mä esou, wéi se do zesumme gebündelt ginn, determinéiere se d'Politik zu Lëtzebuerg, determinéiere se och d'Budgetsdebatten, determinéiere se d'ganz makroekonomesch Politik.

Do ginn och makroekonomesch Visioune vun der Europäescher Unioun ëmgesat, déi d'Regierung mat ausgeschafft huet zu Bréissel, ouni awer hei en Débat driwwer ze féieren. Ech mengen och, esou een Débat, dee misst gefouert ginn am Virfeld vum Dépôt vun esou Dokumenter. E misst och kënnen déi grouss europäesch Ziler hannerfroen. Da spillen nämlech eréischt déi national Parlamenter wierklech hir Roll.

Duerfir froe mer an där Motioun hei, dass d'Regierung soll d'nächst Joer en Débat de consultation organiséiere mat engem Bericht. Mir froen och, dass virun esou engem Débat de consultation soll en Hearing stattfanne mat de Sozialpartner a mat der Zivillgesellschaft. Vill aus deene Kreesser fuerderen och esou eng Debatt.

Mir haten en Usaz, wann ech dat richteg verstanen hunn, am Dezember 2012, wou eng Kéier een Débat hei war iwwert de Plang, deen zu Bréissel déposéiert ginn ass 2013. Duerno war ni méi eppes.

Duerfir hu mer déi Motioun hei eraginn a mer hoffen, dass se ugeholl gëtt, well wa se géif ugeholl ginn, géif se och bedeiten, dass déi zwee Débaten zesumme gefouert ginn, dass deen Débat hei iwwert den État de la nation oder du pays géif zesumme gefouert gi mat deem aneren Débat iwwert de konkreten Inhalt vun deene Projeten, déi zu Bréissel sollen déposéiert ginn an déi selwer dee ganze Semestre européen jo och aleeden, um Enn vun deem am Mount Dezember dann de Budget ugeholl gëtt.

Duerfir ass eise Virschlag, d'Debatt, déi mer hei féieren, an där Form net méi ze halen, mä zesummen ze féiere mat deenen aneren Elementer.

Wa sollt fonnt ginn, dass déi Virschléi nach gewësse Reflexioune brauchen, och an deenen eenzelne Fraktiounen a Sensibilitéiten, da verstäipe mer eis awer net engem Verwäis vun där Motioun un déi zoustänneg Kommissiounen. Ech mengen, dass wahrscheinlech d'Conférence des Présidents wéinstens emol an enger éischter Etapp, quitte dass aner Kommissioune mat erugezu ginn herno, wéi d'Reglementskommissioun - dat steet am Reglement, déi aktuell Form - oder wéi d'Finanzkommissioun, dass déi dann och herno mat erugezu ginn.

Mä ech mengen, emol an enger éischter Etapp misst een dann, wa se net elo direkt ugeholl gëtt, et emol verweisen un d'Conférence des Présidents, déi dann doriwwer diskutéiert.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Urbany. Ech hu Wuertmeldunge vum Här Bodry, vum Här Berger a vum Här Wiseler.

Här Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, déi Problematik do ass net déi éischte Kéier, wou mer se hei diskutéieren. Dat ass schonn e puermol geschitt am Kader vum Budgetsrapport, wou mer ëmmer erëm gemierkt hunn, dass eigentlech eis aktuell Budgetsprozedur, déi schonn zënter etleche Jore figéiert ass, wéi se elo ass, dass déi net méi dem Zäitplang och vum Semestre européen entsprécht. Dat ass, mengen ech, déi Haaptproblematik.

Do sinn eng ganz Partie vun zäitlechen Etappen, déi engem europäesche Kalenner entspriechen a wou mer eis natierlech och als Nationalparlament mussen upassen an esou upassen, dass natierlech d'Parlament net außen vor bleift an deene wichtegen Etappen, dass et, sief et iwwert d'Budgets- an d'Finanzkommissioun, sief et iwwert d'Plénière hei vun der Chamber, awer mat agebonne bleift a mat kann orientéieren, wéi d'Budgetspolitik hei zu Lëtzebuerg ausgeriicht ass.

Duerfir géif ech effektiv och proposéieren, dass mer déi dote Froen - et sinn nach anerer, déi sech stellen, net nëmmen déi heiten -, dass mer déi géifen diskutéieren an enger Conférence des Présidents, vläicht och eng Kéier driwwer kucken, well et awer sech ëm d'Budgetsprozedur handelt, an der Finanz- a Budgetskommissioun, an da probéieren, vläicht scho virum Summer hei en éischten Entworf vun engem Changement vum Reglement ze presentéieren.

Mir hunn oft driwwer geschwat. Ech mengen, dass mer elo wierklech sollten op deem heite Punkt virukommen. Ech weess och, dass op Regierungssäit sech scho Gedanke gemaach ginn ass, wéi hiren Timing ausgesäit. Dat muss jo alles aneneegräifen, well wann d'Regierung net zu engem gewëssenen Datum all d'Donnéeën huet, da kann d'Parlament och net befaasst gi mat eppes.

A mir sinn eis eens, mengen ech, dass deen enken Zäitraum, dee mer och erëm eng Kéier dëst Joer haten, wat awer net déi éischte Kéier ass, sécherlech net gutt ass. Dat mécht et, mengen ech, der Regierung schwéier, fir déi doten Diskussioun am Fong ze féieren, an der Chamber natierlech och net méi einfach, fir déi Diskussioun ze féieren. Duerfir, wéi gesot, géife mir proposéieren, an d'Conférence des Présidents, eventuell och eng Kéier een Tour dréien an der Finanzkommissioun an da konkret Propose maachen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, Här Bodry. Den Här Wiseler an dann den Här Berger.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. Och just fir ze soen, datt ech der Meenung sinn, datt een effektiv muss eng Kéier déi ganz Budgetsprozedur respektiv dat, wat virum Vote vum Budget geschitt, iwwerkucken. Dat hei ass een Deel dovunner, dee vum Här Urbany proposéiert ginn ass, dee mer awer gradesou wichteg schéngt.

Ee vun de Problemer ass jo effektiv all déi Zuelen, all déi Zifferen an alles dat, wat engem erlaabt, hei Diskussiounen ze féieren, an enger Form ze kréien, an enger Zäit ze kréien, wou een déi Presentatioun an déi Prediskussioune ka seriö maachen.

Et ass just ee Punkt, wou ech awer net onbedéngt d'Roll vun der Chamber hei gesinn, dat ass wann hei iwwert d'Hearinge geschwat gëtt. Also ech verstinn, firwat een et mécht. Ech fannen et och wichteg, datt d'Regierung dat mécht. Ech si mer net sécher, ob mer an der Chamber sollen deeselwechten Exercice, deen noutgedrongenerweis d'Regierung da mécht, nach eng Kéier maachen. Op jidde Fall net ënnert därselwechter Form. Dat ass eppes, wat ee vläicht an der Formulatioun, esou wéi et hei ass, sech awer sollt gutt iwwerleeën, éier ee sech op eppes eraléisst.

Dat gesot, sinn ech awer mat der Propositioun vum Här Bodry d'accord, deen et an d'Conférence des Présidents verweise wëllt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Wiseler. Den Här Berger huet d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo, Merci, Här President. Den Dépositaire, den Här Urbany, huet eng ganz Rei pertinent Remarquë gemaach, net nëmmen, wat d'One-Man-Show vu fréiere Premierministeren am Kader vum État de la nation ass, mä och déi Problemer, déi mer awer hunn oder festgestallt hunn zum Beispill am Kader vum Semestre européen, wéi mer déi Diskussiounen hei an eiser Chamber sollen organiséieren.

Ech mengen, mir haten dat och nach, déi Situatioun, dëst Joer. Et ass awer net nei, och déi Jore virdrun, datt mer ëmmer do relativ enk gestréckt sinn an eigentlech d'Chamber net déi richteg Méiglechkeet kritt, aus verschiddenen Ursaachen, déi nozevollzéie sinn, fir en intensiven Débat zum Beispill doriwwer ze féieren.

Mir haten, an do schwätzen ech a menger Fonctioun als President vun der Cofibu, eis och schonn déi eng oder aner Gedanke gemaach oder d'Noutwendegkeet gesinn, fir eng Kéier do eng seriö Diskussioun ze féieren, en Tour de table ze féieren, wéi mer dat kéinten an Zukunft besser organiséieren.

Ech mengen, an deem Sënn ass dat hei och vläicht net eng Motioun, mä éischter eng Opfuerderung un d'Chamber selwer, eng Resolutioun kéint et sinn, fir dat ze maachen. Ech mengen, an deem Sënn ass et eigentlech sënnvoll, datt mer also déi verschidde Froen eng Kéier an der Conférence des Présidents kucken, wéi dat proposéiert ginn ass. Mir schléissen eis also och där Propos un, dat dann do ze maachen, déi eenzel Froen ze diskutéieren an dann eventuell och do Solutiounen ze fannen, déi mer dann alleguerte kënnen droen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Berger. Den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech géif mengen, datt praktesch bal alles gesot ass. Ech mengen, mir waren eis deemools eens, wéi mer déi nei Prozedur kruten iwwert de Semestre européen, datt mer gesot hunn: Kommt, mer sammelen Erfahrung, mer loossen dat emol een, zwee Joer lafen an da kucke mer, wéi mer mat där Prozedur eens ginn! Mä mir waren eis deemools och schonn eens, mengen ech, parteiiwwergräifend, datt mer eis missten eng Prozedur ginn, déi ugepasst géif ginn un déi aktuell Situatioun.

An duerfir, mengen ech, ass déi Motioun, déi haut hei erakomm ass, awer an déi richteg Richtung, quitte datt déi eng Saachen ee ka matdroen, déi aner vläicht net. Et sinn och nach aner Iddien. An duerfir kann ech mech nëmmen deem uschléissen, wat meng Virriedner gesot hunn, datt mer eis sollen an der Presidentekonferenz an an der Reglementskommissioun, an der Finanzkommissioun zesummesetzen, fir eng richteg Prozedur ze fannen, déi eis an och der Regierung an dësem Fall Satisfaktioun gëtt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Gibéryen. Den Här Kox.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Bon, och just dat, fir ze bestätegen, dass mir mat där Propos averstane sinn, fir et an der Conférence des Présidents eng Kéier ze diskutéieren, effektiv an der Cofibu och nach eng Kéier verdéiwen an dann zréckzekommen, fir dass déi Prozedur endlech ugepasst gëtt op déi europäesch Prozeduren allgemeng.

Ech wéilt awer och dat soen, wat den Här Wiseler virdru gesot huet, dass déi Hearingen net onbedéngt hei nach eng Kéier sollten duerchgefouert ginn. Mir wëssen alleguerten, wa mer en Hearing maachen, dass net ëmmer dat Resultat direkt erauskënnt. Dofir bilateral, wann d'Regierung dat op hirem Niveau mécht a mir dann an eenzelne Gespréicher dat och kënne maachen, an net onbedéngt hei mat engem Hearing, wou d'Resultat oft net dat ass, wat mer eis all erwënschen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Statsminister.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, mir als Regierung si selwer Demandeur, dass een och iwwert den Agenda méi effikass kann diskutéieren. Mä, ech mengen, hei gëtt gefrot, fir dass d'Regierung dat dote sollt organiséieren.

Ech mengen, et gehéiert och zu de Prärogative vum Parlament, seng eegen Aarbecht och ze organiséieren. Dofir ass déi Propositioun, déi hei gemaach ginn ass, fir zesumme sech ze setzen an ze kucke mam Finanzminister, deen och wierklech bannent e puer Stonnen dat eent an dat anert huet misse maachen, aneschters kann organiséiert ginn.

Mir sinn Demandeur op jidde Fall, fir dat doten och ze organiséieren. Mä, wéi gesot, et ass net un der Regierung, d'Aarbechte vun der Chamber ze organiséieren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Statsminister. D'Fro un den Dépositaire.

(Hilarité)

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech sinn awer elo net den Notaire hei vun där…

Also, ech mengen, d'Form ass elo relativ egal, ob et eng Motioun oder eng Resolutioun ass. Et sinn Elementer dran, déi sech un d'Regierung riichten, wéi zum Beispill den Débat de consultation ze organiséieren. D'Parlament muss natierlech säin eegent Reglement änneren. Déi Fro vum Hearing, mengen ech, sollte mer och nach wierklech seriö diskutéieren. A wat herno dobäi erauskënnt, dat ass wahrscheinlech eng Ännerung vun deem Reglement. An dann ass et zimlech egal, wéi elo d'Form vun deem Text hei ausgesäit.

Mir si selbstverständlech d'accord, dass deen Text an déi zoustänneg Organer verwise gëtt, an et ass un deenen, fir dermat ze maachen, wat se fir richteg fannen.

Mme Martine Mergen *(CSV).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da brauche mer haut net iwwert déi Motioun ofzestëmmen a mer iwwerweise se an déi zoustänneg Kommissiounen. Merci.

Dann ass domat den Débat iwwert d'Lag vun der Natioun ofgeschloss a mir géifen dann zu eisem nächste Punkt vum Ordre du jour kommen, e Projet de résolution, dee vum Här Laurent Mosar abruecht ginn ass a wou et sech ëm d'Unerkennung vum Génocide géint dat armenescht Vollek dréit aus dem Joer 1915. Dir wësst, dass den Auteur an déi eenzel Fraktioune jee fënnef Minutten hunn an dass d'Sensibilitéiten zwou Minutten hunn an d'Regierung fënnef Minutten huet, fir ze äntwerten. An d'Wuert huet direkt den Här Mosar.

5. Résolution de M. Laurent Mosar relative à la reconnaissance du génocide de l'Empire ottoman contre la nation arménienne

Exposé

M. Laurent Mosar *(CSV), auteur.*- Här President, Här Statsminister, Här Ausseminister, ech hunn de Mëtten déi grouss Éier, am Numm vu praktesch allen an dësem Haus vertruedene Fraktiounen an och politesche Gruppen d'Resolutioun iwwert d'Unerkennung vum Génocide um armenesche Vollek virzestellen.

No deenen zwou vun der Chamber gestëmmte Motiounen iwwert d'Unerkennung vun engem

palästinensesche Stat duerch eis Regierung virun e puer Méint ass dat elo déi zweete Kéier, datt dëst Parlament sech zu engem wichtegen aktuellen aussepolitesche Sujet zu Wuert mellt.

Duerfir och direkt e grousse Merci un eise President vun der zoustänneger Kommissioun, deen ëmmer en oppent Ouer huet fir esou Demanden, souguer och wa se vun der Oppositioun kommen. Mäi Merci geet awer och un all déi aner Kolleeginnen a Kolleegen aus der aussepolitescher Kommissioun, déi bereet waren, eis Resolutioun, wann dann och a liicht ëmgeännerter Form, ze ënnerstëtzen.

Résolution modifiée

La Chambre des Députés,

- considérant que l'année 2015 marque le centenaire du génocide arménien perpétré par l'Empire ottoman;

- considérant que le Parlement européen ainsi qu'un nombre croissant de parlements à travers le monde, et notamment d'États membres de l'Union européenne, reconnaissent le génocide arménien comme génocide au sens de la Convention des Nations Unies sur la prévention et la répression du crime de génocide de 1948;

- rappelant la résolution du Parlement européen du 15 avril 2015 sur le centenaire du génocide arménien dans laquelle le Parlement européen réaffirme entre autres sa reconnaissance du génocide;

- considérant que la mémoire et la reconnaissance de la vérité historique sont des facteurs essentiels dans la construction de l'avenir et dans les efforts de chaque génération pour éviter la répétition des tragédies du passé;

- considérant que la reconnaissance des crimes commis contre les Arméniens à la fin de l'Empire ottoman comme génocide constituerait un geste national et européen important et honorable pour la République turque:

1. reconnaît que les actes tragiques perpétrés à partir de 1915 contre les Arméniens établis sur le territoire de l'Empire ottoman constituent un génocide;

2. en cette année qui marque le centenaire du début du génocide arménien, rend hommage à la mémoire d'un million et demi de victimes qui ont perdu leur vie dans l'Empire ottoman, et se joint à la commémoration du centenaire du génocide arménien dans un esprit de solidarité et de justice européennes;

3. rend hommage à toutes les victimes de tous les génocides et crimes contre l'humanité, et se joint à l'appel du Parlement européen pour que soit instituée une journée internationale de commémoration des génocides afin de rappeler le droit de tous les peuples et de toutes les nations du monde à la paix et à la dignité;

4. salue les déclarations de Recep Tayyip Erdoğan, Président de la République de Turquie, et d'Ahmet Davutoğlu, Premier ministre de la République de Turquie, qui ont adressé leurs condoléances aux Arméniens ottomans et reconnu les grandes souffrances commises à leur égard;

5. encourage les autorités de la République turque à faire face au passé;

6. encourage l'Arménie et la Turquie à œuvrer en faveur d'une normalisation de leurs relations, permettant une réconciliation des peuples arménien et turc dans un esprit de vérité et de respect mutuel.

(s.) Laurent Mosar, Claude Adam, Marc Angel, Eugène Berger, Gast Gibéryen.

D'Resolutioun, déi Iech alleguerte virläit, ass eng, déi, wéi ech gesot hunn, zesumme mat allen anere Fraktiounen a Gruppe weiderentwéckelt an ënnerschriwwe ginn ass. Mir waren eis dann och am Ufank eens, fir an eisem Text ganz kloer den Term vu „Génocide" ze gebrauchen, well all anert Wuert weder historesch nach politesch Sënn mécht.

Firwat da grad elo déi Initiativ vun där Resolutioun? Fir mech perséinlech a meng Fraktioun ginn et haaptsächlech dofir zwee Grënn. Éischtens sinn et zënter dem 24. Abrëll vun dësem Joer ganz genau honnert Joer hier, datt déi éischte Kéier am Ufank vum 20. Jorhonnert Honnertdausende vu Mënsche wéinst hirer Zougehéieregkeet zum armenesche Vollek op eng barbaresch Aart a Weis ëmbruecht gi sinn.

Betoune wéilt ech allerdéngs och, datt dësen onmënschleche Vëlkermord net nëmmen un Armenier begaange ginn ass, mä och un anere Gruppen, wéi Assyrer, Aramäer oder de Pontos-Griichen.

Une voix.- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV), auteur.*- Beim Vote vun dëser Resolutioun geet et eis fir d'Éischt drëm, nach eng Kéier, Dir Dammen an Dir Hären, op dëse brutale Vëlkermord hinzeweisen a ganz besonnesch och deenen 100.000 (veuillez lire: Honnertdausenden) Affer ze gedenken.

Eng zweet Ursaach ass déi, datt niewent der Unerkennung vum Völkermord duerch d'Vereent Natiounen entre-temps och 22 national Parlamenter dëse Génocide expressément unerkannt hunn. Niewent dem Europaparlament sinn dat och d'Parlamenter vun eisen Nopeschlänner, der Belsch, Holland a Frankräich.

Wat Frankräich ubetrëfft, wëll ech iwwregens och nach eng Kéier betounen, datt do säit Kuerzem d'Negatioun vum Génocide an d'Strofgesetzbuch festgeschriwwe ginn ass. Dat heescht, jiddwereen, deen de Génocide vun den Armenier contestéiert, riskéiert, dofir penal haftbar gemaach ze ginn. Och den Däitsche Bundestag wäert an deenen nächsten Deeg eng ganz ähnlech formuléiert Resolutioun unhuelen, nodeems viru Kuerzem den däitsche Bundespresident Joachim Gauck an enger remarquabeler Ried dat schonns gemaach huet.

D'Zäit, Här President, ass also méi wéi räif a mir si mat eiser Unerkennung a beschter Gesellschaft.

Här President, ech wëll awer och ënnersträichen, ëm wat et ons net an dëser Resolutioun geet. Et ass keng Resolutioun, déi géint dat türkescht Vollek oder géint déi türkesch Regierung geriicht ass. Au contraire! Eis béid Länner verbannen zanter Laangem frëndschaftlech Relatiounen, souwuel um politesche wéi um wirtschaftleche Plang.

A mir appréciéieren och ganz besonnesch den Engagement vun der Türkei als NATO-Partner, grad wéi och déi exzeptionell Hëllef vun Ankara an der syrescher Flüchtlingsdramatik.

Wa mir haut an eiser Resolutioun un dee Génocide erënneren, setze mir keen, deen haut nach lieft, op d'Uklobänk. D'Täter vun deemools liewen net méi an et gëtt keen, deen hire Kanner oder Kandskanner wéilt eng Schold ulaaschten. Wat awer d'Kanner an d'Kandskanner vun den Affer mat Recht dierfen erwaarden, ass eng Unerkennung vun historeschen Tatsaachen an domadder vun enger historescher Schold.

An de leschte Wochen an Deeg ass vill iwwert déi Bezeechnung debattéiert a gestridde ginn, déi dës Evenementer vu virun honnert Joer am beschte géif beschreiwen. Mir mussen alleguerten drop oppassen, datt sech dës Debatt awer net nëmmen op Differenzen iwwer e Begréff reduzéiert. Et geet virun allem drëms, no honnert Joer déi genau geplangten Zerstéierung vun engem Vollek a senger ganzer historescher Wierklechkeet an onmënschlecher Grausamkeet unzëerkennen, ze bekloen an ze betraueren. A vill vun Iech hu sécherlech an deene leschten Deeg verschidde Reportagen op där enger oder anerer Televisiounsstatioun kënne kucken, wou een och nach eng Kéier gesinn huet, mat wat fir enger Grausamkeet géint déi Armenier an och aner Minoritéiten deemools virgaange ginn ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et geet an dëser Resolutioun, an dat ass vläicht dat Allerwichtegst, just scheinbar nëmmen ëm d'Vergaangenheet. Virun allem geet et ëm d'Zukunft, déi ee just kann a Verantwortung an der Géigewaart opbauen, well mir wëllen net just de Génocide un den Armenier condamnéieren, mir wëlle virun allem derfir suergen, datt esou eppes ni méi dierf virkommen.

An erlaabt mer dofir och an deem Kontext op d'Verfolgung vun de Reliounen am Allgemengen a ganz besonnesch am Moment op d'Persécutioune vun de Chrëschten am Orient an de Jesiden am Besonneschen hinzeweisen.

Och dofir, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass eise Geste vu grousser aktueller Bedeitung. Schlussendlech si mir dovun iwwerzeegt, datt d'Unerkennung vum Génocide un den Armenier duerch d'türkesch Autoritéiten e wichtegt Zeechen a Richtung Openeenzougoen an Aussöhnung vun Türken an Armenier duerstellt.

Nëmme wann ee bereet ass, d'Vergaangenheet ze verstoen an opzeschaffen, an och Responsabilitéiten unerkennt, gëtt et eng Chance fir esou eng Versöhnung. Dat huet dëser Deeg och den däitsche Bundespresident Gauck gesot, an ech wëll mat deem sengem Zitat schléissen: „Niemand braucht Angst zu haben vor der Wahrheit. Ohne Wahrheit keine Versöhnung. Nur gemeinsam können wir überwinden, was uns getrennt hat und was uns trennt. Nur gemeinsam haben wir eine gute Zukunft in dieser einen, uns gemeinsam anvertrauten Welt."

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet an ech hoffen op eng ganz breet Zoustëmmung.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Mosar, deen, mengen ech, och zefridde ka sinn, dass ech net mäi Virgänger sinn.

M. Laurent Mosar *(CSV), auteur.*- Oh, dee war och ganz large!

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- An d'Wuert huet direkt den Här Angel, President vun der Kommissioun.

Discussion générale

M. Marc Angel *(LSAP).*- Jo, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, léif Vertrieder vun der Regierung, d'Türkei ass e formidabelt Land mat formidabele Mënschen an et ass och säit Jorzéngten e ganz wichtegen an e ganz gudde Partner a Frënd, net nëmme vun Europa, mä och besonnesch vu Lëtzebuerg.

D'Türkei huet säit 1966 en Accord d'association mat der deemoleger CECA. Säit ´95 si mer mat der Türkei als Europäer an enger Zollunioun. Säit 2005 lafen d'Bäitrëttsverhandlungen, déi sécher net ëmmer einfach sinn, an d'Türkei ass an deenen Efforten, fir sech un d'Europäesch Unioun unzenäheren, ëmmer vu Lëtzebuerger Säit ënnerstëtzt an encouragéiert ginn. Mir hate souguer 2004 hei am Parlament eng Resolutioun, an där mer eis ausgeschwat hu fir den Ufank vun deene Beitrëttsverhandlungen.

Dës Resolutioun, a mäi Virriedner huet et och scho gesot, ass keng Resolutioun géint d'Türkei. Dës Resolutioun vun haut, an där wëlle mer einfach kloer soen, dass et sech bei deenen Honnertdausende vun Armenier, déi ab 1915 am Osmanesche Räich Affer ware vu Massaker oder während de Verdreiwungen hiert Liewe verluer hunn ënner onmënschleche Bedéngungen, dass et sech bei deene Mënschen ëm Opfer vun engem Génocide handelt.

Mir hunn de leschte Mëttwoch, an den Här Mosar huet drun erënnert, an enger Kommissiounssëtzung all zesummen, all Fraktiounen an all Sensibilités politiques,—iwwert deen Text, deen den Här Mosar virgeluecht huet, diskutéiert. Ech hat Ännerungsvirschléi gemaach, deelweis fir eis un d'Sprooch vum Europaparlament senge Resolutiounen unzegläichen, deelweis och net. Jiddwereen huet e puer Ännerungsvirschléi virgeluecht. Mir hunn eis missen eenegen op en Text. An deen Text, deen den Här Mosar Iech haut virgedroen huet, ass also d'Resultat vun deene Gespréicher, déi mer do haten.

Ech hu gesot: Mir hunn d'Terminologie deelweis ugepasst. Et ass awer een Ënnerscheed zu der Resolutioun vum Europaparlament: Mir schwätze vum Génocide als Terme général a mir maache bei eisem Term „Génocide" net Referenz, wéi d'Europaparlament, op d'UN-Resolutioun vun 1948. Ech mengen, do ginn et grouss Diskussiounen um juristesche Plang am Droit international, ob een d'Dispositiounen am Pénal retroaktiv kann uwennen.

Mat dëser Resolutioun vun haut, Dir Dammen an Dir Hären, wëlle mer eben am Joer 2015, honnert Joer no dëse Gräueltate géint d'Armenier am Osmanesche Räich, wou, wéi gesot, Honnertdausende vu Mënschen hiert Liewe gelooss hunn, och deenen Opfer gedenken.

Fir d'LSAP war et awer och wichteg, dass mer an dëser Resolutioun allen Affer gedenke vun alle Génociden, vun alle Crimme géint d'Humanitéit, vun alle Verbrieche géint d'Mënschlechkeet, wéi gesot, an och Verfolgunge vu Mënschen aus reliéisen an anere Grënn. Mir wëllen all deenen Opfer gedenken an och hoffen, dass esou Verbrieche sech net widderhuele wäerten am 21. Jorhonnert. An ech wëll och drun erënneren, dass et där dote Verbriechen net nëmmen am 20. Jorhonnert gi sinn, mä an der ganzer Geschicht och virdrun.

Dës Resolutioun ass eng Resolutioun fir d'Türkei an net géint d'Türkei, well mer jo och kloer d'Türkei opruffen, d'Autoritéite vun der Türkei opruffen, fir sech weiderhi mat hirer Geschicht auserneenzesetzen. Et ass e Prozess an der Türkei ugaangen, an dee begréisse mer och an dofir war et eis och wichteg, an dëser Resolutioun ze begréissen d'Deklaratioune vum President Erdogan an och vu sengem Premierminister Davutoglu, dee bei den Nokomme vun den ottomaneschen Armenier do d'Condoléancen ausgedréckt huet an och déi ganz grouss Souffrancen unerkannt huet, déi déi Leit erlidden hunn.

Ech mengen, dat ass wichteg, well dat ass wahrscheinlech och dorop zréckzeféieren, well an der Türkei déi tierkesch Gesellschaft dem Stat a munchem scho meilewäit viraus ass. An der Türkei gëtt op ville Plazen debattéiert. Et gi Konferenze gehalen, bei deene vill Froe gestallt ginn a bei deenen och vill Tabuthemen ugeschwat ginn. Ech mengen, déi Enttabuiséierung an der tierkescher Gesellschaft ass nëmmen ze begréissen an och weiderhin ze ënnerstëtzen. Zum Beispill duerch déi Enttabuiséierung hunn och säit e puer Joer ganz vill tierkesch Matbiergerinnen a Matbierger erfuer, dass se am Fong vun armenescher Ofstamung sinn.

Mir wënschen also, dass dee Prozess och vun den tierkeschen Autoritéite weidergeféiert gëtt.

E leschte Punkt, bei deem et eis als LSAP och wichteg war, dass en drakënnt, ass, dass mer an dëser Resolutioun ganz kloer Armenien, dat heitegt Armenien an déi heiteg Türkei encouragéiere wëlle fir eng Normaliséierung vun hire Relatiounen, fir dass et eben zu enger Réconciliatioun kënnt vun dem tierkesche Vollek mam armenesche Vollek. Réconciliatioun, mengen ech, ass eent vun deenen nobelste Wierder, déi et an der Politik gëtt. Eise Wuelstand, dee mir haut hei hunn, ass op Réconciliatioun opgebaut. Vill Guddes op anere Plazen op der Welt baséiert op Réconciliatioun. An dofir ass et och wichteg, dass mer an dëser Resolutioun dat wëllen encouragéieren.

Dat gesot, ginn ech den Accord vun der LSAP-Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Angel. Nächste Riedner ass den Här Claude Adam.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. De 24. Abrëll 1915 sinn zu Konstantinopel, dem heitegen Istanbul, e puer Honnert armenesch Intellektueller, Schréftsteller, Museker, Journalisten, Parlamentarier, Geeschtlecher verhaft ginn, deportéiert ginn, an déi meescht sinn och ëmbruecht ginn. Dat war den Optakt zu engem Verbrieche géint d'Mënschheet, géint Armenier, awer och, an dat ass scho gesot ginn, géint Aramäer, Assyrer, Chaldäer, Pontos-Griichen - ech wëll keen ausschléissen. Mir schwätzen haut vu ronn 1,5 Milliounen Affer: Kanner, Fraen a Männer.

Dat, wat deemools geschitt ass, ass eigentlech ënnert den Ae vun der Weltëffentlechkeet geschitt. Et gouf vun däitschen, éisträichesch-ungareschen, italieneschen, amerikaneschen, skandinaveschen awer och osmaneschen an armenesche Quellen dokumentéiert. Schonn am August 1915 hat d'„New York Times" vun enger methodesch geplangter Aktioun, engem Vernichtungsprogramm geschwat, an enger Dimensioun, wéi d'Geschicht se bis ewell nach net erlieft hat.

D'Regierung vum Däitsche Räich, déi dat Osmanescht Räich als Verbündeten hat, ass zu därselwechter Konklusioun komm, ouni allerdéngs eppes dergéint ze ënnerhuelen. Haut, honnert Joer nom Optakt vun deem Massaker, hunn esouwuel Däitschland wéi och Éisträich sech zu hirer Matverantwortung bekannt. Den tierkesche President Erdogan huet allen osmaneschen Armenier geduecht, déi am Éischte Weltkrich bei den „trauregen Evenementer" - esou dréckt hie sech aus - hiert Liewe gelooss hunn. Éisträich an Däitschland hunn dës Massakeren un den Armenier als Vëlkermord, als Genozid bezeechent, grad wéi dann och, an dat ass schonn erwäänt ginn, eis Nopeschlänner d'Belsch, Frankräich an Holland.

Mir verwenden den Term Genozid och an eiser Resolutioun. Mir sinn der Meenung, dass et endlech un der Zäit ass, sech un all Affer vun all Genozid ze erënneren. Dat si mer den Affer an hiren Nokomme schëlleg. Dat si mer virun allem awer och eis selwer an deenen, déi no eis kommen, schëlleg. Et geet hei net drëm, mam moralesche Fanger op ee Land ze weisen. Wat virun honnert Joer geschitt ass, kann een enger aktueller Regierung net unhänken. Et geet drëm, déi geplangt Vernichtung vun engem Vollek ze erkennen, ze benennen a fir d'Zukunft doraus ze léieren. Et läit am Interessi vun all Land, och déi däischter Kapitele vu senger Geschicht opzeschaffen. Dat kann ee Land net méi schwaach maachen, ganz am Géigendeel!

déi gréng sinn der Meenung, datt et wichteg wier, datt sech d'Relatiounen tëschent Armenien an der Tierkei géifen normaliséieren. Dat géif sech positiv op d'Wirtschaft vun deenen zwee Länner auswierken. Dat wier awer och positiv fir all déi Leit, déi an deenen zwee Länner a virun allem an der Grenzregioun liewen. Et wier dach flott, wann d'Tierkei an Armenien ähnlech Relatioune kéinte kréien, wéi se haut Frankräich an Däitschland hunn oder Lëtzebuerg an Däitschland.

Duerfir menge mir, datt et wichteg ass, datt mer mat där Resolutioun haut zum Opschaffe vun der Geschicht bäidroen. An duerfir ginn ech och den Accord vun der grénger Fraktioun zu dëser Resolutioun.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Adam. An d'Wuert huet elo den Eugène Berger.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Meng Virriedner hu schonn eng ganz Rei Saache gesot, soudatt ech da ka méi kuerz sinn, fir net eng Rei Saachen ze widderhuelen. Et ass eng Resolutioun, déi sech areit an eng Serie vun ähnlechen Initiativen an anere Parlamenter: Europaparlament, aner Parlamenter an Europa, Frankräich, Belsch, Holland, Éisträich, mä awer och an anere Länner op der Welt.

Ëm wat geet et hei? Et geet drëms, fir d'Grujelechkeeten, d'Massakeren an all dat Leed, wat 1915 am Osmanesche Räich geschitt ass, unzëerkennen, wat mer also hei mat där Resolutioun dann och als Chamber wäerte maachen.

Ech ginn elo net méi weider op den Text an; dat ass gemaach ginn. Vläicht nach eng Remarque, déi eis awer wichteg schéngt: Et ass ëmmer wichteg, datt een no hanne kuckt, fir eben och aus der Geschicht ze léieren a fir datt een aus deene Léiere kann eppes fir d'Zukunft da mathuelen, eppes dorauser zéien.

Wat kann een heirauser léieren an dësem Fall? Ech mengen, virun allem heescht dat och, datt een an der Zukunft soll kucken, op Réconciliatioun opzebauen, op „Sechverdroen", fir et emol esou auszedrécken, datt dat wichteg ass. An an där Hinsicht ass och fir eis de leschten Abschnitt an där Resolutioun besonnesch wichteg, well et eben dorëms geet, datt dat thematiséiert gëtt, datt eben an deem Zesummeliewen d'Réconciliatioun och ganz wichteg ass.

Voilà, an deem Sënn wäert och d'Demokratesch Partei dës Resolutioun matdroen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Berger. An d'Wuert huet elo direkt den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, villmools Merci. Och mir begréissen dës Resolutioun, déi den Här Mosar hei virbruecht huet an déi mer alleguer ënnerstëtzen. Ech wollt awer soen, datt d'ADR schonn am Joer 2001 esou eng Resolutioun proposéiert huet am Parlament an nach eng Kéier am Joer 2004 an enger Resolutioun déiselwecht Problematik opgeworf huet. An deenen zwee Fäll, 2001 an 2004, war d'ADR déi eenzeg Partei hei am Parlament, déi dee Génocide wollt unerkennen a kritiséieren.

Et ass souguer ze bemierken, datt d'DP deemools, wann ech de Protokoll vun de Sëtzunge kucken, gesot huet: «Faut-il dès lors le charger davantage par un dossier qui se rapporte à des événements qui se sont produits en 1915 (...)?». Wa mer en ähnleche Maassstab géifen unhuele fir déi schrecklech Saachen, déi hei am Zweete Weltkrich geschitt sinn, da géif zu Recht all Mënsch entsat Kreesch dinn! Et ass einfach net nëmme fir eis e Recht, eis ëm déi Saachen ze këmmeren, mä et ass eng moralesch Flicht, iwwer Génociden ze schwätzen, ob se elo d'Armenier betreffen oder d'Judden am Zweete Weltkrich.

En zweete Kommentar ass: Mir als ADR hunn net gewaart, bis datt d'Europaparlament eng Resolutioun geholl huet oder aner Parlamenter dat gemaach hunn. Mir hu vun eis aus dee moraleschen Impuls gehat, fir dat doten opzebrëngen. A wéi gesot, et deet eis leed, datt keen aneren eis deemools ënnerstëtzt hat.

An eng drëtt Bemierkung - well ech leider net vill Zäit hunn -, dat ass, datt mer net kënnen akzeptéieren, datt hei vun der tierkescher Säit Drock op eis gemaach gëtt, fir datt mer net sollten op dëse Wee goen, fir esou eng Resolutioun unzehuelen. Den tierkeschen Ambassadeur huet eis e Bréif geschriwwen, wou en draschreift: «À la lumière de ce qui précède,» - en hat do eng Rei Développementer gemaach - «nous sommes d'avis qu'une éventuelle adoption de ladite motion», déi géif dann a kengem Fall: «ne servira en aucune manière (...) à la promotion des relations excellentes qui existent entre nos deux pays.» Dat ass inakzeptabel! Ech mengen, et muss een eisen tierkesche Frënn, déi jo fir eis e wichtege militäreschen, e wichtege wirtschaftleche Partner sinn an deenen hir kulturell an aner Méritte mer a kenger Weis a Fro stellen, mir mussen hinnen däitlech soen, datt mir hei souverän Décisiounen huelen an datt mer vun hinnen erwaarden, datt si eis Souveränitéit respektéieren an datt mer vun der Tierkei erwaarden, datt deen Negationismus ophält an datt se sech hirer historescher Verantwortung stellen.

Déi Reconnaissance, déi Condoléancë vum Premierminister sinn en éischte Schrëtt. Mä wat mer erwaarden, a wat d'Armenier virun allem an déi aner Affer mat Recht erwaarden, ass endlech d'Unerkennung vum Génocide, och duerch déi aktuell tierkesch Regierung!

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Kartheiser. An d'Wuert huet direkt den Här Serge Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech mengen, et soll een an der Politik virsiichteg sinn. Et soll ee keen Tribunal de l'histoire spillen. Ech mengen, Politik huet näischt mam Jugéiere vun der Geschicht a mat dem Opschaffe vun der Geschicht u sech ze dinn. Déi Resolutioun, déi hei virläit, huet och näischt domat ze dinn, wat ee fir Bedingunge setzt, fir dass d'Türkei an d'Europäesch Unioun soll kommen. Dat sollt een net verbannen heimadder.

Ech mengen, et ass och net un eis, fir den nationalen Intérêt vun der Türkei ze jugéieren an enger Resolutioun. Dat ass esou e Passage, dee leider an där Resolutioun drabliwwen ass, firwat mer se och net mat ënnerschriwwen hunn. Aner Passagen, déi nach vill méi däitlech waren a wou drastoung, dass d'Europäesch Unioun misst e Virbild an e Modell si fir d'Türkei, sinn ënner anerem och duerch eist Matwierke glécklecherweis erausgeholl ginn.

Wat fir eis wichteg ass a woufir mer och déi Motioun (veuillez lire: déi Resolutioun) hei wäerten op jidde Fall stëmmen, dat ass, dass no honnert Joer endlech ee vun deene gréisste Génociden an der Geschicht vum 20. Jorhonnert unerkannt gëtt. Dee Génocide war Virbild a Generalprouf fir de Génocide un de Judden. Ech mengen, dat ass relativ beluecht. En ass op jidde Fall vun deemselwechten „völkische" Geescht motivéiert gewiescht, deen och herno an Däitschland iwwergegraff huet, an dat waren Alliéierter och zu där Zäit.

Duerfir mengen ech, dass et eisem Parlament gutt zu Gesiicht steet, wann et hei als Volleksvertriedung - wat d'Regierung mécht, ass eng aner Saach, mä d'Parlament als Volleksvertriedung - am Numm vum Lëtzebuerger Vollek dee Génocide do kloer benennt an och verurteelt. An ech mengen och, dass et eis als Parlament gelénge wäert an e puer Wochen, wa mer vun deem anere Génocide schwätzen, deem un de Judden, an och vun enger gewësser Matverantwortung och zu Lëtzebuerg un deem Génocide, dass mer deem och an aller Däitlechkeet gedenke wäerten an dorun erënnere wäerten.

An deem Sënn wëll ech hei ukënnegen, dass mer déi Resolutioun hei stëmme wäerten.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Urbany. D'Wuert huet direkt den Här Ausseminister Jean Asselborn.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Lëtzebuerger Regierung - an ech maachen dat am Numm vun hir -, déi vernäipt sech virun deem fuerchtbare Leide vun den Armenier virun honnert Joer an denkt un déi Honnertdausende Leit, déi deemools am Osmanesche Räich ënner schreckleche Konditiounen hiert Liewe verluer hunn.

D'Chamber huet sech elo grad hei an hirer Resolutiounsdebatt iwwert d'Evenementer vun 1915/1916 ausgeschwat. Virdrun, et ass hei gesot ginn, hunn d'Europaparlament a verschidden national Parlamenter och vun der Europäescher Unioun datselwecht gemaach. Mir däerfen d'Affer vun där schrecklecher Gewalt, vu Mord an Deportatioun ni vergiessen.

Wat d'Chamber an hirer Resolutioun ausdréckt, ass a mengen Aen dat, wat ville Leit um Häerz läit. Alles, wat mer iwwert déi Evenementer vu '15/'16 héieren oder gesinn hunn, kann eis net gläichgülteg sinn. An där Fro, déi eis beschäftegt, där vun de Massakeren, vun der Deportatioun vun onvirstellbarem Ausmooss vun 1915 an 1916, steet et eis gutt zu Gesiicht, d'Türkei an Armenien staark ze motivéieren, dass si zesummen am Dialog versichen, déi néideg Kloerheet ze fannen. Et ass hir Geschicht, mä et ass awer och hir Zukunft.

Och mir Lëtzebuerger, mengen ech, si gutt placéiert fir béid Säiten ze encouragéieren, sech um Beispill vun der Europäescher Unioun no 1945 ze inspiréieren. Et brauch ee Kloerheet, well dat d'Basis ass, fir eng Réconciliatioun tëschent deenen zwou Regierungen, awer vill méi wichteg nach, tëschent de Leit aus der Türkei an Armenien hinzekréien.

Ech hoffen, dass an der Türkei lues awer sécher dat agesi gëtt, dass et am Intérêt ass vun der Türkei, sech mat hirer Vergaangenheet esou ausenanerzesetzen, dass keng schwaarz Flecke bleiwen. Mir an Europa hunn dat och nom Krich gemaach, och net ëmmer ouni Schwieregkeeten. An hei zu Lëtzebuerg, den Här Urbany huet et indirekt ugeschnidden, ass dee Prozess jo och nach net ganz ofgeschloss, wéi mer wëssen.

Mir wëssen awer, dass d'Réconciliatioun tëschent feindlechen Natiounen de Grondstee vun der europäescher Konstruktioun an och vun eise Valeuren ass. Et wier total falsch, wann d'Türkei dës Chambersresolutioun als e feindlechen Akt géif gesinn. D'Türkei an Armenien mussen hir Efforte virundreiwen, fir eng Normalisatioun vun hire Relatiounen ze erreechen, well dat deen eenzege Wee ass, fir allen, alle Mënschen, déi an deenen zwee Länner liewen, wéi och der ganzer Regioun eng friddlech a sécher Zukunft ze ginn! D'Grenze mussen erëm opgoen tëschent der Türkei an Armenien. Den Haass muss weechen.

Ech sinn der Meenung, dass d'Verhandlunge fir den EU-Bäitrëtt vun der Türkei vu grousser Bedeitung an deem Kontext och sinn. Mir ënnerstëtzen d'Verhandlungen - de Marc Angel huet et gesot - zënter 2005, well se dozou bäidroen, d'Demokratie, d'Mënscherechter an de Rechtsstat ze stäerken an der Türkei. Et ass eise gemeinsamen Intérêt, dass d'Türkei hir Reforme virundreift an déi demokratesch Wäerter zolidd - zolidd! - bei sech verankert. An enger Türkei, wou d'Meenungsfräiheet geséchert ass, wäert et och méiglech sinn, méi kloer iwwert d'Vergaangenheet kënnen ze schwätzen.

An der Armenien-Fro ass munch Positives an der Türkei geschitt, ënnert dem Drock vun der Zivillgesellschaft, vu Schrëftsteller, vu Journalisten, vun Historiker, och vu Politiker an och vu ganz normale Leit, déi verstoe wëllen, wat a Wierklechkeet geschitt ass virun honnert Joer. Ee vun deenen, deen am wäitsten an am déifste gaangen ass, ass de Hrant Dink, ee Journalist vun armenescher Hierkonft an der bilingualer türkesch-armenescher Zeitung „Agos". Deen ass am Alter vun 52 Joer 2007 zu Instanbul erschoss ginn, well e virun allem de Courage hat, de dire les choses. Dëse Mann gëtt vu villen Türke just duerfir an och just elo héich geschat.

Fir d'éischte Kéier huet dëst Joer d'türkesch Regierung u Kommemoratiounszeremonien deelgeholl an d'Regierung huet och offiziell den Enkelkanner an den Affer hiert Bäileed ausgedréckt. Dës Bewegung muss ënnerstëtzt ginn, och vun der internationaler Gemeinschaft, fir dass déi nächst Generatioune vun Türken a vun Armenier hiert Liewe liewe kënnen, ouni déi schwéier Laascht vun enger net verschafftener Geschicht ze droen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Ausseminister.

Mir sinn dann um Enn vun der Diskussioun iwwert d'Resolutioun ukomm a mir géifen zur Ofstëmmung iwwergoen.

Vote sur la résolution modifiée

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

Mir hunn 58 Participatiounen um Vote a kucken nach no, wien erausgefall ass. An d'Resolutioun ass unanime ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Nancy Arendt), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Alex Bodry), Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps et Edy Mertens;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Serge Urbany et David Wagner.

Merci fir déi gutt an nuancéiert Diskussioun.

Mir géifen dann iwwergoen zu eisem leschte Punkt vun de Mëtten. Et geet ëm d'Motioun, déi vum...

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Här President, wéi ass d'Resultat?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Unanimitéit, Här Ausseminister.

Mir kommen zu dem leschte Punkt, der Motioun, déi abruecht ginn ass vum Här Fernand Kartheiser iwwert de Respekt vun der Neutralitéit bei der Organisatioun vun den Informatiounsversammlungen an den Debatten am Kader vum Referendum.

6. Motion de M. Fernand Kartheiser relative au respect par les instances publiques de la neutralité dans l'organisation des séances d'information et des débats dans le cadre du référendum consultatif

Exposé

M. Fernand Kartheiser *(ADR), auteur.*- Här President, villmools Merci. Dir Dammen an Dir Hären, et ass an der Debatt iwwert d'Lag vun der Natioun scho vill iwwert de Referendum diskutéiert ginn. Ech wëll ganz bewosst elo net op déi eenzel Froen agoen oder op déi Diskussiounen an Argumenter fir déi eng oder déi aner Säit. Ech sinn elo net heihinnerkomm, fir iwwert de Referendum ze schwätzen, fir Positioun ze huelen iwwert de Fong vun de Froen oder fir Parteipolitik ze maachen.

Wann ech elo hei virun Iech stinn, dann ass et aus enger Suerg eraus, vun där ech unhuelen, datt mer se all heibannen deelen. An dat ass déi Suerg ëm eng Objektivitéit vun der Debatt. An dat hänkt jo och zesumme mat der Kredibilitéit vun der Referendumscampagne, also och vum Referendum.

Déi Konditiounen, ënnert deenen dës Campagne ofleeft, déi sinn essenziell wichteg, fir de Leit den Androck ze vermëttelen, datt mer et wierklech hei mat enger fairer Debatt ze dinn hunn, mat enger Gerechtegkeet, och hei mat engem „level playing field", en Ausdrock, dee mer aus anere Beräicher kennen, deen awer och hei, a besonnesch hei, muss gëllen, fir eben deen Androck ze verhënneren, datt dat doten net eng Debatt ass, mä éischter eng eesäiteg Propaganda.

Mir mussen oppassen, datt den Demokratiedefizit, dee mer an der Campagne jo diskutéieren - déi eng gesinn een, déi aner gesinn en net -, mä datt den Demokratiedefizit net an der Campagne selwer läit, nämlech doduerch, datt déi eng sech géintiwwer deenen anere benodeelegt fillen.

Mir hunn als Chamber e Virbild ginn, e Beispill. Mir hunn eng Campagne organiséiert, souwuel duerch Informatiounswenter, wou mer elo bei d'Leit ginn - sechs Owenter -, wéi och iwwer Debatten op Chamber TV, wou mer eigentlech weisen, datt déi zwou Positioune sollen Zäit kréien, fir hir Positiounen ze erklären, a wou kann argumentéiert ginn. An dat soll och, an eisen Aen, e Virbild si fir aner ëffentlech Institutiounen am Land, wa se eng Debatt organiséieren.

Ech muss soen: Mir begréissen dat aus ganzem Häerz, wa Gemengen, wa Schoulen, wann ëffentlech Instanzen oder och privater esou Organisatiouns-, esou Diskussiouns- oder Informatiounsveranstaltunge maachen. Et ass en Zeeche vu lieweger Demokratie. Mä och do muss ee sech bewosst sinn: Et sinn ëffentlech Instanzen an ëffentleche Raimlechkeeten, mat ëffentleche Suen. An et ass dofir och wichteg, datt och d'Bierger, ob se elo déi eng oder déi aner Meenung vertrieden oder sech nach keng definitiv Meenung gemaach hunn, mä datt se sech all eescht geholl fillen an net op déi eng oder déi aner Manéier désavantagéiert.

Dofir, wa mer elo hei déi Motioun diskutéieren, dann ass dat net fir en Agréff an d'Gemengenautonomie ze maachen, well natierlech huet eng Gemeng, wa se esou eppes organiséiert, hir eegen Autonomie, déi och verfassungsrechtlech ofgeséchert ass. Et geet net drëm, fir enger Gemeng hei virzeschreiwen, ob oder ob net se soll eng Informatiounsversammlung maachen. Dat hei soll just en Appell sinn un d'Gemengen, fir déi Objektivitéit an Neutralitéit ze respektéieren, déi dem Exercice déi Dignitéit ginn, déi e verdéngt.

D'selwecht bei de Schoulen. Kee Mënsch denkt drun, engem Schouldirekter bis op dee leschte Punkt virzeschreiwen, wat e soll maachen. Mä och eng Schoul ass eng ëffentlech Instanz. A wa mer hei vu politescher Bildung schwätzen, wéi mer et jo vill maachen a leschter Zäit, och am Kontext vun der Diskussioun, ob scho Jugendlecher ënner 18 Joer sollen e Wahlrecht hunn oder net: Och do gëtt vill vu politescher Bildung geschwat. Mä et ass e wichtegt Element vu politescher Bildung, fir deene Jonken och virzemaachen, datt all Standpunkt muss an enger demokratescher Diskussioun vertruede sinn an all Standpunkt e Recht huet drop, ugehéiert ze ginn a gläichwäerteg diskutéiert ze ginn.

Dofir ass dat hei eng Initiativ, déi am Respekt steet an an der Unerkennung vun deenen, déi Diskussiounsveranstaltungen organiséieren, sief et eng Gemeng, sief et eng Schoul. Mä et ass awer an där Hoffnung, datt d'Chamber mat

deem Beispill, wat se gëtt, nämlech eng neutral an objektiv Campagne ze wënschen, sech awer och Gehéier verschaaft bei all deenen aneren, am Interessi vun der Kredibilitéit vun der Referendumscampagne.

Dofir hunn ech och vun engem Gesetz geschwat an dëser Motioun. Et ass nämlech ganz esou, wéi och gesot ginn ass: Mir hunn net vill Erfahrung zu Lëtzebuerg mat Referenda a mir mussen eis och do eng Kultur ginn. Mir mussen eis Regele ginn, mir mussen driwwer diskutéieren, wéi mer och an zukünftege Referenda kënne kucken, datt do en Équiliber ass a wéi dat Ganzt soll ugepaakt ginn, fir dem demokrateschen Exercice déi beschte Chancë fir eng Réussite ze ginn.

Mir mussen dat Gesetz net virun dësem Referendum kréien; dat wär komplett irrealistesch. Mä déi Iddi, datt mer sollten iwwer e Gesetz iwwert d'Organisatioun vu Referenda schwätzen, schéngt mer awer och wäertvoll ze sinn.

Nach ee lescht Wuert, an dat ass iwwert déi Campagne, wéi se elo leeft. Déi ass am Groussen a Ganze bis elo - souwäit ech et ka jugéieren, a vill vun eis wore schonn op esou Owenter, ech och - ganz gutt ofgelaf. Mä et mécht mer awer Suergen, an ech wëll déi net verstoppen, gëschter oder dëser Deeg ze gesinn, datt eng Karikatur dorëmmer zirkuléiert, wou den Zeechner beim Neen en Hakekräiz gemoolt huet. Dat fannen ech net richteg, egal ob ech elo de Jo oder den Nee vertrieden. Mä et ass eng Form vun der Debatt, wéi ech mer se op jidde Fall net wënschen, an ech mengen, keen heibannen!

Well wa mer esou en Exercice maachen, ass et weder fir dem Jo nach dem Neen eppes ze ënnerstellen, wat zu deene grausaamsten a schrecklechste Kapitele vun der europäescher Geschicht gehéiert. Dat ass net déi Diskussioun, déi mer solle féieren.

An et ass och, mengen ech, net richteg - an elo ginn ech liicht parteiesch, mä Dir verstitt, firwat -, fir deenen, déi déi Positioun vum Neen ze vertrieden hunn, eng Ausländerfeindlechkeet ze ënnerstellen oder eng Angscht. Dat, mengen ech, ass och net ganz korrekt. Dat wor e liichte parteieschen Aschnëtt, dee mer awer wichteg war, well mir immens dru geleeën ass, wéi och den Här Gibéryen an aner Leit virdru gesot hunn, dass mer eis och no der Debatt nach all kënnen an d'Ae kucken an eis no der Debatt och nach respektéieren.

Dofir mäin Appell un Iech, Här President, an all Kolleegen an der Chamber, fir dës Motioun matzedroen. Ech soen Iech Merci.

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An d'Wuert huet direkt den...

(Concertation interne)

Ech hunn als éischte Riedner keen direkt agedroe gehat.

(Interruptions et hilarité)

Jo, den Här Bodry. Dann den Här Berger an dann den Här Wiseler.

Discussion générale

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Merci, Här President. D'LSAP-Fraktioun ass do.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech sinn der Meenung, dass zwar déi Fro hei gutt opgeworf ass, mä dass u sech déi Motioun hei net ka gestëmmt ginn. Ech mengen, et ass net un der Chamber, fir d'Regierung opzefuerderen, de Gemengen an iergendenger Form Virschrëften ze maachen, wéi se sech organiséieren.

Et sinn eng ganz Rëtsch vu Versammlungen ofgehale ginn, op Initiativ vu Vereenegungen, op Initiativ vu Kommissiounen a Gemengen. An ech mengen, et soll een d'Gemengenautonomie hei esou respektéieren, dass een do keng Virschrëfte mécht.

Mä et ass fir mech awer selbstverständlech, an dat soen ech och, dass fir mech an ëffentleche Versammlunge sollte Pro a Kontra zu Wuert kommen. Dat mécht d'Debatt jo eigentlech aus. An ech mengen och, dass dat an der grousser Majoritéit vun de Fäll och esou geschitt ass, dass de Pro a Kontra zu Wuert komm ass. Wann net an der éischter Presentatioun, ass de Pro a Kontra awer zu Wuert komm an der Debatt. All Kéiers, wou ech derbäi war, waren et lieweg Debatten, wou sech fräi de Pro a Kontra geäussert huet, an dat souguer an engem manner polemeschen Toun, wéi dat haut bei der Interventioun, besonnesch vum Här Gibéryen, hei de Fall war.

Une voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Well ech muss awer déi Doppelzüngegkeet vun der ADR hei un de Pranger stellen. Engersäits déi salbungsvoll Wierder vu Respekt vun deem enge vis-à-vis vun deem aneren an dann den offizielle Riedner hei vun därselwechter Partei, deen näischt anescht gemaach huet, wéi deem anere Saachen ze insinuéieren, déi esou net stëmmen. Ech akzeptéieren deen duebele Langage do net.

Ech soen awer ganz kloer, dass et fir mech selbstverständlech ass, dass et hei bei deem Pro a Kontra net op där enger Säit déi gutt, déi richteg Lëtzebuerger gëtt, an déi manner gutt an net richteg Lëtzebuerger op där anerer Säit. Well dat ass eng aner Duerstellung, déi gemaach gëtt.

(Interruption)

Déi Leit, déi wëlle mat Auslänner eppes deelen, ginn eigentlech vu verschiddene Säiten duergestallt, wéi wa se net esou géifen u Lëtzebuerg hänke wéi anerer. Ech akzeptéieren dat a kengem Mooss!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Hei huet keen de Monopol vum Lëtzebuerg an et huet keen de Monopol vu Rout-Wäiss-Blo.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Och dat wëll ech hei an aller Däitlechkeet soen, wann ee sech schonn opreegt iwwer aner Attacken, déi kommen.

Zweetens wëll ech soen, dass déi Problematik vun der Gläichbehandlung eng echt Problematik ass, déi mer och schonn an der Institutiounskommissioun diskutéiert hunn, déi mer och wëllen diskutéieren, wann d'Regierung hire Projet presentéiert, well esou e Projet, dat misst d'ADR eigentlech wëssen, ass an der Maach, fir dat allgemengt Gesetz vun 2005 iwwert de Referendum ze komplettéieren op eenzelne Punkten. Dat ass och e Wonsch gewiescht, dee mer an der viregter Period scho geäussert hunn, déi viregt Regierung, a wou dës Regierung och matgedeelt huet, dass se amgaang wier, un esou engem Text ze schaffen.

Do ass ee Punkt, dee muss diskutéiert ginn, dat ass deen, wéi ee kann e gewëssenen Équiliber kréien an der Duerstellung vum Jo a vum Neen. Ech muss éierlech soen, ech hu mer och selwer Gedanken driwwer gemaach, ech hu keng Léisung fonnt! A wann d'ADR do eng Léisung huet, da ka se se gäre presentéieren, well dat bedeit nämlech e ganz kloren Encadrement, eng Iwwerwaachung vun der ganzer Campagne duerch d'national Autoritéit, notamment duerch d'Regierung, déi fir d'Exekutioun vun de Gesetzer a vum Referendum zoustänneg ass.

Dat bedeit, dass mer och d'Fro mussen diskutéieren, ob mer net d'Finanzen aschränken a kontrolléieren, fir dass net nëmmen an der Duerstellung, mä och herno an deem finanziellen Effort, dee fir de Pro oder fir de Kontra gemaach gëtt, net eng ze grouss Disparitéit geschitt.

Dat werft och d'Fro op, wa mer esou déi Suerg hei hunn, fir alles équilibréiert ze behandelen, ob mer dat och net bei anere politesche Wahle misste maachen, fir dass jiddwereen do gläich behandelt gëtt, dass net ee méi kritt wéi deen aneren, well se alleguerten, theoretesch, gläich si virum Bierger. Dat bedeit, dass mer da musse chronometréieren, wéi oft wien zu wat schwätzt op deem doten Thema. Eigentlech e System, dee mir bis elo zu Lëtzebuerg net kannt hunn.

An ech froe mech, ob et wierklech derwäert ass, esou e Regelwierk hei opzestellen, mat all deene Problemer vu Kontroll a vu Sanktioun och! Wat geschitt, wann ee sech net drun hält? Kommen do penal Sanktiounen? Wie gëtt bestrooft? Dat ass immens schwéier eigentlech, eng Regel ze fannen. A wann d'ADR do déi Topléisung huet, da brauch se net d'Regierung opzefuerderen, fir dat ze maachen, mä se ass jo gewinnt, Proposition-de-loien eranzereechen, da ka se dat hei gäre maachen.

Mä ech soen Iech: Dat do ass eppes, wat gutt kléngt, wou och keen ofstreit, dass een eigentlech dat sollt ustriewen, dass zumindest an där eigentlecher Wahlcampagne an deene Wochen direkt - an déi komme jo eigentlech eréischt eran -, déi véier, fënnef Wochen direkt virun esou engem Datum, en Équiliber muss garantéiert ginn. Dat kann ee garantéieren am Kader vun der offizieller Campagne. Dat ass jo och gemaach ginn. Wéi d'Chamber et mécht, kommen, mengen ech, de Pro an de Kontra genügend zu Wuert. All Argumenter kënnen ausgetosch an diskutéiert ginn.

Mä dat ass immens schwéier, dat doriwwer eraus ze maachen. Da misst een de Medie Virschrëfte maachen, et misst een... An da bewege mer eis awer relativ wäit ewech vum Recht vun der fräier Meenungsäusserung. An dorunner wëlle mir, soen ech ganz éierlech, als LSAP net rüttele goen. An duerfir mengen ech, dass een och deen zweete Volet net kann einfach esou ofwénken, och wann dat dote gutt kléngt. An duerfir wäerte mir mat Nee stëmmen zu dëser Motioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Bodry. Den Här Wiseler an dann den Här Berger.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. E puer Saachen, déi fir mech wichteg sinn, dat ass, datt déi Diskussioun, déi mer hei féieren, wat jo awer eng sensibel Diskussioun ass op deenen dräi Sujeten - méi op engem, wéi op deenen aneren zwee -, datt déi an deem noutwendege Respekt vun deem enge par rapport zu deem aneren a vun den Argumenter och vun deem enge par rapport zu deem anere senge gefouert gëtt.

Ech wëll just soen, datt mer als Chamber alleguer gemeinsam do grouss Efforte gemaach hunn, andeem mer eis an der Conférence des Présidents eng Aarbechtsaart a -weis ginn hunn, eng Aart a Weis, wéi mer dat organiséieren, eng Aart a Weis, wou mer och jiddwerengem d'Méiglechkeet ginn, fir sech ze expriméieren. Heiansdo diskutéiere mer, ob dat da 50:50 ass oder ob et net équilibréiert ass, mä och déi Diskussioune sinn an engem Kader gefouert, wou se als korrekt Diskussioune kënne lafen.

Et ass also do eng Léisung fonnt ginn, wou mer dat, wat den Här Bodry elo beschriwwen huet, net onbedéngt gebraucht hunn. Mir hunn eis am Fong selwer Regele ginn an enger Deontologie, wéi mer probéiere gemeinsam mateneen ëmzegoen. An et ass am Fong och op deem Wee, wou ech mengen, datt ee soll fueren, well eppes anescht och näischt géif ginn.

Ech soen awer och, datt déi Aart a Weis, wéi mir matenee fueren, an déi Regelen, déi mir gemeinsam fonnt hunn, a mengen Aen awer och zumindest vum Prinzip a vum Usaz hier deen Typ vu Regele misste sinn, wou een (veuillez lire: déi et géifen erlaben, datt een) an Institutioune vun der ëffentlecher Hand, ob dat Gemenge sinn, ob dat Kommissioune sinn, déi de Gemengen ugehéieren, oder ob dat haaptsächlech och Schoule sinn, wat jo awer direkt staatlech Institutioune sinn, datt een do ka froen, an datt et mir do absolutt normal a logesch schéngt, datt ee freet, datt a sech och dee Respekt virun deenen engen an deenen aneren Argumenter an déi Expressiounsméiglechkeeten, déi déi eng an déi aner hunn, fir den Dialog als en équilibréierten duerzestellen a fir och jiddwerengem d'Méiglechkeet ze ginn, deenen, déi duerno an der Kabinn ze entscheeden hunn, sech och e Bild vun deenen engen Argumenter a vun deenen aneren ze maachen, datt een do ouni Problem awer ka froen a soen, datt dat de Wonsch vun der Chamber respektiv vun der Regierung wär, datt géif probéiert ginn, an ëffentlechen Institutiounen deen Équiliber ze halen. Wat Associatiounen duerno fräi evidenterweis maachen, dat ass deenen eenzelnen Associatiounen hir Aart a Weis, wéi si da selwer doru ginn.

Dat heescht fir mech, wann ech dat elo esou resüméieren, datt mir kënne mat där Motioun vun der ADR liewen, ausser datt mer mengen, datt dee leschten Tiret - an et ass och haaptsächlech deen, deen den Här Bodry hei a Fro gestallt huet, fir ze soen, datt mer hei sollen e Gesetzesprojet kréien, wou mer dann déi strikt Regele festhalen, déi mer souwisou, mengen ech, net respektéiert kréien -, datt een deen...

Mir kënnen domadder d'accord sinn, wann den Auteur domadder d'accord ass, fir dee leschten Tiret aus der Propositioun ze huelen. Dat wär dann, a mengen Aen, just den offiziellen Ausdrock vun der Chamber a vun der Regierung, datt mer d'Gemengen, d'ëffentlech Hand opfuerderen, fir derfir ze suergen, datt, wann eppes vun der ëffentlecher Hand organiséiert gëtt, dat am Équiliber gemaach gëtt.

Ech mengen och net, datt dat en Agréff wär an d'Autonomie communale, wann een de Gemengen en fait eng Règle qui me paraît une règle de bon sens just géif rappeléieren, well ech géif mengen, datt se am Fong scho selwer dat sollten a missten applizéieren. Mä vu datt mer awer an enger Zäit sinn, wou d'Sensibilitéite relativ grouss ginn, sinn ech awer d'accord, oder ass meng Fraktioun d'accord, fir dat matzestëmmen, à condition, datt dee leschten Tiret erausgeholl gëtt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Wiseler. Den Här Berger.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Et geet mir wéi verschiddenen anere schonn hei an der Chamber, datt mer un enger Rei Table-ronden, déi um Niveau vun de Gemengen organiséiert gi sinn, vun Auslännerkommissiounen oder anere Kommissiounen, deelgeholl hunn. Ech kann nëmme feststellen, aus menger Experienz, datt do ëmmer déi eng an déi aner, also d'Befirworter respektiv déi, déi fir den Neen antrieden, zu Wuert konnte kommen, datt ausgetosch konnt ginn, datt och am Publikum ëmmer d'Méiglechkeet war, fir dat ze maachen, soudatt also déi Angscht, datt do vläicht eng Säit net zu Wuert kéint kommen oder sech net kéint ausdrécken, datt dat bis elo net de Fall war, datt eigentlech och déi Diskussiounen, déi mer haten, ëmmer ganz serein gefouert gi sinn.

An ech muss eigentlech soen, datt ech effektiv och haut de Mëtten, wéi den Här Bodry scho gesot huet, éischter awer erféiert war iwwert dee Populismus, deen, ënner anerem, den Deputéierte Gibéryen hei un den Dag geluecht huet, wou och rieds gaangen ass vu recht hunn, net recht hunn, Rechthaberei. Dat heescht, déi eng hätten also onrecht herno. Ech mengen, esou simplistesch dierf een déi Debatt net gesinn an dat ass där Debatt dann onrecht doen.

Ech hoffen duerfir, datt mer an deenen nächste Wochen, wa mer nach an ëffentlechen Diskussioune sinn, dann do den Débat op alle Fall erëm ënnert den Deputéierte méi serein ka gefouert ginn.

Wat d'Motioun ubelaangt, muss ech eigentlech och dem Här Bodry recht ginn, datt dat heite Saache sinn, wou mer an d'Autonomie vun enger Gemeng agräifen. Ech mengen, eng Gemeng, dat kann eng Kommissioun sinn, déi dat organiséiert, esou en Débat, et kann awer och e Veräin sinn, wou eng Gemeng einfach nëmmen d'Raimlechkeeten zur Verfügung stellt, a kee kann eigentlech enger Gemeng dat esou direkt verbidden. An dat solle mer och net maache vun der Chamber aus, respektiv datt mer do géifen e Gesetzeskader fixéieren.

Bref, mir wäerten op alle Fall och dës Motioun hei net stëmmen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Jo, den Här Adam huet d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech mengen, d'Suerg ëm eng Objektivitéit vun der Campagne, déi den honorabelen Här Kartheiser ausgedréckt huet, déi deele mer alleguerten heibannen. An ech mengen, dat dréckt sech och an deem aus, wat d'Chamber organiséiert, fir déi Campagne hei ze encadréieren.

D'Chamber organiséiert, mir wëssen et alleguer, sechs Table-ronden uechtert d'Land. Dorunner huelen déi sechs Parteien deel, déi hei vertruede sinn. Dovu sinn der dräi aus der Majoritéit, dräi aus der Oppositioun. Véier Parteie si fir de Jo. Zwou si fir den Neen. Dat ass d'Décisioun vun deenen eenzelne Parteien. Mir mengen, datt dat en équilibréierten Débat garantéiert.

Chamber TV huet zwou Table-ronden organiséiert. An d'Chamber erlaabt och eng Diskussioun am Internet. déi gréng begréissen dat.

Och déi politesch Parteien hunn alleguerten, déi hei sinn, en Accord ënnerschriwwen, fir eng sachlech a fair Informatiounscampagne ze féieren an och fir d'Käschten ze begrenzen. An och déi gréng Fraktioun begréisst dësen Accord. Eng ganz Rei Gemengen, an dat ass och gesot ginn hei, organiséieren Tables rondes. Et sinn der schonn organiséiert uechtert d'ganzt Land, zum Deel just iwwer eng Fro. Misst een zu de Gemenge soen: „Dir musst se iwwer allen dräi organiséieren."? Ech mengen net. Dat sollt d'Décisioun si vun den eenzelne Gemengen.

D'Gemengen invitéieren, am Prinzip, d'Parteien alleguer. Si mussen dat net. Et sinn der och, déi soen: „Mir invitéieren déi Parteien, déi am Gemengerot vertruede sinn." Musse mir de Gemenge soen, dat wier net richteg? Ech mengen net. Fir mech fält dat schonn ënnert d'Gemengenautonomie.

An der Motioun geet och rieds iwwert d'Schoulen. Och si missten eng strikt Neutralitéit anhalen. Selbstverständlech ass dat richteg. An ech géif och mengen, d'Schoule maachen dat. Si sinn och vum Minister ugehalen, sech neutral ze verhalen.

Ech zitéieren zum Beispill aus der Lettre ministérielle vum 26. Juni 2014: «Le lycée peut organiser des conférences ou séances d'information en veillant à ce que tout élève qui y participe ait la possibilité d'être complètement informé du contexte visé sans qu'aucun courant sociétal, religieux ou politique ne soit favorisé ou discriminé.»

Ech fannen et duerfir erstaunlech, datt mer hei mat enger Motioun befaasst ginn, déi eigentlech nach soll eppes verlaangen, wat mer schonn hunn. Ech hunn de Begréff „superfétatoire" net gär, mä ech sinn awer wierklech der Meenung, datt déi Motioun hei superfétatoire ass. An duerfir fënnt se och net d'Ënnerstëtzung vun der grénger Fraktioun.

Wa mer géifen hei souwuel d'Gemenge wéi d'Schoulen opfuerderen, si misste méi objektiv

un d'Debatt erugoen, wier dat, a mengen Aen, schonn e gewëssent Mësstrauen an déi bisherег Organisatioun vun där ganzer Campagne. An dozou gesinn ech wierklech keng Ursaach. Et kann een net enger Integratiounskommissioun virwerfen, si hätten eng Plattform organiséiert, scho virun engem Mount oder virun zwee Méint Invitatiounen erausgeschéckt, a si hätten dann eng Onlineplattform, déi et zu deem Zäitpunkt nach net ginn ass, net invitéiert. Ech mengen, dat kann ee wierklech de Leit net virwerfen.

Ech hu bis elo nach op kenger Plaz erlieft, datt ee Mënsch, dee seng Ausso wollt maachen, net zu Wuert komm ass. An ech géif mer wënschen, datt déi Debatten, déi ech bis elo erlieft hunn, déi an engem gudde Geescht an an enger gudder Atmosphär iwwert d'Bühn gaange sinn, och géifen esou weidergoen. An an deem Sënn, wéi gesot, fannen ech déi Motioun hei iwwerflësseg.

Ech ginn net drop an, datt se och grad aus de Reie vun der ADR kënnt. Ech ginn dann och ganz liicht politesch: Selbstverständlech, Här Kartheiser, deelen ech Är Aschätzung, datt et net glécklech ass an och net korrekt ass, wann en Zeechner - ech huelen un, Dir gitt op d'sozial Netzwierker -, wann een Zeechner den Nee mat engem Hakekräiz verbënnt. Ech fannen dat net an der Rei. Ech fannen awer och aner Aussoen an de sozialen Netzwierker, déi dann eben an eng aner Richtung ginn, genausou wéineg an der Rei.

Mat där Motioun hei, allerdéngs, kënne mer do leider Gottes net drop awierken. Do kann ee wierklech just den Appell maachen un d'Leit, och an de sozialen Netzwierker déiselwecht Serenitéit walten ze loossen, wéi mir se an eisen Diskussiounen och walte loossen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech hunn dann nach Wuertmeldunge fir eng zweet Ronn vun der ADR, vun der Lénker an nach eng Wuertmeldung vun der Madame Hetto.

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

Voilà, esou hat ech dat och gemengt, dass Dir dann zum Schluss géift intervenéieren. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Also, et ass fir eis bal eng Form vun Déjà-vu, awer vläicht en Déjà-vu, deen ëmgedréit ass, well virun zéng Joer hat Lëtzebuerg schonn eng Kéier e Referendum, dat war iwwert de Verfassungstraité. A wéi Der wësst, war déi Lénk natierlech eng vun den dreiwende politesche Kräften, déi fir den Neen agetratt sinn. Mir hätten deemools bal gewonnen, mengen ech, wa mer nach zwou Woche méi gehat hätten.

(Brouhaha et hilarité)

Une voix.- Awer nëmme bal!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Mä voilà!

Wat awer och interessant ass, dat ass: Mir hunn eis deemools jo och organiséiert an engem Comité; Facebook gouf et nach net. Mir hunn e richtege Comité op d'Been gesat, well esou leeft dat eben och an der Gesellschaft. Et muss ee sech organiséieren, net just op eng virtuell Aart a Weis, mä och op eng materiell an normal Aart a Weis muss ee sech kënnen organiséieren, well soss kritt een näischt duerch.

Mä ech ka mech erënneren, datt et wierklech net evident war fir den Neen, fir wierklech gläichberechtegt behandelt ze ginn. Mir hunn och misse kämpfen. Do sinn Table-ronden an de Schoulen organiséiert ginn. Verschiddener si ganz korrekt ofgelaf, bei anere ware mer och net dobäi oder op verschiddene Plazen, obwuel et awer schlussendlech, wéi mer wëssen, 44% oder 43% ausgemaach huet.

Ech kann och drun erënneren, datt souguer de Service information et presse deemools en cours de campagne - dat kënnt Der an der „woxx" noliesen, well ech hat deemools doriwwer bericht -, seng Mediecampagne och nach geännert huet. Mä déi Campagne vum SIP hätt jo missen eng neutral sinn, well si war a Wierklechkeet net neutral. Ech wëll net dorobber zréckkommen, mä dat war relativ skandaléis, muss ee soen.

Dofir, mir hunn eng gewëss Sensibilitéit als Lénk, wann eng gewëss Sensibilitéit vun aneren Deeler vun der Gesellschaft seet: „Mir spieren eis net ëmmer ganz richteg behandelt, respektéiert." Ob dat wierklech der Realitéit entsprécht oder net, dat muss ee kucken au cas par cas, mä mir wëssen, datt dat munchmol geschitt.

Dir wësst ganz genau, datt mir natierlech dräimol fir de Jo opruffen. Mä mir kënnen trotzdeem awer verstoen, datt d'Argumenter och vum Nee musse kënne respektéiert ginn. An et ass schonn e puermol gesot ginn: Natierlech sinn déi, déi fir den Neen antrieden, bäi Wäitem keng Rassisten a bestëmmt och keng Nazien. Genausou wéi déi, déi fir de Jo antrieden, bäi Wäitem keng Landesverréider sinn an d'Land net wëlle verkafen, wéi dat duergestallt gëtt, oder d'Land wéilten opléisen. Ech mengen, do muss een och ganz kloer sinn.

Mä trotzdeem menge mer, datt et awer näischt kascht, wann een d'Gemengen, all Instance-publiquen, souwuel déi, déi et bis elo richteg gemaach hunn, oder déi puer Ausnahmen, déi et vläicht net onbedéngt esou richteg gemaach hunn, derzou oprifft, fir ze versichen, awer en Équiliber ze hunn, well eis geet et drëm, onofhängeg vun den Argumenter, datt jiddweree korrekt behandelt gëtt: de Jo an den Neen.

Ech hoffen, a mir hoffen, datt de Jo duerchkënnt, mä mir sinn der Meenung, datt eng richteg Demokratie wierklech jiddweree muss gläichberechtegt behandelen. An dofir kënne mer och wierklech mat där Motioun liewen. Mir kënne se och ënnerstëtzen.

Mir kéinten och, wat den zweeten Tiret ubelaangt, soen, datt ee vläicht iwwert d'Modalitéiten dat misst organiséieren, well mir schreiwen d'Joer 2015, a mir sinn, hei zu Lëtzebuerg, nach ëmmer net capabel, eng Referendumscampagne ze organiséieren. Dat kann dach net sinn! Et gëtt Länner, wou dat geet. An ech mengen, et gëtt esou lues Zäit, datt mer dat maachen, soss hu mer all Kéiers erëm esou Diskussiounen.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann d'Madame Françoise Hetto.

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wëll am Fong geholl just eppes richtegstellen hei. Ech wëll dem Här Berger soen, dass en net richtegläit mat senger Ausso, déi e gemaach huet, fir ze soen, dat wier bis elo net de Fall gewiescht, dass ee Point de vue sech net hätt kënnen ausdrécken.

Ech soen Iech e Beispill. An der Betzder Gemeng, do haten eng fënnef, sechs verschidde Gemengen an d'Integratiounskommissioune vun deene verschiddene Gemengen op eng Informatiounsversammlung invitéiert…

M. Eugène Berger *(DP).*- Do, wou ech selwer....

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Däerf ech, wann ech gelift, schwätzen, Här Berger?

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo, mä Dir sot…

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Här President, ech hu mer d'Wuert gefrot, ech wier frou, wann ech meng Fro kéint fäerdeg stellen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- D'Madame Hetto huet d'Wuert an Dir kënnt jiddwerzäit drop reagéieren, Här Berger.

M. Eugène Berger *(DP).*- Ech hu just vun deene Plaze geschwat, wou ech selwer war.

(Interruption)

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Merci, Här President. Also, ech wëll Iech soen: An der Betzder Gemeng haten d'Integratiounskommissioune vu fënnef oder sechs verschiddene Gemengen op en Informatiounsowend invitéiert. An den „Nee2015" huet, eegenen Aussoen no, op RTL, a Präsenz vun der Madame vun der ASTI, ganz kloer gesot, dass e vum Betzder Buergermeeschter refuséiert kritt huet, och deen Owend präsent ze sinn. Ech wollt dat hei just soen, fir dass dat zur Kenntnis geholl gëtt.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An domat huet d'Wuert den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR), auteur.*- Här President, ech soe jiddwerengem Merci, dee sech un dëser Debatt bedeelegt huet. Ech hu gesot, datt ech meng Interventioun vun elo wëll als iwwerparteilech gesinn. Ech verzichten doweinst drop, deenen ze äntwerten, déi meng Partei ugegraff hunn. Et ass net elo mäin Uleies, dorobber ze äntwerten.

Ech wëll vläicht awer soen, well d'CSV jo gesot huet, si kéint dës Motioun matstëmmen am Fall, wou déi Iddi vun engem Gesetzesprojet géif erausgeholl ginn, datt ech dat gär maachen. Ech bleiwen zwar der Iwwerzeegung, datt dat nëtzlech wier, mä fir d'CSV dann och kënne mat op dës Linn ze bréngen, verzichten ech do gär drop.

(Interruption)

An den Här Bodry, jo, mä gutt.

An ech wëll vläicht nach enger Hoffnung Ausdrock ginn. Ech wëll net op dat zréckkommen, wat an där enger oder anerer Gemeng geschitt ass. Ech mengen, d'Madame Hetto hat dozou e Kommentar gemaach, mä ech wëll der Hoffnung awer Ausdrock ginn, datt, wann dës Motioun haut hei net ugeholl gëtt, datt net awer deen een oder aneren dorauser déi Lektioun zitt, datt et awer gutt ass, fir eng parteiesch Diskussioun ze engagéieren. Dat ass net dee Message, dee mer haut wëlle ginn. An ech mengen, dat hunn ech och aus allen Interventiounen eraushéieren, datt awer, och wa mer dësen Text net stëmmen, e Konsensus hei ass, datt mer eis alleguerte wënschen, datt équilibréiert a fair Debatte solle stattfannen.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Domat wiere mer um Enn vun der Diskussioun vun der Motioun an d'Regierung hätt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Merci, Här President. Vläicht erstaunt et Iech, dass ech am Numm vun der Regierung zu dëser Motioun Stellung huelen, mä dat huet domadder ze dinn, dass mer eng Question parlementaire gestallt kritt hunn un de Banneminister, déi sech mat där nämlechter Thematik befaasst. An d'Äntwert vun der Regierung ass och ze gesinn, mengen ech, am Kontext vun enger zweeter Question parlementaire, déi vum ADR gestallt ginn ass an déi an der Tëschenzäit zréckgezu ginn ass, wuel aus deem Grond, dass d'ADR selwer gemierkt huet, dass schonn eleng d'Froestellung dozou gefouert hätt, dass déi eng oder aner Organisatioun hei am Land e Maulkuerf ugedoe kritt hätt.

A wann ech den Här Kartheiser hei richteg verstanen hunn, kann dat net d'Absicht sinn, vu kengem hei an dësem Sall. An dofir sinn ech och frou, dass déi Question parlementaire an der Tëschenzäit zréckgezu ginn ass.

Prinzipiell ass et esou, dass d'Regierung frou ass, dass mer iwwerhaapt an dësem Land eng déif gräifend Diskussioun féieren iwwer déif gräifend Froen zu eiser Verfassung. Zemools wann et Froe sinn, déi sech mat der participativer Demokratie beschäftegen. An dofir wäert d'Regierung och alles maachen, fir dass dësen Débat an aller Dignitéit kann iwwert d'Bühn goen.

Wat d'Regierung awer ganz sécher net wëlles huet, dat ass, sech amëschen, wéi déi eenzel Akteuren, sief dat d'Gemengen, sief dat d'Schoulen, sief et awer och d'Press, deen Débat wäerten organiséieren. An zwar aus deem ganz einfache Grond, an och dat ass hei scho gesot ginn, well dat, éischtens, géif insinuéieren, dass d'Gemengen, Schüler a Studenten oder och d'Press net amstand wieren, deen Débat selwer a fair ze organiséieren. An ech hu virdru mat Satisfaktioun festgestallt, dass, mat eenzelnen Ofstrécher, bis elo déi Diskussioun hei ganz fair am Land gefouert ginn ass. Zweetens si mer der Meenung, dass mer dat net brauchen hei iergendengem virzeschreiwen, well et eng onerlaabt Amëschung wier an déi kommunal Ugeleeënheeten, där mer eis hei net wéilte schëlleg maachen.

An deem Sënn bieden ech d'Chamber, dës Motioun ofzelehnen a weider drun ze schaffen, zesumme mat der Regierung, dass den Débat weider kann an aller Dignitéit gefouert ginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Mir sinn dann elo prett, fir ofzestëmmen.

Vote sur la motion

D'Ofstëmmung fänkt un. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer. Mir hunn 59 Participatiounen un der Ofstëmmung: 28-mol Jo, 30-mol Neen an 1 Abstentioun. Domat ass d'Motioun ofgelehnt.

Résultat définitif après redressement: la motion est rejetée par 32 voix contre et 28 voix pour.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Nancy Arendt), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Serge Urbany et David Wagner.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton (par Mme Claudia Dall'Agnol), M. Yves Cruchten (par Mme Cécile Hemmen), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Marc Angel), Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché) et M. Roberto Traversini.

Mir sinn domat um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Ech soen Iech Merci. Mir gesinn eis erëm an ëffentlecher Sëtzung an där Woch vum 20. Mee.

Merci! D'Sëtzung ass eriwwer.

(Fin de la séance publique à 18.12 heures)

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

SÉANCE 34

MARDI,
19 MAI 2015

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Communications
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

3. 6808 - Proposition de loi relative aux pratiques illicites eu égard aux documents de voyage ou d'identité et modifiant le Code pénal
- *Déclaration de recevabilité: M. Mars Di Bartolomeo, Président*

4. Ordre du jour
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

5. Dépôt d'une proposition de loi par M. Paul-Henri Meyers
- *M. Paul-Henri Meyers*

6. Interpellation de Mme Martine Hansen au sujet de l'avenir de la politique agricole au Luxembourg
- *Exposé: Mme Martine Hansen*
- *Débat: M. Gusty Graas Kox (intervention de Mme Martine Hansen), M. Frank Arndt, M. Henri Kox (interventions de M. Aly Kaes et Mme Martine Hansen), M. Roy Reding, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs (interventions de M. Gast Gibéryen, Mme Martine Hansen et M. Aly Kaes)*
- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*

Au banc du Gouvernement se trouve M. Fernand Etgen, Ministre.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech maachen d'Sëtzung op. An d'Fro direkt un d'Regierung: Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Neen, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Ech huelen dann Akt dovun.

2. Communications

An ech wollt der Chamber eng Rei vu Kommunikatioune maachen:

1) D'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro vun der Chamber deponéiert.

2) D'Lëscht vun deene Projeten, déi zënter der leschter Sëtzung hei ukomm sinn, ass un d'Fraktioune verdeelt ginn.

3) Op Ufro vun der Regierung ass de 5. Mee iwwer Arrêté grand-ducal de retrait de Projet de loi 6540 iwwert den Accès zu den Dokumenter an de Verwaltunge vum Rôle gestrach ginn a gëtt ersat.

4) Dann ass d'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert gi sinn, un d'Fraktioune verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 19 mai 2015

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***6810** - Projet de loi relative à une administration transparente et ouverte*

Dépôt: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, le 05.05.2015

***6811** - Projet de loi modifiant la loi du 4 décembre 2007 sur la réutilisation des informations du secteur public*

Dépôt: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, le 05.05.2015

***6812** - Projet de loi portant approbation des Accords de sécurité entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et certains pays concernant l'échange et la protection réciproque des informations classifiées (Accords de sécurité avec l'Autriche 13.11.2014 et la Croatie 13.03.2014)*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 05.05.2015

***6813** - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et l'Organisation Conjointe de Coopération en matière d'Armement (OCCAR) sur la protection des informations classifiées, fait à Luxembourg, le 6 janvier 2015*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 05.05.2015

***6814** - Projet de loi relatif à la construction d'une école internationale à Differdange*

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 07.05.2015

***6815** - Projet de loi relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions relatives à des mesures de contrôle en tant qu'alternative à la détention provisoire*

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 08.05.2015

***6816** - Projet de loi portant création d'un système de traçabilité des articles pyrotechniques*

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 12.05.2015

***6817** - Projet de loi portant approbation de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine architectural de l'Europe ouverte à signature le 3 octobre 1985 à Grenade*

Dépôt: Mme Maggy Nagel, Ministre de la Culture, le 13.05.2015

***6819** - Projet de loi portant approbation de l'Accord sur le statut et les fonctions de la Commission internationale pour les personnes disparues, fait à Bruxelles, le 15 décembre 2014*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 18.05.2015

*3) Sur demande du Gouvernement et par arrêté grand-ducal de retrait du 5 mai 2015 le projet de loi n°**6540** relative à l'accès des citoyens aux documents détenus par l'administration a été retiré du rôle des affaires de la Chambre des Députés en date du 5 mai 2015.*

4) Les demandes de pétition publique et ordinaire suivantes ont été déposées:

*Demande de pétition publique n°**505** - Fir d'Aféierung vun engem dräisproochege Memorial*

Dépôt: 30.04.2015 par M. Jeff Reiffers

*Demande de pétition ordinaire n°**506** - Pétition contre l'insécurité au Luxembourg*

Dépôt: 01.05.2015 par M. Pierre-Alain Horn

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. 6808 - Proposition de loi relative aux pratiques illicites eu égard aux documents de voyage ou d'identité et modifiant le Code pénal

Déclaration de recevabilité

An hirer Réunioun vum 13. Mee 2015 huet sech d'Presidentekonferenz fir d'Recevabilitéit vun der Proposition de loi 6808, enger Ofännerung vum Code pénal am Beräich vun net zoulässege Benotzunge vu Reesdokumenter, ausgeschwat. Déi Proposition de loi gouf den 30. Abrëll vum Här Franz Fayot, der Madame Taina Bofferding an dem Här Marc Angel déposéiert.

Schléisst d'Chamber sech deem Virschlag un?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

(La proposition de loi 6808 est renvoyée à la Commission juridique.)

4. Ordre du jour

Ech brauch Iech dann net den Ordre du jour nach eng Kéier virzeliesen, wéi en deenen eenzelne Fraktiounen zougestallt ginn ass. Ech wollt Iech froen, ob Der mat der Propositioun vun der Presidentekonferenz fir den Ordre du jour vun deenen nächsten dräi Deeg averstane sidd.

(Assentiment)

Merci, dann ass dat esou décidéiert.

An ech hunn eng Wuertmeldung vum Här Paul-Henri Meyers fir den Dépôt vun enger Proposition de loi. Här Meyers, Dir hutt d'Wuert.

5. Dépôt d'une proposition de loi par M. Paul-Henri Meyers

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech hunn d'Éier, am Numm vun der CSV-Fraktioun den Dépôt ze maache vun enger Proposition de loi iwwer eng Reform vum Conseil d'État. Ech kann Iech déi dann iwwerginn.

***6821** - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'État*

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, Här Meyers. Ech ginn Iech Akt vum Dépôt a ginn d'Propositioun direkt weider.

Mir géifen dann zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, eng Interpellatioun vun der Madame Martine Hansen iwwert d'Zukunft vun eiser Agrarpolitik. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht an d'Madame Hansen huet direkt d'Wuert.

6. Interpellation de Mme Martine Hansen au sujet de l'avenir de la politique agricole au Luxembourg

Exposé

Mme Martine Hansen *(CSV), interpellatrice.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn dës Interpellatioun zur Landwirtschaft - hei direkt eng Klammer: mir wäerten de Wäibau haut net uschwätzen; och deen ass eis wichteg genuch, fir e separat ze behandelen -, mir hunn also dës Interpellatioun ugefrot, well d'Lag an der Landwirtschaft am Moment alles aneschters wéi roseg ass. Neen, si ass, au contraire, ganz seriö an d'Stëmmung an der Landwirtschaft bei de Baueren ass deementspriechend.

Ech hunn e bësse gegoogelt mam Stéchwuert „Landwirtschaft" an „2014". Nieft offizielle Säite vu Verwaltungen, vu Vertriedungen, kommen dann Iwwerschréfte wéi: „Et geet elo duer", „Et geet ëm eis Zukunft", „Die Viehhaltung ist unverzichtbar". Oder bei „2015" kommen natierlech Artikelen iwwert d'Mëllechquoten an d'GAP-Reform.

Dëst alles spigelt d'Situatioun gutt erëm. Et ass eng Onzefriddenheet bei de Baueren an et läit een immensen Drock op der Landwirtschaft. Op där enger Säit en ekonomeschen Drock an op där anerer Säit e sozialen, verbonne mam Image, deen d'Landwirtschaft huet. An op béid Punkten huet d'Politik en Afloss a fir béid Punkte muss d'Politik hir Verantwortung huelen.

Ech wëll hei och direkt soen, datt ech net op dat aktuellt Agrargesetz respektiv op de PDR wëll agoen. Ech wëll e puer prinzipiell Froen uschwätzen, déi misste kloer sinn, fir eng kohärent Agrarpolitik fir Lëtzebuerg ze definéieren. Ech wëll awer natierlech gäre wëssen, wéini datt mer d'Agrargesetz virgestallt kréien. No Aussoe vum Här Minister, ech zitéieren de Projet vum Procès-verbal vun der Kommissiounssëtzung vum 26. Februar, do steet dran: «L'objectif est désormais de pouvoir déposer le projet de loi concernant le renouvellement du soutien au développement rural, loi communément désignée „loi agraire", fin mars.»

Enn Mäerz ass definitiv schonns eng Zäitchen eriwwer. Wéini soll d'Gesetz déposéiert ginn a wéini kréie mer et an der Kommissioun virgestallt? Et ass méi wéi dréngend.

Dir Dammen an Dir Hären, fir eng konsequent a kohärent Agrarpolitik kënnen ze maachen, muss d'Politik als Éischt emol Stellung huelen zur Fro, wéi eng Aufgaben d'Landwirtschaft hei zu Lëtzebuerg nach soll erfëllen. Ech drécken et emol e bëssen iwwerspëtzt aus: Soll de Bauer Liewensmëttelproduzent sinn oder soll e just nach Landschaftsgäertner sinn?

Fir d'CSV, iwwregens och fir den Agrarkommissar Hogan, steet d'Liewensmëttelproduktioun, d'Produktioun vu gesonde Qualitéitsprodukter nach ëmmer am Vierdergrond. Dat virun allem natierlech fir de regionale Maart, mä als een Deel vun Europa däerfe mer och net eis Verantwortung um Niveau vun der Welternährung vergiessen.

Donieft huet d'Landwirtschaft awer nach eng Rei vun ökologeschen Aufgaben ze erfëllen: d'Landschaftsfleeg an d'Landschaftsgestaltung, den Émweltschutz an d'Erhale vun eiser Landschaft an eiser Émwelt, de Waasserschutz an d'Drénkwaasserproduktioun a speziell den Erhalt vun eiser Kulturlandschaft. An an dësem spezielle Punkt sinn ech der Meenung, datt eng nohalteg Landwirtschaft de beschte Garant ass, datt eis Landschaft esou kann erhale ginn. Dat hunn ech och schonns bei den Diskussiounen zum Plan sectoriel «Paysages» gesot.

Wann Der duerch de ländleche Raum fuert, da ka jiddweree sech dovunner iwwerzeegen, mir hunn eng schéi Landschaft, en ofwiesslungsräicht Landschaftsbild a keng Agrarsteppen, wéi een dat heiansdo vu verschiddene Säiten emol héiert. Mir hu Wisen, dréchener a fiichter, Akerland mat ville verschiddene Kulturen, Weeden, Bëscher, Hecken an esou weider. An duerfir muss d'Politik all Efforte maachen, fir de Baueréberuff ze förderen. Mir brauchen en.

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV), interpellatrice.*- D'Landwirtschaft huet awer och nach eng Rei vu sozialen Aufgaben an eiser Gesellschaft ze erfëllen, ënner anerem, och wann dat hei zu Lëtzebuerg vläicht keng esou grouss Bedeitung méi huet, Aarbechtsplazen. Nieft de Familljenaarbechtskräften hëlt d'Unzuel vun de friemen Aarbechtskräften an der Landwirtschaft a leschter Zäit lafend zou. Am Moment sinn et der 900. An awer och am vir- an nogelagerte Beräich vun der Landwirtschaft gëtt et eng Partie Aarbechtsplazen, wat net ze vergiessen ass.

D'Landwirtschaft huet also ökologesch, ekonomesch a sozial Funktiounen ze erfëllen. An dëse sougenannten Nohaltegkeetsdräieck muss ausgeglach sinn, fir datt mer eng nohalteg Landwirtschaft kënne behalen. A fir dës Ausgeglachenheet ass erëm eemol d'Politik verantwortlech. Den Dräieck däerf net zu enger Säit ausschären.

A wann och dës Regierung gären en ausgeglachenen Nohaltegkeetsdräieck hätt, wa si dës

multifunktionell Landwirtschaft wëllt erhalen, da muss se sech d'Fro stellen, an dat ass meng zweet Fro: Wéi eng Landwirtschaft brauche mer hei zu Lëtzebuerg, fir dës Aufgaben ze erfëllen? A wa mer déi Äntwert bis hunn, da muss dës Landwirtschaft konsequent ënnerstëtzt ginn.

E puer Zuelen zu eiser Landwirtschaft: Mir hunn hei zu Lëtzebuerg nach ronn 2.100 Betriber. Dovunner sinn der e bësse méi wéi 1.400 haaptberufflech, déi aner sinn nieweberufflech. Wäitaus déi meescht si Familljebetriber. Zirka 100 si Fusiounen. Eenzelner hunn eng aner Betribsform. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg 130.000 ha landwirtschaftlech Notzfläch. Dovunner sinn der e bësse méi wéi 50% Grénglland. Eis duerchschnëttlech Betribsgréisst läit bei 62 ha. 200 Betriber hu manner wéi 2 ha, 400 Betriber méi wéi 100 ha. Dee gréissten Deel vun eise Betriber si spezialiséiert Weedevéihaltungsbetriber. A mir hunn 3% Biobetriber.

De Gewënn pro Familljenaarbechtskraaft läit awer leider an de leschte Joren ëmmer ënnert dem Referenzakommen. D'Referenzakommen ass e vergläichbart Akomme mat enger ähnlecher Ausbildung. Dat heescht, de Gewënn pro Familljenaarbechtskraaft läit ënner 50.000 Euro brutto. Dat ass d'Referenzakommen. 2012 louch e bei 40.000 Euro, d'lescht Joer louch e bei 39.000 Euro.

Dëse Gewënn soll elo, nieft der Entlounung vun der Familljenaarbechtskraaft, awer och fir d'Verzënse vum Eegekapital do sinn. Wann ech da vun engem Eegekapital ausginn an Héicht vun 900.000 Euro, wat sécherlech net iwwerdriwwen ass, an ech géif mat enger zweeprozenteger Eegekapitalverzënsung rechnen, da sinn zum Beispill d'lescht Joer an der Moyenne manner wéi 20.000 Euro iwwreg bliwwen, fir eng Familljenaarbechtskraaft ze entlounen. Dat sinn zirka 1.600 Euro de Mount.

Dat soll Iech nach eemol den ekonomeschen Drock, deen op der Landwirtschaft läit, verdäitlechen. Mir hunn am Moment eng besuergniserregend Situatioun.

Wéi eng Landwirtschaft brauche mer dann an Zukunft? Fir d'CSV steet fest: Mir brauche souwuel eng biologesch wéi eng konventionell integréiert Landwirtschaft. Mir sollen den Undeel vun der biologescher Landwirtschaft nach erhéijen, mä mir musse gläichzäiteg déi konventionell integréiert Landwirtschaft förderen an net verdäiwelen, wéi een heiansdo d'Gefill huet.

Mir brauchen e Matenee vun all eise Betriber, an dëst aus Siicht vun de Konsumenten an de Produzenten. Op där enger Säit kann net jiddweree sech Bio leeschten. Ech hunn déi lescht Woch an engem Supermarché gekuckt, wéi vill datt e Bioschnitzel géif kaschten, e Pouletsbioschnitzel: 28 Euro de Kilo! Dat kann net jiddweree sech leeschten. Op där anerer Säit wëllt och net jiddweree Bio kafen oder produzéieren, a virun allem eis regional Produktioun liwwert Qualitéit, a wa mer déi förderen, da brauche mer net op anonym Produkter aus dem Ausland zréckzegräifen.

Eng kleng Klammer hei just zum TTIP: Hei muss onbedéngt séchergestallt ginn, datt eis Normen, eis Qualitéitsstandarden esou och kënne bäibehale ginn - Klammer zou.

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV), interpellatrice.*- Mir brauchen also déi zwou, déi biologesch an déi konventionell Landwirtschaft, an däers muss sech d'Politik bewosst sinn. Ech hoffen, si ass sech däers bewosst. Ech si mer däers net ëmmer esou sécher.

Hei stelle sech och eng Partie Froen: Wéi wëllt dës Regierung den Undeel vun der Biolandwirtschaft erhéijen? Ech mengen, mat dëser Fuerderung wier jo jiddwereen heibannen averstanen. Eleng mat méi héije Primmen, wéi Der dat am Agrargesetz virgesinn hutt, geet et net duer.

Den Aktiounsplang iwwert d'biologesch Landwirtschaft ass sécher e gutt Instrument, mä virun allem och alleguer d'Efforten, déi bei deene Jonken an der Ausbildung gemaach ginn, wéi zum Beispill d'Bioversuchsflächen, de Bioparzelle-Pass sinn immens wichteg a mussen ënnerstëtzt ginn. An däers muss sech och d'Éducatioun bewosst sinn: Dat gëtt méi deier, wéi nëmmen am Klassesall ze sëtzen.

Fir awer eng separat Éischtausbildung, wéi se dacks gefrot gëtt, fir d'Biobaueren ze maachen, ass net sënnvoll, well d'Basis déiselwecht ass. Den Nährstoffkreeslaf, d'Krankheeten, d'Basis vun der Fidderung, d'Basis vun de Rentabilitéitsberechnungen, Planzen, d'Krankheeten, dat ass alles datselwecht. Mä et kéint een awer vläicht un eng Spezialiséierung oder eng weiderféierend Ausbildung, Niveau BTS, nodenken. Wat ass hei d'Meenung vun der Regierung?

Eng aner Méiglechkeet, fir méi Biobetriber ze kréien, wier awer sécherlech, fir de Betriber d'Geleeënheet ze ginn, eng zweet Betribsnummer ze kréien, wou si kéinte mat engem Deel vun hirem Betrib, mat enger Produktiounsspart, engem Betribszweig ufänken, fir biologesch ze produzéieren. Ech sinn dovunner iwwerzeegt, datt mer domadder eng Rei vu Betriber zousätzlech kréichen. Ech weess och, datt et vun EU-Säit Problemer ginn, mä vläicht wieren dës Problemer trotzdeem ze léisen.

Zousätzlech dann dozou awer meng nächst Fro: Wéi wëllt d'Regierung parallell zur Biolandwirtschaft déi konventionell integréiert Landwirtschaft förderen, respektiv wëllt si dat iwwerhaapt?

An den Ae vun der CSV ass dëst onbedéngt erfuerderlech. An an deem Sënn ass et absolutt wichteg, fir weiderhi motivéiert, engagéiert jonk Leit ze ënnerstëtzen, fir dëse Beruff ze erléieren. Et ass e schéinen, mä sécherlech keen einfache Beruff. Mä mir brauche gutt Leit duerfir.

An hei ass et wichteg, wéi een Zeechen datt d'Politik setzt. Hei huet d'Politik, och wat den Image vun der Landwirtschaft ugeet, eng grouss Verantwortung.

Et deet mer leed, mä am Moment hunn ech d'Gefill, wéi wann d'Vertrieder vun dëser Regierung sech däers net ëmmer bewosst wieren. Verschidden Aussoe vu Regierungsvertrieder, wéi zum Beispill vum Här Statssekretär Gira, deen, wéi vu Baueresäit ze héieren an ze liese war, sot, datt et net vill Sënn géif maachen, fir 100 Milliounen Euro duerch d'landwirtschaftlech Betriber ze kéieren, fir datt si haaptsächlech géifen Émweltschued produzéieren, deen d'Baueren also gläichstellt mat Émwëltverschmotzer, esou Aussoen zerstéieren den Image vum Bauer a setzen domadder d'Motivatioun, fir Bauer ze ginn, staark erof. Esou Aussoe sinn net akzeptabel!

Ech ginn Iech e Beispill, wat dat als Konsequenz kann hunn. Mech huet eng Mamm drop ugeschwat, datt hire Jong am Lycée Angscht hätt, fir do ze soen, hie géif Bauer ginn. Firwat? Well a ville Kreesser d'Bild vum Bauer als Émweltverschmotzer ronderëmkurséiert. An dëst Bild gëtt, wéi schonns gesot, zum Deel vun dëser Regierung ënnerstëtzt, an dat kann net sinn!

Mir brauchen eng Landwirtschaft hei zu Lëtzebuerg. Mir brauchen engagéiert Leit, vläicht kann ee souguer soen Idealisten,...

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV), interpellatrice.*- ...déi bereet sinn, vill ze schaffen, vill méi Risiko opzehuele wéi dee gréissten Deel vun eiser Gesellschaft. D'Landwirtschaft, d'Bauere verdéngen hei Respekt!

Wat d'Bauerebetriber allgemeng ugeet, esou brauche mer och weiderhin eng villfälteg Struktur. Mir brauche weiderhi grouss a kleng Betriber. D'Gréisst eleng seet näischt aus iwwert d'Produktivitéit, d'Rentabilitéit an d'Durabilitéit. Mir brauchen an Zukunft spezialiséiert Betriber, mä mir brauche genausou gutt diversifizéiert Betriber. Mir brauchen och weiderhin Haapt- an Niewenerwerbsbetriber.

Wéi gesäit d'Regierung d'Zukunft zum Beispill vun den Niewenerwerbsbetriber? Wéi eng Bedeitung sollen déi hirer Meenung no hei zu Lëtzebuerg kréien? An eisen Aen däerfe se net vergiess ginn. Si stellen ouni Zweifel och e wäertvollen Deel vun der Landwirtschaft duer.

Nieft der Betribsstruktur, der Betribsorganisatioun muss ee sech natierlech och froen - an dat ass mäin drëtte Punkt zur Fro: Wéi eng Landwirtschaft brauche mer hei zu Lëtzebuerg? , muss ee sech also och froen: Wat soll dës Landwirtschaft produzéieren? Dëst ass ofhängeg vu méi Facteuren. Et ass ofhängeg vum Klima, vum Buedem, vun der Landschaft. Et ass ofhängeg vun der Nofro, vum Konsument, natierlech och vun der Agrarpolitik, well déi setzt ganz dacks d'Jalonen.

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg nun emol 50% vun eiser landwirtschaftlecher Notzfläch, déi aus Grénglland besteet. Dat ass e Fakt. Grénglland ass am Prinzip geschützt, dat heescht, et däerf net ëmgeplout ginn an an Akerland ëmgewandelt ginn. Dëst kann een emol all deene Leit soen, déi mengen, d'Bauere sollten op deene Fläche Geméis maachen: Dat geet net. Grénglland ass aus Émweltsiicht e ganz wichtegt Element vun eiser Kulturlandschaft, well et ganzjäreg de Buedem bedeckt an esou de Risiko vun enger Nährstoffauswäschung reduzéiert an d'Erosioun verhënnert.

Donieft muss een awer och déi ekonomesch Säit vum Grénglland kucken am Sënn vum Nohaltegkeetsdräieck. Grénglland muss am Prinzip, mat Ausnahm vun e puer Alternativen, veredelt ginn. Grénglland kann net direkt vum Mënsch giess ginn. Et muss also zu héichwäertege Liewensmëttele veredelt ginn, an dat geschitt duerch Planzefriesser, hei zu Lëtzebuerg virun allem duerch Randvéi. Eng éischt Haaptproduktiounsrichtung, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn, mussen hunn an och an Zukunft nach wäerten hunn, ass d'Randvéihaltung, ass d'Randfleeschproduktioun an d'Mëllechproduktioun.

An da wäert Der och verstoen, datt net nëmme mir, mä virun allem vill Baueren erstaunt waren, op der Facebooksäit vun der Natur- a Bëschverwaltung den Artikel „Der unsichtbare Preis des Fleisches" ze liesen, wou ënner anerem drasteet: „Die lokale Fleisch- und Futtermittelproduktioun stellt eine schwere Belastung für die Umwelt dar."

Als Äntwert op meng Question parlementaire heizou krut ech vun der Madame Minister Dieschbourg gesot, dëst wieren neutral Fakten an duerfir wier et hir Flicht, de Konsument ze informéieren.

Da muss ech awer froen: Wann d'Verwaltung esou neutral ass, firwat huet se dann déi Géigenartikelen heizou net veréffentlecht? A genau duerfir gëtt dëst Handele vun där Verwaltung vu ville Leit net als neutral ugesinn.

Hei gëtt et zum Beispill och e Buch „Die Kuh ist kein Klima-Killer!" vum Anita Idel, der Matgrënnerin vun der Gesellschaft fir ökologesch Déierenhaltung, an hei ginn d'Fakten och e bëssen anescht duergestallt.

Hei stellt sech awer elo d'Fro: Ass d'Regierung wierklech der Meenung, datt d'Randfleeschproduktioun hei zu Lëtzebuerg eng schwéier Belaaschtung fir d'Émwelt duerstellt?

Den Émweltministère schéngt jo éischter där Meenung ze sinn. Fir eng kohärent Landwirtschaftspolitik ze plangen, ass et awer wichteg ze wëssen, ob de Landwirtschaftsministère och d'Meenung vum Émweltministère deelt oder éischter d'Meenung vun der CSV, datt mer och an Zukunft nach weiderhi wäerten als Haaptproduktioun d'Randfleeschproduktioun an d'Méllechproduktioun hei zu Lëtzebuerg hunn.

Oder wéi soll an Zukunft d'Grénglland soss genotzt ginn? Just vum Bauer als Landschaftsgäertner? Am Sënn vun engem équilibréierten Nohaltegkeetsdräieck wier dat op jidde Fall net, also och net am Sënn vun enger nohalteger Landwirtschaft.

An den Ae vun der CSV musse mer hei zu Lëtzebuerg eng nohalteg Méllech- a Fleeschproduktioun behalen. Dëst heescht awer och, datt muss versicht ginn, esou mann wéi méiglech Fudder, Kraaftfudder mussen ze importéieren.

Mir mussen eist Grondfudder optimal kënnen notzen. Dat heescht beim Grénglland, datt mer et mussen integréiert düngen an optimal notze kënnen. Optimal notzen heescht zum richtegen Zäitpunkt méien oder d'Kéi op d'Weed dreiwe kënnen, fir datt mer esou vill wéi méiglech Energie mat engem optimale Rohfaser- a Rohproteingehalt kënne produzéieren. Dat heescht op där anerer Säit awer och, datt mer net iwwerall Blummewise kënnen hunn, datt mer net iwwerall kënnen d'Gras stoe loosse fir d'Buedembréieren an esou weider. D'Politik muss also wëssen, wat se wëllt.

Als CSV si mer der Meenung, datt mer hei zu Lëtzebuerg souwuel intensiv wéi och extensiv genotzte Fläche brauchen. An da wëll ech hei nach eemol betounen, datt „intensiv genotzt" net gläichbedeitend ass mat „Émweltverschmotzung". Op där enger Säit sollen déi Flächen, déi extensiv genotzt ginn - fiicht, dréchen oder Häng -, duerch deementspriechend Extensivéierungsprogrammer gefërdert ginn. Et muss souguer verhënnert ginn, datt se iwwerhaapt net méi genotzt ginn an da verbuschen - well net rentabel. Dee Problem besteet a ville Gebidder an Europa, virun allem an de Bierggebidder. Ech hoffen, datt mer net esou wäit hei kommen!

Op där anerer Säit soll awer eng optimal Grénglandbewirtschaftung weider gefërdert ginn. Hei ass schonns vill Aarbecht geleescht ginn. Projete wéi den „Dairyman", en Interreg-Projet, dee leider ausgelaf ass, sinn immens wichteg, an dat virun allem, well bal all d'Akteuren aus dësem Beräich, Verwaltungen, Schoul, Berodungsstellen, zesumme mat de Bauere schaffen. Esou Projeten, eng Aart vun „operational group", wéi se och vun der EIP virgesi sinn, mussen och an Zukunft gefërdert ginn. Ech kommen hei nach eemol drop zréck.

A wa mer iwwer Méllechproduktioun hei zu Lëtzebuerg schwätzen, da muss een natierlech och iwwert déi aktuell Zäit ouni Méllechquote schwätzen. Eng Partie Méllechvéibetriber wäerte sécherlech nach weiderhi wuessen, sech weider spezialiséieren a vläicht hire Betribszweig Stéieremaascht oder Mammekouhaltung ofbauen. An Zukunft wäerten d'Veraarbechtung an d'Vermaartung a béide Beräicher nach eng méi grouss Bedeitung kréien. Och si däerfe vun eiser Politik net vergiess ginn.

An da wëll ech nach eemol op d'Randfleeschproduktioun zréckkommen. Pro Béischt ass de Gewënn, leider, zimlech kleng. Fir genuch ze verdéngen, wäerten also och eng Partie vun dëse Betriber wuessen. An dat muss och d'Politik, an och d'Gesellschaft, verstoen. Dir kënnt d'Landwirtschaft net méi vergläiche mat der Landwirtschaft vu viru 50 Joer. Dat geet net méi, dat muss jiddwerengem kloer sinn! Och an der Landwirtschaft ass den techneschen an ziichteresche Fortschrëtt enorm. A Wuesstum heescht net ëmmer eppes Schlechtes an dësem Fall.

Eis Randvéihaltung zum Beispill ass un d'Fläch gebonnen. Mir däerfen net méi wéi zwou Groussvéieenheete pro Hektar halen. Eng Groussvéieenheet ass am Prinzip eng Kou. Zu Lëtzebuerg hu mer an der Moyenne 1,3 Groussvéieenheete pro Hektar. Och wann dës Betriber vläicht elo méi grouss ginn, dann hunn eis Béischten awer nach ëmmer déiselwecht Fläch zur Verfügung. Et besteet also hei zu Lëtzebuerg guer kee Risiko, datt mer eng industrialiséiert, flächenonofhängeg Randvéihaltung kréien.

Nieft dem Grénglland an der domat verbonnener Déierenhaltung - Méllech- a Fleeschproduktioun - muss den traditionellen Akerbau zur Fudder- awer och zur Maartfruuchtproduktioun weiderhin en Haaptpilier vun eiser Landwirtschaft duerstellen. Och hei kann ee fir grouss Deeler vun eisem Land mat de sougenannten „Agrarëmweltprogrammer" ganz geziilt den Know-how an der Landwirtschaft an domadder och ee vläicht méi aarbechtsintensiivt, awer integréiert Schaffen an a mat der Natur förderen. Dat bedeit, konkret Nohaltegkeet um Terrain verwierklechen.

Awer mir hu vill Produkter, déi mer bal nëmmen importéieren. An hei muss d'Politik Efforte maachen, fir dës fir eis Alternativen ze förderen, an domadder der Landwirtschaft hëllefen, aner Standbeen opzebauen. Dëst ass virun allem och wichteg virum Hannergrond vum Ofschafe vun de Méllechquoten.

Ganz dacks ass bei dësen Alternativen net nëmmen d'Produktioun, mä virun allem och d'Vermaartung an d'Veraarbechtung dat Komplizéiert. Mir hunn zu Lëtzebuerg zum Beispill nach immens Potenzialer bei der Gefligelproduktioun. Mir hunn awer zum Beispill kee Schluechthaus fir Pouleten, mat Ausnahm vun e puer Direktvermaarter.

Firwat net och e Poulet fermier mat engem spezielle Logo à la „Label Rouge" aus Lëtzebuerg? Datt d'Demande do ass, dat gesitt Der, wann Der Iech a verschiddene Supermarchéen d'Regaler ukuckt. Eppes Ähnleches kéint zum Beispill bei de Kanéngercher, bei de Schnuddelhénger an esou weider méiglech sinn.

Wéi schwéier et awer ass, esou eng Produktiounsschinn hei opzebauen, gesäit ee scho bei den Diskussiounen ëm dee geplangten Héngerstall, déi an deene leschte Méint an der Press ze gesinn an ze héiere waren. Hei ass dréngenden Opklärungsbedarf an erëm eemol Imagefleeg gefuerdert. Hei ass d'Politik gefuerdert. Mir mussen et fäerdegbréngen, dës Produktiounen och hei zu Lëtzebuerg ze ënnerstëtzen an ze akzeptéieren. Nëmmen da gesi mer, kënne mer sécher sinn, wéi d'Déiere gehalen a wéi d'Fleesch produzéiert gëtt. Nëmmen esou komme mer vun der Anonymitéit vum Produkt fort. Nëmmen esou si mer glafwierdeg a puncto Nohaltegkeet!

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV), interpellatrice.*- Ech ginn Iech nach en anert Beispill vun enger Produktioun mat engem niddrege Selbstversorgungsgrad hei zu Lëtzebuerg: d'Schwéngsproduktioun. Och däers Fleesch importéiere mer vill op Lëtzebuerg. Och déi Produktioun ass vu ville Leit hei zu Lëtzebuerg net richteg akzeptéiert. Awer anonym Produkter gi kaaft!

Ee Beispill: An Dänemark huet d'Schwéngsproduktioun eng ganz grouss Bedeitung. Vill Schwäi ginn aus Dänemark op Barcelona transportéiert, well do d'Schluechten am bëllegsten ass. Ech hoffen, datt et net dovunner ofhänkt, datt et méi no beim Mier läit!

Wëlle mer dat? Wëlle mer aktiv de Laangstreckentransport vu liewegen Déiere mat eisem Konsumverhalen ënnerstëtzen? Nom Schluechte kommen d'Edelstécker dann erëm erop, zum Beispill an Norddäitschland. D'Hame ginn op Parma an da kafe mer se dann och erëm eng Kéier hei zu Lëtzebuerg an. Dat ass net grad ëmweltschounend.

Wëlle mer dat léiwer wéi e puer Schwéngsbetriber fir de regionale Maart hei zu Lëtzebuerg?

Mä och do musse mer d'Realitéit kucken. Dat ass och net méi déi wéi an de Kannerbicher

oder wéi an deenen nostalgesche Billerreklammen. D'Gewënnrat bei der Schwéngsproduktioun läit am Moment bei zirka 4%. Dat heescht, wann de Bauer ee Schwäi verkeeft fir 150 Euro - e kritt ongeféier esou vill -, da mécht hien e Gewënn vu 4%, dat heescht 6 Euro. Wann ech also e Betrib hu mat 2.000 Maaschtschwäiplazen an et gëtt 2,5-mol am Joer een Duerchgang, dat heescht, e produzéiert 5.000 Schwäin d'Joer, da verdéngt dee Betrib, huet en e Gewënn vun 30.000 Euro, deen awer och nach fir d'Eegekapitalverzënsung muss duergoen.

Dat heescht, Dir Dammen an Dir Hären, de Betrib kann net vill méi kleng sinn, wann e gäre wëllt iwwerliewen! Hei huet och erëm eemol d'Politik eng Verantwortung, d'Realitéit no baussen ze droen. Nach eemol: Hu mer léiwer, datt lieweg Déieren duerch ganz Europa transportéiert ginn, fir datt mer am beschte just nach d'Edelstécker zréckkréien, anstatt hei zu Lëtzebuerg och dës Produktiounen ze förderen an ze akzeptéieren?

Nieft dëse Méiglechkeete vun zousätzlecher Déierenhaltung mussen awer och nach aner Alternative gefërdert ginn, wéi zum Beispill de Geméisbau. Vill vun eis heibanne wäerte sech un déi éiweg Diskussiounen zur sougenannter „zone horticole" erënneren. Dëse Projet, deen zu Contern geplangt war, ass gestuerwen. Mä de Geméisbau, a virun allem de Fräilandgeméisbau kann a soll nach weider ausgebaut ginn. Och hei ass erëm d'Vermaartung dacks dat Schwieregst. Am Biolandbau ass dat ganz gutt organiséiert. An der konventioneller Landwirtschaft hu mer der nach net genuch, déi sech kéinten zesummendinn, fir et ze vermaarten. An alles iwwer Direktvermaartung verkafen ass sécherlech net einfach. Et gëtt awer schonns e puer Betriber, déi dat ganz gutt maachen.

An hei ass och erëm eng Kéier Plaz fir déi zwee, fir d'Biogeméis a fir den integréierte Geméisubau, well dat gesitt Der och, wann Der am Supermarché kuckt, wat do läit a wat d'Leit kafen.

Fir mech gëtt et elo méi Méiglechkeeten, fir de Geméisbau, de Fräilandgeméisbau ze förderen:

- och erëm eng Kéier hei: den Interessi wecke bei deene Jonken an der Schoul - d'Versuchsfläche si schonn do,

- Coursë fir d'Baueren, déi hunn d'Flächen, déi hunn d'Terrainen, dat ass eng Grondvirausetzung,

- eng spezialiséiert Ausbildung hu mer schonn zum Deel, awer och vläicht eng Spezialiséierung am Beräich vun der Landwirtschaft virgesinn,

- en Ausbau, en Opbau vun der Berodung ass wichteg, och där betribswirtschaftlecher;

- et méi einfach maachen, ech hunn et scho gesot, fir de Geméisbau als e separate Betribszweig biologesch ze bewirtschaften, fir deen, deen dat wëllt. Doduerjer kann ee menger Meenung no wierklech d'Leit motivéieren, fir am Geméisbau unzefänken, well eben, wéi gesot, d'Vermaartung och am Biogeméisbau scho gutt organiséiert ass. An als Nieweneffekt hätt ee vläicht e puer Betriber, déi ganz géifen ëmstellen,

- an d'Vermaartungsstrukturen allgemeng ënnerstëtzen.

Nieft dem Geméis ginn et nach eng Rei vun Alternativen, och Déngschtleeschtungen, déi kéinte fir eis Landwirtschaft interessant sinn. An hei gëllt et, d'Landwirtschaft ze ënnerstëtzen. An Eisträich, wou d'Bauere ganz vill verschidde Saache produzéieren, wou déi regional Vermaartung optimal organiséiert ass, do ginn d'Innovatioune vu staatlecher Säit geziilt gefërdert. Hei gëtt et Leit, déi heeschen oder nenne sech „Innovatiounsberoder". Hei kënnen d'Bauere mat neien Iddien dohinnergoen a si kréien Ënnerstëtzung, si kréie gehollef. D'Politik muss, wa se seet, datt Alternative wichteg sinn, sech och déi noutwendeg Moyenen heifir ginn.

Wéi wëllt déi aktuell Regierung Alternativen, Innovatiounen an der Landwirtschaft förderen? Dat ass eng wichteg Fro.

Nach eemol: Wéi steet d'Regierung zu deene sougenannten „operational groups", déi als Instrument fir eng innovativ Landwirtschaft ze förderen vun der EIP esou virgesi sinn?

Dat wier an eisen Aen e gudden Usaz, fir Alternativen, fir Innovatiounen ze förderen. Eng innovativ nohalteg Landwirtschaft ass nëmme méiglech, wa mer et fäerdegbréngen, fir alleguer d'Akteuren aus dem Beräich vun der Landwirtschaft méi no beieneenzebréngen, an hinnen d'Méiglechkeet ginn, fir an enger strukturéierter Organisatioun zesummenzeschaffen. Berodung, Schoul, Verwaltungen, Landwirtschaftskammer, Recherche mussen hei un engem Strang zéien. Dëst kann, wéi gesot, duerch déi sougenannten „operational group" geschéien, et kann awer och, méi komplett gesinn a méi komplett gefaasst, duerch de Kompetenzzentrum Landwirtschaft geschéien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir haten am Kader vun de Budgetsdebatten eng Motioun déposéiert, fir e sougenannte Kompetenzzentrum um Site vun der neier Akerbauschoul esou séier wéi méiglech ze realiséieren, déi och ugeholl ginn ass. An ech wéilt hei nawell gäre wëssen, wéi wäit dës Iwwerleeunge si vum Landwirtschaftsministère. Bis elo hu mir nach näischt héieren.

(Sonnerie de téléphone portable)

Ech héieren en Tëlefon.

(Brouhaha et hilarité)

(Interruption)

A scho rabbelt et!

Mir produzéieren hei zu Lëtzebuerg vill fir de regionale Maart. Als klengt Land musse mer eiser Meenung no nach méi op d'Regionalitéit bauen. Et mussen nach zousätzlech Efforte gemaach ginn, mir hunn nach Potenzial. Mir brauche konkret Informatiouns- a Marketingscampagnë fir d'Lëtzebuerger Landwirtschaft. Den Image de marque Lëtzebuerg muss och mat der landwirtschaftlecher Produktioun verbonne ginn.

Mir hunn am État de la nation nach eemol vum Nation Branding héieren. Ass beim Nation Branding och un d'Landwirtschaft geduecht ginn? Wa jo, wéi? Wéi eng Efforte ginn am Moment gemaach, fir Landwirtschaft an Tourismus zum Beispill zesummen ze vermaarten? Wéi eng Efforte gi gemaach, fir eis regional Produkter nach méi verstäerkt a Maison-relaisen, a Restaurant-scolairen, an Altersheimer, a Klinicken an esou weider anzesetzen? Wéi gesot, mir hunn nach Potenzial, an dat muss genotzt ginn.

Eis multifunktionell Landwirtschaft brauch awer och héich qualifizéiert Betribsleederen. De Bauer ass e Betribsmanager. Och de Bauerebetuff ass net méi vergläichbar mat deem vu viru 50 Joer. En ass e Betribsmanager mat vill Kapital. Ech sot an der Schoul ëmmer zu menge Schüler: Dir hutt méi Kapital ze verwalten, wéi ech jeemools a mengem Liewe wäert kréien. Däers si se sech net ëmmer bewosst. Dat ass awer esou. A se hu vill Verantwortung fir Liewensmëttel, Déieren an Ëmwelt.

An och hei muss d'Politik d'Fro erlaben, ob et nach ëmmer sënnvoll ass, datt en DAP egal aus wéi engem Beräich, wéi zum Beispill en DAP Coiffeur, och ka Bauer ginn. Ech gesinn dat ganz kritesch. Ech kéint jo eng Kéier d'Géigefro stellen: Géift Dir bei dem Bauer Är Hoer schneiden a fierwe loossen? Ech mengen, déi meescht vun Iech net!

E weidere wichtege Punkt, mäin drëtte Punkt no den Aufgaben an der Fro: „Wéi eng Landwirtschaft brauche mer?", ass: d'Landwirtschaft an d'Ëmwelt. Eng nohalteg Landwirtschaft ass nëmme méiglech, wann d'Ökologie déi néideg Bedeitung kritt. Do si mer eis eens. Den Drénkwaasserschutz an den Naturschutz gehéieren zu den Aufgabe vun der Landwirtschaft. Nährstoffausträg musse miniméiert ginn. Hei ginn et planzebaulech an düngungstechnesch Moossnamen. Planzeschutzeinträg an d'Waasser musse reduzéiert ginn.

Ech wëll awer hei nach eemol drop hiweisen, datt wéinst den aktuelle Problemer am Drénkwaasserschutz net däerf mam Fanger op d'Bauere gewise ginn, wat awer regelméisseg virkënnt. Si hunn nëmmen dat gemaach, wat erlaabt war.

An der ganzer Ried zur Lag vun der Natioun gëtt kee Wuert iwwert d'Landwirtschaft, de Gaardebau, de Wäibau, d'Forstwirtschaft verluer, ausser iwwert d'Sprëtzmëttelproblematik.

Dir Dammen an Dir Hären, dat ass e falscht Zeeche vun der Regierung! Dat beweist, wéi eng Stellung d'Landwirtschaft fir si huet.

Natierlech muss d'Sprëtzmëttelproblematik ugepaakt ginn. Virun e puer Wochen huet d'Regierung e Règlement grand-ducal ugeholl, wouduerch d'Substanz Metolachlor am ganze Land verbueden ass an de Metazachlor elo bei eis an de Waasserschutzgebidder verbueden ass an am Rescht vum Land just nach reduzéiert agesat ka ginn. Dat ass prinzipiell och gutt esou.

Awer hei ergëtt sech en allgemenge Problem, dee muss ugeschwat a fir deen och musse Léisunge fonnt ginn. D'Bauere bei eis am Land produzéieren a Konkurrenz zu de Baueren an anere Länner. D'Baueren an de Waasserschutzgebidder produzéieren a Konkurrenz zu de Baueren an den Netwaasserschutzgebidder. Ass eis Gesellschaft bereet, dëse Konkurrenznodeel finanziell auszegläichen? Musse mer hei net awer iwwer zum Beispill de Waasserpräis och emol eng Kéier schwätzen?

Do si méi Facetten, déi misste beliicht ginn. Wann zum Beispill eng Sprëtzung vun der Rapsbléi vun eiser Gesellschaft net gewollt ass, da kann ee mat engem klenge Programm, deen dem Bauer de Mannerertrag, den Ausfall bezilt, zu Lëtzebuerg eege Weeër goen, dat obschonns datt mer eng Gemeinsam Agrarpolitik, jo eigentlech europawäit déiselwecht, hunn. De Bauer wier dee Leschten, deen dee Wee net géif matgoen.

Ass am PDR, am neien Agrargesetz, virgesinn, esou ufalend Méiopwandskäschten auszegläichen? Sinn esou Moossname bei deenen neien AUPen, den Ëmweltmoossnamen, virgesinn? Gëtt no Alternative gesicht oder gëtt prinzipiell einfach nëmme verbueden? Hei misste Projeten initiéiert a speziell gefërdert ginn, fir an de Waasserschutzgebidder zum Beispill op aner Techniken, aner Mëttele kënnen zréckzegräifen.

Sidd Der bereet, d'Berodung, déi hei schonns gutt Aarbecht mécht, zousätzlech ze ënnerstëtzen? Och hei wier erëm eng Kéier e sougenannten „operational group" gutt. Och hei kéint de Kompetenzzentrum gutt Aarbecht leeschten.

A puncto Naturschutz si mer als CSV dovunner iwwerzeegt, datt en aktiven Naturschutz duerch virun allem e positiven Ureiz, duerch geziilt Berodung, duerch Opweise vun Alternativen an net virun allem duerch Drock vun uewen erof méiglech ass.

Déi vill Diskussiounen iwwert de Biotopkadaster, iwwert déi zousätzlech Natura 2000-Gebidder, iwwert de Plan sectoriel «Paysages» hu leider e fade Bäigeschmaach vun Drock, vun Iwwert-d'Landwirtschaft-ewech-Décidéieren.

An der leschter Zeitung vun der Bauerenallianz krut ech meng Äntwert op d'Fro, déi ech der Madame Dieschbourg schonns eemol an enger Kommissioun gestallt hat, awer net beäntwert kritt hunn, nämlech wéi vill Prozent vun der landwirtschaftlecher Notzfläch schonns an iergendenger Schutzzon leien: 60% vun der gesamter landwirtschaftlecher Notzfläch si schonns an iergendwelche Schutzzonen ausgewisen, 60% vun der Produktiounsfläch mat méi oder manner Oplagen.

Stellt Iech dat emol vir an engem anere Beruff! An da virun allem déi Ongewëssheet, an doduerch och dat Mëßtrauen, wat entsteet mat der Fro: Wat kënnt nach op dëse Flächen? Kommen och do op eemol Bewirtschaftungspläng vum Environnementsministère mat Zilvorgaben? Datt hei Sprengstoff entsteet, ass nëmme kloer. Dem Bauer säi wichtegste Produktiounsfaktor ass de Buedem.

Am Kader vun den Debatten zum Plan sectoriel ass vill iwwer Wuesstum geschwat ginn. Wuesstum bedeit Flächeverbrauch a Flächeverbrauch bedeit Verloscht vun der Produktiounsgrondlag fir d'Landwirtschaft. An duerfir wëll ech et elo net méi laang hei ausféieren, dat hu mer scho bei de Plan-sectorielle gemaach. Mä ech soen, et muss och déi landwirtschaftlech Fläch geschützt ginn, sou wéi mir dat virgesinn haten an der Zone agricole protégée. Soss ass keng nohalteg Landwirtschaft méi hei zu Lëtzebuerg méiglech.

An der Commission jointe vum 1. Abrëll huet d'Madame Minister Dieschbourg gesot, datt dëst géif eventuell am Kader vum Naturschutzgesetz geschéien. Wéi soll dëst konkret organiséiert ginn? Wéi ginn dës Flächen definéiert? A virun allem: Wéini kënnt d'Naturschutzgesetz? Am Ufank krute mer gesot, virum Summer. Beim État de la nation hunn ech elo héieren, virun Enn des Joers. Also wéini kënnt et?

Déi landwirtschaftlech Fläch däerf op jidde Fall net ëmmer Opfer gi vu Kompensatiounen, déi noutwendeg sinn, well aner Secteuren, well eis Bevëlkerung muss, soll wuessen. De Wuesstum däerf net zulaaschte vun eleng der Landwirtschaft, dem primäre Secteur, goen.

An op dës Kompenséierungsmoossname ginn ech nach eemol kuerz an. Als CSV si mer der Meenung, datt dëse System muss iwwerduecht ginn, wat jo och soll am Kader vum Naturschutzgesetz geschéien. Hei stelle sech fir d'Zukunft eng Rei vu Froen: Wat muss alles kompenséiert ginn?

Ech ginn Iech einfach emol en iwwerspëtzt Beispill, fir et vläicht méi einfach ze erklären: Wann d'Regierung a Kaf hëlt, datt, fir den Tram respektiv den Tramsschapp ze bauen, x Hektar Bësch mussen ëmgemaach ginn, da si jo Prioritéite gesat gi fir den Tram a géint de Bësch. Muss dann awer op d'mannst déiselwecht Fläch Bësch erëm zréckgeplanzt ginn, an dat op d'Käschte vun der Landwirtschaft? Kann net hei och esou iwwerluecht ginn, datt den Tram u sech schonns eppes fir d'Ëmwelt mécht? An, wa mer dann a Punkten iwwerleeën, kéinten dat net schonns eng Partie Punkte sinn? Eiser Meenung no muss onbedéngt iwwer eng manner flächenintensiv Kompenséierung nogeduecht ginn.

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV), interpellatrice.*- An eppes, wat mech an deem Kontext einfach interesséiert, well ech hunn et net fonnt: Gëtt et eng wëssenschaftlech Analys, wéi vill Bësch prozentméisseg vun der net bebauter Fläch fir de Bien-être vum Mënsch den Optimum ass?

Zum Beispill am Éislek hu mer am Moment schonn 42% Bësch. Wa mir eis also vun der net bebauter Fläch (veuillez lire: der bebauter Fläch) fortbewegen, dann hu mer zu 50% d'Chance, am Bësch ze sinn. Wat jo och gutt ass, mir hu jo näischt dergéint.

Mä wann Der Iech als Zil setzt, datt de Bësch...

(Hilarité et interruption)

Also, wann Der vläicht mengt, ech géif mech am Bësch befannen... Mä ech mengen dat, jo.

Une voix.- Dir gitt dach vill joggen.

Mme Martine Hansen *(CSV), interpellatrice.*- Jo.

(Interruption)

Wat gelift?

Wann Der Iech also als Zil setzt, datt de Bësch ëmmer muss ersat gi mat op d'mannst genausou vill Bësch, datt och aner Fläche kënnen duerch Bësch ersat ginn, dann hëlt gezwongenerweis déi fräi Fläch undeelméisseg of.

An ech wëll einfach gäre wëssen: Gëtt et do iwwerhaapt eng Schmäerzgrenz? Ass doriwwer eng Kéier nogeduecht ginn? Ass eis oppe Landschaft, eis landwirtschaftlech Fläch automatesch ökologesch manner wäertvoll wéi de Bësch?

An de Bierggebidder fanne se dat op jidde Fall emol net, soss géife se d'Fräihalen, d'Verhënnerung vun der Verbuschung sech net esou vill kaschte loossen. Och hei erëm: Déi zwee si wäertvoll, déi zwee, de Bësch an déi landwirtschaftlech Fläch.

Den ONR soll elo zesumme mam Ëmweltministère d'Flächen definéieren, déi als Kompenséierungsfläche solle genotzt ginn. Als CSV si mer der Meenung, datt prioritär solle Fläche genotzt ginn, déi schonns an iergendenger Schutzzon leien. Et däerfen net nach zousätzlech Fläche mat Servitudë beluecht ginn.

Nach eemol als Erënnerung: 60% vun der landwirtschaftlecher Notzfläch leie schonns an iergendenger Schutzzon. Dat geet definitiv duer. Och däerfen op kee Fall Fläche geholl ginn, déi direkt ronderëm d'Betriber leien. Dat géif den Doud vun dëse Betriber bedeiten. Dir musst Iech bewosst sinn, datt Der hei iwwert dem Bauer säi wichtegste Produktiounsfacteur bestëmmt.

An der Kommissiounssëtzung vum 1. Abrëll hat ech och dës Froe gestallt. Am Rapport hunn ech dat elo net méi erëmfonnt. Duerfir nach eng Kéier meng Froen: Wann am Kader vum Naturschutzgesetz déi potenziell Kompensatiounsfläche festgehale ginn, no wéi enge Kritäre gëtt dat gemaach? Ginn dës Flächen dann an deene schonns ausgewisene Schutzfläche geholl? Oder gi se ausserhalb vun deene geholl? Den Här Minister Etgen hat gesot, si hätten «recours à des terrains à potentiel faible». Wat heescht dat genau?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Landwirtschaft ass wichteg an Ëmwelt ass wichteg. Déi zwee Beräicher mussen am Sënn vum Nohaltegkeetsdräieck matenee schaffen, net géinteneen an net niewenteneen. An dat ass ee vun den Haaptproblemer, déi mer am Moment hunn. Kompromisser mussen op deenen zwou Säite méiglech sinn. Ech betounen: op deenen zwou Säiten!

Ech muss Iech soen: Ech hunn e bëssen Angscht virum Naturschutzgesetz. D'Landwirtschaft muss hei matzäit agebonne ginn a muss och nogelauschtert kréien. Transparenz, Participatioun a Kommunikatioun sinn hei gefrot.

Dir Dammen an Dir Hären, déi lescht Woch hate mer hei an der Chamber den ëffentlechen Débat zur Petitioun géint dat neit Juegdreglement. Dir Dammen an Dir Hären, och hei sinn erëm eng Kéier d'Bauere betraff, an och dëst ass erëm eng Kéier e gutt Beispill vum Iwwert-d'Landwirtschaft-ewech-Décidéieren.

Den Här Statssekretär Gira sot schonns am Virfeld vum Débat - hie sot zwar, et wier e bëssen aus dem Kontext geholl, mä ech zitéieren den Auszoch vu sengem Zitat aus engem Artikel

vum „Lëtzebuerger Wort“: „Et ass alles gesot! Jiddwereen huet seng Meenung, mä d'Regierung huet déi besser Argumenter op hirer Säit a léisst sech net ënner Drock setzen, ob eng Petitoun fënnef-, zéng- oder fofzéngdausend Ënnerschrëften zielt.“

Dir Dammen an Dir Hären, dat ass erëm eemol e gutt Beispill vum Ëmgang mat de Betraffenen. Hei ass et zwar transparent, well jiddweree weess vun Ufank un, wou en drun ass, mä ënner Kommunikatioun a Participatioun verstinn ech eppes aneschters.

Déi afrikanesch Schwéngspescht ass am Virmarsch aus Osteuropa. Dës Gefor däerf net ënnerschätzt ginn. Wann d'Krankheet bis do ass, dann ass se déidlech. Vill vun eis wäerte sech nach un d'Joren 2001/2002 erënneren, wéi mer déi verheerend Schwéngspescht hei haten, wou iwwer 20.000 Schwäin hu missen noutgeschluecht ginn. Datt eng Angscht do ass, ass also verständlech.

Oder och en anert Beispill an dësem Kontext: De viregte Sonndeg krut e jonke Bauer, dee frësch ugefaangen huet, en hat kee Betrib virdrun, 78 Hénger vun zwee Fiiss geholl. Den Här Gira seet zwar, de Fuuss hätt Gefiller, ech verstinn dat och, mä ech soen, d'Hénger hunn och Gefiller, an et muss een awer - a virun allem, wa mer och nach d'Fräilandhaltung propagéieren -, et muss een d'Problemer, déi do sinn, akzeptéieren an de Leit nolauschteren. Et ass einfach net akzeptabel, d'Problemer vun de Betraffenen net eescht ze huelen an iwwer si ewech ze décidéieren.

Als CSV fanne mer et immens schued, datt d'Landwirtschaft mat hire Problemer net eescht geholl gëtt.

(Interruption)

Da kommen ech zu menger véierter grousser Fro: Wou gehéiert de Bauerenhaff an Zukunft hin?

(Coups de cloche de la présidence)

Meng Zäit ass ëm, mä ech sinn dat Eenzegt, wat schwätzt…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, ech wollt just vläicht d'Chamber froen, ob se domat d'accord ass,…

Mme Martine Hansen *(CSV), interpellatrice.*- Soss schwätzen ech herno.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- … dass d'Madame Interpellantin e puer Minutte méi huet an net méi intervenéiert als CSV-Vertriederin. Dee Moment hu mer keng Interventioun méi vun de Kolleege vun der CSV.

Ass d'Chamber do dermat d'accord?

(Assentiment)

Merci. Madame Hansen, da fuert Dir virun.

Mme Martine Hansen *(CSV), interpellatrice.*- Ech si ganz frou, mä mir hätten nach 66 Minutten. Ech huelen der elo nach fënnef vun deene 66.

Sou, wou gehéiert de Bauerenhaff an Zukunft hin? An d'Duerf oder an d'Zone verte? Wann de Bauerenhaff säi Betrib am Duerf huet, dann huet dat sécherlech sozial Virdeeler. Et huet och Virdeeler an deem Sënn, datt déi net landwirtschaftlech Bevëlkerung zumindest nach e bësse vum Bauereberuff matkritt.

Mä, ass d'Akzeptanz vun der net landwirtschaftlecher Bevëlkerung nach do? Ginn déi schwéier Maschinnen, d'Mécken, déi automatesch mat den Déiere verbonne sinn, de Kaméidi, de Geroch, wann zum Beispill d'Gülle ausgefouert gëtt, gëtt all dëst nach akzeptéiert?

Eis Gesellschaft huet sech verännert. Wa fréier d'Bauerebetriber de Mëttelpunkt vun eisen Dierfer ausgemaach hunn, sou si se haut bäi Wäitem an der Minoritéit. Passe si nach an eis Dierfer?

Als CSV si mer der Meenung, datt, wann e Bauer wëllt am Duerf bleiwen - an da wëll ech awer och nach eng Kéier hei soen, datt et net onbedéngt nëmme Freed mécht, ganz eleng um Flouer ze wunnen -, wann e gäre wëllt am Duerf bleiwen, da soll en dat och kënne maachen.

Fir déi meescht Betriber wäert awer eng Aussiidlung déi bescht Léisung sinn. An da gehéiert zu all Betrib mat Déieren, egal wéi engen Déieren, och en Haus. An Aussoen, déi en DP-Vertrieder an enger Kommissioun gemaach huet: „De Bauer wäert jo net all hallef Stonn seng Déiere mussen heemele goen“, oder wéi d'Madame Minister Dieschbourg geschriwwen hat, de Bauer misst net beim Hengerstall wunnen, well «lors de la ponte d'un œuf, vous n'avez pas besoin d'assister votre poule», kënne mir esou net akzeptéieren! Et ass eigentlech eng Frechheet.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV), interpellatrice.*- Mir hu schonns méi wéi eemol iwwert d'Baueren an der Zone verte geschwat an der Kommissioun. Ganz kloer Aussoen hu mer nach ëmmer net. A Problemer bestinn der eng Partie am Moment bei der Genehmegung.

Här Minister, wéini a wéi sollen dës Problemer konkret geléist gi fir d'Baueren? Wou gehéieren Ärer Meenung no d'Bauerebetriber hin? Gehéiert zum Bauerebetrib och en Haus? A wa mer dann iwwer Bauerebetriber an der Zone verte schwätzen, da muss ee sech d'Fro stellen: Wat ass eng Activité agricole? Well nëmmen déi Aktivitéit gëtt an der Zone verte genehmegt.

Als CSV si mer der Meenung, datt dës Definitioun muss iwwerduecht ginn, virun allem och am Hibléck op d'Alternativen an d'Innovatiounen an der Landwirtschaft. Et muss op där enger Säit verhënnert ginn, datt Leit mat zwou Geessen an engem Päerd kënnen aussidelen. Do si mer eis eens. Op där anerer Säit muss et awer méiglech sinn, och an enger Zone verte alternativ landwirtschaftlech Produktiounen an och eventuell Déngschtleeschtungen unzebidden.

Wéi gesäit et zum Beispill aus, wann e Bauer gäre wëllt op sengem Betrib an der Zone verte eng Hondspensioun opmaachen - just als Beispill? Well ech mengen, d'Hondspensioune gehéieren och net méi an d'Duerf. Oder e Bauer, deen leselen hält, dës sträicht an d'Mëllech zu Cremë verschafft. A si siche jo no Alternativen. Sinn dëst alles nach landwirtschaftlech Aktivitéiten? Wéi eng Léisungen hutt Der fir eis Reitpäerdsstallbesëtzer? Däerfen déi an der Zone verte bauen?

Iwwert dës Definitioune muss nei nogeduecht ginn. Et muss méi oppe si fir Alternativen an Innovatiounen. Och hei muss d'Politik konsequent sinn. Wa mer soen, mir wéilten Innovatiounen an der Landwirtschaft, wa mer soen, de Bauerebetrib géif net méi richteg an d'Dierfer passen, da musse mer dës Aktivitéiten och an der Zone verte zouloossen.

Dir Dammen an Dir Hären, als CSV si mer der Meenung, datt all dës Froen, op déi ech elo agaange sinn, misste beäntwert sinn, fir kënnen eng nohalteg a kohärent Landwirtschaftspolitik ze maachen.

D'Meenung vun der CSV kennt Der elo. Ech si gespaant op d'Astellung vun der Regierung. A virun allem, ech widderhuele mech, brauche mer e Matenee vun allen Akteuren, och vun den Akteuren aus dem Ëmweltberäich mat den Akteuren aus der Landwirtschaft.

Eis Politik an eis Gesellschaft musse sech bewosst sinn, datt mer eis Landwirtschaft brauchen an datt dëst nëmme méiglech ass, wa mer en ausgeglachenen Nohaltegkeetsdräieck hunn. Eis Landwirtschaft verdéngt déi néideg Ënnerstëtzung an deen néidege Respekt!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madame Hansen. An éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Gusty Graas *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als Landwirtschaft gëtt jo u sech de Wirtschaftsberäich vun der Urproduktioun definéiert. Et ass och ouni Zweifel ee vun den eelste Wirtschaftsberäicher, deen och an eiser vun der Technik dominéierter Welt haut ouni Zweifel zu Recht nach e grousse Stellewäert genéisst. Ronn 48,6 Millioune Quadratkilometer bedréit déi landwirtschaftlech benotzte Fläch op eisem Planéit. Dat ass ronn een Drëttel vun der Erduewerfläch. Eleng déi impressionnant Chiffere beleeën d'Dimensioun vum Agrarsecteur.

Och eise Mikrokosmos hei zu Lëtzebuerg gëtt nach ëmmer staark duerch d'Landwirtschaft geprägt, an dat mat Sécherheet net nëmmen am Norde vun eisem Land. Natierlech ass den ekonomeschen Aspekt dach éischter méi bescheiden, wann een déi eenzel Zuelen e bësselchen analyséiert. 1952 zum Beispill hat d'Landwirtschaft nach 9,3% vun eisem PIB ausgemaach, haut sinn et nach 0,3%. Nëmmen 0,9% vun den aktive Leit sinn am Agrarsecteur ugestallt. 2,3% mécht d'Formation brute vum Capital fixe an der Lëtzebuerger Ekonomie aus. An awer spillt ouni Zweifel den Agrarsecteur um sozialen, um ekonomeschen an och um ekologesche Plang nach ëmmer eng bedeitend Roll.

D'Interpellatioun vun haut erlaabt ouni Zweifel, dëse Secteur vu verschiddene Säiten hier méi genee ze beliichten, dee Secteur, deen - an ech mengen, do sinn all déi Leit sech eens, déi mat deem Secteur verwuess sinn -, de Moment an enger relativ schwiereger Phas ass. Jiddefalls ass dat awer och näischt Neits, dat muss een och hei ënnersträichen.

Wa mer allerdéngs vum Agrarsecteur schwätzen, da limitéiere mer eis net nëmmen op d'Baueren, dann denke mer och un d'Wënzer, dann denke mer och un d'Gäertner. Dofir mengen ech, datt déi Interpellatioun hei soll awer dee ganze Spektrum ofdecken an doweinst wäert ech herno selbstverständlech och e puer Wuert iwwert de Wäibau hei verléieren.

Ech wëll och am Numm vun der Demokratescher Partei - iwwregens eng Partei, déi mat Sécherheet, an dat kann een, ouni rout hei ze ginn, ganz kloer ënnersträichen, ganz enk verbonnen ass zënter Jorzéngte mat der Lëtzebuerger Landwirtschaft -, e puer Grondelementer vun dësem eenzegaartege Beruffssecteur hei ervirbréngen.

D'Interpellatioun ass jo u sech a véier Punkten, zentral Punkten agedeelt, wat een allerdéngs net soll dorun hënneren, fir och nach e puer aner Iwwerleeungen zu deem wichtege Secteur hei ze maachen. Wat sinn dann elo d'Missioune vum Agrarsecteur haut? Ech mengen, dat ass eng zentral Fro, déi hei gestallt ginn ass. Déi ass ouni Zweifel net einfach ze beäntweren. Et muss ee soen, datt déi Aufgab vun der Landwirtschaft haut villfälteger Natur ass.

Ech mengen, nach wie vor steet natierlech d'Landwirtschaft an éischter Linn do als Produzent vun Nahrungsmëttelen. Si huet awer domadder also eng besonnesch Verantwortung an eiser Gesellschaft ze droen. An haut, géif ech soen, nach vill méi wéi jee ass et natierlech och virun allem d'Qualitéit vun de Produkter, déi muss am Vierdergrond stoen. Bedéngt natierlech och duerch deen héije Produktiounsdrock, deem d'Landwirtschaft ausgesat ass, stinn natierlech och eng Rei negativ Aflëss ëmmer méi am Vierdergrond, a virun allem och Aflëss op eis Ëmwelt.

Der Landwirtschaft hir Positioun huet ouni Zweifel an deene leschte Jorzéngten, kann ee scho bal soen, fundamental geännert. Nach bis an d'60er Jore war u sech de Beruff vum Bauer e bësse méi op eng bescheide Manéier duergestallt ginn. Ech denken drun, datt et bescheide kleng Traktere gouf. Ech denken drun, datt och nach Päerd virun d'Ween gespaant goufen. An een, dee méi wéi 30 Mëllechkéi hat, deen ass deemools schonn als en Härebauer ugesi ginn. Dat ass haut natierlech alles aneschters. Déi Zäite si längst eriwwer. Haut ass de Bauer ouni Zweifel en Industriellen an och e Manager. Dat soll allerdéngs guer net pejorativ gesot sinn, au contraire! Ech mengen, dat ass eng normal Entwécklung vun eiser Gesellschaft. Mir haten 2013 zum Beispill 75 Betriber, déi méi wéi 100 Mëllechkéi haten.

Dofir, deen nostalgesche Bléck no hannen, dee muss och vläicht trotzdeem awer e bësselchen hei relativéiert ginn. Well et däerf een net vergiessen, datt de Bauer fréier awer och e ganz schwéiere Stand hat, och vläicht méi e schwéiert Ëmfeld hat, wéi dat haut de Fall ass. Et sinn ouni Zweifel eng Rei Facteuren, déi dozou bäigedroen hunn, datt eben dee Beruffsstand am Laf vun de Joren enorm geännert huet.

An éischter Linn sinn et natierlech d'Präisser. Et ass evident an et ass och verständlech, wann ee säi Brout verdéngt mat landwirtschaftlechen Aktivitéiten, dann ass et ganz kloer, datt de Präis am Vierdergrond steet. Wann een dat e bësselchen analyséiert aus deene leschte Joren, da muss een zum Beispill feststellen, datt mer 2014 par rapport zu 2013 e Réckgang vun 2% vun de Präisser insgesamt haten, virun allem um Niveau vun de Kären, wou d'Präisser net manner wéi 11,7% zréckgaange sinn. Domadder louch een och kloer ënnert dem Wäert nach vun 2010. Dann hunn och d'Grompere besonnesch d'lescht Joer net onbedéngt fir Euphorie an dem landwirtschaftleche Milieu gesuergt.

Besser gesäit d'Situatioun natierlech um Niveau vun de Béischten aus. Ech wëll op dëser Plaz och ënnersträichen, wat oft vläicht vergiess gëtt, datt virun allem eis Baueren, wa se hiert Véi an d'Schluechthaiser liwweren, ëmmer eng ganz gutt Note kréien. Dat kënne mer iwwregens och an dem Rapport vun dem Landwirtschaftsministère noliesen, datt se héicht Qualitéitsvéi do ofliwweren, an dat kann een och net oft genuch hei ënnersträichen.

Natierlech mécht ganz grousst Kappzerbrieches de Moment de Mëllechpräis. Mir wëssen, datt zënter dem 1. Abrëll vun dësem Joer d'Quoten ofgeschaaft goufen. De Präis vun der Mëllech ass ëm 11,05% am Mäerz vun dësem Joer am Verglach mam Februar zréckgaangen. Déi Präisser sinn natierlech och net méi esou interessant wéi an de Boomjore vun 2007 an 2008, wou deemools en Duerchschnëttspräis vun 42 Cent op de Kilo bezuelt gouf. Mä 2009 war et dunn u sech schonn eriwwer an de Präis ass ëm 29% gefall. No 2010 goung et dunn erëm e bësselche biergop.

Mat dem Ofschafe vun de Quoten ass allerdéngs bis elo eng Explosioun vun der Mëllechproduktioun ausbliwwen. A Maartanalyste sinn allerdéngs optimistesch. Dat, wat u sech gefaart gi war duerch d'Suppriméiere vun de Mëllechquoten, do ass jiddefalls bis dato elo nach net déi „Katastroph“ - tëschent Guillemets - agetrueden. Et däerf een och net vergiessen, 2014 goufen iwwregens iwwer 305.500 t an d'Molkereie geliwwert.

A wa mer scho bei de Präisser sinn, da muss een natierlech och iwwert d'Akommes hei schwätzen, dat jo och scho virdru vun der Interpellantin hei ugeschnidde ginn ass. An de leschten zéng Joer ass d'Akommes pro Unité de main-d'œuvre nëmme liicht an d'Luucht gaangen. 2014 ass allerdéngs erëm e Réckgang festzestellen op 51.400 Euro pro Exploitatioun. Dat ass natierlech eng Baisse vu 14% am Verglach mat 2013.

Mir haten 2014 hei zu Lëtzebuerg ronn 2.040 Betriber. Dat waren der 37 manner wéi am Joer 2013. De Moment hu mer jo e bëssen d'Tendenz hei zu Lëtzebuerg, datt d'Zuel vun de Betriber zréckgeet, mä déi Fläch, déi landwirtschaftlech genotzt gëtt, datt déi awer zimlech konstant ass. Ronn 130.805 ha sinn dat de Moment.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng aner wichteg Fro, déi hei ugeschnidde ginn ass, dat ass natierlech déi: wéi eng Landwirtschaft fir Lëtzebuerg fir haut a virun allem awer och fir muer? Ech mengen, do muss een awer direkt nach eng aner Fro hannendrunhänken, an dat ass déi: Huet den nationale Maart nach e Potenzial? An ech mengen, déi Fro soll een och direkt mat Jo hei ganz kloer beäntweren.

Natierlech, an och do muss een dat hei ënnersträichen, och de Konsument muss matspillen. Et ass net richteg, fir u sech ëmmer déi negativ Aflëss ëmmer direkt op de Bauer ze achséieren, mä et muss een dat an engem gesamten Ëmfeld gesinn. Well leider gëtt jo eise Maart vill ze vill och mat bëllege Produkter, virun allem aus dem Ausland, iwwerschwemmt. An oft kommen déi Produkter aus ganz wäite Sphären heihinner, vun anere Kontinenter, wat natierlech alles aneschters wéi positiv och fir d'CO_2-Bilanz ass.

Et muss ee sech awer wierklech d'Fro stellen, ob et net verréckt ass, datt hei zu Lëtzebuerg Pouleten zum Beispill konsuméiert ginn, déi aus enger Masseproduktioun sinn, déi, jo, wéi Loftballonen opgeblose gi während enger kuerzer Zäit, déi mat Antibiotika vollgestoppt ginn an déi dann hei konsuméiert ginn, nëmme well se eben e puer Cent méi bëlleg si wéi héichwäerteg Qualitéit, déi hei zu Lëtzebuerg produzéiert gëtt. Dat ass natierlech eng traureg Situatioun, well déi Pouleten, an net nëmmen d'Pouleten, déi hei zu Lëtzebuerg produzéiert ginn, mat Sécherheet eng héichwäerteg Qualitéit hunn. A mir wëssen och hei, datt d'Standarde vun enger déieregerechter Haltung ouni Zweifel respektéiert ginn.

Dowéinst ass et och interessant, gewuer ze ginn, datt jo och elo eng nei Filière vu Pouletsproduktioun soll hei zu Lëtzebuerg opgeriicht ginn. Mir hunn och matkritt, datt zum Beispill zu Gousseldeng versicht gëtt, och do méi e biologesche Betrib an deem Sënn opzebauen, wat mir am Fong nëmme kënne begréissen.

Natierlech muss och d'Fro gestallt ginn, firwat mer net hei zu Lëtzebuerg nach aner Nische méi konsequent besetzen. Ech denken un den Ubau vu Geméis, vu Friichten oder och d'Ubidde vun Déieren - virdrun ass dat och schonn hei ënnerstrach ginn -, sief dat vu Kanéngercher oder aneren Déieren.

Et ass ouni Zweifel awer nach ëmmer de Präis, deen och virun allem de Konsument beaflosst bei sengem Choix. An dat ass e bëssen ze bedaueren an do läit och virun allem de Problem. Dofir ass et wichteg, datt mer an eiser Gesellschaft e Mentalitéitswiessel ustriewen, datt mer d'Leit drop hiweisen, wéi wichteg et ass, datt ee lokal, regional Produkter konsuméiert. An dee Mentalitéitswiessel kann natierlech nëmmen erreecht ginn, wann all d'Akteuren - ech betounen, all d'Akteuren! - do zesummen un engem Strang zéien.

Et ass net nëmmen de Landwirtschaftsministère, do sinn och d'Produzenten an och natierlech d'Verkafsstellen, déi do musse matspillen. Et muss permanent drop higewise ginn, wat fir en Avantage awer an der Consommatioun vu lokale Produkter läit. Dofir ass et och gutt, datt mer esou Campagnë maache wéi zum Beispill „Sou schmaacht Lëtzebuerg“. Et ass wichteg, datt esou Campagnen och an Zukunft nach wie vor d'Ënnerstëtzung vum Ministère an och doriwwer eraus vun der Gesellschaft wäerte kréien.

Ech gleewen och drun, datt och nach vill Potenzial um lokalen an och um staatlechen Ni-

veau läit. Ech mengen, heibanne si jo eng ganz Rei lokal Verantwortlecher, déi wëssen, wat fir eng Méiglechkeete se och hunn an hire Kantinnen, an hire Foyers de jour, an hire Crèchen, fir datt och do verstäerkt nach lokal Produkter, regional Produkter consomméiert wäerte ginn.

Jiddefalls de Kanner ass keen Déngscht geleescht, wa se dagdeeglech Produkter dohinnergestallt kréien, déi vläicht am Präis méi bëlleg sinn, mä déi awer vun Iwwerséi kommen oder aus enger vill méi wäit entfernter Regioun, a wa se dee Moment net léieren, wat et heescht am Fong geholl, lokal Produkter ze consomméieren. Dofir musse mer ouni Zweifel kucken, fir do nach zousätzlech Efforten ze maachen.

D'Demokratesch Partei ass mat Sécherheet keng Partei, déi e grousse Frënd ass vu Subventiounen. Mir sinn allerdéngs der Meenung, wa staatlech Institutioune wéi Crèchen, wéi Foyers de jour Efforte maachen, fir de Kanner lokal Produkter unzebidden, déi natierlech am Endpräis méi deier sinn, datt awer do och vläicht gewësse Subventioune vu staatlecher Säit sollen accordéiert ginn.

Ech wëll op dëser Plaz awer och op eng Rei flott Initiativen hiweisen, zum Beispill déi vum SICONA, déi elo kierzlech virgestallt ginn ass: „Natur genéissen - Mir iesse regional, bio a fair", wou u sech da versicht gëtt, fir drop hinzeweisen, wat fir e grousse Sënn et awer huet, esou Produkter an deenen Institutiounen do unzebidden.

À propos Subventiounen: Et ass mat Sécherheet keng Neiegkeet, wann ech soen, datt d'Demokratesch Partei net onbedéngt eng Partei ass, déi e grousse Frënd ass vu staatleche Subventiounen. An dowéinst ass et och virun allem ee Saz, dee mech awer zumindest - an ech mengen, net nëmme mech - e bëssen zum Nodenke bréngt, aus dem Rapport vun 2014 op der Säit 26, do steet ënner anerem: «Durant les dernières années, on observe une augmentation constante du rapport entre les aides totales et le bénéfice, culminant en 2009 à un niveau de 127% et ne changeant guère après. La production agricole proprement dite générait donc un résultat comptable négatif pendant cette période.» Ech mengen, dee Saz muss engem awer ze denke ginn!

Dat heescht, méi wéi jee ass dem Bauer säi Benefiss och ofhängeg vun de Maartkonditiounen. An dowéinst ass et och evident, datt déi regelméisseg variéieren. Eppes ass kloer: Ouni staatlech Subventioune kéinte vill Betriber wahrscheinlech, an d'Spezialiste kënnen dat vill besser ënnersträiche wéi ech, net iwwerliewen!

D'Zil muss awer sinn an Zukunft, net quasi staatlech Agrarfabricken opzeriichten, mä méi verstäerkt a méi kleng familiär Strukturen ze investéieren, an éischter Linn natierlech och Familljebetriber. An dat neit Agrargesetz misst och deem Rechnung droen, well do jo och virgesinn ass, fir e Plaffong fir Investitiounshëllefen anzeféieren. D'Betriber sollen u sech verstänneg wuessen. Well mir wësse jo awer och, datt et eng Rei Betriber gëtt, a leider net wéineg, déi jo awer och héich verschëllt sinn, well se eben an all deene lafende Jore vläicht disproportional gewuess sinn. An dat soll u sech an der Zukunft net méi onbedéngt de Fall sinn.

Dann däerf een natierlech och net vergiessen, datt de Bauer leider, leider och haut mat ganz villen administrativen Aarbechte belaascht ass. Mir sinn der Meenung jiddefalls, datt de Bauer soll vill méi Zäit um Feld an am Stall verbréngen wéi hannert dem Bürosdësch. Där Problematik war sech d'DP och bewosst a mir hunn dat och ganz kloer an eisem Wahlprogramm 2013 scho festgehalen, andeems datt mer deemools geschriwwen haten: „Eine Vereinfachung der Anträge sowie des Verwaltungsaufwandes der Landwirte muss umgesetzt werden. Bürokratische und finanzielle Belastungen durch staatliche Kontrollen der landwirtschaftlichen Betriebe müssen reduziert werden." An dat ass jo och ouni Zweifel amgaang ze geschéien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Moment si mer jo effektiv amgaang - méi spezifesch d'Madame Ëmweltministesch -, fir en neit Naturschutzgesetz auszeschaffen. Et bitt sech do u sech jo dann d'Geleeënheet, fir effektiv Zones agricoles och virzegesinn. Dat wär jiddefalls an den Ae vun der Demokratescher Partei méi wéi eng Symbolik, et wär u sech e wichtegen, wäertvolle Geste fir d'Landwirtschaft. Domat géife mer nämlech der Kulturlandschaft en interessante Stempel opdrécken. An zwar kéint engersäits wäertvollt Agrarland dee Moment erhale ginn an net fir aner Zwecker zur Verfügung gestallt ginn, an anersäits kéint awer och mat räsonabelen Oplagen de Wäert vun deene Flächen op eng länger Zäit garantéiert ginn.

Allerdéngs musse mer natierlech och an Zukunft en Équiliber fannen tëschent den noutwendege Kompensatiounsflächen an de fir d'Produktioun vun Ernährungsprodukter noutwendege Flächen. Dofir solle wa méiglech all landwirtschaftlech genotzte Fläche prioritär fir d'Nahrungsmëttelproduktioun reservéiert ginn. Ech mengen, dat ass eng wichteg Ausso, op déi mir als Demokratesch Partei eis och wierklech achséieren. A mir maachen och hei de waarmen Appell, datt een an Zukunft deen Esprit beim Ausweise vun de Plans sectoriels soll ouni Zweifel zréckbehalen.

E weidere Problem, dee sech natierlech och an deem Kontext stellt, dat ass d'Entwécklung vun de Präisser vum Bauland, well déi dreiwen och automatesch d'Präisser vum Akerland mat an d'Luucht, well jo awer och d'Promoteuren op der Sich sinn no Kompensatiounsflächen. An dofir si mer och der Meenung, datt verstäerkt nëmmen nach solle Kompensatiounsflächen zougelooss ginn, wou et och landesplaneresch sënnvoll ass. Esou wéi och zousätzlech garantéiert soll ginn, datt wéinst deene Moossnamen der Landwirtschaft kee gudde Buedem géif verluer goen.

An et wär och wichteg, datt déi Mesures compensatoires gréisstendeels op Terrains de faible aptitude agricole stattfanne sollen. Déi aner Terrainen, dat sinn déi Terrainen, déi wierklech eppes hierginn, sollen natierlech an éischter Linn ganz kloer reservéiert gi fir d'Liewensmëttelproduktioun.

Wa mer schonn hei iwwer Terraine schwätzen, da muss een och drop hiweisen, datt et och nach un enger Rei vläicht legislativen Instrumenter feelt, fir u sech dee Buedem nach méi ze schütze fir d'Zukunft. An da schwätze mer ganz séier och vun engem Buedemschutzgesetz, eng Iddi, déi net nei ass, eng Iddi, déi, géif ech scho bal soen, zënter zwee Jorzéngten hei diskutéiert gëtt, wou awer nach ëmmer näischt Konkretes geschitt ass. Well Buedemschutz heescht jo awer och, der Landwirtschaft eng geséchert Fläch fir d'Zukunft ze ginn, fir datt se kann hir Aktivitéiten ausféieren. Dofir hu mer awer mat Satisfaktioun festgestallt, datt d'Ëmweltministesch jo amgaang ass, sech méi konkret Gedanken doriwwer ze maachen. A mir hoffen, datt och op deem Niveau elo eppes wäert geschéien.

An deem Kontext muss een awer och op de wichtege Rôle vun de Gemengen hiweisen - och dat gëtt munchmol vergiess -, well d'Gemengen hu jo awer d'Méiglechkeet, sougenannt Plans de développement rural opzestellen. Ech weess, datt natierlech - ech si selwer Vertrieder vun enger gréisserer Gemeng aus dem Süden -, do vläicht net onbedéngt a priori déi Noutwendegkeet besteet, mä ech denken awer un déi ganz, ganz vill Landgemengen, wou et awer wichteg ass, datt se sougenannt Plans de développement rural opstellen. A mat der Hëllef vum Service du développement rural hunn, wéi gesot, d'Gemengen dat Instrument, fir kënnen eben och am Intérêt vun de Baueren an am Intérêt vun der Landwirtschaft déi Pläng ëmzesetzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an dat ass, géif ech soen, bal ee vun den Haaptaspekter vun dëser Interpellatioun, an zwar geet et do jo ëm, ech wëll net soen en Antagonismus, mä trotzdeem ëm d'Spannungsfeld tëschent Naturschutz a Landwirtschaft. Ech mengen, et ass dat, wou mer eis natierlech musse besonnesch an dësen Zäite méi am Detail domat auserneesetzen. D'Madame Hansen huet dat jo och scho méi am Detail hei gemaach.

Et ass ganz kloer an et ass och verständlech, datt dat hei ee vun den Haaptpunkte vum Géigestand vun dëser Interpellatioun ass. An erlaabt mer, datt ech dofir och deen Aspekt hei e bësselche méi am Detail beliichten, well de Moment am Agrarmilieu natierlech dat eng vun de groussen Ängschten ass: Wéi geet et virun? Wat ass natierlech elo d'Influenz vun der Naturschutzpolitik op d'Zukunft vun der Landwirtschaftspolitik hei zu Lëtzebuerg?

Ech mengen, eppes ass awer ganz sécher, an dat kann awer och net vum Agrarmilieu ignoréiert ginn: Mir hu ganz eeschthaft Problemer mat eiser Natur. Eis Natur huet déi lescht Joren, déi lescht Jorzéngte besonnesch, ganz vill gelidden. D'Biodiversitéit ass streckeweis enorm zréckgaangen. Si huet dramatesch ofgeholl. A wann een haut iwwert de Flouer plazeweis geet, da muss een allerdéngs feststellen, datt deen zimlech eidel a monoton ass. Well fréier, wann ee virun 20, 30 Joer deeselwechte Wee getrëppelt ass, dann huet ee gemierkt, datt awer trotzdeem d'Biodiversitéit nach vill méi grouss war.

Ech wëll hei mat e puer Zuelen dat ënnersträichen: An deene leschten 30 Joer sinn zum Beispill 82% vun de Fiichtgebidder verschwonnen, 58% vun de Bongerten, 55% vun den Eenzelbeem, 35% vun den Dréchewisen an Heedflächen. Ech mengen, déi Chiffere soe leider ganz villes aus.

Allerdéngs, an dat wëll ech ganz kloer hei betounen, falsch wär et allerdéngs elo, fir awer just nëmmen engem de Schwaarze Péiter zouzespillen, an dat wär der Landwirtschaft. Dat ass mat Sécherheet net de Fall! Et gëtt eng ganz Rei aner Facteuren, déi dozou bäigedroen hunn. Ech denken un eng, kann ee scho bal soen, katastrophal Landesplanung aus deene leschte Jorzéngten.

Une voix.- Aah!

M. Gusty Graas *(DP)*.- Ech denken un d'Bevëlkerungsexplosioun an ech denken insgesamt un déi allgemeng Zersiidlung vun eiser Landschaft. Dat sinn éischter dann déi Haaptursaachen, woubäi een natierlech awer och objektiverweis muss soen, datt natierlech och d'Landwirtschaft e gewëssen Undeel un deem Réckgang vun der Biodiversitéit huet.

Dann däerf een awer och net vergiessen, wéi sech eis Gesellschaft entwéckelt huet. De Konsument ass vill méi usprochsvoll ginn. Den Drang no Luxus a Bequemlechkeet ass an d'Luucht gaangen. An dertëschent sëtzt dann oft de Bauer, deen natierlech och gewëssene Contrainten ausgesat ass, deen natierlech e gewëssene Produktiounsdrock verspiert. An evidenterweis muss e sech jo dann och deem upassen, mat all deenen zum Deel negative Konsequenzen, déi sech natierlech do erausstellen, well en och muss d'Natur zum Deel ausquetschen.

Dofir ass et awer ze bedaueren, op där anerer Säit, datt hei e gewëssenen Antagonismus awer sech entwéckelt huet am Laf vun deene Joren zwëschen engersäits der Landwirtschaft an anerersäits dem Naturschutz, well u sech missten déi zwee Elementer sech jo ergänzen. An ech sinn och iwwerzeegt dervun, wann déi néideg Gespréicher gefouert ginn, wann deen néidegen Dialog do ass, datt hei awer Léisungen ze fanne sinn an datt mer dat och kënne souwuel am Intérêt vun der Landwirtschaft wéi och am Intérêt vum Naturschutz ouni Zweifel léisen.

Da si mer natierlech och ganz séier bei der Ausweisung vun de Schutzgebidder. 79.472 ha falen de Moment jo ënner iergendenger Form ënner Protektiounsbestëmmungen. 25% vun der Landesfläch hei zu Lëtzebuerg sinn Natura 2000-Gebidder. Et ass jo och en offent Geheimnis, datt mer um Niveau vun eisem Waasserschutz ganz grouss Problemer hunn, an zwar ass virun allem eist Grondwaasser, an dat gëtt ëmmer erëm vun den Experte confirméiert, mat engem héijen Taux vu Pestizideréckstänn belaascht. Et ass also an eiser aller Intérêt - an eiser aller Intérêt -, datt relativ schnell effikass gehandelt gëtt!

Do sinn och eng Rei vu Moossname virgesinn. Ech denken ënner anerem un...

(Coups de cloche de la présidence)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Wann ech gelift!

M. Gusty Graas *(DP)*.- Ech denken ënner anerem un d'Anzuchsgebitt vum Stausee - et däerf een net vergiessen: schliisslech eisen nationalen Drénkwaasserreservoir -, dee soll besser geschützt ginn.

Da bis 2020 solle jo nach 71 Naturschutzzonen ausgewise ginn. A bis 2030 ass virgesinn, 6.000 ha an Extensivéierungsprogrammer opzehuelen. Dës interessant Zuele konnt een iwwregens an där leschter ganz interessanter Nummer vun der „Bauerenallianz" vum leschte 7. Mee noliesen.

An deem Kontext muss een natierlech och op de PNPN-2 hiweisen, eise Plan national concernant la protection de la nature, deen ouni Zweifel eng grouss Roll an der Zukunft ze spillen huet. Den europäesche Biodiversitéitsstrategieprogramm 2020 ass jo och de Guide dovun. Et ass jiddefalls fir eis als Demokratesch Partei ganz elementar, datt déi betraffen Akteuren, an hei ganz kloer d'Baueren, mussen an den Entscheedungsprozess mat integréiert ginn!

De Biotopkadaster, dee jo Enn Mäerz vum leschte Joer virgestallt gouf, huet natierlech fir ganz vill Diskussiounen an dem Milieu gesuergt, an dat ass och ganz kloer verständlech. Et waren eng 30 Kartéierer, déi dës Aarbecht gemaach hunn. Positiv war awer, contrairement zu deem, wat jo scho virdrun hei e bësse behaapt ginn ass, den Dialog ass gefleegt ginn! Et si fënnef regional Informatiounsversammlunge gemaach ginn, mat alle Vertrieder a virun allem wou awer och déi wichtegst Akteure präsent waren. An ech mengen, dat ënnersträicht jo awer ganz kloer, datt hei den Dialog mat deenen interesséierte Leit gesicht gëtt.

Dann däerf een awer och net vergiessen, datt déi lokal Fierschter hei eng wichteg Aufgab hunn, datt se kënne punktuell Punkte mat deenen eenzelne Betraffenen duerchdiskutéieren. Et si jo eng 130 Betriber, déi entre-temps schréftlech reklaméiert hunn. Jiddefalls, déi dote Participatiounsstrategie ass, aus eisen Ae gekuckt, eng gutt Vertrauensbasis fir d'Zukunft.

Da si mer natierlech och ganz séier bei deem neien Agrargesetz, an ech wëll dat och hei ganz kloer ënnersträichen, d'Agrargesetz, op dat mer alleguerte waarden. An ech sinn och bal iwwerzeegt - ech mengen, de Minister wäert eis herno vläicht do nach méi genee Informatioune ginn -, datt dat Gesetz nach wäert virum Summer hei déposéiert ginn.

Et ass natierlech e ganz wesentlecht Gesetz fir de Milieu. An ech kann Iech och hei scho verspriechen, datt d'Agrarkommissioun sech wäert ganz séier intensiv mat deem Projet de loi befaassen, fir datt en och esou séier wéi méiglech hei kann an der Chamber gestëmmt ginn, well d'Agrargesetz, wéi gesot, beinhalt jo d'Konditioune vum Agrarëmweltprogramm an och zum Erhale vun der Biodiversitéit.

De Biotopkadaster ass natierlech awer och elo eng entscheedend Phas, kann ee soen, fir d'Zesummespill vu Landwirtschaft an Naturschutz. Allerdéngs mussen och béid Säite wëssen, datt een net absolutt Positioune ka vertrieden, datt och trotzdeem munchmol ee muss e bësselche bereet sinn, verschidde Konzessiounen anzegoen. Dofir, maximal Fuerderungen ze stellen, souwuel vun där enger Säit wéi vun där anerer Säit, ass mat Sécherheet net dee richtege Wee.

Dann däerf een awer och net vergiessen, mir sti jo awer och ënnert dem Drock vun der Europäescher Unioun. Ech verweisen do virun allem op d'Fauna-Flora-Habitat-Richtlinn, déi jo all sechs Joer den Zoustand vun den natierleche Liewensraim ënnersicht a wou mir och Bréissel mussen dann eis Resultater matdeelen.

Wa mer iwwert d'Bewirtschaftung vun de Biotope schwätzen, si mer natierlech och ganz séier bei den Asätz vu Pestiziden, vu phytopharmazeutesche Produkter. Ech wëll net méi zréckkommen op deen Débat, dee mer hei haten iwwert dat betreffend Gesetz vum 11. Dezember, wat mer hei gestëmmt hunn. Mä eppes ass ganz kloer hei nach ze ënnersträichen: Och d'Berodung ass an deem Beräich awer ganz wichteg, well et däerf een awer net vergiessen, et gëtt nach ëmmer ze vill Produkter, déi agesat ginn, déi awer extrem schiedlech fir de Buedem an d'Waasser sinn.

Dowéinst ass et och evident, datt gewësse streng Moossname musse geholl ginn an datt d'Ëmweltministesch an de Landwirtschaftsminister zesummen, och dat soll een hei ënnersträichen, zesummen d'Décisioun geholl hunn, fir den S-Metolachlor an och de Metazachlor ze verbidden. Dat ass ouni Zweifel eng richteg an eng wegweisend Décisioun gewiescht. An dozou huet awer och politesche Courage gehéiert! Ech mengen, besonnesch och um Niveau vum Landwirtschaftsminister hier gekuckt ass dat net esou evident. A wann een dann awer seet: „Voilà, ech stinn zu där Décisioun", da soll dat och hei ënnerstrach ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Gusty Graas *(DP)*.- An déi Spannungen, déi nawell gären hei vun eenzelne Leit ëmmer eropbeschwuer ginn zwëschent der Ëmweltministesch an dem Landwirtschaftsminister, ech mengen, dat ass esou e gewëssent Wonschdenken, wat am Kapp vun Eenzelnen hei ronderëmgeeschtert. Jiddefalls ass dat mat Sécherheet net de Fall. Au contraire, et muss ee feststellen, datt hei eng gutt Harmonie ass, well et geet och net aneschters!

(Brouhaha)

Ech mengen, grad déi zwee Akteuren, dat sinn déi wichtegst Akteuren, fir eng gutt Landwirtschaft vu muer ze organiséieren. Déi zwee mussen och an deem Sënn zesummeschaffen. A bis elo kann ee jiddefalls net erkennen, datt do iergendwéi Mëssstëmmunge géifen opkommen.

Op där anerer Säit stellt een och fest, datt och vun der Landwirtschaft aus awer wierklech ëmmer méi Bereetschaft do ass, fir mat op dee Wee ze goen! Och do vläicht e puer Zuelen: Hate mer 2008 nëmmen 51 Kontrakter, fir Fungiziden, Herbiziden an Insektiziden ze reduzéieren, esou waren et der 2013 scho 96! An ech mengen, do gesäit ee jo schonn un der Entwécklung vun där Zuel, datt d'Bereetschaft do ass, datt d'Erkenntnis do ass: Mir mussen do zesummeschaffen, mir musse kucken: Wéi kënne mer d'Landwirtschaft an den Naturschutz am beschten an Aklang bréngen?

Oder eng aner Zuel, wat de Waasserschutz ubelaangt: 2008 hate mer just 14 Kontrakter, wat de Schutz vun Uferen ubelaangt; 2013 waren et der scho 66. An an deem Sënn wëll ech och op en interessante Pilotprojet hiweisen,

wat d'Diversifizéierung vun de Fruchtfolge vum Förderverein Integrierte Landbewirtschaftung Luxemburg (FILL) ubelaangt, e ganz interessante Projet, op deen een, wéi gesot, hei nach eng Kéier sollt hiweisen.

„Här President, Dir Dammen, Dir Hären, ech hunn déi Interpellatioun hei ugefrot aus ganz evidente Grënn. D'Situatioun vun der Lëtzebuerger Landwirtschaft, an net vun der Lëtzebuerger Landwirtschaft eleng, ass amgaang, sech dramatesch ze verschlechteren, an d'Baueren hunn d'Gefill, datt sech am Moment net ëm si gekëmmert gëtt." Dat soen net ech! Dat huet e gewëssene Charles Goerens 1990 hei op der Tribün gesot. An de Charles Goerens, en ausgewisene Spezialist vun der Agrarpolitik, de Charles Goerens, deen alles aneschters wéi d'Polemik op sengem Fändel stoen huet, deen huet deemools also op eng Situatioun higewisen, déi alles aneschters wéi gutt war an déi vill méi schlecht war, wéi se haut ass!

Dowéinst géif ech awer verschidde Leit hei invitéieren, an hirer Analys vun der aktueller Situatioun vläicht e bësselchen méi virsiichteg ze sinn a vläicht och emol eng Kéier zréckzekucken dohin, wou se selwer d'Verantwortung haten, well zoufällegerweis war et en CSV-Minister, deen deemools responsabel fir d'Landwirtschaft war!

Une voix.- Très bien!

Une autre voix.- Wou ass dann dee Mann haut?

(Interruptions diverses)

M. Gusty Graas *(DP).*- An et kënnt nach besser, et kënnt nach besser, lauschtert emol no, lauschtert emol no!

(Interruptions diverses)

Lauschtert emol no! Den 19. Mäerz 1991, dunn huet den Här Henri Grethen, vläicht net onbedéngt en ausgewisene Spezialist vun der Agriculture,...

(Brouhaha général)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Mä vun der Weiderverwäertung.

(Hilarité)

M. Gusty Graas *(DP).*- ...mä zumindest vun der Consommatioun vun den Endprodukter,...

(Brouhaha général)

...dann hei op dëser Plaz d'Demissioun vum CSV-Landwirtschaftsminister gefuerdert. Dat war déizäit den Här René Steichen. Ech ginn net op d'Faiten an, déi dozou gefouert hunn. Ech wëll dat och net alles hei verdéiwen.

Firwat soen ech dat hei? Mä ganz einfach, fir awer elo emol virsiichteg...

(Interruptions par M. Marc Spautz)

Neen, neen, neen! Fir elo emol...

(Interruptions diverses)

Neen, neen, neen! Fir elo emol e bësse méi Sachlechkeet hei an déi Debatt ze bréngen.

(Brouhaha)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Oh, hohoho!

M. Gusty Graas *(DP).*- Well ech wëll der Madame Hansen net ze no trieden, mä Dir hutt awer e puer Aussoen hei gemaach, déi een awer kann esou interpretéieren, wéi wann déi momentan Regierung, obwuel se eréischt 18 Méint am Amt ass, hätt scho missen awer praktesch eng Revolutioun um Niveau vun der Agrarpolitik hei zu Lëtzebuerg maachen. Madame Hansen, Dir sidd nach e bësselche jonk, mä da gitt awer emol eng Kéier zréck kucken...

Une voix.- Ooh!

(Interruptions diverses et hilarité)

M. Gusty Graas *(DP).*- ...op déi Zäit, wéi d'CSV hei d'Responsabilitéit an der Landwirtschaftspolitik hat: datt et do alles aneschters wéi vill besser war wéi haut!

Mme Martine Hansen *(CSV), interpellatrice.*- Mä et gëtt awer aktuell Problemer. An do hunn ech drop ugespillt.

M. Gusty Graas *(DP).*- Jo, jo, jo, natierlech gëtt et Problemer, dat stellt jo keen a Fro! Mä ech mengen, et muss een ëmmer proportional zu de Problemer diskutéieren. Dowéinst géif ech mengen, et soll een e bësselche méi virsiichteg sinn, wann een an enger...

(Brouhaha général et coups de cloche de la présidence)

Jo.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Sou, wann ech gelift!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift!

(Brouhaha général)

Wann ech gelift! Mir probéieren elo, erëm déiselwecht Serenitéit erëmzefannen. An den Här Graas adresséiert sech un d'Chamber an net un e Member vun der Chamber!

M. Gusty Graas *(DP).*- Also eppes ass ganz kloer: Dës Regierung, a méi speziell de Minister Fernand Etgen, déi si sech ganz sécher hirer Verantwortung bewosst, déi se de Moment vis-à-vis vun der Landwirtschaftspolitik hunn.

Ech wëll och drop hiweisen, datt se eng Rei Initiativen an där kuerzer Zäit geholl hunn, fir eben der Landwirtschaft nei Perspektiven och fir d'Zukunft ze ginn, engersäits zum Beispill de PDR! Dës Regierung ass mat zwee ganz wichtegen Dossiere befaasst, an enger Zäit vu fënnef Joer! Engersäits de PDR, dee fäerdeg ass, deen op Bréissel gaangen ass, deen zréckkomm ass, deen natierlech muss ugepasst ginn, mä deen - wou ech dervun ausginn - an deenen nächste Woche wäert awer vun der Kommissioun akzeptéiert ginn. An op där anerer Säit och nach en Agrargesetz, en neit Agrargesetz! Et ass kaum eng Regierung, déi muss an där Zäit zwee esou wichteg Dossiere bâcléieren. An ech sinn iwwerzeegt, datt dës Regierung dat och wäert gutt maachen, well déi éischt Etapp huet se jo scho gutt hanner sech bruecht.

Dann denken ech awer och zum Beispill un den Dialog, vun deem ech virdrun hei scho geschwat hunn. Ech kommen op de Volet Greening ze schwätzen. Do ass och den Dialog ganz groussgeschriwwe gi mat all deenen Akteuren.

An da wëll ech schlussendlech och nach drop hiweisen, datt de Minister Etgen jo ganz kloer décidéiert huet, datt e wëllt en Zukunftsdësch aberuffen. An dat fannen ech ganz richteg zu dësem Zäitpunkt, ech mengen, wou sech natierlech eng Rei Problemer weisen, datt ee sech jiddefalls deene Problemer stellt an datt ee bereet ass, mat den Akteuren alleguer zesummen dat an Zukunft och an aller Serenitéit ze diskutéieren.

Ech wëll net weider op all déi aner positiv Aspekter agoen, ënner anerem zum Beispill d'Erhéije vum forfaitairen TVA-Saz vun 10% op 12%. Oder ab 2016 gëtt jo dann och nach de staatleche Bäitrag fir d'Primezuelunge vun enger Mehrgefahrenversicherung däitlech erhéicht. Et j'en passe.

Dofir soll ee wann ech gelift e bësselche méi virsiichteg sinn a senger Aschätzung iwwert déi Politik, déi bis elo gemaach ginn ass. Jiddefalls kann een nëmme feststellen, datt hei mat vill Engagement sech dem Bauerestand an deene leschten 18 Méint gewidmet ginn ass.

An datt natierlech d'Landwirtschaft an engem groussen Embroch ass, däers si mer eis jo alleguerte bewosst. Dowéinst ass et och wichteg, datt den Akzent virun allem verstäerkt op d'Berodung an och op d'Formation continue geluecht gëtt. Ech wëll dorun erënneren, datt zum Beispill 2014 net manner wéi 30 Betriber e Conseil de gestion approfondi an Usproch geholl hunn. Och dat ass de Bewäis, datt een op d'Betriber duergeet a versicht, mat hinnen zesummen eng Gestioun ze entwéckelen, wéi se am Fong geholl beschtméiglech sech kënnen och an Zukunft entwéckelen.

Wéi gesot, dat neit Agrargesetz, wat natierlech elo eis virun allem prioritär wäert an deenen nächste Wochen a Méint beschäftegen, ass vun enormer Wichtegkeet. An nach eng Kéier: Jiddefalls soubal et déposéiert ass, wäert all Hiewel a Bewegung gesat ginn, fir et esou séier wéi méiglech och hei an de Plenum ze kréien.

Wa mer natierlech iwwert d'Landwirtschaft vu muer schwätzen, dann ass et evident, datt mer och iwwert d'Biolandwirtschaft hei mussen e puer Wuert verléieren. Ech wëll allerdéngs och do virdru warnen, fir ze vill Erwaardungen, zumindest à court et à moyen terme, ze hunn, well 2004 hat jo schonn d'Europäesch Kommissioun och en Aktiounsplang fir eng Entwécklung vun der Biolandwirtschaft virgestallt.

Lëtzebuerg hat 2007 fir d'Éischt dunn ugefaangen, esou e Plang auszeschaffen, deen 2009 du lafe gelooss ginn ass. An deem war virgesinn, datt 6% vun de Betriber sollen op Biolandwirtschaft ëmschalten. Bis 2012 waren dat der awer nëmme 4,7%. An ech mengen, deen Taux ass de Moment och nach net vill méi héich ginn. Do si mer eis alleguer eens, deen Taux vun de Biobaueren ass de Moment nach ëmmer ze kleng hei zu Lëtzebuerg. Mir haten 2014 119 Bioproduzenten, dorënner 60 Baueren, 14 Gemëisbaueren, 12 Wënzer, 9 Uebstbaueren an 18 Beienziichter.

Ech sinn iwwerzeegt, datt och de Lëtzebuerger bereet ass, fir méi biologesch Produkter ze konsuméieren. Allerdéngs, wéi gesot, an ech hunn et virdru scho kuerz hei ënnerstrach, ass et och wichteg, datt och déi staatlech an déi lokal Instanzen do wäerte matspillen.

Well wann een awer mierkt, wat zum Beispill sech um Niveau vu gewësse Crèchen, Foyer-du-jouren oder och virun allem a Lycéeën ofspillt, datt do awer net onbedéngt de Reflex ëmmer do ass, fir eenheemesch Produkter ze konsuméieren, da muss ee sech awer munch Froe stellen. An dann ass een awer trotzdeem, jo, e bësse frustréiert, datt net méi de Reflex do ass, fir awer wierklech eis Produkter verstäerkt do ze konsuméieren.

Dofir soll den Appell och virun allem un déi lokal an och staatlech Instanze goen, fir verstäerkt ëmmer drop hinzeweisen, datt mer eis Produkter sollen hei zu Lëtzebuerg konsuméieren.

Ech fannen et och wichteg, datt dann och esou symbolesch Akte virgeholl ginn, déi eng grouss Symbolik hunn. Zum Beispill den „BIO-Agrar-Präis", deen elo an d'Liewe geruff ginn ass, datt deen all Joers vergi gëtt, fir virun allem och déi Leit ze ënnerstëtzen, ze motivéieren, déi wëllen op dee Wee goen. An och zum Beispill um Niveau vun der Akerbauschoul, wou jo elo Moduller fir d'Biolandwirtschaft agefouert gi sinn. Och dat si richtungsweisend Décisiounen, déi een nëmme kann ënnerstëtzen.

Natierlech hu mer och do e Problem um EU-Niveau, wou de Moment net manner wéi 63 verschidde Biostandarde bestinn. An déi Entrevue, déi mer elo kierzlech mam Här Phil Hogan haten, EU-Kommissär, war eng ganz interessant Entrevue, well en huet eis jo awer do matgedeelt, datt e versicht, och do eng gewëssen Harmoniséierung unzestriewen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn et virdru gesot, wa mer haut iwwert d'Landwirtschaft hei diskutéieren, da kënne mer de Wäibau net ausschléissen. Erlaabt mer dofir, och nach e puer Wuert zu deem spezifeschen, wichtege Secteur hei zu Lëtzebuerg ze soen.

Do ass jo awer elo ganz kierzlech, ganz rezent eng wichteg Ännerung agetruede mat der AOP, der „Appellation d'origine protégée - Moselle Luxembourgeoise", wat menger Meenung no eng nei Ära och fir de Wäibausecteur hei zu Lëtzebuerg mat sengen 350 Betriber alaude kann. Et ass eng nei Chance fir eis Wënzer, déi sech ouni Zweifel do opmécht.

Et ass allerdéngs ëmmer erëm schued festzestellen, datt de Konsum vum Lëtzebuerger Wäin, besonnesch och an eisem Land, leider awer zréckgeet. Awer och do ass d'Tendenz, fir méi bëlleg Produkter ze konsuméieren, natierlech ze erkennen. Dat ass wierklech ze bedaueren. Zum Beispill de Verkaf vu Lëtzebuerger Wäiprodukter ass vu 14,9 l op de Kapp am Joer 2011 op 10,7 l am Joer 2013/2014 zréckgaangen. Op där anerer Säit ass allerdéngs de Verkaf vun auslännesche Wäisswäiner vun 13,3 l op 16,3 l eropgaangen. Iwwert d'Qualitéit wëll ech mech hei net ausloossen. Mä awer mat Sécherheet hunn déi meescht Wäiner Problemer, fir iwwerhaapt emol an de Schiet vun der Qualitéit vun de Lëtzebuerger Wäiner ze kommen.

Dann ass leider och den Export zréckgaange vun eise Wäisswäiner, an zwar vun 69.231 hl op 46.788 hl, dat am Zäitraum vun deene leschte fënnef Joer.

Natierlech huet och de Wäibau mat enger Rei vu Problemer ze kämpfen. Ech wëll ganz kuerz nach eng Kéier drop hiweisen, datt mer natierlech duerch dat neit Gesetz iwwert d'phytopharmazeutesch Produkter och den Asaz vum Helikopter ageschränkt hunn an datt dat nëmmen nach duerch eng speziell Genehmegung vum Minister méiglech ass.

An ech wëll awer och hei drop hiweisen, datt jo de Moment geplangt ass, fir do virun allem vis-à-vis vun deenen Natura 2000-Gebidder eng Sträif oder eng Zone tampon vun 20 m ze respektéieren. Do ginn ech awer ganz gären zou, datt mer als Demokratesch Partei der Meenung sinn, datt ee sech dat nach eng Kéier soll gutt iwwerleeën. An ech géif och hei den Appell un d'Ëmweltministesch maachen, fir ze kucken, ob een net do kann awer e Konsens fannen, well meng Gespréicher aus deene leschte Wochen a Méint mat enger Rei vu Wënzer an och vu Beruffsorganisatioune vun de Wënzer soe mer, datt d'Bereetschaft do ass, fir e Konsens unzestriewen. Dowéinst soll een also versichen, vläicht net ze vill eng maximal Léisung zréckzebehalen.

- **Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.**
- **La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.**
- **Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.**
- **De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.**

d'Chamber online op

www.chd.lu

Wa mer virdru vun der Biolandwirtschaft geschwat hunn, da si mer och ganz séier beim Biowäibau. Och deen huet awer eng grouss Progressioun gemaach - an hei sëtzt jo ee vun de Spezialisten, dee kann dat vill besser ënnersträichen -, obwuel mat Sécherheet nach ganz vill Potenzial ze erkennen ass. 2012 waren dat 8 Betriber, an der Tëschenzäit - Här Kox, Dir musst mech berichtegen - sinn et der mindestens 12, déi dat maachen. Also och do gesäit een eng positiv Tendenz.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass natierlech kee Secteur vun der lokaler, regionaler, nationaler Politik esou ofhängeg vun der EU-Politik wéi grad den Agrarsecteur! Dat ass evident, zënter 1958, wéi d'PAC, also d'Politique agricole commune, geschafe ginn ass, datt natierlech do d'Ausriichtung och vun der nationaler Landwirtschaftspolitik eng aner Nues kritt huet an datt mer haut méi wéi jee natierlech och ënnert den Zwäng, kann ee soen, vun der Europäescher Kommissioun stinn.

Ech wëll just drop hiweisen, datt zum Beispill 2013 iwwert de Fonds européen agricole de garantie net manner wéi 45,3 Milliarden Euro bezuelt goufen. Dat waren 29,1% vum gesamten EU-Budget. Mir kruten dovun als Lëtzebuerg 33,7 Milliounen. Mä eleng dee Chiffer ënnersträicht jo awer ganz kloer, wat fir eng Bedeitung, net nëmme reng um materiellen Niveau, mä insgesamt, wat fir eng Bedeitung d'Landwirtschaft an der europäescher Politik huet.

Eng grouss Agrarreform steet jo virun der Dier. Déi nei PAC erstreckt sech jo op d'Period 2014 bis 2020. A wat interessant ass awer an deem Prozess, dat ass, datt se u sech fir d'Éischte Kéier am ordinäre legislative Prozess hei ugeholl gouf, andeems datt och d'Europäescht Parlament konnt hei matschwätzen, wat jo awer och derfir schwätzt, wéi wichteg datt et ass, datt d'Europäescht Parlament zousätzlech Kompetenze ka kréien.

Mir hate jo och an där Entrevue, déi ech scho virdrun hei zitéiert hunn, mam Här Hogan driwwer diskutéiert, wat fir eng Finanzéierungsméiglechkeeten et an Zukunft och fir virun allem jonk Baueren, jonk Wënzer géif ginn. An en huet eis jo awer do eng interessant Neierung matgedeelt, an zwar, datt et an Zukunft wäert méiglech sinn, datt d'Prêten iwwert d'Banque européenne d'investissement kënnen ofgeweckelt ginn, mat engem Taux réduit. An dat ass awer wichteg och fir d'Entwécklung vun deem ganze Secteur.

Da kënnt en anere Punkt natierlech derbäi, dat sinn déi immens vill administrativ Hürden - ech hunn dat virdru scho kuerz ugeschnidden -, mä och um europäesche Plang, an och do krute mer awer vum Kommissär eng Rei positiv Aussoe matgedeelt. De Moment sinn et eng 200 (veuillez lire: 200 Dispositiounen), déi musse respektéiert ginn. Hien huet wëlles, déi op 50 erofzedrécken. Mir kënnen jiddefalls als Demokratesch Partei en do nëmmen dran ënnerstëtzen.

Erlaabt mer vläicht ganz kuerz, ganz kuerz, awer och nach e Wuert zum TTIP hei ze soen. Et war eng Diskussioun, déi jo zënter Wochen, Méint fir ganz vill Emotioune gesuergt huet, fir ganz vill Diskussiounen. Ech wëll net op de Pro an de Kontra hei agoen, ech wëll just drop hiweisen: Eppes ass ganz wesentlech, virun allem fir den Agrarsecteur, et soll een a priori net den TTIP als eppes Béises dohinnerstellen, als eppes, wat eis Gesellschaft géif negativ beaflossen, mä et soll een awer virun allem drop hiweisen, datt et wesentlech ass, datt et wichteg ass, datt awer hei elementar Standarde respektéiert ginn, och an Zukunft. Mir hunn et fäerdegbruecht, net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mä virun allem um Niveau vun der Europäescher Unioun, héich Qualitéitsproduiten hierzestellen, da musse mer natierlech och dat an Zukunft verteidegen. Méi wëll ech zu dësem Zäitpunkt elo net soen.

Wa mer scho bei der internationaler respektiv europäescher Politik sinn: D'Présidence steet virun der Dier. An ech weess, datt de Minister schonn amgaangen ass, sech do waarmzelafen, an et wäert extrem vill Aarbecht op en duerkommen. Vläicht wäert en och herno e Wuert iwwert d'Présidence verléieren, wat seng Virstellunge sinn. Ech mengen, och do gëtt eis awer als Lëtzebuerg d'Méiglechkeet gebueden, fir eng Rei Akzenter och um Niveau vun der Agrarpolitik ze setzen.

Jiddefalls, Dir Dammen an Dir Hären, ofschléissend: De Bauereberuff, fir awer elo emol dann dee ganze Secteur matanzebezéien, huet natierlech an deene leschte Jore leider ënner engem gewëssen Negativimage gelidden, sief dat duerch eng Rei Skandaler, sief dat duerch negativ Aflëss op eis Ëmwelt. Mä dee Beruff huet ouni Zweifel awer nach eng grouss Zukunft viru sech, well et däerf een awer hei net elo, wann eenzel schwaarz Schof sech dernieftbeholl hunn, als Konklusioun zéien, datt dee ganze Beruffsstand soll hei denunzéiert ginn.

Ganz au contraire! Mir wëssen, datt mat Ofstand - mat Ofstand! - déi grouss Majoritéit vun eise Baueren, vun eise Wënzer, vun eise Gäertner, vun eise Bëschbesëtzer eng korrekt, eng anstänneg Aarbecht am Sënn och vun engem korrekten an anstännegen Ëmweltschutz maachen. An dat soll hei ënnerstrach ginn. Jiddefalls ass et e schwéiere Beruff. Et ass e Beruff, wou ganz vill Idealismus erfuerdert ass.

Ech wëll vläicht ofschléissend ganz kuerz nach eng Kéier déi fënnef Haaptpiste vun der Demokratescher Partei hei ënnersträichen, wéi mir eis et virstellen, wéi dee ganze Beruffsstand sech soll an Zukunft hei entwéckelen:

1) méi eng staark Ënnerstëtzung fir Betriber mat enger familiärer Struktur,

2) der Biolandwirtschaft zousätzlech Chancë ginn,

3) en Agrargesetz stëmmen, wat virun allem de jonke Baueren, Wënzer a Gäertner Perspektive fir d'Zukunft opweist,

4) den Antagonismus tëschent Naturschutz a Landwirtschaft reduzéieren, an

5) d'Berodung an d'Weiderbildung op engem héijen Niveau halen.

Ech sinn iwwerzeegt, wa mer déi Virstellungen och wäerten an Zukunft héichhalen an och wäerten ëmsetzen, dann ass mir jiddefalls an och menger Partei fir d'Zukunft vun der Landwirtschaft net baang.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Graas. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Frank Arndt.

M. Frank Arndt *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, deen Débat, dee mir de Mëtten an der Chamber hunn, gëtt eis Geleeënheet, e klengen Tëschebilan ze zéien, wou mir am Moment mat der Ëmsetzung vum Regierungsprogramm am Beräich vun der Landwirtschaft an och vum Wäibau stinn.

Dat sinn effektiv Secteuren, déi oft net genuch zur Geltung kommen, wa mer méi generell iwwert d'Entwécklung vun eiser Ekonomie an iwwert d'Zukunft vun eisem Land schwätzen. Jee nodeem, aus wat fir engem Bléckwénkel een d'Landwirtschaft betruecht, huet si, d'Landwirtschaft, eng ganz ënnerschiddlech Bedeitung an e ganz anere Stellewäert. Reng ekonomesch gesinn ass d'Landwirtschaft e klenge Secteur. Si dréit just 0,3% zu eisem PIB bäi. Si stellt 1,2% vum Emploi duer, dee plus/minus minimal bezuelt ass en plus, an dat, obwuel dëse Secteur héich subventionéiert gëtt.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Trotzdeem existéiert an der Landwirtschaft awer e Potenzial fir Aarbechtsplazen, deen net optimal genotzt gëtt. Sou gëtt et Efforten, fir de Gemëisbau zu Lëtzebuerg ze förderen an Aarbechtsplazen an dësem Beräich ze schafen. Esou Initiative mussen och an Zukunft verstäerkt ënnerstëtzt ginn. Vun eise Grondbedürfnisser hier gekuckt ass d'Landwirtschaft awer ee vun deene wichtegste Secteuren, well si Nahrungsmëttel produzéiert, ouni déi mer net kënne liewen.

Eng ganz grouss Roll spillt d'Landwirtschaft och, wann een eisen Territoire kuckt. Iwwert d'Halschent dovu si landwirtschaftlech genotzte Flächen. Entspriechend grouss ass den Impakt vun der Landwirtschaft op d'Ëmwelt am positive wéi am negative Sënn. An ech erënneren drun, dass d'Baueren déi éischt Landschaftsfleeger zu Lëtzebuerg waren an eist Landschaftsbild geprägt hunn a villeruerts och nach prägen. Den Norden an den Oste vum Land sinn déi beschte Beispiller dofir, mä de Süden an den Zentrum si sécherlech och net ze vergiessen, wéi de Westen och.

De Wäert vun der Landwirtschaft steet deemno a kengem Verhältnis zum Präis vun hire Produkter an zu der monetärer Plus-value vun der Aktivität. Dat erkläert, wéisou d'Politik esou staark an dësem Beräich intervenéiert.

An allen anere Beräicher, och wa se gesellschaftlech sensibel sinn, wéi zum Beispill d'Waasserversuergung oder d'Distributioun vu Stroum a Gas, geet d'EU-Politik fort vun enger Service-public-Logik hin zu enger Marchéslogik, wou de Konsument de reelle Präis muss bezuelen. An der Landwirtschaft ass dat net esou, well mir Erwaardungen un d'Landwirtschaft stellen, déi iwwert d'Produktioun vun de Liewensmëttel erausginn. Et besteet och hei e gewëssenen Drock, fir esou no wéi méiglech um Marché ze produzéieren a fir d'Subventiounen erofzedrécken.

Ausschlaggebend ass d'EU-Politik an dësem Beräich, well ronn 70% vun den Hëllefen, déi de Baueren zur Verfügung gestallt ginn, sinn EU-Gelder a ginn net iwwert déi eenzel Memberstaten oder Regioune bezuelt. D'Missiounen, déi d'Landwirtschaft huet, riichte sech dofir zu engem groussen Deel un dëser Politik aus.

Ech erlabe mer, Iech d'Ziler vun der EU-Agrarpolitik, sou wéi se am Artikel 39 vum Vertrag iwwert d'Europäesch Unioun festgehale gi sinn, ze rappeléieren. Ech maachen dat op Däitsch:

„Ziel der gemeinsamen Agrarpolitik ist es,

1) die Produktivität der Landwirtschaft durch Förderung des technischen Fortschritts, Rationalisierung der landwirtschaftlichen Erzeugung und den bestmöglichen Einsatz der Produktionsfaktoren, insbesondere der Arbeitskräfte, zu steigern;

2) auf diese Weise der landwirtschaftlichen Bevölkerung, insbesondere durch Erhöhung des Pro-Kopf-Einkommens der in der Landwirtschaft tätigen Personen, eine angemessene Lebenshaltung zu gewährleisten;

3) die Märkte zu stabilisieren;

4) die Versorgung sicherzustellen;

5) für die Belieferung der Verbraucher zu angemessenen Preisen Sorge zu tragen.

Bei der Gestaltung der Gemeinsamen Agrarpolitik und der hierfür anzuwendenden besonderen Methoden ist Folgendes zu berücksichtigen:

1) die besondere Eigenart der landwirtschaftlichen Tätigkeit, die sich aus dem sozialen Aufbau der Landwirtschaft und den strukturellen und naturbedingten Unterschieden der verschiedenen landwirtschaftlichen Gebiete ergibt;

2) die Notwendigkeit, die geeigneten Anpassungen stufenweise durchzuführen;

3) die Tatsache, dass die Landwirtschaft in den Mitgliedstaaten einen mit der gesamten Volkswirtschaft eng verflochtenen Wirtschaftsbereich darstellt."

Ech hunn dat gären hei eng Kéier opgelëscht, well mer awer eis och doru musse moossen, eben, wéi virdru gesot, well dee gréissten Deel vu Subventioune vun do aus och kënnt.

Obwuel déi Gemeinsam Agrarpolitik sech am Laf vun der Zäit staark geännert huet, gëtt et e puer grondleeënd Zilsetzungen, déi ëmmer déiselwecht bliwwe sinn. D'EU-State wëllen eng Landwirtschaft erhalen, déi Ernährungssécherheet fir hir Bierger garantéiere kann. D'Zil vun der Landwirtschaft ass a bleift d'Produktioun vu Liewensmëttel. Dës Liewensmëttel solle vu gudder Qualitéit an net ze deier sinn. Wa mir d'Situatioun zu Lëtzebuerg kucken, ass dëst Zil wäitgehend erfëllt. Dank de Subventioune sinn d'Liewensmëttel relativ bëlleg, wann ee sech d'Produktiounskäschten an d'Margë vum Tëschenhandel virun Aen hält.

Laut Statistike waren 2003 zu Lëtzebuerg 15,9% vun den Awunner engem Aarmutsrisiko ausgesat. 4,4% soen, dass si an engem Haushalt liewen, dee grouss Schwieregkeeten huet, um Enn vum Mount d'Enner zesummenzekréien, mä nëmmen 2,4% soen, dass si sech net kënne leeschten, all zweeten Dag e Menu mat Fleesch oder Fësch ze iessen. En duerchschnëttlechen Haushalt gëtt hei am Land 10% vu sengem Akommes fir Liewensmëttel aus.

Déi staark Produktiounsureizer aus der Nokrichszäit hunn zu Iwwerproduktioune geféiert, soudass d'EU huet mussen intervenéieren, fir dass d'Präisser net ënner gewëssen Niveaue sollte falen, mat zum Deel ganz ëmstriddene Moossnamen, déi zur Berengegung vum Maart sollte bäidroen.

Ee wichtegt Element vun der Politik, fir d'Iwwerproduktiounen ze stoppen, ass rezent mam Ofschafe vun de Mëllechquoten ewechgefall. De Problem vum Präisverfall gouf hei schonn e puermol ugeschwat. An hei sief awer erwähnt, dass d'Lëtzebuerger Mëllechbaueren exzellent opgestallt sinn, fir dësem neien Défi vum Ewechfale vun de Quoten entgéintzegoen.

An där leschter Regierungsperiod gouf vill an Infrastrukturen investéiert, awer och den Know-how an de Grénglandstanduert Lëtzebuerg ginn als grouss Virdeeler par rapport zu de meeschte Länner ernimmt. D'Subventiounen hunn och zum Zil, de Revenu vun de Baueren unzehiewen, fir déi Aarbecht méi attraktiv ze maachen, déi soss oft am Verglach zu anere Beruffer ënnerbezuelt ass. Dat gëllt besonnesch an de Regiounen, déi fir d'Landwirtschaft manner favorabel Konditioune bidden a wou d'Iwwerliewe vun dem Secteur awer soll garantéiert bleiwen.

Ëmweltoplage sinn eréischt am Laf vun der Zäit an d'EU-Subventiounspolitik agefloss. Ech maachen dëse klengen Historique, well an der ëffentlecher Diskussioun heiansdo den Androck entsteet, wéi wann d'Baueren elo endlech emol eng Géigeleeschtung sollte brénge fir déi Milliarden u Subsiden, a wou vergiess gëtt ze soen, firwat si déi Sue bis elo kritt hunn.

D'EU-Agrarpolitik ass oft zu Recht kritiséiert ginn. An et ass och gutt, dass mer schrëttweis fortkomme vun enger staark op Masseproduktioun an Export vun Iwwerschëss ausgeriichter Landwirtschaft hin zu méi enger nohalteger Bewirtschaftung. Et ass awer och gutt, drun ze erënneren, dass vun de Subside bis elo net nëmmen d'Baueren, mä och d'Konsumente profitéiert hunn an dass ouni Bäihëllefe vill Betriber a manner favoriséierte Regiounen hätte missen ophalen. Virun allem soll een de Baueren net pauschal schlechte Wëllen ënnerstellen, wann et dorëm geet, Efforten am Sënn vum Ëmweltschutz ze maachen.

No den etappeweis agefouerten „Cross-Compliance"-Oplage gouf Enn 2013 beschloss, fir déi nächst Finanzéierungsperiod am éischte Pilier vun den Direktbäihëllefen en neit Element anzeféieren, de sougenannten „greening".

Dat heescht näischt aneschters, wéi dass d'Baueren net nëmme Sue kréien, wa se zousätzlech Efforte maachen am Interessi vum Ëmweltschutz an der ländlecher Entwécklung, mä si kënnen och Bäihëllefe gekierzt kréien, wa se keng Efforten an dësem Sënn maachen. Domat gëtt hire Rôle als wichtegen Akteur am Beräich vum Landschaftsschutz ënnermauert an et gi kloer Fuerderungen u si gestallt, wat de Schutz vu Gewässer, vu Biodiversitéit an esou weider ubelaangt.

Et gëtt deemno eng grondleeënd Ëmstellung an eiser Perceptioun, wat d'Landwirtschaft soll leeschten, fir eis hierstellen. Wa mir d'Entwécklung vun eiser Grondwaasserqualitéit, vun der Biodiversitéit, vun der Qualitéit vun de Biedem an esou weider kucken, ass et dréngend noutwendeg, dass mer eis engagéieren, fir eng Verbesserung vun der aktueller Situatioun ze kréien.

Et gëtt keen Zweifel drun, dass d'Baueren an dësem Kontext e ganz wichtegen Akteur sinn. D'Fro ass awer, wéi mer dat maachen, well mir kënnen net permanent Fuerderungen a Contrainten eropsetzen, ouni gläichzäiteg déi néideg Hëllefstellungen ze ginn. D'Bauere musse fir hir Leeschtung bezuelt ginn, a wann de Konsument dat nëmmen zum Deel mécht, muss d'Gesellschaft de Feelbetrag ausgläichen.

Ee wichtegt Instrument an dësem Kontext ass natierlech de Programme de développement rural, deen opgrond vun de Kriticke vun der EU-Kommissioun muss nogebessert ginn. Ech wëll net am Detail op déi eenzel Elementer aus deem Programm agoen, well mir engersäits dee bei der EU-Kommissioun agereechten Entworf an eiser Kommissioun presentéiert kruten a well ech mer erwaarden, dass den Här Minister um Enn vun dëser Diskussioun ausféierlech op déi néideg Veränneerungen ageet, déi do gemaach ginn.

Ech wëll just e puer grondsätzlech Remarquë maachen, déi zum Deel iwwert de Kader vum Agrargesetz erausginn. Aus deem, wat ech bis elo gesot hunn, ergëtt sech, dass d'Erwaardungen, déi mir un d'Landwirtschaft stellen, villfälteg a grouss sinn, mat enger Tendenz, dass regelméisseg nei Fuerderungen derbäikommen. Gläichzäiteg besteet säit Joren den Drock op EU-Niveau, fir de Budget fir d'Landwirtschaft ze kierzen. Vu dass d'Präisser fir d'landwirtschaftlech Produkter der Entwécklung net Rechnung droen, musse mer regelméisseg an op eng fair an objektiv Manéier préiwen, ob d'Relatiounen tëschent de Suen, déi mir bereet sinn ze investéieren, an de Fuerderungen, déi mir un d'Bauere stellen, an engem korrekte Verhältnis zuenee stinn.

Wann et ëm d'Baueren aus den Entwécklungslänner geet, gesi mir ganz gutt, dass si kee faire Loun fir hir Aarbecht kréien, a mir probéieren, deem mat Labele vum fairen Handel entgéintzewierken. Mä mir mussen och derfir Suerg droen, dass d'Baueren an eise Regiounen e faire Loun fir hir Aarbecht kréien. E Bäitrag dozou kënnen de Stat an d'Gemengen ënner anerem leeschten, wa se bei der Vermaartung vun de lokale Produkter eng Hand mat upaken. Dat geschitt zum Deel iwwert d'Promotioun vun eise qualitativ héichwäertege Produkter an d'Bekanntmaache vun nationale Labelen.

Ee ganz positivt Beispill ass an dësem Kontext déi rezent Initiativ am Beräich vum Wäibau, fir iwwert d'Appellation d'origine protégée

d'Qualitéitsmerkmaler vun eise Lëtzebuerger Wäiner besser an de Vierdergrond ze stellen a fir de Konsument ebe siichtbar ze maachen.

De Stat an d'Gemenge sinn awer och selwer Client, an et wier wichteg, wann d'ëffentlech Hand bei hiren eegene Commanden déi lokal Produzente méi staark géif berücksichtegen. Mir hu vill Strukturen, wéi d'Schoulen a Maisons relais, déi zesumme gekuckt een Impakt kéinten hunn, wa se systematesch lokal Produkter géife kafen, fir an hire Schoulrestauranten a Kantinnen ze verschaffen. An dësem Beräich gëtt et nach Potenzial, wat net ganz ausgeschëpft ass.

Natierlech muss d'Landwirtschaft esou produzéieren, dass se am Präis konkurrenzfäeg ka bleiwen. Eng Chance, fir neien Ufuerderunge mat Erfolleg ze begéinen, hunn d'Baueren am Prinzip just, wa se vun den techneschen Innovatioune kënne profitéieren. Dofir ass et wichteg, dass mir an der Formatioun an an der Recherche an dësem Beräich konsequent weider investéieren.

De Bau vun enger moderner, adequater a praxisbezunnener Akerbauschoul, fir déi mer jo de Standuert elo fonnt hunn, ass vu grousser Noutwendegkeet. Dëst Element ass immens wichteg, wa mer de Bauere wëllen hëllefen, noutwendeg Upassungen a Verännerungen ze maachen, ouni finanziell Nodeeler dervun ze hunn.

Mir wëlle jo méi eng grouss Diversitéit an eiser Landwirtschaft, méi Waasserschutz, eng besser Buedemqualitéit, manner Pestiziden, méi en héijen Undeel u Biolandwirtschaft, e Bäitrag vun der Landwirtschaft zur Produktioun vun erneierbaren Energien an esou weider, da musse mer och derfir suergen, dass d'Bauere beschtméiglech Praktike kënnen notzen, fir sech ëmzestellen a vun dësen Innovatioune kënnen ze profitéieren.

Den Här Minister wäert eis an dësem Kontext sécher herno och soen, wou mer sti beim Opbau vun engem Kompetenzcenter fir d'Landwirtschaft, deen an den Ae vun der LSAP e wichtege Bausteen ass, fir dës Ziler ze erreechen.

Wann d'Baueren eng aktiv Roll am Ëmweltschutz a beim Erhale vun de Kulturlandschafte solle spillen, dann ass d'Landwirtschaft net nëmmen eng Saach vum Landwirtschaftsminister. Mir brauchen eng enk Koordinatioun tëschent dem Landwirtschafts- an dem Ëmweltminister. Et ass eng Verzerrung vun der Realitéit, wann de Landwirtschaftsminister no baussen deen ass, deen d'Subside verdeelt, an den Ëmweltminister deen ass, deen iwwerall Oplage mécht. D'Kommunikatioun tëschent de Ministèren an Administratiounen, mä virun allem mat dem betraffene Secteur selwer ass dofir e ganz wichtegen Aspekt. A wann een d'Echoen aus dem Milieu lauschtert, kann et hei sécherlech nach Verbesserunge ginn.

Et ass ëmsou méi wichteg, well jo an nächster Zukunft eng Rei vun Neierungen am Beräich vum Ëmweltschutz ugekënnegt ginn. Nodeem d'Projete fir déi nei Plan-sectoriellen zréckgezu gi sinn, ass jo décidéiert ginn, dass eenzel Pläng net méi esou staark an den Detail solle goen an dass Elementer dovunner sollen an déi spezifesch Legislatiounen afléissen. Dat gëllt virun allem fir verschidde Schutzzonen, déi iwwer Gesetz a Règlements grand-ducaux festgeluecht ginn an net mussen iwwer e Plan sectoriel festgeschriwwe ginn.

Zënter Jore gëtt schonn dru geschafft, all dës Zone prezis auszeweisen a kloer Regelen opzestellen, wat fir Aktivitéite kënnen an dësen Zonen akzeptéiert ginn a wat fir eng Aschränkunge musse respektéiert ginn. Et goufe gutt Fortschrëtter dobäi gemaach, mä dee Prozess ass nach laang net ofgeschloss a soll an enker Consultatioun mat deene betraffene Bauere gemaach ginn.

Et versteet een hir Suerg, dass ëmmer méi e groussen Undeel vun de landwirtschaftleche Flächen an eng Schutzzon erageholl ginn a si domat ëmmer méi Contraintë mussen akzeptéieren. Zumindest musse si eng korrekt a prezis Informatioun iwwert d'Evolutioun an dësem Beräich hunn, fir kënnen déi néideg Upassungen ze maachen. Wéi all anere Betrib brauch e Bauerebetrib Previsibilitéit a muss deen zukünftege legale Kader kennen, fir kënnen ze plangen.

Wann d'Plans sectoriels iwwerschafft ginn, muss och nach eemol iwwert d'Iwwerschaffe vun Zonen nogeduecht ginn, déi explizitt der Landwirtschaft virbehale sinn. Et war jo do d'Absicht vun der Regierung, fir am Plan sectoriel «Paysages» dës Zonen als „zones agricoles protégées" auszeweisen. Mir wäerten dës Diskussioun sécher nach eemol méi am Detail féieren, wa mer dat iwwerschafftent Naturschutzgesetz an d'Chamber kréien. Mir wäerten do och d'Geleeënheet kréien, ganz konkret iwwert déi Problemer ze schwätzen, déi sech am Kader vun de Kompensatiounsmesuren erginn.

Wéi et jo och schonn e puermol ugeschwat gouf an dëser Debatt, wollt ech awer virun allem op d'Aart a Weis agoen, wéi de legale Kader definéiert a spéider interpretéiert gëtt. Mä dat wäert jo dann an nächster Zukunft och kommen.

Et ass eng schwiereg, awer och eng ganz wichteg Aufgab vum Ministère a senge Beamten, dee legale Kader esou ze schafen, dass e méiglechst transparent a kloer fir jiddwereen ass, dass ee schonn am Viraus weess, wat machbar ass a wat net, an deen trotzdeem genuch Flexibilitéit léisst, fir de konkrete Situatiounen um Terrain kënne Rechnung ze droen. D'Regelen däerfen net esou rigid sinn, dass an der Praxis onsënneg Contrainten entstinn, an d'Flexibilitéit däerf net zu arbiträren Décisioune féieren, déi à la tête du client getraff ginn, well dëst verhënnert d'Akzeptanz vun enger méi konsequenter Ëmweltpolitik.

Mir gesinn dat am Moment ganz gutt am Kontext vum Artikel 17 vum Naturschutzgesetz, wou d'Décisiounen iwwert d'Biotope souwuel vun de Bauere wéi och vun de Gemengen zum Deel staark contestéiert sinn. Ganz ähnlech gesäit et aus, wann deen administrativen Opwand esou héich gëtt, dass en a kengem Verhältnis méi steet mat den Ziler, déi een eigentlech wëllt erreechen. Et ass verständlech, dass, wann een an esou enger komplexer Matière fir ganz ënnerschiddlech Zilsetzunge Regelen opstellt a Subside vergëtt, dat net ouni e gewëssene Verwaltungsopwand ze maachen ass. Dat ass kloer. Dëse soll awer esou kleng wéi méiglech sinn. An do, wou et méiglech ass, sollen d'Baueren och gehollef kréien.

D'Regierung ass ugetrueden, fir méi effikass an effizient ze schaffen. D'Simplification administrative ass e wichtegen Deel vun deem Exercice a betrëfft och d'Ëmweltpolitik. Déi Froen, déi mir eis hei also musse systematesch stellen: Hunn déi bestehend Regelen a Prozeduren eis méi no un eis Ëmweltschutzziler bruecht? Gouf et just eng Verbesserung um Pabeier oder huet sech déi real Situatioun verbessert? Brénge verstäerkt Regelen an Oplage méi? A kënne mir déiselwecht Ziler net mat manner schwéierfällege Prozeduren a manner deieren Etüden erreechen?

Mir hunn nëmmen dann eng Chance, eis Ziler am Ëmweltberäich ze erreechen, wann all Akteuren un engem Strang zéien. Nëmme wann déi virgeschriwwe Mesuren effikass an novollzéibar sinn, wäerte se och op Akzeptanz stoussen. E System vun Zuckerbrot und Peitsche eleng wäert sécher net zu deem gewënschte Resultat hei féieren.

Ëmweltschutz fonctionnéiert do am beschten, wou all déi Betraffe sech eens sinn iwwert de Sënn an d'Bedeitung vun deenen entspriechende Mesuren. Een Austausch tëschent der betreffender Verwaltung an de Baueren, deen op engem gewëssene Vertrauensverhältnis baséiert, ass mindestens esou wichteg wéi e puer Honnert Säite Virschréften.

D'LSAP-Fraktioun ass zouversiichtlech, dass de Gros vun de Bauere bereet ass, an eng nei Richtung ze goen, wa si déi noutwendeg Begleedung an Ennerstëtzung kréien. Loosse mer awer och an der Zukunft den aktive Bauer ënnerstëtzen a virun allem hien net mat administrativer Aarbecht zoutippen! Säin Job, seng Aarbecht ass méi technesch-fachlech ginn, mä seng Plaz ass nach ëmmer um Feld, am Stall a bei sengen Déieren.

An dësem Sënn steet d'LSAP-Fraktioun fir eng weider wichteg Roll vun dësem Secteur a wäert, wéi vum viregte Landwirtschaftsminister Romain Schneider an d'Wee geleet, op eng nohalteg Landwirtschaft setzen, mat Akzent op héichwäertege Qualitéitsprodukter.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Arndt. Als nächste Riedner ass den Här Henri Kox ageschriwwen. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, fir d'Éischt wëll ech der Madame Hansen awer Merci soe fir d'Initiativ, hei kënnen eng Interpellatioun iwwert d'Landwirtschaft ofzehalen. Ech hätt mer awer elo gewënscht, no Ärem Virtrag hei oder no Ärer Ried, dass mer dann eng gemeinsam Interpellatioun eng Kéier maachen, Ëmwelt- an Agrarpolitik. Et ass schued, dass hei Saachen awer behaapt ginn, wou déi zoustänneg Ministeren oder de Statssekretär dann net direkt kënnen drop äntwerten. Ech wäert probéieren, an der Debatt dann net ze vill polemesch awer trotzdeem déi eng oder aner Ausso hei e bëssen ze korrigéieren.

Och ech hu mer am Virfeld Gedanke gemaach an ech hunn emol déi Debatten e bëssen nogelies a mengem eegenen Archiv. Schliisslech sinn ech jo och schonn e bësse méi laang hei, scho bal eelef Joer, a mir haten an deenen eelef Joer siwen, aacht, souguer néng gréisser Debatten iwwert d'Agrarpolitik. Fir mech selwer, 2004, eng vu mengen éischte Rieden, dat war eng Interpellatioun iwwert d'Landwirtschaft.

An 2012 war zum Beispill eng Interpellatioun hei an der Chamber vum jëtzege Minister Etgen, deen och d'Initiativ ergraff hat, fir iwwert d'Landwirtschaft hei ze schwätzen, a méi speziell iwwert déi biologesch Landwirtschaft. An ech wäert och méi spéit dorobber zréckkommen. Dertëschent war dann eng Kéier de Wäibau, et war d'Agrargesetz, de Päerdsskandal, de Mëllechsecteur an, an, an. Et waren der jett.

Dir stellt Iech d'Fro, firwat ech dat elo soen. Mä effektiv, esou wéi mäi Virriedner, de Gusty Graas, gesot huet vun den Debatten aus den 90er Joren: Effektiv si vill Saachen hei gesot ginn, déi och deemools déiselwecht Problematik opgeworf hunn! An ech soen, ee Problem ass effektiv d'Conciliatioun tëschent der Ëmwelt- an der Agrarpolitik, wou, mengen ech, awer och zumindest am Secteur oder de Secteur selwer sech nach ëmmer deels schwéierdeet, zumindest een Deel vum Secteur, deen net dee wichtege Rôle vun der partnerschaftlecher Unerkennung vun deenen zwee Beräicher unerkennt. An ech denken, dat ass schued.

Et kann nëmme goen, wa mer eng kohärent Ëmwelt- an Agrarpolitik gemeinsam maachen, well proppert Waasser, gesonde Buedem, reng Loft, déi dräi wichtegst Elementer vun enger nohalteger Landwirtschaft, mussen Hand an Hand kënne goen, an d'Liewensmëttelproduktioun, déi mer all gären hunn, kann nëmmen am Respekt och vun der Natur a vun der Ëmwelt gemaach ginn.

An da muss een awer soen: Leider ass et awer weder mat eisem Drénkwaasser nach mat dem Buedem nach mat eiser Loft gutt hei zu Lëtzebuerg bestallt. Wéi eng Interessen och ëmmer do derhannert sinn, dës evident Tatsaach net ze erkennen an den „Weiter-so" ze propagéieren an d'Verkünder vun der schlechter Noriicht ëmmer nees an den ideologeschen Eck wëllen ze drécken, dat fënnt bei mir jiddefalls kee Versteesdemech.

Ech wëll dann awer direkt am Virfeld zu dëser Debatt kloerstellen, dass dëse schlechten Zoustand vun dem Waasser, vun dem Bueden oder och nach der Loft net eleng der Landwirtschaft däerf an och kann zougeschriwwe ginn. Et ass awer leider nun eng Tatsaach, dass d'Landwirtschaft awer e gudden Undeel zum Verloscht vun der Biodiversitéit an der offener Kulturlandschaft bäigedroen huet an och fir verschidden Ëmweltschied an deene virgenannten Elementer Verantwortung muss iwwerhuelen.

Ech nennen der awer hei e puer. Dat ass éischtens d'Grond- an d'Oberflächewaasserverschmotzung duerch Pestiziden an Nitrater, de Réckgang vun der Biodiversitéit, eng deels Banaliséierung an d'Veraarmung vun eiser Kulturlandschaft, de bedrohleche Réckgang vun eise Beiekulturen. An awer och ee Fall, deen oft vergiess gëtt an der Landwirtschaft selwer, dat ass hir eege Gesondheet. Ech mengen, am Kader vum Pestizidegesetz hat mäi Kolleeg Gérard Anzia dat schonn emol eng Kéier erwähnt. Och dat misst een, mengen ech, méi thematiséieren an zesummen och mat der Landwirtschaft drop hiweisen, dass mat dem Ëmgang mat Pestiziden och gesondheetlech Schied fir de Secteur selwer zréckbleiwen.

Mä no deenen eelef Joer, wou ech dann effektiv hei derbäi sinn, sinn d'Erausfuerderunge fir d'Landwirtschaft natierlech och ëmmer méi grouss ginn a si sinn effektiv enorm. Mä vill vun deenen Dossieren, déi mer deemools thematiséiert hunn, hätt een awer scho kënne laang upaken an et hätt een zesumme mat der Landwirtschaft awer scho kënnen Alternativen opbauen.

An ech kucken do op e Virgänger am Ëmweltministère oder och nach Virgänger, déi am Agrarsecteur geschafft hunn. Ech mengen, haut wëllen der jëtzeger Regierung Virwërf ze maachen iwwert d'Oplagen, déi ze grouss wären, do sinn awer, mengen ech, net d'Oplagen de Problem, mä éischter d'Alternativ, déi awer vergiess ginn ass, all déi Joren zesummen ze sichen.

Ech verstinn och den Onversteesdemech deels am Secteur dann, wann déi Politik haut méi konsequent an zilorientéiert wëllt virgoen. Jo, et geet vläicht net méi esou, wéi dat an der Vergaangenheet gemaach ginn ass. Et muss een no gewëssene Kritäre verschidde Saachen ëmsetzen. An dat, mengen ech, ass des Ëfteren och gesot ginn an dat wäert och konsequent hei kënnen duerchgezu ginn.

Dass den Optimismus da vläicht am Secteur e bëssen de Moment op der Streck bleift, mengen ech, ass awer schued. De Koalitiounsprogramm, wann Der Iech deen nach eng Kéier ukuckt, weist jiddefalls eng optimistesch Zukunft op an e weist an déi richteg Richtung, well et sinn eng ganz Rei vu Moossnamen, déi do kënnen opgewise ginn an déi zesumme mam Secteur kënnen ëmgesat ginn.

Bon, éier ech elo méi konkret op déi eenzel Politikfelder wëll agoen, wëll ech awer och nach eng Kéier op d'Missiounen dann agoen, well déi och an der Interpellatioun hei opgewise gi sinn.

Jo, de Grondprinzip bleift nach ëmmer deeselwechten och fir eis, nämlech eng nohalteg Entwécklung unzestriewen. Op d'Landwirtschaft bezu bedeit dat näischt aneschters, wéi dass d'Landwirtschaft an Aklang mat der Ëmwelt an Natur bruecht muss ginn. D'Leitbild vun eiser nohalteger Landwirtschaft bleift, Dir kënnt Iech dat jo virstellen, nach ëmmer de biologesche Landbau.

Ech widderhuelen awer gären nach eng Kéier aus fréieren Debatten, wéi eng Erwaardungen d'Landwirtschaft u sech muss erfëllen niewent hirem wichtege Rôle, an dat ass scho virdrun emol thematiséiert ginn, vun der Liewensmëttelproduktioun. Et sinn u sech fënnef Kategorien.

Dat Éischt ass natierlech och aus Siicht vun dem Konsument. De Konsument verlaangt haut, an zu Recht, Liewensmëttel an ausräichender Quantitéit, awer virun allem Qualitéit. Wann een iwwert de Konsument schwätzt, muss een natierlech och vum Konsument verlaangen, dass e weess, dass en dat net zum Nulltarif ka kréien. An da kënnt awer och e Problem, dass haut 50% vun de Liewensmëttel an Europa am Schnëtt ewechgehäit ginn. De Rôle vum Konsument an där ganzer Debatt ass net ze vernoléissegen.

Zweete Punkt, deen ech erwähne wëll, dat ass den Déiereschutz. Begréffer wéi „aartgerecht Déierenhaltung" si ganz wichteg, ech mengen, dat sollt och thematiséiert ginn. Mir haten Debatten, de Päerdsskandal, fir anerer nëmmen ze nennen. Mir hate fréier nach aner Problemer hei.

Den Déierentransport ass virdrun erwähnt ginn. Och haut ginn d'Schwäin an Italien gefouert, fir eng gewëssen Zort Ham hei kënnen dann erëm ze konsuméieren. Mä déi gi lieweg dohinnergefouert.

Den Aarteverloscht, de Réckgang vun der Biodiversitéit ass dramatesch, besonnesch wann ech d'Beiestierwen hei wëll erwähnen. An och do huet de Konsument seng Verantwortung mat ze iwwerhuelen.

An dann natierlech aus Siicht vun Natur- an Ëmweltschutz, wéi d'Erhale vun der Kulturlandschaft. Jo, eis Landschaft ass iwwer all déi Jorhonnerten duerch Mënschenhand entstanen. Déi soll entspriechend awer och haut net mir näischt dir näischt a Fro gestallt ginn. Dat heescht, d'Produzéiere muss am Aklang mat der Ëmwelt geschéien; Waasserschutz, Buedemschutz, fir nëmmen déi ze nennen.

Dann natierlech e wichtege Punkt, dee wichtegsten, dat ass d'Landwirtschaft selwer. D'Landwirtschaft haut muss kënnen hire Liewensënnerhalt iwwert d'Produkter vun der Landwirtschaft och erwirtschaften. Da muss een awer éierlecherweis och soen, dass déi Landwirtschaft iwwer all déi Joren deels awer och falsch Investitioune gemaach huet. D'Iwwerkapitaliséierung an de Betriber hei zu Lëtzebuerg ass e Problem. Dee gëtt och all Kéiers all Joer ëmmer erëm erwähnt, wann dee sougenannten - wéi heescht en? - „Buchführungstag" ass vum SER.

Den SER selwer seet iwwer Jore schonn: Léif Landwirtschaft selwer, léiwe Secteur, passt op, wéi eng Investitiounen Dir maacht, dass do u sech net iwwerdriwwe gëtt! An et ass och deels Gelder aus enger anerer Quell agesat ginn, fir eng Landwirtschaft hei ze bedreiwen. Dofir ass et wënschenswäert an och richteg, dass am neien Agrargesetz erëm eng Plafonéierung eragefouert ginn ass, wat d'Investitiounskäschte betrëfft, dat heescht do, wou vill Betriber sinn an eng falsch, iwwerdriwwen Investitiounspolitik gemaach gëtt.

An ee Punkt ass nach vu kengem virdrun hei erwähnt ginn. Och dee soll awer erwähnt ginn, dat ass aus Siicht vun dem Klimaschutz. Och d'Landwirtschaft huet hire Bäitrag am Beräich

vum Klimaschutz ze iwwerhuelen. Wat kënne si, wat musse se a wou si Stellschrauwen, déi si selwer kënne maachen? Besonnesch am Virfeld och vun der Klimakonferenz zu Paräis ass et wichteg, dat ze thematiséieren.

Dës fënnef Punkte gesi mir als e Leitbild vun enger nohalteger Agrarpolitik, enger Agrarpolitik, wou eng Landwirtschaft am Déngscht vun der Gesellschaft - am Déngscht vun der Gesellschaft - op Multifunktionalitéit berout. Multifunktionalitéit bedeit dobäi, dass niewent der Grondaufgab vun der Landwirtschaft, nämlech der Liewensmëttelproduktioun, och wichteg Gesellschaftsaufgaben ze iwwerhuele sinn. Dëse Sprong an eng multifunktionell Landwirtschaft muss duerch eng zilorientéiert Politik begleet ginn, mat kloere Virgaben an Hëllefstellungen, déi duerch gesellschaftlech Transfergelder Ënnerstëtzung fënnt.

Beispill: Drénkwaasserschutz gëtt et effektiv net zum Nulltarif. Wa Produktiounsausfäll a Waasserschutzzonen ze bekloe sinn, esou mussen déi duerch Transfergelder opgefaange kënne ginn. Ouni dës Transfergelder kréie mer d'Landwirtschaft nämlech net direkt mat an d'Boot.

Niewent dësen Hëllefstellunge muss awer och nach méi verstäerkt op eng besser Aus- a Weiderbildungsméiglechkeet gesat ginn, eng Landwirtschaft, wou d'Wettbewerbsfäegkeet fir d'Éischt op engem Wëssensvirsprong an op Wëssensuwendung berout. Dës Froen a Siichtweise féieren automatesch zu engem Katalog vu Kritären. D'Émsetzung vun dëse Kritären erfollegt mat entspriechenden Instrumenter a Moossnamen, déi der Landwirtschaft bei der alldeeglecher Aarbecht hëllefen.

Dës Instrumenter, an dat ass ëmsou méi wichteg, si kee Selbstzweck! An do, mengen ech, hu mer an der Vergaangenheet awer och deels net richteg ëmgesat. Déi mussen awer och an engem Monitoring, an enger Evaluatioun kontinuéierlech op hir Wierkungsweis iwwerpréift an ugepasst kënne ginn. Hei deet sech bekanntlech awer d'Landwirtschaft schwéier, well d'Kontroll bekanntlech ni gäre gesi gëtt. Awer ouni eng Kontroll, ouni eng Iwwerpréiwung vun de sëlleche Moossname kann ee keng richteg Evaluatioun maachen. A keng richteg Evaluatioun mécht och keng weider gutt Politik, fir déi richteg Weichen ze stellen.

D'Landwirtschaft brauch dofir och nei Visiounen, well Visioune bilde Chancen, a Chancë fir eng Landwirtschaft, déi hir Plaz och an enger héich moderner Déngschtleeschtungsgesellschaft huet!

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, vun där méi abstrakter Ausso vu virdrun elo vläicht zu deene méi konkreten Ureegungen a Froen och un eise Minister.

Madame Presidentin, ech wëll dann direkt och hei meng Befaangenheet awer matdeelen. Ech wëll dofir net de Reproche gemaach kréien, ech hätt elo pro domo geschwat. Dofir wëll ech dat och soen, well Dir kënnt Iech jo elo virstellen, dass ech awer e bëssen iwwert d'biologesch Landwirtschaft wëll schwätzen, eng Debatt, déi de Minister selwer jo virun dräi Joer hei ugestouss huet.

Dat war eng ganz wichteg Debatt, mat och ganz wichtegen Aussoen. Ech wëll dofir een oder deen anere Saz hei awer zitéiere vun deemools: „Et geet eis drëm, datt mer dat Potenzial, wat d'Biolandwirtschaft hiergëtt, besser notzen. Et geet eis drëm, datt déi politesch Aussoe vun haut konkret Schrëtt um Terrain no engem Méi u Biolandwirtschaft sollen ausléisen." Dat ass e Saz, deen ech och direkt kann ënnerschreiwen.

A weider steet do oder hutt Der gesot: „D'Landwirtschaft brauch e leidenschaftleche Plädoyer fir d'Qualitéit a Regionalitéit als Entwécklungsstrategie. Den Aktiounsplang fir Biolandwirtschaft ass eng Imagecampagne fir d'gesamt Landwirtschaft. Bio soll fir déi Lëtzebuerger Landwirtschaft den Imageträger par excellence sinn.

Här President, wa mer de politeschen" - oder Madame Presidentin - „Wëllen hunn, fir d'Biolandwirtschaft ze förderen, d'Offer vu Lëtzebuerger Bioprodukter an d'Luucht ze schrauwen, da musse mer zousätzlech Efforten am Kader vum nationalen Aktiounsplang maachen, fir méi Betriber ze iwwerzeegen, op Bio ëmzeklammen."

Also wéi gesot, Här Minister, ech kann Iech do nëmme voll ënnerstëtzen, dat ëmzesetzen.

An et schwätzen och eng ganz Rei ekonomesch Virdeeler fir de Biolandbau hei zu Lëtzebuerg. Haut gëtt e Lëtzebuerger an der Moyenne 153 Euro pro Persoun a Joer fir Bioprodukter schonn aus. D'Chancen also am Ganzen: 153 mol - wou si mer haut? - 565.000 Awunner, dat mécht e Betrag vu 87, soe mer 90 Milliounen Euro, déi iwwert de Biolandbau hei kënnen erwirtschaft ginn.

Et muss een awer feststellen, dass mir hei zu Lëtzebuerg nach ëmmer bei 3% bis 4% stagnéieren. Dat heescht, vill vun deene Gelder, déi haut hei zu Lëtzebuerg fir de Biokonsum ausgi ginn, bleiwen net an der Lëtzebuerger Landwirtschaft, mä ginn iwwert d'Grenzen eraus, well mer net déi néideg Nofro hei zu Lëtzebuerg kënne befriddegen.

Dës Chancë mussen dofir am neien Agrargesetz gesat ginn, dass mer och dat Potenzial voll kënnen ausnotzen. Wann ech virdru vu Chancen a Visioune geschwat hunn, esou musse se hei och da gesat ginn. Mir waarden...

Jo, Madame Presidentin?

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Kaes. Här Kox, erlaabt Der, dass den Här Kaes Iech eng Fro stellt?

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Jo, den Här Kaes däerf mer selbstverständlech eng Fro stellen.

M. Aly Kaes *(CSV).*- Merci, Madame Presidentin. Ech wollt u sech den Här Kox froen, wéi hien dann déi Iwwerleeung, déi d'Madame Hansen virdrun ënnerstrach huet, fir datt een net e ganze Betrib direkt op Bio sollt mussen ëmswitchen, wéi hien dat gesäit, ob een dat och etappeweis kéint maachen. Well da wier héchstwahrscheinlech, esou wéi dat virdru gesot ginn ass, da wier héchstwahrscheinlech nach esou munche Betrib bereet, an déi Richtung ze goen, wann e kéint etappeweis, an net all Produktioun, déi e gegebenenfalls huet, mä wéi gesot etappeweis op eng Bioproduktioun de Betrib ëmstellen.

Wéi hien dat, wéi den Här Kox dat gesäit, ob en dat eng gutt Saach géif fannen oder ob en déi Meenung vertrëtt, wéi se eben hei am Land vertruede gëtt, datt alles misst mateneen ëmgestallt ginn.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Bon, ech däerf gär drop äntwerten. Si ass och ze beäntwerten. Mä et ass fir d'Éischt en europäeschen Dossier, deen an der EU-Kommissioun ganz negativ beachtet gëtt, well d'Gefor vun dem gewëssene Greenwashing ass natierlech do.

Dat heescht, dass e Betrib, dee sech véier, fënnef, zéng, fofzéng Prozent Bio a sengem Regal wëllt maachen op d'Hierstellung, da gäre mat deenen 100% awer werbt: Ech sinn e Gréngen, ech hu gréng Produkter! An et ass vis-à-vis vum Konsument, nämlech d'Éierlechkeet vis-à-vis vum Konsument, deen och betruecht gëtt als Vis-à-vis.

Wann d'Trennung kloer gekennzeechent ass, ass absolutt kee Problem. Ech gesinn och an, dass een Trape muss maachen, fir op eng gewëssе Stuf ze kommen. Mä d'Endzil, d'Endzil muss ëmmer nëmmen 100% kënne sinn, well soss besteet d'Gefor, muss ech éierlecherweis soen, an dat huet jo d'EU-Kommissioun a verschiddenen Etüden erausgestallt, dass e Greenwashing ka gemaach ginn, andeems ee just déi 5% mécht, domat awer wëllt herno 100% als gréng verkafen. Ech kommen awer vläicht an der Debatt nach eng Kéier kuerz dorop zréck.

Also mir waren eis an der Debatt awer virun dräi Joer kloer, dass u sech d'biologesch Landwirtschaft muss weider Ënnerstëtzung fannen. D'Ureizer mussen deemno och entspriechend gesat ginn. De Wiessel op biologesch Landwirtschaft muss sech kënne rechnen. An dofir, Här Minister, ass et ganz wichteg, déi Virdeeler och dem Secteur weiderzeginn, an et muss een awer och d'Wichtegkeet ervirhiewen, dass et sech fir deen Eenzelnen och rechent.

Dofir däerf de Cumul oder muss de Cumul och kënne bei de biologesche Betriber gemaach ginn, wa se a gewëssen Zonen Oplage kréien. An et kann net sinn, dass de Cumul vun de sämtleche Primmen an enger konventioneller Landwirtschaft op eemol besser dosteet wéi de biologesche Betrib, dee vill méi positiv Auswierkungen awer op d'Land an op d'Natur huet.

An ech wëll awer och hei d'Jongbaueren an d'Jongwënzer eng Kéier zitéieren, an enger Table ronde, an do wor de President Tom Boonen (veuillez lire: Jeff Boonen), deen dat gesot huet an där Table ronde - ech mengen, Här Minister, Dir waart och derbäi virun dräi, véier Wochen eng Kéier um Radio - vu méi couragéierten Aussoe vun der Politik, déi wieren duerchaus verlaangt.

A fir mech ass et keng Utopie, och wa mer haut stagnéiere bei 4% oder 4,2% Biolandwirtschaft, dass mer bis 2020 duerchaus déi 10% kënnen erreechen. A mir sollen eis dat och op de Fändel schreiwen, fir déi kënnen ze erreechen, well si stinn och am Plan national du développement durable. Dofir wäre mir frou och, wa mer eis ambitiéis Ziler géife setzen, fir och kënne weider dorun ze schaffen.

Da kommen ech zu der klassescher oder konventioneller Landwirtschaft, wou gesot gëtt, déi Ëmweltprogrammer am Agrargesetz wären deels am Widdersproch mat dem Naturschutz, oder ëmgedréit den Naturschutz am Widdersproch mat der Agrarpolitik. An do sinn ech och op en Artikel gestouss - ech mengen, et ass virdru schonn eng Kéier gesot ginn -, wéi eng Schutzzone mer effektiv hei am Land hunn. Déi, déi sech dofir interesséieren, hunn dat och gelies an enger Lëtzebuerger Bauerenzeitung vum 7. Mee.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Effektiv hu mer eng ganz Rei vu Schutzzonen hei am Land. Ech nennen der e bëssen: Réserves naturelles, Natura 2000-Gebidder, Waasserschutzzonen, Schutzzonen ëm de Stauséi, Biotopkadaster, si si virdru genannt ginn. Ech schécken awer direkt viraus, dass dës Protektiounszone fir déi gréng keng Restriktioun fir d'Landwirtschaft duerstellen, mä e wichtegen a richtege Schutz vun eiser Ëmwelt an Natur duerstellen.

Dëst sinn Obligatiounen, déi déi jëtzeg Regierung an awer och déi viregt Regierungen zu Bréissel agaange sinn! En Netanhale kann deels deier gi bei dësem Netanhale vun deene Schutzzonen. Ech verweise gär dann hei op d'Problematik vun de Kläranlagen, wou mer eis laang an déi eegen Täsch gelunn hunn. Haut wësse mer, wat d'Pond Kiischte kascht. An ech wëll net muer hunn, dass d'Landwirtschaft d'Strofe muss bezuelen.

Déi Schutzzone si jo och net nei an déi entspriechend Ëmweltprogrammer och net! Et ass fir déi gréng och weiderhi kee Problem, do d'Landwirtschaft kënnen auszeüben. Et stellt sech natierlech d'Fro vum Wéi. Leider sinn an der Vergaangenheet dës Schutzzonen net mat där néideger Rigueur ënnerhale ginn.

Also, d'Moyenen eleng ginn net ëmmer duer, mä d'Resultater musse stëmmen. D'Kritäre vun engem Monitoring an enger Evaluatioun, wéi ech virdru gesot hunn, sinn dofir eminent wichteg! Also d'Obligation de moyens, wou mer d'Moyenen erasetzen, fir eppes ze rechnen, geet net ëmmer duer. Mir missten higoen op eng Obligation de résultats. D'Resultater um Terrain sinn déi wichtegst!

Une voix.- Très bien!

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Dat erlaabt mer, op en anert Thema dann eriwwerzegoen, dat sinn d'Stéchwierder Pestiziden an Drénkwaasser. Ech wëll elo net alles nach eng Kéier opwiermen, wat alles scho gesot ginn ass. Mir hate jo och schonn hei genuch Debatten doriwwer a mir haten an der Kommissioun och ganz vill schonn doriwwer diskutéiert. Ech wëll awer eppes hei soen: dass dat fir mech grad e Paradebeispill wär vun engem positive Beispill vum Zesummespill vu Landwirtschaft an Ëmweltschutz.

Ech hunn dat Beispill hei schonn an der Vergaangenheet zitéiert an ech zitéieren et nach eng Kéier: D'Stadtwerke München hunn et iwwer all déi Jorzéngte scho fäerdegbruecht mat hire Baueren am Einzugsgebiet vum Waasser vu München, vum Münchener Waasser, mat de Baueren do e Programm opzeleeë fir d'Reduktioun vun den Nitrater, andeems se opweisen, dass dat reduzéiert gëtt mat ganz konkrete Resultater. Vu Pestizide gëtt do net geschwat, well eng biologesch Landwirtschaft do bedriwwe gëtt.

Natierlech hu se missen Transfergelder brëngen, an déi Transfergelder komme vun de Stadtwerken, komme vun der Gesellschaft, fir de Baueren ze hëllefen an där Schutzzon, déi néideg Restriktiounen da kënnen och wirtschaftlech ze droen.

Dofir sinn ech frou, dass d'Regierung - an dat ass am positiven Zesummespill vun der Landwirtschaft an dem Ëmweltschutz - d'Waassergesetz deementspriechend wäert änneren, fir eben déi néideg Transfergelder fräizemaachen, fir deene Baueren, déi an deene Schutzzone musse schaffen, déi néideg Gelder zur Verfügung ze stellen, fir am Interessi vun der Gesellschaft - da muss dat awer och vun der Bauereschaft akzeptéiert ginn -, fir am Interessi vun der Gesellschaft och dat néidegt proppert Drénkwaasser ze liwweren.

Dat ass fir mech, fir eis eng richteg Win-win-Moossnam. Domadder kritt nämlech och d'Landwirtschaft e ganz positiven Imagegewënn an dobäi gëtt gläichzäiteg och d'Drénkwaasser fir Lëtzebuerg méi propper. Dofir ass et wichteg, Här Minister, dass och de Plan d'action «Pesticides» opgeluecht gëtt an och mat deenen néidege Pisten, mat deenen néidege Méiglechkeeten och dem Secteur dat gewise gëtt.

Stéchwierder Pestiziden a Beiestierwen: D'Beiestierwen huet mëttlerweil en dramatescht Ausmooss ugeholl, wat jiddwereen heibanne misst interpelléieren. Mir mussen eis endlech bewosst sinn, dass et ouni Beien zu kenger Bestäubung bei ganz ville Planze kënnt!

Ech wëll hei dann eng aner Lëtzebuerger Bauerenzeitung vum leschte Freideg zitéieren. Den Titel vum Artikel, ech hunn en och hei: „Komplexes Thema Bienensterben: weniger Ideologie, mehr Zusammenarbeit". An ech wëll awer op een Ausschnëtt zréckkommen an ech zitéieren do: „Wenn auf den konventionellen Rapsanbau wegen verschiedenster Verbote verzichtet würde, würden sich die Imker ins eigene Fleisch schneiden. Raps, heutzutage eine der wichtigsten Trachtpflanzen, dürfte sich im Bioanbau nämlich als äußerst schwierig gestalten."

Ech muss soen, ech war do e bësse schockéiert. Wann de Rapsubau déi eenzeg Trachtplanz soll sinn, musse mer eis wierklech Suergen ëm d'Ausriichtung vun eiser Landwirtschaft maachen, besonnesch wa kloergestallt gëtt, dass weiderhin am Rapsubau mat Pestizide geschafft muss ginn.

Op därselwechter Säit ass dann eng Foto ze gesi mat dem Ënnertitel - an ech weisen déi Foto: hei ass engersäits d'Beiestierwen an op där anerer Säit en Trakter, deen eng Wiss méit; näischt zu deem Méie vun där Wiss -, do steet dann: „Diese Woche konnte im Gutland unter günstigen Bedingungen der erste Grassilageschnitt eingefahren werden." Wat heescht dat? Op där enger Säit gi mer Raps ubauen, dee just nach mat Pestizide ka wuessen. An op där anerer Säit gi mer eist Grénglаnd ganz fréi méien, soudass kaum nach eng Blumm ka bléien, wann iwwerhaapt nach Blummen an deene Wise kënnen opkommen.

Haut heescht et, méi wéi dräi, véier...

(Interruption)

Loosst mech dat fäerdeg maachen, wann ech gelift.

...dräi bis véier Schnëtt am Grénglаnd ze maachen. Ech ka mech jiddefalls erënneren, an ech kommen aus enger landwirtschaftlecher Famill, dass fréier d'Wise voller Blumme stoungen. Si sinn zweemol geméit ginn.

Et ass fir mech déi Eesäitegkeet, dëse Sens unique vun der Landwirtschaft, dee mer amgaang sinn, ëmmer méi unzestriewen. A längerfristeg geet dat net op! Och déi gréng sti ganz kloer zu dem Grénglаnd. Mir sinn e Grénglаnd, mir mussen dee Standuert optimiséieren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech mengen, elo ass den Zäitpunkt, wou ech Iech ka froen, ob d'Madame Hansen Iech kann eng Fro stellen.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Jo.

Mme Martine Hansen *(CSV), interpellatrice.*- Villmools Merci. Ech muss mech just all Kéiers opreegen: Wann elo hei steet „der erste Grassilageschnitt konnte eingefahren werden" - ech hunn d'Zeitung och hei -, mä dann ass dat net extrem fréi! A wann ech hei gesinn, hei stinn iwwerall Pissblummen dran, dann ass et souguer wahrscheinlech, dem Gras no, vläicht schonn ze spéit, fir datt et eng anstänneg Energieleeschtung huet.

A mir mussen do, mengen ech, awer kënne soen: Wann eise Bauer net soll Fudder akafe goen, wann en net soll ëmmer Kraaftfudder kafe goen, da muss en dat, wat mer hunn, kënnen anstänneg notzen! An dat doten ass eng riicht Wiss, déi kann en anstänneg notzen. A mir hunn op där anerer Säit Hiwwelen, déi kënnen extensiv genotzt ginn, an do ginn dann zwee Schnëtt duer.

Mä Dir erënnert Iech, ech hu gesot, eng Landwirtschaft ass net méi vergläichbar mat virun 20 oder 30 Joer - ech hat gesot 50 Joer -, mä och net méi mat där virun 20 oder 30 Joer. Wann de Bauer dunn zweemol geméit huet, dann hat e wahrscheinlech och eng Mëllechleeschtung vu 6.000 Kilo oder 5.000 Kilo. A mat där Mëllechleeschtung...

M. Henri Kox *(déi gréng).*- 10.000!

Mme Martine Hansen *(CSV), interpellatrice.*- ...kann een elo net méi iwwerliewen. Dat geet net méi!

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Okay. Dat war méi eng Stellungnahm. An elo kommen ech un d'Fro, déi ech stellen, dat ass nämlech: Wéi eng Grénglandwirtschaft wëlle mer hei am Land? Wëlle mer zukünfteg ëmmer méi op déi Turbogesellschaft histeieren, dass mer haut eng Mëllechproduktioun mat 10.000 Kilo wëlle maachen, fir de chineesesche Marché haut ze eroberen?

Op wéi eng Käschten - stellen ech d'Fro -, op wéi eng Käschte geet et vum Import? Well fir déi Mëllechproduktioun ze kréien, brauche mer haut schonn en extremen Import vun och deels genmanipuléierte Fuddermëttel. An et ass dat, wat mer a Fro musse stellen!

Ech wëll net d'Verdamung vun enger Landwirtschaft hei maachen, mä ech wëll einfach d'Fro stellen, ob mer an Zukunft déi doten Ausriichtung wëlle maachen, wou de Secteur selwer opweist, dass de Rapsubau muss sinn, fir kënnen ze funktionéieren, dass de Rapsubau muss mat Pestizide gefouert ginn, wou Problemer do sinn; wou gesot gëtt, mir mussen dat am Aklang mat den Imker maachen.

An op där anerer Säit gi mer hin a mir géifen dat Grengland, wat mer haut bewirtschafte mat Grieser, déi eleng op deem Kraaftfudder opgebaut sinn - sécherlech musse mer doriwwer diskutéieren, ob dat Transfergeld muss ukommen -, mä dass mer reng Kraaftfudder wëlle maachen an eng monoton Grénglandschaft - eng gréng, vläicht wéinst der Faarf ganz flott -, mä d'Biodiversitéit ass fir mech awer dann total verluer!

An da kënnt derbäi, dass dee groussen Import, dee mer haut hu vu Fudder, wat an d'Lëtzebuerger Landwirtschaft abruecht gëtt, net méi op der landwirtschaftlecher Fläch hei am Land kann ausbruecht ginn. Wat ass d'Konsequenz? Mir mussen déi landwirtschaftlech Gülle oder Mëscht an d'Ausland féieren. Haut hu mer scho méi wéi 6.000 ha am Ëmland vu Lëtzebuerg beluecht, fir kënnen eng Landwirtschaft ze maachen.

An ech wëll einfach soen - bei de Wahlen ass dat jo ëmmer: Nach den Wahlen ist vor den Wahlen, dofir: nach dem Agrargesetz ist vor dem Agrargesetz -, mir setzen eis gären zesummen, fir iwwert d'zukünfteg Ausriichtung vun enger spéiderer Landwirtschaft, vun enger Landwirtschaft, déi op Nohaltegkeet opgebaut ass, am Detail ze diskutéieren.

Une voix.- Très bien!

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Ech wëll elo just nach e puer Wierder soen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir hutt d'Zäit opgebraucht.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Oh, ech war awer..., ech denke, wann ech...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech hunn Iech schonn annerhallef Minutt bäigi wéinst deene sëllechen Ënnerbriechungen.

Une voix.- Et waren der awer méi.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Et war awer méi.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also kommt zur Konklusioun!

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Ech kommen zur Konklusioun. Ech halen och dann direkt op. Ech wëll just awer de Wäibau net vergiessen. Ech mengen, déi AOP, déi elo gemaach ginn ass, ass ganz wichteg fir d'Lëtzebuerger Musel, well se awer op e Qualitéitssprong erëm hindeit. Ähnlech wéi mam Crémant, deen e Succès ass, sinn ech och sécher, dass do e Succès erauskënnt.

Ech wëll awer nach ee Wuert zum Helikopter soen, well mer deels do an enger ganz polemescher Hisiicht sinn, wou ech deels och, an dat muss ech awer och hei éierlech soen, perséinlech ugegraff ginn, an ech weess nach net firwat! Mä ech mengen, an do wëll ech awer gären op d'Vergaangenheet kucken, viru 15 Joer, wéi ech an eisem Betrib mat menger Fra do och de biologesche Wäibau propagéiert hunn, do waren d'Reaktiounen déiselwecht, déi Reaktiounen: Mat dem Biowäi maache mer d'Lëtzebuerger Musel futti!

Dat ass net de Fall! An haut sinn ech frou doriwwer, stolz och deels, dass e grousse Betrib och op Biowäibau ëmgeklommen ass an haut just vläicht op fënnef Hektar schonn dat mécht. Awer d'Zukunft weist, dass dat e grousse Marché ass. An ech wëll awer drop hiweisen, dass déi Iddien, déi aus dem biologesche Landbau komm sinn, nämlech dass eng Begrünung an dem konventionelle Wäibau gemaach ginn ass, sécherlech op déi Erfahrungen zréckzeféiere sinn, déi am Biowäibau gemaach gi sinn.

An dann zum Schluss: Elo ass Présidence - et soll ee jo ëmmer positiv iwwert d'Land erausgoen -, hoffe mer, dass de Crémant dann e grousse Stellewäert kritt bei deene sëllechen Iessen. Denkt och un de Wäisswäin! An ech hunn héieren, d'Wënzer hu mer dat gesot, et wär awer nach ëmmer auslännesche roude Wäin, deen nach géif geholl ginn. Ech mengen, mir hu mëttlerweil op der Musel och gudde Lëtzebuerger roude Wäin. Fir d'Présidence wär dat ganz wichteg.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Kox. An den nächste Riedner ass de Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, Merci alle Virriedner. Et ass eng ganz interessant, passionnant an zum Deel och ganz schéin technesch Debatt.

Fir all déi, déi eis nolauschteren an net aus der Landwirtschaft sinn, muss ee soen, wa mer hei iwwer Landwirtschaftspolitik schwätzen, dann ass dat och ganz vill EU-Politik. D'EU-Agrarpolitik aus dem leschte Jordausend huet, Gott sei Dank, ausgedéngt. Mir kënnen eis erënneren, wa mer deemools moies wakreg gi sinn, hu mer héieren um Radio vu Botterbierger a vu Mëllechséien. An haut ass et Fakt, datt mer net wëssen, wéi mer déi néng Milliarden Äerdebierger, déi mer 2050 wäerten hunn, sollen ernähren. An ernährt gëtt de Mënsch nun eemol vun Agrarprodukter. An duerfir ass déi Diskussioun hei esou wichteg.

Mat ëmmer manner Waasser, mat ëmmer manner Dünger, mat ëmmer manner Energie, op ëmmer manner Land sollen eis Baueren ëmmer méi ëmweltverträglech ëmmer méi produzéieren. An dat bei deene Maartpräisser, déi mer kennen. Et ass ganz einfach utopesch!

Gläichzäiteg profitéiere mir alleguerten als Gesellschaft, als Bierger vun der Landwirtschaft, vun hire Produkter, mä och vun deem, wat se leescht fir d'Natur, an et ass hei scho gesot ginn, fir d'Ëmwelt, fir d'Weeden, fir eng diversifizéiert Natur.

Duerfir ass meng éischt Konklusioun: Dat, wat eis Baueren an alleréischter Linn brauchen, wat eis Landwirtschaft brauch, ass nees Unerkennung a Respekt duerch d'Bierger, mä och a virun allem duerch eis Politik.

Respekt eleng geet awer net duer: „Erst kommt das Fressen, dann kommt die Moral". D'Akommessituatioun vun de Baueren ass hei ugeschwat ginn. Wéi d'Majoritéit hei hire „Spuer-" alias „Bezuelpak" virgestallt huet, ass d'Landwirtschaft uerg gebeidelt ginn. Nei Taxen an deem Beräich belafe sech bis 2018, wann ech mech gutt kann erënneren, op 4,5 Milliounen Euro. Dat ass jo net vill, 4,5 Milliounen an eisem grousse Statsbudget vun 12 Milliarden.

Mä dat ass awer terribel vill fir Leit, a mir hunn dat héiere vum Martine Hansen, déi, wann een d'Eegekapitalverzënsung mat a Betruecht zitt, grad emol 20.000 Euro d'Joer verdéngen, oder 1.600 Euro de Mount! A wann ech dann déi Taxen, déi hei nei agefouert gi sinn, ëmrechnen op Vollzäitbeschäftegter an der Landwirtschaft, kommen ech op 2.222 Euro op de Kapp, déi hei musse méi bezuelt ginn.

Dat ass en Akommesverloscht, wa mer d'Eegekapitalverzënsung mat a Betruecht zéien, vun iwwer 10%. Wien hei am Land géif en Akommesverloscht vun iwwer 10% a Kaf huelen? Kee Mënsch! Eis Bauere si wäit ewech vun engem faire Akommes fir hir haart Aarbecht.

Den Här Bettel huet a senger Deklaratioun zur Lag vun der Natioun gemengt, mir wieren um richtege Wee. An dozou soten d'Baueren, ech zitéieren den Editorial vum 8. Mee aus dem „Lëtzebuerger Bauer": „Für die Landwirtschaft ist es jedenfalls nicht der „richtige Weg", wenn ihr anstatt Stärkung und Ausbau ihres Produktionspotenzials immer mehr Auflagen und Restriktionen aufgebürdet werden, ihr mit einem Federstrich Stützungsgelder gestrichen und Zusatzkosten auferlegt werden, wenn sie darüber hinaus anstatt mit verstärkter Anerkennung und Respekt vonseiten der Regierung sehr oft und sehr schnell unberechtigterweise mit Schuldzuweisungen überhäuft wird." Dat soen d'Bauere selwer zu dëser Regierungspolitik.

Meng zweet Konklusioun ass also, datt nieft Respekt an Unerkennung och e fairt Akommes an der Landwirtschaft muss geséchert sinn. An een Deel dovu sinn déi administrativ Oplagen, mat deenen d'Landwirtschaft ze kämpfen huet. Si koumen hei schonn zur Sprooch.

Fakt ass, haut steet e Bauer oft mat engem Fouss am Büro a mat deem anere Fouss am Prisong anstatt um Feld. Ech erënneren zum Beispill, an et ass hei schonn ugeschwat ginn, un dat Gesetz iwwer phytosanitär Produiten, dat d'Majoritéit hei gestëmmt huet, wou néng verschidde Kontrollen duerch néng verschidden Instanze méiglech gemaach gi sinn, inklusiv Hausduerchsuchung nuets! Well all déi Leit vun all deene Stellen hunn de Statut vun engem Officier de police judiciaire.

Administrativ Problemer bei Aussiidlerhäff goufen ugeschwat. Mir hunn héieren, datt zimlech arbitrairement décidéiert gëtt, wat fir eng Aarte vun Déiere méritéieren, datt op si Dag an Nuecht opgepasst gëtt, oder wat fir eng net, bei wat fir enger Aart vun Haltung däerf oder soll en Haus gebaut ginn a bei wat fir enger net.

De Kolleeg Kox huet mat Fug a Recht iwwert d'aartgerecht Déierenhaltung hei geschwat a wéi wichteg se ass. Aartgerecht Déierenhaltung ass ganz oft eng Fräilandhaltung. A grad eng Fräilandhaltung bedéngt, datt den Ziichter bei senge Béischten ass.

Un den Här Minister folgend konkret Froen: Wat ass actuellement d'Base légale, fir esou ze diskriminéieren tëschent Aarte vun Déieren? Wien entscheet haut, ob déi Präsenz vum Ziichter néideg ass oder net? Ass dat den Ëmweltministerium oder ass et Äre Ministerium, an do virun allem d'Veterinärinspektioun? Oder ass den Ëmweltministerium kompetent? A wa jo, op wat fir enger Basis ginn esou Froen tranchéiert?

Zwee weider Beispiller, wéi d'Bauere benodeelegt an hir Rechter violéiert ginn, wëll ech hei kuerz uschneiden. Et gëtt déi nei Greening-Virgaben. Vill vun Iech wëssen net, wat „Greening" ass. Ech hunn eng Kéier als jonken Affekot eng Affär misse plädéieren iwwer „Roofing". A ganz um Schluss sot de Riichter: Mä wat ass dann eigentlech „Roofing"? An do hu mer missen zouginn, datt mer et eigentlech och net genau wéissten. Et war iergendeppes tëschent dem Belag uewen um Daach an der Isolatioun.

Bon, de Greening, dat ass eng relativ komplizéiert bürokratesch Geschicht, wou mat Facteure geschafft gëtt, wat wéi eng Fruuchtfolleg wäert ass. Jiddefalls huet den Här Hogan, dat ass den Agrarkommissär aus Irland, den EU-Agrarkommissär, dee selwer Bauer ass an duerfir e bësselchen eppes méi dervu kennt, de Länner d'Méiglechkeet ginn, fir 2015 den Abgabetermin fir Flächenanträg ausnahmsweis vum 15. Mee op de 15. Juni ze verlängeren, well eben alles duerch déi Ännerunge vill méi komplizéiert ginn ass.

15 Länner - 15 Länner! - hunn heivunner Gebrauch gemaach an heifir optéiert an hire Baueren domadder ee Mount Loft verschaaft. Dat waren d'Belsch, Bulgarien, Frankräich, Griichenland, Groussbritannien, Irland - d'Heemechtsland vum Kommissär -, Italien, Kroatien, Malta, Holland, Éisträich, Polen, Rumänien, Spuenien an Tschechien. A wie feelt op der Lëscht? Lëtzebuerg.

Duerfir meng Fro un de Landwirtschaftsminister: Firwat hutt Dir net optéiert fir déi Verlängerung vun där Abgabefrist? Zweetens: Hunn all eis Betriber et fäerdegbruecht, trotz deenen Ännerungen hir Anträg zurzäit anzereechen? A wann net, mat wéi vill Kierzunge mussen déi betraffe Betriber rechnen als Sanktioun?

Ech wollt och schwätzen iwwer Eegentumsrechter. Dat ass och eng Saach, mat där successiv Ministèrë Problemer hunn. D'Biotopausweisunge sinn extrem richteg a wichteg. Si solle geschéien.

Déi Biotopkartéierung, esou wéi se geschitt ass, ass awer bürokratesch a vun uewen erof geschitt. An et deet mer leed, ech kann dem Gusty Graas net recht ginn, wann hie seet: „Ma do ware Versammlungen um Terrain, also war dat am Dialog." Gläichzäiteg seet hien: „Et sinn 130 Reklamatiounen erakomm." Ech mengen, wann ech am Dialog mat Leit eppes kucken, dann hunn ech keng 130 Reklamatiounen hei am Land!

Mir mussen eis bewosst sinn, an dat ass ganz richteg gesot gi vu verschiddene Leit, datt mer net zum Nulltarif dee Biotopschutz kréien, dee mer ustriewen. Dat Land gehéiert Leit, a wann Oplage gemaach ginn, bréngt dat manner Rendement an dann ass dat Land manner wäert an dat muss kompenséiert ginn.

An heizou hunn ech och nach Froen un de Landwirtschaftsminister. 2019 soll eng nei Feldbegehung stattfannen, wann ech richteg informéiert sinn. Wéi déi Biotopkartéierung gemaach ginn ass - gtt et eng Base légale, datt d'Fonctionnairen ouni Virumeldung respektiv Autorisatioun vun engem Grondeegentümer respektiv deem senge Piechter iwwerhaapt däerfe Lännereie betrieden an do Bestandsopnahmen oder Moossunge kënne virhuelen?

Wann et déi Base légale sollt ginn, géif dann net zumindest emol den Anstand verlaangen, déi Betraffen am Virfeld ze informéieren? A wier et net iwwerhaapt besser, si géifen agelued ginn deelzehuelen an et géif een en État des lieux contradictoire maachen, et géif een zesumme kucken an dat am Dialog festleeën?

An da virun allem, vu datt mer jo wëssen, datt duerch Oplagen, déi kommen, de Rendement erofgeet an och de Wäert fir de Propriétaire erofgeet, gedenkt Der de Verloscht vum Rendement dem Piechter an de Verloscht vum Wäert dem Propriétaire gerecht ze ersetzen?

A well mer bei Froen a Bürokratieiwwerfloss sinn: Zur gläicher Zäit goufen hei am Land zwee wichteg Projete fir d'Landwirtschaft ugestouss, dat eent ass eng Fabrik zu Päerel an dat anert de Site zu Colmer-Bierg. Si goufe matenee lancéiert. Zu Päerel gëtt scho laang produzéiert. Zu Colmer-Bierg war emol nach keng Grondsteeleeung. Dat ass och eng Aart vun Nation Branding!

Meng Fro un de Landwirtschaftsminister: Wou ass dee Projet drun? Ass do entre-temps eng Autorisatioun komm? Well mir wëssen, wéi wichteg datt en ass fir d'Landwirtschaft!

Ech wollt awer och mat engem Wuert op déi innovativ Iddien agoen, déi speziell och vum Kolleeg Kox genannt gi sinn an déi ech zum Deel ganz, ganz gutt fannen. Mä wa mer wëllen innovativ sinn, firwat maache mer net hei am Land Saachen, déi an Nopeschregioune mat ganz groussem Succès praktizéiert ginn?

Ech huelen ee Beispill eraus: Dat ass den Enclos agricole fir Wëlldéieren, Wëlldéieren an engem Enclos agricole ziichten. Dat ass an der Belsch, hei vir direkt op der Grenz, ouni Problem méiglech. Et muss een emol keng Autorisatioun ufroen, eng einfach Deklaratioun geet duer. Dat ass eng Simplification administrative. A virun allem erlaabt esou eng Aart vun Haltung, Déieren aartgerecht ze halen, si erlaabt, extensiv Flächen ze benotzen, a si produzéiert extrem héichwäertegt Fleesch, wat och deementspriechend e gudde Präis bréngt fir den Ziichter.

En anert Beispill ass d'Hofschlachtung. Ech weess, datt do ganz vill EU-Reglementer sinn. Mä mir hunn hei zu Lëtzebuerg jo awer déi fâcheux Tendenz, fir déi ëmmer iwwerzeimplementéieren an iwwerzekontrolléieren. Et ass dach e Fakt, datt et dem Ziichter haut net méi méiglech ass, fir doheem ze schluechten, aus deem einfache Grond, datt, wann en all déi Norme muss anhale fir d'Hofschlachtung, dat esou deier kascht, datt dat, wat e méi kréich fir säi Fleesch duerch eng Direktvermaartung, schonn nees fort ass duerch déi Investitiounen, déi e muss leeschten. Kënne mer hei net eppes änneren?

Da wollt ech e lescht Wuert soen zum TTIP. Et ass geschwat gi vun Agrarpräisser, vum Weltmaart. Ech denke perséinlech, datt et eng gutt Saach ass, wa Fräihandel bedriwwe gëtt, och fir Baueren an och fir landwirtschaftlech Produkter. Mä natierlech, an ech mengen, do si mer eis heibanne wahrscheinlech alleguerten eens, mussen eis héich Standarde vu Sécherheet, vun Ëmweltverträglechkeet, vu Konsumenteschutz, vun Déiereschutz och fir Produzenten aus Drëttlänner gëllen. A grad d'landwirtschaftlech Produkter, an dat ass jo eng Angscht, déi do ass an déi berechtegt ass, däerfen net zu deem ginn, wat d'Englänner „bargaining chip" nennen, zum Spillball, zur Quantité négligeable an deene Verhandlungen.

Här Graas, Dir hutt gemengt, Dir wiert eréischt säit 18 Méint um Pouvoir. Ech wëll schléissen dermat, datt ech Iech soen, datt ech des Androcks mech net kann erwieren, wéi wann d'Baueren am Moment net esou frou wiere mat eisem Minister, dee sech esou gären als hiren Affekot duerstellt, an datt vill vun hinnen envisagéieren, him d'Mandat ze entzéien.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Nächsten a leschte Riedner ass den David Wagner. Här Wagner!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. An der Landwirtschaft hei an Europa goufen et och zwou grouss Phasen: Déi éischt Phas, déi mer kennen, dat war 1962, wéi d'Politique agricole commune agefouert gouf, an du spéiderhin déi ganz Phas ab den 90er Joren, wou d'Politik vun der OMC eng industriell a produktivistesch Landwirtschaft favoriséiert huet.

Dës Politik huet schlussendlech net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mä och an aneren Deeler vun der Europäescher Unioun dozou gefouert, datt kleng a mëttel Exploitatioune geschrumpft sinn, zerstéiert goufen. Wann een d'Zuele kuckt nach vum Agrarministère, déi lescht Zuelen, déi vun 2012 sinn, da kann ee gesinn, datt bei de klengsten Exploitatiounen - et ass natierlech gestaffelt, also déi, déi manner wéi 2 ha grouss sinn - et der nach 1990 523 goufen an 2012 216. Au contraire hate mer all déi Exploitatiounen, déi gréisst, also déi, déi iwwer 100 ha grouss sinn, 106 dovunner 1990 an 2012 444. Dovunner ofgesinn ass och nach d'Fleeschproduktioun jo exponentiell an d'Luucht gaangen.

Dës Politik hat och nach als Konsequenz, datt mer mat enger Zerstéierung vun enger gesonder, sozialer an ekologescher Landwirtschaft zum groussen Deel konfrontéiert waren an datt och duerch d'Exportsubventiounen eng Iwwer-

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries
Saint-Paul Luxembourg s.a. 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg,
Editpress s.a. 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

produktioun stattfonnt huet, wat hei natierlech schlecht Konsequenzen hat, mä natierlech och eng Degradatioun vun der Landwirtschaft an den Drëttstaten, notamment am Süden, als Folleg hat.

Déi liberal an industriell gefouert Industriepolitik (veuillez lire: Agrarpolitik) ass net haalbar. Dat gesäit een och unhand vun de Mëllechquoten, déi jo no 31 Joer op den 1. Abrëll ewechgefall sinn. Dovunner ofgesinn, datt ee kéint iwwer verschidde Quotesystemer natierlech diskutéieren, well dee viregte jo bäi Wäitem net perfekt war, muss ee soen, datt d'Liberaliséierung vun der Mëllechproduktioun dee falsche Wee war. Et ginn - fir just dee Secteur ze nennen, natierlech -, mä et gi vill regulativ Modeller, ënner anerem wéi a Kanada, wou se versichen, souwuel Pénurië wéi och Iwwerproduktioun ze verhënneren an no de Besoine sech ze riichte vun der interner Consommatioun. Et gi vill Modeller eben.

Wichteg an eisen Aen ass et, souwuel Konsumente wéi och Produzenten, déi a Kooperative regruppéiert sinn, zesummenzedoen, an dat alles natierlech chapeautéiert vun enger ëffentlecher regulativer Muecht, déi Hëllefe jee no sozialen, durablen oder ekologesche Kritären ausbezuelt. Mä eng total Liberaliséierung, eng total Konkurrenz ass dee falsche Wee, zumools an der Landwirtschaft. Dat seet och den Agronom Jacques Berthelot, deen erkläert, datt vun alle Produkter déi aus der Landwirtschaft grad déi sinn, déi am mannsten autoregulativ funktionéieren.

An dat ass och einfach nozevollzéien: Wann d'Präisser vun de Liewensmëttel an d'Luucht ginn, wäert de Konsument net ophale mat iessen oder manner iessen, ausser et geet him wierklech ganz schlecht, mä e wäert méi an d'Iessen investéieren an dofir manner an aner Domäner. Ëmgekéiert, wann d'Präisser falen, heescht dat net, datt d'Leit zwee- oder dräimol méi am Dag iessen an dowéinst massiv méi consomméiere géifen.

Et gëtt vill vun Diversifizéierung vun der Ekonomie geschwat. Mir mengen, datt grad d'Landwirtschaft ee Pilier vun eiser Wirtschaft ass, deen zukunftsträchteg an ausbaufäeg ass an e Reservoir ass och fir d'Schafung vu villen Aarbechtsplazen, Aarbechtsplazen, déi och nach human ausfëllend sinn.

Dofir däerf een d'Landwirtschaft awer net „egal wéi" ausbauen, an den Hëllefen, mä och an de Strukturen:

- an den Hëllefen, ech hunn et schonn ugedeit, wou d'Hëllefen, amplaz datt se sech un der Fläch oder un der Produktivitéit orientéieren, sech un ekologesch a sozial Kritären adaptéieren, graduell natierlech, wat d'Ausstierwe vun de Kleng- a Mëttelbauere ka verhënneren an dem Konsument och qualitativ héich a finanziell abordabel Produkter verséchert. Dofir muss een och d'Vergréngung vun de Flächen assuréieren iwwert d'Ënnerstëtzung vun de Zones d'intérêt écologique an d'Rotatioun vun de Kulturen;

- an de Strukturen och, andeems een d'Schafung vu Kooperative vu Klengbauere fërdert, déi solidaresch produzéieren.

Et ass falsch ze mengen, datt een d'Fräiheet vun de Baueren duerch déi sougenannte fräi Maartwirtschaft ka garantéieren. Ech soen „sougenannte fräi Maartwirtschaft", well et keng fräi Maartwirtschaft gëtt, wann de Konkurrenzdrock onausweichlech zur Konzentratioun vun den Exploitatioune féiert an esou de Maart an den Hänn vu kapitalintensive Betriber fesselt. D'Fräiheet an d'Dignitéit vum Bauer besteet doranner, datt déi ëffentlech Hand him d'Moyene gëtt, säi Beruff esou gutt ausüben ze kënne wéi méiglech, an hien och protegéiert virun den Interesse vun der Agroindustrie, déi u sech näischt méi mat der Landwirtschaft ze dinn huet.

Dofir muss een och lokal a regional Produktiouns- an Transportcircuite favoriséieren. Dat geet natierlech, andeems een an enger éischter Phas lokal Produkter an ëffentleche Gebaier zerwéiert. Dat gëtt och schonn zum Deel gemaach, notamment a Schoulen. Mä et muss ee sech och iwwerleeën, wéi een zum Beispill nach weider Butteker oder Restaurante staark ënnerstëtzt, déi lokal Produkter zerwéieren. Dofir muss een awer och Mesuren ergräifen, déi den intensiven Élevage zréckdrängen, wat natierlech och bedeit, datt esou Saache wéi de Fourrage Virrang musse kréie virun der Fleeschа Mëllechproduktioun.

Dat ass natierlech e laange Mutatiounsprozess, mä dee Wee musse mer goen. Dat huet och natierlech mat eisem Konsumverhalen ze dinn an ech cachéieren Iech net, datt ech och selwer dorënner wäert leiden. Mä ech mengen, et ass e Wee, deen ee muss goen.

Et muss een och Mesuren ergräifen, déi de Bauere versécheren, datt se hiren eegene Som benotzen, verkafen oder beschütze kënne viru Multien an der OGMs-Industrie, déi de Som patentéiert an Exklusivrechter opkeeft op deem Som. Esou eng Mesure wär zum Beispill d'Erëmschafung vun ëffentleche respektiv kooperative Sombanken.

Dat alles, dat wäert ganz schwéier anzeféiere ginn, voire onméiglech, wann een net op anere an internationalen Niveauen agéiert. Et ass hei ugeschwat ginn, ech wäert och nach e bësse méi drop agoen, den TTIP ass ugeschwat ginn, zu Recht, vun der Madame Hansen ënner anerem, an et muss een dovunner schwätzen. Et muss een awer och nach vun anere Verträg schwätzen, ënner anerem vum CETA, also deem Vertrag tëschent der Europäescher Unioun a Kanada.

Gëschter war eng Konferenz, déi ganz interessant war, organiséiert vu Greenpeace Lëtzebuerg mam Dokter Christoph Then, deen e Spezialist an OGMs-Froen ass an och Spezialist, wat den TTIP an de CETA-Vertrag ubelaangt. An déi Konferenz war wierklech ganz informativ. D'Regierung ass jo net favorabel zu den OGMen, mä duerno héiert een awer och den Här Finanzminister, dee seet: „Mir sinn zu honnert Prozent fir de CETA", wéi en op enger Wirtschaftsrees a Kanada war.

Dat ass natierlech net wouer! Mir haten drop reagéiert, well d'Land ass net zu honnert Prozent, bäi Wäitem souguer net zu honnert Prozent wahrscheinlech an der Bevëlkerung derhannert, souguer éischter minoritär. Ech hu mer souguer soe gelooss, datt d'Regierung souguer net esou richteg zu honnert Prozent derhannert wär. An ech sinn naiv genuch, fir dat och ze gleewen! An ech begréissen dat och, wann dat esou de Fall wär.

Mä de Problem ass ganz einfach: OGM oder CETA, il faut choisir! Déi zwou Saache kann een net kréien.

Mir sinn, wat grad de CETA ubelaangt, dee jo och scho vun der Kommissioun (veuillez lire: vun der Kommissioun ënnerschriwwe ginn ass), mir sinn do an enger anerer Ratifikatiounsetapp, wou och schonn de kanadesche Premier seng Ënnerschrëft drënnergestallt huet an d'Kommissioun selwer och an der Persoun vum Exkommissär Karel De Gucht. An et muss een och agesinn, datt et schonn, dat, wat si nennen e gewëssen „regulatory chill" gëtt, dat heescht, dat huet schonn en Afloss op d'Realitéit an deem Sënn, datt schonn elo, ier iwwerhaapt déi Verträg ënnerschriwwe ginn, e gewësse Regulatiounsstopp och hei an Europa stattfënnt.

Et huet och gëschter nach den EU-Deputéierte Claude Turmes erkläert: Wann dee CETA-Accord bis finaliséiert ass, dann ass d'Dier op, fir datt genmodifizéiert Organismen ouni Risikopréiwung an och ouni Kennzeechnung, wéi dat an den USA oder a Kanada de Fall ass, hei an der EU zougänglech gemaach ginn.

An ech zitéieren och nach eng flott Etüd vun den däitsche Grénge, der Fraktioun am Bundestag - ech zitéieren haut nëmme Grénger, mä tant mieux: „Auf der Grundlage des bekannt gewordenen Textes zu CETA muss angenommen werden, dass es im Rahmen der geplanten Freihandelsabkommen sehr wohl beabsichtigt ist, die Standards für Umwelt und Verbraucherschutz im Bereich der Agro-Gentechnik abzusetzen (veuillez lire: abzusenken)." A weider: „Zu beachten ist auch, dass CETA auch ohne einen Abschluss der TTIP-Verhandlungen erhebliche Auswirkungen auf die Gentechnik-Regulierung in Europa haben kann, da viele interessierte US-Konzerne auch mit Tochterunternehmen im kanadischen Markt aktiv sind und dadurch von den Vorteilen für «kanadische» Firmen profitieren können."

Dofir erëm eng Kéier eisen Opruff un dës Regierung, sech endlech vun enger gewëssener Logik ze befreien, verstänneg ze sinn a sech konsequent géint dës Accorde wéi TTIP oder CETA anzesetzen.

Mir ginn es och net midd, dat ze soen, well dat huet jo och nach e globalen Zesummenhang. Souwisou: Prinzipiell stelle Fräihandelsaccorden e grousse Problem duer fir den ekonomeschen Équiliber vun der Welt, och an der Landwirtschaft. Deen Déséquiliber gëtt et souwuel am Norden tëschent groussen a klengen Exploitatioune wéi och tëschent dem Norden an dem Süden. Dovunner ofgesi muss een och soen, datt mer erëm eng Kéier vun „Fräihandelsaccorde" schwätzen an et gëtt keen „Fräihandel" an deem Sënn, vu datt e vu Multinationalen dominéiert ass.

Mir hunn de Problem, also et gëtt wierklech e Problem mat der Équatioun: engersäits eng onéquilibréiert, mat Subventioune gepushte Landwirtschaft, déi hei am Norde praktizéiert gëtt, anerersäits dann en Ofbau vun Douanestariffer vu bis zu 80% am Süden, an Afrika oder a Südamerika. Dat féiert natierlech zur Zerstéierung vu landwirtschaftlechen an ekonomesche Strukturen an Afrika an hei zur Iwwerproduktioun an zum Verschwanne vu klenge Strukturen.

An dann nach zuallerlescht muss een och bei den Agrarprodukter vun der Spekulatioun schwätzen, déi och bedriwwe gëtt. Mir kënnen eis nach drun erënneren: 2005/2006 ass et zu enger gréisserer Kris op dem Marché vun de Matières premières agricoles komm. Dat huet souguer e ganzt Land wéi Ägypten komplett destabiliséiert, wou de Broutpräis immens héich gaangen ass a wou ee quasi e Biergerkrich hat, well d'Leit sech net méi richteg konnten ernähren. Ech zitéieren elo nëmmen dat Beispill. Mä dat ass e groussen, e wesentlechen Deel vum Déséquiliber weltwäit, déi Spekulatioun op de Präisser vun den Agrarprodukter.

Dofir erëm eng Kéier och eis Fuerderung, dat ze iwwerkucken, well mir hei zu Lëtzebuerg op eiser Finanzplaz jo och Spekulatiounsfongen hunn iwwert d'Matières premières agricoles, déi en Ëmsaz verwalte vun 900 Milliounen Euro, wat och all Kéiers d'ONGe vun der Kooperatioun uprangeren. Dat ass dräimol esou vill wéi eis Kooperatiounshëllef! U sech gëtt déi dräimol vernicht duerch déi Spekulatiounsfongen. A mir mengen, datt mer och dat elo definitiv mussen a Fro stellen.

Voilà, ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Wagner. Domat si mer um Enn vun eisen Interventiounen. D'Wuert huet elo direkt fir d'Regierung den Här Landwirtschaftsminister, de Fernand Etgen.

Prise de position du Gouvernement

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, et goufen am Kader vun dëser Interpellatioun eng ganz Rei wichteg Punkten ugeschwat, op déi ech elo gären aginn. Fir d'Éischt wëll ech awer der Interpellantin, der Madame Martine Hansen, villmools Merci soe fir dës Initiativ an och allen Intervenante Merci soe fir hir konstruktiv Bäiträg.

D'Interpellatioun ass ënnert d'Iwwerschrëft „Wat fir eng Zukunft fir d'Agrarpolitik hei zu Lëtzebuerg?" gestallt ginn. An ech si frou, fir iwwert dëst wichtegt Thema fir eist Land hei kënnen ze schwätzen an der Landwirtschaft dee Stellewäert ze ginn, dee se verdéngt huet.

Dir wësst alleguer, an Iech, Madame Hansen, brauch ech dat och net ze rappeléieren, datt mir zwar eng ganz Rei Elementer vun der Agrarpolitik hei zu Lëtzebuerg kënnen definéieren, datt dëst awer nëmmen am Kader vun der europäescher Agrarpolitik ka geschéien.

Wann een also „national Agrarpolitik" seet, muss een och gläichzäiteg „europäesch Agrarpolitik" soen. Dir wësst och, datt mer an der Emsetzungsphas si vun enger grousser Agrarrefom. Duerfir kommen ech och net derlaanscht, eis national Agrarpolitik an de Kader vun der europäescher ze setzen an op de Programme de développement rural 2014-2020, deen zweete Pilier vun der europäescher Agrarpolitik, ze verweisen.

Mir hunn dësen an Zesummenaarbecht mat alle Betraffenen - an ech ënnersträichen: mat alle Betraffenen! - diskutéiert. Esou vill an intensiv ass nach ni hei zu Lëtzebuerg iwwer e PDR diskutéiert ginn, an dat iwwer en Zäitraum vun iwwer zwee Joer. Och an der Agrarkommissioun gouf e presentéiert an diskutéiert, fir schlussendlech den 18. Juli vum leschte Joer op Bréissel geschéckt ze ginn.

All wesentlech Punkte sinn an der Zwëschenzäit mat Bréissel gekläert. Mir wäerten d'Lettre de confort vun der Kommissioun nach virum Summer kréien. Mir sinn och esou wäit färdeg mat der Ausschaffung vum neien Agrargesetz a mat deene wichtegste Reglementer. Dës ginn dës Deeg un déi aner concernéiert ministeriell Departementer geschéckt, fir dann an de Regierungsrot an duerno an déi normal Consultatiounsperiod ze goen.

De PDR beschreift, wéi mir hei zu Lëtzebuerg wëllen an deenen nächste Joren am Beräich vun der Wëssensvermëttlung, der Investitiounspolitik a bei der Weiderveraarbechtung, am Ëmweltberäich a schlussendlech och bei der wirtschaftlecher Entwécklung am ländleche Raum an - fir mat de Wierder vun der Madame Hansen et ze soen - an der nationaler Politik virgoen.

Jiddwereen, dee sech d'Méi gemaach huet, fir dëse Programm am Detail ze liesen, fënnt schonns hei eng ganz Rei Äntwerten op verschidde Froen, déi hei gestallt gi sinn. Och ass hei d'Strategie, esou wéi d'Regierung se fir eis Lëtzebuerger Landwirtschaft definéiert huet, genau beschriwwen. Déi mir zur Verfügung gestallten Zäit erlaabt et mir net, am Detail op den Inhalt vum PDR an domadder och op dat neit Agrargesetz anzegoen. Mir wäerten an deenen nächste Méint awer nach genuch Geleeënheet dozou kréien.

Et ass awer kloer, datt vill vun deenen hei ugeschwaten Themen och am PDR behandelt gi si respektiv hiren Nidderschlag am Agrargesetz wäerten hunn. Ganz ähnlech gesäit et aus mat der Ëmsetzung vum éischte Pilier vun der europäescher Agrarpolitik. De Règlement grand-ducal vum éischte Pilier mat der Aféierung vum Greening ass um Instanzewee.

Et war eis och ëmmer immens wichteg, fir eis Baueren, mä awer och d'Beroder esou fréi an esou gutt wéi méiglech iwwert dës komplizéiert Reform ze informéieren. Scho virun engem Joer ass eng Broschür zum Thema ausgeschafft ginn, an d'Virstellung vun dëser Reform war och den Haaptsujet um Stand vum Ministère op der Foire agricole vun 2014. Um Uschloss dorunner sinn d'Betriber individuell informéiert ginn, wivill ökologesch Virrangfläche si am Kader vum Greening hunn. Lëtzebuerg ass iwwregens dat eenzegt Land an der EU, wou dat an där Form gemaach ginn ass!

Dunn hunn ech zesumme mat den Administratiounen eng Rei vu regionalen Informatiounsversammlungen ofgehalen. Iwwer 800 Betriber waren op dëse Versammlunge präsent. Dat beweist, wéi dréngend et war, op den Terrain ze goen, fir ze informéieren an ze beroden.

Nom Envoi vum Flächenantrag dëst Joer sinn op en Neits Reuniounen uechtert d'Land vum SER organiséiert ginn. 500 Betriber sinn op dës Rendez-vouse komm. Dir gesitt, mir hunn also keng Méi gescheit, fir esou gutt wéi méiglech dës komplex Reform un d'Praxis erunzeféieren. An eis Baueren, Wënzer a Gäertner wëssen, datt si op eis Verwaltunge kënnen zielen, wa se nach Hëllef brauchen.

Och duerfir, Här Reding, hu mer am Fong geholl den Délai net brauchen ze verlängeren. 1.842 Anträg goufe verschéckt, 1.755 sinn der bis elo erakomm, dovunner 12 mat engem Dag an 2 mat zwee Deeg Verspéidung. 644 Betriber hunn den Antrag elektronesch ausgefëllt. Dovun hunn der 326 den Dépôt mat LuxTrust gemaach. 56 Betriber kréien haut e Rap-

pel geschéckt. 2014 waren et der 60, also méi wéi 2015. 2013 waren et der 64, also méi wéi 2015. Dobäi handelt et sech a ville Fäll awer ëm kleng Betriber, déi den Antrag just wéinst der Berechnung vun de Cotisatioune bei der Sécurité sociale maachen an deemno och keng Primme kréien.

Dir gesitt, mir leeschten eise Baueren eng aktiv Hëllefstellung. Dat ass eenzegaarteg an Europa! An duerfir, Här Reding, sti mir net op deene Lëschte vun deene Länner, déi den Délai hu misse verlängeren, well eben déi Länner hire Baueren déi doten Hëllefstellung net zoukomme loossen. Esou soll et och weidergoen.

Wat elo den zweete Pilier ugeet - domadder mengen ech natierlech d'Agrargesetz a seng Ausféierungsreglementer -, wëlle mer eng ähnlech Informatiounscampagne maachen, déi och soll op der Foire agricole lassgoen. Och wa bis dann d'Agrargesetz nach net gestëmmt ass, kann een awer schonns d'Betriber dorop virbereeden, wéi et an der Programmatiounsperiod 2014-2020 weidergeet.

E weidert Element vun eiser Informatiounsstrategie ass d'Iwwerschaffe vun der Internetpräsenz vum Landwirtschafts- a Wäibauministère. Ech wëll, datt de Bauer, Wënzer a Gäertner esou gutt wéi méiglech d'Informatiounen, déi e brauch, ofruffe kann, sief et, wann et ëm Bäihëllefe geet, sief et, wann et ëm eng Berodung geet, sief et, wann et ëm eng Fro a puncto Maartsituatioun geet.

Och an der Landwirtschaft ginn déi nei Technologien ëmmer méi wichteg. Well d'Legislatioun an d'Ëmsetzung vun der Agrarpolitik ëmmer méi komplex ginn, geet et net anescht, wéi datt och d'administrativ Weeër ëmmer méi iwwert den Internet lafen. Ech denken hei notamment un de Flächenantrag. Dëst gëtt de Betriber och méi Sécherheet, an d'Prozedur geet méi schnell a gëtt méi prezis. Hei ass och d'Berodung gefuerdert.

No dësen e puer méi allgemengen Iwwerleeunge kommen ech elo op déi méi konkret Punkten.

D'Madame Hansen huet de Punkt vun de Missioune vun der Landwirtschaft ugeschwat. D'Haaptmissioun vun der multifunktionaler Landwirtschaft, déi d'Leitbild vun der europäescher a vun der nationaler Agrarpolitik ass, ass déi nohalteg Produktioun vu Liewensmëttel. Mir liewen an enger Zäit, wou et fir déi meescht eng Selbstverständlechkeet ass, datt mir alleguerte genuch ze iessen hunn. Dat ass awer keng Selbstverständlechkeet! An duerfir ass et mir wichteg, dëst nach eemol ze ënnersträichen.

Dernieft geet et awer och ëm d'Erhalung vun der Kulturlandschaft, am Respekt vun der Ëmwelt an der Biodiversitéit a vun der Beliewung vum ländleche Raum mat wirtschaftlechen Aktivitéiten. D'Landwirtschaft ass ee Secteur vun eiser Ekonomie. Et ass also nëmmen normal, datt de Bauer versicht, e méiglechst héije Revenu aus senger landwirtschaftlecher Aktivitéit ze erwirtschaften.

Anescht wéi a villen aneren europäesche Länner muss eis Landwirtschaft ënnert deemselwechten europäesche Kader an engem Héichlounland mat héijem Liewensniveau, mat héijen Ëmweltoplagen an engem enormen Drock op d'Land (veuillez lire: op d'Landwirtschaft) schaffen. Et ass deemno eng riseg Erausfuerderung, fir kënne mat deenen anere sozioprofessionelle Gesellschaftsschichte matzehalen. Ee grousst Zil vun eiser nationaler Politik muss duerfir sinn, de Baueren en ausreechend Akommes ze garantéieren, an dëst an engem Kontext vun enger zounehmender Mondialisatioun vun de landwirtschaftleche Marchéen.

An der Landwirtschaft geet et och ëm d'Erhale vun Aarbechtsplazen. Ouni deen nogelagerte Beräich hu mir haut an der Landwirtschaft nach ronn 3.700 Aarbechtsplazen. Eng Fauschtregel seet, datt op all landwirtschaftleche Betrib fënef weider Aarbechtsplazen am no- a virgelagerte Beräich kommen. Dëst bedeit, datt mer insgesamt hei zu Lëtzebuerg däitlech iwwer 10.000 Aarbechtsplazen hunn, déi vun dësem Secteur ofhänken an déi vun engem op deen aneren Dag net kënnen ausgelagert ginn.

De Bauer mécht säi Beruff mat ganz vill Leidenschaft, mä e mécht en och, fir Suen ze verdéngen, an dëst ass schwéier genuch. Duerfir musse mir d'Viabilitéit an d'Kompetitivitéit vun eise Betriber stäerken, fir datt d'Landwirtschaft hire Missioune ka gerecht ginn.

Datt de Bauer dobäi an engem Spannungsfeld steet tëschent Ekonomie an Ökologie, ass eng Tatsaach. D'Landwirtschaft huet all Interessi drun, fir hir natierlech Grondlagen, wéi de Buedem, d'Waasser, an engem gudden Zoustand ze erhalen an net a Gefor ze bréngen. De Bauer schafft mat der Natur an net géint d'Natur. Duerfir férdere mir eng Wirtschaftsweis, déi am Aklang steet mat der Natur.

Dëst geet awer nëmmen an der Kooperatioun mat de Baueren an net, andeems ëmmer nei Virschréfte gemaach ginn. Duerfir brauche mir och esou séier wéi méiglech dat neit Agrargesetz, datt mir alleguerten d'Landwirtschaft heibäi kënnen ënnerstëtzen.

Zu der Landwirtschaft gehéieren och verschidde Produktiounsmethoden, wou déi eng méi no där konventionell integréierter, déi aner no der biologescher Method ausgeriicht sinn. Wéi de Kolleeg Gusty Graas gesot huet, ass et d'Zil...

Plusieurs voix.- Aah!

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*.- ...vun der Regierung, d'Biolandwirtschaft weider no vir ze bréngen. An duerfir wäerte mir d'Bioprimmen no uewen upassen an och d'Kompatibilitéit mat deenen anere Primme méi attraktiv gestalten. Et geet eis drëm, datt mer d'Potenzial vun der Biolandwirtschaft, wat dat hiergëtt, besser notzen. Och dat, wat ech virun dräi Joer gesot hunn, wëll ech hei ganz kloer an däitlech widderhuelen.

Une voix.- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*.- D'Nofro no dëse Produkter hëlt zou, just et schéngt, wéi wann d'Ëmstellung op d'Biolandwirtschaft sech nach ëmmer schwéierdeet.

Bei de Selektiounskritäre gëtt der Biolandwirtschaft eng absolutt Prioritéit gesat. Dir gesitt, Här Kox, dat, wat ech deemools gesot hunn, setzen ech haut ëm.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Bravo! Bravo!

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*.- Mä et muss een awer och soen, fir datt mer méi Baueren derzou kréien, fir ëmzestellen, muss nach vill Ëmdenken an de Käpp geschéien. Et muss Opklärungs- an Iwwerzeegungsaarbecht geleescht ginn, fir weider Betriber op dee Wee ze kréien. Et gëllt, Veraarbechtungs- a Vermaartungsstrukturen ze verbesseren. D'Moossnamen a puncto Marketing mussen ausgedehnt ginn, obwuel an deene leschten zwanzeg Joer ganz vill Pionéieraarbecht op deem Gebitt geleescht ginn ass. D'Berodung, d'Fuerschung, d'Versuchswiese sollen intensivéiert ginn. D'Prozedure musse vereinfacht ginn.

Mir mussen awer oppassen, datt mer Reiwung an Näid tëschent deene verschiddene Wirtschafte vun de Bauere vermeiden. Net de Minister décidéiert, wie Biobauer gëtt! Dat mécht de Bauer selwer! Mir sinn hei net an enger Planwirtschaft!

Mengt Der net, dat léich éischter un de Präisser? Wann d'Biomëllech géif 50 Cent de Liter kaschten, da kréicht Der der esou vill, wéi Der wéilt. Ech hunn awer als Minister leider keen Afloss op de Präis.

D'Biolandwirtschaft ass och eng vun den Äntwerten op eng Rei vun Ëmweltfroen. Et ass awer net déi eenzeg. An duerfir proposéiere mir eng grouss Unzuel vu Biodiversitéits- an Ëmweltprogrammer, fir op geziilte Froe geziilten Äntwerte kënnen ze liwweren. Et gëtt also net Biolandwirtschaft oder déi konventionell integréiert Landwirtschaft; déi eng wéi déi aner huet hir berechtegt Plaz a gehéiert zur Lëtzebuerger Landwirtschaft. Si si complémentaire.

Eng ganz Partie aner Produktiounen, déi bis elo éischter eng Nischeproduktioun waren, wéi d'Produktioun vun Eeër, Schof a Geessen, den Uebst- a Geméisbau, réckelen erëm méi an de Fokus an erliewen e gewëssenen Opschwong. Mä d'landwirtschaftlech Entwécklung vum ländleche Raum ass méi. D'Missioune vun der Landwirtschaft huele stänneg zou. A mir wëllen dës Diversifikatioun weider ënnerstëtzen.

Hei spille LEADER-Programmer a Bäihëllefe fir eis Gemengen a Betriber am ländleche Raum eng ganz wäertvoll Roll. Vill Betriber sinn an deene leschte Jorzéngten op d'Päerdshaltung ëmgeklommen, sinn zu Bioenergie- a Solarstroumproduzente ginn, hu Wäistuffen ageriicht, d'Direktvermaartung ausgebaut, Ferme-pédagogiquen ageriicht an esou weider.

D'Missioun vun der Landwirtschaft ass och, fir dem Naturschutz gerecht ze ginn. An der Interpellatioun ass och no der Ëmweltdimensioun vun der Landwirtschaft gefrot ginn; schonn haut maachen eis Baueren dëst. An de Frank Arndt ass op den Historique souguer dovunner agaangen. Si maachen dat am Kader vun den Agrarëmweltprogrammer, am Kader vu Ganzjoresbeweedungsprojeten, am Kader vu Biodiversitéitskontrakter, Programmer, déi integral iwwert de Budget vum Landwirtschaftsministère bezuelt ginn.

De Greening, am éischte Pilier, ass hei e weidere Bausteen. Heizou gehéiert och déi wichteg Missioun a Verantwortung, déi de Bauer als Drénkwaasserproduzent huet. Dës Regierung an de landwirtschaftleche Secteur huelen den Drénkwaasserschutz an domadder d'Pestizideproblematik, déi an deene leschte Méint ganz vill diskutéiert ginn ass, ganz seriö. Dëst ass sécherlech eng vun deene gréissten ëmweltpoliteschen Erausfuerderunge fir de Landwirtschaftssecteur.

Mir si bereet, alles ze maachen, wat néideg ass, fir proppert Drénkwaasser ze kréien. De Landwirtschaftsministère kofinanzéiert schonns zënter den 90er Joren d'Waasserschutzberodung, an dëst a Gebidder, déi elo endlech schnell ausgewise ginn. D'Landwirtschaftskammer, CONVIS an den Naturpark Uewersauer ginn hei zënter Jore vum Landwirtschaftsministère ënnerstëtzt, fir Berodung ze maachen.

Bei enger rezenter Diskussiounsronn iwwert de Waasserschutz vum Mouvement écologique hunn d'Waasserproduzenten eis bestätegt, datt d'Landwirtschaftskammer an der Kooperatioun mat de Baueren hei eng ganz gutt Aarbecht mécht an déi erziilte Resultater an déi richteg Richtung ginn.

Mir hunn eng ganz Rei Aiden un d'Baueren ausbezuelt, fir datt geziilt a Waasserschutzgebidder manner gedüngt a gesprëtzt gëtt, Zwëschefruuchtubau gemaach gëtt, Düngepläng opgestallt ginn an d'Baueren hir Sprëtze kontrolléiere loossen. Mir hunn an der neier Planungsperiod 17 Milliounen Euro fir d'Berodung virgesinn. Dës Sue si selbstverständlech net eleng fir d'Waasserschutzberodung, mä d'Waasserschutzberodung däerf een net isoléiert gesinn! Si muss integrale Bestanddeel vu quasi all Betribsberodung sinn, well de Waasserschutz eventuell Auswierkungen op déi ganz Betribsorganisatioun kann hunn.

Duerfir warnen ech dervir, just eng Berodung unzebidden, déi als eenzegen Objektiv de Waasserschutz huet. De Beroder muss d'Méiglechkeet hunn, fir op e multidisziplinäert Team kënnen

CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

zréckzegräifen, wou all d'Facettë vun der Waasserschutzberodung kënnen analyséiert ginn. Dëst geet vun der Geologie iwwert d'Düngeberodung, vun der Planzeschutzberodung bis zur betribswirtschaftlecher Berodung.

D'Resultat muss sinn, datt niewent propperem Waasser fir de Bauer och eng betribswirtschaftlech Perspektiv derbäi erauskënnt. Well ech hunn dat schonns aganks gesot: Wichteg ass et, datt de Bauer och Sue verdéngt, fir kënnen ze iwwerliewen, ze liewen a kënne weider Investitiounen ze maachen.

Viru Kuerzem huet een zu mir gesot: „Är ganz Berodung ass jo näischt, soss hätte mer jo proppert Drénkwaasser, an d'Bauere maache jo egal wat!" Dozou soen ech, an et ass wichteg fir mech, Här President, dëst och hei an der Chamber ze soen: D'Baueren hu sech am Kader vun der Diskussioun ronderëm de Stauséiaccident vum leschte Joer un all Gesetzer gehalen! Si hunn déi Mëttelen agesat, déi erlaabt waren. Ech wiere mech dergéint, fir d'Baueren hei un de Pranger ze stellen!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Och d'Berodung ass op déi Problemer agaangen, déi bekannt waren. Metazachlor-ESA war virun dem Accident vum 17. September 2014 hei zu Lëtzebuerg am Drénkwaasser keen Thema. Et ass keng Analys heirobber gemaach ginn a keen ass op dës Problematik sensibiliséiert ginn. Also weder de Bauer nach d'Berodung haten iwwerhaapt eng Chance, heirop ze reagéieren. Dëst ass mir wichteg ze soen, a virun allem deene Leit, déi mengen, et wier bis elo alles a vu jiddwerengem falsch gemaach ginn!

(Brouhaha)

Eis Landwirtschaft brauch Planungssécherheet. An duerfir brauche mir Waasserschutzgebidder, datt d'Bauere wëssen, wou se wéi kënne produzéieren a sech dorobber astellen an hire Betrib dorops kënnen ausriichten.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat war eng riicht op de Bak fir d'Sozialisten!

Une voix.- Jo.

(Interruptions diverses)

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- D'Madame Dieschbourg, als zoustänneg Ministerin fir d'Waasser, huet eng kloer Perspektiv fir d'Ausweisung vun de Waasserschutzgebidder opgezeechent.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Mir wëssen elo duerch dat Accident, datt mir e grave Problem mat verschiddene Pestiziden hunn. An duerfir hunn och ech schnell reagéiert.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Nom Accident hunn ech meng Servicer ugewisen, all d'Donnéeën a puncto Kulturen an agesate Sprëtzmëttel un d'Waasserwirtschaftsamt an d'SEBES weiderzeginn. Ech wollt an dësem Beräich voll Transparenz schafen. D'Landwirtschaft huet hei näischt ze verstoppen. Et geet drëm, fir Vertrauen ze schafen, eng echt Partnerschaft vun allen Akteuren hinzekréien.

Fir de Verbuet vum S-Metolachlor a Metazachlor auszegläichen, hunn ech e spezielle Programm am neie PDR virgesinn. Et si fir dës Mesure 7 Milliounen Euro, ausgerechent op 5.600 Hektar, ageplangt. Och duerfir brauche mir esou schnell wéi méiglech dat neit Agrargesetz, fir dëst kënnen ëmzesetzen.

Ech probéieren, geziilte Léisunge fir spezifesch Problemer unzebidden. Mir musse weiderhin an nach méi geziilt virbeugenden Drénkwaasserschutz maachen, fir proppert Drénkwaasser ze kréien an de Bauerebetriber et weider ze erméiglechen, fir kënne rentabel ze schaffen. Dëst geet nëmmen an enker Kooperatioun mat de Betriber.

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg awer net nëmme Waasserschutzgebidder, mä och nach vill aner Schutzgebidder, déi en Afloss op d'Landwirtschaft kënnen hunn. D'Madame Hansen huet op déi Kaart higewisen, wivill landwirtschaftlech Flächen dann elo vun iergendwellecher Schutzzon affektéiert sinn, an déi dann déi lescht Woch an där meeschtgeliesener landwirtschaftlecher Press - wann ech am Fong de Mëtten d'Echoen hei héieren hunn - public gemaach ginn ass.

(Interruption)

D'Zuele sinn impressionnant. Et handelt sech wuelverstanen net eleng ëm déi schonn ausgewisen Zonen, mä ëm déi, déi och nach an der Planung sinn. An ech schwätzen hei vun Zonen, Här President, déi integral vun deene leschte Regierungen ausgeschafft an ugeduecht gi sinn!

Vun deenen 128.791 ha landwirtschaftlecher Notzfläch hei zu Lëtzebuerg sinn 79.472 ha, d'Iwwerschneidungen erausgerechent, vun enger aktueller oder zukünfteger Schutzzon betraff. Et sinn dëst national Naturschutzgebidder, Natura 2000-Zonen, Vulleschutzgebidder, Habitatszonen, Waasserschutzgebidder inklusiv d'Anzuchsgebitt vum Stauséi, geschützte Biotopen, Iwwerschwemmungsgebidder a wäertvoll Flächen aus der Grünlandkartéierung.

Wann een dës Zuele kennt, ass et kloer, datt sech vill Baueren a vill Leit d'Fro stellen, wou d'Plaz ass fir eng kompetitiv Landwirtschaft hei zu Lëtzebuerg. Dozou e puer Bemierkungen.

Fir mech ass et kloer, datt mir déi gutt landwirtschaftlech Biedem musse reservéiere fir déi landwirtschaftlech Produktioun, fir eis Liewensmëttel kënnen ze produzéieren. Duerfir hunn ech och am Ufank vu menger Interventioun esou vill Wäert op déi primär Aufgab vun eiser Landwirtschaft geluecht, d'Produktioun vun eise Liewensmëttel. Duerfir hunn ech drop bestanen, fir den Droit de préemption aus dem Plan sectoriel ze sträichen, deen déi viregt Regierung virgesinn hat an deen éischter kontraproduktiv wier. Kompenséierungsmoossnamen duerfen op kee Fall op de landwirtschaftlech wäertvolle Biedem gemaach ginn, mä op deene marginalen a bestehende Schutzgebidder, fir esou en Upgrade vu bestehende Biotoper ze kréien an dat bestehend Potenzial ze valoriséieren.

Den ONR soll hei bei der Gérance vun där néideger Flächereserv fir dës Kompenséierungsmoossnamen hëllefen, fir de Landverbrauch fir esou Mesuren ze reduzéieren. Mir duerfen net méi, wéi se an Däitschland offälleg soen, „Schrotschuss" um Umweltschutz maachen, dee kee Resultat bréngt. Mir mussen och en intelligente Landmanagement beim Ëmweltschutz aféieren a vill méi cibléiert virgoen, wéi dëst an der Vergaangenheet geschitt ass. Och muss et eng Virgab ginn, fir verschidden Naturschutzziler mateneen ze verbannen. Waasserschutz an Aarteschutz kënnen zum Beispill op engem an deemselwechten Terrain gemaach ginn.

An dësem Kader geet et och drëm, fir d'Bauen an der Gréngzon op reglementaresch méi zolidd Féiss ze stellen an net, wéi dat jorelaang geschitt ass, jee no Tête du client ze fueren. Hei wäerten objektiv a prezis Kritären am Kader vum neien Naturschutzgesetz definéiert ginn, soudatt d'Bauhäre vun Ufank u wëssen, wou se dru sinn. Meng Servicer schaffen hei exzellent mat de Servicer vun der Madame Dieschbourg zesummen.

Dem Här Reding wëll ech soen: Responsabel fir d'Bauautorisatiounen an der Gréngzon war bis elo nach ëmmer den Ëmweltminister, an hien ass et och nach ënnert där aktueller Regierung. Als Affekot misst een dat wëssen. Duerfir froen ech awer net, datt Dir elo misst vum Barreau gestrach ginn.

(Interruptions diverses)

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Et geet drëm, fir dee richtegen Équiliber ze fannen tëschent dem Naturschutz an der Produktioun vun eise Liewensmëttel. Déi zwee schléisse sech grondsätzlech net aus, mä kënnen Hand an Hand goen.

Ech kommen dann awer och elo nach eng Kéier zréck op d'Biotoper ze schwätzen. An hei kann ech nëmme widderhuelen, wat mer schonn...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Entschëllegt, Här Landwirtschaftsminister, d'Madame Hansen, wann Der erlaabt, wollt eng Prezisioun ginn oder eng Fro stellen.

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Jo.

Mme Martine Hansen *(CSV), interpellatrice.*- Eng, zwou Froen. Dat eent, ech hu jo dann elo richteg verstanen, datt d'Kompensatiounsfläche just innerhalb vun deene Schutzzone leie wäerten?

An dat Zweet ass d'Bauen an der Zone verte: Activités agricoles, gëtt dat dann och geregelt am Naturschutzgesetz, wat datt do erlaabt gëtt? Merci.

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Mir sinn intensiv amgaang, un der Elaboratioun vum Naturschutzgesetz ze schaffen, a mir wäerte bis no der Vakanz trotzdeem brauchen, fir do ze sinn. A mir wäerten zum gegebene Moment an d'Chamber kommen, fir lech doriwwer ze informéieren.

Wichteg ass et jiddefalls, datt mer kloer a prezis Kritären definéieren, well mer an der Vergaangenheet déi Kritären net haten an duerfir hu mer eng ganz Rei Jurisprudenze kritt - an ech mengen, de Marco Schank weess dat als viregten Ëmweltminister am beschten -, déi eben zu deenen Onsécherheete gefouert hunn. Mir mussen endlech Planungssécherheet kréie fir d'Landwirtschaft. An duerfir ass et natierlech och wichteg, datt d'Fonction agricole an deem neien Naturschutzgesetz mat definéiert gëtt.

Ech war bei de Biotoper, an do wëll ech am Fong geholl dat widderhuelen, wat ech de leschte Summer iwwerall gesot hunn: De sougenannten „Leitfaden" ass nëmmen eng Propositioun vun enger optimaler Bewirtschaftung. En huet kee reglementaresche Charakter, Här Reding, an ass och net relevant fir d'Cross Compliance. Déi Biotoper si jo do, well ee Betrib, oft iwwer Generatiounen, eng gewësse Form vu Bewirtschaftung gemaach huet. Wann een esou weidermécht wéi bis elo, da kann näischt geschéien. Dee Biotop bleift esou, wéi en ass, an et gi keng Strofen.

Meng Servicer waren zesumme mat de Kolleege vum Environnement um Tour, fir ze informéieren an ze erklären, a vill Mëssverständnisser konnten direkt aus der Welt geraumt ginn.

D'Agrarpolitik mat hiren Interventiounsméiglechkeete muss dëst alles intelligent begleeden, an et ass genau dëst, wat mer och am neien Agrargesetz probéieren ze maachen. Sou wëlle mer schonns ier de landwirtschaftleche Betrib iwwerholl gëtt vun engem Jonken, an d'Gréngzon aussidelt oder an engem Gebitt investéiert, wou vill där Schutzzone sinn, eng Analys, eng Berodung maachen, wat sënnvoll a méiglech ass a wéi een eng Win-win-Situatioun fir jiddweree ka fannen. Mir wëllen dem Bauer hëllefen, datt hie Planungssécherheet kritt.

Bei all deenen Erausfuerderungen, déi op eis Baueren a Wënzer zoukommen, wäert d'Wëssensvermëttlung an Zukunft eng ëmmer méi wichteg Roll spillen. D'Gestioun vun de Betriber ass dee Facteur, deen d'Rentabilitéit an de Betriber am meeschte beaflosst. Et ass net d'Gréisst vum Betrib, déi an éischter Linn ausschlaggebend ass fir d'Rentabilitéit vun de Betriber, mä d'Capacitéit vum Betribsleeder an de Leit um Betrib, fir d'Produktiounsfacteuren an d'Betribsmëttel optimal anzesetzen.

Mir mussen duerfir d'Wëssensvermëttlung forcéieren an d'Recherche an d'Praxis méi no beieneeréckelen. Zil ass et, fir den ökologeschen an ekonomeschen Impakt vun der Recherche op d'Landwirtschaft ze steigeren an d'Recherche méi op d'Realitéite vum Terrain auszeriichten. Op dës Manéier wëll ech de Wëssenstransfer accéléréieren a verstäerken.

Fënnef Mesuren huelen ech heifir a wäerten an dat neit Agrargesetz mat afléissen:

Éischtens, d'Weiderbildung vun allen Akteure gëtt weidergefërdert a besser koordinéiert duerch eng ofgestëmmte Planung duerch d'Landwirtschaftskammer.

Zweetens, d'Förderung vun der Berodung gëtt deelweis nei organiséiert a besser cibléiert agesat. Et gi keng Persoune méi ënnerstëtzt, mä cibléiert an definéiert Leeschtungen.

Drëttens, et gëtt eng Base légale kreéiert, fir Innovatiounsprojeten ze förderen, déi eng Léisung op e geziilte Problem vum Terrain solle kënne schnell liwweren, wéi zum Beispill de Metazachlorproblem; an och dat war gefrot ginn.

Véiertens, et gëtt eng Base légale kreéiert, fir Projets de recherche ze ënnerstëtzen.

Fënneftens, et gëtt eng Commission pour la promotion de l'innovation, de la recherche et du développement du secteur agricole am Gesetz institutionaliséiert. Dës Kommissioun soll notamment eng national Innovatiounsstrategie fir d'Landwirtschaft ausschaffen.

Dëst alles, fir de Wëssenstransfer tëschent Fuerschung an Uwendung um landwirtschaftleche Betrib ze förderen an ze accéléréieren.

Dës Instrumenter wäerten zesumme mat der Akerbauschoul en zolidd Fundament vun deem neie Kompetenzzentrum sinn.

Operational groups, wéi vun der Madame Hansen gefrot ginn ass, sinn am neien Agrargesetz virgesinn. Op der Musel ass dëst schonns Praxis, wou Centres de recherche mam Beruff an dem IVV ganz enk zesummeschaffen.

Här President, Lëtzebuerg ass vun Natur aus e Grénglandstanduert. Et ass duerfir net verwonnerlech, datt d'Randvéihaltung a speziell d'Mëllechproduktioun hei esou eng wichteg Plaz an eiser Landwirtschaft anhuelen. D'Mëllechproduktioun mécht ee Véierel vun der landwirtschaftlecher Wäertschëpfung aus, a wann een d'Randfleesch mat bäihëlt, da sinn et méi wéi 40%. Vun den insgesamt 2.040 Betriber, déi 2014 am Recensement agricole waren, si ronn 1.450 Betriber am Haapterwerb, an dovu si praktesch d'Halschent Mëllechvéibetriber.

Den 1. Abrëll dëst Joer koum et zu engem grousse Changement fir d'Mëllechvéibetriber. Dat stellt d'Mëllechbetriber viru grouss Erausfuerderungen. Duerch d'Ewechfale vun der Mëllechquot ass et deem eenzelne Betrib erëm fräigestallt, esou vill Mëllech ze produzéieren, wéi hie wëllt. De Bilan vum leschte Quotejoer weist, datt eis Mëllechbetriber am Hibléck op de liberaliséierte Mëllechmaart hir Mëllechproduktioun staark erweidert hunn.

Am Mëllechjoer 2014-2015 sinn 311 Millioune Kilo Mëllech, fettkorrigéiert, un d'Molkereien ofgeliwwert ginn. Dat si 6,6% méi wéi déi zougedeelte Mëllechquot. Méi wéi d'Halschent vun de Mëllechbetriber mussen elo eng Strof bezuelen. Insgesamt sinn et 5,3 Milliounen Euro, wat an der Moyenne 12.000 Euro pro Betrib, deen iwwerstrach huet, ausmécht. Fir datt dës Betriber doduerch net an e finanziellen Enkpass geroden, hu mir décidéiert, fir de Betriber d'Méiglechkeet ze ginn, déi Tax iwwer ee méi laangen Zäitraum vun 30 Méint ofzebezuelen. Déi Käschten, déi doduerch entstinn, dréit de Lëtzebuerger Stat.

De Mëllechpräis wäert um liberaliséierte Mëllechmarché den Ännerunge vun Offer an Demande op de Mäert méi staark ënnerworf si wéi bis elo. Dat ka Chancë bidden, féiert awer och sécherlech zu Onsécherheeten. D'Reaktioun vusäite vum Eenzelhandel huet dann och net op sech waarde gelooss. D'Präisser vun de Mëllechprodukter ginn zréck an de Präis, deen d'Bauere fir hir Mëllech kréien, ass am Mäerz ënner 30 Cent de Kilo gefall, wat zënter 2012 net méi de Fall war.

Déi kuerzfristeg Aussiichten um Mëllechmarché sinn also net gutt. Et ass also net virauszesoen, wéi déi zousätzlech Quantitéite kënnen ofgesat ginn. De russesche Maart, dee jo duerch den Embargo ewechgebrach ass, wäert och an noer Zukunft keng Optioun si fir d'EU, well eis Produkter wéinst deem déiwe Rubel ze deier sinn. Mëttel- a laangfristeg gesi stinn d'Aussiichten awer guer net esou schlecht. Eng rezent Ëmfro vum SER bei de Buchführungsbetriber weist, datt eng grouss Majoritéit vun de Mëllechbetriber hir Mëllechproduktioun an Zukunft wëlle vergréisseren.

D'Restrukturéierung vum Mëllechsecteur, wou d'Zuel vun de Mëllechbetriber erofgeet an d'Produktioun pro Betrib an d'Luucht geet, wäert, esou wéi an der Vergaangenheet, och an Zukunft weidergoen. D'Fro stellt sech allerdéngs, ob mer eng ongezügelt, forcéiert Restrukturatioun wëllen zouloossen oder net. Wëlle mer eng Landwirtschaft, wou nëmme méi nach ganz wéineg ganz grouss Betriber bleiwen a wou de Gros vun der Aarbecht vu friemen Aarbechtskräfte gemaach gëtt? Ech soen: neen!

Ech gesinn éischter, datt de Familljebetrib oder och den erweiderte Familljebetrib, wou awer de Gros vun der Aarbecht duerch d'Familljemembere gemaach gëtt a wou d'Gestioun vum Betrib dem Betribsleeder net iwwert de Kapp wiisst, d'Leitbild soll si vun der Strukturpolitik hei zu Lëtzebuerg.

Dës Approche wäert sech och am neien Agrargesetz erëmfannen, wou ech proposéieren, Investitiounsplaffonge pro Betrib anzeféieren, an de Kolleeg Gusty Graas huet schonn dorobber higewisen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Mir wëlle keng Agrarindustrië förderen.

(Interruption)

Duerfir gëtt et an Zukunft fir all Betrib e Plaffong, deen ofhängeg ass vun den ermëttelten Aarbechtskräften am Betrib. De Plaffong wiisst deemno a Fonctioun vun där Entwécklung vum Betrib. Mir setzen d'Grenz bei fënnef Aarbechtskräfte pro Betrib, doriwwer eraus gëtt et kee Subsid méi.

Ech wëll awer och op d'Situatioun op de Mäert vun deenen anere Secteuren ze schwätze kommen.

Um Randfleeschmaart sinn d'Präisser am Moment am Prinzip op engem gudden Niveau. Eng strukturell Iwwerproduktioun um Schwéngsmaart an der EU huet nom Summer 2014 fir e Präisverfall gesuergt, deen duerch de russeschen Embargo nach verstäerkt gouf. Déi europäesch Bäihëllefe fir déi privat Lagerhaltung vu Schwéngefleesch hunn e positiven Effet op d'Präisser gewisen. Allerdéngs riskéiert deen Effet an déi aner Richtung ze goen, wann d'Schwéngefleesch ausgelagert gëtt.

D'Récolte vu Kären op Weltniveau ass ganz gutt, däitlech iwwert dem Duerchschnëtt. De Verbrauch ass och héich. Leider sinn d'Prognose fir déi nei Vermaartungscampagne 2015-2016, wat de Verbrauch ugeet, méi schlecht, soudatt net mat héije Kärepräisser ze rechnen ass.

Här President, ier ech zum Schluss kommen, wëll ech och nach e puer Wierder zum Wäibau soen.

Duerch d'Globaliséierung vun der Wäibauwirtschaft ass et net méi einfach ginn, mä eise Wäin huet staark Atouten, wéi zum Beispill gutt équipéiert Betriber an exzellent ausgebilte Wënzer a Kellermeeschteren. De Lëtzebuerger Wäibau mat sengen 350 Betriber ass a bleift e wirtschaftlecht Standbee vum Oste vun eisem Land. Doduerch, datt de Wäibau eng aarbechtsintensiv Aktivitéit ass, schaaft en Aarbechtsplazen.

D'Zil vun der Regierung ass et, d'Entwécklung vun de Familljebetriber ze förderen, ob dat elo Drauweproduzenten oder privat Wënzer sinn. Des Weidere kréien eis Betriber substanziell gehollef, wa se a Kellereien a Vermaartungsstrukturen, wéi zum Beispill eng Wäistuff, investéieren. Mat der Landschaftsfleegeprime soll séchergestallt ginn, datt och nach weiderhin eis Steillage bewirtschaft ginn, soudatt eist typescht Landschaftsbild laanscht d'Musel erhale bleift.

Momentan mussen awer nach ronn 40% vun eise Wäiner exportéiert ginn, well net alles am Inland verkaaft ka ginn. Dat éischt Zil ass duerfir, de Lëtzebuerger Wäin am Inland a besonnesch bei eisen auslännesche Matbierger méi bekannt ze maachen.

Fir dës Ziler ze erreechen, huet de Wënzerstand zesumme mat den Experte vum IVV déi nei AOP, d'Appellation d'origine protégée - Moselle Luxembourgeoise, opgebaut. Dëst Konzept baséiert op der Typicitéit vum Terroir. Sou kann een zum Beispill e Riesling op ville Plazen op der Welt uplanzen, mä d'Rieslinge vun der Lëtzebuerger Musel sinn eenzegaarteg a gi geprägt vum Terroir vun deenen eenzelne Lagen.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*.- Et ass schonns ugefaange ginn, den noutwendege Marketing ëmzesetzen, fir dem Wäikonsument déi nei AOP esou séier wéi méiglech ze vermëttelen an ze erklären.

Här President, zum Schluss vläicht nach e puer Wierder zu eiser Présidence, déi elo kuerz virun der Dier steet. D'Présidence vum Conseil vun der Europäescher...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Här Minister, entschëllegt, den Här Kaes hat gefrot, ob en lech däerf eng Fro stellen.

M. Aly Kaes *(CSV)*.- Dräi.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Dräi?

M. Aly Kaes *(CSV)*.- Jo. Ech maachen et och ganz kuerz. Ech wollt u sech den Här Minister... Ier et vun deem gielen op dee roude Strëch iwwergeet, wollt ech awer nach e puer Saachen nach eng Kéier erwähnen, déi menges Erachtens awer net oder net prezis genuch beäntwert gi sinn.

Dat ass u sech déi prezis Fro, wéi et mat deem Kompetenzzentrum ass, wéini datt dee Kompetenzzenter da Realitéit gëtt. En huet schonn deels, awer net alles drop geäntwert, duerfir wiere mer natierlech frou, wann do méi eng prezis Äntwert kéim.

Dann huet en och iwwer Biobetriber geschwat, mä en huet et awer och vermidden, Stellung ze huelen iwwert d'etappeweis Ëmstellung vun engem konventionellen op e Biobetrib, wéi d'Regierung a wéi hien dat gesäit.

An dann huet en dem Här Reding eng Rei Remarquë gemaach, wat u sech d'Kompetenz vun der Wunneng bei engem Aussiidlerhaff ugeet. Ech muss awer do soen - en huet gesot, dat läit an der Kompetenz vum Environnement -, meng Fro wier u sech, ob dach awer den Environnement, ier en déi Décisioun hëlt, well et geet jo awer ëm de Bien-être vun den Déieren, ier déi Décisioun geholl gëtt, ob do zum Beispill awer Récksprooch wéinstens mat der Veterinärsinspektioun geholl gëtt, déi awer menges Erachtens absolutt Kompetenz dodran huet.

Dobäi wëll ech nach eng Kéier dat betounen, wat d'Madame Hansen scho gesot huet, datt d'CSV der Meenung ass, datt, wann et ëm en Aussiidlerhaff geet, wou Déieren am Spill sinn, et da selbstverständlech muss méiglech sinn, en Haus derbäi opzeriichten, well dat ass d'Viraussetzung fir de Bien-être vun den Déieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*.- Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. Dir sidd jo domat d'accord, dass mer dann den Här Minister e bësse méi laang an där gieler Zon halen?

(Assentiment)

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*.- Merci villmools, Här President, fir Är Generositéit.

Bon, ech mengen, wat déi éischt Fro vum Här Kaes ubelaangt, wat d'Schafung vum Kompetenzzentrum ass, hunn ech gemengt, datt ech kloer genuch gewiescht wier, datt ech gesot hunn, datt mer fir Innovatioun, Fuerschung, Versuchswiesen eng Base légale am neien Agrargesetz stëmmen, dat festleeën, datt dat e wichtege Bausteen ass, fir d'Fundament fir de Kompetenzzentrum ze schafen.

Wa mer dann och elo endlech - no 25-jähreger Diskussioun ronderëm de Site vun enger neier Akerbauschoul - wäerten am nächste Fréijoer mam Bau vun der neier Akerbauschoul ufänken, ass dat e weidere Bausteen. A soubal mer da wäerte mam Agrargesetz fäerdeg sinn, wäerte mer eis dorunnerginn, fir opgrond vun deenen doten zolitte Bausteng, déi ech virdru skizzéiert hunn, deem Kompetenzzentrum eng zolidd Rumm ze ginn.

Wat elo d'Fro ubelaangt doriwwer, wann een eng zweet Betribsnummer fir Biobaueren huet, ob een da ka graduell do eraklammen: Ech mengen, am Wäibau ass dat ënner gewësse Konditioune méiglech, fir déi konventionell Landwirtschaft mat der biologescher Landwirtschaft mateneen ze verbannen. An ech mengen, d'Äntwert, déi hu scho virdrun den Här Kox oder anerer geliwwert, datt mer musse fir d'Éischt déi nei Ekoveruerdnung ofwaarden.

Ech mengen, et war awer hei zu Lëtzebuerg esou, datt weder de landwirtschaftleche Secteur nach d'Biolandwirtschaft, aus Kontrollgrënn, awer och aus ideologesche Grënn, dat wollten. Ech mengen, et ass kloer fir eis, datt mer mussen eng transparent Produktioun kënnen assuréieren. An domadder gesinn ech och d'Propos vum Här Kaes a vun der Madame Hansen, fir op engem Betrib, wann dat zwee verschidde Betribsnumeroe sinn, déi bio an déi konventionell Produktioun beieneen ze maachen, domadder gesinn ech dat jiddefalls à ce stade ganz kritesch.

Wat dann dem Här Kaes seng drëtt Fro ubelaangt, dat ass iwwert d'Bauen an der Grénzzon, awéifern datt do en Haus bei landwirtschaftlech Dependenzie komme kéint, do kann ech nëmmen dat widderhuelen, wat ech virauser gesot hunn, datt mir am Fong geholl ganz gutt mat de Servicer vun der Ëmweltministesch zesummeschaffen an datt mer do nach e bësse Gedold mussen hei an deem Haus hunn, ier mer am Fong geholl dat ficeléiert hunn. Zum gegebene Moment komme mer da gären dorop zréck, fir lech doriwwer ze informéieren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Voilà, Merci!

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*.- Här President, ech mengen, wa Lëtzebuerg elo d'Présidence vum Europäesche Conseil huet, dat ass besonnesch e groussen Challenge fir de Secteur vun der Landwirtschaft, wat u sech am Fong geholl dat Departement ass, wat déi meescht Europäesch Conseilen ze presidéieren huet. Mir wäerten op jidde Fall alles drusetzen, datt och dës Présidence nees, wéi dat scho während deenen zwielef Kéiere virdru war, e vollen Erfolleg gëtt.

Dir wësst, datt mer de Moment éischter an enger Iwwergangszäit sinn, wat de legislative Prozess um europäeschen Niveau ugeet. Op där anerer Säit si mer elo, an ech hat dat schonns ernimmt, an der Ëmsetzung vun der komplexer Reform vun 2013-2014. Derbäi kënnt, datt mer säit November vum leschte Joer eng nei Kommissioun hunn, déi elo eréischt fest am Suedel ass an déi sech ebe virgeholl hat, bei där Reform net ze vill legislative Wirrwarr ze schafen.

Op där Basis wäerten am landwirtschaftleche Beräich am Prinzip keng nei Proposen ënnert där neier Présidence op den Dësch kommen, mä et bleift awer genuch ze dinn. An hei vläicht déi wichtegst Punkten:

Fir d'Éischt geet et drëms, fir den Dossier vun der Biolandwirtschaft ofzeschléissen. Um leschte Conseil konnt hei leider nach keng Eenegung fonnt ginn.

Ee weideren Dossier ass deen, wou mer direkt betraff sinn, dat ass d'Reform vun de Schouluebst- an de Schoulmëllechprogrammer. Déi nei Kommissioun huet sech jo hei eng Bedenkzäit ginn, fir ze kucken, wéi et soll weidergoen. Virun enger Woch ass eng éischt Propos presentéiert ginn, déi nach eng Kéier sollt frësch beliicht ginn, wéi eng Valeur ajoutée dës Propositioun huet. Elo hunn d'Operateuren an aner concernéiert Partië bis den 3. Juni Zäit, fir hiren Input ze ginn, an da gesi mer, wéi dëse Sujet weidergeet.

Mir wäerte während eiser Présidence och d'Entwécklung op de Marchéé genau beobachten, natierlech am Kader vum Enn vun de Mëllechquoten. Dat hat ech jo schonns virdrun ernimmt. Mä och de russeschen Embargo wäert weiderhin Auswierkungen op déi europäesch Landwirtschaft hunn.

An deem Kontext hunn ech och d'Kommissioun gefrot, dem Conseil e Rapport ze maachen iwwert d'international Handelsnégociatiounen, sief et am Kader vun der WTO, sief et am Kader vum TTIP.

Während eiser Présidence wäerte mer och déi méi horizontal Sujeten uschwätzen, wou d'Landwirtschaft au sens large awer direkt betraff ass an och e wichtegen Input ka ginn. Ech denken do un d'Diskussiounen iwwert de Klimawandel, awer och un d'Liewensmëttelsécherheet an der Welt.

Déi europäesch Landwirtschaftsministere wäerten och dat Europäescht Joer vun der Entwécklungshëllef thematiséieren. Schliisslech ass et och un dëser Lëtzebuerger Présidence, fir d'Verhandlungen iwwert d'Fëschereifangquoten zu engem gudden Ofschloss ze féieren.

Dir Dammen an Dir Hären, Dir gesitt, mir hunn en décke Programm virun eis, sief et um europäeschen oder och um internationale Plang. Mä och heiheem hu mer zesumme wichteg Dossieren ze huelen. Ech denken do virun allem un d'Finalisatioun vum Agrargesetz. Ech hoffen, datt ech op d'Ënnerstëtzung vun lech all kann zielen.

An ech soen lech elo Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Landwirtschaftsminister.

Domat si mer um Enn vun eisen Aarbechte vun de Mëtten ukomm. Mir gesinn eis muer de Mëtten erëm um zwou Auer, fir ënner anerem iwwert d'Regelung vum Beruff vum Psychotherapeut ze diskutéieren.

Domat ass eis Sëtzung um Enn. E schéinen Owend nach!

(Fin de la séance publique à 18.19 heures)

Sommaire des séances publiques nos 32, 33 et 34

32e séance

Ouverture de la séance publique p. 495

Débat sur l'état de la nation p. 495-505

33e séance

Ouverture de la séance publique p. 505

Débat sur l'état de la nation (suite) p. 505-510

Question urgente n°1113 de M. Marc Spautz relative à l'annulation de la nomination de la directrice de l'ADEM p. 510-511

Débat sur l'état de la nation (suite) p. 511-515

Résolution de M. Laurent Mosar relative à la reconnaissance du génocide de l'Empire ottoman contre la nation arménienne p. 515-517

Motion de M. Fernand Kartheiser relative au respect par les instances publiques de la neutralité dans l'organisation des séances d'information et des débats dans le cadre du référendum consultatif p. 517-519

34e séance

Ouverture de la séance publique p. 520

Communications p. 520

6808 - Proposition de loi relative aux pratiques illicites eu égard aux documents de voyage ou d'identité et modifiant le Code pénal p. 520

Ordre du jour p. 520

Dépôt d'une proposition de loi par M. Paul-Henri Meyers p. 520

Interpellation de Mme Martine Hansen au sujet de l'avenir de la politique agricole au Luxembourg p. 520-533

Chamber TV

d'Chamber online op

www.chd.lu

mat de Rubricken

- *Actualité*
- *Organisation et fonctionnement*
- *Travail à la Chambre*
- *La Chambre et l'UE*
- *La Chambre et vous*

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°13** • SESSION ORDINAIRE 2014-2015

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
0130 cf. 0274	Justin Turpel	Représentants de l'État dans les conseils d'administration
0274 cf. 0130	Justin Turpel	Représentants de l'État dans les conseils d'administration
1025 cf. 1027	Justin Turpel	Interdiction de pesticides contenant des glyphosates
1027 cf. 1025	Henri Kox, Josée Lorsché	Mesures envisagées suite à la classification alarmante du glyphosate par l'Organisation mondiale de la Santé
1031	Marcel Oberweis	Mesures disciplinaires alternatives dans les lycées
1038	André Bauler, Gusty Graas	Liste des bâtiments classés «monument national»
1047	Fernand Kartheiser	Bilan de la réforme de l'enseignement fondamental
1050	Fernand Kartheiser	Forum de discussion concernant le référendum organisé par les communes
1077	Yves Cruchten	Traducteurs/interprètes assermentés
1080	Cécile Hemmen	Vente de terrains combinée à un contrat de construction
1081	Claudia Dall'Agnol	Commissariats de proximité et d'intervention (CPI)
1082	André Bauler, Edy Mertens	Travaux d'infrastructure
1083	André Bauler, Lex Delles	Ancienne synagogue d'Ettelbruck
1084	Taina Bofferding	Congé scolaire collectif dans l'enseignement fondamental pour participer au pèlerinage de l'Octave Notre-Dame
1085	Jean-Marie Halsdorf	Satellite «GovSat»
1086	Marc Spautz, Félix Eischen	Projet «Public Art Experience»
1087	Serge Wilmes	Composition du conseil d'administration du «Luxembourg Future Fund»
1088	Josée Lorsché	Représentation des genres dans le secteur associatif
1089	Fernand Kartheiser	Sentier des Passeurs
1092	Guy Arendt	Carte d'identité électronique
1093	André Bauler	Sondages archéologiques de diagnostic sur les terrains de la future zone d'activités économiques Nordstad près du Fridhaff
1094	Diane Adehm, Gilles Roth	Revendications de l'Association des Compagnies d'Assurances (ACA)
1095	Martine Mergen	Couverture vaccinale
1096	Guy Arendt	Arbres abattus le long du CR126 entre Walferdange et le Stafelter
1097	André Bauler, Max Hahn	Décharges de Tadler et de Eschdorf
1098	Diane Adehm, Gilles Roth	Ouverture de la route du Nord
1099	Marc Spautz, Serge Wilmes	Télétravail
1100	Fernand Kartheiser	Statistiques de la délinquance
1101	Claudia Dall'Agnol	Don du sang par les homosexuels
1102	Max Hahn	Chambres individuelles dans les hôpitaux
1103	Roger Negri	Drone téléguidé dans le secteur de l'Aéroport de Luxembourg
1104	Diane Adehm, Gilles Roth	Nouvelle version du Code civil
1105	Diane Adehm, Gilles Roth	Exécution du paquet d'avenir
1106	Diane Adehm, Gilles Roth	Éventuelle fusion entre la KBL et la BIL
1107	Léon Gloden	Statistiques de la délinquance 2014
1108	Marc Spautz, Jean-Marie Halsdorf	Contrôles de sécurité à l'Aéroport de Findel
1109	Octavie Modert, Marcel Oberweis	Application du télétravail dans la fonction publique
1110	Claudia Dall'Agnol	Santé au travail au Luxembourg
1111	Fernand Kartheiser	Activités d'un service de renseignement étranger sur le territoire luxembourgeois
1114	Nancy Arendt	Logements de service
1115	André Bauler, Gilles Baum	Emploi dans les régions
1116	Diane Adehm, Gilles Roth	Réforme du congé parental
1117	Martine Hansen	Examen-concours de la carrière de l'artisan-fonctionnaire
1119	Françoise Hetto-Gaasch	Recrutement de volontaires de police
1120	Franz Fayot	Contrats à durée déterminée (CDD) conclus entre les centres de recherche publics et les chercheurs
1121	Nancy Arendt	Pointeurs laser
1122	Henri Kox, Josée Lorsché	Problèmes de mobilité à l'échangeur Kirchberg Josée Lorsché après l'ouverture complète de l'autoroute du Nord
1123	Françoise Hetto-Gaasch	Peines applicables en matière d'accidents de la circulation mortels
1124	Gilles Baum	Fusions de commissariats de proximité
1125	Tess Burton	Durée de travail hebdomadaire pour étudiants
1126	Jean-Marie Halsdorf	Airbus A400M
1127	Jean-Marie Halsdorf	Audits commandités par les membres du Gouvernement
1128	Martine Hansen	Droit de pétition
1129	Marco Schank, Emile Eicher, Aly Kaes, Martine Hansen	Concept de mobilité dans le Nord du pays
1130	Françoise Hetto-Gaasch	Encadrement des personnes atteintes de troubles linguistiques
1131	Fernand Kartheiser	Police des transports publics
1132	Fernand Kartheiser	Utilisation de la langue luxembourgeoise sur les sites Internet du Gouvernement et des administrations
1133	Léon Gloden	Transport fluvial
1134	Laurent Zeimet	Agrément à accorder aux gestionnaires de services d'éducation et d'accueil pour enfants
1135	Roy Reding	Indemnité de procédure pour les personnes bénéficiant de l'assistance judiciaire
1136	Sylvie Andrich-Duval	Violence domestique
1137	Laurent Mosar	«Roaming»
1138	Françoise Hetto-Gaasch	Interdictions pouvant frapper les immeubles pendant la période d'élaboration d'un projet d'aménagement général
1140	Joëlle Elvinger	Obligation d'information des salariés dans le cas d'incapacité de travail
1141	Diane Adehm, Gilles Roth	Éventuelle «analyse» par le BND des liaisons Internet depuis et vers le Luxembourg
1142	Yves Cruchten	Jeux européens à Bakou
1143	Josée Lorsché	Droits des personnes transgenres au Luxembourg
1146	Marcel Oberweis	Décharges de déchets inertes
1147	Marcel Oberweis	«Smart grid»
1148	Laurent Mosar	Nouvelles révélations d'espionnage par le BND / la NSA des liaisons Internet depuis et vers le Luxembourg
1150	Diane Adehm, Gilles Roth	Réforme fiscale
1151	Marc Spautz, Octavie Modert	Collaboration de l'Entreprise des postes et télécommunications avec le groupe Cactus
1153	Laurent Mosar	Futurs projets de Luxexpo
1156	Martine Hansen, Aly Kaes	Chasse au renard
1177 urgente	Gilles Roth, Marc Spautz, Diane Adehm	Décision de la Belgique de placer le Luxembourg sur la liste noire des paradis fiscaux

Question 0130 (28.02.2014) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant les **représentants de l'État dans les conseils d'administration:**

L'État luxembourgeois est représenté dans un certain nombre de conseils d'administration.

- Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, peut-il, dans un souci de transparence nécessaire à une représentation démocratique, me renseigner qui sont les fonctionnaires de l'État et autres personnes qui le représentent, dans quels conseils d'administration ils siègent, quelle est l'indemnité - sous quelque forme que ce soit - que ces personnes perçoivent de ce chef cette représentation et quelle partie de cette indemnité leur est dévolue, respectivement quelle est la partie d'indemnité continuée au Trésor de l'État?

Question 0274 (14.05.2014) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant les **représentants de l'État dans les conseils d'administration:**

Par ma question parlementaire n°0130 du 28 février 2014, je vous avais demandé, dans un souci de transparence nécessaire à une société démocratique, de me renseigner sur l'identité des fonctionnaires et autres personnes qui représentent l'État dans les conseils d'administration, sur les indemnités que ces personnes touchent, sous quelque forme que ce soit, et sur la partie continuée par elles au Trésor de l'État.

Par courrier du 3 mars 2014, vous êtes intervenu auprès de Monsieur le Président de la Chambre des Députés afin de demander une prolongation du délai de réponse. Cette demande était motivée par le fait que la question concernerait tous les départements ministériels, ce qui nécessiterait un travail de concertation entre les départements.

1. Dans votre réponse du 7 avril 2014 vous m'informiez que depuis l'entrée en vigueur de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'État, la Trésorerie est tenue et habilitée à établir un registre de ces participations et que le détail des sociétés dans lesquelles l'État tient des participations et est représenté par un ou plusieurs membres dans le conseil d'administration est publiquement consultable sur le site Internet de la Trésorerie de l'État: http://www.te.public.lu/participations/index.html, exercice auquel je me suis volontiers plié depuis.

En ce qui concerne ma demande de savoir qui sont les fonctionnaires de l'État et autres personnes qui représentent l'État dans quels conseils d'administration, vous m'avez informé que les représentants de l'État au sein des conseils d'administration sont nommés par le Gouvernement en Conseil, sur proposition du Ministre compétent, et comme la législation sur le droit des sociétés imposerait à chaque société d'actualiser la liste de ses administrateurs via dépôt au Registre de commerce et des sociétés, cette liste serait publiquement consultable au Mémorial C.

2. Or, lors de la consultation du Mémorial C pour voir qui est représenté dans quel conseil d'administration, conformément à votre demande, j'ai dû constater qu'il faut consulter pour chaque conseil d'administration concerné une multitude de publications datant de plusieurs années, exercice fastidieux auquel vous m'invitez à me plier. En plus, j'ai dû constater que les listes des administrateurs publiées au Mémorial ne renseignent généralement pas sur l'origine étatique de la nomination.

- Partant, Monsieur le Ministre d'État peut-il me remettre un relevé complet des fonctionnaires et autres personnes représentant l'État dans un conseil d'administration, tout en indiquant pour chaque personne la date depuis laquelle cette représentation est effective?

- Ne serait-il pas indiqué, dans un souci de simplification administrative, de tenir à jour ce relevé?

- Ne serait-il pas utile, dans un souci de transparence, que ce relevé soit publiquement consultable sur le site Internet du Gouvernement?

3. Ensuite vous m'informez qu'il appartient au Gouvernement d'arrêter au cas par cas les indemnités à allouer à ses administrateurs et que le Gouvernement estimerait, de façon générale et sans exception aucune, que les indemnités touchées par les administrateurs correspondent à leur surcharge de travail effective et que le Gouvernement ne leur demanderait aucun remboursement.

- Dois-je en conclure qu'aucune de ces charges ne soit assumée pendant le temps de travail rémunéré sur base du chapitre 8 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État?

4. Enfin, vous estimez que le Gouvernement ne peut pas publier le montant des indemnités touchées par les fonctionnaires-administrateurs, ceci afin d'éviter d'exposer la situation individuelle des membres des conseils d'administration concernant les rémunérations leur allouées, et de ce fait celle des autres collègues administrateurs n'ayant aucun lien avec le secteur public. Vous justifiez ceci avec la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et modifiant certaines autres dispositions légales, et notamment la lecture combinée de ses articles 64, alinéa 2 et 65, paragraphe 1, point 12 et paragraphe 3. Le paragraphe en question prévoit une dispense de publication d'office au Mémorial C du montant des rémunérations allouées au titre de l'exercice aux membres des organes de gestion et de surveillance à raison de leur fonction ainsi que des engagements nés ou contractés en matière de pensions de retraite à l'égard des anciens membres d'un tel organe.

Là encore, je crois qu'il y a malentendu sur ce que j'avais demandé. Je n'avais nullement demandé de publier au Mémorial les indemnités des gestionnaires de société, mais de me fournir un relevé des indemnités touchées par les représentants officiels de l'État, représentant l'intérêt public, dans des organismes qui ne sont pas des administrations de l'État. Cette demande est motivée aussi bien par la transparence prévue en matière de rémunération de toute fonction publique, que par la mission de contrôle parlementaire du Gouvernement, que par la transparence annoncée dans le programme gouvernemental.

- Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, peut-il me renseigner sur la part ainsi allouée à des représentants de l'État (et non remboursée à l'État), séparément pour les conseils d'administration:

- des sociétés de droit privé cotées en bourse,

- des sociétés de droit privé non cotées en bourse,

- des établissements publics, et

- des institutions financières internationales?

- Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, peut-il me renseigner, conformément au raisonnement développé ci-dessus, sur le montant total alloué, dans sa fonction de représentant de l'État dans les différents conseils d'administration, à chacun des administrateurs nommés par l'État?

Réponse complémentaire (24.06.2015) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Relevé des fonctionnaires et autres personnes représentant l'État dans des conseils d'administration

(tableaux à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 1025 (30.03.2015) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant l'**interdiction de pesticides contenant des glyphosates:**

In einer soeben erschienenen Pressemitteilung fordert der Mouvement écologique ein umgehendes Verbot glyphosathaltiger Pestizide. Dabei beruft die Umweltorganisation sich sowohl auf Studien des deutschen Bundes für Umwelt und Naturschutz (BUND) sowie von „Friends of the Earth" (dessen Luxemburger Sektion der Mouvement Écologique ist), die belegen, dass Glyphosat in Urinproben bei 70 Prozent aller EinwohnerInnen festgestellt wurde. „In Luxemburg dürften die Resultate wohl ähnlich ausfallen…, wenn danach gesucht würde!", schreibt der Méco. Und „im Rahmen des Pestizidunfalls beim Stausee wurde nämlich bekannt, dass die Rückstände des in hohen Mengen im landwirtschaftlichen, öffentlichen und privaten Bereich eingesetzten Glyphosats bisher (bis auf wenige punktuelle Ausnahmen) nicht systematisch überwacht werden!"

Das Unkrautvernichtungsmittel Glyphosat sei weltweit das am häufigsten eingesetzte Herbizid; die Substanz ist seit jetzt von der Weltgesundheitsorganisation WHO als gefährlich und in die zweithöchste Gefahrengruppe als „wahrscheinlich krebserregend für den Menschen" eingestuft worden. In Luxemburg seien über 50 verschiedene glyphosathaltige Produkte zugelassen[1], davon allein 27 für nichtberufliche Zwecke, also in fast jedem Supermarkt und Gärtnereifachhandel frei zugänglich. Noch immer würden eine Reihe von Gemeinden glyphosathaltige Produkte auf öffentlich zugänglichen Flächen (Spielplätzen, Fußballfeldern, Friedhöfen, usw.) einsetzen. Auch viele Landschaftsgärtner und Privatleute würden vielerorts Roundup© nutzen, auch die CFL nutze dieses hoch problematische Totalherbizid zum Vernichten der Vegetation entlang des Schienennetzes.

In der Landwirtschaft würde Glyphosat oft großflächig eingesetzt, sogar auf ausdrückliche Empfehlung von offiziellen Beratungsstellen wie der Landwirtschaftskammer: „Zur Ernteerleichterung und um zu verhindern, dass Unkrautsamen die Feuchte der Getreideprobe anheben, können stark verunkrautete oder zwiewüchsige Getreidebestände mit einem glyphosathaltigen Produkt abgespritzt werden»[2]. Dass diese sogenannte „Vorerntespritzung" von Getreide unweigerlich zu Rückständen von Glyphosat in der Nahrungskette führt, müsste wohl jedem einleuchten. Auch zur Abtötung der Vegetation vor einer Grünlanderneuerung oder im Rahmen des pfluglosen Ackerbaus (Abspritzen der Stoppel) würde immer wieder Glyphosat eingesetzt.

In diesem Zusammenhang möchte ich von der für die Umwelt zuständigen Ministerin und von dem für die Landwirtschaft zuständigen Minister wissen:

1. Stimmen die vom Mouvement écologique aufgeworfenen Gefahren von Glyphosat ebenso wie dessen Einstufung durch die Weltgesundheitsorganisation WHO in die zweithöchste Gefahrengruppe als „wahrscheinlich krebserregend für den Menschen"?

2. Stimmt es, dass glyphosathaltige Pestizide auch in Luxembourg noch immer von Gemeinden, Landwirten, CFL und Privatleuten eingesetzt werden und frei im Handel zugänglich sind?

3. Verfügt die Regierung über genauere Angaben über den Einsatz und die Auswirkungen glyphosathaltiger Pestizide in Luxemburg?

4. Stimmt die Regierung der Forderung zu, die Zulassung glyphosathaltiger Pestizide in Luxemburg im Sinne einer vorbeugenden Umwelt- und Gesundheitspolitik umgehend zurückzuziehen?

5. Ist die Regierung bereit, sich auf europäischer Ebene für deren Verbot einzusetzen und die von der EU geplante Verlängerung/Zulassung von Glyphosat um zehn Jahre zu verhindern?

6. Ist die Regierung bereit, die landwirtschaftlichen Beratungsstellen aufzufordern, explizit von der Vorerntespritzung und dem Abspritzen von Feldern nach der Ernte mit Glyphosat abzuraten und die Landwirte über die Gefahren aufzuklären?

7. Ist die Regierung gewillt, den Luxemburger Handel (Supermarktketten, Gartengeschäfte) aufzufordern, alle glyphosathaltigen Produkte aus seinen Regalen zu nehmen?

8. Ist die Regierung bereit, ein Verbot des Einsatzes von Glyphosat durch Gemeinden, Gartenbau- oder Landschaftsgestalter und Privathaushalte zu verfügen?

Question 1027 (31.03.2015) de **M. Henri Kox** et **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant les **mesures envisagées suite à la classification alarmante du glyphosate par l'Organisation mondiale de la Santé:**

Récemment l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a classé le glyphosate dans la catégorie 2A - c'est-à-dire «cancérogène probable» -, dernier échelon avant la qualification de «cancérogène certain». Le glyphosate est l'herbicide chimique le plus vendu mondialement. Les herbicides qui contiennent du glyphosate, comme le Roundup de Monsanto, sont employés dans l'agriculture, la sylviculture, les parcs et espaces publics, sur les voies ferrées ainsi que dans les jardins privés. Le glyphosate joue aussi un rôle crucial dans la production - et le développement - des plantes modifiées génétiquement afin d'augmenter leur résistance aux herbicides (OGM agricoles).

Du fait que cette substance se trouve dans beaucoup de produits vendus également au Luxembourg, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture:

- Compte tenu de la classification alarmante du glyphosate par l'OMS, quelles suites les autorités gouvernementales compétentes entendent-elles donner à l'utilisation et la mise en vente des herbicides contenant cette substance au Luxembourg?

- Quelles recommandations le Gouvernement entend-il exprimer en relation avec les stocks publics et privés des herbicides au glyphosate?

- À la lumière des analyses scientifiques de l'OMS, est-ce que le Gouvernement luxembourgeois est d'accord de revenir sur ses réponses à notre question parlementaire n°0314 du 23 mai 2014 *(cf. compte rendu n°9/session extraordinaire 2013-2014),* notamment en ce qui concerne les démarches européennes?

Réponse commune (03.06.2015) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs,* et de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Il existe une cinquantaine de produits phytopharmaceutiques à base de la substance active glyphosate agréés au Luxembourg.

Ces produits sont utilisés en agriculture pour contrôler les adventices vivaces (chiendent, chardon, rumex...) difficiles à atteindre avec d'autres herbicides, après la récolte (p. ex. céréales) et avant le semis de la culture suivante ou encore dans le cadre de la rénovation de prairies et pâturages. Ces produits sont également utilisés en dehors de l'agriculture (contrôle des mauvaises herbes sur les infrastructures publiques par certaines communes, les chemins de fer, voire par certaines personnes privées). S'y ajoute le fait que l'application de substances phytopharmaceutiques dans les espaces publics est interdite à partir du 1er janvier 2016 par la loi du 29 décembre 2014 relative aux produits phytopharmaceutiques.

Les produits les plus utilisés en agriculture sont Roundup max (teneur en substance active 450 g/l) et Roundup (teneur en substance active 360 g/l).

La dose du produit pour le traitement contre les mauvaises herbes en grandes cultures est de 4 l/ha pour le Roundup et 3,2 l/ha pour le Roundup max.

La dose pour 1 ha s'élève donc (Roundup max appliqué avec 3,2 l/ha) à 3,2x450=1.440 g de substance active par ha.

Selon l'extraction des quantités de ppp utilisés en agriculture à partir des données comptables, 17.131 kg de glyphosate ont été utilisés en agriculture en 2012 et sensiblement la même quantité en 2013. Ceci correspond à une surface traitée de 17.131:1,44=11.897 ha en agriculture en 2012 soit environ 18% des terres arables et des cultures permanentes cultivées au Luxembourg.

Le glyphosate vient en effet d'être classifié comme probablement cancérigène pour l'homme par l'OMS respectivement le Centre International de Recherche sur le Cancer (CIRC) ensemble avec d'autres substances actives comme le parathion ou le malathion (deux autres substances actives appartenant à la famille des organophosphorés, le dernier étant également très répandu).

Dans les études mettant en évidence le risque cancérigène (lymphomes non hodgkiniens) il s'agit d'une exposition au travail, c'est-à-dire des ouvriers exposés lors de l'application par pulvérisation. De même des concentrations de glyphosate dans le sang ont été constatées chez des agriculteurs utilisant le glyphosate.

Il en résulte qu'à l'état actuel, la cancérogénicité concerne en première ligne les travailleurs exposés lors de l'utilisation du glyphosate, ces expositions étant notablement plus élevées que lors de l'utilisation par les personnes privées.

Les agences d'évaluation internationales, telles que le JMPR (également Organe de l'OMS), l'Autorité européenne de sécurité alimentaire (EFSA) et l'Institut fédéral allemand pour l'évaluation des risques (BfR) n'ont pas encore pris en compte dans leur évaluation de risque, le changement de la classification de la substance glyphosate. L'Allemagne est actuellement État membre rapporteur de la substance auprès de la Commission européenne.

Le rapport d'évaluation de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) est actuellement basé sur des valeurs de référence liées à des études de toxicité chronique. Les experts ont suggéré d'introduire une dose de référence aiguë (ARfD) pour le glyphosate.

D'autre part, l'approbation de la substance glyphosate au niveau européen se termine fin d'année 2015. Conformément au règlement (CE) n°1107/2009 du 24 novembre 2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques, la substance glypho-

[1] Quelle: Administration des services techniques de l'agriculture (ASTA) - https://saturn.etat.lu/tapes

[2] Quelle: Chambre d'agriculture, „Pflanzenbau aktuell", Juli 2013

sate va suivre la procédure européenne de renouvellement d'approbation. Dans ce cadre, l'EFSA va procéder à une mise à jour de l'évaluation du glyphosate.

Au niveau du Luxembourg les produits phytopharmaceutiques sont de la compétence directe ou indirecte de plusieurs ministères. La Commission des produits phytopharmaceutiques est composée des représentants de huit ministères-administrations: une nouvelle approche du Gouvernement en la matière ne peut donc être élaborée endéans trois semaines.

Le service de la sécurité alimentaire est responsable de la recherche de résidus de substances actives (y compris le glyphosate) au niveau des aliments, à savoir les fruits, légumes, céréales et de l'alimentation pour bébés alors que les produits animaliers relèvent de la compétence de l'Administration des Services Vétérinaires. Les résultats des prélèvements de 2011 à 2013 ont été rapportés dans la réponse à la question parlementaire n°0314 du 23 mai 2014 sur le même sujet. La limite réglementaire européenne pour ces matrices est de 10 mg/kg. En 2014, aucune trace de glyphosate n'a été détectée sur les échantillons. Le détail des résultats est accessible sur le site Internet de l'Organisme pour la sécurité et la qualité de la chaîne alimentaire (OSQCA).

Le Gouvernement est d'avis que la sensibilisation des responsables des administrations et des communes tout comme l'information et la sensibilisation du public en les invitant à renoncer ou à limiter dans la mesure du possible l'usage de pesticides aux endroits strictement nécessaires, est bien plus efficace qu'une interdiction d'utiliser ou de retirer du marché certains produits ou pesticides contenant certaines substances actives, comme par exemple le glyphosate.

Ainsi, depuis plusieurs années, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures (Département de l'Environnement) organise ensemble avec divers partenaires (huit associations, le SICONA ou encore l'Administration de la Gestion de l'Eau) une campagne «…sans pesticides» visant la réduction de l'utilisation de pesticides notamment en ce qui concerne les surfaces communales ou les jardins privés.

En mars 2015, trois quarts des communes luxembourgeoises s'étaient engagées à réduire l'emploi de pesticides à l'échelle communale, 24% par des projets pilotes, 22% par décision politique pour une réduction de l'emploi et 26% des communes renonçant par décision politique complètement à l'utilisation de pesticides.

Une sensibilisation pour le public est régulièrement effectuée par diverses associations telles que la «SuperDrecksKëscht» ou «Ëmweltberodung Lëtzebuerg (EBL)» incluant les risques sur la santé, l'information comment renoncer ou limiter, la reprise des anciens pesticides ou bidons à pesticides, des séances d'information et de sensibilisation.

À titre d'exemple une campagne nationale «semaine sans pesticides» visant à informer sur les impacts nocifs des pesticides et la promotion de méthodes alternatives est organisée chaque année, la dernière en date du 20 au 30 mars 2015.

Il en découle que le Gouvernement favorise depuis maintes années la réduction de l'emploi de pesticides, incluant entre autres également ceux contenant du glyphosate. Bien évidemment les nouvelles considérations concernant le glyphosate seront intégrées dans toutes les démarches du Gouvernement à tout niveau.

Question 1031 (01.04.2015) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant les **mesures disciplinaires alternatives dans les lycées:**

En France, le Ministère de l'Éducation nationale a introduit en 2011 une nouvelle mesure disciplinaire, dénommée «mesure de responsabilisation». L'objectif en est de permettre aux élèves en difficulté de comportement (déclencher le système d'alarme incendie, avoir dégradé le mobilier de l'établissement, etc.) d'échanger une mesure disciplinaire grave, telle l'exclusion temporaire des cours, contre un travail d'intérêt général (aider les bénévoles de la Croix-Rouge, faire la lecture aux personnes âgées, etc.). La mesure de responsabilisation, acceptée par la famille, constitue donc pour l'élève une option pour échapper aux sanctions ordinaires, et en même temps une démarche constructive et réfléchie qui lui fait prendre conscience de la portée de ses actes au regard du règlement intérieur et faire évoluer positivement son comportement. Participer à des activités au service des autres à l'extérieur du milieu scolaire permettra à l'élève de sortir de son rôle de perturbateur, comme du cercle vicieux dans lequel les sanctions habituelles l'enferment trop souvent.

Considérant les premiers bilans encourageants de cette mesure en France, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre dispose-t-il de statistiques relatives au nombre d'élèves qui a reçu des mesures disciplinaires dans les écoles et les lycées?

- Le Ministre a-t-il connaissance d'éventuels projets similaires au Luxembourg?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre envisage-t-il de supporter davantage des projets similaires au Luxembourg? Si oui, de quelle manière?

Réponse (04.06.2015) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Il n'y a pas de relevé systématique des sanctions disciplinaires par mon département. Il n'est pas souhaitable d'établir un «casier» des élèves en faute qui risquerait de mettre au pilori d'une façon durable les adolescents ayant contrevenu aux règlements d'ordre des écoles.

Je m'entretiens régulièrement avec les directeurs des lycées et les responsables de mon département sur les mesures à prendre dont notamment les projets scolaires de maintien scolaire dans les lycées et les initiatives du Centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS) comme le «Coolness-Training» visant à prévenir les comportements excessifs.

Je remercie Monsieur le Député d'avoir porté à ma connaissance une démarche éducative du système scolaire français permettant de répondre aux fredaines de certains élèves. Il s'agit de réagir d'une façon conséquente et circonspecte à l'inconduite d'élèves et de prévoir une action éducative salutaire et persistante sans pour autant vilipender ou ostraciser les concernés.

Une initiative visant à protéger du renvoi les élèves qui ont été coupables d'enfreintes graves ou répétées fut mise en place dès l'année scolaire 2005-2006 au Lycée technique de Bonnevoie et étendue par la suite à la grande majorité des lycées et lycées techniques du pays. Il s'agit d'une classe de maintien en situation scolaire des élèves menacés d'exclusion appelée le plus souvent «classe mosaïque». Cette dénomination connaît actuellement une certaine notoriété publique initiée par le film «Baby(a)lone» de Monsieur Donato Rotunno dont les protagonistes sont des lycéens sauvés du renvoi par une telle classe mosaïque. Ce film fut inspiré par le livre «Amok» de Monsieur Tullio Forgiarini qui est lui-même enseignant au régime préparatoire d'un lycée et qui a su peindre d'une façon compétente un tableau suggestif, intense et impressionnant de la population scolaire de ces classes dites «modulaires» ce qui lui valut en 2013 le Prix de littérature de l'Union européenne.

Une classe mosaïque peut être organisée avec une autorisation ministérielle préalable qui est à solliciter par la direction du lycée. Le projet d'organisation comprend notamment un horaire de la classe et les noms et statuts des enseignants qui y interviennent. À la fin de l'année scolaire, un rapport recueille les noms des élèves qui ont fréquenté cette classe avec la date d'entrée et la date de départ. La classe mosaïque accueille au plus douze élèves à un moment donné. L'organisation au lycée est assumée par un coordinateur.

Une classe mosaïque accueille donc des élèves qui, à cause de troubles de comportement, risquent l'exclusion. Par un appui fondé sur un plan de prise en charge individualisé temporaire de six à douze semaines, la classe mosaïque vise une réinsertion et une resocialisation de l'élève dans sa classe d'origine ou une classe parallèle.

En classe mosaïque, l'accent est mis sur le comportement, l'attitude et les méthodes de travail de l'élève. Lorsqu'il est réintégré à sa classe d'origine, ou intégré à une classe parallèle, un suivi des responsables de la classe mosaïque veille à ce qu'il préserve les acquis dont il s'est muni en classe mosaïque.

L'Institut de formation continue de l'Éducation nationale organise pour les éducateurs intervenant dans les classes mosaïques des formations sur la réintégration et le suivi des élèves. Les enseignants titulaires d'une telle classe suivent au préalable une formation spécifique d'un trimestre.

En 2013-2014, il y eut 23 classes mosaïques dans 20 lycées qui accueillirent un total de 255 élèves (58 filles et 197 garçons). Depuis leur mise en place, les classes mosaïques ont accueilli un total de 1.455 élèves, 331 filles et 1.124 garçons.

Le bilan annuel des classes mosaïques «Jahresbericht zur Arbeit der Mosaikklassen; Prävention von Schulverweigerung - 2011-2012» est disponible sur le site du MENJE: www.men.Dublic.lu/fr/publications/themes-pedaaoqiaues/promotion-s ante-bien-être

On y trouve également un document détaillant le concept des classes mosaïques: «Rahmenkonzept Förderklasse Mosaik; Prävention von Schulverweigerung durch individuelle Förderung».

La prise en charge en classe mosaïque a pour deux tiers des élèves des effets positifs c.-à-d. la réinsertion ou resocialisation et la poursuite du cursus scolaire, le constat en étant fait après un certain laps de temps. Pour un tiers des élèves, ces objectifs ne sont pas atteints, mais des améliorations sont constatées sur le plan social et familial. Des facteurs comme troubles psychiques, problèmes d'addiction, troubles d'apprentissage graves dépassent le champ d'action des classes mosaïques.

Il y a donc un tiers d'élèves concernés pour lesquels la scolarisation temporaire en classe mosaïque échoue. Ces élèves risquent le renvoi et, au pire, un placement au centre éducatif de l'État avec la scolarisation à l'Institut d'enseignement socio-éducatif. Certains élèves sont hospitalisés et scolarisés par les soins de l'Éducation nationale, en psychiatrie juvénile à Kirchberg, à l'Hôpital du jour de la psychiatrie juvénile de la Clinique Sainte-Marie à Esch-sur-Alzette ou encore à la psychiatrie juvénile du Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique à Ettelbruck.

Pour assurer un suivi de ces élèves sur une plus grande durée et avec une intensité accentuée, le Ministère de l'Éducation nationale créa voilà deux ans, en collaboration avec la Ville de Luxembourg une structure d'accueil pour élèves à comportement difficile à l'endroit appelé Izegerstee situé à ce lieu-dit à Luxembourg-Bonnevoie.

L'Izegerstee encadre des élèves de onze à 15 ans pâtissant de sévères troubles de comportement. Le projet est placé sous la tutelle du Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) en collaboration avec le Lycée technique de Bonnevoie, principale école partenaire.

Sur demande d'une école fondamentale ou d'un lycée, avec l'accord des parents, l'élève peut être admis à l'Izegerstee. L'objectif primaire est la réintégration dans sa classe régulière après un séjour maximal de deux ans à l'Izegerstee.

En 2013-2014 il y eut deux groupes-classe. Il devint nécessaire de créer un troisième groupe-classe de 7e pour la rentrée 2014-2015. Actuellement 13 élèves sont scolarisés à Izegerstee et cinq élèves réintégrés sont suivis dans des lycées.

Les élèves sont scolarisés sur place afin de suivre le curriculum de leur classe d'origine, au moins en langues et en mathématiques. Des activités pédagogiques ciblent directement le comportement et le développement socio-émotionnel. L'encadrement très structuré a lieu du lundi au vendredi de 8.00 heures à 17.00 heures. Une équipe socio-pédagogique spécifique est en charge de la préparation et du suivi de la réintégration, du lien avec l'école ou le lycée, les parents et autres professionnels impliqués.

Un médecin pédopsychiatre du Service National de la Psychiatrie Juvénile rencontre chaque semaine le personnel de la structure afin de le conseiller dans sa démarche. Il établit le contact avec les médecins traitant les élèves. L'accompagnement méthodologique et la supervision du projet sont assurés par le «Zentrum für Schulische und Psychosoziale Rehabilitation» de Berlin. L'équipe intervenante bénéficie de la supervision d'un psychologue systémicien et de l'évaluation de la part d'une pédagogue.

L'accent de la démarche de mon département est mis actuellement sur le renforcement de ces démarches, de la prévention comme de la remédiation. La collaboration entre les départements de la Jeunesse et de l'Éducation nationale s'étant simplifiée suite à la réorganisation des départements gouvernementaux, il est dès lors possible de rendre plus efficaces et plus ciblées les actions éducatives, socio-familiales et thérapeutiques au bénéfice des enfants et adolescents concernés.

Question 1038 (03.04.2015) de **MM. André Bauler** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant la **liste des bâtiments classés «monument national»:**

Nous venons d'apprendre que le Pont Adolphe (en rénovation), le Palais grand-ducal et la Cathédrale de Luxembourg figurent parmi les édifices qui ne bénéficient pas du statut de monument national classé.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

- Madame la Ministre peut-elle nous présenter une liste intégrale des bâtiments publics qui, à l'heure qu'il est, sont classés «monument national»?

- Est-il prévu d'élargir la liste des monuments nationaux classés afin d'assurer à l'avenir une meilleure protection de ces bâtiments historiques?

- Dans l'affirmative, quels sont les édifices et ouvrages d'art qui devraient être pourvus de ce statut dans les meilleurs délais?

Réponse (04.06.2015) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre de la Culture:*

Au 30 avril 2015, 400 immeubles et objets mobiliers ont bénéficié du statut de monument national. Ces objets ne peuvent être transformés qu'avec l'autorisation du Ministre de la Culture.

653 immeubles sont inscrits à l'inventaire supplémentaire des Sites et Monuments Nationaux. Avant chaque modification à apporter à ces bâtiments, le Ministre de la Culture doit en être informé par les propriétaires.

En somme, 1.053 immeubles, sites et objets mobiliers jouissent ainsi d'une protection nationale. Il y a lieu de souligner que 302 objets se sont ajoutés à cette liste depuis 2009 et que, par conséquent, presqu'un tiers de ces protections, qui se font depuis les années 1930, s'est opéré en six ans. La liste peut être consultée au site Internet du Service des Sites et Monuments Nationaux (ssmn.public.lu).

Parmi ces objets, 91 appartiennent à l'État. La liste de ces édifices est jointe en annexe.

Actuellement, 233 dossiers sont ouverts et une procédure de protection est en cours. Neuf objets appartenant à l'État en sont concernés.

La cause majeure de ces protections, achevées ou en cours, est soit l'initiative d'un propriétaire, donc son désir de faire protéger son immeuble par l'État, soit l'urgence, c.-à-d. la volonté inverse du propriétaire, à savoir celle de démolir sa bâtisse. Dans ce deuxième cas, une protection est entamée le plus souvent par les soins du Service des Sites et Monuments Nationaux.

Considéré le travail de protection remarquable fait notamment au cours des dernières années et accompli en complément à d'autres tâches qui lui incombe, le Service des Sites et Monuments Nationaux n'a pas pu à ce jour faire octroyer le statut de monument national à tous les édifices, notamment publics, qui le mériteraient. Néanmoins, comme ces édifices, avec e. a. le Pont Adolphe, le Palais grand-ducal et la Cathédrale, ne furent nullement menacés, une protection juridique ne s'est pas imposée. En effet, les travaux apportés à ces édifices sont accompagnés par le Service des Sites et Monuments Nationaux, de sorte que, pour toute intervention, les conseils des experts du patrimoine bâti sont entendus.

Afin de voir apporter plus de cohérence dans nos démarches de protection, surtout à l'égard de nos concitoyens, j'ai décidé il y a quelques mois déjà, de faire établir un inventaire des immeubles et ouvrages non protégés mais dignes d'une protection nationale, appartenant à l'État et se situant sur le territoire de la Ville de Luxembourg. Cette liste vient de m'être soumise par le Service des Sites et Monuments Nationaux.

Dans les semaines à venir, mes services se concerteront avec d'autres administrations de l'État pour pouvoir entamer des procédures de protection nationale visant ces immeubles.

Une autre liste que j'ai demandée est celle devant regrouper les inventaires du patrimoine bâti de tout le pays tels que réalisés depuis 2008 par le Service des Sites et Monuments Nationaux, ensemble avec toutes les communes du pays. Ces repérages servent déjà les communes pour mettre en place, via leurs plans d'aménagement communaux respectifs, une protection communale surtout pour les bâtisses ayant un intérêt communal de sauvegarde.

Sur base de ces inventaires, je pourrai alors décider quelles bâtisses, notamment publiques, méritent une protection nationale au vu de l'intérêt public de protection au niveau national.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 1047 (10.04.2015) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **bilan de la réforme de l'enseignement fondamental:**

Mam Schoulgesetz vum 6. Februar 2009 iwwert d'Organisatioun vun der Grondschoul sinn déi

fréier Klassen (Spillschoul, 1. Schouljoer, 2. Schouljoer..., 6. Schouljoer) duerch Cyclen ersat ginn. Esou ass z. B. dat 1. Schouljoer de Cycle 2.1, dat 6. Schouljoer de Cycle 4.2.

Bei der Viraarbecht fir dëst Gesetz bis zu de Chambersdebatten ass vill vum Teamteaching geschwat ginn. Esou kënnen z. B. zwee Enseignanten zesummen ee Cycle (aus zwou fréiere Klassen) betreien.

Weider Méiglechkeeten, déi sech aus deem neie Gesetz erginn, sinn dës:

a) e Kand, dat schonns no engem Joer d'Objektiver vum Cycle erreecht huet, kann an den nächste Cycle goen (also ee Joer iwwersprangen);

b) e Kand, wat no zwee Joer d'Objektiver vum Cycle net erreecht huet, kann dëse Cycle an dräi Joer maachen;

c) d'Eltere kënnen e Recours aleeën, wann déi pädagogesch Équipe virschléit, datt e Kand muss ëm ee Joer verlängeren;

d) wann déi pädagogesch Équipe mierkt, datt e Kand d'Objektiver och net an der maximaler Zäit kéint erreechen (dräi Joer pro Cycle, aacht Joer fir d'Cyclen 2 bis 4), da soll dëst Kand iwwer speziell Moossname gehollef kréien.

D'Schoulgesetzer vun 2009 sinn elo sechs Joer a Kraaft. Dowéinst wéilt ech dem Här Éducatiounsminister dës Froe stellen:

1. Wéi vill Klasse fonctionnéieren nom Prinzip vum Teamteaching, also wou d'Klassen aus engem Cycle zesummegeluecht sinn? Kann den Här Minister en Tableau opstelle loossen, separat pro Cycle, mat der Zuel vun de Klassen an dem Prozentsaz zu de Klassen am Ganzen, an dëst pro Joer zanter der Aféierung vum Gesetz? Gëtt et Gemengen, déi méi oft wéi anerer op Teamteaching zréckgräifen?

2. Wéi vill Kanner hunn e Cycle an engem Joer anstatt an zwee Joer gepackt? (Pro Schouljoer zanter der Rentrée 2009-2010, a pro Cycle)

3. Wéi vill Kanner hunn e Cycle an dräi Joer anstatt an zwee Joer duerchlaf? (Pro Schouljoer zanter der Rentrée 2009-2010, a pro Cycle)

4. Wéi oft hunn Elteren e Recours ageluecht, wann déi pädagogesch Équipe proposéiert huet, op dräi Joer eropzegoen? Wéi oft ass positiv, am Sënn vun den Elteren, op dëse Recours reagéiert ginn?

5. Wéi vill Kanner hunn iwwer speziell Moossname gehollef kritt? Si fir dës Moossname supplementar Posten autoriséiert ginn? Wa jo, wéi vill?

6. Kanner, déi elo am Cycle 4.2 (6. Schouljoer) sinn, hunn hir ganz Schoulzäit (vu Cycle 2.1 un) nom neie System duerchlaf. Huet de Ministère e Bilan iwwert dës Zäit erstallt? Wa jo, wéi gesäit dëse Bilan aus a wou ass e publizéiert? Wann neen, ass de Ministère bereet, spéitstens am Hierscht de Bilan vu sechs Joer Schoulreform opzestellen, ze publizéieren an doriwwer ze debattéieren?

Réponse (11.06.2015) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Am Virfeld si folgend Bemierkungen ubruecht:

- D'Grondschoulgesetz vum 6. Februar 2009 huet eng relativ grouss Flexibilitéit agefouert, wat d'Organisatioun vun de Klassen ugeet. Haaptzil war an ass, fir eng méiglechst grouss Kohärenz a pädagogesch Kontinuitéit ze assuréieren, soudatt Kanner sech net méi all Joer op en aner Titulaire mussen astellen. Dëst ass iwwert de Wee vun der Aféierung vun de pädagogeschen Équippen oder Teams geschitt, wou et u sech net dorëms goung, datt e puer Enseignantë sech eng Klass deelen, ma wou d'Enseignanten an all aneren Intervenanten aus dem Zyklus sech regelméisseg gesinn a sech zesummen ofschwätzen, z. B. iwwert d'Opdeelung vun de Klassen, d'Bewäertung vun de Kanner, Differenzéierungsméiglechkeeten, Hausaufgaben, asw.

- D'Schoulgesetz vum 6. Februar 2009 huet d'Zyklen an der Grondschoul agefouert an domadder enger Organisatiounsform eng legal Basis ginn, déi an de fréieren 1970er Joren an der Primärschoul an an der Spillschoul schonns agefouert gouf, nämlech d'Zesummefaassung vun zwee Schouljoren an enger logescher pädagogescher Eenheet mam Zil, eng méi grouss Kohärenz a Kontinuitéit an de Schoulbetrib ze kréien.

- Et besteet och laut Gesetz d'Méiglechkeet, zwou Joergangsklassen an enger Klass zesummenzeleeën, soudatt d'Enseignantë Kanner aus zwee Joergäng zesummen an enger Klass betreien. Déi Praxis ass schonns zanter Laangem Bestanddeel am Préscolaire respektiv dem éischte Léierzyklus, a gëtt och, wann d'Ëmstänn et erlaben, plazeweis an der Primärschoul applizéiert.

- D'Schoulgesetz léisst de Gemengen an de Schoulen eng relativ grouss Autonomie, wat d'Schoulorganisatiounen ugeet, a schreift net op engem nationalen Niveau vir, wéi all eenzel Schoul sech ze organiséieren huet. E Prototyp vun enger Organisatioun an Zykle gëtt et net an ass och net wënschenswäert. Wat op enger Plaz gutt ka funktionéieren, kann op enger anerer Plaz zu negative Resultater féieren. An deem Sënn gesäit de Regierungsprogramm och vir, d'Autonomie vun de Schoulen nach méi ze stäerken, soudatt se nach besser op déi soziokulturell Gegebenheeten an d'Besoine vun de Schüler reagéiere kënnen.

- Wat déi gefrote Statistiken ubelaangt, esou ergi sech déi folgend Tableauen aus den Donnéeën, déi ënnert der Responsabilitéit vun de jeeweilege Klassentitulairen erfaasst goufen.

Ad 1.

	Cycle 1	% Cycle 1	Cycle 2	% Cycle 2	Cycle 3	% Cycle 3	Cycle 4	% Cycle 4
2011-2012	684	100%	50	8,38%	34	5,66%	18	2,91%
2012-2013	686	100%	59	9,52%	51	8,07%	32	5,39%
2013-2014	702	100%	43	6,53%	54	8,40%	34	5,71%
2014-2015	716	100%	41	6,21%	51	8,01%	31	5,14%

Den Tableau begräift d'Zuel vun de Klassen, déi, laut Schoulorganisatioun, am Zyklus funktionéieren an de prozentualen Undeel vun deene Klassen. Des Donnéeë gi säit dem Schouljoer 2011-2012 informatesch erfaasst.

Et ass ënnerschiddlech, wéi eng Gemengen eng Organisatioun an Zyklusklasse proposéieren, an oft variéiert dat jee no Zyklus an och jee no Schouljoer. De Choix vun der pädagogescher Virgehensweis vun den eenzelnen Équippe spillt do eng Roll an och heiansdo d'Kannerzuel, déi an den eenzelne Schouljoren anzeschoule sinn. Bei ganz klengen Effektiver ginn d'Klassen éischter an enger joergangsiwwergräifender Zyklusklass zesummegeluecht.

Ad 2.

	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014
Cycle 1.1 - Cycle 2	80	88	71	90	62
Cycle 2.1 - Cycle 3	22	29	14	8	7
Cycle 3.1 - Cycle 4	40	4	5	13	21
Cycle 4.1 - Enseignement postprimaire		2	1	2	0

Den Tableau begräift d'Zuel vun de Kanner, déi no engem Joer am Zyklus an den nächsten Zyklus komm sinn.

Ad 3.

Schouljoer vun der Décisioun	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014
Schouljoer vun der Fréquentatioun	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015
Cycle 1 - rallongé	148	169	206	206	231
Cycle 2 - rallongé	442	476	523	563	665
Cycle 3 - rallongé	195	291	372	481	497
Cycle 4 - rallongé	35	45	41	43	35

Den Tableau begräift d'Zuel vun de Kanner, déi en Zyklus an dräi Joer gemaach hunn.

Ad 4.1. Iwwert d'Gesamtzuel vun den agereechten Demandë fir e Recours gëtt et keng Statistik.

Ad 4.2.

Schouljoer	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015
Total	47	124	92	76	67	12

Den Tableau begräift d'Zuel vun den Demandë fir e Recours, déi vun de jeeweilegen Inspekteren ugeholl gi sinn.

Ad 5. Eng ganz Rëtsch Kanner kruten iwwer speziell Moossname gehollef, entweder duerch organisatoresch Décisiounen an den eenzelne Schoulen an/oder duerch zousätzlech Ressourcen, déi iwwert d'Équipes multiprofessionnelles oder de Service vun der Éducation différenciée all Joer zur Verfügung gestallt ginn. Esou sinn zum Beispill säit 2009 28 supplementar Poste vun der Carrière vum Éducateur gradué autoriséiert ginn, déi un d'Inspekteschbüroen affektéiert sinn, fir a verschiddene Grondschoulen ze intervenéieren, jee no Bedarf. Och gëtt et zum Beispill eng Rëtsch Léierinnen a Schoulmeeschteren, déi deelweis oder ganz fräigestallt sinn, fir am Kader vun den Équipes multiprofessionnelles speziell Hëllefstellungen ze leeschten.

Ad 6. Am Januar 2013 hat meng Virgängerin, d'Madame Mady Delvaux-Stehres, zesumme mam Här Daniel Tröhler, Professer an den Erzéiungswëssenschaften op der Universitéit Lëtzebuerg, a mam Här Siggy Koenig, fréieren Administrateur général am Erzéiungsministère, en éischte Bilan vun der Duerchféierung vun der Reform vum Enseignement fondamental no dräi Joer presentéiert. Dozou sinn zwee Dokumenter erstallt ginn:

- De Rapport vun der Uni Lëtzebuerg kombinéiert eng quantitativ (Ëmfroen iwwer Froebéi) mat enger qualitativer Approche (Gespréicher). De Rapport vum Här Koenig baséiert op der Lektür vun alle Publikatioune vum Ministère zur Reform, vun der Synthees vu Rapporten aus Aarbechtssëtzungen, vun Ëmfroen, vu Stellungnahme vu Schoulsyndikater a schliisslech op individuelle Gespréicher.

- Déi zwee Rapporte ginn op fundamental Aspekter vun der Reform an der Grondschoul an: pädagogesch Changementer, strukturell Changementer, Ënnerstëtzungsmoossname fir d'Schüler, d'Schoulentwécklungspläng, d'Weiderbildung vun den Enseignanten, etc. Si analyséieren och d'Stellunge vun alle Schoulakteuren a Schoulpartner: Schoulpersonal, Elteren, Schüler, Schoulinspekteren, Memberen aus den Équipes multiprofessionnelles, Instituteurs-ressources,Schoulcomitéspresidenten, Gemengenautoritéiten, Gewerkschaften...

Et ass net am aktuelle Regierungsprogramm ugeduecht, fir no sechs Joer e weidere Bilan vun der Grondschoulreform ze maachen. Par contre gesäit déi aktuell Gesetzgebung vir, all fënnef Joer en ëmfaassende Bildungsbericht opzestellen, woubäi den Enseignement fondamental als eenzelne Bestanddeel mat senge verschiddenen Aspekter mat considéréiert gëtt.

2. Wa jo, ass d'Regierung bereet, d'Gemengen an d'Schoulen ze invitéieren, sech bei Evenementer vu politeschem Charakter, déi si organiséieren, ëm Objektivitéit an Neutralitéit ze beméien?

Réponse commune (09.06.2015) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

D'Froe vum honorabelen Deputéierte si scho mat der Interventioun vum Banneminister de 6. Mee op der Tribün vun der Chamber beäntwert ginn, wou de Banneminister zu der Motioun vun der ADR vum 29. Abrëll 2015 zum selwechten Thema am Numm vun der Regierung Stellung geholl huet.

D'Regierung begréisst prinzipiell all Diskussioun iwwert déifgräifend Froen zu eiser Verfassung, een Débat, deen an aller Dignitéit a fair soll iwwert d'Bühn goen. D'Regierung wäert sech allerdéngs net an d'Organisatioun vun deem Débat amëschen, dat, wat speziell d'Gemenge betrëfft, eng onerlaabt Amëschung an déi kommunal Ugeleeënheete géif bedeiten.

Prinzipiell kann een dovunner ausgoen, dass d'Gemenge bei der Organisatioun vun esou Informatiounsversammlungen d'Objektivitéit an d'Ausgeglachenheet berücksichtegen an et kann ee se an deem Uleies nëmmen encouragéieren.

Wat d'Neutralitéit an de Schoule betrëfft bei Evenementer mat politeschem Charakter, wëllt d'Regierung op zwou ministeriell Instruktioune vum 2. Juni 2014 «Instruction ministérielle concernant l'intervention à l'école fondamentale / aux lycées et lycées techniques de personnalités du monde politique» verweisen, wéi och op d'Äntwert op Är parlamentaresch Fro n°0323 vum 2. Juni 2014 betreffend dës zwou Instruktiounen *(cf. compte rendu n°9/session extraordinaire 2013-2014)*.

Question 1050 (27.04.2015) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **forum de discussion concernant le référendum organisé par les communes:**

D'Gemenge Betzder, Biwer, Bous, Fluessweiler a Jonglënster organiséieren den 28. Abrëll eng Informatiounsversammlung mat Diskussiounsronn zu deem, wat si „Awunnerwahlrecht" nennen, also d'Wahlrecht fir Auslänner (vun deene Gemengen „Netlëtzebuerger" genannt). Dobäi goufe keng Géigner vum Auslännerwahlrecht invitéiert.

An deem Kontext wollt ech dem Här Banneminister an dem Här Schoulminister dës Froe stellen:

1. Ass d'Regierung der Meenung, datt Kollektivitéiten, Institutiounen oder Organer vun ëffentlechem Recht, wéi z. B. Gemenge, Schoulen an esou weider, bei Evenementer mat politeschem Charakter un eng Neutralitéitsflicht gebonne sinn a sech ëm Objektivitéit an Ausgeglachenheet musse beméien?

Question 1077 (22.04.2015) de **M. Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant les **traducteurs/interprètes assermentés:**

Il me revient que dans le contexte de l'assermentation des traducteurs et interprètes se posent de nombreux et graves problèmes.

D'abord il semblerait qu'actuellement des personnes diplômées en langues, mais n'ayant aucune formation et aucune expérience professionnelle en tant que traducteur ou interprète peuvent devenir traducteurs/interprètes assermentés.

De plus, des personnes seraient assermentées pour des langues pour lesquelles elles n'ont suivi qu'un cours de niveau débutant ou un cours d'été, i. e. parmi les traducteurs et inter-

prètes qui sont tous automatiquement assermentés pour le français, figureraient des personnes ne parlant pas du tout cette langue, ce qui pose des problèmes évidents dans le cadre des procédures pénales.

Aussi aucune différence ne serait faite officiellement entre les traducteurs et les interprètes, bien qu'il s'agisse de professions bien distinctes nécessitant des aptitudes très différentes.

Un autre problème consisterait dans l'absence d'une liste officielle, régulièrement mise à jour, regroupant les données de contact des traducteurs/interprètes assermentés avec leurs langues de départ et d'arrivée respectives et permettant aux autorités publiques, aux personnes physiques et aux sociétés d'entrer rapidement en contact avec le fournisseur de service souhaité.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des problèmes précités respectivement peut-il confirmer leur existence?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre envisage-t-il d'y remédier, et si oui, par quels moyens et dans quels délais?

Réponse (11.05.2015) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Le siège de la législation applicable se trouve dans la loi du 7 juillet 1971 portant en matière répressive et administrative, institution d'experts, de traducteurs et d'interprètes assermentés et complétant les dispositions légales relatives à l'assermentation des experts, des traducteurs et interprètes.

Selon l'article 1er de cette loi, le Ministre de la Justice peut, en matière répressive et administrative, désigner des experts, des traducteurs et des interprètes assermentés, chargés spécialement d'exécuter les missions qui leur seront conférées par les autorités judiciaires et administratives. Concrètement, la nomination intervient sous la forme d'une inscription sur la liste des experts, des traducteurs et interprètes assermentés, liste qui est publiée dans le Mémorial B et sur le site Internet du Ministère de la Justice.

La loi ne fixe pas les critères d'appréciation du Ministre de la Justice de sorte que c'est au ministre qu'il appartient de déterminer sur base de quels critères l'admission d'un traducteur ou d'un interprète peut intervenir, étant entendu qu'il doit s'agir de critères objectifs tenant compte, outre les besoins des destinataires, des prestations de spécialistes assermentés en question, aussi des qualifications professionnelles raisonnablement exigibles.

Contrairement aux décisions d'admission remontant aux années '70 et '80, il ressort que depuis plus de dix ans, le Ministre de la Justice n'accepte d'inscrire sur la liste que des personnes qui sont détentrices d'un diplôme d'études supérieures d'interprète ou de traducteur, ainsi que les personnes qui sont détenteurs d'un diplôme d'études supérieures qui ont pu les préparer à l'exercice de la profession de traducteur et d'interprète (typiquement un diplôme ayant conduit à une étude approfondie de la langue concernée tel un diplôme de philologie) et, dans ce cas, seulement si ce diplôme est complété par une expérience professionnelle largement reconnue dans le domaine de la traduction et de l'interprétariat de la langue visée.

Cette politique d'admission stricte a donné d'ailleurs lieu ces dernières années à plusieurs recours devant les juridictions administratives émanant de personnes dont l'inscription sur la liste avait été refusée, mais à chaque fois les juridictions administratives ont déclaré non fondés les recours en question, la politique stricte d'admission du ministère trouvant ainsi sa confirmation.

Il est à noter que dans une récente décision de la Cour administrative, il a été relevé que l'admission devrait pouvoir être admise sur base de la seule expérience professionnelle, mais suivant les différents cas d'espèce ayant dans le passé été soumis au contrôle des juridictions administratives, il apparaît que seule une expérience professionnelle avérée de longue durée et à plein temps pourrait en pratique être exceptionnellement prise en considération en l'absence de diplôme.

Historiquement, les traducteurs et interprètes ont toujours été inscrits avec la mention de la langue étrangère maîtrisée et non pas le couple de langues maîtrisées. En ce qui concerne les langues administratives du pays, les langues allemande et luxembourgeoise sont également mentionnées, mais pas la langue française, bien que dans certains cas, étant donné que la pratique administrative couvre une période de plus de 40 ans, il soit arrivé dans le passé que la langue française soit mentionnée.

De ceci, il résulte que les traducteurs et interprètes figurant sur la liste maîtrisent les langues mentionnées de et vers une des langues administratives du pays. Il peut donc effectivement arriver que certains traducteurs et interprètes ne maîtrisent pas le français mais une autre langue administrative du pays.

Par contre, les demandes d'inscription de langues qui ne sont pas maîtrisées en direction d'au moins une langue administrative du pays ne sont pas acceptées.

La liste actuelle des traducteurs et interprètes reprend l'ensemble des traducteurs et interprètes. Il est à relever que la plupart des personnes inscrites ont une formation de traducteur.

Comme relevé ci-dessus, la liste des nouveaux traducteurs et interprètes assermentés est publiée régulièrement au Mémorial B et une liste consolidée est publiée sur le site Internet du Ministère de la Justice. Il convient de relever que cette liste à vocation à donner le nom des personnes assermentées et leur adresse, mais qu'il ne s'agit pas d'un annuaire comportant l'ensemble des données de contact des personnes concernées.

Dans le cadre du projet de loi n°6758 renforçant les garanties procédurales en matière pénale et portant transposition de la directive 2010/64/UE certaines modifications sont envisagées au texte de loi précité.

Par ailleurs, est à l'étude actuellement un projet de refonte de la présentation de la liste qui mentionnerait les couples de langues maîtrisées et mentionnerait la spécialité (traducteur ou interprète). Ce projet impliquera une réécriture complète de l'application informatique utilisée à ce jour pour gérer la liste ainsi qu'un réexamen de l'ensemble des dossiers afin de pouvoir compléter les données manquantes.

Question 1080 (23.04.2015) de **Mme Cécile Hemmen** *(LSAP)* concernant la **vente de terrains combinée à un contrat de construction:**

Le programme gouvernemental de 2009 stipule qu'afin «de préserver au mieux les droits de tous ceux qui souhaitent construire leur propre maison, le Gouvernement soumettra à un examen juridique l'idée d'interdire à l'avenir la vente d'un terrain combiné à un contrat de construction».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre du Logement:

- Madame la Ministre peut-elle me renseigner si un tel examen juridique a été effectué par le Ministère?

- Dans l'affirmative, quelles étaient les principales conclusions de cet examen?

- Dans la négative, Madame la Ministre a-t-elle l'intention de charger ses services d'une telle analyse?

- De manière générale, quel est l'avis de Madame la Ministre au sujet de cette pratique très répandue au Luxembourg consistant à combiner la vente d'un terrain à l'obligation de l'acquéreur de confier la construction de l'habitation à une entreprise de construction déterminée par le vendeur?

Réponse (22.05.2015) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre du Logement:*

S'il est vrai que le programme gouvernemental de 2009 a envisagé de soumettre à un examen juridique l'idée d'interdire à l'avenir la vente d'un terrain combiné à un contrat de construction, une telle analyse n'a pas eu lieu sous l'ancien Gouvernement.

Il convient de noter à cet égard qu'en Belgique, il y a eu plusieurs tentatives pour interdire la vente couplée en matière immobilière, qui sont toutes restées sans succès (voir p. ex. le projet de loi DOC 51 0638/001 du 19 décembre 2003 ou la proposition de loi n°4-1478/1 déposée en 2009). Au vu de l'expérience belge, les réflexions sur la vente combinée faites lors de l'élaboration du projet de loi sur le pacte logement n'ont pas été poursuivies.

Une analyse juridique uniquement sommaire au sein du Ministère a permis de constater qu'il convient tout d'abord de cerner le champ d'application des ventes combinées en matière immobilière.

Ainsi, la vente combinée recouvre également les hypothèses licites à savoir les ventes d'immeubles à construire (vente à terme et vente en l'état futur d'achèvement) prévues par l'article 1601-1 du Code civil. Une vente combinée ne pose pas problème au niveau de ces ventes d'immeubles à construire qui, sous peine de nullité, doivent être réalisées conformément à la loi.

Les ventes combinées posant problème sont celles où les vendeurs de terrains, pour déjouer les protections légales accordées à l'acquéreur d'un immeuble en l'état futur d'achèvement, obligent les acheteurs à contracter avec eux-mêmes ou avec un entrepreneur ou promoteur immobilier qu'ils désignent pour la construction de l'habitation à ériger. Ces vendeurs s'arrangent ainsi pour éviter de se trouver sous le champ d'application de la protection légale des ventes d'immeuble à construire. Ce sont ces ventes couplées qui doivent, le cas échéant, être soumises à un examen juridique approfondi.

Cet examen juridique devra alors être fait en tenant compte de la théorie de l'autonomie de la volonté reposant notamment sur le principe de la liberté contractuelle. En d'autres termes, tout contrat repose sur la volonté de ceux qui s'engagent. Les parties sont donc libres de conclure un contrat et d'en fixer le contenu dans les limites fixées par les dispositions d'ordre public. Cette liberté contractuelle est toutefois réduite par l'intervention du législateur imposant un certain nombre de textes ayant pour but la protection juridique du consommateur. Eu égard à ces considérations, le problème des ventes couplées en matière immobilière devrait être analysé sous une optique de liberté contractuelle et de protection du consommateur.

Question 1081 (23.04.2015) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant les **commissariats de proximité et d'intervention (CPI):**

Suite à des audits de l'Inspection générale de la Police grand-ducale sur les centres d'intervention (CI) il a été décidé d'améliorer le fonctionnement de ces centres d'intervention notamment secondaires (CIS) et les commissariats de proximité (CP) implantés dans une même localité et de les regrouper en créant des commissariats de proximité et d'intervention (CPI). Ainsi, en 2008 un projet pilote de CPI a été lancé à Differdange et à Wiltz et progressivement développé dans d'autres localités.

Dans sa réponse à la question parlementaire n°0203 du 22 octobre 2009 concernant ce sujet *(cf. compte rendu n°4/session ordinaire 2009-2010),* le Ministre de l'Intérieur de l'époque annonçait qu'une évaluation du fonctionnement des CPI aurait lieu en 2010 et qu'en cas de résultats concluants, la loi sur la police et l'Inspection générale allait être modifiée et adaptée.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Combien de CPI sont actuellement en service?

- Le public a-t-il été consulté quant à son appréciation concernant les CPI?

- Dans quelle mesure les syndicats ont-ils été impliqués dans la conception, la mise en place et le fonctionnement des CPI?

- Est-ce que dans le cadre des audits mentionnés, les collaborateurs des CI et des CP ont été entendus quant à leurs expériences et à leur appréciation de la situation?

- Quelles sont les structures de gestion des CPI?

- L'évaluation annoncée en 2009 a-t-elle eu lieu? Dans l'affirmative, quelles en ont été les conclusions?

- Des adaptations législatives afin de donner une base juridique aux CPI, seront-elles effectuées?

- Si l'évaluation n'a pas été faite, quelles en sont les raisons?

Réponse (28.05.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

Le concept de commissariat de proximité et d'intervention base sur des projets pilotes et actuellement onze CPI fonctionnent (à l'exception des villes de Luxembourg et d'Esch-sur-Alzette).

La police n'a pas fait établir de sondage public, mais a basé ses conclusions, d'une part, sur une évaluation chiffrée en 2009 et, d'autre part, sur les conclusions des comités de prévention et les avis des autorités communales.

Le SNPGL a, dès la création du groupe de travail ad hoc à la police, participé comme observateur et après avoir marqué ses réserves, été d'accord avec le lancement du premier projet pilote. En 2013, au début de mon mandat, le SNPGL m'a confirmé son avis favorable et en 2014, lors d'une réunion de travail, a concédé que les CPI présentent une plus-value pour le citoyen.

Dans le cadre de l'audit en cours, tous les fonctionnaires des commissariats de proximité ainsi que des centres d'intervention ont été entendus. Faut-il souligner que tout fonctionnaire a eu la possibilité de se porter volontaire pour être entendu ou alors de remplir un questionnaire mis à sa disposition par l'auditeur.

Les modifications législatives de la loi portant sur la police et l'Inspection générale vont être apportées après analyse de l'audit et discussions avec les chefs d'administrations et les représentations du personnel.

Question 1082 (24.04.2015) de **MM. André Bauler** et **Edy Mertens** *(DP)* concernant les **travaux d'infrastructure:**

Dans sa réponse à la question parlementaire n°0994 du 16 mars 2015, nous avons appris de la part de Madame la Ministre de la Culture que les travaux préparatoires précédant l'élargissement de la B7 sur quatre voies sont en cours. En été 2014, Monsieur le Ministre avait noté dans sa réponse à la question n°0385 *(cf. compte rendu n°10/session extraordinaire 2013-2014)* que la sécurisation entre l'échangeur Colmar-Berg et l'échangeur Ettelbruck, visant également l'élimination des goulots d'étranglement, est inscrite en phase 2. Le réaménagement de l'échangeur Erpeldange-sur-Sûre avec accès à la zone d'activités ZANO au Fridhaff est inscrit en phase 1.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Vu que le temps presse et comme les notions de «phase 1» et de «phase 2» sont abstraites aux yeux du grand public, Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner de manière plus précise sur les délais de mise en œuvre de ce projet d'élargissement de la B7?

2. Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations sur les travaux d'infrastructure qui seront réalisés en l'an 2015 le long de la N7 entre Fridhaff et Wämperhaart afin de la sécuriser?

3. Dans ce contexte, Monsieur le Ministre envisage-t-il de sécuriser la bifurcation Flébour près de Michelau (éclairage, bande d'accélération en direction de Diekirch…)?

Réponse (08.06.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En réponse aux questions des honorables Députés, il y a lieu de préciser que:

Ad 1. Les notions de «phase 1» et «phase 2» avaient été définies par les documents officiels du plan directeur sectoriel «Transports», de façon à ce que la phase 1 couvre une réalisation des projets jusqu'à l'horizon 2020 et la phase 2 jusqu'à un horizon 2030.

En ce qui concerne la sécurisation de la B7 entre Colmar-Berg et Ettelbruck, il y a toutefois lieu de constater qu'il s'agit d'un goulot d'étranglement à la fin de l'autoroute, qui crée des problèmes de sécurité routière, dû au reflux des véhicules sur la section courante de l'autoroute, d'une part, et aux particularités des échangeurs d'Ettelbruck et de Schieren, d'autre part.

Comme ces problèmes ont déjà été illustrés entre autres par divers audits de sécurité, la planification du projet de sécurisation a été entamée il y a quelques années. Or, vu que le projet empiète sur un important site de vestiges archéologiques, la planification en détail dépend des conclusions des fouilles effectuées par les services du CNRA depuis fin 2013. Ce n'est qu'à l'issue de ces travaux de classification que le projet pourra être détaillé et qu'un planning exact pourra être avancé.

Ad 2. Quant aux travaux d'infrastructure à réaliser en 2015, respectivement les années suivantes, le long de la N7 entre Fridhaff et Wämperhaart, afin de la sécuriser, des études afférentes sont en voie d'élaboration.

Les travaux en cours respectivement à réaliser en 2015 seront les suivants:

- suppression de divers accès et création d'une piste facultative pour tracteurs entre Maarkebaach et Hoscheid-Dickt;

- interdiction de tourner à gauche à Hoscheid et création d'une voie d'accélération en direction Fridhaff;

- construction du rond-point à la hauteur de Marnach dans le cadre de la transversale de Clervaux.

Ad 3. En ce qui concerne plus précisément la sécurisation de la bifurcation Flébour près de

Michelau (éclairage, bande d'accélération en direction de Diekirch…), un avant-projet détaillé, suite à l'avant-projet sommaire approuvé, sera présenté prochainement.

Les actuelles études de sécurisation de la N7 entre Fridhaff et Wämperhaart se concentrent notamment sur les points ci-après:

- sécurisation du carrefour Lipperscheid;

- réaménagement du giratoire de Fridhaff;

- analyse de la sécurisation de la N7 moyennant séparation physique des voies;

- sécurisation des carrefours Closdelt et Këppenhaff.

Question 1083 (24.04.2015) de **MM. André Bauler** et **Lex Delles** *(DP)* concernant l'**ancienne synagogue d'Ettelbruck:**

Si nos informations sont correctes, l'ancienne synagogue de la ville d'Ettelbruck ne bénéficie pas du statut de monument national classé.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

- Madame la Ministre est-elle disposée à se concerter avec les autorités communales de la ville d'Ettelbruck pour mieux protéger ce bâtiment historique?

- Si faire se peut, serait-il également recommandable de classer monument national l'ancienne école juive (propriété privée) qui est située à côté de la vieille synagogue afin de conserver cet ensemble architectural?

- Quelles sont les synagogues ou lieux de prière du pays, qu'ils soient encore au service du culte juif ou non, qui sont classés monument national?

- Ne serait-il pas opportun d'approfondir les recherches historiques sur les lieux de culte juif au Luxembourg? Qui pourrait en être chargé selon l'avis de Madame la Ministre?

Réponse (17.06.2015) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre de la Culture:*

Dans sa demande de classement comme monument national des bâtiments religieux situés sur le territoire de la ville d'Ettelbruck adressée à moi en date du 19 novembre 2014, le collège échevinal de la ville d'Ettelbruck inclut la synagogue sise 20, rue de Warken, tout comme le cimetière juif sis rue du Cimetière. Une fois la Commission des Sites et Monuments Nationaux entendue en son avis sur cette demande, je ne tarderai pas de faire connaître à la ville d'Ettelbruck ma décision de protéger ce patrimoine, dont l'ancienne synagogue.

Ladite commission pourra à la même occasion étendre son avis sur l'ensemble architectural formé par la vieille synagogue et l'ancienne école juive avoisinante.

Parallèlement à l'initiative de la ville d'Ettelbruck, la commune de Mondorf-les-Bains m'a adressé une demande de protection nationale pour son ancienne synagogue. Cette demande est actuellement soumise à la Commission des Sites et Monuments Nationaux pour avis.

Jusqu'à présent, aucun lieux de culte juif n'est classé monument national. Il serait certes opportun d'approfondir les recherches historiques sur les lieux de culte juif au Luxembourg. Le Service des Sites et Monuments Nationaux pourrait être chargé d'une telle étude, en concertation avec le consistoire israélite et sous réserve des crédits disponibles.

Question 1084 (27.04.2015) de **Mme Taina Bofferding** *(LSAP)* concernant le **congé scolaire collectif dans l'enseignement fondamental pour participer au pèlerinage de l'Octave Notre-Dame:**

Du 25 avril au 10 mai aura lieu l'édition 2015 de l'Octave Notre-Dame avec les pèlerinages des différentes communautés pastorales du pays vers la Cathédrale de Luxembourg. Conformément à la circulaire de printemps (avril 2014) du Ministère de l'Éducation nationale, les classes de l'enseignement fondamental «chôment le jour du pèlerinage».

Cette mesure soulève à mes yeux de sérieuses questions d'ordre politique et moral, sans oublier les problèmes d'organisation que ce jour de congé cause à de nombreux parents exerçant une activité professionnelle et dont les enfants ne participent pas au pèlerinage.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale et à Monsieur le Ministre des Cultes:

1. Messieurs les Ministres disposent-ils de statistiques sur le pourcentage d'élèves respectivement d'enseignants de l'enseignement fondamental participant aux pèlerinages des communautés pastorales respectives? Est-ce que l'importance de la participation est telle qu'un jour de «congé scolaire collectif» leur paraît justifié?

2. Messieurs les Ministres ne jugent-ils pas qu'une telle mesure de dispense de cours collective pour un pèlerinage, donc pour une activité religieuse relevant exclusivement de la croyance personnelle, ne soit contraire aux efforts du Gouvernement pour promouvoir, en accord avec le programme gouvernemental, la cohésion sociale au sein des établissements scolaires, notamment en remplaçant les cours de religion et la formation morale par un cours aux valeurs unique et neutre?

3. Messieurs les Ministres ne jugent-ils pas que dans le respect de la neutralité de l'école et dans l'esprit d'un traitement égalitaire de tous les élèves, il serait judicieux d'appliquer la réglementation en vigueur pour la fête musulmane de l'Aïd et les fêtes juives du Nouvel An et du Grand Pardon (directives du 26 juin 2014) également au jour de pèlerinage à Notre-Dame de Luxembourg? Dans ce cas, le motif d'assistance au pèlerinage serait accepté de manière individuelle sans pour autant que les élèves ne soient libérés collectivement des cours.

Réponse commune (22.05.2015) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, et de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Cultes:*

Ad 1. À ce stade, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ne dispose pas de statistiques sur le pourcentage d'élèves respectivement d'enseignants de l'enseignement fondamental participant aux pèlerinages en question.

Ad 2. et 3. L'article 4 du règlement grand-ducal du 31 juillet 1980 fixant le régime des vacances et congés scolaires dispose entre autres que les classes de l´éducation préscolaire et de l´enseignement primaire proprement dit chôment le jour du pèlerinage à Notre-Dame de Luxembourg.

Le Ministre de l'Éducation nationale entreprendra les démarches réglementaires nécessaires pour qu'à partir de l'année scolaire 2015-2016 le jour du pèlerinage à Notre-Dame de Luxembourg ne constitue plus un jour chômé:

- d'un côté, le Gouvernement sera saisi en vue d'initier les modifications qui s'imposent dans le cadre du règlement grand-ducal du 31 juillet 1980 fixant le régime des vacances et congés scolaires et spécialement son article 4;

- d'autre part, la circulaire ministérielle d'avril 2015, adressée aux administrations communales, sera amendée en ce sens et les autorités communales seront averties de cette adaptation dans les meilleurs délais, afin qu'elles puissent introduire les dispositions afférentes dans les organisations scolaires et en informer les différents partenaires scolaires concernés en temps utile.

Le jour de pèlerinage en question sera reconnu au même titre que d'autres fêtes religieuses selon les dispositions prévues par la circulaire ministérielle du 26 juin 2014 sur les principes de neutralité dans les écoles et les excuses individuelles écrites concernant les absences d'élèves seront acceptées par le personnel enseignant, sans que pour autant les élèves soient libérés collectivement des cours.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 1085 (27.04.2015) de **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant le **satellite «GovSat»:**

La loi du 19 décembre 2014 autorise le Gouvernement à acquérir, lancer et exploiter un satellite aux communications gouvernementales et militaires, ainsi qu'à acquérir des capacités satellitaires permettant au Gouvernement de satisfaire ses besoins et ses obligations en matière de défense. La loi sous rubrique, dont les auteurs du projet ont annoncé une retombée économique pour le Luxembourg, a permis au Gouvernement de créer une société dont les parts sont détenues par l'État luxembourgeois et la société luxembourgeoise SES Astra SA dans le cadre d'une joint-venture. Le Gouvernement est ainsi autorisé à acquérir pour le compte de l'État des capacités satellitaires auprès de la société codétenue pour les revendre à des pays alliés, partenaires et amis, ainsi qu'à des organisations internationales.

Or, il me revient que la construction et le lancement du satellite «GovSat» se feraient hors de l'Europe, plus précisément aux États-Unis.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Défense:

1. Monsieur le Ministre est-il en mesure de confirmer formellement cette dernière information?

2. Comment Monsieur le Ministre estime-t-il que cette démarche sera perçue par nos partenaires de l'Union européenne?

3. Monsieur le Ministre ne craint-il pas que cette décision puisse fléchir la retombée économique pour le Luxembourg?

Réponse (28.05.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Défense:*

Ad 1. La construction et le lancement du satellite «GovSat» luxembourgeois se feront aux États-Unis par les firmes Orbital ATK (voir le communiqué de presse de la Direction de la Défense du 16 février 2015, https://www.gouvernement.lu/4456369/16-defense-luxgovat) et Space X respectivement. Les décisions relatives à la construction du satellite ont été prises par la société anonyme de droit luxembourgeois LuxGovSat SA à l'issue d'un processus d'appel d'offres auquel un seul constructeur européen et plusieurs constructeurs américains ont répondu avec des offres valables. Une négociation avec tous les participants a permis d'identifier l'offre finale économiquement la plus avantageuse, remplissant tous les critères d'ordre technologique et permettant de respecter avec un minimum de risques les échéances imposées pour la mise en service du satellite LuxGovSat à la position orbitale visée. Des critères analogues ont été considérés pour le choix du lanceur. La solution retenue pour la construction du GovSat ne constitue d'ailleurs pas un cas isolé en Europe.

Ad 2. Il se peut que certains partenaires européens regrettent le fait que le marché n'ait pas été attribué à une société spatiale européenne. Toutefois, cette manière de procéder a permis de faire le choix qui, du point de vue de l'État luxembourgeois permettra à la joint-venture LuxGovSat SA de développer son activité commerciale de la façon la plus efficiente possible, cela tout en minimisant les nombreux risques inhérents au domaine satellitaire. Par ailleurs, l'Union européenne - dans le cadre de ses études de solutions visant à combler les besoins en communications satellitaires de l'UE et de ses États membres (initiative «GovSatCom de l'UE» sous l'égide de l'Agence européenne de la Défense et de la Commission européenne) - prend bien en considération le projet LuxGovSat, cela au même titre que les projets et programmes comparables de nos partenaires européens.

Ad 3. Les retombées économiques attendues lors de la mise en fonction du satellite GovSat pour le Luxembourg sont principalement de deux types:

- d'une part, les retombées directes liées à l'activité commerciale de la joint-venture. Le développement de cette dernière dépend de la capacité de la joint-venture d'offrir à des prix compétitifs des services de communications satellitaires à ses clients potentiels. Ces prix sont directement proportionnels aux coûts d'investissement nécessaires à l'acquisition du vecteur satellitaire et de sa mise en orbite. Le choix du constructeur et du lanceur du satellite LuxGovSat a été fait selon ces critères;

- d'autre part, les retombées indirectes résultant de l'implication possible d'autres acteurs industriels luxembourgeois pour la mise en place et le fonctionnement de l'infrastructure au sol, pour la fourniture de services dans le domaine de la gestion de réseau et du stockage de données. Ces retombées indirectes ne sont aucunement affectées par le choix du constructeur et/ou celui du lanceur du satellite.

Question 1086 (27.04.2015) de **MM. Marc Spautz** et **Félix Eischen** *(CSV)* concernant le **projet «Public Art Experience»:**

Selon un commentaire publié au «Tageblatt» du 22 avril 2015, plus de 500 dossiers auraient été soumis auprès du Fonds Belval dans le cadre du projet «Public Art Experience». Parmi ces dossiers, seuls cinq provenaient d'artistes établis au Luxembourg.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Les Ministres peuvent-ils confirmer ces informations?

- Les Ministres peuvent-ils préciser combien de moyens financiers ont été prévus pour ce projet? Quels sont les avantages offerts aux artistes dont le dossier a été / sera retenu?

- Les Ministres peuvent-ils indiquer les raisons du peu d'empressement de la part des résidents pour ledit projet?

- Sur base de quels critères les candidats seront/ont-ils (été) retenus?

Réponse commune (11.06.2015) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre de la Culture,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par leur question parlementaire, les honorables Députés souhaitent s'informer sur le projet «Public Art Experience» du Fonds Belval concernant l'aménagement artistique de la Cité des Sciences.

Suite à l'appel à candidatures international lancé le 27 novembre 2014, 540 dossiers ont été introduits dans les délais impartis.

Parmi ces dossiers seuls neuf dossiers émanaient d'artistes établis au Luxembourg.

Le total des moyens financiers réservé au projet «Public Art Experience» qui sera développé sur le long terme par une suite de résidences s'élève à 8.000.000 euros. Ces fonds proviennent du 1% réservé aux œuvres d'arts (et plafonné à 800.000 euros par immeuble) dans le cadre des investissements réalisés par l'État à Belval.

Les artistes retenus seront rémunérés à raison de 14.000 euros TTC pour une résidence de trois mois, de 28.000 euros TTC pour une résidence de six mois et de 42.000 euros TTC pour une résidence de neuf mois. Ils disposeront d'un atelier de travail adapté à leur projet artistique et d'un logement pour la durée de la résidence.

Les frais de production liés à la réalisation de leur œuvre seront pris en charge par les fonds du projet «Public Art Experience».

Le peu d'empressement des artistes résidents est inexplicable. Le projet «Public Art Experience» a été communiqué en amont de l'appel d'offres depuis plus de deux ans par une suite de conférences, communiqués, articles de journaux et publications.

Pour le premier appel à candidatures relatif à la direction de résidence lancé en octobre 2013, seules deux candidatures luxembourgeoises ont été introduites sur un total de 28 candidatures. Un de ces deux candidats luxembourgeois avait été retenu dans une présélection de cinq candidats.

L'appel à candidatures international qui s'adressait aux artistes a été publié dans le «Journal officiel» de l'UE, le site des appels d'offres de l'État, les journaux locaux, le site culture.lu ainsi que le site plurio.net de la Grande Région, les grandes revues artistiques européennes (e. a. «Le Journal des arts», «Le Quotidien de l'Art», «Monopol», «art press», «The Art Newspaper») et les grands sites internationaux dédiés à l'art (e. a. «Art & Education»; «Frieze», «Public Art Online»).

Une annonce particulière grand format a été publiée dans les journaux luxembourgeois spécialement pour motiver les artistes luxembourgeois à participer au projet.

Par conséquent, l'on ne peut aucunement prétendre à un défaut d'information.

Les candidats devaient introduire un dossier comportant leur curriculum vitae, une sélection représentative de leurs œuvres et une esquisse explicative de leur projet artistique pour cette résidence en réponse au cahier des charges de l'appel à candidatures.

Sur les 540 candidatures introduites, 22 artistes ont été sélectionnés pour un second tour. Ceux-ci devaient préciser leur projet pour la résidence artistique à Belval lors d'une audition.

Sur les 22 candidats présélectionnés, neuf artistes ont été sélectionnés sur base de leur dossier et suite à l'audition par le conseil artistique et les directeurs de résidence pour participer à la résidence.

Les critères de sélection définis par la direction de résidence et le conseil artistique étaient les suivants:

- création et processus artistique communiqués au public;

- intégration du public dans le processus artistique;

- internationalité de l'artiste;

- expérience internationale de l'artiste (expositions, catalogues, résidences);

- diversité de la pratique artistique (peinture, photographie, sculpture, film/vidéo, musique, littérature, arts scéniques, architecture);

- conscience et connaissance du projet Belval/ Transformation et du projet BeHave - intégration du projet artistique dans les données du projet;

- résidence à Belval

Question 1087 (27.04.2015) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant la **composition du conseil d'administration du «Luxembourg Future Fund»:**

La presse a divulgué récemment les noms respectifs des cinq membres du conseil d'administration du «Luxembourg Future Fund».

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Égalité des chances:

- Madame la Ministre peut-elle confirmer que les personnes nommées au conseil d'administration du «Luxembourg Future Fund» sont exclusivement des hommes?

- Dans l'affirmative, Madame la Ministre peut-elle indiquer les raisons pour lesquelles le Gouvernement s'est de la sorte départi de son objectif d'une meilleure représentation des femmes dans les conseils d'administration des établissements publics et des entreprises dans lesquelles l'État détient une participation?

- Madame la Ministre peut-elle confirmer que le Gouvernement poursuit toujours l'objectif qu'il s'est fixé dans son programme gouvernemental en matière d'une plus forte représentation des femmes dans les organes de décision des établissements publics et des entreprises dans lesquelles l'État détient une participation?

- Madame la Ministre ne craint-elle pas que les nominations précitées ne décrédibilisent l'appel qu'elle a lancé le 7 avril 2015 au secteur privé de s'inspirer des mesures prises par l'État pour accroître la représentation des femmes dans les organes de décision des entreprises?

Réponse (12.05.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de l'Égalité des chances:*

Le programme gouvernemental de 2013 prévoit que:

«Le Gouvernement engagera une politique ferme en faveur d'une représentation équilibrée entre femmes et hommes au niveau de la prise de décision.

Afin de donner l'exemple, le Gouvernement interviendra à des niveaux où il pourra directement réduire le déséquilibre toujours existant, et ce malgré les efforts volontaires qui ont été proposés ces dernières années. (…)

Le Gouvernement garantira la promotion d'une représentation équilibrée entre femmes et hommes au sein des conseils d'administration des établissements publics.

Le Gouvernement entend aboutir à une représentation de 40% du sexe sous-représenté jusqu'en 2019 dans ces conseils d'administration. Le Gouvernement entend également aboutir à une représentation de 40% du sexe sous-représenté dans les nominations au sein de conseils d'administration d'entreprises privées qu'il peut pourvoir en tant qu'actionnaire.

Le Gouvernement soutiendra la proposition de directive de la Commission européenne visant à garantir une représentation plus équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration des entreprises cotées en bourse.»

En date du 12 septembre 2014, le Gouvernement a arrêté sa stratégie pour atteindre un meilleur équilibre entre hommes et femmes dans la prise de décision économique et politique.

Cette stratégie tend à mettre en œuvre les objectifs ambitieux fixés par le nouveau Gouvernement en la matière et constitue une étape importante vers un partage plus équilibré des rôles et responsabilités entre hommes et femmes dans tous les domaines de la vie.

La stratégie en question contient neuf mesures visant le monde économique dont notamment:

- la mise en place d'une procédure formelle et transparente lors de la nomination, par le Gouvernement, de membres des conseils d'administration des établissements publics et des entreprises dans lesquelles l'État détient des participations;

- le rappel systématique des objectifs fixés aux acteurs externes au Gouvernement proposant des membres dans les conseils d'administration des établissements publics et des entreprises dans lesquelles l'État détient des participations, et

- le suivi systématique et professionnel de l'évolution de la situation en matière d'égalité dans la prise de décision économique par le Ministère de l'Économie.

Ces décisions démontrent l'attachement du Gouvernement aux objectifs fixés et sa ferme volonté d'améliorer l'équilibre entre hommes et femmes dans la prise de décision économique.

La preuve en est qu'entre janvier 2014 et mars 2015, le Gouvernement a procédé à 208 nominations dans des organes tombant sous le champ d'application des 40% du sexe sous-représenté. 78 de ces nominations concernaient des femmes, sexe en l'occurrence sous-représenté, ce qui équivaut à un pourcentage de 37,5%.

Malgré tous les efforts mis en œuvre par le Gouvernement, des situations exceptionnelles peuvent se présenter dans lesquelles il n'est pas possible d'intervenir de manière directe sur une composition plus équilibrée en termes de genre d'un conseil d'administration.

Tel est notamment le cas si des personnes sont nommées en raison de la fonction qu'elles occupent.

Le conseil d'administration du «Luxembourg Future Fund» est ainsi actuellement composé de cinq membres masculins. Deux de ces membres ont été désignés par le Fonds européen d'investissement (FEI) et trois par la Société Nationale de Crédit et d'Investissement (SNCI), le choix de la dernière s'étant porté sur son président respectivement son vice-président et une personnalité indépendante pouvant faire valoir des expériences établies de longue date dans les domaines dans lesquels le Fonds est actif.

Dans des hypothèses semblables où le Gouvernement procède lui-même à des nominations, le ministre du ressort est invité à présenter l'échéancier des nominations futures et sa démarche pour le cas où la prise en considération du sexe sous-représenté n'aurait pas été possible.

Question 1088 (29.04.2015) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant la **représentation des genres dans le secteur associatif:**

D'après une étude sur le secteur associatif au Luxembourg réalisée par le CEPS/Instead en 2010[3], le nombre d'associations créées au Luxembourg depuis 1990 confirme que la société civile luxembourgeoise s'implique davantage dans la vie associative. Le CEPS/Instead fait toutefois savoir qu'avec un taux de 72%, la représentation des hommes est nettement supérieure à celle des femmes. Par ailleurs, seulement 23% des présidents d'une association seraient des femmes.

Dans cet ordre d'idées, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Égalité des chances:

1. Est-ce qu'il existe d'autres statistiques respectivement des statistiques plus récentes, sur l'évolution du nombre de femmes actives dans le secteur associatif au Luxembourg?

2. Plus particulièrement, j'aimerais savoir s'il existe des statistiques quant au pourcentage de femmes dans les corps de sapeurs-pompiers, un domaine qui, à l'époque, était perçu comme typiquement «masculin».

3. Existe-t-il des corps de sapeurs-pompiers dans lesquels le genre constitue toujours un facteur d'exclusion au niveau de l'affiliation de nouveaux membres ou de la participation à certaines activités? Dans l'affirmative, de quels corps s'agit-il et quels sont les arguments éventuellement invoqués?

4. Madame la Ministre ne juge-t-elle pas discriminatoire le fait d'exclure des femmes de ce domaine et quels moyens envisage-t-elle mettre en œuvre pour garantir l'égalité des chances au niveau des services de secours?

Réponse (29.05.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de l'Égalité des chances:*

Au Luxembourg, les statistiques, ventilées par sexe, sur le secteur associatif sont en effet plutôt rares.

L'étude réalisée par le CEPS/Instead en 2010, mentionnée par l'honorable Députée, n'a pas été actualisée à ce jour.

[3] http://www.benevolat.public.lu/fr/publications/etudes-enquetes/etude-ons/secteur-associatif-au-luxembourg.pdf

Dans le cadre de la future Présidence du Conseil de l'Union européenne, le Luxembourg a commandité auprès de l'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes (EIGE) une étude sur les femmes dans la prise de décision. Y seront analysés les domaines traditionnels de la politique et de l'économie et, pour la première fois, également le domaine social. Dans ce contexte, l'Institut développera de nouveaux indicateurs pour quelques sous-domaines comme celui du milieu académique et celui des sports.

En ce qui concerne le dernier, le Statec publie par sexe les examens médico-sportifs au Luxembourg: le pourcentage des femmes examinées est ainsi passé de 19,7% en 1976 à 28,7% en 2013[4].

Pour ce qui est de la présence de femmes dans les corps de sapeurs-pompiers, j'aimerais rappeler l'initiative du Ministère de l'Égalité des chances: «D'Fraen am Rettungswiesen 'Mir sinn dobäi'»

En collaboration avec un certain nombre d'autres acteurs, le MEGA a choisi de mettre l'engagement des femmes dans les services de secours au centre de la célébration de la Journée internationale de la femme 2013 au Luxembourg et ceci pour plusieurs raisons:

- pour valoriser les efforts réalisés au quotidien par les quelque 1.400 femmes déjà actives dans les services de secours d'incendie et de sauvetage et de la Protection civile;

- pour susciter l'intérêt de femmes, de jeunes filles et du grand public pour les activités en question dont les responsables sont en permanence à la recherche de candidats et candidates prêtes à suivre l'exemple;

- pour mettre à la une l'image de femmes actives et fortes œuvrant sur un pied d'égalité avec leurs collègues masculins;

- pour ne pas oublier les services rendus à la société par d'aucuns dans le cadre du bénévolat respectivement du volontariat dans les discussions autour de la «work-life balance»;

- pour plaider pour une orientation scolaire et professionnelle neutre n'utilisant pas comme critère le sexe d'une personne mais ses capacités physiques et psychiques individuelles ainsi que ses talents et intérêts personnels;

- pour rappeler l'importance d'un partage des responsabilités entre hommes et femmes dans tous les domaines de la vie: les femmes ne peuvent pas se mettre au service de la société sans l'appui d'un partenaire ou d'un autre membre de famille.

Tous ces messages restent d'actualité et le Ministère de l'Égalité des chances continue à les intégrer dans ses activités d'information et de sensibilisation.

Dune étude réalisée par le CEFIS en 2013, il ressort que les hommes sont effectivement surreprésentés dans les services de secours avec:

- aux services «incendie»: 86% d'hommes et 14% de femmes,

- aux services «ambulance»: 69% d'hommes et 31% de femmes,

- aux services «sauvetage»: 88% d'hommes et 12% de femmes, et

- aux «groupes spéciaux»: 74% d'hommes et 26% de femmes.

Question 1089 (29.04.2015) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **Sentier des Passeurs:**

De Fluchthelferweg bei Ëlwen (Sentier des Passeurs Troisvierges) ass eng flott historesch an touristesch Initiativ am a vum Naturpark Our. D'Schëlder op dem Wanderwee, dee ganz no laanscht Cinqfontaines geet, maachen awer keng Referenz op d'Klouschter an där Uertschaft. Et war do, wou déi Lëtzebuerger Judden hibruecht gi sinn, iert si dunn op Auschwitz oder Theresienstadt transportéiert gi sinn.

Am historesche Kontext vu Resistenz an Zwangsrekrutéierung awer och vum Artuso-Rapport a vum ugeduechte Mémorial fir d'Shoa an d'Juddeverfolgung am Zweete Weltkrich wollt ech dem Här Banneminister, deem säin Haus Partner beim Fluchthelferweg ass, dës Froe stellen:

1. Gëtt op den historeschen Tafele vum Sentier des Passeurs op d'Roll vum Klouschter Cinqfontaines am Zweete Weltkrich higewisen? Wann neen, firwat net?

2. Ass et méiglech, am Fall, wou dat net esou ass, d'Schëlder an déi Richtung ze ergänzen?

3. Kann den CNA, en anere Partner an deem Projet, beoptragt ginn, d'Begleitbroschür an eventuell de Kuerzfilm iwwert de Wanderwee an déi Richtung ze ergänzen?

4. Ass et denkbar, datt d'Asbl Memoshoah, déi sech staark mécht fir d'Klouschter als Centre de rencontre et de mémoire de la Shoah ze notzen, am Partenariat mat dem Naturpark Our matschaffe kann, fir déi dote Froe klären ze hëllefen?

[4] Source: www.statistiques.public.lu

Réponse commune (01.06.2015) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre de la Culture,* de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Den Deputéierte stellt verschidde Froen am Bezuch zum Sentier des Passeurs, deen an der Emgéigend vun Ëlwen iwwert déi Weeër féiert, déi am Zweete Weltkrich vu villen Zwangsrekrutéierten oder vun anere Flüchtlinge benotzt gi sinn, fir an d'Belscht ze entkommen.

Ad 1. an 2. Vu datt den Deputéierte feststellt, datt op de Schëlder vum Sentier des Passeurs keng Referenz op d'Klouschter Fünfbrunnen, vu wou aus Judden op Auschwitz an op Theresienstadt deportéiert gi sinn, gemaach gëtt, sinn dës zwou Froen hifälleg.

Ech wëll den Deputéierten awer och drop opmierksam maachen, datt de Sentier des Passeurs net direkt eppes mat der Shoah ze dinn huet. Dat ass eng Erklärung, firwat op de Schëlder net op Fünfbrunnen higewise gëtt.

Ad 3. De Centre national de l'audiovisuel gëtt vum Naturpark Our als Partner genannt, well e Biller aus dem Film „Heim ins Reich" fir de Kuerzfilm iwwert de Wanderwee zur Verfügung gestallt huet. Den CNA ass bereet, den Documentaire „Sentier des Passeurs" ze komplettéieren oder eng nei Versioun auszeschaffen, wann dat vun den Organisateure gefrot ass. Datselwescht gëllt fir d'Broschür, déi et iwwert dësen Erënnerungswee gëtt. Den CNA steet op alle Fall mat Rot an Dot zur Verfügung, wann et drëm geet, déi historesch Plaz vum Klouschter vun den Häerz-Jesu Pateren op der Pafemillen besser en valeur ze setzen.

Ad 4. Memoshoah ass eng privat Organisatioun, déi sech iwwerall do abrénge kann, wou si dat fir richteg an noutwendeg fënnt, an dat ka selbstverständlech am Partenariat mat deene beim Stat zoustännegen Instanze geschéien.

Réponse commune complémentaire (15.06.2015) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement*, et de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre de la Culture:*

Den Naturpark Our huet de Projet Sentier des Passeurs an Zesummenaarbecht mat der Gemeng Ëlwen an Zäitzeien (Passeursoperatiounen) am Joer 2006 realiséiert. De Projet huet folgend Produkter ëmfaasst: aacht Informatiounstafelen (D, F, NL), ee Flyer (D, F, NL), eng DVD mat engem Kuerzfilm (25 Minutten, L, D, F, NL).

Am Mëttelpunkt vum Projet stoung d'Geschicht vun de Passeuren an den Zwangsrekrutéierten, déi duerch si an de Joren 1943 an 1944 an d'Belsch flüchte konnten. Duerch dësen Themeschwéierpunkt an d'Tatsaach, datt de Wanderwee Cinqfontaines net beréiert gouf, ass d'Klouschter Fünfbrunnen als Tëschelager fir d'Deportatioun vu Lëtzebuerger Judden am éischte Projet 2006 net thematiséiert ginn.

Mëttlerweil schafft den Naturpark Our mat neien digitale Kommunikatiounsmëttelen. Entstanen ass d'Konzept vum sougenannten „Diginaf" (Digitaler Naturparkführer), ënner anerem och fir d'Opstelle vun ze villen Tafelen am Naturpark ze vermeiden. Den digitale Guide ass ee GPS-Handheld, mat deem de Wanderer ouni Balisage oder Panneau en thematesche Wee kann ofgoen. D'Wanderstreck gëtt um Bildschierm visualiséiert an ënnerwee kritt de Wanderer u bestëmmte Punkten automatesch standuert- a kontextbaséiert Informatiounen a Form vun Texter, Bild, Toun- a Videobäiträg.

An deem Zesummenhank ass och de Projet Sentier des Passeurs 2014 weiderentwéckelt ginn. Den neien digitale Guide „Diginaf Sentier des Passeurs" gouf ëm Themen ergänzt, ënner anerem och ëm d'Thematik Klouschter Fünfbrunnen. D'Weestreck proposéiert en Ofstiecher (1,2 km) op Cinqfontaines bei d'Auschwitz-Monument an de Wanderer kritt zwee Informatiounsbäiträg (Text, Toun- a Bildmaterial) iwwert den historeschen Hannergrond vum Klouschter Fünfbrunnen am Kontext vun der Deportatioun vu Lëtzebuerger Judden an iwwert d'Symbolik vum Auschwitz-Monument.

Den CNA ass Partner an dem Projet an huet Biller aus dem Film „Heim ins Reich" zur Verfügung gestallt. Den CNA kann den Documentaire „Sentier des passeurs" an d'Broschür, déi et iwwert dësen Erënnerungswee gëtt, komplétéieren, wann dëst noutwendeg ass, a steet zur Verfügung, wann et drëm geet, déi his-

toresch Plaz vum Klouschter vun den Häerz-Je-su-Pateren nach méi en valeur ze setzen.

Question 1092 (29.04.2015) de **M. Guy Arendt** *(DP)* concernant la **carte d'identité électronique:**

Dans la circulaire n°3237, Monsieur le Ministre de l'Intérieur rappelle l'article 170 sur la loi électorale du 18 février 2003 concernant le vote par correspondance qui dispose dans son article 170 paragraphe 2 que: «Toute personne domiciliée à l'étranger doit produire une copie certifiée conforme de son passeport en cours de validité.»

Or, depuis le 1er juillet 2014 les Luxembourgeois ayant leur résidence à l'étranger n'ont plus besoin d'un passeport, mais peuvent demander une carte d'identité électronique comme document d'identité. Ce fait implique que lors des demandes pour le vote de correspondance au référendum, plusieurs luxembourgeois ont ajouté une copie de leur nouvelle carte d'identité électronique au lieu d'une copie de leur passeport.

Voilà pourquoi je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Est-ce que les demandes accompagnées d'une carte d'identité électronique seront refusées?

- Dans l'affirmative et vu qu'il n'est pas obligatoire pour les Luxembourgeois résidant à l'étranger de posséder un passeport, ceux-ci risqueront-ils des peines liées à leur incapacité de participer à un vote obligatoire?

- Vu que le vote au référendum est le premier vote lors duquel des Luxembourgeois résidant à l'étranger bénéficient de la nouvelle carte d'identité électronique, Monsieur le Ministre pourrait-il envisager de conseiller aux responsables communaux d'accepter exceptionnellement également les demandes accompagnées d'une copie de ce document d'identité?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il de modifier la loi électorale du 18 février 2003 afin que les demandes accompagnées d'une copie d'une carte d'identité électronique puissent être admises définitivement lors des prochaines élections?

- De même, Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas nécessaire de biffer le terme «certifié conforme» de l'article 170 afin d'être conforme avec la loi du 29 mai 2009 portant abolition de l'obligation de fournir une copie certifiée conforme d'un document original?

Réponse commune (20.05.2015) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

Les questions de l'honorable Député concernent le vote par correspondance des Luxembourgeois résidant à l'étranger lors du référendum du 7 juin 2015.

Relevons tout d'abord que le vote lors d'un référendum national n'est obligatoire que pour les Luxembourgeois résidant au Grand-Duché, tandis que pour les Luxembourgeois résidant à l'étranger la participation au référendum est facultative et ne peut avoir lieu que par la voie du vote par correspondance.

Les modalités relatives au vote par correspondance lors d'un référendum national sont définies par la loi électorale modifiée du 18 février 2003. Il s'agit des mêmes dispositions que celles applicables aux élections législatives. Ainsi, la loi électorale prévoit que les Luxembourgeois résidant à l'étranger, qui souhaitent participer à un référendum national, doivent introduire une demande auprès de la commune d'inscription (article 169) durant la période allant de dix semaines à trente jours avant le jour du référendum.

L'article 170 de la loi électorale contient plus précisément les dispositions suivantes dans ce domaine: «La demande (d'admission au vote par correspondance) est faite sur papier libre ou sur un formulaire préimprimé à obtenir auprès de l'administration communale où l'électeur est appelé à voter lors du référendum. Elle doit indiquer les nom, prénoms, date et lieu de naissance, profession et domicile de l'électeur, ainsi que l'adresse à laquelle doit être envoyée la lettre de convocation.

Toute personne domiciliée à l'étranger doit produire une copie certifiée conforme de son passeport en cours de validité.

Le requérant doit, dans sa déclaration écrite et signée, déclarer sous la foi du serment qu'il n'est pas déchu du droit électoral ni en vertu de l'article 52 de la Constitution, ni en vertu de l'article 6 de la loi électorale.»

Précisons encore que la loi du 29 mai 2009 a aboli de manière générale l'obligation de présenter une copie certifiée conforme d'un document original délivré par une autorité administrative du Luxembourg. Voilà pourquoi les communes ont été informées par circulaire que les demandes d'admission au vote par correspondance, introduites par les Luxembourgeois résidant à l'étranger, sont conformes aux dispositions légales si elles sont accompagnées d'une copie simple du passeport en cours de validité.

Il en va autrement des demandes accompagnées uniquement d'une copie de la carte d'identité. Les dispositions légales concernant l'exigence d'une copie d'un passeport étant claires et précises, il n'appartient pas au département de l'Intérieur de donner des instructions non conformes à ces dispositions légales (principe dura lex, sed lex).

Je tiens néanmoins à informer l'honorable Député que le projet de loi modifiant 1. la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques; 2. la loi électorale modifiée du 18 février 2003 déposé à la Chambre des Députés (numéro du rôle 6807) prévoit, entre autres, de remédier précisément aux difficultés abordées dans sa question parlementaire.

En effet, ce projet de loi dispose qu'à l'avenir, la demande d'admission au vote par correspondance d'un Luxembourgeois résidant à l'étranger pourra être accompagnée d'une copie de la carte d'identité ou du passeport, et ce tant pour les élections législatives et européennes que pour un référendum national. Toutefois, cette modification législative projetée n'entrera en vigueur qu'à partir du 1er janvier 2016.

Question 1093 (29.04.2015) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **sondages archéologiques de diagnostic sur les terrains de la future zone d'activités économiques Nordstad près du Fridhaff:**

Je viens d'apprendre que des sondages archéologiques de diagnostic devront être réalisés sur les terrains de la future zone d'activités économiques Nordstad près du Fridhaff.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

- Madame la Ministre peut-elle fournir des précisions concernant la nécessité de tels sondages et la méthode selon laquelle ces derniers sont effectués? Y a-t-il des soupçons sérieux que le site en question héberge des vestiges gallo-romains, voire médiévaux?

- Durant quel mois les travaux visés commenceront-ils? Quelle est la durée estimée de ces sondages? Les archéologues peuvent-ils en estimer les coûts?

Réponse (17.06.2015) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre de la Culture:*

Il y a en effet des fouilles archéologiques en cours sur le site de la future ZAE Nordstad à Diekirch. Tous les travaux d'aménagement ayant un impact au sol sont susceptibles de détruire irréversiblement et sans documentation scientifique le patrimoine archéologique enfoui dans le sol. C'est pourquoi, généralement invisible avant les investigations et conformément à la convention européenne de la Valette du 16 janvier 1992 sur la protection du patrimoine archéologique qui préconise la mise en place de procédures d'archéologie préventive, dans le cadre des procédures d'aménagement, le CNRA sollicite systématiquement dans les zones archéologiquement sensibles et pour tout projet de grande envergure, la réalisation d'une évaluation des incidences du projet.

En effet, de nombreux sites archéologiques sont inconnus et indétectables en surface. Réalisées en amont des projets, avant la phase de construction, ces investigations préventives permettent de mettre au jour les éventuels sites/structures archéologiques concernés et de les documenter avant leur destruction, si aucune autre alternative n'est envisageable. Cette approche responsable permet, d'une part, de documenter scientifiquement les données archéologiques vouées à être détruites, et, d'autre part, de respecter le calendrier de livraison et d'éviter des arrêts de chantier coûteux en cas de découverte archéologique pendant la phase de chantier.

La méthode préventive de sondages de diagnostic archéologique la plus couramment prescrite consiste à retirer la couche supérieure de terre arable pour mettre au jour le substrat géologique et observer le nombre et la nature de structures archéologiques présentes ou non. Ces investigations sont effectuées à l'aide de tranchées réalisées à la pelle mécanique sur 8 à 10% de la surface du terrain. Cette méthode rapide permet de définir les vestiges archéologiques en présence et d'en circonscrire l'étendue au sol sans avoir à décaper de grande surface.

Eu égard à l'extrême richesse archéologique méconnue du sous-sol luxembourgeois, toutes les périodes chronologiques (préhistoire, protohistoire, gallo-romain, Moyen Âge, temps modernes) sont concernées.

Les sondages de diagnostic archéologique en cours sur le terrain de la future ZAE Nordstad à Diekirch, d'une emprise de 45,17 ha, ont débuté à la mi-mai 2015 et sont programmés sur onze semaines. Le coût des sondages est pris en charge par le syndicat intercommunal ZANO. Le coût des sondages est évalué à environ 4.000 euros HTVA par ha, soit 0,4 cents par m^2. La durée et le coût d'une intervention archéologique (sondages et fouilles éventuelles) peuvent varier en fonction du type de projet d'aménagement et des prescriptions archéologiques émises par le CNRA.

Question 1094 (29.04.2015) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **revendications de l'Association des Compagnies d'Assurances (ACA):**

Lors de la présentation de son bilan pour l'année 2014, l'ACA a réclamé une hausse à un montant de 1.600 des plafonds fiscalement déductibles en matière d'assurance pension complémentaire. De plus, l'ACA s'est prononcée en faveur de l'extension du régime complémentaire de pension à des professions qui en sont actuellement exclues et s'est référée à cet égard à un avant-projet de loi s'y rapportant.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Quelle est la position du Gouvernement par rapport à une éventuelle hausse de ce plafond?

- Monsieur le Ministre des Finances peut-il par ailleurs nous indiquer quel serait l'impact d'une telle hausse sur les recettes de l'État?

- Quand Monsieur le Ministre des Finances déposera-t-il le projet de loi portant modification de la loi du 8 juin 1999 relative aux régimes complémentaires de pension à la Chambre des Députés? L'avant-projet de loi aurait-il par hasard déjà été avisé par le Conseil d'État?

Réponse (01.06.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Tant la question d'une éventuelle hausse du plafond fiscalement déductible en matière d'assurance pension complémentaire que celle d'une hypothétique extension du régime complémentaire de pension à des professions qui en sont actuellement exclues ne sauraient être considérées isolément, mais devront faire l'objet, le cas échéant, d'une évaluation dans le cadre des travaux préparatoires de la réforme fiscale prévue pour 2017. Aucun avant-projet de loi correspondant n'a encore été finalisé.

Question 1095 (30.04.2015) de **Mme Martine Mergen** *(CSV)* concernant la **couverture vaccinale:**

Selon mes informations, il existerait des associations qui militeraient à Luxembourg contre les vaccinations infantiles.

Il s'est avéré que ces associations tenteraient d'influencer les parents de jeunes enfants et les encourageraient à ne pas les faire vacciner. Ils nieraient les avantages et les bienfaits pour la santé publique liés aux vaccins introduits à partir de la 2e moitié du 20e siècle. Ils organiseraient également des manifestations à deux endroits du pays.

C'est dans ce contexte que j'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre de la Santé:

- Est-ce que Madame la Ministre est au courant de ces activités?

- Est-ce que ses services sont au courant de la manière par laquelle cette organisation se procure les adresses de parents de nouveau-nés?

- Dans l'affirmative, quelles mesures Madame la Ministre envisage-t-elle afin de contrecarrer ces activités?

Réponse (03.06.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Les maladies à prévention vaccinale représentent toujours un risque pour la santé des enfants et des adultes aussi dans nos pays développés. La croyance selon laquelle les vaccins sont plus dangereux que les maladies contre lesquelles ils protègent est une idée erronée, qui a entraîné une baisse des vaccinations et une résurgence de maladies contagieuses à complications graves, telles la rougeole, la coqueluche, la diphtérie et la rubéole.

Il est possible de maîtriser et d'éliminer les maladies à prévention vaccinale. Ainsi la couverture vaccinale est élevée et soutenue, les maladies à prévention vaccinale perdent du terrain et finissent par être éradiquées.

Chaque année, le Ministère de la Santé, ensemble avec la Direction de la Santé, organise une campagne d'information et de sensibilisation pour rappeler l'importance des vaccinations et pour encourager la population à se faire vacciner contre les maladies à prévention vaccinale. Cette campagne a lieu à l'occasion de la «semaine européenne de la vaccination», qui est organisée en avril de chaque année par l'Organisation mondiale de la Santé.

À côté d'un communiqué de presse, des brochures et des dépliants sont édités et diffusés à un large public. Un dossier scientifique est également publié sur le portail «Santé» (www.sante.lu).

Ainsi on peut y trouver à l'intention du public, entre autres une publication de l'Organisation mondiale de la Santé qui peut être donnée aux parents qui sont réticents à vacciner afin de les aider à comprendre les implications d'une telle décision.

Le personnel médical et paramédical, même s'ils sont sensibilisés à l'importance des vaccinations, sont sollicités par le Ministère de la Santé, pour qu'ils motivent les jeunes parents à faire vacciner leurs enfants et pour veiller à ce que des informations fausses et des messages antivaccination dangereux ne leur soient transmis ni mis à disposition sous une forme ou une autre.

Par ailleurs, grâce à des «posts» qui sont publiés sur la page facebook «Healthy & Friends», il est possible de répondre aux questions des internautes et de contrecarrer, le cas échéant, certains préjugés et fausses idées susceptibles d'être véhiculés au sujet du bien-fondé des vaccinations.

Si, au Luxembourg, il existe effectivement une association qui milite ouvertement contre les vaccinations, mes services ignorent toutefois si et, le cas échéant, comment cette association se procurerait les informations en vue de pouvoir contacter les parents de nouveau-nés.

Question 1096 (30.04.2015) de **M. Guy Arendt** *(DP)* concernant les **arbres abattus le long du CR126 entre Walferdange et le Stafelter:**

Le long du CR126 entre Walferdange et le Stafelter, notamment à hauteur du portail Nord du tunnel Stafelter, plusieurs arbres ont été récemment abattus pour former des clairières forestières des deux côtés de cette route.

Voilà pourquoi je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Pour quelle raison ces arbres ont-ils été abattus? Est-ce que cet abattage est en rapport avec le chantier de l'autoroute du Nord?

- Des mesures de compensations sont-elles nécessaires pour cet abattage? Dans l'affirmative, Madame la Ministre peut-elle m'informer du lieu où ses compensations sont prévues?

Réponse (30.06.2015) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

L'abattage de plusieurs plages de 25x25 m dans la forêt du Gruenewald a été réalisé afin d'y installer les pylônes de la nouvelle ligne de haute tension 2x220 KV de «Heisdorf-Blooren» près d'Itzig.

Le tracé suit la nouvelle route du Nord principalement en passant à certains endroits au-dessus des houppiers des arbres. Une étude d'impact a été réalisée.

Entre le portail Nord du Stafelter et le croisement du Stafelter seront installés cinq pylônes. Il s'agit en total de 36 pylônes pour la totalité de la longueur de la nouvelle ligne actuellement en construction, dont une partie se trouve en forêt.

La végétation enlevée sera compensée sur les sites mêmes. L'ancienne ligne, entre Heisdorf et Itzig respectivement Contern, sera démontée comme mesure de compensation pour la nouvelle ligne.

Question 1097 (30.04.2015) de **MM. André Bauler** et **Max Hahn** *(DP)* concernant les **décharges de Tadler et de Eschdorf:**

Suite à des messages publiés dans la presse quotidienne au sujet de l'état actuel des décharges de Tadler et de Eschdorf, nous nous empressons de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Madame la Ministre est-elle en mesure d'indiquer le nombre d'anciennes décharges qui ont été fermées sans être assainies au préalable?

- Ces dépôts de déchets posent-ils des risques à l'environnement humain ou naturel?

- Quelles décisions Madame la Ministre estime-t-elle prendre face à cette situation?

Réponse (09.06.2015) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

La question se réfère à des activités qui ont eu lieu il y a au moins presque 20 ans. Dans la majorité des cas, il s'agit d'activités qui datent même d'avant 1980, soit plus que 35 ans. Cette remarque préliminaire est nécessaire dans la mesure où à l'époque la notion d'assainissement n'avait pas la même signification qu'elle peut avoir aujourd'hui.

Dans le cadre de l'établissement du cadastre des anciennes décharges et des sites contaminés ou susceptibles d'être contaminés établi en application de la loi du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets, un nombre total de 616 anciennes décharges a été répertorié.

Dès la moitié des années '70, des efforts ont été réalisés pour regrouper les communes au sein de syndicats intercommunaux de gestion des déchets. À ce moment sont nés les syndicats Sidec, SIGRE, Sidor et SIDA (qui fut intégré par la suite dans le Sidec). Ce développement était accompagné par des mesures de fermetures des anciennes décharges locales. Ces travaux de fermeture consistaient notamment dans la rectification des volumes des dépôts, leur recouvrement avec de la terre et la pose d'une clôture. Pour l'exécution de ces travaux, la Division anticrise (DAC) mise en place à la suite de la crise sidérurgique avait été mobilisée. À cette époque des subsides ont même été payés aux communes pour la réalisation de ces travaux. Le nombre exact de décharges fermées dans ce cadre n'est plus retraçable.

La loi du 26 juin 1980 concernant l'élimination des déchets qui était la première législation nationale dédiée de façon spécifique aux déchets exigeait entre autres que «les déchets doivent être éliminés par dépôt dans des décharges aménagées comportant un compactage suffisant des déchets accumulés en couches superposées (…)» et que «l´implantation d´une installation servant (…) à l´élimination de déchets (…) sont soumises à une autorisation préalable délivrée par le ministre compétent». Sur base de ces nouvelles dispositions légales, la continuation de l'exploitation de certaines de ces décharges locales a été autorisée. Toutefois, ces décharges n'étaient autorisées que pour l'acceptation exclusive de déchets inertes et dans une certaine mesure de détritus de jardin et déchets agricoles solides d'origine végétale. La majorité de ces autorisations ont été accordées en 1981 et 1982.

Selon les documents de l'époque, le nombre de ces décharges s'est élevé à 110.

Au cours des années qui suivaient, ces décharges ont été contrôlées sur une base annuelle par l'Administration de l'Environnement.

Avec l'entrée en vigueur de la loi du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets, les décharges communales et privées pour déchets inertes devaient être fermées dans un délai de cinq ans.

Sur base de cette disposition, l'Administration de l'Environnement a étamé les démarches auprès des communes pour procéder à la fermeture définitive des décharges communales autorisées pour l'acceptation de déchets inertes.

Les travaux de fermeture comprenaient principalement les étapes suivantes:

- le nettoyage des dépôts (enlèvement le cas échéant des déchets visibles non autorisés);

- une mise en forme des dépôts pour garantir leur stabilité et leur intégration dans le paysage. (Dans de nombreux cas, ces travaux ont été faits sur base d'études et de planifications élaborées par des bureaux spécialisés);

- la replantation de verdure ou leur reboisement.

Ces travaux ont été suivis de près par l'Administration de l'Environnement. Dans certains cas, l'acceptation supplémentaire de terres d'excavation était nécessaire pour procéder à une intégration optimale de la décharge dans le paysage. Dans ces cas, des autorisations spécifiques ont été émises sur base de la législation en matière de gestion des déchets.

Ces travaux se sont poursuivis jusqu'en 2005, bien qu'en 2000 déjà, le nombre de décharges encore en exploitation a pu être réduit à seulement trois. L'avancement des travaux a été publié régulièrement dans les rapports d'activité du Ministère de l'Environnement.

Compte tenu du fait que la majorité des anciens dépôts ont été fermés il y a plus de 30 ans, et que pour cette raison un contrôle systématique de ces anciens dépôts n'a pas été réalisé, il n'est pas possible de donner une réponse confirmée à cette question.

On peut toutefois estimer qu'en général ces dépôts ne posent pas un risque majeur pour l'environnement humain et naturel. En effet, dans le cadre des contrôles effectués à l'époque par l'Administration de l'Environnement sur les décharges qui pouvaient continuer à être exploitées après 1981-1982 en tant que décharges pour déchets inertes, certaines analyses d'eaux n'ont pas permis de constater de problèmes majeurs.

Ceci résulte principalement du fait que la fin du dépôt de déchets non inertes sur ces décharges remonte à quelques décennies et que ces déchets se sont depuis largement stabilisés.

Néanmoins, on ne peut pas exclure que l'une ou l'autre décharge peut encore présenter certains impacts.

Afin d'avoir une meilleure vue de la situation, l'Administration de l'Environnement et l'Administration de la Nature et des Forêts sont en train de se concerter pour procéder à une inspection systématique des 616 décharges répertoriées.

Sur base des constats sur le terrain, des décisions devront être prises concernant des investigations éventuelles supplémentaires au sujet de certaines décharges.

Les inspections visent également à vérifier si sur certains sites les dépôts ont définitivement cessé ou s'il est toujours procédé au déchargement non autorisé de déchets.

Par ailleurs, l'Administration de l'Environnement continue les travaux concernant l'établissement d'un avant-projet de loi relatif à la protection des sols. Un élément important de cette loi sera la détermination des responsabilités par rapport aux sites répertoriés dans le cadastre des sites contaminés ou susceptibles d'être contaminés, donc également des anciennes décharges. Cette détermination est nécessaire étant donné que la loi du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets fixait bien l'obligation d'établir le cadastre, mais ne précisait pas dans quelle situation les différentes personnes concernées par un site répertorié étaient responsables pour intervenir. Dans le cadre de cette loi seront également définis les critères qui permettent d'évaluer les risques pour l'homme et l'environnement émanant d'un site contaminé ou d'une décharge et d'en déduire les nécessités d'assainissement éventuelles.

Question 1098 (30.04.2015) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**ouverture de la route du Nord:**

Monsieur le Ministre vient de préciser que la mise en service de l'autoroute A7 risque de générer du trafic additionnel au Kirchberg allant jusqu'à 30.000 voitures supplémentaires par jour.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quelles sont les mesures que le Gouvernement entend prendre afin d'assurer la fluidité du trafic au Kirchberg?

- Dans quels délais ces mesures peuvent-elles être réalisées?

Réponse (15.05.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Il est vrai que les modélisations de la Cellule Modèle de Transport CMT prévoient un trafic journalier moyen TJM de l'ordre de 30.000 véhicules par jour sur le tronçon de la route du Nord A7 entre les échangeurs Lorentzweiler et Waldhaff. Par contre cette charge de trafic ne s'abattra pas entièrement sur le Kirchberg, mais se répartira sur les axes y bifurquant, dont notamment l'autoroute A1 dans les deux directions.

Actuellement le trafic entrant au Kirchberg à la hauteur du rond-point Serra s'élève à environ 30.000 véhicules/jour. Avec la mise en service de la route du Nord et avec l'augmentation du nombre d'emplois et de résidents au plateau à long terme, ce trafic augmentera pour atteindre en heures de pointe du matin environ 5.800 véhicules/heure entrant et en heures de pointe du soir environ 4.400 véhicules/heure sortant au carrefour Serra.

Le fonctionnement du giratoire Serra sera assuré par la synergie des quatre mesures suivantes:

a. mise en service d'un by-pass souterrain depuis l'avenue J. F. Kennedy vers l'A1 direction France/Belgique réduisant la charge de trafic globale de l'ordre de 20% le soir;

b. réaménagement du giratoire en «giratoire turbo» augmentant la capacité des flux;

c. ajout de voies dans le giratoire;

d. intégration d'une gestion par feux tricolores.

La gestion par feux tricolores permet la redistribution des capacités aux différentes entrées au giratoire, l'introduction d'une coordination avec les carrefours connexes, la prise en compte des transports en commun, notamment le tram, et de la mobilité douce, la gestion des flux en provenance de l'A1 et de l'A7 et la mobilisation du by-pass vers le Circuit de la Foire pour les flux en provenance de l'A1.

À noter que l'estimation des charges de trafic à long terme présuppose, entre autres, la mise en service du tram à partir de l'aéroport ainsi que la réalisation du pôle d'échange à Héienhaff.

Les mesures décrites ci-dessus sont en cours de chantier et seront mises en service en automne 2015.

Les autres carrefours de l'avenue J. F. Kennedy connaîtront à long terme, en heures de pointe, une circulation proche de la capacité sans atteindre la saturation.

Dans ce contexte, je désire souligner que le Gouvernement met tout en œuvre pour faciliter l'accès au Kirchberg par les moyens de transport de la mobilité durable. À côté du tram qui circulera à partir de 2017 et l'aménagement des pôles d'échanges Héienhaff et Luxexpo à l'est du Kirchberg, je ne rappelle que l'arrêt ferroviaire Kirchberg/Pfaffenthal où un funiculaire connectera l'arrêt à une station du tram aménagée à côté du Pont rouge Grande-Duchesse Charlotte au Kirchberg.

Question 1099 (30.04.2015) de **MM. Marc Spautz** et **Serge Wilmes** *(CSV)* concernant le **télétravail:**

Dans sa réponse à une question parlementaire de Monsieur le Député Marcel Oberweis *(cf. question parlementaire n°1020, compte rendu n°12/session ordinaire 2014-2015)*, Monsieur le Ministre se dit satisfait des dispositions applicables en matière du télétravail. Il fournit à l'appui de son appréciation une enquête réalisée par le Statec et qui montre une hausse des personnes ayant recours au télétravail.

Alors que certains chiffres font défaut dans le tableau annexé à ladite réponse, nous aimerions obtenir de Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire des informations complémentaires:

- Monsieur le Ministre pourrait-il indiquer combien de résidents et combien de non-résidents (par pays de résidence) ont eu recours à cet instrument?

- À considérer que lesdites informations ne seraient pas disponibles, Monsieur le Ministre serait-il disposé à demander au Statec d'élargir e. a. le cercle des sondés et d'y intégrer les non-résidents (même si cela dépasse le cadre tracé par le règlement européen applicable en la matière)?

Réponse (05.06.2015) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

Le tableau annexé à la réponse à la question parlementaire n°1020 auquel les honorables Députés Marc Spautz et Serge Wilmes se réfèrent reprend des données issues de l'Enquête sur les forces de travail (EFT) qui est effectuée par le Statec et ce uniquement auprès des résidents.

Un élargissement éventuel du champ d'enquête devrait donc d'abord être étudié par ce service quant à ses répercussions budgétaires et aux problèmes méthodologiques qui y sont liés.

Question 1100 (30.04.2015) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **statistiques de la délinquance:**

Wéi all Joer huet d'Police op enger Pressekonferenz d'Statistiken iwwert d'Delinquenz virgestallt.

Et fält op, datt bei der Presentatioun vun den Zuele fir 2014, entgéint de Virstellungen aus viregte Joren, keng Statistik iwwert d'Nationalitéit vun den Täter dobäi ass.

Dowéinst wéilt ech dem Här Minister fir bannescht Sécherheet dës Froe stellen:

1. Wisou huet d'Police d'Zuele vun den Täter an den Affer pro Nationalitéit net virgestallt? Ass dat op Wonsch vun der Regierung geschitt?

2. Kann den Här Minister mer dës Zuele fir 2014 noliwweren?

3. Kann d'Chamber en Tableau kréien vun der Evolution vun den Täter an den Affer pro Nationalitéit, eventuell opgeschlësselt no de grousse Kategorië vun Delikter, dëst iwwert déi lescht zéng Joer?

Réponse (28.05.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

Eng Pressekonferenz iwwert d'Statistiken 2014 ass op Invitatioun vum Policedirekter gehale ginn. Ech weisen do op meng Äntwert op Är Fro N°0231 vum 24. Abrëll 2014 *(cf. compte rendu n°6/session extraordinaire 2013-2014)* hin.

An der Annex fannt Der d'Statistike vun 2014, genausou wéi se am jährleche Rapport vun der Police hiren Aktivitéite stinn. Dëse Rapport gëtt och zanter 2009 op Police.lu publizéiert.

D'Police mécht an hire Statistike keen Ënnerscheed tëscht den Nationalitéiten, wann Täter/Opfer Netlëtzebuerger sinn.

Annex: Statistik 2014

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 1101 (30.04.2015) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant le **don du sang par les homosexuels:**

Selon un arrêt de la Cour de justice européenne, rendu le 29 avril 2015, l'exclusion permanente d'hommes ayant eu des rapports sexuels avec des hommes du don du sang pourrait ne pas respecter le principe de proportionnalité. Ainsi, selon l'arrêt en question, pour que le principe de proportionnalité soit respecté, il conviendrait de vérifier:

• si les données médicales, scientifiques et épidémiologiques actuelles du pays prouvent qu'un tel comportement sexuel expose ces personnes à un risque élevé de contracter des maladies infectieuses graves susceptibles d'être transmises par le sang, et

• s'il n'existe pas de techniques efficaces pour détecter ces maladies, ou à défaut, d'autres méthodes moins contraignantes qu'une exclusion permanente, pour assurer une protection élevée de la santé des receveurs.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Madame la Ministre de la Santé les questions suivantes:

- Quelle est la situation actuelle des personnes homosexuelles à l'égard du don du sang au Luxembourg?

- Quelle est la position de Madame la Ministre concernant cette thématique?

- Comment Madame la Ministre compte-t-elle réagir à cet arrêt?

Réponse (02.06.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Il m'importe d'insister sur le fait que l'exclusion du don de sang doit être basée de manière exclusive sur un comportement à risque et non pas sur une orientation sexuelle.

Toutefois, en application des dispositions de la directive 2004/33/CE de la Commission du 22 mars 2004 portant application de la directive 2002/98/CE du Parlement européen et du Conseil concernant certaines exigences techniques relatives au sang et aux composants sanguins, les personnes homosexuelles restent actuellement exclues du don du sang au Luxembourg.

En vue de pouvoir adapter, le cas échéant, la réglementation actuelle, je viens de charger mes services de vérifier si les conditions en vue du respect du principe de proportionnalité, telles que fixées par l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne, sont remplies.

Je suis par ailleurs en contact étroit avec les Ministres en charge de la santé dans nos pays limitrophes en vue d'une démarche concertée dans ce dossier.

Question 1102 (30.04.2015) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant les **chambres individuelles dans les hôpitaux:**

Il me revient que de plus en plus de patients demandent en cas d'hospitalisation une chambre individuelle («Einzelbettzimmer»). Les raisons pour cette demande sont multiples: davantage d'intimité, usage individuel des installations sanitaires, etc. En plus, beaucoup de patients disposent d'une assurance complémentaire dont ils ne peuvent dans la majorité des cas pas bénéficier.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Madame la Ministre peut-elle fournir des informations quant au nombre de chambres individuelles disponibles actuellement dans les hôpitaux du pays, et en particulier dans la région Sud?

- Ce chiffre satisfait-il la demande des patients?

- Madame la Ministre peut-elle me dire combien de chambres individuelles sont prévues dans le projet du nouveau «Südspidol»?

- Est-ce qu'un nombre plus grand de chambres individuelles est prévu pour tous les projets de rénovation, de modernisation ou d'agrandissement dans le secteur hospitalier?

Réponse (23.05.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Le nombre de chambres individuelles dans les hôpitaux du pays est renseigné dans le tableau suivant:

	Nombre total de lits (rééducation compris)	dont psychiatrie	dont rééducation	dont lits 1ère classe
CHEM (Centre Hospitalier Emile Mayrisch)	642	45	30	77
Hôpitaux Robert Schumann				
Clinique Sainte-Marie	93			48
Hôpital Kirchberg	345	68		90
Clinique Bohler	68			30
ZithaKlinik	256		30	42
CHL (Centre Hospitalier de Luxembourg)	579	57		130
Centre Hospitalier du Nord	357	45	15	115

Le Ministère de la Santé n'est pas informé des demandes d'hospitalisation en 1ère classe adressées par les patients aux établissements hospitaliers.

Concernant l'évolution souhaitable du nombre de chambres individuelles dans les hôpitaux, il s'agit de relever plusieurs aspects:

Le programme gouvernemental prévoit l'augmentation du nombre de chambres à un lit dans les hôpitaux.

Étant donné qu'à l'heure actuelle l'hospitalisation dans une chambre à un lit répondant à des conditions de taille et d'équipement (présence d'un WC) déterminées, donne droit automatiquement à la facturation d'un supplément de 66% par les médecins intervenant auprès du patient (sauf en cas d'hospitalisation en chambre individuelle indiquée pour des raisons médicales), le Gouvernement a également inscrit dans son programme que cet automatisme sera supprimé («le tarif majoré pour les actes médicaux sera supprimé progressivement pour les chambres à un lit»).

Plusieurs pas dans la direction d'une augmentation des chambres à un lit ont été faits:

- Le nombre de chambres à un lit de la Maternité Grande-Duchesse Charlotte a été porté à 69% des lits lors de la reconstruction de la maternité.

- Une ajoute de chambres à un lit vient d'être autorisée pour la clinique Bohler, maternité des Hôpitaux Robert Schumann, portant le pourcentage de lits en chambres à un lit à 68% du total des lits de la clinique Bohler.

- Le programme du nouveau «Südspidol», dont le concours d'architecte sera terminé le 23 octobre 2015, prévoit une réduction du nombre de lits avec une organisation en chambres à lits multiples pour les patients en hospitalisation de jour et en chambres individuelles pour les lits nécessitant une hospitalisation plus longue. Il s'agit de remarquer que parmi les 594 lits programmés dans son «Raumprogramm» qui est actuellement soumis à l'examen de mes services, le nombre de lits de rééducation a été augmenté par rapport au nombre existant, celui des lits aigus diminué.

- Le projet de reconstruction de l'Hôpital Municipal du CHL, pour lequel l'accord de principe a été donné par le Conseil de Gouvernement, retient 60% des lits en chambres individuelles.

Question 1103 (30.04.2015) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant le **drone téléguidé dans le secteur de l'Aéroport de Luxembourg:**

D'après un article paru sur le site tageblatt.lu, le pilote d'un avion Luxair en vol aurait aperçu en date du 24 avril dernier dans le secteur de l'Aéroport de Luxembourg un drone téléguidé. Il en aurait aussitôt informé la Direction de l'Aviation civile, responsable de la sécurité aérienne. Cette dernière aurait porté plainte par la suite et le parquet serait en charge de l'affaire.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les informations susmentionnées? Peut-il, le cas échéant, fournir des détails supplémentaires quant à l'incident en question?

- Cet incident était-il le premier du genre ou est-ce que d'autres visions de drones ont été signalées aux alentours de l'aéroport ou de tout autre site sensible?

- Existe-t-il une réglementation quant à l'utilisation respectivement quant à la vente de drones téléguidés?

- Dans l'affirmative, que dit cette réglementation?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre envisage-t-il de légiférer en la matière?

Réponse (02.06.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Roger Negri, il m'échoit d'apporter les réponses suivantes:

Ad 1. Le 24 avril 2015 à 16.55 heures, un incident s'est produit à Luxembourg entre un drone non identifié et un avion de la Luxair ayant décollé de Munich à destination de Luxembourg-Findel. Le croisement a eu lieu en phase d'approche finale au nord de la commune de Mensdorf alors que l'avion se trouvait à une hauteur de 400 mètres au-dessus du sol. Une enquête a été ouverte par la police afin de retrouver l'utilisateur du drone ainsi que par l'Administration des Enquêtes techniques. Une plainte a été déposée auprès du parquet.

Ad 2. Avant cet incident, aucun rapport d'observation de drone aux alentours de l'aéroport ou sur quelque site sensible que ce soit n'a été recensé.

Ad 3. Actuellement, en absence de texte réglementaire spécifique, les règles usuelles de l'aviation civile (règles de l'air, travail aérien, atterrissage/décollage hors aérodrome, immatriculation, homologation de l'appareil…) restent d'application et une autorisation préalable de la Direction de l'Aviation civile (DAC) est impérative pour toute utilisation de systèmes d'aéronef sans pilote (UAS) au Grand-Duché de Luxembourg.

Il n'existe pas de restriction ou réglementation particulière liée à la commercialisation des drones.

Toute activité commerciale liée à l'utilisation d'un drone est soumise à une autorisation préalable de la DAC. La DAC centralise les demandes et l'Administration de la navigation aérienne (ANA) analyse l'impact éventuel de l'activité drone sur les vols opérés sur l'aéroport et rend un avis technique à la DAC.

Une conférence de presse sous la tutelle du Ministère du Développement durable et des Infrastructures sera organisée prochainement afin d'informer d'avantage le grand public à l'utilisation des drones.

Ad 4. - 5. La Direction de l'Aviation civile travaille actuellement sur une législation nationale afin de spécifier le cadre juridique lié à l'utilisation des drones. Le Luxembourg soutient par ailleurs la mise en place d'un cadre réglementaire spécifique sur le plan européen.

Question 1104 (04.05.2015) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **nouvelle version du Code civil:**

Ayant pris connaissance de la réponse du Ministre de la Justice au communiqué du CSJ relatif à la dernière mise à jour du Code civil au 1er janvier 2015 et qui faisait état de la suppression de la jurisprudence y reproduite jusqu'alors, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, et à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Messieurs les Ministres ne considèrent-ils pas que cette façon de procéder soit en contradiction avec la politique d'accessibilité à la justice annoncée dans le programme gouvernemental de la manière suivante: «la politique du Gouvernement visera la modernisation de la Justice et la consolidation de son indépendance, tout en la rendant plus efficace, accessible et compréhensible pour les citoyens»?

- Messieurs les Ministres n'estiment-ils pas qu'il faille inverser cette tendance consistant à ne plus publier de décisions de justice dans les codes, pratique qui pourtant rendait le droit plus accessible aux non-professionnels?

Réponse commune (09.06.2015) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

En réponse à la question parlementaire des honorables Députés qui porte sur la suppression de la jurisprudence dans les codes, le Premier Ministre, Ministre d'État et le Ministre de la Justice aimeraient fournir les précisions qui suivent.

La décision de la suppression des jurisprudences dans les codes a été prise par l'ancien Ministre de la Justice François Biltgen. Le Gouvernement ne considère pas que ce changement soit en contradiction avec la politique d'accessibilité à la justice annoncée dans le programme gouvernemental. La mise à disposition du droit applicable à travers une mise à jour en ligne régulière des codes permet à tous les citoyens et praticiens du droit de bénéficier d'une information rapide et actualisée. Cette politique répond ainsi à une des priorités d'un État de droit, à savoir la vulgarisation de la législation en vigueur. Il importe de préciser dans ce contexte que le Gouvernement travaille sur une réforme d'envergure appelée «Paperless Justice» - des travaux visant également un accès direct et facile à la jurisprudence.

Aux yeux du Gouvernement, il n'appartient pas à l'exécutif d'opérer un choix sur les jurisprudences à citer et à publier dans les codes.

Question 1105 (05.05.2015) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**exécution du paquet d'avenir:**

Lors d'une récente conférence de presse consacrée au plan national de réforme et au pacte de stabilité, Monsieur le Ministre des Finances a annoncé que la consolidation budgétaire, telle qu'envisagée par le Gouvernement, nécessiterait la mise en place des 258 mesures du paquet d'avenir dont les trois quarts devraient être prises d'ici fin 2016, la totalité d'ici 2018.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Combien de mesures du paquet d'avenir ont d'ores et déjà été transposées? Lesquelles?

- Quel a été le potentiel d'économie escompté pour chacune de ces mesures prises individuellement?

- Quelle est à ce stade l'économie budgétaire effectivement réalisée pour chacune des mesures transposées?

- Est-ce que le Gouvernement peut confirmer que pour des articles budgétaires libellés (crédit non limitatif) et se rapportant à des mesures du paquet d'avenir, il n'y a pas encore eu de dépassement de crédit? Dans la négative, quels sont les articles budgétaires afférents à une mesure d'économie qui ont fait à ce stade l'objet d'un dépassement de crédit et à quel montant se chiffre ce dépassement pour chacune des mesures concernées?

Réponse (04.06.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Dans leur question parlementaire, les honorables Députés Madame Diane Adehm et Monsieur Gilles Roth souhaitent recevoir des informations sur l'état d'avancement de la mise en œuvre des 258 mesures du paquet d'avenir.

Comme indiqué dans la 16e actualisation du programme de stabilité du Grand-Duché de Luxembourg pour la période 2015-2019, le paquet d'avenir fait partie intégrante de la stratégie budgétaire pluriannuelle élaborée par le Gouvernement au cours de l'année 2014. Cette stratégie est effectivement implémentée depuis le 1er janvier 2015, date d'entrée en vigueur des lois concernant (i) le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015 et (ii) la programmation financière pluriannuelle pour la période 2014 à 2018 ainsi que (iii) la loi relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir - première partie (2015).

Ainsi, au 31 décembre 2014, près de 90 mesures du paquet d'avenir ont une base légale, soit au travers du budget (30), du «Zukunftspak» (20) ou de règlements grand-ducaux (10), soit par voie de mesures internes aux ministères (30). Il est prématuré d'évaluer l'économie effectivement réalisée par des mesures implémentées depuis moins de cinq mois seulement alors que cet exercice incombe à chaque département ministériel dans le cadre des préparatifs du budget de l'année prochaine.

Les 170 mesures restantes du paquet d'avenir suivent un calendrier d'implémentation déterminé afin de réaliser les économies prévues dans la loi de programmation financière pluriannuelle pour la période 2014 à 2018. Ainsi, près de 130 mesures seront mises en œuvre au courant de l'année 2015, soit par voie législative (40) via le budget ou une réforme particulière (ex: réforme des prestations familiales), soit par voie réglementaire (20), soit par voie interne aux ministères (60).

Au cas où une mesure n'apporte pas les économies prévues pendant un ou plusieurs des exercices budgétaires, des mesures de compensation seront recherchées afin de respecter les engagements budgétaires au niveau national et communautaire.

Ainsi la lettre circulaire du 27 février 2015 concernant la préparation des budgets 2016 à 2019 indique «qu'il importe d'insister sur le fait que toute dépense nouvelle par rapport à la trajectoire qui est tracée par le programme pluriannuel des recettes et des dépenses de l'Administration publique qui a été approuvé par la loi du 19 décembre 2014 relative à la programmation pluriannuelle, devra être compensée par une économie équivalente sur d'autres postes de dépenses».

La trajectoire des finances publiques présentée dans le cadre de la 16e actualisation du programme de stabilité du Grand-Duché de Luxembourg pour la période 2015-2019 est ainsi construite à partir d'une hypothèse d'une mise en œuvre complète, selon le calendrier prévu et avec les impacts budgétaires estimés, du paquet d'avenir.

Répartition des mesures selon SEC2010 (impact net[5])

[5] Impact net signifie qu'il comprend les mesures, du côté des dépenses, qui génèrent des dépenses supplémentaires et qui font partie du «Zukunftspak». Ces mesures ne font pas partie du tableau D.

(en mio. d'euros)	2015	2016	2017	2018	2019
Dépenses (somme)	**-146**	**-276**	**-352**	**-411**	**-427**
Consommation intermédiaire	*-13*	*-33*	*-36*	*-39*	*-40*
Formation de capital	*-19*	*-40*	*-47*	*-49*	*-50*
Rémunération des salariés	*-6*	*-10*	*-11*	*-11*	*-11*
Autres impôts sur la production	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
Subventions à payer	*-15*	*-59*	*-66*	*-80*	*-83*
Revenus de la propriété	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature	*-13*	*-40*	*-56*	*-66*	*-68*
Prestations sociales en nature correspondant aux dépenses consacrées à l'achat de produits fournis par l'intermédiaire de producteurs marchands	*-78*	*-98*	*-138*	*-161*	*-167*
Autres transferts courants	*7*	*14*	*19*	*21*	*22*
Ajustement pour variation des droits des ménages sur les fonds de pension	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
Transferts en capital à payer	*-9*	*-11*	*-17*	*-28*	*-29*
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
Recettes (somme)	**365**	**488**	**568**	**559**	**578**
Production marchande	*5*	*9*	*9*	*9*	*9*
Production pour usage final propre	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
Paiements au titre de l'autre production non marchande	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
Impôts sur la production et les importations	*267*	*369*	*443*	*429*	*444*
Autres subventions sur la production à recevoir	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
Revenus de la propriété	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	*91*	*106*	*111*	*116*	*120*
Cotisations sociales	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
Autres transferts courants	*1*	*3*	*4*	*3*	*4*
Transferts en capital à recevoir	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
Capacité/besoin de financement (= recettes - dépenses)	**512**	**765**	**920**	**970**	**1005**

Remarque: L'estimation de l'impact pour 2019 est faite sur base d'une hypothèse de proportionnalité par rapport à 2018.

Le tableau ci-avant présente l'estimation la plus récente de la répartition des mesures sur les différentes catégories de dépenses et de recettes selon SEC2010.

La nécessité de mesures de compensation éventuelles est en cours d'analyse dans le cadre des travaux de préparation des budgets 2016 à 2019.

Au cas où des mesures de compensation s'avèrent nécessaires lors des exercices 2016 à 2018 pour respecter les engagements budgétaires au niveau national et communautaire, ces mesures seront présentées notamment lors du dépôt des projets de loi budgétaires à la Chambre des Députés.

Question 1106 (05.05.2015) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**éventuelle fusion entre la KBL et la BIL:**

D'aucuns font état d'un rapprochement, voire d'une éventuelle fusion des banques KBL et BIL en raison de la composition particulière de l'actionnariat des deux établissements. Une telle restructuration de deux opérateurs de taille de notre place financière risquerait d'avoir des incidences non négligeables e. a. sur le volume des emplois auprès des deux banques. Mis à part sa participation dans le capital de la BCEE et la BGL, l'État est par ailleurs actionnaire de la BIL et représenté à ce titre dans son conseil d'administration.

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Est-ce que le Gouvernement peut exclure d'ici la fin de la législature une éventuelle fusion entre la BIL et la KBL?

- Quelle est la position du Gouvernement face à un éventuel rapprochement des deux établissements bancaires?

- Est-ce que le Gouvernement entend maintenir les participations étatiques dans le capital de la BIL et de la BGL jusqu'à la fin de la législature?

Réponse (26.05.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

L'État luxembourgeois est actionnaire à concurrence de 10% dans le capital de la BIL et ne détient pas d'actions dans la KBL. Suivant les informations les plus récentes dont dispose l'État, la question d'une fusion entre les deux entités n'est pas d'actualité.

Comme Precision Capital est actionnaire dans les deux entités, il est évident qu'une spécialisation particulière tenant compte des caractéristiques propres des unités respectives soit régulièrement à l'ordre du jour.

Finalement le Gouvernement continue le partenariat avec les banques dans lesquelles il détient une participation, tout en confirmant l'intention de les vendre à terme dès lors que les conditions seront jugées favorables.

Question 1107 (05.05.2015) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant les **statistiques de la délinquance 2014:**

En décembre dernier, une heure d'actualité sur la vague des cambriolages au Grand-Duché de Luxembourg et les moyens à disposition de la Police grand-ducale pour lutter contre ce phénomène s'est tenue à la Chambre des Députés sur demande du groupe politique CSV. C'est dans ce contexte que j'avais soulevé un certain nombre de questions, notamment quant à l'acquisition d'un logiciel, communément appelé «Precobs», ayant permis de faire baisser substantiellement le nombre de cambriolages à Zurich. Au vu des chiffres de délinquance pour 2014 présentés récemment par la Police grand-ducale, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Monsieur le Ministre envisage-t-il de suivre le «modèle» zurichois?

- Monsieur le Ministre pourrait-il me présenter le bilan des premières expériences menées à Nuremberg et à Munich, sachant que ces villes ont récemment testé ce type de logiciel?

- Monsieur le Ministre peut-il enfin me donner plus de détails quant à la coopération transfrontalière dans ce domaine? À quel niveau cette coopération pourrait-elle être renforcée à l'avenir pour efficacement lutter contre cette délinquance en partie itinérante?

Réponse (03.06.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

La Police grand-ducale étudie les phénomènes criminels tant par une analyse temporelle que spatiale (geospatialisation) en fonction des modus operandi ainsi que des traces relevées. Ce moyen ne permet pas seulement de servir aux enquêtes judiciaires en cours, mais permet également de coordonner les patrouilles policières sur le terrain.

Le logiciel «Precops» semble peu adapté pour le Luxembourg, considérant l'espace géographique restreint du pays. Le logiciel est essentiellement utilisé dans les grandes villes à forte densité de population.

La coopération policière transfrontalière est assurée à plusieurs niveaux, à savoir le Centre de coopération policière et douanière à Luxembourg, permettant une collaboration directe du Luxembourg avec la Belgique, l'Allemagne et la France, les échanges directs entre policiers des unités de police frontalières ainsi que par des canaux institutionnels comme par exemple Europol. Les mêmes échanges ont lieu dans le cadre d'enquêtes judiciaires. Faut-il souligner que le Luxembourg est considéré comme exemple en matière de coopération transfrontalière au sein de l'Union européenne.

Question 1108 (05.05.2015) de **MM. Marc Spautz** et **Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant les **contrôles de sécurité à l'Aéroport de Findel:**

Afin de garantir le confort des passagers et pour assurer un déroulement satisfaisant à l'aéroport, il est important que les contrôles de sécurité des passagers s'effectuent rapidement, tout au moins pendant les heures de pointe lors des vacances.

Selon nos informations, on constate depuis un certain temps un manque de personnel à l'aéroport. Ceci crée des problèmes au niveau de l'exploitation aéroportuaire et au niveau de la sécurité. En plus, cette situation conduit inévitablement à une détérioration du climat et des conditions de travail des salariés.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Est-il envisagé d'engager du personnel supplémentaire pour le contrôle de sécurité des passagers?

- Est-ce qu'il est prévu de créer des postes de contrôle supplémentaires?

- Quelles autres mesures sont envisagées afin d'accélérer le contrôle des passagers?

Réponse (15.06.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Marc Spautz et de l'honorable Député Jean-Marie Halsdorf, il m'échoit d'apporter les réponses suivantes:

En termes de sûreté ainsi que de sécurité, lux-Airport fait régulièrement l'objet d'audits internes et externes, qui lui confirment unanimement qu'il n'y a ni problème majeur, ni dégradation des services.

Selon les informations fournies par lux-Airport, les délais d'attente des passagers sont mesurés trois fois par jour et se situent pour la majorité du temps en dessous de cinq minutes depuis les améliorations apportées en cours d'année 2014. En ce qui concerne les pointes journalières, les temps d'attente ont été nettement réduits et se situent pour la plupart du temps en dessous de dix minutes.

lux-Airport envisage d'engager du personnel supplémentaire en réponse à la croissance du nombre de passagers. Les embauches sont cependant retardées à cause de l'incertitude dans laquelle la société est maintenue quant à la signature de la nouvelle convention collective de travail.

Au vu des améliorations apportées et des résultats excellents obtenus en termes de délais d'attente des passagers, lux-Airport ne prévoit pas à l'heure actuelle d'instaurer des mesures supplémentaires pour accélérer le contrôle des passagers.

Toutefois lux-Airport continue à surveiller de près les statistiques journalières pour réagir en cas de besoin et demeure proactif dans l'amélioration constante de ses services à la clientèle.

Question 1109 (05.05.2015) de **Mme Octavie Modert** et **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**application du télétravail dans la fonction publique:**

Le règlement grand-ducal du 10 octobre 2012 a, à la suite d'une phase de projet pilote, déterminé les conditions générales relatives à l'exercice du télétravail dans la fonction publique, sur base de l'article 19bis du statut général des fonctionnaires de l'État.

En réponse à une question parlementaire récente du Député Marcel Oberweis au sujet du développement du télétravail *(cf. question parlementaire n°1020, compte rendu n°12, session ordinaire 2014-2015)*, Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire vient de faire savoir que, pour ce qui est du secteur privé, cette forme de travail est en nette progression, son pourcentage ayant doublé ces cinq dernières années.

Nous souhaitons désormais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative quant à l'application du télétravail au sein du secteur public:

- Monsieur le Ministre peut-il indiquer le nombre d'agents de l'État ayant eu recours à cette forme de travail dans le secteur public depuis son introduction généralisée?

- Monsieur le Ministre constate-t-il une augmentation du nombre de recours à cette forme de travail au sein du secteur public, depuis la mise en vigueur du règlement grand-ducal précité?

- Monsieur le Ministre peut-il informer s'il y a eu des refus par des chefs d'administration concernant des demandes d'autorisation de télétravail, et, s'il y a lieu, est-il à même de fournir des informations quant aux motivations respectives de tels refus?

- Le cas échéant, au vu des résultats de l'application du télétravail, est-ce que Monsieur le Ministre conclut à des modifications qu'il serait nécessaire d'apporter à la réglementation régissant le télétravail dans la fonction publique?

Réponse (28.05.2015) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

Dans leur question parlementaire n°1109 du 6 mai 2015, les honorables Députés Octavie Modert et Marcel Oberweis demandent combien d'agents de l'État ont eu recours au télétravail dans le secteur public depuis son introduction généralisée. Par ailleurs, ils posent la question si le nombre de recours à cette forme de travail au sein du secteur public a augmenté depuis la mise en vigueur du règlement grand-ducal du 10 octobre 2012 déterminant les conditions générales relatives à l'exercice du télétravail dans la fonction publique. Les honorables Députés demandent ensuite s'il y a eu des refus par des chefs d'administration concernant des demandes d'autorisation de télétravail et, dans l'affirmative, si je peux leur fournir des informations quant aux motivations respectives de tels refus. Finalement, les honorables Députés demandent si, au vu des résultats de l'application du télétravail, il serait nécessaire de modifier la réglementation régissant le télétravail dans la fonction publique.

En réponse à leur question parlementaire, je voudrais informer les honorables Députés que conformément aux dispositions de l'article 19bis de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État, l'autorité compétente pour autoriser et déterminer les modalités d'exécution du télétravail est le chef d'administration. Dans la mesure où le règlement grand-ducal du 10 octobre 2012 ne prévoit pas d'intervention consultative du Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative dans la procédure d'autorisation et que l'introduction du télétravail n'a pas non plus été accompagnée par la mise en place d'un système de pilotage ou de suivi permettant d'assurer une vue d'ensemble sur son application pratique, le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative ne dispose pas, à ce stade, de données centralisées permettant de documenter l'application du télétravail dans le secteur public.

De ce fait, il s'avère également impossible de renseigner à brève échéance et sans consulta-

tion individuelle de tous les chefs d'administration, sur l'évolution du nombre de demandes introduites et, a fortiori, sur le nombre de refus éventuels.

Avant d'engager des réflexions sur l'opportunité d'apporter des modifications à la réglementation actuelle, je préconise de recenser d'abord l'ensemble des expériences acquises depuis la mise en place du télétravail. Cette consultation permettra non seulement de fournir des chiffres, mais encore des informations importantes sur les besoins éventuels en termes de sensibilisation et de formation supplémentaire dans ce contexte. Une analyse détaillée du résultat de ce recensement permettra enfin de dégager d'éventuelles faiblesses du système actuel, ainsi que le cas échéant des pistes d'amélioration.

Question 1110 (05.05.2015) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant la **santé au travail au Luxembourg:**

En septembre 2012, un rapport d'audit sur la santé au travail au Luxembourg a été présenté. Lors d'une heure d'actualité à la Chambre des Députés le 19 mars 2013, les orateurs s'accordaient pour reconnaître les mérites du système introduit en 1995, tout en soulignant la nécessité d'une réforme afin d'adapter la législation et le fonctionnement de la santé au travail aux évolutions et aux réalités du terrain dans le monde de travail d'aujourd'hui.

Lors des discussions il était question notamment de relancer le Conseil supérieur de la santé et de la sécurité au travail, d'analyser la nécessité et la fréquence des visites obligatoires et d'actualiser la liste des maladies professionnelles.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Madame la Ministre de la Santé ainsi qu'à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire les questions suivantes:

- Madame la Ministre et Monsieur le Ministre estiment-ils qu'une réforme de la santé au travail est nécessaire?

- Quelle est la démarche préconisée par Madame la Ministre et Monsieur le Ministre pour initier une réforme de la santé au travail?

Réponse commune (15.06.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

Les textes actuels (une loi et quatre règlements grand-ducaux) datent du début de 1995 et ont fait leurs preuves en ce sens qu'ils ont permis la mise en place de huit services de médecine du travail pour l'ensemble des entreprises du secteur privé avec le concours de 70 médecins du travail et de 30 assistants (psychologues du travail, ergonomes, kinésithérapeutes, infirmières, hygiénistes, etc.).

À la suite d'un audit effectué entre 2012 et 2013, les experts avaient noté, d'une part, une évolution globalement positive de la prise en charge de la santé au travail par le dispositif mis en place au Luxembourg, et avaient, d'autre part, émis des recommandations pour assurer la pérennité du système.

À côté de modifications organisationnelles, le problème majeur semblait être le recrutement de nouveaux médecins du travail. La pénurie des médecins du travail (une douzaine de médecins du travail manquent actuellement dans les services luxembourgeois) pourrait être partiellement régularisée par la délégation de certaines tâches du médecin du travail à un/e infirmier/ière du travail ou un ergonome et par une augmentation sensible de la rémunération du médecin du travail (stable depuis 15 ans).

Concernant les modifications organisationnelles les auditeurs proposent par exemple un agrément périodique des services de santé au travail, l'instauration d'une visite de préreprise, une concertation étroite des médecins du travail avec les partenaires sociaux pour tenir compte et prévenir des risques psychosociaux au travail, une formation spécifique - dans le cadre des professions de santé - d'un/e l'infirmier/ière du travail, de favoriser l'instauration d'une culture de prévention nationale en matière de santé et de sécurité, etc.

La démarche préconisée a été établie sur deux niveaux:

Les conclusions de l'audit ont été présentées pour avis et débats contradictoires à l'ensemble des acteurs impliqués et interrogés dans cette opération. Chaque acteur a ainsi envoyé son avis définitif concernant les problématiques évoquées au Conseil supérieur de la santé et de la sécurité au travail.

Le Conseil supérieur de la santé et de la sécurité au travail a été réactivé comme lieu de dialogue et d'échange social et mandaté à formuler des propositions concrètes en vue de reformuler certains textes en matière de santé et de travail actuellement en vigueur. Depuis fin 2013 le Conseil supérieur a repris ses travaux et finalisé entre autres un avis exhaustif concernant la périodicité des examens médicaux en matière de santé au travail en y incluant les salariés occupant des postes à risques.

Question 1111 (05.05.2015) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **activités d'un service de renseignement étranger sur le territoire luxembourgeois:**

An deene leschten Deeg sinn an Däitschland eng Rei vun Informatioune bekannt ginn, no deenen de Bundesnachrichtendienst (BND) der amerikanescher NSA soll dobäi gehollef hunn, europäesch Politiker a Betriber auszespionéieren. Dowéinst wëll ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Ass der Regierung eng noriichtendéngschtlech Aktivitéit vun däitsche Geheimdéngschter, z. B. dem BND oder dem MAD, zu Lëtzebuerg an iergendenger Form bekannt, sief se géint Lëtzebuerger politesch oder ekonomesch Interessen oder op Lëtzebuerger Persoune geriicht, inklusiv dem Oflauschtere vun Tëlefonen oder dem Iwwerwaache vun elektronesche Medien?

2. Huet déi lëtzebuergesch Regierung bei der däitscher Regierung Informatiounen zu deem Thema verlaangt?

3. Wëllt d'Lëtzebuerger Regierung souwäit wéi méiglech feststellen, inklusiv duerch d'Thematiséiere vun dëser Problematik an den europäeschen Institutiounen, wéi eng europäesch Länner eventuell géint Lëtzebuerger Interessen oder Perséinlechkeete spionéiert hunn?

4. Wéi eng Konsequenze wëllt d'Regierung aus dësen Entwécklungen zéien, souwuel sécherheetstechnesch wéi och diplomatesch?

Réponse (28.05.2015) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

All Spionageaktivitéit stellt ee Verstouss géint d'Souveränitéit vun engem Stat duer. Dat internationaalt Recht gesäit vir, datt et engem Land verbueden ass, heemlech op dem Territorium vun engem anere Land aktiv ze ginn, falls dës Aktivitéiten net vun deem jeeweilege Land autoriséiert oder toleréiert sinn. Esou eng Bedreeung géint Lëtzebuerger Interesse fält an de Kompetenzberäich vun dem Lëtzebuerger Geheimdéngscht, dat gemäss dem Gesetz vum 15. Juni 2004 iwwert de Service de Renseignement. De Lëtzebuerger Geheimdéngscht huet, ënner anerem, als Aufgab Informatiounen ze sammelen iwwert noriichtendéngschtlech Aktivitéite vun auslännesche Servicer oder vu Persounen, déi esou Aktivitéiten heemlech am Numm vun anere Länner um Lëtzebuerger Territoire maachen. Dëst ass och de Fall, wann elektronesch Hëllefsmëttel agesat, ginn déi vum Ausland aus gesteiert ginn. D'Resultat an d'Analys vun den Informatiounen, déi de Lëtzebuerger Geheimdéngscht am Kader vu sengen Ausgabe sammelt, ginn der parlamentarescher Kontrollkommissioun vum Geheimdéngscht presentéiert a si Bestanddeel vu schréftleche Rapporten, déi un de Ministère de tutelle an un déi aner betraffe Ministèrë geschéckt ginn.

Dës Zort vu Menace ass och regelméisseg Bestanddeel vum Austausch, deen de Lëtzebuerger Geheimdéngscht mat de Partnerservicer huet, dëst suwuel um multilateralen Niveau, wéi och bilateral mat de Servicer aus den Nopeschlänner. Et ass och op deem Niveau, wou d'Lëtzebuerger Regierung intervenéieren a weider Explikatioune froe kann. Sollt sech erausstellen, datt Spionageaktivitéite géint Lëtzebuerger Interesse geriicht sinn an dem Land schueden, schléisst d'Regierung natierlech net aus, iwwert d'diplomatesch Kanäl, déi hir zur Verfügung stinn, formell bei de betraffene Länner ze protestéieren.

Question 1114 (06.05.2015) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant les **logements de service:**

L'annonce faite par le Gouvernement de vouloir apporter des changements au niveau des logements de service a produit des remous au sein des administrations et carrières concernées. Cette annonce n'est toutefois pas restée lettre morte, alors que la majorité gouvernementale a voté en décembre 2014 un projet devenu la loi du 19 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir et qui prévoit la suppression voire la vente de logements de service.

Fin février 2015, le Syndicat National de la Police Grand-Ducale (SNPGL) a réitéré son opposition auxdits plans du Gouvernement. Selon le SNPGL, cette mesure représente une perte financière pour les personnes concernées allant d'environ 4.000 euros à 5.000 euros.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me fournir de plus amples renseignements quant à la mise en application de cette mesure?

- À supposer que cette mesure n'ait pas encore été exécutée, Messieurs les Ministres peuvent-ils préciser:

• Avec quel préavis les personnes concernées seront-elles informées du retrait des logements de service?

• Selon quels critères et quelles modalités le retrait s'opérera-t-il? Comment Messieurs les Ministres entendent-ils agir en cas de refus de quitter les lieux?

• Les personnes concernées auront-elles droit à d'éventuelles compensations financières? Dans l'affirmative, lesquelles?

- À considérer que la mesure a du moins déjà eu une exécution partielle:

• Avec quel préavis les personnes concernées ont-elles été informées du retrait des logements de service?

• Selon quels critères et quelles modalités le retrait s'est-il opéré?

• Les personnes concernées ont-elles eu droit à d'éventuelles compensations financières? Dans l'affirmative, lesquelles?

• Combien de logements de service ont déjà pu être vendus et à quels prix? Comment le choix des logements de service à vendre s'est-il fait / se fera-t-il?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils enfin préciser l'utilisation réservée aux habitations ne servant plus de logement aux fonctionnaires de l'État et dont l'État est resté propriétaire? Est-ce que des réaffectations ont déjà eu lieu? Lesquelles?

Réponse commune (09.06.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

En 2014 le Gouvernement avait décidé «la suppression/vente d'immeubles ayant servi comme logements de service» (lignes 50 et 81 du paquet d'avenir) dans le contexte des économies à réaliser.

Au niveau des logements de service il y a lieu de distinguer entre deux catégories:

1. Les logements dont l'agent est le propriétaire. Ces immeubles ont été pris en location par l'État pour ensuite être réattribués à l'agent en tant que logements de service.

2. Les logements de service dont l'État est le propriétaire et qui sont attribués aux différents fonctionnaires.

En ce qui concerne les logements de la 1re catégorie dont avaient bénéficié uniquement des agents de la police et quelques agents de l'armée, ces logements font l'objet d'un contrat de bail en vertu duquel l'État, locataire, loue auprès de l'agent, bailleur, le logement en question pour le lui réattribuer ensuite par décision administrative en tant que logement de service. L'avantage de cette opération pour l'agent concerné réside dans la différence de loyer entre les deux actes juridiques et est de l'ordre de 20 euros par mois. En outre l'État a pris en charge les taxes de poubelles et de canalisation qui divergent en fonction de la commune où le logement appartenant à l'agent est situé.

À noter que la loi du 19 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir (art. 8) a supprimé la prise en charge de ces frais pour tout logement de service.

La mise en œuvre de la décision gouvernementale ci-dessus qui se laisse qualifier dans ce contexte non seulement de mesure d'économie, mais aussi de mesure de simplification administrative, a débuté en février 2015 où les contrats de bail à durée indéterminée ont été résiliés avec effet au 31 mai 2015 en respectant un délai de préavis de trois mois. Parallèlement la décision administrative d'attribution du logement en question a été retirée avec effet à la même date. Les agents concernés, propriétaires de ces logements, resteront bien entendu dans leurs demeures.

En ce qui concerne les logements de la 2e catégorie, les logements domaniaux, propriétés de l'État, la mise en œuvre de la décision gouvernementale ci-dessus concernant tous les services, amènera l'État à moyen terme à se défaire de la plupart de ses logements de service.

À l'heure actuelle plus aucun logement de service devenu libre par des départs «naturels» n'est réattribué à un nouvel agent.

Le Gouvernement a décidé de proposer temporairement les logements devenus libres ou devenant libres, d'abord à l'Agence Immobilière Sociale (AIS) avant de les valoriser autrement pour ce qui concerne les immeubles dont l'état ne permet pas une utilisation par l'AIS. Un certain nombre de remises de clé à l'AIS a déjà pu être effectué.

L'exercice de se défaire progressivement du parc des logements de service nécessitera un certain temps et pourra passer par une consultation de la SNHBM, du Fonds du Logement ou d'une vente publique. Chaque immeuble est à examiner au cas par cas.

Ainsi pendant une phase transitoire une utilisation temporaire des immeubles reste toujours possible:

- par l'AIS pour les logements déjà inoccupés ou inoccupés prochainement;

- par l'occupant actuel dans l'attente d'un déménagement au terme de la phase transitoire dont la durée dépendra chaque fois du sort de l'immeuble en question.

Pendant cette phase transitoire, il est prévu d'appliquer à la lettre l'article 24 (3) de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des fonctionnaires de l'État (respectivement l'article 30 de la nouvelle loi du 25 mars 2015) qui prévoit notamment le paiement de loyers normaux en tenant compte du prix des loyers dans la localité. Le montant des loyers sera donc revu à la hausse, ce qui réduira sensiblement l'inégalité actuelle entre agents de l'État bénéficiant d'un logement de service et ceux n'en bénéficiant pas.

Les agents concernés recevront au cours du mois de juin, avec effet au 1er octobre, les informations relatives à leur logement de service. Il est clair qu'avant la cession d'un immeuble, la décision d'attribution du logement de service devra être retirée aux occupants.

À noter que le principe de base sous-jacent à l'ensemble du régime des logements de service est celui de l'article 24 (2) de la loi précitée (respectivement de l'article 30 (2) de la nouvelle loi) qui prévoit explicitement: «Aucun fonctionnaire ne peut prétendre à l'attribution d'un logement de service ni, si cette attribution lui est retirée, à un dédommagement.»

Question 1115 (06.05.2015) de **MM. André Bauler** et **Gilles Baum** *(DP)* concernant l'**emploi dans les régions:**

Afin d'obtenir une vue plus complète et fidèle de l'évolution du marché du travail dans les cantons du district de Diekirch et dans ceux du district de Grevenmacher (régions principalement rurales), nous nous permettons de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

1. Monsieur le Ministre peut-il retracer la création d'emplois par canton depuis l'an 2009?

2. Quelles sont les branches par canton qui engagent le plus de salariés? Et quelles sont les branches qui s'y trouvent en régression?

3. Monsieur le Ministre peut-il indiquer l'évolution du nombre de travailleurs frontaliers dans les différentes branches économiques de chaque canton? Qu'en est-il de l'afflux de travailleurs venant d'autres pays européens?

4. Pendant cet intervalle de temps, quelle a été l'évolution du chômage dans les régions évoquées?

5. Comment le chômage des jeunes y a-t-il évolué durant cette période?

6. Est-il possible de présenter les statistiques demandées par rapport aux données nationales?

Réponse (26.06.2015) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

À titre préliminaire il y a lieu de remarquer que l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) ne dispose pas des données demandées aux questions 1. et 2. des honorables Députés, alors que celles-ci sont de la compétence du Statec. Il en est de même pour la

question 3. qui est de la compétence de l'IGSS.
Pour ce qui est des questions 4., 5. et 6., les informations suivantes peuvent être fournies.

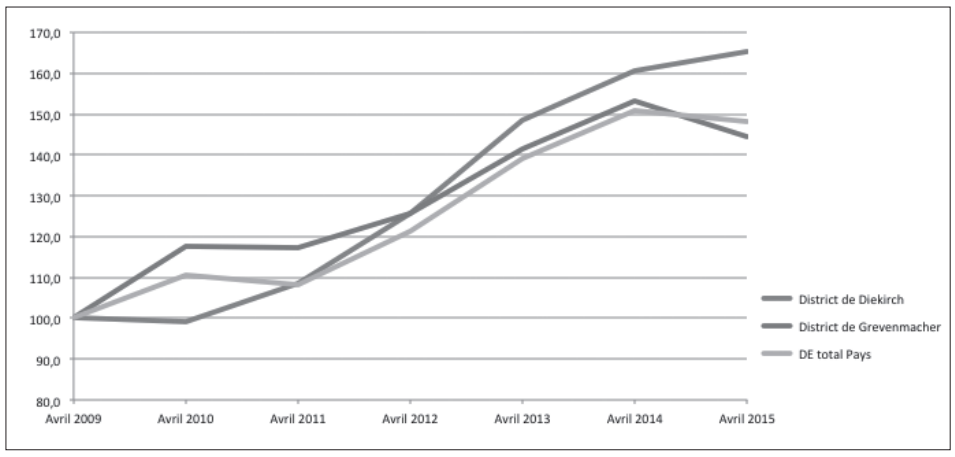
Ad 4 et 6. Évolution du nombre de demandeurs d'emploi résidents disponibles inscrits à l'ADEM au 30 avril des années 2009 à 2015 pour les cantons de Diekirch et de Grevenmacher, et le nombre de demandeurs d'emploi résidents disponibles sur le territoire national

	District de Diekirch		District de Grevenmacher		DE total Pays	
	VA	%	VA	%	VA	%
Avril 2009	1.673	14,0	1.084	9,1	11.962	100,0
Avril 2010	1.657	12,5	1.274	9,6	13.218	100,0
Avril 2011	1.817	14,0	1.273	9,8	12.958	100,0
Avril 2012	2.101	14,5	1.361	9,4	14.496	100,0
Avril 2013	2.485	14,9	1.534	9,2	16.649	100,0
Avril 2014	2.687	14,9	1.660	9,2	18.061	100,0
Avril 2015	2.765	15,6	1.566	8,8	17.731	100,0

VA = valeurs absolues
% = pourcentage par rapport aux DE disponibles du pays

Avril 2009 = base 100

	District de Diekirch	District de Grevenmacher	DE total Pays
Avril 2009	100,0	100,0	100,0
Avril 2010	99,0	117,5	110,5
Avril 2011	108,6	117,4	108,3
Avril 2012	125,6	125,6	121,2
Avril 2013	148,5	141,5	139,2
Avril 2014	160,6	153,1	151,0
Avril 2015	165,3	144,5	148,2



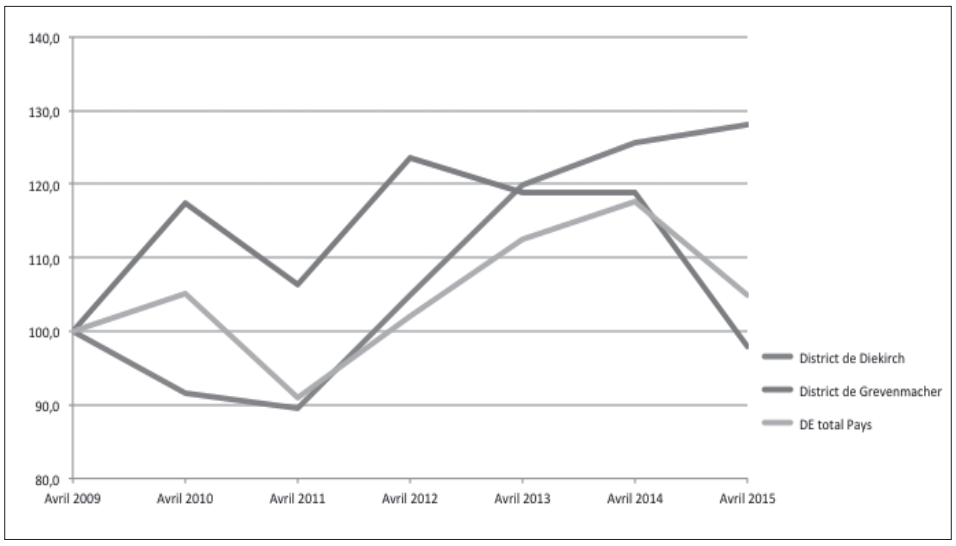
Ad 5. et 6. Évolution du nombre de demandeurs d'emploi résidents disponibles âgés de moins de 25 ans, inscrits à l'ADEM au 30 avril des années 2011 à 2015 pour les cantons de Diekirch et de Grevenmacher, et le nombre de demandeurs d'emploi résidents disponibles sur le territoire national

a)

	District de Diekirch	District de Grevenmacher	DE total Pays
Avril 2009	286	144	1.813
Avril 2010	262	169	1.904
Avril 2011	256	153	1.649
Avril 2012	300	178	1.849
Avril 2013	343	171	2.040
Avril 2014	359	171	2.131
Avril 2015	366	141	1.902

Avril 2009 = base 100

	Canton de Diekirch	Canton de Grevenmacher	DE total Pays
Avril 2009	100,0	100,0	100,0
Avril 2010	91,6	117,4	105,0
Avril 2011	89,5	106,3	91,0
Avril 2012	104,9	123,6	102,0
Avril 2013	119,9	118,8	112,5
Avril 2014	125,5	118,8	117,5
Avril 2015	128,0	97,9	104,9



b) Part des jeunes de moins de 25 ans dans les populations respectives (avril)

	District de Diekirch			District de Grevenmacher			DE total Pays		
	-25 ans	Tot. District	%	-25 ans	Tot. District	%	-25 ans	Tot. Pays	%
2009	286	1.673	17,1	144	1.084	13,3	1.813	11.962	15,2
2010	262	1.657	15,8	169	1.274	13,3	1.904	13.218	14,4
2011	256	1.817	14,1	153	1.273	12,0	1.649	12.958	12,7
2012	300	2.101	14,3	178	1.361	13,1	1.849	14.496	12,8
2013	343	2.485	13,8	171	1.534	11,1	2.040	16.649	12,3
2014	359	2.687	13,4	171	1.660	10,3	2.131	18.061	11,8
2015	366	2.765	13,2	141	1.566	9,0	1.902	17.731	10,7

Détails des DE par cantons composant les deux districts
District de Diekirch

Avril 2009	- 25 ans	25 ans et +	Total
Canton de Clervaux	64	271	335
Canton de Diekirch	120	570	690
Canton de Redange	48	213	261
Canton de Vianden	0	22	22
Canton de Wiltz	54	311	365
District de Diekirch	286	1.387	1.673

Avril 2010	- 25 ans	25 ans et +	Total
Canton de Clervaux	53	297	350
Canton de Diekirch	99	552	651
Canton de Redange	42	232	274
Canton de Vianden	1	23	24
Canton de Wiltz	67	291	358
District de Diekirch	262	1.395	1.657

Avril 2011	- 25 ans	25 ans et +	Total
Canton de Clervaux	60	316	376
Canton de Diekirch	101	615	716
Canton de Redange	33	281	314
Canton de Vianden	6	30	36
Canton de Wiltz	56	319	375
District de Diekirch	256	1.561	1.817

Avril 2012	- 25 ans	25 ans et +	Total
Canton de Clervaux	74	334	408
Canton de Diekirch	110	750	860
Canton de Redange	39	318	357
Canton de Vianden	5	20	25
Canton de Wiltz	72	379	451
District de Diekirch	300	1.801	2.101

Avril 2013	- 25 ans	25 ans et +	Total
Canton de Clervaux	96	424	520
Canton de Diekirch	128	882	1.010
Canton de Redange	48	365	413
Canton de Vianden	4	25	29
Canton de Wiltz	67	446	513
District de Diekirch	343	2.142	2.485

Avril 2014	- 25 ans	25 ans et +	Total
Canton de Clervaux	76	463	539
Canton de Diekirch	135	953	1.088
Canton de Redange	58	415	473
Canton de Vianden	4	20	24
Canton de Wiltz	86	477	563
District de Diekirch	359	2.328	2.687

Avril 2015	-25 ans	25 ans et +	Total
Canton de Clervaux	71	494	565
Canton de Diekirch	141	984	1.125
Canton de Redange	75	372	447
Canton de Vianden	2	18	20
Canton de Wiltz	77	531	608
District de Diekirch	366	2.399	2.765

District de Grevenmacher

Avril 2009	- 25 ans	25 ans et +	Total
Canton d'Echternach	53	308	361
Canton de Grevenmacher	48	335	383
Canton de Remich	43	297	340
District de Grevenmacher	144	940	1.084

Avril 2010	- 25 ans	25 ans et +	Total
Canton d'Echternach	56	326	382
Canton de Grevenmacher	62	421	483
Canton de Remich	51	358	409
District de Grevenmacher	169	1.105	1.274

Avril 2011	- 25 ans	25 ans et +	Total
Canton d'Echternach	36	350	386
Canton de Grevenmacher	70	430	500
Canton de Remich	47	340	387
District de Grevenmacher	153	1.120	1.273

Avril 2012	- 25 ans	25 ans et +	Total
Canton d'Echternach	41	356	397
Canton de Grevenmacher	69	437	506
Canton de Remich	68	390	458
District de Grevenmacher	178	1.183	1.361

Avril 2013	- 25 ans	25 ans et +	Total
Canton d'Echternach	61	414	475
Canton de Grevenmacher	54	523	577
Canton de Remich	56	426	482
District de Grevenmacher	171	1.363	1.534

Avril 2014	- 25 ans	25 ans et +	Total
Canton d'Echternach	44	465	509
Canton de Grevenmacher	63	526	589
Canton de Remich	64	498	562
District de Grevenmacher	171	1.489	1.660

Avril 2015	- 25 ans	25 ans et +	Total
Canton d'Echternach	32	446	478
Canton de Grevenmacher	62	493	555
Canton de Remich	47	486	533
District de Grevenmacher	141	1.425	1.566

Données nationales

	- 25 ans	25 ans et +	Total
Avril 2009	1.813	10.149	11.962
Avril 2010	1.904	11.314	13.218
Avril 2011	1.649	11.309	12.958
Avril 2012	1.849	12.647	14.496
Avril 2013	2.040	14.609	16.649
Avril 2014	2.131	15.930	18.061
Avril 2015	1.902	15.829	17.731

Question 1116 (06.05.2015) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **réforme du congé parental**:

Au cours d'une conférence de presse ayant eu lieu le 27 avril 2015, Madame la Ministre a présenté des détails au sujet de la réforme du congé parental. Il serait e. a. prévu d'augmenter l'indemnité de congé parental qui sera par ailleurs fonction du revenu du bénéficiaire et qui sera comprise dans une fourchette allant de 1.922,96 € à 3.200 € par mois.

Dans ce contexte, nous aimerions poser la question suivante à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Est-ce que le revenu de référence à prendre en considération pour la fixation de l'indemnité de congé parental est le revenu brut de la personne concernée ou le revenu net après déduction des cotisations sociales et impôts?

Réponse (18.05.2015) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

En réponse à la question parlementaire des honorables Députés il y a lieu de répondre ce qui suit:

Lors de la conférence de presse du 27 avril 2015 les grandes lignes de la réforme du congé parental ont été présentées. À l'avenir l'indemnité de congé parental ne sera plus payée sous forme de forfait mais prendra le caractère d'un réel revenu de remplacement. Ainsi la fourchette de revenus retenue par le Gouvernement et les partenaires sociaux devra compenser au moins en partie la perte de revenus due à la suspension du contrat de travail pendant la période de congé parental. Un groupe de travail interministériel est appelé à analyser les détails et à préparer la mise en œuvre pratique de la réforme. J'espère pouvoir présenter les détails de la réforme autour des vacances d'été cette année.

Question 1117 (07.05.2015) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**examen-concours de la carrière de l'artisan-fonctionnaire:**

Pour l'admission au stage d'artisan dans des administrations de l'État et des établissements publics, les candidats doivent se soumettre à un examen-concours. Or, selon mes informations, depuis deux ans aucun examen-concours de la carrière de l'artisan-fonctionnaire n'a été organisé.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer cette information?

- Dans l'affirmative, pour quelles raisons aucun examen-concours n'a été prévu ces deux dernières années?

- Quand sera organisé le prochain examen-concours pour la carrière de l'artisan-fonctionnaire?

Réponse (28.05.2015) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

Dans sa question parlementaire n°1117 du 7 mai 2015, l'honorable Députée Martine Hansen voudrait savoir s'il est vrai qu'aucun examen-concours n'a été organisé dans la carrière de l'artisan au cours des deux dernières années et si tel était le cas, quelles en étaient les raisons et quand le prochain examen-concours dans ladite carrière aura lieu.

En réponse, je voudrais informer l'honorable Députée que le dernier examen-concours dans la carrière de l'artisan a effectivement eu lieu le 22 avril 2013 et ce par rapport à 13 formations différentes (chimie, électricien, électronicien, électronicien de véhicules automoteurs, instructeur de natation, maçon, magasinier accessoires autos, mécanicien d'autos, mécanicien industriel et de maintenance, menuisier, peintre, relieur, serrurier).

Suite à un règlement du Gouvernement en Conseil du 14 juin 2013, les indemnités revenant aux membres des commissions d'examen ont été réduites d'une manière générale de 25 pour cent. Dans la mesure où les indemnités revenant aux membres de la commission d'examen pour la carrière de l'artisan font partie des plus modiques, les réactions par rapport à cette mesure d'économie générale étaient particulièrement vives parmi les personnes concernées.

Au moment où mon département a procédé à la planification d'une prochaine session d'examen-concours pour cette carrière au courant du premier semestre de l'année 2014, il s'est avéré qu'un nombre important de membres correcteurs de l'épreuve de technologies professionnelles avaient entre-temps démissionné, de sorte que la commission ne disposait plus de correcteurs dans les branches coiffeur, cuisinier, débosseleur-peintre, électricien, électronicien de véhicules automoteurs, installateur de chauffage, installateur frigoriste, installateur sanitaire, magasinier, accessoires autos, mécanicien d'autos, mécanicien de machines agricoles, mécanicien de machines et de matériels industriels de la construction, mécanicien industriel et de maintenance, mécatronicien, serrurier et vendeur magasinier.

Au vu de ce qui précède, mon département s'est trouvé dans l'impossibilité d'organiser un examen-concours dans la carrière de l'artisan et ce malgré plusieurs tentatives de trouver, en collaboration avec le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, de nouveaux correcteurs dans les différentes branches.

Quant à la question relative à l'organisation du prochain examen-concours dans la carrière de l'artisan, je voudrais informer l'honorable Députée que les candidats artisans pourront se présenter, après l'entrée en vigueur des réformes dans la fonction publique, à l'examen-concours du groupe de traitement D1 qui se tiendra au cours du mois de décembre 2015. Dans le cadre des réformes dans la fonction publique, il est par ailleurs prévu de supprimer les épreuves de «technologies professionnelles» au niveau de l'examen-concours et de contrôler les connaissances dans ces matières à l'avenir seulement dans le cadre d'une épreuve spéciale au niveau de l'administration qui dispose de la vacance de poste. En d'autres termes, à partir de l'entrée en vigueur des réformes, le département de la fonction publique ne procédera plus au contrôle des connaissances dans les matières des «technologies professionnelles» et ne sera donc plus tributaire de la disponibilité de membres correcteurs dans ces matières.

À toutes fins utiles, je voudrais encore souligner que la Commission d'Économies et de Rationalisation, consciente du problème pré-décrit, a émis des autorisations permettant de recruter à titre temporaire des employés de la carrière C afin de prévenir à court terme un éventuel manque de personnel dans les domaines concernés.

Question 1119 (07.05.2015) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant le **recrutement de volontaires de police:**

Selon les dires de Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure en décembre 2014, la Police grand-ducale serait confrontée à un grand nombre de départs à la retraite.

Le Ministère de la Sécurité intérieure a informé via le portail de la Police grand-ducale que 50 volontaires de police seront recrutés cette année dans la carrière des inspecteurs.

Le corps de la Police grand-ducale se plaint régulièrement d'un sous-effectif notamment dans le contexte de la hausse de la criminalité constatée récemment au Luxembourg.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Concernant les inspecteurs de police, Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer la quantité de départs à la retraite prévue pour l'année courante?

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que le nombre de recrutements annoncé pour 2015 compensera les départs à la retraite?

- Partant des nouvelles statistiques relatives à la hausse de la criminalité au Grand-Duché, Monsieur le Ministre peut-il affirmer que la Police grand-ducale bénéficiera de recrutements supplémentaires en 2015?

Réponse (28.05.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

Le nombre de départs à la retraite pour 2015 ne peut à cette date qu'être estimé. Actuellement, 33 demandes de départ à la retraite ont été posées.

Les départs à la retraite de 2015 seront à couvrir par les recrutements décidés par le Gouvernement précédent en 2013. Considérant la

durée de formation de deux années pour les inspecteurs, les candidats sortant de la formation de base ne seront, après réussite, qu'intégrés en 2017.

Après analyse de l'audit et considérant l'évolution statistique de la criminalité au Luxembourg, j'envisage d'établir un plan de recrutement pluriannuel pour toutes les carrières de la Police grand-ducale.

Question 1120 (08.05.2015) de **M. Franz Fayot** *(LSAP)* concernant les **contrats à durée déterminée (CDD) conclus entre les centres de recherche publics et les chercheurs:**

Le licenciement des chercheurs en CDD après cinq ans correspond à une interprétation erronée des dispositions du Code du Travail qui semble être comprise comme l'état de la législation luxembourgeoise actuelle.[6]

En effet, l'article L.122-1(3) du Code du Travail prévoit que des CDD peuvent être conclus avec les Centres de recherche publics (CRP) par les chercheurs. L'article L.122-4(4) prévoit que ces contrats peuvent avoir une durée de 60 mois (donc cinq ans).

Surtout cependant, dans le domaine de la recherche, les dispositions suivantes s'appliquent:

L'article L.122-7, point 4 du Code du Travail prévoit que les dispositions relatives à la période du tiers de la durée du contrat initial, renouvellement compris, ne sont pas applicables «4. en cas de contrat destiné à pourvoir un emploi pour lequel il est d'usage constant de ne pas recourir au contrat à durée indéterminée».

Il n'est donc pas nécessaire d'attendre ou de respecter la période d'attente du tiers du CDD initial si le contrat concerne un emploi pour lequel il est d'usage de ne pas recourir à des CDI.

Et le règlement grand-ducal du 11 juillet 1989 portant application des dispositions des articles 5, 8, 34 et 41 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail définit quels sont ces emplois (cette loi a entre-temps été intégrée dans le Code du Travail, il s'agit donc aujourd'hui d'un règlement portant application de dispositions du Code du Travail).

Ce règlement grand-ducal prévoit en son article 2 que «les activités de coopération, d´assistance technique, d´ingénierie et de recherche» sont des emplois pour lesquels il est d'usage constant de ne pas recourir au CDI.

La recherche est donc spécifiquement visée par ce règlement grand-ducal qui applique l'article L.122-7, point 4 du Code du Travail.

Il n'est donc aucunement nécessaire, pour ce qui est des contrats de recherche, d'attendre un tiers du contrat initial.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, et à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

- Messieurs les Ministres partagent-ils l'analyse en droit du travail exposée ci-dessus et dont il résulte que des CDD peuvent être conclus même au-delà de la durée de cinq ans, dont se prévalent actuellement les CRP (aussi bien le LIH que le LIST) pour refuser de renouveler des contrats de chercheurs n'ayant pas accompli la «période de carence» du tiers du temps presté en CDD?

- Quelle est l'explication de cette pratique du LIH et du LIST?

- Le Gouvernement entend-il mettre un terme à cette pratique?

Réponse commune (09.06.2015) de M. Claude Meisch, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,* et de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

Nous avons l'honneur d'apporter les précisions suivantes en réponse à la question parlementaire n°1120 de Monsieur le Député Franz Fayot.

En ce qui concerne la première question de l'honorable Député, il est vrai que le point 4 de l'article L.122-7 du Code du Travail dispose que la période de carence entre deux contrats de travail à durée déterminée ne s'applique pas pour des contrats de chercheurs, alors que cette activité est qualifiée comme un des emplois pour lesquels il est d'usage constant de ne pas recourir au contrat de travail à durée indéterminée, conformément au règlement grand-ducal du 11 juillet 1989 portant application des articles 5, 8, 34 et 41 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail.

Par contre la disposition précitée ne porte pas relèvement de la durée maximale d'un contrat de travail à durée déterminée de 24 mois, renouvellements compris, prévue au paragraphe (1) de l'article L.122-4 du Code du Travail.

C'est justement en considération de cette limite assez restrictive pour des recherches ayant une certaine envergure que le législateur a introduit la possibilité de conclure des contrats de travail à durée déterminée de 60 mois au paragraphe (4) de l'article L.122-4 pour les contrats prévus aux points 1, 3 et 4 du paragraphe (3) de l'article L.122-1.

Or, le deuxième alinéa du paragraphe (4) précité dispose que ces contrats peuvent être conclus successivement entre un même employeur et un même chercheur pour une durée totale maximale de 60 mois, renouvellements compris. Nous tenons également à signaler qu'en avril 2013 la Commission européenne avait émis un avis motivé au Luxembourg en ce qui concerne l'application de la directive européenne sur le travail à durée déterminée (1999/70/CE) dans laquelle elle mentionnait aussi les chercheurs et les professeurs de l'université. Par la suite ces derniers n'étaient plus visés comme les contrats à durée déterminée seraient limités à un maximum de 60 mois.

Dès lors il n'est pas possible de conclure un contrat de travail à durée déterminée au-delà de ces 60 mois entre le même employeur et le même chercheur et ce indépendamment du fait que le délai de carence ne joue pas pour ces emplois.

Ainsi les organismes de recherche visés aux points 1,3 et 4 du paragraphe (3) de l'article L.122-1 sont tenus de limiter les contrats de travail à durée déterminée entre le même employeur et le même chercheur à un maximum de 60 mois.

Par ailleurs, il y a lieu de noter que rien n'empêche que les organismes de recherche publics ne concluent des contrats à durée indéterminée avec les chercheurs.

Question 1121 (08.05.2015) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant les **pointeurs laser:**

Récemment l'hélicoptère d'Air Rescue a été victime d'une attaque au laser près de Vianden dans la zone frontalière. Or, cet incident n'est pas la première attaque au laser contre des avions ou hélicoptères en plein décollage ou atterrissage au Luxembourg.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Combien d'incidents susmentionnés ont été rapportés jusqu'à présent au Luxembourg?

- Quelle est la base légale de l'utilisation des pointeurs laser?

- Le Gouvernement entend-il interdire l'utilisation des pointeurs laser?

- Quelles seraient les sanctions voire les peines que risquerait une personne qui causerait un accident provoqué par l'utilisation d'un pointeur laser?

- Le Gouvernement entend-il sensibiliser le grand public aux risques et dangers liés à l'utilisation d'un pointeur laser?

Réponse commune (04.06.2015) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Députée Nancy Arendt, il nous échoit d'apporter les réponses suivantes:

Nous avons l'honneur de renvoyer à la réponse de Monsieur le Ministre Claude Wiseler à la question parlementaire n°1926 du 10 février 2012 *(cf. compte rendu n°9/session ordinaire 2011-2012)* relative au même sujet des pointeurs laser.

En ce qui concerne les chiffres exacts d'évènements rapportés par les membres d'équipage d'aéronefs en relation avec des interférences d'un laser, il y a lieu de considérer que les chiffres font état d'une certaine stagnation.

Ainsi, en 2013, 33 évènements ont été rapportés aux autorités luxembourgeoises dont 13 sont censés avoir eu lieu sur le territoire du Grand-Duché.

En 2014, 32 évènements ont été rapportés aux autorités luxembourgeoises dont onze sont censés avoir eu lieu sur le territoire du Grand-Duché.

Durant les cinq premiers mois de l'année 2015, 13 évènements ont été rapportés aux autorités luxembourgeoises dont six sont censés avoir eu lieu sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg.

Les membres d'équipage rapportent systématiquement tout incident impliquant un laser. Ils sont vivement invités à porter méthodiquement plainte auprès du parquet.

Les sanctions sont celles prévues aux articles 31 et 32 de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne dont les peines varient en fonction de la gravité des dommages. Les articles 398 et suivants (coups et blessures volontaires) respectivement 418 et suivants (coups et blessures involontaires) du Code pénal sont également susceptibles de trouver application.

Les peines prévues au Code pénal peuvent comporter, en fonction des éléments concrets et d'éventuelles circonstances aggravantes, des amendes jusqu'à 5.000 euros et une peine d'emprisonnement jusqu'à dix ans.

Malgré ce dispositif en place, il est difficile d'identifier les auteurs d'attaques à cause de leur grande mobilité, sauf à les intercepter en flagrant délit.

Il n'est pas prévu actuellement de lancer une campagne de sensibilisation particulière sur cette question.

Question 1122 (08.05.2015) de **M. Henri Kox** et **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant les **problèmes de mobilité à l'échangeur Kirchberg après l'ouverture complète de l'autoroute du Nord:**

Monsieur le Ministre a récemment annoncé que la dernière partie de l'autoroute A7, également appelée route du Nord, serait ouverte le 23 septembre 2015. Cette ouverture va certainement mener à une augmentation du nombre de véhicules circulant dans la région du Kirchberg. Par conséquent, l'intersection, voire le cumul d'importants flux de trafic venant du nord, du sud et de l'est du pays, risque de créer des problèmes majeurs de mobilité à l'endroit de la liaison des autoroutes A7 et A1 et notamment au niveau de l'échangeur n°8 «Kirchberg». Des effets négatifs sont également à craindre pour les bus de ligne (p. ex. lignes 142 et 144).

Dans ce contexte, nous prions Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures de nous fournir des renseignements concernant les points suivants:

1. Quelles mesures sont prévues pour garantir la fluidité du trafic routier à l'échangeur n°8 «Kirchberg» après l'ouverture complète de l'autoroute A7?

2. Est-ce qu'il est prévu de faire circuler les bus en circulation mixte avec les autres véhicules ou en couloir séparé?

3. Quelles sont concrètement les mesures supplémentaires qui sont prévues en amont de l'intersection des deux autoroutes en question pour délester l'échangeur n°8 au Kirchberg?

Réponse (29.06.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Lors de la construction du tronçon de la route du Nord A7 entre la jonction Grünewald et l'échangeur Waldhaff, tronçon d'autoroute mis en service en septembre 2002, les bretelles routières de la jonction Grünewald et de l'échangeur Kirchberg ont été aménagées de façon à offrir des espaces de rangement en cas de bouchon vers le plateau de Kirchberg et ceci sous l'aspect du maintien de la fluidité du trafic sur l'autoroute A1.

Pour fluidifier la circulation à l'entrée et à la sortie du plateau de Kirchberg, le rond-point Serra sera transformé en un giratoire du type turbo avec ajout de voies de circulation et une gestion par feux tricolores. En plus les travaux d'aménagement d'une nouvelle voie de sortie depuis l'avenue John F. Kennedy vers l'autoroute A1 en direction Belgique et France sont en cours. Ces deux chantiers se termineront fin 2015 / début 2016. Ces travaux consistent en l'aménagement d'une nouvelle voie de circulation avec un passage souterrain d'une longueur de 360 m sous le rond-point Serra. Dans ce contexte je renvoie également à ma réponse à la question parlementaire n°1098 du 30 avril 2015 de Madame la Députée Diane Adehm et de Monsieur le Député Gilles Roth *(voir ci-dessus)*.

Vu le projet du tram, qui circulera dès 2017 sur le Kirchberg entre les arrêts Pont rouge et Luxexpo et à partir de 2020-2021 au-delà du Kirchberg vers l'Aéroport de Luxembourg avec l'arrêt Héienhaff, et pour ne pas offrir une desserte parallèle à ce dernier, il n'est pas prévu de faire circuler les bus de ligne en couloir séparé sur le réseau autoroutier à la hauteur de l'échangeur Kirchberg.

Comme mesure supplémentaire en amont de la jonction Grünewald, je rappelle les travaux de sécurisation de l'échangeur Waldhaff qui, à part l'amélioration des rayons de courbure, prévoient l'aménagement d'une voie d'insertion sur la route N11 à partir de l'autoroute A7 en direction Junglinster/Echternach et d'une bretelle entre la route N11 et l'autoroute A7 en venant de Dommeldange.

À part cette mesure pour le trafic des véhicules particuliers, je désire souligner que le Gouvernement met tout en œuvre pour faciliter l'accès au Kirchberg par les moyens de transport de la mobilité durable. À côté du tram, avec l'aménagement des pôles d'échanges, le réseau de bus va être réaménagé. En effet, ce dernier s'appuiera sur le réseau du tram avec des interconnexions par les pôles d'échange. Pour ainsi dire, les pôles d'échanges Héienhaff et Luxexpo, projetés à l'est du Kirchberg, offriront 4.000 respectivement 500 emplacements pour voitures particulières. Les pôles d'échanges seront complétés par des points d'échanges bus ainsi que par l'introduction de lignes de bus tangentielles qui relieront les différents pôles de développement entre eux sans devoir passer par le centre-ville. Ainsi, par exemple, les lignes de bus 142 et 144 ne passeront plus par le Kirchberg et le centre-ville, mais se dirigeront directement à la gare de Luxembourg via la route N1 et à travers Findel.

Question 1123 (11.05.2015) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant les **peines applicables en matière d'accidents de la circulation mortels:**

Le 23 avril dernier, la presse rapportait le cas d'un homme qui avait été condamné à une peine de prison de 15 mois de prison avec sursis et à une amende de 500 euros pour avoir conduit avec 3,1 pro mille d'alcool dans le sang et avoir percuté un motocycliste ayant succombé à ses blessures.

Beaucoup de personnes sont perplexes au vu de ces peines qu'elles considèrent trop clémentes.

Eu égard au fait que la Chambre des Députés a récemment décidé d'augmenter les sanctions administratives en rapport avec des infractions routières et plus particulièrement celles ayant trait à la conduite sous l'influence d'alcool, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre considère-t-il que l'augmentation des sanctions administratives est suffisamment dissuasive pour réduire au minimum des accidents de la sorte?

- Monsieur le Ministre ne considère-t-il pas qu'une augmentation des sanctions pénales (ou du moins du minimum applicable) prévues en la matière serait de mise?

Réponse (28.05.2015) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Il convient de préciser les peines prononcées dans l'affaire mentionnée par l'honorable Députée. Le conducteur du véhicule qui a, en état d'ivresse, involontairement causé la mort d'un motocycliste a, outre une peine d'emprisonnement de 15 mois assortie du sursis intégral et d'une amende de 500 euros, été condamné à deux interdictions de conduire de douze mois respectivement de 30 mois dont douze mois respectivement dix mois ont été assortis de l'exemption pour les trajets effectués pour la recherche d'un nouvel emploi ou d'une formation, les trajets professionnels effectués sur le chemin le plus court compris entre le domicile du condamné et son lieu de travail, ainsi que les trajets accomplis dans l'intérêt prouvé de son employeur.

Il y a lieu de souligner que la sanction administrative, à savoir la perte de points concernant l'infraction d'homicide involontaire qui s'élève à six points, n'a pas été modifiée par la loi du

[6] Voir l'article «Precarious perspectives for young researchers - Luxembourg's labor law restricts development of knowledge society» de Lukas Graf et Christine Kirsch, forum n°347 (janvier 2015), p.17. Cet article a été publié en langue allemande au «Luxemburger Wort» et a été repris par plusieurs commentateurs dans la presse luxembourgeoise. Il critique la pratique des Centres de recherche publics (CRP) d'exiger une période de transition d'un tiers de la durée du CDD prestée, qui provoque un «brain drain» important en obligeant les jeunes chercheurs à quitter le pays.

30 avril 2015. Par contre, la circulation en état d'ivresse sera plus sévèrement sanctionnée au niveau administratif. Ainsi, la circulation avec un taux d'alcoolémie entre 0,8 gr d'alcool par litre de sang et 1,2 gr par litre de sang sera dorénavant sanctionnée (outre les sanctions prononcées par les juridictions répressives) par une perte de quatre points tandis que la circulation en présentant un taux d'alcoolémie supérieur à 1,2 gr d'alcool par litre de sang sera sanctionnée à partir du 1er juin 2015 par la perte de six points.

Un des objectifs de cette réforme est de renforcer la sensibilisation des conducteurs sur tous les aspects de la sécurité routière. La loi n'étant pas encore entrée en vigueur, il est à l'heure actuelle prématuré de se prononcer sur la question de savoir si les objectifs recherchés par cette réforme seront atteints.

Quant à la deuxième question relative à une éventuelle nécessité d'augmenter les sanctions pénales ou d'introduire une peine minimale, il faut d'abord rappeler que l'infraction d'homicide involontaire est susceptible d'être sanctionnée d'une peine d'emprisonnement de trois mois à cinq ans, d'une amende de 500 à 25.000 euros ainsi que d'une interdiction de conduire de trois mois à 15 ans.

Il existe donc bien un seuil minimum et les peines susceptibles d'être prononcées peuvent être lourdes.

Concernant les peines prononcées par les juridictions répressives, il faut rappeler que le principe de l'individualisation de la peine est d'application, ce qui signifie que chaque peine doit non seulement tenir compte des circonstances concrètes de l'infraction mais doit en outre être adaptée à la situation personnelle de chaque prévenu.

Ainsi, chaque prévenu a droit à toutes les mesures de circonstances atténuantes et de sursis prévues par notre législation. Il est par conséquent normal qu'une personne condamnée du chef d'homicide involontaire puisse bénéficier d'un sursis partiel ou total notamment de la peine d'emprisonnement.

Concernant l'amende, il faut souligner que celle-ci doit être adaptée à la situation financière du prévenu.

L'amende est une peine qui n'a pas pour but de dédommager la famille de la victime. L'indemnisation au profit des familles des victimes et la prise en compte de leurs souffrances sont considérées lors de l'attribution de dommages et intérêts en cas de constitution de partie civile.

Une modification actuelle des sanctions pénales n'est pas envisagée alors que l'éventail de sanctions prévu dans la loi paraît toujours approprié.

Question 1124 (11.05.2015) de **M. Gilles Baum** *(DP)* concernant les **fusions de commissariats de proximité:**

À partir du 1er novembre 2013 les commissariats de proximité (CP) de Niederanven et de Roodt/Syre fonctionnent sous forme de communauté de commissariats, formant le CP Syrdall.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire s'il est prévu de faire fusionner les CP de Junglinster et de Larochette comme ceux de Niederanven et de Roodt/Syre?

- Les commissariats de proximité souffrant souvent d'un manque de personnel, j'aimerais savoir si, le cas échéant, la nouvelle entité sera dotée de personnel supplémentaire?

- Est-ce que d'autres fusions de commissariats de proximité sont prévues? Si oui, lesquelles?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les recrutements prévus pour les besoins de la Police grand-ducale pour les années prochaines?

Réponse (15.06.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

Considérant que le Gouvernement a décidé de faire effectuer un audit sur l'organisation et le fonctionnement de la police, il est trop tôt de s'avancer sur des hypothèses de fusions de commissariats.

L'audit sera présenté à la Commission de la Force publique en date du 22 juin 2015, date à laquelle un premier échange de vues sur une éventuelle fusion de commissariats pourra certes être prévu.

Après analyse des audits et discussions tant avec les autorités policières qu'avec les représentations du personnel, mon Ministère établira un plan de recrutement pour toutes les carrières de la Police grand-ducale.

Finalement, et soucieux d'améliorer les moyens à disposition de la police afin d'assurer au mieux la sécurité publique, j'ai décidé de recruter 80 au lieu de seulement 50 volontaires de police initialement prévus pour 2015.

Question 1125 (11.05.2015) de **Mme Tess Burton** *(LSAP)* concernant la **durée de travail hebdomadaire pour étudiants:**

Selon le sondage «Le budget de l'étudiant en 2015 & le remboursement du prêt d'étude des anciens étudiants» réalisé en mars/avril 2015 pour le compte du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, 35% des étudiants au Luxembourg seraient professionnellement actifs pour financer leurs études.

Tous les étudiants suivant au Luxembourg des études supérieures reconnues officiellement sont actuellement autorisés à travailler pendant leurs études, quelle que soit leur nationalité, pendant les vacances scolaires et/ou tout au long de l'année. Dans ce dernier cas de figure, la durée de travail est limitée à dix heures par semaine en moyenne sur une période de référence de quatre semaines.

Dans son programme, le Gouvernement déclare que dans un but de donner la possibilité aux étudiants de contribuer davantage au financement de leurs études, il révisera les dispositions de l'article L.122-1, paragraphe 3, point 5 du Code du Travail relatives à la durée de travail hebdomadaire maximale.

Dès lors, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer dans quel délai est prévue la réalisation du projet de réforme de la réglementation concernant la durée de travail hebdomadaire pour étudiants?

Réponse (26.06.2015) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

La révision des dispositions légales relatives à la durée de travail maximale hebdomadaire des élèves et étudiants est en cours.

Il est envisagé d'augmenter la durée maximale hebdomadaire de dix heures actuellement à 20 heures en tenant compte de la motion de la Chambre des Députés adoptée lors du vote de la loi du 19 août 2008.

Question 1126 (11.05.2015) de **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant l'**Airbus A400M:**

Après le crash d'un avion de transport militaire Airbus A400M lors d'un vol d'essai samedi à Séville qui a fait quatre morts et deux blessés graves, certains pays dont l'Angleterre, l'Allemagne et la Turquie ont décidé de ne plus faire voler leurs appareils pour des raisons de sécurité. Le Luxembourg a également commandé ensemble avec la Belgique ce type d'avion dont la livraison devrait avoir lieu en février 2019.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

1. Quelles sont les répercussions de cet accident sur le nombre d'avions commandés mais non encore livrés?

2. Le Gouvernement entend-il maintenir sa commande pour le A400M?

Réponse (12.06.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Vice-Premier Ministre, Ministre de la Défense:*

Ad 1. À l'heure actuelle, Airbus Defence and Space poursuit son enquête de l'accident d'un avion A400M survenu le 9 mai 2015 lors d'un vol d'essai près de l'aéroport de Séville. Le Luxembourg ainsi que les autres nations participant au programme attendent les résultats définitifs de cette enquête. En l'absence de ces résultats, il est prématuré de tirer des conclusions quelconques quant à d'éventuelles répercussions pour le calendrier de livraison de l'A400M ainsi que le nombre d'avions commandés. La Défense luxembourgeoise - qui est en contact étroit et constant avec la Belgique qui achète l'A400M luxembourgeois pour le compte de notre pays - n'a aucune connaissance d'une réduction du nombre d'avions commandés.

Ad 2. Concernant la question de la commande luxembourgeoise pour un avion A400M, les engagements pris par les gouvernements précédents doivent évidemment être respectés.

Question 1127 (11.05.2015) de **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant les **audits commandités par les membres du Gouvernement:**

En réponse à la question parlementaire n°0955 *(cf. compte rendu n°11/session ordinaire 2014-2015),* le Gouvernement a publié un relevé d'études réalisées à charge du budget de l'État en relation avec le fonctionnement des services de l'État et le développement des actions politiques. Ce relevé précise que le Ministre de la Sécurité intérieure aurait initié un audit externe à la Direction de la Défense.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

1. Monsieur le Ministre peut-il me confirmer cette information?

2. Dans l'affirmative, quel est l'objet de cet audit?

3. Quelle serait la plus-value de cet exercice par rapport à un audit interne qui aurait été réalisé récemment?

4. Qui dans la structure de la Défense luxembourgeoise est en charge de la coordination de l'audit externe?

5. La firme chargée de l'audit externe et ses collaborateurs possèdent-ils les habilitations de sécurité requises?

6. Quel sera le coût total de cet audit?

7. Quelles sommes le Ministre de la Sécurité intérieure a-t-il engagées pour des consultants et experts externes depuis la formation du Gouvernement?

Réponse (12.06.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Défense:*

Ad 1. Une évaluation de la situation de travail au sein de la Direction de la Défense est en train d'être menée par la société de consultance «Wellbeing at work», ceci à la demande du Ministre de la Défense et non du Ministre de la Sécurité intérieure, puisque ce dernier n'est pas en charge de la Défense.

Ad 2. Dans le but de veiller au bon fonctionnement de la Direction de la Défense, une évaluation de l'organisation de travail et de l'efficacité dans les processus de travail est effectuée et des propositions d'actions d'amélioration seront avancées par un coach certifié.

Ad 3. Aucun audit interne n'a été réalisé récemment à la Direction de la Défense. La Direction de la Défense a participé à l'exercice Cadre d'Auto-évaluation des Fonctions publiques (CAF) récemment réalisé au Ministère des Affaires étrangères et auquel participent toutes les directions du MAE. Cet exercice ne vise toutefois pas l'organisation interne de la Direction de la Défense, mais vise à analyser les structures, les procédures et les compétences de façon horizontale au sein du MAE en vue de faire évoluer l'organisation et de mettre en place une démarche d'amélioration continue des administrations et services de l'État.

Ad 4. La coordination de l'évaluation externe a été confiée à un membre du cabinet ministériel.

Ad 5. Il n'y a pas d'exigence d'habilitation de sécurité étant donné que le consultant n'aura aucun besoin d'accéder à des pièces classifiées. Le contrat conclu avec la société «Wellbeing at work» exclut explicitement l'accès de cette dernière à toute pièce classifiée.

Ad 6. L'engagement financier pour l'évaluation externe à la Direction de la Défense s'élève à 19.950 euros hors TVA.

Ad 7. La question semblant s'adresser au Ministre de la Défense plutôt qu'à celui de la Sécurité intérieure (cf. 1.), celui-ci a engagé 850.461 euros pour le compte de la Direction de la Défense et de l'Armée luxembourgeoise au titre de frais pour des consultants et experts externes depuis la formation du Gouvernement. Ces engagements concernent des frais prévus pour (1) des études en relation avec le fonctionnement, les procédures et les standards dans le domaine de la Défense (évaluation de la Direction de la Défense par «Wellbeing at work», prévention des blessures à l'Armée, fonctionnement du Hall logistique de l'Armée), et (2) des expertises juridiques et techniques externes pour des projets capacitaires, essentiellement dans le contexte du projet LuxGovSat.

Question 1128 (11.05.2015) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **droit de pétition:**

D'après mes informations, Monsieur le Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures ainsi que le chef d'une des administrations du Ministère de l'Environnement auraient mis en garde leurs fonctionnaires par rapport à la signature de la pétition publique n°483 contre le Règlement grand-ducal «ouverture de la chasse pour l'année cynégétique 2015/16» au motif, dans un premier temps, de l'interdiction de signer une pétition contradictoire à la politique de leur supérieur hiérarchique et, dans un deuxième temps, de l'interdiction d'utiliser leur adresse professionnelle à des fins non professionnelles.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes au Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative et au Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures:

- Monsieur le Secrétaire d'État peut-il me confirmer l'interdiction pour les agents d'État de signer une pétition qui va à rencontre de la politique de leur supérieur hiérarchique?

- En outre, Monsieur le Secrétaire d'État peut-il me confirmer l'interdiction pour les agents d'État d'utiliser leur adresse professionnelle dans le cadre d'une pétition?

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur le droit des agents d'État d'utiliser leur adresse électronique professionnelle dans le cadre d'une pétition?

- Plus particulièrement, est-ce que les agents d'État ont le droit de signer une pétition à rencontre de leur propre administration ou du membre du Gouvernement responsable?

- D'une manière générale, Monsieur le Ministre peut-il confirmer qu'il est interdit aux agents d'État d'utiliser leur adresse électronique professionnelle à des fins privées?

- Quel est le cadre légal des agents d'État concernant l'utilisation de leur adresse électronique professionnelle et concernant la participation aux pétitions? Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas opportun d'informer les agents d'État par le biais d'instructions générales aux sujets susmentionnés afin de réduire le risque de commettre des fautes résultant dans des (veillez lire: entraînant des) affaires disciplinaires?

Réponse commune (12.06.2015) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative,* et de **M. Camille Gira,** *Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures:*

Aucune interdiction de signature relative à des pétitions n'a été émise ni de la part de Monsieur le Secrétaire d'État ni de la part d'un des directeurs des administrations relevant de la compétence du Ministre de l'Environnement. Par contre, Monsieur le Directeur de l'Administration de la Nature et des Forêts a effectivement mis en garde les agents de son administration quant à l'utilisation de la messagerie mise à disposition par l'État à des fins privées en général et notamment dans le contexte d'appel à la signature de la pétition n°483 déposée auprès de la Chambre des Députés (pétition contre le règlement grand-ducal concernant l'ouverture de la chasse pour l'année cynégétique 2015-2016), ceci afin d'éviter tout risque de confusion entre la position du Gouvernement et de son administration, d'une part, et les convictions personnelles de l'un ou l'autre agent, d'autre part.

Concernant la participation des agents de l'État à une pétition et l'utilisation dans ce contexte de leur adresse électronique professionnelle, nous tenons à souligner que d'après les articles 9, 10 et 11 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État, le fonctionnaire est tenu de se conformer aux instructions du Gouvernement qui ont pour objet l'accomplissement régulier de ses devoirs et d'éviter tout ce qui pourrait porter atteinte à la dignité de ses fonctions ou à sa capacité de les exercer. Nous estimons que les devoirs du fonctionnaire ne sont aucunement en contradiction avec la liberté d'expression individuelle et qu'ils n'empêchent pas la participation de l'agent étatique en tant que personne privée à une pétition, sous réserve qu'il n'y ait pas de confusion avec ses fonctions publiques.

Pour ce qui est de l'utilisation de l'adresse électronique professionnelle à des fins privées, il n'existe à l'heure actuelle pas de texte spécifique qui en réglemente l'utilisation. Alors qu'il avait initialement été prévu de réglementer la question de l'utilisation des équipements professionnels dans le cadre des textes de réforme dans la fonction publique, la disposition en question, tout comme l'ensemble du volet rela-

tif aux règles déontologiques des fonctionnaires de l'État, a été retirée du paquet suite à plusieurs oppositions formelles du Conseil d'État.

Nous tenons toutefois à préciser dans ce contexte que le Gouvernement entend élaborer dans un avenir proche une charte de bonne conduite relative aux règles déontologiques des agents de l'État. L'utilisation des installations et des équipements professionnels figurera parmi les points centraux de cette charte.

Question 1129 (11.05.2015) de **MM. Marco Schank**, **Emile Eicher**, **Aly Kaes** et **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **concept de mobilité dans le Nord du pays:**

Dans le programme gouvernemental présenté en 2013, il a été question de «développer prioritairement le réseau ferroviaire et du tram et les équipements et infrastructures annexes», tout en précisant que «ces améliorations devraient également s'étendre à l'organisation des transports publics vers et dans les centres régionaux au Nord et au Sud du pays. Il est prévu d'investir dans les centres économiques autour d'Esch et de Nordstad en vue d'un système de transports publics performant».

En date du 11 mars 2014, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures a présenté un concept concernant entre autres la restructuration du réseau bus dans le Nord du pays, parlant notamment d'une option qui prévoit l'introduction d'un «Ruffbus» afin de remplacer le réseau complémentaire.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quel est l'état des travaux concernant la restructuration du réseau bus dans le Nord du pays ?

- L'option d'un «Ruffbus» est-elle toujours d'actualité?

- Est-il prévu d'améliorer le transport public du centre vers le Nord du pays également pendant les heures du soir, ceci aussi au vu de la «vision zéro» que poursuit le Gouvernement en ce qui concerne les accidents de la route?

Réponse (15.06.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Les honorables Députés s'enquièrent au sujet de la restructuration du réseau bus dans le Nord du pays.

En effet, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures est actuellement en train de mener plusieurs analyses concernant le réseau des bus au Nord du pays, dans le but d'une réorganisation.

Afin de mieux répondre aux besoins des usagers du réseau d'autobus au Nord, il faudra préalablement restructurer trois pistes dont les travaux sont en cours:

- Vu que l'organisation des transports en commun des bus au Nord du pays est étroitement liée avec les transports scolaires alors que les élèves forment une masse critique importante des utilisateurs, il est indispensable d'intégrer cette organisation dans la restructuration du réseau. Les travaux de mise à jour du plan sectoriel «lycées» sont en cours et seront la base du nouveau service du transport scolaire.

- Un autre élément clé de l'organisation du réseau de bus au Nord est le réseau au centre de cette région, à savoir dans la Nordstad. En vue de réaliser un transport de bus efficace, il faudra améliorer le réseau routier dans la Nordstad. Les études et travaux concernant l'aménagement de la gare d'Ettelbruck et l'axe central de la Nordstad sont en cours. Il est prévu d'y mettre en service la première phase du concept de mobilité en 2016.

- Le troisième volet à prendre en considération est l'adaptation du réseau sous l'aspect de la fluctuation de la demande entre les heures de pointe et les heures creuses. Dans cette optique, le département des transports est en train d'élaborer plusieurs pistes dont le bus à la demande en constitue une parmi d'autres. Il est prévu de finaliser le concept de restructuration du réseau de bus au Nord pour garantir une mise en service avec la conclusion des nouveaux contrats RGTR prévue en principe pour janvier 2019.

Q194

Ainsi, je peux confirmer qu'un «Ruffbus» est toujours d'actualité. Un tel système est susceptible de constituer une solution efficace d'un point de vue financier et logistique pour combler des demandes de transport ponctuelles et individuelles auxquelles un transport public régulier ne saurait répondre qu'avec des moyens peu adaptés.

En ce qui concerne les transports publics le soir, le département des transports n'entend pas étendre de façon générale les horaires actuels.

En effet, des efforts pour soutenir une offre de transport nocturne sont axés sur le système du «Late Night Bus». Ainsi, le département des transports propose, depuis plusieurs années, un subside aux communes pour soutenir les services de transports publics de nuit organisés par les communes. Un article budgétaire spécifique couvre lesdits subsides qui étaient fixés dans le passé à 0,75 euros par habitant par commune.

À partir de l'exercice 2014, le subside a été augmenté de sorte que la participation de l'État a été portée à un euro par habitant et un forfait fixe de 500 euros par commune, sans que le subside ne puisse dépasser le coût réel de ce transport.

Question 1130 (12.05.2015) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant l'**encadrement des personnes atteintes de troubles linguistiques:**

Selon une étude, 12 à 15% de la population luxembourgeoise sont affectés par des troubles linguistiques comme la dyslexie ou la dysphasie. Au Luxembourg, le Centre de Logopédie prend en charge les enfants atteints de troubles du langage et de la parole en offrant un dépistage systématique dans toutes les classes du cycle 1 de l'enseignement fondamental du pays. Le but principal de l'enseignement logopédique consiste toujours en une réinsertion de l'enfant concerné dans l'enseignement régulier.

Toutefois, les cours offerts au Centre de Logopédie sont dispensés en langue luxembourgeoise, tout en suivant le plan d'études de l'enseignement régulier. Les enfants d'origine germanophone ou francophone atteints de dysphasie sont ainsi exclus du bénéfice qu'offre cette éducation différenciée.

C'est dans ce contexte que j'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Combien d'enfants atteints de dysphasie fréquentent des écoles spécialisées à l'étranger?

2. Existe-t-il des conventions avec des écoles étrangères? Dans l'affirmative, quels sont les coûts pour la prise en charge des enfants résidant au Luxembourg?

3. Quelles sont les perspectives scolaires offertes aux enfants qui terminent leur enseignement fondamental dans une école étrangère?

4. Monsieur le Ministre, ne serait-il pas envisageable de créer, en concertation avec les acteurs de la Grande Région, une école offrant ce genre d'éducation différenciée sur le territoire du Grand-Duché?

Réponse (15.06.2015) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

D'abord je tiens à confirmer l'affirmation de l'honorable Députée qu'au Centre de Logopédie, l'apprentissage des langues et la langue véhiculaire des cours sont conformes aux dispositions du plan d'études de l'enseignement fondamental et ne se limitent pas à l'enseignement du luxembourgeois, mais englobent les trois langues d'enseignement.

La rééducation des troubles spécifiques du langage se fait en luxembourgeois ou en allemand, en concordance avec la langue d'alphabétisation des élèves.

Dans ce contexte, il m'importe de rappeler que le multilinguisme de notre population constitue un défi pour l'enseignement en général et non seulement pour le Centre de Logopédie. Voilà pourquoi nous concentrons nos efforts sur la mise en place d'offres langagières plus différenciées, aussi bien en ce qui concerne le système éducatif formel que le système éducatif informel y compris l'enseignement dispensé par le Centre de Logopédie et par l'Éducation différenciée.

Ad 1. Étant donné que la décision d'orienter des enfants atteints de dysphasie vers des écoles à l'étranger émane des parents et non pas d'organismes dépendant du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, nous ne disposons pas de chiffres afférents. Il semble cependant qu'il ne s'agit que de cas exceptionnels.

Ad 2. Il n'y a pas de conventions avec des écoles étrangères.

Ad 3. La très grande majorité des enfants fréquentant l'enseignement fondamental à l'étranger y continuent leur scolarité à l'enseignement secondaire. Le cas échéant, les certificats obtenus font l'objet d'une évaluation de la part du service de la reconnaissance des diplômes. Dans le cas d'un retour précoce, les commissions d'inclusion scolaire se chargent de la réintégration des élèves en question.

Ad 4. Les acteurs en matière d'éducation différenciée de la Grande Région se concertent régulièrement. Des initiatives de coopération existent.

Toutefois, il est à noter que la participation simultanée des quelques pays de la Grande Région en matière d'éducation différenciée s'avère très complexe eu égard aux différences structurelles qui caractérisent les différents systèmes.

Question 1131 (12.05.2015) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **police des transports publics:**

D'Gewalt an de Bussen an an den Zich räisst net of a stellt en echte Problem fir d'CFL an aner Busservicer duer. Et geet dobäi ëm Aggressioune géint d'Personal, awer och ëm Gewalt tëscht de Passagéier. Dëst geet ënner anerem aus Berichter vun der Gewerkschaft FCPT-Syprolux ervir.

D'Gewerkschaft fuerdert dowéinst, eng Police fir den ëffentlechen Transport anzeféieren, dëst op de Modell vun der Police, déi fir den allgemengen Trafic op de Stroossen zoustänneg ass.

Dowéinst wéilt ech den Häre Ministere fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukturen a fir bannescht Sécherheet dës Froe stellen:

1. Ass der Regierung dës Fuerderung vun der Eisebunnsgewerkschaft bekannt?

2. Ass d'Regierung gewëllt, eng Etüd ze maache fir e Projet vun enger Police, déi sech méi speziell ëm d'Sécherheet am ëffentlechen Transport bekëmmert?

3. Wa jo, wéini kann ee mat dem Resultat vun esou enger Etüd rechnen?

4. Wann neen, wat wëllt d'Regierung konkret ënnerhuelen, fir d'Sécherheet vum Personal an de Passagéier am ëffentlechen Transport ze verbesseren?

Réponse (15.06.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

D'Police huet allgemeng d'Missioun, fir fir de Schutz vun de Persounen an de Gidder ze suergen an intervenéiert, wa se Virfäll matgedeelt kritt.

Et gëtt am Moment net envisagéiert, eng Police fir den ëffentlechen Transport anzeféieren.

Question 1132 (12.05.2015) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**utilisation de la langue luxembourgeoise sur les sites Internet du Gouvernement et des administrations:**

Viru Kuerzem huet um Spaweck den offizielle Portal vu Lëtzebuerg - www.luxembourg.lu - e frëschen Ustrach kritt. Leider muss ee bemängelen, datt de Site nëmmen op Franséisch, Däitsch an Englesch disponibel ass. Dëst ass leider keen Eenzelfall fir d'Präsenz um Spaweck vun der Lëtzebuerger Regierung an hiren Administratiounen.

D'Lëtzebuerger Sprooch ass vergiess ginn, wat ëmsou méi ze bedaueren ass, well ons Sprooch en integrale Bestanddeel vum Nation Branding vu Lëtzebuerg misst sinn. Datt de Site schonns op senger Ufankssäit d'Lëtzebuerger Sprooch an de Virdergrond géif stellen, wär och e kloert Signal, datt Lëtzebuerg eng eegen Nationalsprooch huet.

Dowéinst wéilt ech dem Här Minister fir Kommunikatiounen a Medien dës Froe stellen:

1. Wéisou ass op dësem Site d'Lëtzebuerger Sprooch net fir d'Navigatioun zréckbehale ginn?

2. Ass den Här Minister bereet, kuerzfristeg, a wa méiglech nach virum Ufank vun der Présidence, de Site och op Lëtzebuergesch iwwersetzen ze loossen?

3. Ass d'Regierung net der Meenung, datt ganz allgemeng, um Spaweck a bei anere Publikatioune vun der Regierung, d'Lëtzebuergescht muss mat Franséisch an Däitsch op d'mannst gläich behandelt ginn?

4. Wéi eng Efforte wëllt d'Regierung am Kader vun der Présidence maachen, fir Lëtzebuegesch als Sprooch vum Lëtzebuerger Land ervirzehiewen?

Réponse (01.06.2015) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Communications et des Médias:*

Den Deputéierte stellt verschidde Froen iwwert de Gebrauch vun der Lëtzebuerger Sprooch um Site www.luxembourg.lu.

Ad 1. Wéi décidéiert ginn ass a wéi enge Sproochen de Site www.luxembourg.lu soll disponibel sinn, ass de Choix gemaach ginn, datt dëst solle Franséisch, Däitsch an Englesch sinn. Mat dësen dräi Sproochen ass garantéiert, datt esou vill Internaute wéi méiglech d'Informatioune vum Site liese kënnen. De Site www.luxembourg.lu ass virun allem dofir do, fir d'Promotioun vu Lëtzebuerg am Ausland ze maachen.

Um Site www.luxembourg.lu kënnt eis Sprooch awer net ze kuerz. Esou gëtt et eng Säit iwwer Lëtzebuerg, eng Rubrik iwwert d'Sproochen zu Lëtzebuerg an d'Rubrik „De Sproch vun der Woch", an deem lëtzebuergesch Ausdréck iwwersat an erkläert ginn.

Ad 2. Mat de Ressourcen, déi de verantwortleche Servicer zur Verfügung stinn, ass et net méiglech, kuerzfristeg eng lëtzebuergesch Iwwersetzung vum Site ze maachen. Fir de Site op dräi Sproochen ze maachen, huet et 18 Méint Virlafzäit gebraucht. Dëst mécht kloer, datt eng kuerzfristeg Iwwersetzung onméiglech ass.

Ech wëll den Deputéierten awer och drop hiweisen, datt d'Erfahrungswäerter vu Siten, op dene Lëtzebuergesch niewent anere Sproochen ugebuede gëtt, weisen, datt d'Lëtzebuergescht déi Sprooch ass, déi ganz wéineg benotzt gëtt.

Ad 3. Franséisch an Däitsch sinn eis Amtssproochen. D'Lëtzebuerger gi generell op Däitsch alphabetiséiert, an den allergréissten Deel vun eisen auslännesche Matbierger fillt sech an de romanesche Sproochen doheem. Franséisch an Däitsch ginn also vun der grousser Majoritéit vun de Leit, déi zu Lëtzebuerg wunnen, geschwat oder zumindest verstanen. Wa Lëtzebuergesch och als Integratiounssprooch kann ugesi ginn, esou soll eng Internetsäit jo awer éischter dofir geduecht sinn, Informatioune fir déi gréisstméiglech Zuel vu Leit verständlech duerzestellen.

Ad 4. D'Présidence vun der Europäescher Unioun ass net den appropriéierte Kader, fir eis Sprooch ervirzehiewen.

Dat gëtt ënner anerem systematesch am Kontext vun der Éducatiouns- an Integratiounspolitik vun der Regierung gemaach.

Question 1133 (13.05.2015) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant le **transport fluvial:**

Dans un article récemment paru dans la presse, on peut lire que les ports du Rhin se sont regroupés sous les «Upper Rhine Ports» et envisagent la mise en place d'une gestion en commun des démarches douanières. Il en résulte que les ports de la Moselle pourraient subir une concurrence accrue de la part des ports le long du Rhin.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Est-ce que les affirmations dans cet article peuvent être confirmées? Dans l'affirmative, comment le Ministre des Travaux publics entend-il réagir?

- Est-ce qu'il y a une concertation avec les homologues français et allemands afin de travailler sur une stratégie commune avec les responsables des ports de la Moselle?

- Le Ministre estime-t-il nécessaire de mettre en place une telle concertation ou de la renforcer le cas échéant?

- Est-ce qu'une gestion en commun des formalités douanières par les ports installés le long de la Moselle est envisageable? Dans l'affirmative, quelles seraient les démarches concrètes à effectuer?

- Le Ministre est-il d'avis qu'une croissance de l'effectif des marchandises transportées sur la Moselle pourrait entraîner un soulagement du réseau routier luxembourgeois? Dans l'affirmative, par quelles mesures le Ministre souhaite-t-il favoriser le transport fluvial?

Réponse (15.06.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire n°1133 du 13 mai 2015, l'honorable Député Léon Gloden souhaite s'informer au sujet du transport fluvial.

Selon le site web http://www.upper-rhine-ports.eu le 25 novembre 2014 a eu lieu la signature d'un accord pour la création d'une structure de coopération des «Upper Rhine Ports», à savoir les ports s'étendant de Mannheim en Allemagne via Strasbourg en France jusque Bâle en Suisse. Selon les informations exposées sur ce même site, un plan d'action a été élaboré sur base d'études conduites avec le soutien de l'Europe entre 2012 et 2014 dans le cadre du projet RTE-T «Upper Rhine, a connected corridor». Y a été étudié l'ensemble des synergies possibles entre ces ports pour développer une coopération tri-nationale. Un projet de coopération douanier précis n'y est pas cité mais sous l'intitulé «Upper Rhine traffic management platform», les ports du Rhin supérieur envisagent l'introduction d'une plateforme informatique commune destinée à l'optimisation des processus logistiques dans les ports concernés sous forme d'un nouveau projet européen déposé récemment.

Des contacts réguliers existent entre les ports mosellans pour élucider des potentialités de coopération dans le cadre des limites posées par la réglementation européenne. La coopération au niveau de la réglementation est effectuée au niveau de la Commission internationale de la Moselle qui œuvre de manière générale pour une réglementation harmonisée entre les trois États riverains de la Moselle à savoir l'Allemagne, la France et le Luxembourg.

Les formalités douanières sont à effectuer par les opérateurs économiques et sont déjà simplifiées au Luxembourg pour bon nombre d'opérations. Au Luxembourg une gestion commune douanière au niveau des ports mosellans des trois pays n'est pas à l'ordre du jour faute de masse critique suffisante et en l'absence de synergies éventuelles. En effet, les neuf ports du Rhin supérieur accumulent un trafic fluvial de 50 millions de tonnes et un trafic conteneur de 730 000 EVP («équivalents vingt pieds») par année (contre environ 6.000 EVP et 14 millions de tonnes pour la Moselle entière). Étant donné que la zone de chalandise des ports est en général limitée en termes géographiques, aucun impact de l'initiative susmentionnée sur le Rhin sur l'activité du Port de Mertert n'est à attendre.

Le report modal, c'est-à-dire le transport par la voie fluviale ou ferroviaire au lieu du transport par la route, constitue une des priorités d'action du Gouvernement et résulte dans un délestage des routes et autoroutes. Le Ministère compte favoriser ce report modal entre autres par une coopération poussée entre les deux plateformes multimodales de Bettembourg et Mertert et un régime de subvention qui est en phase finale de notification avec la Commission européenne, notant que les perspectives de succès économique du report modal vers la voie fluviale et ferroviaire sont sinon réduites en raison du temps de parcours plus long et du coût souvent plus élevé.

Par ailleurs, le Gouvernement a, pendant les dernières années, réalisé de grands investissements dans les infrastructures portuaires de Mertert afin de les adapter aux besoins actuels et futurs de la logistique.

En ce qui concerne la croissance du nombre de marchandises transportées sur la Moselle et transbordées au Port de Mertert, le transport par voie fluviale d'une manière écologique, sûre et économique de produits pétroliers permet déjà aujourd'hui de délester annuellement le réseau routier de quelque 12.000 camions. L'extension du dépôt pétrolier à Mertert, et partant l'utilisation plus extensive de la voie fluviale permettra de délester encore davantage le réseau routier.

Question 1134 (13.05.2015) de **M. Laurent Zeimet** *(CSV)* concernant l'**agrément à accorder aux gestionnaires de services d'éducation et d'accueil pour enfants:**

Dans une circulaire du 27 avril 2015 du Ministère de l'Éducation nationale adressée entre autres aux bourgmestres et aux gestionnaires, ces derniers sont invités à introduire leur dossier d'agrément au plus tard le 31 décembre 2015. En juillet 2016 alors, toutes les structures existantes devraient aussi répondre aux nouvelles prescriptions.

Parmi les nouveautés du règlement grand-ducal du 14 novembre 2013 figurent l'augmentation de la surface nette minimale à 4 m² par jeune enfant, l'introduction d'une aire de jeux adjacente d'une surface minimale de 5 m² par enfant et une surface minimale de 1 m² en cas de restauration.

Si ces prescriptions ne semblent pas démesurées et ne devraient pas poser problème pour les structures à construire nouvellement, il se peut que des maisons relais existantes n'y soient pas conformes et ne disposent pas de surfaces nécessaires pour être adaptées.

Dans une circulaire du Syvicol du 5 mai 2015, le syndicat suggère ainsi de modifier le règlement de façon à prendre en considération le problème éventuel de la mise en conformité des structures existantes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer le calendrier de mise en conformité?

- Le Ministre envisage-t-il de modifier le règlement du 13 novembre 2013 selon les propositions du Syvicol?

- Dans la négative, le Ministre entend-il prolonger les délais pour la mise en conformité?

Réponse (11.06.2015) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Je tiens à informer l'honorable Député que j'ai bien pris note des doléances du Syvicol suite aux nouvelles normes introduites par le règlement grand-ducal du 14 novembre 2013 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services d'éducation et d'accueil pour enfant.

Les nouvelles normes ainsi définies n'étant pas jugées démesurées, je comprends néanmoins que l'exiguïté de la période transitoire définie à l'article 23 peut poser des problèmes pour certaines communes.

Pour tenir compte de ces observations, je vous informe que ledit règlement grand-ducal sera modifié afin de prolonger la période transitoire de deux ans, à savoir jusqu'au 15 juillet 2018. Ce délai supplémentaire devrait permettre à mon département d'analyser et de se concerter avec le Syvicol concernant les autres remarques formulées dans sa circulaire datée du 5 mai 2015 et, le cas échéant, pouvoir procéder à des modifications supplémentaires de ce règlement grand-ducal.

Question 1135 (13.05.2015) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant l'**indemnité de procédure pour les personnes bénéficiant de l'assistance judiciaire:**

Apparemment les juges refusent de manière systématique et quasi automatique l'octroi d'une indemnité de procédure (art. 240 NCPC) aux personnes qui bénéficient de l'assistance judiciaire, alors qu'ils obtiennent gain de cause.

En conséquence, je voudrais poser les questions qui suivent à Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Existe-t-il une base légale à cette pratique?

2. Cette manière de procéder n'est-elle pas discriminatoire et contraire aux intérêts de l'État qui doit payer les honoraires de l'avocat chargé et qui verrait la note diminuer si l'adversaire était condamné à contribuer aux frais d'avocat par le biais de ladite indemnité de procédure?

Réponse (08.06.2015) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Ad 1. En principe, chaque partie qui charge un avocat de la défense de ses intérêts dans le cadre d'une procédure judiciaire doit régler les honoraires de son avocat. Cependant, le juge peut prononcer une condamnation au paiement d'une indemnité de procédure sous certaines conditions en se basant sur l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile lorsqu'il paraît inéquitable de laisser à la charge de l'autre partie des sommes exposées par elle et non comprises dans les dépens.

Comme tous les autres justiciables, les personnes qui bénéficient de l'assistance judiciaire peuvent se prévaloir de l'indemnité de procédure.

Il y a lieu de préciser qu'il existe deux hypothèses: ou bien la partie bénéficiaire de l'assistance judiciaire peut demander que la partie adverse soit condamnée à une indemnité de procédure, ou bien la partie bénéficiaire de l'assistance judiciaire peut être, elle-même, condamnée à payer une telle indemnité à la partie adverse.

En ce qui concerne la première hypothèse, selon les informations dont dispose le Ministère de la Justice, de telles indemnités de procédure sont accordées aux personnes bénéficiaires de l'assistance judiciaire (voir sous 2.).

En ce qui concerne la deuxième hypothèse, l'article 37-1 (2), alinéa 5 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat prévoit qu'en matière civile l'assistance judiciaire ne couvre ni les indemnités de procédure, ni les indemnités pour procédure vexatoire et abusive. Il s'ensuit que l'assistance judiciaire ne couvre pas les indemnités de procédure demandées par la partie adverse ayant obtenu gain de cause, de sorte que la partie bénéficiaire de l'assistance judiciaire devra supporter elle-même ces frais.

Ad 2. Le juge ne peut prononcer une telle condamnation à une indemnité de procédure qu'à la condition que la partie qui gagne le procès ait formulé une demande en ce sens. Si une telle demande a été formulée, le juge apprécie souverainement si la demande est fondée et prononcera, le cas échéant, à l'encontre de la partie adverse, sur base de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile, une condamnation à une indemnité de procédure.

Selon les dispositions de l'article 11 du règlement grand-ducal modifié du 18 septembre 1995 concernant l'assistance judiciaire, l'avocat soumet son décompte final pour avis à l'appréciation du Bâtonnier; celui-ci prend note de l'indemnité de procédure accordée et la déduit du décompte final à payer à l'avocat. L'avocat devra requérir, lui-même, auprès de la partie adverse le montant dû.

Finalement, le Ministre de la Justice ou son délégué arrête le montant du décompte en revérifiant que l'indemnité de procédure a été prise en compte.

Par le biais de ce mécanisme, l'État diminue le montant à sa charge.

Question 1136 (15.05.2015) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant la **violence domestique:**

Au mois de mars 2015, le Ministère de l'Égalité des chances et le Luxembourg Institute of Health ont présenté les résultats d'une étude scientifique sur les causes de la violence domestique au Luxembourg.

Tout récemment, le rapport pour l'année 2014 du Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence vient d'être publié par le Gouvernement. Il s'agit, en l'occurrence, du premier rapport publié depuis la modification de la loi du 8 septembre 2003 qui a été réformée en 2013.

Il est effrayant de constater que la Police grand-ducale a dû procéder au triste record de 876 interventions en 2014. Le service d'aide aux victimes de violence domestique (SAVVD) constate que dans 89,29% des cas est exercée, entre autres, de la violence psychique.

Le rapport relève également que 460 enfants, dont 399 enfants mineurs, ont vécu dans les ménages touchés par la violence. Parmi les 327 victimes directes de violence figurent sept mineurs et le parquet a signalé en plus 56 enfants (47 mineurs et neuf majeurs) comme personnes à protéger. En outre, 17 expulsions ont eu lieu sur base de la violence exercée par un adulte sur un enfant et le taux d'expulsion de 8,86% lié à la violence exercée par un enfant à l'égard d'un adulte est en progression.

Or, il a été impossible, dans le cadre de la réforme de la loi précitée, de régler l'interdiction de contact entre le mineur concerné et la personne auteur de la violence, cet aspect étant tributaire du projet de loi 5351 portant modification de la loi modifiée du 10 août 1992 sur la protection de la jeunesse, toujours en instruction.

La réforme de la susdite loi a également introduit le droit pour la personne expulsée d'exercer un recours non suspensif contre la décision du parquet endéans le délai de 14 jours que dure la mesure d'expulsion.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de l'Égalité des chances et à Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Quel est l'état des travaux de la réforme plus qu'urgente de la loi sur la protection de la jeunesse?

2. Quel est le nombre de recours exercés contre les mesures d'expulsion décidées par les parquets auprès des tribunaux d'arrondissement de Luxembourg et de Diekirch?

3. L'encadrement psychologique, par le service «Riicht eraus», des auteurs de violence expulsés étant en progression, qu'entend faire le Gouvernement afin de mettre à disposition de ce service les ressources humaines suffisantes lui permettant un suivi régulier des auteurs expulsés et aussi rapproché que possible de l'acte de violence?

4. Quelles ont été les difficultés d'application et d'interprétation de la loi sur la violence domestique constatées suite aux modifications introduites à travers la réforme de juillet 2013?

5. Quelles sont les suites que le Gouvernement a l'intention de réserver aux conclusions de l'étude et du rapport précités? Le cas échéant, une révision de la législation actuelle en matière de violence domestique est-elle envisagée?

6. Quand le Gouvernement mettra-t-il en place le service d'accueil pour les victimes de violence («Opferambulanz») annoncé dans le programme gouvernemental?

Réponse commune (16.06.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé, Ministre de l'Égalité des chances,* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Ad 1. Afin d'accélérer les travaux débutés en 2003, le Ministre de la Justice a mis en place un groupe de travail multidisciplinaire ad hoc (composé de membres du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, de l'ONE, de magistrats du Parquet général, de la Cour d'appel, des deux parquets et des juges de la jeunesse, de l'Ombudsman, de l'ORK et de la Commission consultative des droits de l'Homme) qui travaille concrètement sur cette réforme. Il sera procédé soit à des amendements au projet de loi n°5351 déposé le 09.06.2004 soit au dépôt d'un nouveau projet de loi.

Ad 2. Devant le tribunal d'arrondissement de Luxembourg sept recours ont été exercés contre les mesures d'expulsion pendant l'année civile 2014. Parmi les sept recours, une seule requête en mainlevée d'une mesure d'expulsion a été déposée sans qu'il n'y ait eu de dépôt d'une requête en prolongation de la mesure d'expulsion en parallèle. Sur les sept recours en question, quatre ont été déclarés fondés, deux non fondés et une affaire a été rayée.

Devant le tribunal de Diekirch, un seul recours a été déposé qui a été déclaré non fondé.

Ad 3. L'encadrement des auteurs de violence domestique a connu une évolution à la hausse suite à la réforme de la législation sur la violence domestique en juillet 2013. De plus, le départ du chargé de direction le 1er janvier 2015 et, par conséquent, les changements que ce départ a causés au niveau de l'organisation du personnel du service sont les raisons principales du retard encouru au niveau du traitement des auteurs surtout en début de l'année.

À l'occasion de la plateforme de concertation du 22 mai 2015, les responsables de la Croix-Rouge ont informé qu'un nouveau collaborateur, engagé depuis le 1er avril 2015, a permis de combler les retards de manière substantielle.

De plus, la nouvelle chargée de direction a vite repris toutes les responsabilités au niveau de l'organisation de la gestion et de l'évacuation des dossiers, ce qui a également permis au service de retrouver son rythme de croisière normal.

La Croix-Rouge luxembourgeoise, qui est le gestionnaire du service «Riicht eraus», n'a pas demandé de personnel supplémentaire pour l'année 2016. Les représentants du Ministère sont en contact régulier avec les responsables du «Riicht eraus» et ne manqueront pas, au moment de la prochaine plateforme de concertation entre le Ministère et la Croix-Rouge luxembourgeoise, d'évoquer leur situation au niveau des ressources humaines.

Ad 4. La loi modifiée sur la violence domestique est une loi efficace dans la lutte contre la violence domestique qui prévoit une coopération sans faille entre les différents acteurs impliqués, à savoir les autorités judiciaires et policières et les services d'assistance aux victimes et auteurs de violence domestique. Le Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la violence a par la loi la mission d'«examiner la mise en œuvre et les problèmes éventuels au niveau de l'application pratique de la loi et de soumettre au gouvernement les propositions qu'il juge utiles». Le Comité est donc un organe consultatif assumant un rôle indispensable de forum de discussion entre les différents acteurs concernés en vue d'une meilleure coopération dans cette matière sensible. Au moment des réunions du Comité, les différentes institutions y représentées assument donc la mission précitée en sondant régulièrement d'éventuelles difficultés ponctuelles dans l'implémentation de la loi.

Ad 5. Madame la Ministre de l'Égalité des chances présentera les résultats de l'étude du Luxembourg Institute of Health (LIH) intitulée

«Violence domestique au Luxembourg: étude des causes pour une prévention ciblée» à la commission parlementaire compétente le 16 juin 2015. Le 30 juin 2015, elle rencontrera les membres du Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la violence pour un échange de vues approfondi sur les conclusions à tirer des recommandations. Par la suite, la Ministre va définir les prochaines étapes en matière de sensibilisation, d'information et de prévention en matière de violence domestique. Ces concertations seront mises à profit pour discuter l'opportunité d'éventuelles modifications législatives.

Ad 6. Un avant-projet de loi instituant une unité de documentation médico-légale des violences («Opferambulanz») est en cours d'élaboration au Ministère de la Santé en collaboration avec le Ministère de la Justice. Il est prévu de déposer un projet de loi en automne 2015. La mise en place de l'«Opferambulanz» aura lieu concomitamment avec l'entrée en vigueur de cette future loi.

Question 1137 (15.05.2015) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **«roaming»:**

D'après un article paru aujourd'hui sur tageblatt.lu, le Conseil de l'Union européenne planifierait de maintenir les frais d'itinérance facturés par les opérateurs mobiles encore durant des années, alors qu'il a été prévu initialement de supprimer ces frais d'ici la fin de l'année. Monsieur le Ministre a pour sa part rappelé dans sa réponse à ma question urgente n°0867 du 30 janvier 2015 *(cf. compte rendu n°8/session ordinaire 2014-2015)* que le Gouvernement luxembourgeois soutient fortement l'objectif des institutions européennes, à savoir la suppression à terme du «roaming», tout en ayant ajouté que le Gouvernement approuve une approche progressive, notamment via un système de quotas, telle que proposée par la Présidence lettone, afin d'éviter des effets contre-productifs d'une abolition trop brusque.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les affirmations relayées par la presse?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons de ce nouveau retardement quant au délai de la suppression du «roaming» et de quel délai est-il désormais question?

- Dans le cadre de la prochaine Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne, Monsieur le Ministre entend-il insister clairement sur la suppression à terme des frais d'itinérance?

Réponse (15.06.2015) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias:*

Je peux confirmer que les discussions sont en cours entre le Parlement européen et le Conseil au sujet des frais d'itinérance et de la neutralité d'Internet. En matière de frais d'itinérance, un des points de discorde concerne effectivement la date à laquelle le règlement produirait ses effets. Les discussions portent aussi sur les modalités à prévoir pour mitiger certaines conséquences non souhaitables pouvant résulter de l'abolition des frais d'itinérance. Un objectif pourrait être que les opérateurs ne subissent pas de pertes sur les services d'itinérance, afin d'éviter un effet sur les prix nationaux.

Si le dossier ne pourra être finalisé sous Présidence lettone, il appartiendra à la Présidence luxembourgeoise de contribuer à la recherche d'un compromis entre les colégislateurs. Sans un tel compromis, le règlement ne pourra pas être adopté et par conséquent les frais d'itinérance ne seraient pas abolis dans un délai prévisible.

Question 1138 (18.05.2015) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant les **interdictions pouvant frapper les immeubles pendant la période d'élaboration d'un projet d'aménagement général:**

L'article 20 de la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain prévoit les interdictions pouvant frapper les immeubles pendant la période d'élaboration d'un projet d'aménagement général. Au cours des études ou travaux tendant à établir, à modifier, à compléter ou à réviser un plan ou projet d'aménagement général et jusqu'au moment de sa décision, le conseil communal peut décider, sous l'approbation du ministre, que tous ou partie des immeubles touchés par le plan à l'étude ou en élaboration sont frappés des servitudes. La validité des décisions d'interdiction est limitée à une période d'un an et les éventuelles décisions de prolongation successives ne peuvent dépasser deux années.

Le problème en question est que certaines communes ont déjà atteint le total de prolongations d'interdiction autorisées et se retrouvent dès lors dans une situation dans laquelle elles n'ont plus aucune possibilité à interdire des projets allant à l'encontre du PAG en élaboration. Il s'agit d'un risque réel de vide juridique auquel les communes se voient confrontées.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il y ait un vrai besoin d'intervenir de manière urgente?

- Qu'est-ce que Monsieur le Ministre envisage de faire afin de venir en aide aux communes et d'éviter que des décisions contraires aux orientations futures du nouveau PAG soient prises?

- Est-ce que la modification de l'article susmentionné dans le sens d'accorder une possibilité d'extension des périodes d'interdiction aux communes est une mesure envisageable pour le Ministre?

Réponse (09.06.2015) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

L'article 20 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, tel qu'actuellement en vigueur, permet, aux communes qui le souhaitent, de geler certaines parties de leur territoire en vue d'éviter que l'état des lieux des terrains ainsi désignés varie considérablement entre le moment où le projet d'aménagement général (PAG) est mis à l'étude et le moment où ce dernier devient applicable.

En effet, en l'absence d'un tel «gel» l'état des lieux est susceptible d'évoluer de manière à compromettre la réalisation ultérieure du projet de PAG à l'étude.

Il y a à cet égard lieu de rappeler qu'une telle servitude peut uniquement frapper des fonds précisément délimités si le projet de PAG est déjà suffisamment élaboré pour que cette servitude puisse valablement être motivée.

Une telle servitude provisoire implique que toute modification de limites de terrains en vue de l'affectation de ceux-ci à la construction, toute construction ou réparation confortative ainsi que tous les travaux généralement quelconques sont interdits.

Bien qu'elle soit limitée dans le temps, il s'agit partant d'une importante restriction du droit de propriété.

Dans ces conditions, j'estime que la situation actuelle est satisfaisante et que le délai de trois ans accordé aux communes devrait normalement suffire à finaliser un projet de PAG se trouvant à un stade d'élaboration déjà assez avancé.

Rallonger ce délai équivaudrait à ce que la charge imposée aux particuliers du fait de l'interdiction absolue de construire soit trop lourde et risquerait par ailleurs d'entraîner des demandes de réparation devant les juridictions civiles.

Si jamais une commune n'est plus en mesure de prolonger ces servitudes provisoires car elle a épuisé toutes les voies légales pour ce faire, elle pourra cependant toujours procéder à la modification ponctuelle de son plan d'aménagement général. Dans ce contexte, il y a lieu de rappeler que les modifications ponctuelles des PAG «régime 37» peuvent se faire sans que l'élaboration d'une étude préparatoire ne soit nécessaire.

Question 1140 (18.05.2015) de **Mme Joëlle Elvinger** *(DP)* concernant l'**obligation d'information des salariés dans le cas d'incapacité de travail:**

Selon l'article L.121-6 (1) du Code du Travail, «le salarié incapable de travailler pour cause de maladie ou d'accident est obligé, le jour même de l'empêchement, d'en avertir personnellement ou par personne interposée l'employeur ou le représentant de celui-ci». Le 12 mars 2015, la 3e Chambre de la Cour d'appel a jugé qu'une clause contractuelle qui oblige le salarié d'informer son employeur de son incapacité de travailler avant le début du travail, ou avant une certaine heure, est nulle et sans effet. La Cour d'appel raisonne en effet que «le salarié malade est autorisé par la loi à informer son employeur de son incapacité de travail le premier jour jusqu'à minuit».

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que le jugement précité pourrait avoir des conséquences négatives sur le bon fonctionnement des petites et moyennes entreprises?

- Monsieur le Ministre serait-il disposé à viser une modification de l'article L.121-6 (1) du Code du Travail de sorte que l'employé soit tenu d'informer son employeur de son incapacité de travailler le jour même de l'empêchement et endéans la première moitié de la journée de travail sinon avant l'heure de fermeture normale de l'entreprise ?

Réponse (24.06.2015) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

La présente pour informer l'honorable Députée que j'ai pris bonne note du problème soulevé de façon pertinente pour l'informer que cette question sera soumise dans un avenir proche aux partenaires sociaux dans le cadre des travaux du Comité permanent du travail et de l'emploi.

Question 1141 (18.05.2015) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**éventuelle «analyse» par le BND des liaisons Internet depuis et vers le Luxembourg:**

Comme le relate un article paru ce weekend sur wort.lu (lequel renfermait par ailleurs un article publié par Monsieur Peter Pilz sur son compte Facebook), les services secrets allemands auraient «analysé» les liaisons Internet entre Luxembourg et Vienne depuis 2005. D'autres liaisons Internet, telles les liaisons Luxembourg-Moscou, Ankara-Luxembourg voire Luxembourg-Prague auraient également été mises sous surveillance par le BND pour le compte de la NSA.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Messieurs les Ministres sont-ils en mesure de démentir les informations relatées ci-dessus?

- Combien de liaisons Internet existent entre le Luxembourg et les destinations citées ci-dessus (i. e. Vienne, Moscou, Ankara et Prague)?

- Ces liaisons sont-elles cryptées?

- Est-ce que des ministères ou administrations utilisent ces lignes? Le cas échéant, quel type de données passe par ces liaisons? Est-ce que ces données sont confidentielles voire critiques pour le Luxembourg?

- Qui sont les fournisseurs de ces liaisons?

- Qui décide de l'utilisation de ces liaisons?

Réponse commune (28.05.2015) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

En réponse à la question de Madame la Députée Diane Adehm et de Monsieur le Député Gilles Roth, nous ne pouvons actuellement ni démentir ni confirmer les informations révélées le 15 mai 2015 par certains organes de presse affirmant que le «Bundesnachrichtendienst» (BND) aurait en 2005 intercepté les connexions reliant Luxembourg-Vienne, Luxembourg-Moscou, Luxembourg-Prague et Ankara-Luxembourg au nœud Internet de Francfort. En effet, il n'existe pas de moyen de détecter des interceptions faites à l'étranger, a fortiori s'agissant d'interceptions réalisées en 2005. Le Gouvernement a pris connaissance de ces informations par voie de presse et ne dispose pour le moment pas d'informations complémentaires.

Le Gouvernement n'est pas en mesure de se prononcer sur le nombre de relations Internet entre le Luxembourg et les destinations citées ci-dessus. Ces informations relèvent du secret commercial des différents opérateurs de télécommunications qui opèrent de telles lignes.

D'une manière générale, il convient de noter que les questions posées font un amalgame entre trafic Internet et la connexion référencée dans le courriel Deutsche Telekom - BND du 3 février 2005 mentionné dans différents médias. Sur ces lignes et compte tenu des informations dont le Gouvernement dispose à l'heure actuelle, la probabilité d'avoir du trafic Internet est cependant fort réduite.

En ce qui concerne l'utilisation de ces lignes par les ministères, administrations et services de l'État, nous tenons à souligner qu'un réseau de données, servant avant tout à des fins administratives, est opéré entre le Luxembourg et les ambassades du Grand-Duché. Les lignes louées constituant ce réseau de données sont chiffrées par des protocoles répondant aux bonnes pratiques dans le domaine. Les liaisons avec nos ambassades à Vienne, Moscou et Prague ne passent pas par la connexion Ffm 21 - Luxembourg 757/1 dont question dans le courriel susmentionné.

Nous ne sommes pas en mesure de citer les fournisseurs de ces liaisons étant donné qu'il s'agit là d'informations sensibles ne pouvant être communiquées au grand public.

Par ailleurs, nous tenons à rappeler que les informations qui sont particulièrement sensibles et dont le traitement doit être entouré, par voie de conséquence, de précautions particulières, sont intégrées à un dispositif de classification et cela en fonction de leur niveau de sensibilité. Dans ce contexte, le Gouvernement opère deux réseaux de données classifiées, un premier réseau de niveau «restreint» et un deuxième réseau, nouvellement mis en place, de niveau «secret». Les informations de ces réseaux passent par le réseau administratif des ambassades tout en étant chiffrées en fonction des niveaux de sécurité. Toutes les données transmises par ces réseaux sont classifiées et nécessitent une habilitation de sécurité particulière, émise par l'Autorité Nationale de Sécurité, pour les agents qui en sont les destinataires ou qui de façon générale y ont accès.

Question 1142 (18.05.2015) de **M. Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant les **Jeux européens à Bakou:**

En juin 2015, la capitale de l'Azerbaïdjan, Bakou, accueillera les premiers Jeux européens, créés en décembre 2012 lors de l'assemblée générale des Comités olympiques européens à Rome et auxquels le Luxembourg participera. Or, il y a lieu de signaler une importante dégradation de la situation des droits de l'Homme en Azerbaïdjan ces derniers mois, caractérisée notamment par la répression, l'intimidation et l'emprisonnement de militants de la société civile, de journalistes et de défenseurs des droits de l'Homme. Aussi, la situation des droits de l'Homme en Azerbaïdjan a fait l'objet de déclarations et de résolutions récentes respectivement de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE (Déclaration de Bakou) et du Parlement européen (Résolution du Parlement européen du 18 septembre 2014 sur la persécution des défenseurs des droits de l'Homme en Azerbaïdjan).

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et à Monsieur le Ministre des Sports:

1. Messieurs les Ministres peuvent-ils me renseigner à combien s'élèvent les coûts de la participation luxembourgeoise aux Jeux européens de 2015? Qui prend en charge ces coûts?

2. Considérant la détérioration des droits de l'Homme en Azerbaïdjan, le Gouvernement estime-t-il qu'il est opportun ou non de marquer sa présence lors des Jeux européens à Bakou?

3. Le Gouvernement a-t-il réagi ou entend-il réagir face aux violations des droits de l'Homme en Azerbaïdjan? Quelles sont ou seront les réactions du Gouvernement en la matière?

4. Plus concrètement, le Gouvernement a-t-il l'intention d'intervenir auprès des autorités azéries, notamment en leur demandant de cesser de persécuter des membres d'organisations de la société civile, de l'opposition politique et des journalistes, de libérer les prisonniers politiques et d'abandonner la pratique des arrestations pour raisons politiques?

Réponse commune (22.06.2015) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports:*

La question de Monsieur le Député a trait aux Jeux européens qui se déroulent pour la première fois du 12 au 28 juin 2015 à Bakou en Azerbaïdjan et plus particulièrement à la détérioration voire la violation des droits de l'Homme dans ce pays. Les Ministres partagent les préoccupations de l'honorable Député quant à la situation des droits de l'Homme en Azerbaïdjan.

Tout d'abord il faut souligner que les Comités olympiques européens (COE) confient l'organisation de compétitions majeures dans le sport en toute autonomie, sans intervention de la politique en général et des ministres du sport ou des affaires étrangères en particulier, à des pays ou à des villes à travers l'Europe.

Les moyens d'agir de la politique sont dès lors quasiment inexistants pour peser sur l'attribu-

tion des compétitions majeures dans les disciplines sportives, ceci en raison du principe de l'autonomie du mouvement sportif.

Ad 1. En ce qui concerne la question relative aux coûts de participation luxembourgeoise aux Jeux européens, le Gouvernement n'est pas en mesure de vous communiquer des chiffres concrets. C'est en effet le Comité Olympique et Sportif Luxembourgeois (COSL) qui s'occupe de l'organisation et dès lors également du financement de la participation de la délégation luxembourgeoise.

En pratique, les coûts résultant de la participation d'une délégation à de tels jeux consistent essentiellement en frais de déplacement de la délégation, frais d'équipement vestimentaire et indirectement en frais liés à la préparation des athlètes.

L'organisateur, de son côté, prend en charge les frais de séjour et participe aux frais de déplacement par un montant forfaitaire en fonction du nombre d'athlètes et d'officiels d'encadrement.

Ce modèle de financement est étroitement basé sur celui utilisé pour les Jeux olympiques respectivement sur celui utilisé par d'autres associations continentales pour leurs Jeux continentaux.

Le financement de la préparation sportive des athlètes ne se fait pas par le biais d'un budget particulier supplémentaire, mais est couvert par le budget annuel normal du COSL, auquel contribue parmi d'autres le Ministère des Sports. Comme il s'agit ici d'un budget annuel, il est difficile de chiffrer la part revenant à la préparation proprement dite aux Jeux européens de Bakou.

Les seuls frais directs effectivement pris en charge par l'État sont les congés spéciaux accordés à différents participants.

Ad 2. Le Gouvernement luxembourgeois estime qu'une renonciation à une participation aux Jeux européens ou bien un boycott du Gouvernement à la cérémonie d'ouverture ou toute autre cérémonie officielle au vu de la détérioration des droits de l'Homme en Azerbaïdjan n'est pas le moyen approprié, ni d'un point de vue politique, ni d'un point de vue sportif pour marquer son désaccord avec une politique menée par le Gouvernement du pays hôte.

Au contraire, les différents représentants des Gouvernements devraient profiter de l'occasion pour intervenir auprès du Gouvernement azerbaïdjanais sur l'importance du respect des droits de l'Homme et de la bonne gouvernance.

Le Gouvernement du Luxembourg a été représenté lors de la cérémonie d'ouverture par le Ministre des Sports, qui s'était déplacé à Bakou, non seulement pour cet événement, mais aussi pour participer à une conférence informelle des Ministres des Sports du Conseil de l'Europe organisée le 13 juin à Bakou.

Ad 3. L'Azerbaïdjan est l'un de six pays avec lesquels l'Union européenne coopère dans le cadre du Partenariat oriental: dans ce contexte, nous abordons régulièrement des questions d'intérêt partagé, notamment les questions de la promotion et de la protection des droits de l'Homme et du renforcement de l'État de droit. Le Luxembourg participe activement à cette coopération.

Ad 4. Le Ministre des Affaires étrangères et européennes a rencontré le 21 mai le Ministre des Affaires étrangères de l'Azerbaïdjan et a pu s'entretenir avec lui d'un nombre de sujets, dont en particulier les droits de l'Homme: il l'a exhorté à faire des progrès, notamment en ce qui concerne la question des prisonniers politiques. Le Gouvernement luxembourgeois continuera à faire usage des canaux de communication bi- et multilatéraux pour adresser ces messages aux autorités azerbaïdjanaises.

Question 1143 (19.05.2015) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant les **droits des personnes transgenres au Luxembourg:**

Dans son programme gouvernemental du 10 décembre 2013, le Gouvernement a annoncé qu'il allait prendre des mesures concernant les questions relatives à l'intersexualité et la transsexualité. Dans ce contexte, deux résolutions européennes récentes sont particulièrement intéressantes:

1. Les paragraphes 159 à 165 de la résolution du Parlement européen du 12 mars 2015 concernant le rapport annuel 2013 sur les droits de l'Homme et la démocratie dans le monde et la politique de l'Union européenne en la matière [2014/2216(INI)] sont spécifiquement dédiés aux droits des personnes homosexuelles, bisexuelles, transgenres et intersexuées (LGBTI). Le Parlement européen demande à la Commission européenne ainsi qu'à l'Organisation mondiale de la Santé de retirer les «troubles de l'identité de genre» de la liste des troubles mentaux et du comportement (paragraphe 163). Le Parlement encourage les États membres de l'UE à mettre en place des procédures rapides de reconnaissance du genre, accessibles et transparentes, qui respectent le droit à l'autodétermination et demande l'interdiction de l'exigence de stérilisation pour la reconnaissance juridique du genre (paragraphe 164).

2. La résolution 2048 (2015) sur la discrimination à l'encontre des personnes transgenres en Europe a été adoptée le 22 avril 2015 par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. L'Assemblée appelle les États membres de l'Union européenne à interdire explicitement la discrimination fondée sur l'identité de genre et soutient les demandes du Parlement européen d'abolir l'obligation légale de stérilisation en matière de reconnaissance d'identité de genre et de ne pas considérer les troubles de l'identité de genre comme maladies mentales. De plus, l'Assemblé demande des procédures nationales rapides et transparentes qui permettent aux personnes transgenres de changer de nom et de sexe sur les documents officiels. Ces procédures devraient être accessibles, sans exception, à toute personne transgenre.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Quelles sont les mesures que le Gouvernement entend prendre pour lutter contre la discrimination des personnes transgenres dans notre pays?

2. Comment est-ce que le Gouvernement entend répondre aux recommandations exprimées dans les résolutions susmentionnées?

Réponse (18.06.2015) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Députée Lorsché portant sur la lutte contre la discrimination des personnes LGBTI (lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexuées), le Ministre de la Justice aimerait fournir les précisions qui suivent.

Particulièrement sensible à la discrimination à laquelle ces personnes peuvent être confrontées et aux problèmes auxquels elles doivent faire face dans leur vie quotidienne, le Gouvernement s'est engagé aux termes du programme gouvernemental de «se pencher sur les questions relatives à l'intersexualité et la transsexualité». Porté par cette volonté politique, le Gouvernement a signé le 17 mai 2015 la déclaration IDAHO à l'occasion de la Journée internationale contre l'homophobie et la transphobie.

Bien que ni la résolution 2048 (2015) adoptée par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe en avril 2015, ni celle du Parlement européen du 12 mars 2015 adoptée dans le contexte du «Rapport annuel 2013 sur les droits de l'Homme et la démocratie dans le monde et la politique de l'Union européenne en la matière» ne soient juridiquement contraignantes, il est évident qu'elles ont une portée qui est en train d'être examinée par les différents départements ministériels.

Le discours de haine et l'infraction motivée par la haine constituent des actes pénalement répréhensibles (articles 454 et 457-1 du Code pénal). Depuis la loi sur la réforme du mariage de 2014, le mariage est ouvert à toute personne; les personnes transgenres peuvent demeurer mariées à la suite d'un changement de sexe reconnu, sans que leur conjoint et les enfants ne perdent leurs droits; désormais l'adoption (simple et plénière, nationale et internationale) est ouverte à tous les couples mariés et les adoptants LGBTI ont les mêmes droits que tout autre parent adoptant. De plus la législation nationale a été adaptée au profit d'une terminologie neutre, asexuée et les actes d'état civil ont été nouvellement configurés.

Malgré tous ces efforts, un certain nombre de problèmes subsistent notamment pour la reconnaissance juridique du genre, pour les traitements de conversion sexuelle et soins de santé et pour l'information, la sensibilisation et la formation en cette matière. Le Gouvernement est en train d'examiner les solutions qui devront être apportées.

Question 1146 (19.05.2015) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant les **décharges de déchets inertes:**

Selon des estimations d'Eurostat, le Luxembourg se situait en 2010 avec 16,3 tonnes de terres excavées par habitant dans les premiers rangs en Europe. Concernant les déchets inertes, un total de 3,466 millions de tonnes a été mis en décharge pendant l'année 2012, avec un maximum de 6,468 millions de tonnes en 2009, dont 2,744 millions de tonnes ont été recyclées.

Lors de la déclaration sur l'état de la nation, Monsieur le Premier Ministre a souligné le concept de l'économie circulaire, qui valorise entre autres le recyclage afin de réutiliser les matières issues de certains déchets dans l'élaboration de nouveaux produits.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Existe-il une «carte déchets» pour les décharges de Colmar-Berg, Sassem et Strassen qui règle l'accès à ces décharges afin que seulement les camions de la région respective puissent y accéder?

- Quel est le taux de recyclage des décharges?

- À quelle date la décharge de Mondercange sera-t-elle de nouveau opérationnelle?

- Dans le même ordre d'idées, à quelle date la décharge de Folschette ouvrira-t-elle ses portes?

Réponse commune (30.06.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

Par sa question parlementaire n°1146 du 19 mai 2015 l'honorable Député Marcel Oberweis souhaite s'informer sur les décharges de déchets inertes.

Il n'existe pas de «carte déchets» réglant l'accès aux différentes décharges. Selon les dispositions du règlement grand-ducal du 9 janvier 2006 déclarant obligatoire le plan directeur sectoriel «décharges pour déchets inertes», les déchets inertes doivent être transportés à la décharge la plus proche du chantier générateur des déchets. Aussi les documents de soumission de l'Administration des Ponts et Chaussées et de l'Administration des Bâtiments publics stipulent que les déblais en excès doivent être transportés vers le centre de déchets inertes et/ou de recyclage agréé le plus proche de l'emprise du chantier. L'expérience montre qu'en général ce principe est bien respecté. C'est déjà pour des raisons purement économiques que les entreprises concernées choisissent les chemins les plus courts entre les chantiers et les décharges, ceci évidemment dans la mesure de la disponibilité de réception de ces dernières.

Il faut constater que de moins en moins de déchets recyclables sont amenés aux décharges pour déchets inertes. En effet, le recyclage se fait le plus souvent sur le chantier même en raison des coûts de transport. Par ailleurs, il existe aussi des sites de recyclage spécialement prévus à cet effet. Dès lors le taux de recyclage des déchets déposés sur les décharges ne renseigne qu'insuffisamment sur les quantités effectivement recyclées. Il est plus judicieux de se rapporter au taux national de recyclage des déchets de construction et de démolition qui, ces dernières années, se situait près de 90%. Avec ce taux le Luxembourg respecte d'ores et déjà le taux de recyclage de 70% à atteindre d'ici 2020 conformément aux exigences de la directive 2008/98/CE relative aux déchets.

Également, il est à préciser que les deux administrations dépendant du département des Travaux publics veillent dès la planification des projets à ce que le moins de travaux d'excavation soient nécessaires afin de minimiser les déchets inertes à évacuer.

En ce qui concerne la décharge de Mondercange, il n'est pas probable que celle-ci fonctionnera encore sous forme de décharge; seul un apport de terres pour reprofiler le site après assainissement semble probable. À l'heure actuelle il reste à évaluer si des masses de terre supplémentaires vont être nécessaires afin d'ajuster la forme de la décharge en vue d'une bonne intégration finale dans le paysage.

La décharge de Folschette est officiellement autorisée et sera prête à accueillir des déchets à l'horizon 2017. En ce qui concerne l'accès vers la décharge de Folschette, deux variantes sont actuellement analysées du point de vue recevabilité des autorisations suivant la législation en vigueur, de façon à ce que l'accès devra être garanti dès la mise en service de la décharge.

Question 1147 (20.05.2015) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **«smart grid»:**

Es zeigt sich verstärkt, dass die Konvergenz von Energie und Information der entscheidende Faktor auf dem Weg der intelligenten Versorgungswirtschaft wird. Der Begriff „smart grid" steht für die Vernetzung und Steuerung in der Erzeugung elektrischer Energie, dem Einbau von Speichern, dem nachhaltigen Energieverbrauch angesichts schwindender Ressourcen, der intelligenten Energieübertragung und der Verteilung hin zu den Verbrauchern.

Diese Technologie führt zu verringerten Treibhausgasemissionen und Betriebskosten, zu weniger Energieimport, zu höherer Energieeffizienz, zur Nutzung der heimischen Energiequellen und letztendlich zur besseren Versorgungsqualität.

Diese intelligente Methode ermöglicht die Optimierung und die Überwachung der miteinander verbundenen Bestandteile. Demnach trägt sie zur Sicherstellung der Energieversorgung bei und unterstützt alle Bemühungen im Kampf gegen den Klimawandel. Es ist des Weiteren wichtig zu unterstreichen, dass das „smart grid" und die Elektromobilität sich weiterentwickeln, denn diese ist auf ein unterstützendes „smart grid" angewiesen.

Die bidirektionalen Ladevorgänge, ein wichtiges Element der dezentralen Energieversorgung, benötigt das „smart grid" und sollte verstärkt auf das Speichersystem, u. a. die Elektrofahrzeuge, zurückgreifen. Durch diese Technologie könnten die Versorgungsnetze der Elektrizitätswirtschaft entlastet werden.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen an den Herrn Wirtschaftsminister stellen:

- Kann der Herr Minister aufschlussreiche Informationen über den derzeitigen Stand der Einführung beziehungsweise der Umsetzung dieser innovativen Technologien in der Versorgungswirtschaft geben?

- Wird diesbezüglich auch die Speicherung der überschüssigen elektrischen Energie, erzeugt aus erneuerbaren Energien, in den privaten Haushalten angedacht?

- Wenn ja, werden diese noch sehr teuren Speicheranlagen, u. a. Lithium-Ionen-Akkumulatoren, von staatlicher Seite gefördert und gegebenenfalls subventioniert?

Réponse (24.06.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Als Antwort auf die parlamentarische Anfrage des ehrenwerten Abgeordneten Marcel Oberweis über intelligente Energievernetzung kann ich Ihnen folgende Informationen mitteilen.

Die Regierung hat sich bereits in den Jahren 2010 und 2011 mit dem Thema der intelligenten Netze und Zähler in allen Versorgungsbereichen befasst und dabei einen besonderen Fokus auf die Strom- und Gasnetze gelegt. Unter Einbindung der Akteure der öffentlichen Hand sowie der betroffenen Akteure wurde im Jahr 2011 eine Studie abgeschlossen, die als Empfehlung die flächendeckende Installation von intelligenten Messsystemen im Strom- und im Gassektor abgegeben hat. Die Installation dieser Messsysteme ist Grundlage und Vorbedingung für einen intelligenten Betrieb der Netze in der Zukunft sowie für die Realisierung weiterer Energieeffizienzpotenziale bei den Kunden und innerhalb des Netzbetriebs.

Die Regierung hat die Empfehlungen aus der vorgenannten Studie aufgegriffen und im Jahre 2012 zwecks Umsetzung ein Gesetzgebungsverfahren zur Abänderung der umgeänderten Gesetze vom 1. August 2007 bezüglich der Organisation des Strom- beziehungsweise des Gasmarktes in die Wege geleitet, um der flächendeckenden Einführung von intelligenten Messsystemen den notwendigen Rechtsrahmen zu geben. Die vorgenannten Gesetze sehen vor, dass alle Verteilernetzbetreiber sowohl im Strom- als auch im Gasbereich ihren Endkunden eine gemeinsame, nationale und interoperable Infrastruktur zur Verfügung stellen müssen, welche die aktive Beteiligung der Verbraucher am Energiemarkt fördert und den Strom- und Gasanbietern sowie den Netzbetreibern neue Wege der Versorgung und des sicheren Netzbetriebs ermöglicht.

Das System der intelligenten Zähler muss auf einer gemeinsamen zentralen Einheit aufgebaut sein, welche die Kommunikation der Daten mittels eines einzigen gemeinsamen Systems, zumindest für Strom und Erdgas, sicherstellt. Das System muss aber auch derart ausgelegt sein, dass die Daten von anderen Medien, wie Wasser und Fernwärme, eingebunden werden können.

Ab dem 1. Juli 2016 muss bei jedem neuen Zählereinbau sowie jedem Zählerwechsel, der an ein Strom- oder Gasnetz angebunden ist, ein intelligenter Zähler eingebaut werden. Die vorgenannten Gesetze sehen vor, dass bis zum 31. Dezember 2019 mindestens 95% aller Endkunden mit intelligenten Stromzählern bzw. bis zum 31. Dezember 2020 mindestens 90% aller Endkunden mit intelligenten Gaszählern ausgestattet sein müssen. Dabei werden die Stromzähler die Verbrauchsdaten der Gaszähler über

eine gemeinsame Infrastruktur an ein zentrales System übertragen, von dem die Daten zum Netzbetreiber und schlussendlich zu den Strom- und Gaslieferanten weitergeleitet werden können. Darüber hinaus wird nach Wunsch der Kunden ebenfalls eine Schnittstelle bereitgestellt werden können, die es dem Verbraucher ermöglicht, seine aktuellen und historischen Verbrauchswerte an einem lokalen Display oder einem Homeserver im Haus einsehen und auswerten zu können.

Die von der Verpflichtung betroffenen Netzbetreiber haben im Jahre 2013 die gemeinsame Struktur Luxmetering gegründet, um die konkrete Umsetzung gemeinsam besser organisieren zu können. Die Arbeiten befinden sich laut Auskunft von Luxmetering im von der Gesetzgebung aktuell vorgegebenen Zeitrahmen.

Im Bereich der Elektromobilität hat die Regierung aufgrund der seit einigen Jahren zu beobachtenden Entwicklungen in diesem Sektor in den Jahren 2011 und 2012 eine technisch-wirtschaftliche Machbarkeitsstudie in Auftrag gegeben, um eine kohärente Strategie im Bereich der öffentlichen Ladestationen entwickeln zu lassen. Auch diese Studie wurde unter Einbindung der betroffenen Ministerien sowie der wirtschaftlichen Akteure in diesem Bereich durchgeführt und kam zum Schluss, dass die Installation einer offenen Ladeinfrastruktur mit ca. 800 Ladestationen einen Anreiz für die Elektromobilität in Luxemburg darstellen kann.

Die Ergebnisse dieser Studie wurden ebenfalls von der Regierung aufgegriffen und mittels einer Umänderung des Gesetzes vom 1. August 2007 bezüglich der Organisation des Strommarktes in die gesetzgeberische Prozedur eingebracht. Die in Kraft getretenen Regelungen sehen vor, dass die Stromverteilernetzbetreiber eine nationale Ladeinfrastruktur installieren müssen, die auf einer gemeinsamen zentralen Einheit basiert, welche die Kommunikation der Daten mittels eines einzigen gemeinsamen Systems sicherstellt. Dabei werden die Ladestationen an einen intelligenten Zähler angeschlossen, um die Verbrauchsdaten dieser Systeme übermitteln zu können.

Durch den Einsatz der innovativen Technologien im Messwesen und im Bereich der Elektromobilität werden die Voraussetzungen geschaffen, um die Energieversorgung sowie die Strom- und Gasnetze weiter zu optimieren und intelligenter zu betreiben.

Die Verordnung bezüglich der Ladeinfrastruktur für Elektrofahrzeuge, welche die gesetzliche Basis präzisieren soll, befindet sich derzeit im reglementarischen Verfahren und soll so zeitnah wie möglich in Kraft treten.

Durch die eingesetzten Systeme können Energiespeichermöglichkeiten, sei es durch Batterien der Elektrofahrzeuge oder durch eigens hierfür verwendete Batteriesysteme in Wohn- und Nichtwohngebäuden, kontrollierter genutzt und eingesetzt werden.

Die Generaldirektion Energie des Ministeriums für Wirtschaft führt derzeit generelle Untersuchungen über die Auswirkungen von dezentralen Speichern durch und entwickelt Strategieansätze zur Umsetzung entsprechender Konzepte in Luxemburg. Dabei stehen Fragen der Verbindung zu den aktuellen und zukünftigen Fördersystemen, die Integration in den Strommarkt sowie die Effekte bei den Netznutzungsentgelten im Mittelpunkt. Daher können derzeit noch keine Aussagen zu möglichen zukünftigen Förderungen in diesem Bereich gemacht werden.

Question 1148 (20.05.2015) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **nouvelles révélations d'espionnage par le BND / la NSA des liaisons Internet depuis et vers le Luxembourg:**

Le Député autrichien Peter Pilz a présenté hier à la presse de nouveaux documents permettant de conclure que le BND aurait «surveillé» onze liaisons Internet entre le Luxembourg et d'autres villes européennes classées comme prioritaires par la NSA. Sous le couvert de la lutte contre le terrorisme, la surveillance aurait aussi été organisée à des fins d'espionnage économique, visant plus particulièrement la place financière luxembourgeoise. Rappelons qu'au moment des faits, le Luxembourg et l'Autriche figuraient parmi les derniers pays à défendre leur secret bancaire et qu'une des liaisons sous surveillance était bel et bien celle reliant le Luxembourg et Vienne. Se pose donc la question de la sécurité des réseaux informatiques.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, et à Monsieur le Ministre des Finances:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer ces informations?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils exclure que la surveillance de ces liaisons Internet visait à espionner la place financière?

- Messieurs les Ministres entendent-ils une nouvelle fois intervenir auprès des autorités allemandes pour obtenir de plus amples informations au sujet de ces nouvelles révélations?

- La sécurité des réseaux informatiques constituant un des atouts majeurs de notre économie, et a fortiori de notre place financière, Messieurs les Ministres peuvent-ils indiquer comment ils entendent procéder pour la renforcer?

Réponse commune (01.06.2015) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Monsieur le Député laisse sous-entendre que les activités du BND et de la NSA relatées dans la presse et dont il se fait l'écho auraient pu viser plus particulièrement la place financière de Luxembourg.

Comme le Gouvernement a déjà eu l'occasion de le préciser dans la réponse à la question urgente du 17 mai 2015 de Monsieur le Député Marc Angel *(cf. question urgente n°1139, compte rendu n°11/session ordinaire 2014-2015)* concernant les mêmes activités que celles visées par Monsieur le Député, le Gouvernement ne dispose pas d'informations sur les cibles luxembourgeoises éventuelles de ces activités datant de 2005. Pour le reste, il est renvoyé à la réponse susmentionnée ainsi qu'aux réponses aux questions parlementaires n°1111 de Monsieur le Député Fernand Kartheiser *(voir ci-dessus)* et n°1141 de Madame la Députée Diane Adehm et de Monsieur le Député Gilles Roth *(voir ci-dessus)* concernant les activités du BND et de la NSA thématisées dans les médias.

Pour ce qui est enfin de la sécurité des réseaux informatiques, l'attention de Monsieur le Député est attirée sur l'actualisation de la stratégie nationale en matière de cybersécurité décidée par le Conseil de Gouvernement dans sa séance du 27 mars 2015. Cette décision a été reprise dans le communiqué qui a été publié à l'issue du Conseil. Elle aborde notamment les sujets de l'augmentation de la résilience de l'infrastructure numérique et de la mise en place de normes et de standards pour les systèmes d'information de l'État et des infrastructures critiques. Le Gouvernement a par ailleurs récemment revu la gouvernance des services chargés au niveau de l'État de la sécurité des systèmes d'information et ce afin d'augmenter l'efficacité de leurs interventions.

Question 1150 (20.05.2015) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **réforme fiscale:**

D'après un article paru sur wort.lu, la coalition gouvernementale envisagerait de mettre fin au traitement fiscal réservé aux couples mariés, de sorte que la réforme fiscale, dont l'entrée en vigueur est prévue pour le 1er janvier 2017, aurait des répercussions considérables sur lesdits couples. Une période transitoire serait éventuellement prévue.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Est-ce que le Gouvernement peut confirmer ces propos?

- Est-ce que cela signifie une suppression du principe du «splitting» entre époux?

- Quel est actuellement le volume du déchet fiscal lié au principe du «splitting»? Quel serait l'impact budgétaire de l'individualisation au niveau de l'imposition des époux?

- Quelle serait la durée d'une éventuelle période transitoire au cas où le Gouvernement entendrait appliquer ces changements?

Réponse (24.06.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Pour répondre à la question des honorables Députés, il convient de rappeler que le programme gouvernemental prévoit que, dans le cadre des travaux en vue de la réforme fiscale prévue pour 2017, le Gouvernement «analyse la possibilité de passer à une imposition individuelle pour les personnes physiques».

À ce stade, il serait prématuré de vouloir anticiper sur les conclusions de cette analyse, que ce soit au niveau du principe, des modalités ou des conséquences d'une éventuelle mise en œuvre d'un tel modèle.

Question 1151 (20.05.2015) de **M. Marc Spautz** et **Mme Octavie Modert** *(CSV)* concernant la **collaboration de l'Entreprise des postes et télécommunications avec le groupe Cactus:**

Avant-hier, le premier «Point POST» a ouvert ses portes dans l'enceinte du Cactus Hobbi à Howald. D'après la presse, il serait prévu que ces nouveaux services des P&T soient déployés dans tous les supermarchés du groupe Cactus d'ici à la fin 2016. On y apprend également que les collaborateurs en charge de ces prestations de service ne seraient pas des employés des P&T, mais des employés du groupe Cactus.

D'un autre côté, un éventuel rapprochement entre l'Entreprise des P&T et la Banque Raiffeisen fut annoncé il y a quelques mois déjà.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que la collaboration des P&T avec le groupe Cactus n'aura pas d'impact sur l'emploi au sein de cet établissement public, c'est-à-dire au sein de l'Entreprise des postes et télécommunications?

- Monsieur le Ministre pourrait-il nous fournir des informations sur l'état des négociations entre les P&T et la Banque Raiffeisen quant aux opérations de CCP? À supposer que ces négociations aboutiraient, quelles en seraient les répercussions en termes d'emploi auprès des P&T? Monsieur le Ministre ne redoute-t-il pas une évolution négative à cet égard auprès de l'EPT?

Réponse (24.06.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

D'après les informations que mes collaborateurs du Ministère de l'Économie ont pu obtenir auprès de POST Luxembourg, sa collaboration avec le groupe Cactus est un élément d'une stratégie plus large visant à adapter son réseau de vente aux attentes et aux besoins changeants des clients.

Des études de marché effectuées par POST ont fait ressortir que les clients souhaitent en effet une flexibilité accrue leur permettant d'accéder plus facilement aux services de POST. Cette flexibilité concerne en premier lieu des horaires d'ouverture plus larges, en dehors des heures de bureau ainsi que la présence dans les centres de grande affluence tels que les grandes surfaces par exemple. Or, malgré une présence géographique très grande, le réseau actuel de POST Courrier / POST Finance ne répond plus à cette demande. Ainsi, le client se voit aujourd'hui confronté à des temps d'attente parfois inacceptables, notamment dans les grands bureaux. Par contre, dans les petits bureaux ou relais postaux, la fréquentation est si faible que des investissements afin de réserver un accueil moderne et convivial aux clients ne sont que difficilement justifiables.

Le partenariat avec Cactus est une évolution des Postshops actuels, en place depuis 2000. Ces points de vente exploités par un tiers sont une solution idéale pour compléter le réseau des points de vente exploités par POST puisqu'ils permettent de combler les déficits de ce dernier. Le concept proposé vise donc à mieux desservir le client en modernisant les bureaux de POST les plus grands et de compléter le réseau de vente par un nombre élevé de points de vente exploités par des tiers. Ce repositionnement stratégique permettra à POST d'optimiser son réseau propre tout en préservant une proximité envers ses clients sur l'ensemble du pays. La stratégie de transformation et de modernisation du réseau de vente est une stratégie à long terme. En attendant de pouvoir évaluer les premiers effets de cette nouvelle stratégie, la structure du réseau existant restera inchangée et le partenariat sera sans effet particulier en termes d'emplois.

En ce qui concerne le partenariat entre POST Luxembourg et la Banque Raiffeisen, les négociations viennent d'aboutir à un accord de partenariat consacrant le maintien, voire le développement du CCP. Le partenariat, approuvé par le Conseil d'administration du 17 juin, doit encore recevoir l'aval des autorités de régulation. Ce partenariat n'aura pas de répercussions négatives sur les collaborateurs actuellement occupés au niveau de POST Finance. Au contraire, les futures évolutions du CCP rendues possibles par le partenariat avec Raiffeisen sont considérées comme une opportunité pour les collaborateurs travaillant dans ce secteur d'activité de POST.

Question 1153 (21.05.2015) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **futurs projets de Luxexpo:**

La presse écrite a récemment fait savoir que Luxexpo envisage des investissements à hauteur de 20 millions d'euros pour des projets de rénovation et de modernisation. Les exposants se plaignent effectivement de plus en plus de l'état des infrastructures qui sont devenues obsolètes et peu attractives. Cette réalité explique par ailleurs la baisse des visites constatée notamment lors de la Foire de Printemps 2015.

Si les travaux envisagés, dont la rénovation du bâtiment principal, la construction d'un parking comprenant 700 places et la mise en place d'un nouveau concept multifonctionnel pour le hall 6, engendreront un impact négatif sur le chiffre d'affaires pour les années à venir, le directeur de Luxexpo table sur une future augmentation du volume d'affaires. Il précise par ailleurs que les actionnaires les plus importants, à savoir la Chambre de Commerce et la Ville de Luxembourg, acceptent les pertes prévues alors que les manifestations à Luxexpo apportent indirectement 120 millions d'euros par an à l'économie nationale.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes au Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre peut-il décrire de manière plus concrète les différents projets concernant le développement des activités de Luxexpo dans les années à venir?

- Quelle est l'attitude de Monsieur le Ministre par rapport aux critiques de certains exposants?

- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'il faudrait repenser de manière fondamentale le concept des foires en général et, si oui, quelles sont les propositions du Gouvernement à ce sujet?

Réponse (24.06.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Laurent Mosar concernant les futurs projets de Luxexpo en termes d'investissements, je puis vous communiquer les informations ci-après:

Suite à l'abandon par le Gouvernement du projet de reconstruction entière des Foires en 2012, la Société immobilière du Parc des Expositions de Luxembourg SA a sondé avec la Luxexpo SA différentes possibilités afin de remédier aux défis posés par une infrastructure qui ne répond plus de manière satisfaisante aux exigences du métier d'expositions. En tant que propriétaire des lieux, la SIPEL s'est ainsi engagée à investir quelque 7 millions d'euros pour faire démolir les halls 4 et 5 et pour assurer la mise en conformité des halls restants (à part le hall 6 pour lequel un réaménagement spécifique est prévu). Parallèlement, la Luxexpo, en tant que locataire des immeubles, a décidé de rénover le bâtiment de tête, de faire un certain nombre de travaux divers (parking, signalisation, sanitaires, etc.) et de construire sur le terrain nouvellement libéré un parking à trois étages exploité par ses soins pour répondre aux critiques récurrentes d'un manque d'emplacements pour les exposants et les visiteurs.

Je souscris à tous ces efforts alors qu'ils permettent non seulement de rafraîchir l'image des foires, mais garantissent une meilleure exploitation de l'infrastructure par des accès améliorés aux différents halls. Ils répondent ainsi également aux attentes légitimes des exposants souhaitant opérer dans les meilleures conditions possibles.

Le Gouvernement a toujours été attaché au projet Luxexpo ce qui s'est d'ailleurs traduit dans un soutien financier important tout au long des années passées. Je soutiens dès lors les démarches entamées par Luxexpo pour repenser le format des grandes manifestations que sont la Foire de Printemps et la Foire d'Automne et pour développer de manière générale une nouvelle stratégie pour l'avenir qui tirera profit des opportunités données par le réaménagement des halls et qui assurera de la sorte la pérennité des activités.

Question 1156 (22.05.2015) de **Mme Martine Hansen** et **M. Aly Kaes** *(CSV)* concernant la **chasse au renard:**

Laut dem Règlement grand-ducal du 9 mars 2015 concernant l'ouverture de la chasse pour les années cynégétiques 2015-2016 ass d'Juegd op de Fuuss d'ganzt Joer zou. Dat heescht, et ass verbueden, de Fuuss ze joen. Laut Aussoe vum Här Statssekretär géif sech duerch dës Mesure d'Fuussepopulatioun op engem déiwen Niveau stabiliséieren.

An dësem Kontext erlabe mir eis, folgend Froen un den Här Statssekretär fir nohalteg Entwécklung an Emwelt ze riichten:

1. Gëtt no dësem Joer, wou d'Juegd op de Fuuss zou ass, eng Evaluatioun gemaach, fir ze gesinn, ob de Bestand sech op engem niddregen Niveau stabiliséiert huet?

2. Wa jo, wéi eng Kritäre ginn analyséiert, fir dës wëssenschaftlech Etüd kënnen ze maachen a fir kënne logesch Konklusiounen op déi nächst Juegdsaisonen ze zéien?

3. Déi aktuell Zuelen iwwert de Fuuss baséiere sech op d'Ofschosszuelen. Ass et méiglech aus den Ofschosszuelen eng detailléiert Populatiounsverännerung erauszeliesen oder ginn dës Zuelen (zemools beim Fuuss) nach vun anere Facteuren influencéiert?

4. Wa jo, durch wéi eng Facteuren?

5. Mat wéi engen Date sollen dës Zuele verglach ginn, fir eng wëssenschaftlech Analys kënnen ze maachen?

6. Den Naturschutzbund Deutschland huet an enger Publikatioun vun 2013 geschriwwen, datt duerch d'Zounahm vum Fuussbestand (säit Aféierung vun der Tollwutimpfung) och de Verloscht vun de Buedembréieren zougeholl huet.

7. Gett dëst evaluéiert respektiv wëssenschaftlech analyséiert?

8. Wa jo, wéi?

9. Vill Baueren a Klengdéierenziichter kloen a leschter Zäit doriwwer, datt de Fuuss ëmmer méi dacks Klengdéieren (Hénger, Lämmer...) hëlt. Ginn et hei statistesch Zuelen?

10. Gëtt dëst evaluéiert?

11. An engem Artikel vum «Quotidien» (23.01.2015) seet den Här Statssekretär, «reconnaît le phénomène citadin des renards qui se promènent en ville. Mais il est aussi confiant sur le fait qu'on réussira, avec des pièges à animaux vivants, à les attraper pour les reconduire dans la nature». Ginn et hei Etüden aus dem Ausland, déi beleeën, datt dëst hëlleft? Wéi soll dëst konkret oflafen?

Réponse (29.06.2015) de **M. Camille Gira,** *Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures:*

Ad 1. D'Zuel vu Fiiss schwankt vu Joer zu Joer, an dat huet mam Wieder a mam Opkomme vu Mais ze dinn, wéi een et dëst Joer jo konnt gesinn. Dofir mécht et net vill Sënn, fir no engem Joer scho Réckschlëss ze zéien. Et gouf net behaapt, datt de Bestand sech op engem niddregen Niveau géif stabiliséieren, mä dass d'Variatiounen net méi grouss wäerte sinn, wéi mat Bejoung.

Et muss een och soen, dass d'Grafik vun den Ofschosszuelen indiquéiert, datt vun Enn den 1980er Jore bis viru 15 Joer de Fuussbestand hei am Land - trotz Juegd - ëm e Véierfacht geklommen ass. Viru 15 Joer war de Bestand zweemol esou héich wéi haut, an awer waren hei am Land keng Problemer mat Fiiss, vun Eenzelfäll emol ofgesinn.

Och aus landwirtschaftleche Kreesser gëtt monéiert, dass leider net méi genuch Prédateuren do sinn, fir d'Mais klengzehalen, déi regelméisseg zu enger Plo ginn. Esou steet z. B. um Internetsite vu CONVIS (Publikatiounsdatum 17.02.2015) an um Internetsite www.grengland.lu, dee vun der Ettelbrécker Ackerbauschoul (LTA) bedriwwe gëtt, Folgendes ze liesen: „Die Massenvermehrung dieser Kleinnager ist letztendlich auf unsere ausgeräumte Landschaft zurückzuführen. Landschaftselemente wie Hecken, Sträucher, Bäume, kleine Steinmauern u.v.m. dienen als Aufenthaltsort und Rückzugsmöglichkeit für Prädatoren, also die natürlichen Feinde. Mit dem zunehmenden Verlust dieser Landschaftselemente haben sich auch die natürlichen Feinde, die diese Überpopulationen regulieren könnten, zurückgezogen."

Och am Gesondheetsministère gëtt de Fuuss als wichtegen natierleche Feind vun de Mais gesinn, fir dee fir de Mënsch gefäierlechen Hantavirus am Gréff ze halen, wéi e rezente Communiqué weist. Zitat aus dem Communiqué vum 4. Juni 2015: «La cause de l'accroissement du nombre d'infections est liée à la présence d'un grand nombre de rongeurs et surtout à la multiplication importante du campagnol. Le campagnol roussâtre vit en forêt et trouve actuellement beaucoup de nourriture sous forme de fruits de hêtres et autres, ce qui explique sa multiplication intense. Ce rongeur peut être infecté sans devenir malade lui-même, tout en répandant le virus par ses excréments et urines. Un ennemi naturel principal de ce rongeur est le renard.»

Ad 2. All Joer gett am Conseil supérieur de la chasse bei all den als bejobar klasséierten Aarte gekuckt, firwat an zu wéi engen Zäite verschidden Aarte solle bejot ginn. Wa sech erausstellt, datt eng Bejoung vun engem als wëll klasséierten Déier noutwendeg oder duerch eng Notzung vertriedbar ass, kann dat gemaach ginn. D'Zuel vun Déiere vun enger Aart ass kee Kritär an där Diskussioun; wuel awer d'Problemer, déi vun enger Aart ausginn. Am Fall vum Fuuss ass dat entgéint Aussoe vun der FSHCL räichlech marginal.

Ad 3. Natierlech gesäit een an dëse landeswäit iwwer Questionnaire bei de Jeeër erhuewenen Ofschosszuele keng Detailer, mä en Trend, an dëst virun allem bei den Aarten, wou et keen Ofschossplang an deemno och kee Marquage gëtt. Den Trend beim Fuuss ass an anere Länner an Europa quasi identesch, z. B. an der Schwäiz, wou d'Bejoung vum Fuuss an d'Schounzäite ganz anescht si wéi zu Lëtzebuerg. Dat deit drop hin, datt d'Juegd per se iwwerhaapt keen Afloss op d'Bestänn huet, mä datt déi laangfristeg Populatiounsentwécklungen duerch ganz aner iwwergeuerdnet Facteure gesteiert ginn.

Ad 4. Vu dass de Fuuss laut President vun der Jeeërfederatioun, „virun allem en passant geschoss gëtt", weess d'Verwaltung net, ob d'Jeeër beim Fuuss genausou akribesch Buch féieren iwwert dat, wat geschoss oder iwwerrannt gouf, wéi bei aneren Aarten (Réi, Hirsch, etc.).

No der Zäit vun der Tollwutimpfung kruten d'Jeeër eng Prime, wa se ee Fuuss am Veterinärslabo ofgeliwwert hunn. Et ass unzehuelen, datt déi Zäit déi meescht geschossen an iwwerrannte Fiiss gemellt gi sinn. Mat dem Ofschafe vun der Prime sinn d'Zuelen awer net drastesch erofgaang.

Et ass allerdéngs unzehuelen, datt och beim Ausfëllen „de mémoire" d'Gréisstenuerdnung vun Déieren, déi geschoss oder iwwerrannt fonnt gi sinn, der Realitéit entsprécht. Domat kann ee soen, datt d'Ofschosszuele keen Hiweis ginn op d'Zuel vun de Fiiss an der Natur, wuel awer e gudden Indikator si fir de laangfristegen Trend an der Bestandsentwécklung.

Ad 5. Et ass bei enger wäit verbreeter an heefeger Aart wéi dem Fuuss logistesch immens schwéier, fir net ze soen onméiglech, groussfläcHEG Bestandsopnahmen ze maachen. Engersäits wäerten d'Donnéeën iwwer iwwerrannten Déiere méi systematesch enregistréiert ginn, an et ass och virstellbar iwwer eng standardiséiert Method, wéi d'Scheinwerferzielungen op Feldweeër, d'Bestandsentwécklung vun de Fiiss ze suivéieren.

Ad 6. Op Ufro beim NABU Deutschland gouf eis matgedeelt, datt si keng esou eng Publikatioun hunn.

Ad 7. De Monitoring vu Buedembréier wéi dem Piwitsch oder dem Feldhong gi vun der Centrale Ornithologique säit Jore gemaach. An der Vullewelt sougutt wéi beim Hues si weder säit dem Juegdverbuet op Gräifvullen, op den Dachs, de Marder oder d'Kuebevullen, nach beim Ofschafe vun der Falejuegd Abréch vermierkt ginn. Hire Réckgang ass op de Liewesraumverloscht zréckzeféieren, a si sinn ewell esou seelen, datt een d'Verloschter vun den Näschter schwéier ka fir statistesch Aussoen notzen.

Ad 8. Iwwert den „Common bird monitoring" ginn elo och Informatiounen zu manner rare Vullenaarte gesammelt, z. B. ee „Farmland bird index" kann do an Zukunft Réckschlëss erlaben.

Ad 9. Neen. Souwäit mer informéiert sinn, gëtt et jo och kee Relevé vun der Zuel vu klengen Notzdéieren, déi gehal ginn, oder wéi se gehal ginn. Hei ass et wichteg, ze bemierken, datt d'Ännerung an der Bejoung vum Fuuss bis elo nach keen Afloss op d'Fuussepopulatioun konnt hunn, well de Fuuss souwisou säit 2007 vum 1.3. bis 30.6. Schounzäit hat.

10. Bis elo ass dat net virgesinn. Bei deene Fäll, déi dëst Joer gemellt gi sinn, war et och schwéier nozevollzéien, ob:

- et wierklech de Fuuss war;

- de Propriétaire vun den Déieren déi néideg Mesurë geholl hat, fir seng Déieren ze schützen;

- dëst Joer méi schlëmm ass wéi aner Joren, an deenen d'Fuussepopulatioun duerch Wieder a Mausvirkomme grouss war. D'Leit sinn dëst Joer iwwert d'Medien op de Fuuss opmierksam gemaach ginn, an hu sech och doweinst wuel éischter bei eise Leit gemellt oder soss manifestéiert.

Ad 11. Fir d'Éischt muss ee soen, datt et säit iwwer 30 Joer a villen Dierfer a Stied an Europa Fiiss gëtt. Dat ass awer am Prinzip kee Problem, a vun deenen Déiere geet och a priori keng Gefor aus. Am Fall vun engem manifestement kranke Fuuss, z. B. op engem Bauerenhaff, kann een z. B. de Groupe d'intervention vétérinaire ruffen, déi dann déi néideg Décisiounen huelen.

Bei manifesten „Problemfäll", wou en eenzelt Déier stéiert an duerch d'„Ewechfänken" de Problem temporär ka geléist ginn, kann hei och eng Genehmegung erdeelt ginn. Et mécht natierlech wéineg Sënn, Déieren einfach ewechzefänken, wou direkt weiderer noréckelen.

Et ass wichteg, datt mer léieren, mat der Natur eens ze ginn, amplaz se ze bekämpfen. Esou sinn d'Leit z. B. opgefuerdert, keng wëll Déieren duerch Fudder an hire Gaart ze lackelen.

Am Genfer Kanton goufen och nom „Juegdverbuet" vun 1974 nach Fiiss geschoss, dëst ass awer säit 1997 staark zréckgesat ginn. Zënterhier gi just nach blesséiert oder manifestement krank Déieren „erléist" (wat eis Gesetzgebung jo och zouléisst) an e puer „Problemfiiss" geschoss. Tëscht 1998 an 2013 waren dat am ganzen 113 Fiiss.

Zu Bréissel (Bruxelles-Capitale, also exklusiv den urbane Beräich) gëtt guer net gejot, an obwuel de Fuuss säit den 90er Joren ëmmer méi do opkënnt, gëtt do kee gefaang oder geschoss. Bis elo leeft dat den Aussoe vun de Beroder no ganz gutt. Si schaffe just iwwer Sensibilisatioun a Berodung.

Question urgente 1177 (02.06.2015) de **MM. Gilles Roth**, **Marc Spautz**, et **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant la **décision de la Belgique de placer le Luxembourg sur la liste noire des paradis fiscaux:**

D'après un article paru sur lesoir.be, «la Belgique place le Luxembourg sur la liste des paradis fiscaux, une décision qui obligera les entreprises belges à déclarer toutes leurs transactions supérieures à 100.000 euros avec ce pays».

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, et à Monsieur le Ministre des Finances:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer ces informations?

- Quelles en sont les conséquences pour le Luxembourg?

- Messieurs les Ministres ont-ils été informés de cette décision avant que celle-ci ne circule dans la presse? Est-ce que ce sujet a été évoqué lors du récent sommet Benelux?

- Quelles mesures le Luxembourg envisage-t-il pour contrecarrer cette décision?

Réponse commune (09.06.2015) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

En vertu de l'article 307, CIR 92 belge, applicable à partir de l'année d'imposition 2010, «les contribuables assujettis à l'impôt des sociétés ou à l'impôt des non-résidents (…) sont tenus de déclarer tous les paiements effectués directement ou indirectement à des personnes établies dans un État qui (…) pour toute la période imposable au cours de laquelle le paiement a eu lieu, est considéré par le «Forum mondial» sur la transparence et l'échange d'informations, au terme d'un examen approfondi de la mesure dans laquelle le standard de l'OCDE d'échange d'informations est appliqué par cet État, comme un État n'ayant pas mis substantiellement et effectivement en œuvre ce standard (…)» et ce à l'occasion de leur déclaration annuelle à l'impôt. L'article précise en outre que cette déclaration «doit être faite uniquement si la totalité des paiements effectués au cours de la période imposable atteint un montant minimum de 100.000 euros». Il ne fait pas mention d'une «liste noire des paradis fiscaux», sur laquelle figurerait le Luxembourg.

Le 23 novembre 2013, le «Forum mondial» sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales avait jugé le Luxembourg non conforme au sujet de la mise en œuvre des normes de transparence et d'échange de renseignements à des fins fiscales.

Face aux défaillances du cadre législatif et réglementaire luxembourgeois mises en exergue, et conscient des risques de sanction et de réputation engendrés par cette situation, le Gouvernement a, dès son entrée en fonction le 4 décembre 2013, mis en œuvre tout un éventail de mesures pour répondre aux critiques du «Forum mondial».

Ceci était d'autant plus grave et urgent que les institutions financières internationales telles que la BEI, la BERD, menaçaient de ne plus utiliser la place financière luxembourgeoise pour leurs opérations si le Luxembourg ne négociait pas une période de grâce avec ces institutions, et ce sur la base d'un calendrier rigoureux avec leur panoplie de mesures législatives.

Sur ce, toute une série d'initiatives législatives ont été prises:

- la loi du 26 mai 2014 portant approbation de la Convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale et de son protocole d'amendement, signés à Paris, le 29 mai 2013 et portant modification de la loi générale des impôts;

- la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur et à la tenue du registre des actions nominatives et du registre des actions au porteur et portant modification 1. de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et 2. de la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière;

- la loi du 25 novembre 2014 prévoyant la procédure applicable à l'échange de renseignements sur demande en matière fiscale et modifiant la loi du 31 mars 2010 portant approbation des conventions fiscales et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande, nonobstant l'abstention du parti chrétien social sur ce dernier texte.

Au travers de ses décisions, le Gouvernement a par ailleurs pu procéder:

- le 29 octobre 2014, à la signature de la déclaration de Berlin, en vertu de laquelle le Luxembourg compte parmi les «early adopters» du «Common Reporting Standard»;

- en novembre 2014, à l'adoption de la proposition de directive européenne en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal (directive 2014/107/UE du Conseil du 9 décembre 2014 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal);

- le 1er janvier 2015, à la mise en œuvre de l'échange automatique prévu par la directive 2003/48/CE du Conseil du 3 juin 2003 en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêt.

Grâce à l'action décisive du Gouvernement, une nouvelle évaluation du Luxembourg est désormais en cours et devrait se traduire, au cours des prochains mois, par une confirmation par le «Forum mondial» de l'efficacité des mesures mises en œuvre. La nouvelle évaluation du Luxembourg en cours a permis de prolonger la période de grâce obtenue auprès des institutions financières et internationales.

On peut donc affirmer que les mesures les plus déterminantes pour résoudre la situation actuelle ont d'ores et déjà été prises. Dès l'aboutissement de la procédure actuellement en cours au «Forum mondial», le Luxembourg ne sera en principe plus susceptible de tomber dans le champ d'application de la législation belge précitée. Le problème est donc limité à 2014, année au cours de laquelle notre pays est considéré comme non conforme pour le «Forum mondial».

Pour autant, le sujet a fait depuis quelques mois l'objet d'échanges réguliers entre les autorités des deux pays. En particulier, il a fait l'objet d'une mention dans la «Déclaration Conjointe Gaichel» du 5 février 2015. Il est clair en effet que la circulaire belge arrive à contretemps alors que le Luxembourg a pris toutes les initiatives pour passer au plus vite à la situation créée par le classement du Luxembourg dans la catégorie des pays non conformes. Les discussions entre les deux Gouvernements sur la mise en œuvre des dispositions en question sont en cours et ne sont pas encore finalisées.